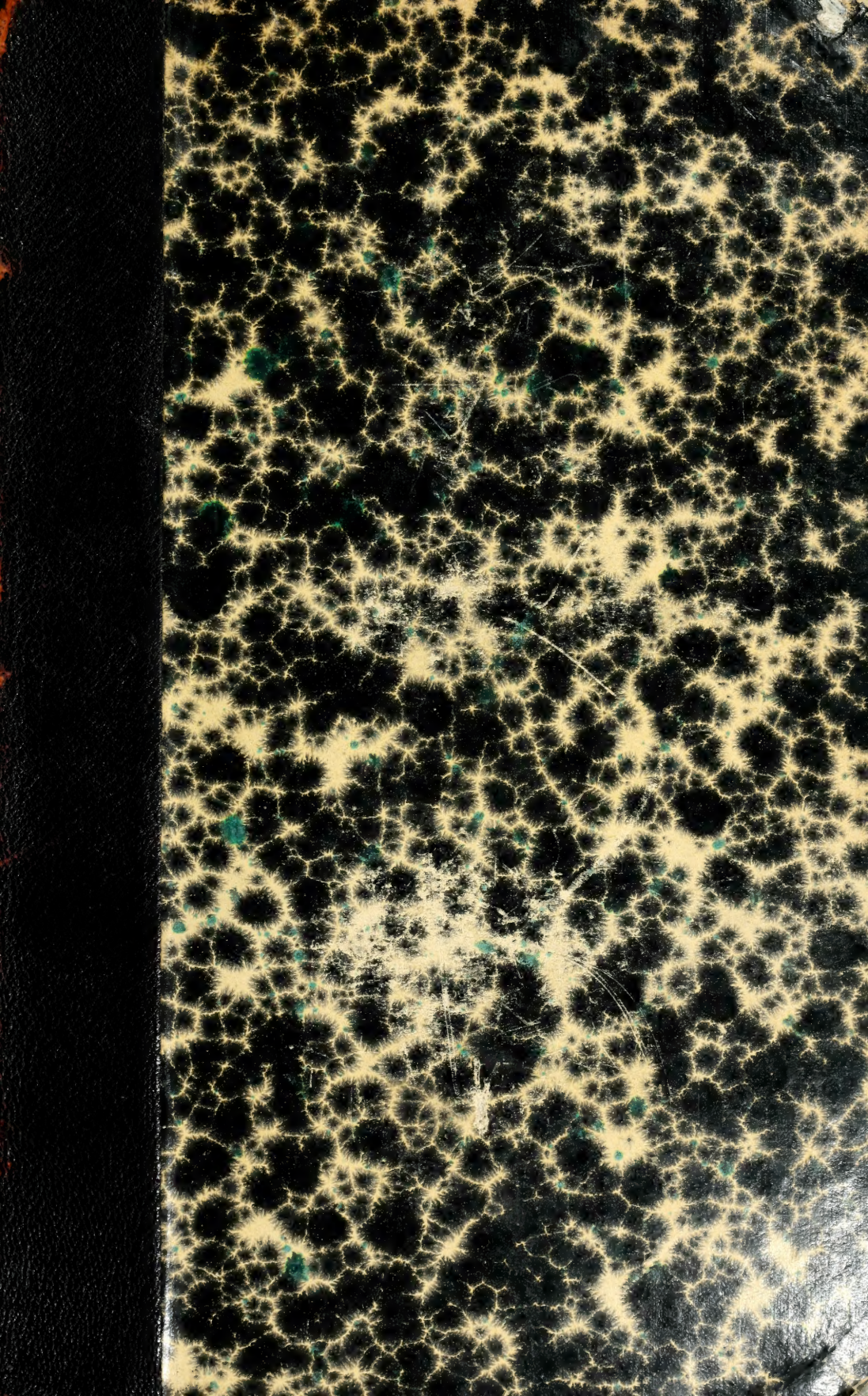




LIBRAIRIE
R. MÉRÉ
7, RUE DANTON
PARIS VI^e







SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS
rue Cujas, 43. — 1869.


SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

BULLETIN

HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

TOME XVIII (1869)

DEUXIÈME SÉRIE. — QUATRIÈME ANNÉE



PARIS
AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ
43 ET 45, RUE DES SAINTS-PÈRES

1869

477343
23.7.48

BX

9450

S64
année 18



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Préface.	1
Assemblée annuelle de la Société.	161
Rapport de M. Fernand Schickler, président, sur les travaux de la Société.	162
Supplément à la <i>France Protestante</i> de MM. Haag. Circulaire .	156
Procès-verbaux des Séances du Comité.	301,350,398
Bibliothèque du Protestantisme français	112,299

ÉTUDES HISTORIQUES.

Antoine de Croy, prince de Porcien, par M. le comte Jules Dela- borde	2,124,513
Histoire de l'Eglise réformée de Paris. Chapitre VII. Le temple de Charenton incendié (1621), par M. le pasteur Ath. Co- querel fils	65
La Réforme en France. Coup d'œil sur les progrès du calvinisme en 1560, par M. de Polenz	113
Le marquis de Vico, épisode de la Réforme en Italie, par M. Jules Bonnet	173
L'abbé de la Bourlie, marquis de Guiscard (1658-1711), par M. Jules Chavannes	209
Les amitiés de Calvin : Joachim Vadian, Martin Bucer, Philippe Mélanchthon, par M. Jules Bonnet	257,449
La Saint-Barthélemy à Lyon et le gouverneur Mandelot, par M. le pasteur Puyroche	305,353,401
Un humaniste du XVI ^e siècle, par M. le pasteur Jules Rathgeber	561

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

Le Protestantisme en Normandie. Trois lettres de l'Eglise de Caen à la compagnie de Genève. 1564	27
Journal des galères. Extrait de lettres écrites par les fidèles con- fesseurs de Marseille (1696-1708)	33,144,193,231,368,475,582
L'Eglise de Sedan. Extraits des registres du Consistoire (1601- 1634)	89
Deux lettres de M. de Montausier à M. Guenon, échevin de Saintes (1686-1689)	98

Deux conseils de Calvin	138
Chanson sur la Ligue (1585)	142
La persécution à Hargicourt et à Templeux (1771). Lettre de Goui au pasteur Briatte	245
Le Protestantisme dans le Hainaut. Exécutions capitales à Va- lenciennes (1567-1568)	269
Lettre de Théodore de Bèze au prince de Condé (4 mai 1578) . .	274
Les réfugiés français en Allemagne. Relation du voyage de M. Do- limpie dans le Wurtemberg et à Ulm (octobre et novem- bre 1687)	278, 324
Lettres écrites par divers pasteurs au sujet des Eglises réformées de France (Janvier 1773 — Décembre 1775).	333
Sermon de Pierre de Salve de Bruneton dit Valsec, pasteur du désert	377
La Bible en langue basque. Dédicace à Jeanne d'Albret (22 avril 1571)	421
Les émigrés de la Rochelle. Relation de la fuite de Baudouin de la Bruchardière et de sa famille (6 décembre 1686) . . .	424
Les protestants sous Louis XV. Mémoire à M. le maréchal de Thomond sur la conduite qu'il doit tenir en Languedoc (3 janvier 1758)	429
L'Hymne du printemps, contenant les méditations de l'homme régénéré sur la considération de la primevère, par Yves Rouspeau	463
L'Académie de Saumur. Cinq lettres à Du Plessis Mornay (1598- 1618)	470
Le Protestantisme en Dauphiné. Lettres des Eglises de Die, de Grenoble et de Valence à Calvin (janvier et mars 1562) .	530
Epître des Protestants au Roy sur la révocation de l'Edit de Nantes	536
Trois assemblées du Désert en Saintonge (1749-1754).	538
Le Protestantisme à Blois. Cinq lettres relatives à cette Eglise (1562-1698)	573

MÉLANGES ET VARIÉTÉS.

Origine de la famille Delessert. Rectification	64
A propos d'un livre de Sébastien Castalion	111
La Beaumelle et Madame de Maintenon	153
Le chant sacré. Fragment d'un discours de M. le pasteur Dardier	252
L'Histoire du Protestantisme français, étudiée au Record-office .	284
Salon de 1869, par M. Raoul de Cazenove	293

Rapport de M. le comte Hector de la Ferrière sur les manuscrits français du Record-office	344
Une énigme de l'histoire. Jeanne la Folle	349
Notes sur Isaac Casaubon, par M. Gustave Masson	388,485,590
Les prophètes cévenols, d'après un article du <i>Chrétien évan- gelique</i>	495,544,598
Fête de la Réformation.	512
Fragment d'un Discours de M. le pasteur Viguié sur les origines de l'Eglise de Nîmes.	552

BIBLIOGRAPHIE.

Histoire de l'Eglise wallonne de Hanau	107
Les Insurgés protestants sous Louis XIV, par Gustave Frosterus	109
Histoire des Camisards, par Eug. Bonnemère	158
De l'état civil des réformés en France, par M. L. Anquez	200
Spener et le réveil religieux de son époque, par M. Rathgeber	208
Vie de Jean Diodati, théologien genevois, par E. de Budé	249
Le légat de la vache à Colas, de Sédèze, complainte huguenote du XVI ^e siècle	250
Histoire du calvinisme français, par M. de Polenz	297
Histoire des princes de Condé pendant les XVI ^e et XVII ^e siè- cles, par M. le duc d'Aumale	436
Essai sur l'histoire des Eglises réformées de Bretagne, par M. le pasteur Vaurigaud. Prospectus	448
Les femmes de la Réformation, par Anderson. Tome III	507
Les guerres de religion et la société protestante dans les Hautes- Alpes, par Ch. Charronnet	508

CORRESPONDANCE.

Bernard Palissy. Réponse de M. L. Audiat à M. Ath. Coquerel fils et de M. Ath. Coquerel fils à M. L. Audiat	40,97
Fête de la Réformation à Montaren. Lettre de M. le pasteur Saussine.	61
Une lettre de Henri de Navarre, par M. le pasteur Dardier.	102
Monuments historiques de l'Alsace	106
Fête de la Réformation à Lyon. Lettre de M. Raoul de Cazenove.	605

NÉCROLOGIE.

M. le pasteur Justin Fraissinet	304
M. Charles Meynier	559
M. le pasteur Archinard	608

ERRATA

JOURNAL DES GALÈRES : Pages 35, ligne 17, et 39, l. 23, lisez : avril 1696 ; p. 95, au titre, lisez : Deux lettres de M. de Montausier à M. Etienne Guenon, échevin de Saintes, père de Jacques, mentionné plus loin, p. 97, l. 3 ; p. 269, au titre, lisez : Le Protestantisme dans le Hainaut ; p. 271, l. 11, lisez : 1562 ; p. 272, l. 16, lisez : marchand de sayes ; l. 17, lisez : Patoul ; p. 274, l. 1, lisez : Pierre Conrart ; l. 6, lisez : Patoul ; l. 7, lisez : Daniel de Ludens ; l. 8, lisez Du Quesnoy ; l. 21, lisez : Crassier ; l. 23, lisez : Tichon ; l. 25, lisez : Trich ; p. 295, l. 28, lisez : martialement campée ; p. 462, l. 2, lisez : 19 avril 1560 ; p. 517, l. 4, lisez : 1^{er} février 1561 ; p. 533 et 534, notes 1 et 2, lisez : La Motte Gondrin ; p. 560, l. 33, lisez : Jules Dussaud.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DIX-HUITIÈME ANNÉE

Que toutes les choses qui sont véritables, toutes les choses qui sont honnêtes, justes, pures, aimables, de bonne réputation, où il y a quelque vertu et qui sont dignes de louange, occupent vos pensées.
(PHILIPPIENS IV, 8.)

A mesure que les années se succèdent et que s'élargissent les horizons de notre œuvre historique, nous en mesurons mieux l'importance et la grandeur. Nous concevons de plus hautes ambitions pour le *Bulletin*, qui en est l'organe, et qui, sous sa forme nouvelle, doit atteindre un plus grand nombre de lecteurs. Il est encore trop peu répandu, et nous ne serons satisfaits que lorsqu'il occupera une place dans chaque presbytère, et sur les rayons de la bibliothèque de famille, pour rappeler à tous des exemples de foi, d'héroïsme et de sacrifice bons à méditer en tout temps, particulièrement de nos jours. Nous adjurons nos amis de s'associer à nos efforts, de se faire collecteurs avec nous, pour recueillir de nouveaux adhérents à cette œuvre de patriotisme et de religion. Rien ne sera épargné pour rendre le *Bulletin* plus digne de son objet, et donner plus d'ampleur aux chapitres qui le composent : Etudes historiques, Documents inédits, Bibliographie. Que les Eglises réformées se souviennent de nous, les unes dans leur pauvreté, les autres dans leur richesse, en célébrant de pieux anniversaires, et la Société de l'Histoire du Protestantisme français, soutenue par leurs sympathies, assurée de leur généreux concours, accomplira dignement sa mission.

ÉTUDES HISTORIQUES

ANTOINE DE CROY

PRINCE DE PORCIEN

Dans un canton du Rhételois, nommé *le Porcien*, dépendant de l'ancienne province de Champagne, on rencontre sur la rive droite de l'Aisne, vis-à-vis d'un vieux château, à environ deux lieues de Réthel et six lieues et demie de Reims, la petite ville de Château-Porcien (*castrum Porcianum. castrum Porcinctum*), qui, originairement, ne constituait qu'une simple seigneurie relevant du comté de Sainte-Menehould. Vendue en 1268 par Raoul de Château-Porcien à Thibaut, comte de Champagne, cette seigneurie fut, avec la Champagne elle-même, transférée au roi Philippe le Bel, qui l'érigea en comté, au moment où, en 1303, il la donna en échange de la terre de Châtillon-sur-Marne à Gaucher II de Châtillon, connétable de France. Jean II de Châtillon vendit, en 1395, le comté de Château-Porcien, qu'il tenait de ses aïeux, à Louis de France, duc d'Orléans. Le fils aîné de ce prince vendit à son tour, en 1435 ou 1439, ce même comté à Antoine, sire de Croy, seigneur de Renty, allié à la maison de Lorraine par son mariage avec Marguerite, fille d'Antoine, comte de Vaudémont et de Marie de Harcourt.

Au XVI^e siècle, le comté de Château-Porcien échut en partage, en même temps que d'autres biens situés en France, à un arrière-petit-fils d'Antoine de Croy et de Marguerite de Lorraine, à Charles de Croy, fils de Philippe, sire de Croy, d'Arschot, etc., et de Jacqueline de Luxembourg.

Investi de la propriété d'immeubles importants, sis en Cham-

pagne, Charles de Croy ne tarda point à quitter les Pays-Bas et à se fixer en France.

Il lui fut donné de rencontrer sur cette terre hospitalière plus et mieux qu'une fortune territoriale et que les prérogatives inhérentes à des titres de noblesse : il y trouva le bonheur dans son union avec une femme de haute naissance, non moins distinguée par les qualités du cœur que par celles de l'esprit, Françoise d'Amboise, fille et unique héritière de Jacques d'Amboise, seigneur de Bussy et de Resnel, et d'Antoinette d'Amboise.

Françoise d'Amboise était veuve de René de Clermont, seigneur de Saint-Georges, chevalier de l'ordre du roi et l'un des cent gentilshommes de sa maison. De son mariage avec ce seigneur étaient nés deux fils, Antoine, dit l'Aîné, qui devint en 1560 marquis de Resnel, et Antoine, dit le Jeune, à qui fut parfois appliqué le surnom de Moine de Bussy (1).

Depuis son mariage, Charles de Croy porta cumulativement les titres de comte de Seninghen et de Porcien, et de baron de Resnel, Lafaulche et Montcornet. Il n'eut de Françoise d'Amboise qu'un seul enfant, Antoine de Croy, né en 1541.

Ce fils était encore très-jeune lorsqu'il perdit son père. Seul héritier d'une fortune dont la consolidation était due à une gestion vigilante, que le grand jurisconsulte Dumoulin avait éclairée de ses conseils (2), Antoine de Croy recueillit dans la succession paternelle le double titre de comte et de baron, qu'il devait échanger plus tard contre celui de prince de Porcien.

Quant à Françoise d'Amboise, elle ne retint, du chef de son mari, que le titre de comtesse de Seninghen. Devenue veuve pour la seconde fois, mais sachant sous le coup de l'épreuve se relever avec l'énergie qu'inspire à un cœur de mère le sentiment du devoir, cette femme d'élite se consacra tout entière à ses fils, les entoura d'une égale sollicitude,

(1) Le Laboureur, additions aux Mémoires de Castelnau. Edit. de 1731. In-fol., t. II, p. 486-489.

(2) Caroli Molinæi *Opera*. Parisiis, 1681. In-fol., t. V, p. 349, 350.

favorisa le développement d'une étroite intimité entre eux, et sut se concilier leur respectueuse affection.

A ne parler que du plus jeune des trois, il suffira de dire que, confié aux soins d'un précepteur appartenant à une famille recommandable de la Champagne (1), Antoine de Croy eut le bonheur d'être élevé près de Françoise d'Amboise, de sentir constamment l'égide maternelle s'étendre sur lui, et de puiser dans une éducation, empreinte à la fois de fermeté et de tendresse, des enseignements et des inspirations qui le préparèrent complètement à sa vocation d'homme. Alliant les dons du cœur à ceux de l'intelligence, le fils était digne de la mère. Il le prouva lorsqu'au sein même de la sphère brillante dans laquelle il était particulièrement destiné à vivre, il lui fallut se trouver prématurément aux prises avec les réalités de la vie sous quelques-uns de leurs plus sombres aspects, subir le contre-coup d'odieux traitements infligés à sa mère, et constater avec stupeur jusqu'à quel niveau infime s'abaissent parfois, dans leur dépression morale, les grands de cette terre, quand ils n'écoutent d'autre voix que celle de la passion.

Antoine de Croy touchait à peine à sa quinzième année lorsque la comtesse de Seninghen, victime de machinations ourdies par un haut personnage dont les calculs venaient d'être déçus, fut atteinte dans ses plus chers intérêts par l'une de ces agressions brutales qui soulèvent d'indignation le cœur d'un fils contre quiconque ose attaquer sa mère, et le lient d'autant plus étroitement à elle, qu'un époux n'est plus là pour la défendre. L'agresseur de la comtesse n'était autre que le connétable Anne de Montmorency; agresseur indirect, il est vrai, mais d'autant plus redoutable que, loin de se produire au grand jour, il faisait mouvoir dans l'ombre les ressorts secrets d'une poursuite criminelle abusivement entamée par un magistrat indigne de ce nom. Le connétable, ne

(1) Ce précepteur était le frère de Mergey, qui fut attaché à la personne du comte de La Rochefoucauld (Voy les *Mémoires* de Jean Mergey, gentilhomme champenois, Coll. univ. des Mém. rel. à l'hist. de Fr., t. XLI. Paris, 1788. in-8).

consultant que des apparences auxquelles il eût dû ne pas s'arrêter, imputait à la comtesse de Seninghen le méfait, impardonnable aux yeux d'un avare, de l'avoir exposé à déboursar une somme au paiement de laquelle il espérait se soustraire. Du soupçon à la haine il n'y avait qu'un pas : Anne de Montmorency ne le prouva que trop, ainsi qu'on en jugera par les faits suivants :

Les Impériaux, vivement pressés par le prince de Condé, avaient subi, en 1553, près de Dourlens, un échec lors duquel un de leurs chefs avait été fait prisonnier et reconnu, sous son déguisement en paysan, comme étant Philippe de Croy, duc d'Arschot (1). On l'avait enfermé dans le château de Vincennes, où il se trouvait encore, en 1556, lorsque des négociations ouvertes à Vaucelles, près Cambrai, aboutirent à une trêve. La question de l'échange des prisonniers avait vivement préoccupé les plénipotentiaires, qui finalement étaient convenus, en ce qui touchait deux des plus considérables, savoir : François de Montmorency, fils du connétable, tombé entre les mains de l'ennemi, à la prise de Thérouanne, et Philippe de Croy (2), que l'un et l'autre seraient remis en liberté, moyennant une rançon dont le chiffre serait fixé dans un délai de trois mois. Le connétable, qui se complaisait dans la certitude de posséder une valeur vénale en la personne du duc d'Arschot, devenu en quelque sorte sa chose, car c'était bien à lui qu'appartenait ce prisonnier, « avoit soigneuse cure de le garder (3). » Il nourrissait l'espoir de compenser le prix qu'il tirerait de sa rançon avec le prix dû pour la rançon de François de Montmorency (4), et de n'avoir de la sorte rien à déboursar ; résultat

(1) Voy. François de Rabutin, *Comment. des Guerres de Belgique*, liv. V. — De Météren, *Ili t. des Pays-Bas*, liv. I, f^o 14. — *Hist. de cinq Rois*, p. 32. — De Thou, *Hist. univ.*, t. II, p. 405. — *Mém. de Cl. Hatton*, t. I, p. 4 : « De la part de l'Empereur et des Bourguignons fut aussi prins prisonnier le duc d'Ascot, Allement, grand seigneur, dont la prinse resjouit beaucoup le roy et le royaume, car c'estoit l'ung des principaux gouverneurs du camp de l'Empereur et des meilleurs entrepreneurs qu'il eust. De cette prinse et de la journée gagnée furent faictz à Paris feuz de joye en signe de grande allégresse et réjouissance. »

(2) Sleidan, *Hist. de la Réformation*. La Haye, 1767, in-4^e, t. III, p. 342.

(3) Voy. Brantôme, cité ci-après, en note.

(4) De Thou, t. II, p. 405. — *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. IV, p. 530. Lettres

ardemment convoité par lui, malgré son immense fortune. L'affaire traînant en longueur, le duc d'Arschot imagina, en ce qui le concernait, un moyen fort simple de la résoudre : ce fut de s'évader du château de Vincennes (1). L'expédient était plus qu'économique; aussi Charles-Quint, qui, tout averti qu'il était de sa fin prochaine par le célèbre Vesale (2), n'en aimait pas moins à plaisanter encore, ne manqua-t-il pas de dire, lorsque Philippe de Croy vint le rejoindre à Bruxelles, « qu'il avoit esté pris en coquin et s'estoit sauvé en larron (3). »

Tandis que le monarque plaisantait, le connétable fulminait, car il n'était pas homme à accepter un bon mot comme une solide valeur d'échange. Outré du tour que venait de lui jouer son prisonnier (4), il voulut s'en venger sur la personne et la fortune de la comtesse de Seninghen, qu'il soupçonnait d'avoir favorisé l'évasion de Philippe de Croy, par cela seul qu'elle était cousine de ce duc et qu'elle l'avait quelquefois visité dans sa prison (5). De là un procès criminel suscité à Françoise d'Amboise; procès qui menaçait directement et sa vie et ses biens (6).

du comte de Lalaing et de Renard à Philippe II, du 1^{er} janvier 1556 : « ... Quant au sieur duc d'Arschot, nous avons absolument respondu ausdictz députez qu'il estoit question d'eschange de luy et du sieur de Montmorency, et que nous entendions suyvre l'escript dudict connestable quant à la rançon dudict de Montmorency. »

(1) Sleidan, *Hist. de la Réformat.*, t. III, p. 351.

(2) Brantôme (*Vie des grands Capitaines étrangers. — Vie de Charles-Quint. — Edition du Panth. litt.*, t. I, p. 18) : « ... Avant que se réduire, l'empereur Charles-Quint avoit pris de sa personne ce grand hypoehratiste et anatomiste, voire fisionomiste, André Vesalius, médecin flamand très-fameux, natif de Bruxelles, qui s'advança de luy dire souvent qu'il n'avoit plus guères à vivre. »

(3) Pierre de La Place, *Comment. de l'estat de la religion et république*. Edition de 1565, 1^{re} 1.

(4) « M. le connestable, dit Brantôme (*Discours sur les duels*), à qui estoit le prisonnier, et qui avoit soigneuse cure de le garder pour en faire échange de luy à M. de Montmorency, son fils, qui estoit prisonnier, ne faut point penser s'il fut fâché de ceste escapade. » — La femme du connétable, émule habituelle de son mari en fait d'animosité, semblait être encore plus exaspérée que lui dans cette circonstance, s'il faut en croire l'ambassadeur Renard, qui, le 21 mai 1556 (*Papiers de Granvelle*, t. IV, p. 561), écrivait à Philippe II : « Madame la connestable fait trop plus grande démonstration du parlement du sieur duc d'Arschot que son mari. »

(5) *Papiers de Granvelle*, t. IV, p. 564, lettre du 21 mai 1556, de Renard à Philippe II : « ... Ledict connestable suspecte la comtesse de Senighan qu'elle ayt aidé ledict sieur duc d'Arschot à se saulver, pour ce qu'elle le visitoit aulcunes foys. »

(6) Théod. de Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 146.

Une servile créature du connétable, Jean Munier, que ce haut dignitaire avait, par sa ténacité et son influence, fait élever, en dépit de la résistance du parlement, aux fonctions de lieutenant civil (1), organisa la poursuite avec une audacieuse âpreté, jeta en prison la comtesse de Seninghen (2); et, abdiquant comme magistrat, tout sentiment de devoir, comme homme, tout respect de lui-même, suborna, dans le cours de l'instruction, de nombreux témoins parmi lesquels figuraient Bouvot, commissaire au Châtelet (3), et de Boriane, dit le Chanoine botté, dégradé plus tard de la prêtrise (4). Une condamnation terrible devenait imminente; car atterrée à la pensée de la redoutable puissance d'Anne de Montmorency, la comtesse de Seninghen abandonnait presque le soin de sa propre justification, lorsque le cardinal de Lorraine, moins par sympathie pour une veuve dont le mari était issu d'une maison alliée à celle des Guises, que par aversion pour le connétable, dont il saisissait avec ardeur l'occasion de traverser les desseins, donna à l'infortunée prisonnière le conseil d'accuser Munier de prévarication et de calomnie (5). Ce conseil fut suivi. Toutefois, quelque fondée qu'elle fût, l'accusation portée par la comtesse de Seninghen contre Munier ne tarda pas à être paralysée dans ses effets par ce même cardinal de Lorraine, qui ne se faisait nullement faute, au besoin, de retirer d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. Bien qu'il se fût

(1) Théod. de Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 121. — De Thou, *Hist. univ.*, t. II, p. 405. — Crespin, *Hist. des Martyrs*, f° 425, édit. de 1608.

(2) Une instruction criminelle se suivit aussi à Paris contre les gens du duc d'Arsohot. Le connétable les avait fait arrêter. Leur incarcération et les poursuites dont ils furent l'objet donnèrent lieu, de la part du gouvernement de Philippe II, à une série de réclamations qui sont consignées dans le t. IV de la collection des *Papiers d'Etat de Granvelle* (Voy. p. 564, 576, 580, 581, 583, 586, 592, 609, 610, 633, 636, 637, 639, 646, 693, 696, les lettres de Renard et du duc de Savoie, des 28 et 31 mai, 7 juin et fin juin, 9, 24, 25, 27 juillet, et 14 septembre 1556). La correspondance dont on signale ici les principaux éléments, contient des menaces de représailles à l'égard de François de Montmorency, en vue du cas où le connétable ne se montrerait pas désormais plus traitable, au sujet de la fixation du prix de la rançon de son fils et de la mise en liberté des gens du duc d'Arsohot.

(3) De La Place, *Comment.*, f° 5. — Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 146.

(4) *Mémoires de Condé*, t. II, p. 377.

(5) De Thou, *Hist. univ.*, t. II, p. 567.

érigé en protecteur de Françoise d'Amboise, le moindre de ses soucis était de faire rendre justice à une victime de la haine du connétable. Infliger aux projets de vengeance de ce dernier un éclatant échec, tel était le mobile principal de l'intervention du prélat; intervention dont il était prêt d'ailleurs à sacrifier, au détriment de sa prétendue protégée, les conséquences favorables, pour peu qu'elles le gênassent dans la satisfaction de sa passion dominante, de sa soif de persécutions à l'égard des protestants. Or, une nouvelle occasion de faire périr plusieurs d'entre eux dans d'horribles tortures venait de s'offrir à lui; la plupart des membres de l'assemblée religieuse récemment tenue à Paris, rue Saint-Jacques, étaient incarcérés; on informait contre eux; Munier excellait à ourdir la trame d'une information abusive et pouvait par ses fourberies, par son impudence, par ses allures cruelles, seconder les aspirations sanguinaires du cardinal; dès lors, quoi de plus urgent que d'arracher Munier à sa situation d'accusé et que d'oser, en foulant aux pieds tout principe de justice et tout respect humain, l'élever, par un scandaleux cumul d'attributions, au rang de magistrat instructeur et de juge en dernier ressort dans le procès en ce moment suscité aux protestants! Aussi, que fait Charles de Lorraine? Portant l'audace à son comble, il tire Munier de la retraite dans laquelle il se tenait caché, se coalise avec divers affidés auxquels il le présente, et, d'accord avec eux (1), obtient, tant en leur nom qu'au sien, qu'il soit sursis à l'instruction entamée sur la plainte formulée par la comtesse de Seninghen, puis, fait enjoindre par le roi au parlement de Paris de procéder sur l'affaire de la rue Saint-Jacques, non-seulement au rapport de Munier, mais encore en l'admettant à participer aux délibérations et à l'arrêt à intervenir. Le parlement résiste; mais, tout en refusant d'associer Munier à ses délibérations, il utilise ses honteux services, accueille ses dénonciations; et le cardinal de Lorraine triomphe alors que, grâce à la basse complaisance que lui

(1) Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 121-126.

témoigne la majorité des membres du parlement, il obtient un arrêt, impitoyablement suivi d'une prompte exécution, qui condamne soit au dernier supplice, soit à une stricte détention, de nombreuses victimes parmi lesquelles figurent Madame de Graveron et trois femmes de la cour, Mesdames d'Ouarty, de Reutigny et de Champagne (1). A voir ainsi à l'œuvre le cardinal de Lorraine, on mesure d'avance la série ultérieure de ses lâches agressions contre les femmes les plus pieuses et les plus distinguées de la réformation française.

Munier ne pouvait manquer d'être atteint à son tour, car le parlement voulait se venger sur lui des procédés insultants du cardinal, qui avait tenté d'imposer à la première cour souveraine du royaume l'adjonction officielle de ce magistrat subalterne, alors qu'il était poursuivi pour crime.

Il fut enfin, après de trop longs et coupables retards, statué sur la plainte en subornation de témoins et en calomnie, portée contre lui. Convaincu des faits qui lui étaient imputés, le magistrat prévaricateur et calomniateur, dont le parlement eût fait tomber la tête, sans une muette mais touchante intercession (2), fut dégradé de ses fonctions, noté d'infamie, conduit dans les carrefours de la ville pour y faire amende honorable, mis au pilori et ensuite relégué dans l'île de Ré (3).

Des nombreux témoins que Munier avait subornés, les uns

(1) De La Place, *Comment.*, p. 5.

(2) Il faut honorer la reconnaissance et la fidélité partout où elles se rencontrent. Voici ce que De Thou (t. II, p. 567) rapporte, au sujet de la condamnation de Munier : « Il fut puni avec une rigueur extrême, non pas néanmoins du dernier supplice, car les juges se laissèrent fléchir par les larmes du greffier qui écrivait leurs opinions et qui avait été secrétaire de Munier. En effet, cet homme ayant eu ordre de lire les opinions, comme de coutume, les sanglots lui étouffèrent la voix; un des conseillers ayant pris le registre du greffier, fut surpris de le voir si mouillé de larmes qu'elles avaient presque entièrement effacé l'écriture, et il le montra à ses collègues. En ayant appais la cause du greffier même, ils furent touchés de compassion, et quoique d'une voix unanime ils eussent tous opiné que Munier méritoit le dernier supplice, cependant ils lui remirent la peine de mort. »

3. Crespin, *Hist. des Martyrs*, p. 444. — Bèze, *Hist. ecclési.*, t. I, p. 143, 146. Ce dernier auteur dit, en parlant de Munier et de Bouvot : « Chacun jugeoit que ceste justice estoit plustost de Dieu que des hommes, qui avoient espargné ces meschantes gens tant qu'ils avoient peu; nonobstant la gravité de leurs crimes, qui se déclairoit par l'exécution des faux tesmoings par eux subornés..., n'ayant tenu à eux que ceste honorable contesse de la maison d'Amboyse, avec un sien fils appelé le marquis de Resnel, ne fussent envoyés au gibet. »

furent pendus et les autres bannis ou envoyés aux galères (1).

De son côté, Anne de Montmorency, tout en échappant aux atteintes de l'autorité judiciaire, n'en demeura pas moins sous le coup des justes censures de l'opinion publique. C'est ce qu'atteste le grave de Thou (2), en ces termes : « L'affront des condamnations prononcées rejaillit en quelque façon sur le connétable, car on crut que Munier, qui d'ailleurs était un magistrat sévère et un bon juge, n'avait prévarié si grossièrement dans l'affaire de la comtesse de Seninghen, que pour complaire à ce seigneur. »

L'arrêt qui, en stigmatisant Munier et ses complices, renversait l'échafaudage d'accusations dressé contre Françoise d'Amboise, impliquait l'innocence de celle-ci, qu'au fond, de Thou révoque en doute (3), mais qu'un éminent magistrat, contemporain des faits, en même temps que scrupuleux historien, n'hésite pas à affirmer (4). En tout cas, l'absence complète de preuves juridiques de culpabilité entraînait nécessairement la cessation des poursuites à l'égard de la comtesse; aussi fut-elle mise en liberté. Elle se montra généreuse envers Munier; car, cédant aux sollicitations qui lui étaient adressées en faveur de cet homme d'ailleurs si peu digne d'intérêt, elle consentit, après un certain temps, à son élargissement (5).

On peut aisément se faire une idée des vives émotions qui agitaient le cœur du jeune comte de Porcien tant que dura la captivité de sa mère. Plus il l'aimait, plus, lorsqu'elle fut rendue à la liberté, il se sentit heureux de se retrouver à ses côtés, au foyer domestique, et de l'y entourer des soins de la plus délicate tendresse.

Le calme de la retraite était nécessaire à Françoise d'Amboise, après les longues angoisses auxquelles elle avait été en proie dans sa prison. Rendue à ses enfants, elle put de nou-

(1) Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 146. — Crespin, *Hist. des Martyrs*, f° 444.

(2) Tome II, p. 567.

(3) Tome II, p. 405.

(4) De La Place, *Comment.*, f° 5.

(5) Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 146.

veau jouir de leur affection et de la confiance avec laquelle ils épanchaient leurs cœurs dans le sien.

Tout en les exhortant au pardon des offenses, dès que se réveillait en eux le souvenir de la persécution dirigée contre leur mère par le connétable, elle s'applaudissait en secret de leur généreuse indignation, à la pensée de ses récentes souffrances, et de leur ardeur à rechercher toute occasion qui leur permît de protester contre l'outrage qu'elle avait subi. On verra bientôt qu'affronter face à face, dans le palais du souverain, la présence d'un Montmorency et résister, tête haute, à ses impudentes injonctions, fut, un jour, de la part du plus jeune des fils de la comtesse, un mode de protestation dont l'énergie eut, à la cour, un grand retentissement.

Si les inspirations d'une bienveillance, que les simples liens de la parenté justifiaient suffisamment, avaient porté François d'Amboise à visiter quelquefois dans le château de Vincennes le duc d'Arsehot, aucun motif politique, aucune sympathie religieuse ne l'avait d'ailleurs rapprochée de ce prisonnier de guerre des Français, qui ne devait recouvrer subrepticement sa liberté que pour tourner aussitôt contre la France son activité militaire, et, à quelque temps de là, se signaler, au service de Philippe II, comme l'un des champions ardents du catholicisme et de l'inquisition, dans la mémorable lutte que les défenseurs du protestantisme et de la liberté religieuse soutinrent, sur le sol des Pays-Bas, contre les partisans effrénés de l'intolérance. En effet, au point de vue politique, la comtesse de Seninghen, Française de cœur, n'avait jamais varié dans son patriotisme, et avait inculqué à ses fils, avec l'amour de la France, qui les avait vus naître, le désir de la servir, un jour, en citoyens dévoués. Au point de vue religieux, elle se sentait irrésistiblement attirée vers le pur Evangile, et aspirait à voir ses fils la suivre dans la voie chrétienne qui s'ouvrait devant elle.

On ne saurait déterminer avec une précision rigoureuse l'époque à laquelle remontent les premières impressions qui

la firent incliner vers le protestantisme. Quelle que soit l'incertitude qui existe à cet égard, il n'en demeure pas moins fort probable, d'après certains indices dans le détail minutieux desquels il serait superflu d'entrer ici, que ce fut vers le début de l'année 1558, date à peu près contemporaine de celle de sa mise en liberté, que Françoise d'Amboise s'associa au mouvement religieux qui portait alors plusieurs femmes appartenant aux rangs élevés de la société à faire une profession ouverte de protestantisme.

L'histoire a conservé les noms de quelques-unes de ces femmes éminentes; et, les rappeler ici, c'est non seulement convier la génération actuelle au respect que de tels noms commandent, c'est en outre signaler le milieu intellectuel et moral dans lequel Françoise d'Amboise se trouva placée, à dater de 1558, ainsi que l'atmosphère religieuse qui, en enveloppant son âme, en vivifia graduellement les nobles aspirations.

Or, si nous jetons un rapide coup d'œil sur quelques-unes des provinces de la France, en 1558, nous voyons, au château de Châtillon-sur-Loing, Charlotte de Laval, comtesse de Coligny, séparée de son noble époux, alors prisonnier des Espagnols à Gand, prier pour lui comme il priaït pour elle, le soutenir par les pieuses exhortations de sa correspondance, et, dans le recueillement d'une austère solitude, enseigner à ses jeunes enfants, en s'entretenant avec eux de leur père, que c'est par des afflictions qu'il nous faut entrer dans le royaume de Dieu. — Madeleine de Mailly, comtesse de Roye, sœur des trois Châtillon, se présente à nous, au sein de ses vastes domaines de Picardie, dans l'attitude d'une chrétienne énergique, consacrant au service de l'Evangile et au soutien des Eglises naissantes de la Réformation l'activité de son cœur et les dons de sa haute intelligence. — Au manoir de La Ferté-sur-Marne et dans d'autres résidences, nous rencontrons sa fille aimée, Eléonore de Roye, princesse de Condé, l'un des types les plus purs de l'épouse dévouée et de la jeune mère chrétienne. —

A Verteil, en Angoumois, Charlotte de Roye, comtesse de La Rochefoucauld, seconde fille de Madeleine de Mailly, se montre digne en tous points d'une mère et d'une sœur telles que les siennes. — Ailleurs, Madame de Grammont, alors que nous la suivons dans les douloureuses épreuves de sa vie domestique, nous apprend à connaître la dignité de résignation et la puissance de relèvement qui émanent du christianisme pour soutenir un cœur ulcéré d'angoisses. — Au château de Blandy, Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin, nous apparaît sous l'aspect à la fois grave et touchant d'une pieuse veuve qui s'applique à diriger ses enfants dans les voies de la vraie religion, et qui compte au nombre de ses occupations les plus chères le soin assidu des pauvres. — A l'ouest et au midi de la France, s'offrent à nos regards deux autres figures attachantes, Jacqueline de Longwy, duchesse de Montpensier, et Louise de Clermont-Tonnerre, dame de Crusol, duchesse d'Uzès, qui, professant la religion réformée, consacrent à la défense de leurs coreligionnaires opprimés un crédit et une influence qu'elles empruntent à leurs relations habituelles avec Catherine de Médicis.

Quelle vie spirituelle, quelle ferveur de dévouement, quelles vertus solides et aimables chez ces femmes dont l'âme s'est épanouie aux saintes inspirations de la foi ! Quel échange de communications intimes et élevées entre elles, soit que de loin elles s'entretiennent les unes les autres par lettres, soit que, quittant momentanément leurs demeures de province, elles se rencontrent à Paris ou dans quelque une des résidences royales qu'occupe successivement une cour livrée à des pérégrinations à peu près incessantes ! Quels élans de sympathie de leur part pour celles de leurs sœurs en la foi qui, telles, par exemple, que Mesdames d'Ouart, de Champagne, de Reutigny, de Longemeau, subissent les horreurs d'une incarcération imméritée (1) ! Et quelle désolation amère, mêlée d'une sainte

(1) Voir les admirables lettres que Calvin adressa, en septembre 1557 (*Correspondance franç. de Calvin*, t. II, p. 145, aux prisonniers de Paris ; le 8 décem-

admiration, à la seule pensée du martyr de l'héroïque Philippe de Luns, dame de Graveron, dont elles sont prêtes d'ailleurs à partager le sort, s'il le faut, plutôt que de renier leur divin Maître!

Voilà ce que sont, dans les rangs de la noblesse, en l'année 1558, l'une des plus glorieuses de la réformation française, les femmes d'élite, avec plusieurs desquelles Françoise d'Amboise entretient, soit du fond de la Champagne, soit à Paris, des relations qui ne tardent pas à s'élever de la sphère des rapports de pure sociabilité et de convenance mondaine à la région supérieure des intérêts et des sentiments religieux. Ainsi on peut, dans une certaine mesure, pressentir l'époque et expliquer la cause de son passage d'un stérile formalisme au culte en esprit et en vérité.

Il était tout naturel qu'Antoine de Croy, vivant près de sa mère, subît l'influence de son exemple et de ses conseils, quant aux choses religieuses. Il ne l'était pas moins que ceux des membres de grandes familles ayant déjà adhéré au protestantisme avec lesquels il se trouvait en relation, exerçassent, de leur côté, sur lui leur part d'influence. Aussi ne tarda-t-il pas à incliner vers les doctrines de la Réforme, et finit-il par leur donner, dans les derniers mois de l'année 1559 (1), une sérieuse adhésion.

Sa propension vers ces doctrines et l'adhésion définitive qui la suivit sont d'autant plus remarquables, que les séductions du monde pouvaient tenter sa jeunesse, et que parmi elles l'une des plus grandes était celle de la vie singulièrement facile qu'on menait à la cour de Henri II. Mais, s'il parut quelquefois à cette cour, dont l'accès lui était naturellement ouvert à raison de sa haute naissance, ce fut moins par goût que par devoir, et en y conservant, avec la conscience de sa dignité personnelle, la vivacité de ses sentiments comme fils. Le fait suivant en fera foi :

bre 1557 (t. II, p. 159) et le 10 avril 1558 (t. II, p. 189), à Madame de Reutigny : et le 14 décembre 1557 (t. II, p. 169), à Madame de Longemeau.

(1) Castelnau, *Mém.*, liv. I, ch. vi. Edition in-fol., t. I, p. 12.

« Les nocces de la royne d'Espagne et de Madame de Savoye, dit Brantôme (1), survinrent. Dont, aux salles du bal, parmy les grandes magnificences, bals et danses, M. de Montmorency (2), comme grand maistre, eut charge de faire place pour les foules ordinaires qui se jettent et affluent en telles festes. M. le prince Portian (3), qui estoit fils de la comtesse de Sennignan, venant à se faire grandet, et avec l'asge luy croissant aussy le cœur (car il estoit tout généreux et vaillant), portant haine grande et une mauvaise dent de laict, à cause de sa mère, à ceux de Montmorency, ne voulut se reculer ny faire place, quelque chose que M. de Montmorency lui dist par deux fois en allant et tournant, mais faisoit toujours au pis, jusqu'à dire qu'il n'en feroit rien pour luy. M. de Montmorency qui voyait bien la source de tout cecy et pourquoy il le faisoit, perdant patience, le repoussa très-rudemment; ce que ne pouvant endurer, il brava un peu et monstra une mine altière et menaçante : de sorte que la rumeur étant sautée au roy, à M. de Guyse et M. le connétable, fut faict commandement et à l'un et à l'autre de ne sonner plus mot, ny aller plus advant, et ne s'entredemander rien l'un à l'autre, sur la vie, de peur de perturber la feste, et mesmes à cause des estrangers qui estoient là; par quoy le bal se fit et se paracheva sans autre esmotion plus grande. — Les uns donnèrent le blasme au prince Portian d'avoir là voulu braver contre l'autorité du roy et officier premier de sa maison, et mesmes en faisant sa charge, en une telle et solemnelle feste, et que ce n'estoit là qu'il falloit braver. — Le prince Portian disoit : qu'il avoit esté poussé comme de guet-à-pens, et comme avoir esté choisy le premier et sur tous pour estre ainsy bravé. — Aucuns disoient : que M. de Montmorency sçachant ce qui

(1) *Discours sur les duels*, t. I, p. 784. Edition du *Panthéon litt.*

(2) François de Montmorency, au sujet de la rançon duquel la comtesse de Sennighen avait été si indignement traitée par le connétable.

(3) Antoine de Croy n'était encore que comte en 1559, époque à laquelle eut lieu, à la cour, son altercation avec le fils aîné du connétable. Il ne devint prince que plus tard.

avoit esté passé entre leurs maisons, devoit un peu pallier et laisser passer ce coup, sans en bailler encore nouveau subject de mescontentement. — Cela fut appaisé et accordé par le commandement du roy ; sans quoy possible il s'en fust ensuiuy une très-grande et dangereuse conséquence, voyre une rigueur de justice du roy, qui ne le trouva pas bon. — Et de quoy j'allègue cest exemple, ce n'est point pour mettre M. le prince au rang des petits et inférieurs, car il estoit d'une très-grande et très-haute et antique maison, et pour ce estoit bien en cela égal à M. de Montmorency ; mais la partie estoit fort mal faicte pour luy, d'autant que M. le connétable qui gouvernoit tout, toute la cour bransloit pour luy, ainsy que porte la faveur de la cour : si que M. de Montmorency, usant et y employant la faveur de son père et la sienne, il fust esté bien plus puissant et fort que ledict prince. »

Voilà l'esquisse d'une scène exceptionnelle, dans laquelle la virile attitude d'un jeune noble contraste fortement avec l'atonie morale de tant d'hommes, jeunes et vieux, qui figuraient à la cour des Valois. Quel foyer de mollesse et de désordre n'était-ce pas que cette cour, telle que l'a dépeinte Brantôme, dans la multiplicité de ses récits ? et avec quelle autorité de réprobation Calvin ne signalait-il pas son influence délétère, quand il disait au fils d'une mère chrétienne, au jeune duc de Longueville, qui, comme le comte de Porcien, avait assisté aux fêtes données par la cour, à l'occasion du double mariage qui suivit la paix de Cateau-Cambrésis (1) : « Monseigneur, vous avez à considérer vostre âge, l'estat auquel vous estes, et les tentations infinies qui sont pour esbranler les plus robustes. Je ne vous allégueray pas le train ordinaire de la cour. Seulement je prendray un exemple particulier du triomphe des nopces qui a esté ces jours passez, ou possible dure encores à présent. Je ne suis pas si austère que de condamner ny les festins des princes, ni la resjouissance qu'on démeine en leur mariage. Mais je suis asseuré, Monseigneur, quand vous ren-

(1) Lettre du 26 mai 1559. *Corresp. franç.*, t. II, p. 267 et suiv.

trerez en vous-mesme, ayant recueilli vostre esprit des pompes, vanités et excez dont il a peu estre égaré pour un petit de temps, que vous jugerez qu'il n'y a qu'abysme et confusion. Je vous monstre seulement au doigt en une chose petite et légère, combien il vous est nécessaire qu'entre tant d'idolâtries, Dieu vous fortifie en persévérance; que de vostre part vous mettiez peine de vous tenir enserré sous sa conduite, appliquant vostre estude à vous avancer tousjours de plus en plus en sa sainte parolle, et le priant d'augmenter en vous les dons de son esprit afin que vostre foy demeure victorieuse jusqu'en la fin. »

Aux jours de fêtes succédèrent bientôt des jours de deuil officiel et d'intrigues. Henri II, mortellement blessé dans un tournoi, venait de rendre le dernier soupir. Aussitôt, on vit Catherine de Médicis, convoitant à tout prix le pouvoir suprême, s'en saisir d'une main avide, pactiser avec les Guises qui le lui disputaient; puis, travailler, d'accord avec eux, à paralyser les droits des princes du sang, à éliminer de la cour le connétable, les Châtillon, ainsi que d'autres grands dignitaires, et à faire peser sur la France un despotisme dont les excès accumulés devaient nécessairement provoquer une réaction.

Cette réaction eut un caractère complexe : elle fut politique et religieuse. Et d'abord, dans la sphère politique, on vit se constituer, sur la base du dévouement à la double cause de l'ordre social et de la royauté, un parti dont les tendances, circonscrites par la nature des choses, n'aboutirent qu'à un rôle de sages mais infructueuses représentations adressées à une tyrannie qui se jouait de tout contrôle. Peu après, se dégagea de la juxtaposition momentanée des éléments les plus divers le germe d'une association particulièrement empreinte du caractère religieux, et se donnant pour mission, dans la lutte formidable qu'elle soutiendrait contre l'intolérance, de faire triompher le grand principe de la liberté des cultes.

Dans quelle mesure le comte de Porcien s'associa-t-il à la

réaction dont il s'agit? c'est-ce qu'il importe de rechercher.

De fortes préoccupations l'agitaient depuis le mois de juillet 1559. Avec une sollicitude et une maturité de jugement rares chez un jeune homme de dix-huit ans, il appréciait, en la suivant d'un regard attentif, la marche des affaires publiques, et s'entretenait fréquemment avec sa mère de la ligne de conduite qu'il devait adopter, en présence des graves événements qui s'accumulaient. Françoise d'Amboise désirait qu'aux conseils qu'elle lui donnait à cet égard vinssent s'en ajouter d'autres : aussi, après avoir depuis un certain temps déjà ménagé à son fils de hautes et sûres relations, se plaisait-elle à voir que le patriotisme d'Antoine, les aspirations généreuses de son cœur, et le développement de ses convictions chrétiennes le rapprochaient, de jour en jour, davantage d'un homme tel que Gaspard de Coligny, dont la bienveillance affectueuse s'étendait sur lui comme le plus salubre patronage sous lequel pût s'abriter sa vocation naissante de citoyen et de protestant. Antoine considérait avec vénération l'amiral, non-seulement comme le plus ferme soutien de l'ordre et de la royauté, mais encore comme le chrétien éminent que sa piété, ses lumières et son dévouement plaçaient d'avance au premier rang des futurs défenseurs du protestantisme opprimé.

Remarquons ici, en passant, que l'influence qu'exercèrent sur la jeunesse contemporaine les enseignements de Coligny, a laissé dans l'histoire de la vie intime de ce grand homme des traces mémorables. Trois jeunes gens, notamment, à peu d'années de distance les uns des autres, se formèrent, sous son égide paternelle, au maniement des affaires publiques et à la défense de la liberté religieuse. Le premier fut Antoine de Croy, qui occupa près de l'amiral un poste de confiance et d'honneur; le second, Théligny, qui mérita de devenir son gendre; le troisième, Philippe de Mornay, qui l'appelait habituellement du doux nom de père, et qui, à la différence de ses deux devanciers moissonnés à la fleur de l'âge, eut seul le privilège de continuer jusqu'au terme d'une longue carrière

les nobles traditions recueillies à l'école de celui de qui il était aimé comme un fils.

Le moment de prendre part aux affaires publiques se présenta pour le comte de Porcien, dès le début du mouvement de réaction dont il vient d'être parlé.

Un jour, lui fut adressé un appel d'autant plus honorable pour son extrême jeunesse, qu'il émanait, dans une circonstance solennelle, d'hommes considérables par leur haute position sociale et politique. Ces hommes, à la tête desquels se trouvait Coligny, avaient reconnu chez le fils de François d'Amboise une justesse de vues, une fermeté de caractère et des aptitudes d'action, dont sa modestie ne lui permettait pas de se rendre exactement compte, et l'avaient convié à aller, ainsi qu'eux, à Vendôme, au-devant d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, qui devait s'arrêter dans cette ville avant de continuer sa route vers Paris.

Arrivé à Vendôme, le comte de Porcien assista à une assemblée qui se composait du roi de Navarre, du prince de Condé, de l'amiral, de d'Andelot, du cardinal de Châtillon, du vidame de Chartres, de d'Ardres, secrétaire du connétable, et de divers seigneurs attachés aux maisons de Bourbon, de Châtillon et de Montmorency (1).

La délibération s'ouvrit sur le parti à prendre dans les conjonctures présentes. Délivrer le jeune roi de l'oppression des Guises; amener sa mère, qui, concurremment avec eux, s'était de fait substituée au débile monarque dans le gouvernement, à recourir, quant à l'exercice du pouvoir suprême qu'elle s'était arrogé, aux conseils et à l'appui des princes du sang; faire réintégrer dans leurs emplois, à titre de véritables soutiens du trône, les grands dignitaires qui depuis la mort de Henri II avaient été éliminés de la cour; et débarrasser ainsi la France du joug d'un intolérable despotisme : tel était le but à atteindre. On en reconnut unanimement la légitimité; mais les avis se partagèrent sur le choix des moyens. Le prince

(1) Davila, *Hist. des Guerres civ. de Fr.* Edit. de 1757, in-4°, t. I, p. 29.

de Condé, d'Anelot, le vidame de Chartres, et d'autres seigneurs, dans leur impétuosité, prétendaient qu'une prise d'armes immédiate était l'unique remède qui pût affranchir la royauté et ses adhérents de la tyrannie des princes lorrains. L'amiral combattit cet avis, en faisant ressortir l'illégalité et les périls du moyen proposé : il insista sur la nécessité de recourir, vis-à-vis de Catherine de Médicis, à la voie amiable des représentations et des négociations. Son opinion, partagée par le roi de Navarre et par la majorité des assistants, triompha. En conséquence, il fut décidé qu'Antoine de Bourbon irait de suite à la cour ; qu'il y revendiquerait le droit, que lui conférait sa qualité de premier prince du sang, d'appuyer de ses conseils la royauté et de participer à la direction des affaires de l'Etat ; puis, qu'il réclamerait pour le prince de Condé une situation digne de lui, et, pour les dignitaires évincés, leur réintégration dans les emplois dont ils avaient été dépouillés.

L'attitude d'Antoine de Croy dans l'assemblée fut remarquable. Résistant aux entraînements habituels de la jeunesse vers les résolutions extrêmes, et n'écoutant que la voix de la raison, il refusa de s'associer aux partisans de la prise d'armes immédiate et se rangea du côté des hommes qui, sans cesser d'être fermes, se montraient modérés. Heureux fut-il, au début de sa carrière publique, de subir ainsi l'ascendant du grand caractère de Gaspard de Coligny.

Ce même ascendant, à peu de temps de là, le maintint encore dans la droite voie, alors qu'au sein de la fermentation réactionnaire, la question de la liberté religieuse, débordant de toutes parts la question politique, fut, un moment, compromise par des esprits impatients et aventureux qui, substituant au droit la force, compliquèrent d'intérêts mondains et de passions personnelles la défense d'une cause qui eût dû en demeurer à jamais dégagée. On vit aussitôt Coligny, homme de foi avant tout, rappelant le droit public à la sainteté de son origine, rompre avec les idées erronées de son siècle en fait de contrainte matérielle et spirituelle, proclamer, l'Evangile à la

main, les droits imprescriptibles de la conscience, asseoir exclusivement sur une base chrétienne le principe de la liberté religieuse, et signaler, comme moyen légitime de faire prévaloir ce principe, le recours à la seule force morale.

Ce fut au sein d'une réunion dont il est à peine parlé dans l'histoire, que, pour la première fois, Coligny se prononça ouvertement à cet égard, qu'il prémunit ainsi le comte de Porcien contre les écueils d'une délibération agitée, et qu'il affermit ses premiers pas dans la carrière si noble mais si ardue qui s'ouvrait devant lui.

Les circonstances qui amenèrent cette réunion étaient empreintes d'une incontestable gravité.

Les prérogatives que le roi de Navarre devait revendiquer pour lui et ses adhérents entraînaient, à supposer qu'elles fussent reconquises, l'accomplissement de devoirs impérieux. L'un des plus grands, dans cette hypothèse, était le soutien de la cause des protestants, qui, par leurs représentants le mieux accrédités, avaient eu recours à Antoine de Bourbon comme au protecteur le plus élevé qu'ils crussent d'abord pouvoir rencontrer. Il s'agissait pour ce prince de prendre résolument en main leur défense, de s'ériger en interprète de leurs justes réclamations, et d'obtenir, grâce à une prépondérance acquise dans les délibérations du conseil placé près du trône, qu'à une ère d'intolérance et d'oppression, succédât pour eux désormais une ère de calme et de liberté. Mais Antoine de Bourbon n'était point à la hauteur d'une telle tâche. Supportant, à la cour, avec une impassibilité qui dégénérât en coupable faiblesse, un accueil dont la grossièreté eût dû cependant exciter son indignation; uniquement préoccupé de ses propres intérêts, abdiquant tout sentiment de dignité personnelle, ballotté de promesse en promesse, de déception en déception, s'affaissant enfin sur lui-même de tout le poids de sa nullité, de sa lâche condescendance et de son inertie, le roi de Navarre déserta, en présence des usurpateurs du pouvoir souverain et des persécuteurs du protestantisme, sa mission

politique et sa mission religieuse. Après s'être joués de lui, Catherine de Médicis et les Guises se débarrassèrent de sa présence en le chargeant, afin qu'il reprît promptement le chemin de ses Etats, de conduire à la frontière d'Espagne la jeune épouse de Philippe II.

Outré de voir abreuvé d'insultes et éconduit un frère dont il déplorait amèrement la double défaillance, le prince de Condé se sentit appelé à ressaisir d'une main ferme la haute mission qu'Antoine de Bourbon avait si tristement désertée. Mais, comment l'accomplir vis-à-vis de la cour et vis-à-vis des protestants? sous quelle forme et sur quel terrain engager la lutte avec l'une, et par quels moyens ouvrir la voie à l'affranchissement des autres? telles furent les questions que le second prince du sang, bouillant d'ardeur et n'aspirant qu'à agir, voulut soumettre sans retard à ceux de ses alliés politiques, qui, étant en même temps ses coreligionnaires, lui inspiraient le plus de confiance. Il les convoqua donc chez lui, à La Ferté, pour délibérer sur les mesures à adopter, d'urgence, au double point de vue des intérêts de l'Etat et de ceux de la religion réformée.

Coligny et divers seigneurs, parmi lesquels figuraient la plupart de ceux qui avaient assisté à l'assemblée de Vendôme, et notamment le comte de Porcien, répondirent à l'appel du prince de Condé.

Dans les conférences de Vendôme, on n'avait guère agité que des questions, à vrai dire, extérieures et de pure forme, en ce sens que leur portée se limitait au maintien des prérogatives des princes du sang et à la réintégration de quelques hauts personnages dans leurs fonctions. A peine y avait-on, du reste, effleuré les questions touchant au fond même des droits compromis, dont il importerait d'obtenir la consécration par l'influence que donneraient aux princes du sang et aux grands dignitaires leurs situations reconquises. On y avait même laissé momentanément dans l'ombre la question de la liberté religieuse; mais cette grave question devait bientôt s'imposer

aux esprits avec une irrésistible énergie. En effet, dans les conférences de La Ferté, le cercle de la discussion, sous la pression des circonstances, s'élargit sensiblement, et la question des droits sacrés de la conscience et du libre exercice du culte y surgit dans toute sa grandeur. Mal comprise et brutalement tranchée par la majorité des assistants, elle fut replacée sur ses véritables bases et sainement résolue, en droit public, d'accord avec l'Evangile, par Coligny, dont la parole énergique et lucide se fût assurément concilié tous les suffrages, si la passion et les préjugés n'eussent étouffé chez un trop grand nombre de ses auditeurs la voix de la raison et les inspirations de la foi. Aussi, qu'arriva-t-il ? Les partisans d'une prise d'armes, en tête desquels était le prince de Condé, l'emportèrent, cette fois, sur Coligny, le comte de Porcien et autres, qui voulaient par l'emploi des seules voies légales affranchir d'un pouvoir tyrannique la royauté et la France, et, sans abandonner, un seul instant, le terrain du droit, procéder pacifiquement à la revendication solennelle du principe de la liberté religieuse.

Contristés du résultat alarmant de la réunion de La Ferté, l'amiral, le comte de Porcien, et d'autres avec eux, se retirèrent, en déclinant d'avance toute responsabilité quant aux mesures agressives qui allaient être prises.

Ces mesures, inspirées par l'exaspération de la souffrance générale plus encore que par le sentiment religieux, aboutirent au tumulte d'Amboise, dont les sanglantes péripéties ne sont que trop connues.

Le prince de Condé, qui était *le chef muet* de l'entreprise, avait eu l'imprudence de venir à la cour avant l'approche des conjurés qui comptaient la surprendre. Placé par sa présence à Amboise dans une situation des plus fausses, il y avait été témoin de la défaite de ses partisans et des horribles supplices infligés à la plupart d'entre eux par la cruauté de François de Lorraine et du cardinal son frère. Frémissant d'indignation, mais impuissant à réprimer une

seule des atrocités commises sur tant de victimes, il eût été lui-même immolé à la haine des Guises, sans l'indomptable énergie de son attitude au sein du conseil, réuni sur sa demande expresse. Il confondit alors leur audace par la hardiesse du défi qu'il leur jeta : paralysa, pour le moment du moins, toute résolution de leur part d'attenter à ses jours, et se mit à l'abri de nouveaux périls en allant rejoindre en Béarn son frère, le roi de Navarre.

Coligny, que les Guises soupçonnaient d'être complice du prince de Condé, et, qu'à ce titre, ils espéraient compromettre et perdre, avait été, à leur instigation, appelé à Amboise par Catherine de Médicis, qui voulait, disait-elle, le consulter sur l'issue à assigner à la crise qu'on traversait. Mesurant de sang-froid le péril qui le menaçait, sans avoir, un seul instant, la pensée de s'y dérober par un refus indigne de son caractère et de son dévouement, et fort de sa conscience, puisqu'il était de tous points demeuré étranger aux projets et aux actes des conjurés, qu'il avait désapprouvés par anticipation, l'amiral n'hésita point à se rendre à Amboise. Là, comme partout ailleurs, fidèle à ses convictions les plus chères, il déclara sans détour à Catherine, en face des Guises, que l'unique remède à adopter était de faire cesser l'effusion du sang, et d'accorder aux protestants le libre exercice de leur culte. Ses ennemis n'osèrent alors ni attenter ouvertement à sa vie, ni même engager avec lui la discussion sur la portée des conseils de modération et de justice qu'il venait de donner. Ils se turent ; mais leur inaction apparente et leur silence n'en étaient pas moins menaçants. Catherine ne s'y méprit point ; et afin de soustraire à un danger imminent l'amiral, en qui elle commençait, au milieu de ses fluctuations incessantes, à chercher un appui contre le pouvoir démesuré des Guises, elle le chargea d'aller en Normandie pour y étudier l'état des esprits, démêler les causes de l'agitation qui régnait dans cette vaste province, et lui faire connaître les moyens à l'aide desquels elle pourrait être calmée.

La présence de Coligny en Normandie fit faire un nouveau pas à la question politique, de même qu'à la question religieuse. En sage conseiller de la couronne, il ne tarda pas à faire savoir à Catherine de Médicis que le vrai moyen de ramener les esprits, non-seulement en Normandie mais dans toutes les provinces de France, consistait, d'une part, à dépouiller les Guises de leur pouvoir, à convoquer les états généraux, et, d'autre part, à mettre un terme aux persécutions dirigées contre les protestants et à leur assurer l'exercice public de leur culte.

Les Guises reconnaissaient qu'ils ne pouvaient échapper à une lutte désormais engagée par la ferme initiative de l'amiral, au nom des populations opprimées.

Afin d'atténuer, en ce qui les concernait, les périls de cette lutte, d'autant plus redoutable pour eux, hommes d'arbitraire et de violence, qu'elle était la première qui s'engageât sur l'inébranlable terrain des principes, trop longtemps méconnus, du droit et de l'équité, ils tentèrent d'accorder à l'opinion publique une sorte de satisfaction. De concert avec Catherine de Médicis, ils firent convoquer à Fontainebleau, par le jeune roi, une assemblée de grands personnages, que les lettres royales de convocation appelaient à exprimer officiellement à la couronne leur opinion sur la marche à imprimer aux affaires de l'Etat, dans les complications politiques et religieuses qui agitaient la France.

Dans le cours du mois d'août 1560, se réunirent, au château de Fontainebleau, les membres du conseil privé, divers grands dignitaires, des prélats, des chevaliers de l'ordre et une foule de seigneurs; ces derniers, sans avoir le droit de prendre une part directe aux délibérations à intervenir, pouvaient du moins y assister.

Le comte de Porcien avait suivi de loin les événements qui s'étaient accomplis depuis l'assemblée de La Ferté, et s'était renfermé dans une sage abstention. Quand il sut que l'amiral et ses frères devaient venir à Fontainebleau, il se décida à s'y

rendre, pour y appuyer, si ce n'est de sa parole, au moins de sa sympathie et de ses vœux, les résolutions dont l'amiral proposerait l'adoption.

Il se sentit ému jusque dans les plus intimes profondeurs de son âme quand il vit Coligny se lever du milieu de l'assemblée, s'avancer vers le roi et lui remettre les requêtes de milliers de protestants qui revendiquaient, non comme une grâce, mais comme un droit, la faculté d'exercer enfin publiquement et en paix leur culte. Quoi de plus saisissant, aux yeux du jeune disciple de l'Evangile, que l'aspect d'une telle scène, et que ce noble exemple de dévouement et de fermeté ainsi donné par l'amiral, au moment où, à la stupéfaction générale des assistants, il confessait, de la sorte, implicitement sa foi, et, au double titre de chrétien et d'homme d'Etat, prenait résolûment en main la cause de ses coreligionnaires, à la face de leurs ennemis déclarés, les Guises, le connétable, les prélats catholiques et tant d'autres !

Antoine de Croy revint de Fontainebleau affermi dans ses convictions et dans son désir de pouvoir, un jour, lui aussi, servir directement une cause à la sainteté et à la grandeur de laquelle Coligny venait de l'initier d'une manière plus solennelle et plus impressive encore que lors des conférences, d'ailleurs si animées, de La Ferté.

(Suite.)

C^{te} JULES DELABORDE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LE PROTESTANTISME EN NORMANDIE

TROIS LETTRES DE L'ÉGLISE DE CAEN

A LA COMPAGNIE DE GENÈVE

1564

Les origines de l'Eglise réformée de Caen ont été retracées dans le *Bulletin* (IX, 7, et XI, 1). Ses premiers pasteurs furent Pinson ou Pinchon, et Vincent Lebas, sieur du Val, qui figurent parmi les signataires des lettres suivantes. La plupart de ces noms sont indéchiffrables sur le manuscrit genevois. Nous avons recouru à la fraternelle obligeance de M. le pasteur Melon, qui, grâce au précieux travail accompli par M. Beaujour sur les registres de l'Eglise de Caen, a pu nous fournir les plus utiles indications : qu'il reçoive ici nos remerciements.

L'objet de la requête adressée par les fidèles de Caen à la Compagnie de Genève était le rappel du savant professeur Antoine Le Chevallier, originaire de Vire, qui, après une vie errante et agitée en Angleterre, en Allemagne, avait été appelé à la chaire d'hébreu dans l'Académie fondée par Calvin. Malgré quelques retards, cette requête fut favorablement accueillie, comme l'attestent les registres de Caen en l'année 1566. Le Chevallier servit à la fois l'Eglise et l'Académie de cette ville, à laquelle il consacra ses derniers labeurs. Né en 1507, il alla mourir à Guernesey, peu de temps après la Saint-Barthélemy. Le nom de ce savant hébraïste normand, digne élève d'Emmanuel Tremelli, est de ceux qui réclament une place dans le supplément de *La France protestante*.

I

Messeigneurs, pour la congnoissance que votre seigneurie peult avoir de l'état de nostre ville par le rapport que vous en a peu faire

M. de Bèze, et de la nécessité que nous avons d'estre secouruz et aidez de quelques hommes doctes, pour restituer ce que la callamité du temps nous a ravi, nous n'avons faict difficulté de vous importuner par ceste lettre, de trouver bonne la requeste que aultres-foys nous vous avons faicte de nous accommoder d'un personnage, lequel raisonnablement ne se peult excuser de ce qu'il doibt à ses parents et à sa patrie, qui est M. Le Chevallier, sachant très-bien, Messieurs, que encores qu'il vous soit infiniment obligé pour les biens et honneurs qu'il a receuz en vostre république, que vostre libéralité et affection de bien faire à voz voisins est si grande que demourant content du service qu'il a faict à voz seigneuries, vous trouverez bon que pour ung temps il satisface à l'expectation que nous avons à sa bonne voullonté en cest endroict. M. du Perron vous portera suffisant témoignage de la nécessité de notre poursuite pour la restitution de nostre université.

Messeigneurs, si vous nous favorisez tant de nous accorder notre requeste, nous prirons nostre bon Dieu qu'il vous en récompense au ciel et accroisse vostre seigneurie en toute félicité. De Caen, ce 13^e d'octobre 1564.

Votre obéissant et bien affectionné serviteur

DE BRUMVILLE.

II

*A la Seigneurie de l'ancienne et réformée république de Genève,
salut en Jésus-Christ.*

Nous ne cesserons jamais, très-honorez seigneurs et pères, de vous importuner par supplications et requestes, jusques à ce qu'il vous aura pleu user envers nous voz très-humbles serviteurs et enfants, de votre accoustumée libéralité envers tous, nous donnant, de votre grâce, ce que tant humblement et affectuëusement nous vous supplions nous ottroyer au nom de Dieu. Nostre très-grande nécessité, pauvreté, et misère (laquelle parle pour nous), doibt esmouvoir votre paternelle affection pour nous subvenir de votre abondance et richesse. La gloire de Dieu et advancement du règne de son fils Jésus-Christ, auquel aves consacrée vous et tout le vôtre, doibt ici vivement enflammer vos cœurs, pour avoir compassion de nous qui, par le passé, abbrevés d'eau trouble et puante,

maintenant mourons de soif de la parole de Dieu, voire auprès de vous, qui par sa grâce en avez la pure source et fontaine. Nous vous supplions donc de rechef très-humblement pour toute cette province, afin de faire découler seulement l'un de vos ruisseaux pour estancher en partie notre soif : nous permettant obtenir de votre autorité par l'envoy de M. Le Chevalier, lequel pour estre du creu de nostre pays, nous ne redemandons pas comme nostre (car nous-mêmes sommes vôtres par perpétuelle obligation) mais pour autant que seulement il vous sert de lecteur (ce que pourront desjà faire beaucoup de ses escoliers); et quant à nous, il nous est très-nécessaire pour docteur, pasteur et ministre, dont le fruit et profit, en redressant nostre université, et arrouasant de l'eau de vie si grande province, sera beaucoup plus grand, qu'au lieu qu'il tient en vostre ville, entre telle multitude des perles du monde rassemblées sous vostre seigneurie pour employer à l'œuvre du Seigneur.

Et pour ce que nous tenons asseurés, très-honorés seigneurs et pères, que nostre très-juste requeste et remonstrance poisee en la balance de vostre excellent jugement et équité, nous impetrera d'elle-mesme ce que ne scaurions jamais par beaux discours ne paroles, nous ferons fin à la présente, supplians continuellement le Seigneur pour la conservation de vostre seigneurie et grandeur, en l'augmentation des grâces de son Saint-Esprit, qu'il a très-abondamment desployées en vostre république et cité. De Caen, ce 15 d'octobre 1564.

Vos très-humbles serviteurs et très-obéissants enfants, ceux du consistoire de Caen au nom de toute l'Eglise.

(Suivent les signatures) :

CONSTANTIN. GOUVILLE. PINSON. LEBAS. DOUESPE.
DE GUEUTEVILLE. BASSELIN. BOUTEIER? BONTEMPS.
LAILLIER.

III

A nos très-honorez sieurs et bons frères du consistoire et l'Eglise réformée de Genève.

Nous ne pouvons ny ne voulons, très-honorés seigneurs et frères, nous exempter du toul d'une lourde faute commise par inadvertance et indiscretion, en ce que pressés d'affaires, avons obmis à

vous escripre, envoyants par devers vous le seigneur de Langrune, pour impetrer l'envoy de nostre frère, M. Le Chevalier. Nous vous supplions au nom de Dieu, nous pardonnant ceste faulte, ne vous arrester à cela, et n'estimer tant mal de nous qu'avons pensé seulement vous mesprizer. Cest erreur est entrevenu par l'absence d'aucuns des nostres, et par trop grande confiance que ledit sieur de Langrune, pour estre si bien recongnu par desça, nous serviroit de vive lettre; et sur tout qu'il sembloit ne falloir redemander par lettre, ce qu'une fois par M. Calvin (lequel estimoions encore vivant) en l'autorité de tous avoit esté accordé et promis à nostre Eglise, lorsque M. de Villiers choisi par le Synode et ayant expresse charge de nous en avoir fait instante requeste, laquelle estant accordée nous envoyons pour jouyr d'un tel bien par vostre grâce et faveur. Mais le décez d'une telle lumière, et personnage qui nous avoit à tous servy de très-bon père, est survenu à nostre très-grand regret. Toutesfoys nous sommes bien asseurés que ne serons par vous frustrés du fruit de la promesse de nostre feu père, à laquelle nous vous supplions ne vouloir contrevenir. Et encores que ce fust à recommencer, nous nous asseurons tant de l'équité et bon vouloir de vostre sainte compagnie, veu la nécessité qui nous presse aujourd'huy, que pour la gloire de Dieu, ne nous devez refuser ce que tant longtemps avons espéré de vous et attendu en toute patience. Et quand mesmes il ny auroit une telle approuvée promesse de M. Calvin audit de Villiers, nous sommes assez bien persuadez que ne ferez moins pour une Eglise et université concernant toute une si grande province, qu'avez faict pour une seule Eglise estant en Angleterre, et des aultres de France, et mesmes des seigneurs particuliers et dames, ausquels vous avez bien accordé des plus nécessaires de vostre corps et compaignye; considérans combien la Basse-Normandie est esloignée de Genève, pour envoyer là estudier ceux qui se dedient au ministère : attendu mesme la froidure et peu de zelle qui se trouve aux Eglizes de les entretenir, et sur tout la povreté du pays en beaucoup de lieux, où les ministres sont les plus nécessaires. Et est ceste université le seul lieu où il se peult dresser escholle pour les retirer, et de Bretaigne, et du Mans, et de Normandie, avec ceux qui y viennent d'Angleterre; car vous cognoissez l'estat de Paris.

De ce que nous demandons M. Le Chevalier, ce n'est en aultre

esgard sinon que nous pensons bien qu'il prendra plutost la charge que ung aultre, congnoissant la nécessité; et aussy qu'il s'accordera mieulx à la manière de vivre du pays que d'aultres, et à supporter l'ingratitude qui n'est que trop grande par tout envers les serviteurs de Dieu. Mesmes qu'il pourra bien servir de professeur en théologie et ministre tout ensemble, ce qui ne se pourroit pas faire en une Eglise tant célèbre et avancée que celle de Genève, où seullement il enseigne en hébreu. Et encores y a ce poinct, que nous sçavons tant de ses parens qui sont à Caen, que de ceulx de sa maison qui sont à Vire, qu'il ne pourra pas recouvrer son bien paternel, sinon qu'il se retire par deçà. Et cela advenant, vous congnoissez bien qu'il ne pourroit estre en lieux pour mieulx servir à la gloire de Dieu, se tenant au pays, estant près et au parmy (*sic*) de grand nombre de ses parentz qui affectueusement le requièrent et redemandent avec nous.

Nous avons différé jusques à présent de vous presser de cella, encores que de longtems nous l'ayons sollicité d'accepter la charge quand elle luy seroit donnée, afin que plus longuement il vous fist service. Mais maintenant nous ne pouvons regarder à aultre, vous supplians avoir pitié du piteux estat que nostre très-honoré frère M. de Bèze pourra tesmoigner avoir trouvé par deçà, en deffault de bon règlement et conduicte que nous espérons dudit sieur Le Chevalier par vostre grâce et faveur. Et à considérer ce que vous ne pouvez ignorer, que le bon vouloir de zèle du seigneur duc de Bouillon, gouverneur de Normandie, ne pourra pas servir sinon qu'il y ayt gens suffisans et d'autorité pour avancer les choses; et s'il estoit possible d'en recouvrer autant qu'il s'en trouve, il n'y a nul endroit où pour le jourd'huy il puisse profiter davantage à la gloire de Dieu. Que si ledit sieur frère Le Chevalier est une foys par deçà par vostre ordonnance et de vostre bon gré, comme espérons, beaucoup de Paris qui ont désir de s'employer, se pourront icy retirer plus hardiment, et croistre le nombre.

Brief, nous vous supplions au nom de Dieu priser bien et le temps et le lieu, et le grand nombre de gentz excellentz que vous avez par deçà; et que ne nous refusiez d'un seul que son pays à son grand besoiñ peult le demander de vous, suyvnt la promesse de M. Calvin, et qui par nécessité mesme sera contrainct, s'il ne veut tout quitter ce qui appartient à ses enfans, de soy retirer en deçà;

et dont longtemps a il a esté par nous, et sera tousjours sollicité pour le besoing et grand désir que nous avons de voir nostre université relevée, et nostre Eglise bien réglée et polliciee pour servir de fontaine aux bonnes lettres, au moins en ceste province, ce que nous espérons par son moyen à la gloire du Seigneur, et perpétuelle reconnoissance du bien que nous avons receu de vous, sans lesquels nous ne pouvons jouir ny prétendre ung tel heur; pour lequel obtenir, à l'honneur de Dieu et advancement de son Eglise, nous vous importunons à bon droit, comme le zèle d'un tel bien nous y semond (?) et pousse de plus en plus. Ce que ayant bien considéré, ce fidelle serviteur du Seigneur, M. Calvin, par sa promesse faicte audit de Villiers en nostre nom, avoit préféré nostre très-grande nécessité, pour l'espérance du grand fruit advenir, et nous en avoit assurez par sa promesse, que nous avons prinse et interprétée comme une chose toute arrestée et promise, tant par vous que le-dit sieur Le Chevalier, ce qui nous avoit causez d'user en la lettre à luy par nostre adresse de ce mot de promesse, sans toutesfoys que de sa part nous eussions receu aultre particulière assurance, comme nous en pouvons bien faire foy devant Dieu et ses anges. Bien avons-nous tousjours eu ceste espérance que plustost il consentiroit servir en son pays à la gloire de Dieu, que ailleurs, à ce obligé et au devoir qu'il ne pourroit ny renier ny oublier ny aultrement s'en acquitter, à considérer la nécessité et aultres occasions devant dictes, qui non seulement le requièrent mais aussi le pressent d'y subvenir, et vous aussi de ne nous frustrer de l'effet de nostre tant juste requeste et supplication, dont Dieu aidant, vous recepvrez ung très-grand contentement pour le zèle tant renommé que vous avez à la gloire de Dieu, en ayants entendu le fruit et advancement.

Que si nous sommes longs en ceste lettre, il vous plaira imputer à la véhémence affection à quoy la nécessité nous pousse et nous refuse la brièveté, tant soit-elle recommandable, et que encores nous serons assurez de vostre sainte affection envers toutes les Eglizes du Seigneur, pour cela ne cesserons-nous de vous supplier très-humblement que ne laissiez dépourveue nostre Eglise et université, d'importance et conséquence telle que congnoissez. Ce que de rechef nous vous supplions avoir en considération, qui est œuvre auquel nous supplions le Seigneur, très-honorez frères, vous conserver longuement pour le continuel cours et advancement du règne

de son fils Jésus-Christ, auquel vous employez très-fidèlement. — De Caen, ce 15 d'octobre 1564.

Voz très-humbles serviteurs et frères au Seigneur, de tout le consistoire de l'Eglise dudit lieu.

(Suivent les signatures) :

CONSTANTIN. GOUVILLE. PINSON. LEBAS. DOUESPE.

DE GUEUTEVILLE. BASSELIN. BOUTEIER? BONTEMPS.

LAILLIER.

(Bibl. de Genève, vol. 109.)

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
DE MARSEILLE (1)

1696-1708

On écrit du 18 juin 1696, que M. David Serres, le second des trois frères (2), ayant donné au nommé Pasquet, forçat catholique-romain, un paquet de livres enveloppé dans de la toile, pour porter à M. Sabatier, forçat pour cause de religion, afin de le lui mettre en lieu sûr, quelqu'un ayant entenlu ce que M. Serres avoit dit audit Pasquet, le rapporta à M. l'intendant des galères, qui, ayant ôté lui-même les livres audit Pasquet, lui donna plusieurs coups de canne, et le fit conduire à l'hôpital des forçats avec celui à qui le paquet s'adressoit; où il fit mettre aussi ledit M. Serres, seul dans une chambre, et où ayant été interrogé les procédures ont été envoyées en cour.

L'intendant voulut envoyer les lits prisonniers à la citadelle, mais le gouverneur refusa de les recevoir. Sur ce refus, M. l'intendant a fait faire dans une chambre de l'hôpital de très-petits cachots de planches, fort obscurs, avec une chaîne attachée à la muraille, pour les y enfermer et les y tenir enchaînez. On fait quantité de ces cachots pour y enfermer tous ceux qu'on croit avoir quelque capa-

(1) Nous inaugurons aujourd'hui la publication du journal annoncé (t. XVII, p. 20 et 65) et emprunté à la collection Court, n. 11.

(2) Sur ces trois pieux forçats (Voir t. XV, p. 533 et note 2).

cité, et qu'on nomme dangereux, dont on a fait un rosle, à la tête duquel on dit que sont les trois MM. Serres. On n'a point maltraité M. David Serres, ni M. Sabatier, mais le pauvre Pasquet a failli à mourir sous le bâton.

Avant qu'on enfermât lesdits MM. Serres, leurs parens leur écrivirent une lettre à droiture qui portoit assignat de livres 100; elle fut arrêtée à la porte et mise entre les mains de M. l'intendant. Il envoya un écrivain du roy, pour savoir de M. Serres l'aîné, qui étoit le marchand qui lui devoit compter cet argent, parce qu'heureusement il n'étoit pas nommé dans ledit écrit. M. Serres refusa constamment de le nommer; l'écrivain assura qu'on ne feroit aucun tort à celui qui devoit compter cet argent, mais que M. l'intendant le vouloit prendre pour le leur donner peu à peu, afin qu'ils n'en donnassent pas aux autres gens de la religion; que si lui et ses frères ne se vouloient mêler que d'eux, ils seroient heureux, qu'ils auroient de grands amis qui leur rendroient de bons services. Mais à cause qu'ils s'embarrassoient des autres, c'est-à-dire qu'ils distribuoient ce secours à leurs frères, les Pères de la mission étoient furieusement animés contr'eux, ayant trouvé de leurs billets entre les mains de leurs nouveaux convertis, ce qui avoit fort irrité M. l'intendant contr'eux. Il lui répondit que n'ayant que de bonnes intentions, il lui importoit peu d'être mal dans leur esprit.

L'unique sujet des oppressions qu'on suscite à ces Messieurs, ce sont les secours qu'ils tâchent de donner à leurs frères, et le refus de déclarer ceux qui leur devoient acquitter la lettre de change, ce qui a fait dire à M. l'intendant de M. Serres qu'il étoit très-sincère et ferme; le second lui ayant naïvement avoué qu'il avoit écrit aux endroits qu'on lui nommoit pour faire venir un soulagement pour ses frères; que c'étoient des gens de la ville qui le lui faisoient toucher, et qu'il le distribuoit à tous les gens de la religion; qu'aussi il avoit fait venir des livres de Genève, et qu'il les faisoit voir à ses frères pour remplir les devoirs de la charité; mais que pour dire qui lui avoit donné ici ces livres, et qui lui comptoit cet argent, quand on le déchireroit en pièces, on ne le sauroit jamais de lui.

Il y avoit à Marseille un homme de la ville Suisse (*sic*) qui comptoit au vivandier de la citadelle une petite pension au sieur Ragatz, de la même nation, qui y étoit reclus depuis environ un an, ou plus.

M. l'intendant, en ayant été informé, envoya quérir ce Suisse, et lui demanda qui lui donnoit la permission de lui compter cette pension, et qui lui envoyoit cet argent. Il lui dit que c'étoit M. le major, lequel étant présent, dit qu'il étoit vrai, et que la personne qui lui envoyoit cet argent pour ce forçat de la religion, c'étoit sa femme; qu'il avoit encore quelque chose à lui donner, et s'il ne vouloit pas qu'il le lui fit toucher, il le renverroît à sa femme. Cette réponse le fit un peu penser. Il lui dit: Allez, je vous rappellerai. Cependant, du depuis il ne l'a pas renvoyé quérir, quoy qu'il ait dit qu'il le trouvoit fort coupable, mais qu'à cause qu'il étoit Suisse, il n'osoit pas lui rien dire. Pour donc l'empêcher de compter plus d'argent au pauvre Ragatz, il fit transférer celui-ci et deux autres qui étoient participans de cette petite douceur, au château d'Y, pour les priver de tout secours. On verra dans la suite le détail de ce que ledit Ragatz y a souffert, sa grande constance, et enfin la délivrance que Dieu lui a accordée.

Dans une lettre du mois d'avril 1699, M. Serres, l'aîné, décrit de la sorte le triste état de son second frère, M. David Serres :

Je vous dirai qu'il a été changé de cachot et de quartier, et mis dans un autre plus obscur et plus incommode à tous égards, où il a été impitoyablement mené, chargé d'une pesante chaîne, où on l'a attaché dans un temps où il étoit atteint de douleurs par toutes les parties de son corps, et singulièrement aux jambes qui étoient de même fort enflées par des fluxions qu'avoit causées l'humidité de son cachot, de sorte qu'à en juger par la conduite qu'on tient à son égard, on a lieu de croire qu'on ne le traite d'une manière si cruelle et si peu chrétienne que pour en voir bien tost la fin.

Il ne lui est permis de parler ni de voir personne, qu'à un misérable garde qu'on a mis auprès de lui exprès pour le rendre d'autant plus malheureux. Ce malhonnête homme, qui a eu plusieurs gratifications de lui, surprenant le Suisse qui l'alloit voir quelquefois, manger de la viande que l'abbé lui avoit donnée, fut le rapporter au père Girard, qui, bien qu'honnête homme d'ailleurs, est tellement bigot, qu'il lui en fit un crime capital, (c'étoit en carême). On le fouille, et pour surcroît de malheur, on trouve à ce pauvre homme, qui avoit abjuré, un Nouveau Testament; d'abord

on en avertit les supérieurs, qui lui commandent de dire qui lui a donné ce livre. La crainte lui fit avouer que c'étoit mon frère; jugez quel désordre! On veut sçavoir présentement qui le lui a porté, pour en suite apparemment sçavoir qui le lui a envoyé, ce qui embarrasseroit bien des gens. Mais jusqu'ici il a tenu bon, nonobstant toutes les menaces qu'on lui a faites, disant qu'il n'en sçait rien. On a aussi saisi à quelques imprudents, une Bible, un Nouveau Testament et d'autres livres, etc.

J'ai reçu une lettre du sieur Mognier des cachots du château d'Y, et compagnon du sieur Ragatz, en la cause de Christ, qui m'a charmé et fait tomber dans l'admiration, lors que j'ay appris qu'il avoit été berger, car il a des pensées si élevées, et des expressions si nettes, si pleines d'érudition que je le pris d'abord pour un très-habile proposant. Un autre de nos frères, parlant de ce même M. Mognier, dit : C'est assurément un brave et généreux soldat de Jésus-Christ; sa constance, sa patience et sa résignation est quelque chose d'exemplaire, joint à son humilité. C'est évidemment le doigt de Dieu, qu'un homme sans éducation, ayant autrefois fait un métier très-vil, parle en théologien et en homme éclairé, avec des sentiments qui expriment l'heureux état de son âme et la sincérité de ses mouvements, ce qui nous porte à glorifier Dieu et à reconnoître par là une preuve de notre sainte religion; car si Dieu ne communique son esprit de lumière et de sainteté qu'à ceux qu'il a élus à la vie éternelle, il s'ensuit que notre Eglise est le corps de ceux qu'il a élus, puis que ce fidèle est membre de ce corps mystique dans la communion duquel et pour la profession de la foy qu'il tient, il souffre si constamment.

Divers nuages qui se sont élevez sur nos têtes, et qui commencent à gronder, nous menacent d'un grand orage. La connoissance de nos affaires, a été donnée, dit-on, à M. l'évêque à l'exclusion des missionnaires qui n'en sont pas fort contents. On ajoute que cet évêque a reçu des ordres très-sévères contre nous, et singulièrement contre ceux qu'on appelle relaps. On a commencé en quelques endroits de donner l'attaque, de menacer et de mettre à la chaîne courte aussi ceux à qui on a saisi les livres. Il est à présumer qu'avant Pâques cela s'étendra à tous. Je ne sçay pas que la condition de M. de Lensoinière ait empiré (1). Mais le généreux

(1) Voir t. XV, p. 485 et suivantes. *Ibidem*, p. 529.

athlète, M. Le Fèvre, que nous regardons à bon droit comme un des plus excellents ornements de notre société souffrante (1), se plaint beaucoup de la rigueur de ceux de son quartier. Enfin tout conspire, ce semble, pour nous anéantir et nous perdre; toutefois, je vois nos gens résolus pour soutenir le choc.

Parmi nos ennemis, les gens d'Eglise et les gens de guerre, qui sont d'ordinaire d'une humeur si différente et si opposée, s'accordent si bien en ce point qu'on n'y aperçoit presque point de différence, sauf que les premiers sont des boute-feux plus prudents et plus malins, et qui manient la persécution d'une manière si adroite, si grave et si sérieuse, qu'ils la font entrer comme une partie essentielle dans les devoirs de leur religion. Ils s'acquièrent même par là le titre de zélés, dont ils sont fort glorieux, et qui les encourage à persévérer et à ajouter quelque nouveau supplice à ceux qu'ils nous ont déjà fait souffrir, afin de se distinguer de ceux qui n'ont — que des paroles pour faire des prosélytes, parce qu'ils disent avec raison que ces veyes ne sont pas les plus efficaces. Car comme on n'est pas accoutumé à se payer de sonnettes, ou des extravagances de quelque sottise légende, après avoir été nourri du véritable lait d'intelligence, qui est sans fraude, ils prennent le parti d'étourdir par quelque coup qui fasse impression, afin que comme des frénétiques qui sont pressés de quelque mal violent, on prenne le chemin du précipice qu'ils nous préparent pour nous y faire périr misérablement. Cependant ils ont l'impudence de vouloir nous persuader que c'est une bonne route qu'ils nous proposent, pour nous faire parvenir à la félicité, et que les moyens qu'ils emploient, sont pleins de douceurs. Après qu'ils sont descendus dans les tristes demeures de nos chers reclus, s'étant munis de quelque préservatif de peur de s'empoisonner les poulmons, ils osent leur dire qu'ils déplorent leur triste condition, et qu'ils voudroient de tout leur cœur pouvoir les en délivrer, eux qui les y font mettre. Mais, ajoutent-ils, personne ne vous plaint, parce que vous ne souffrez que par opiniâtreté et par entêtement pour une religion de quatre jours, en mépris de notre bonne sainte mère l'Eglise. Car enfin si vous voulez remonter à vos pères, ou tout au plus à vos aïeux, vous verrez qu'ils étoient dans notre communion; — mais plutôt, faudroit-il dire, dans l'erreur et dans la superstition.

(1) *Ibidem*, p. 529 et 533.

C'est pourquoy ils l'ont quittée sans qu'il ait fallu employer le ministère des dragons pour prêcher l'Evangile, le pistolet à la main ou le blasphème à la bouche, en leur cassant même quelquefois la tête à grands coups de crucifix ; en disant : Voilà ton Dieu ! chien adore-le ! c'est ce que je leur ay souvent reproché ; mais n'importe, ils ne laisseront pas de nous repartir que nous méritons plus encore, parce que nous avons méprisé les ordres d'un puissant roy, et foulé aux pieds son autorité, en nous attachant trop à cette maxime qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. C'est pourquoy aussi on a accoutumé d'opposer à ce passage sur lequel nous faisons tant de fonds, celui-ci pour nous fasciner les yeux : *celui qui résiste à la puissance, résiste à Dieu*, et par ce moyen ils croient d'être en droit d'autoriser la violence par celui-ci qu'ils produisent pour un si beau dessein : *contrains-les d'entrer*. N'est-ce pas là une admirable théologie, et quand on ne sauroit pas en quoy consiste leur religion, n'en est-ce pas assez pour la faire connoître, si on juge de l'arbre par ses fruits ? Je vous assure, Monsieur, que tous ces moyens qu'on employe pour obscurcir l'entendement de nos chers compagnons, font, par la grâce toute puissante de Dieu, un effet tout contraire, pour les éloigner de plus en plus d'une religion impure et idolâtre, et pour leur en faire concevoir de plus en plus une sainte horreur, comme d'un monstre aussi horrible que mal-faisant.

Ce que je vous dis est peu de chose en comparaison de la réalité du fait. Nos amis vous pourront faire l'histoire, s'ils ne l'ont déjà faite, de ce qui est arrivé sur la *Reine* et sur la *Magnanime*, où l'aumônier arrache le nez et les oreilles aux uns, et où l'on fait porter ou entraîner les autres par une quantité de Turcs dans la poupe, pendant qu'on y veut dire la messe, et parce qu'ils se sauvent dès qu'on les quitte, on leur court dessus avec la chasuble sur le cou, comme si c'étoit une farce qu'on vouloit jouer. Que de réflexions ne fourniroit pas une semblable comédie et plusieurs autres de cette espèce, qui finissent toujours par quelque chose de tragique pour nous ! Vous êtes sans doute affligé de leur triste état, mais ils ont recours dans tous leurs maux à un Dieu tout-puissant et tout bon, qui les regardant d'un œil bénin et plein d'amour leur présente des palmes et des couronnes pour leur récompense, et pour les soutenir au milieu d'une si terrible carrière, et qui dit à chacun

en particulier : Sois fidèle jusques à la mort et je te donnerai la couronne de vie. Il les éclaire cependant au milieu des ténèbres dont ils sont environnez, par les lumières de son Saint-Esprit et par les doux rayons de sa face qui porte la joye et la délivrance elle-même d'un seul de ses regards. Aussi voit-on par une heureuse expérience les effets de ce secours divin qu'il opère en eux d'une manière extraordinaire par leur piété, leur zèle et leur constance, qui brillent toujours en eux avec éclat au milieu des épines de l'affliction et de la persécution.

Au mois de may 1699, par ordre des supérieurs, on a fait donner une bastonnade d'environ quarante coups à corps nud, avec une grosse corde, à un frère nommé Pierre Bertaud pour n'avoir pas voulu lever le bonnet lors qu'on disoit la prière. Il la souffrit fort constamment, en persistant à dire qu'il ne pourroit faire ce qu'on demandoit de lui, parce que *tout ce qui est fait sans foy, est péché*, et qu'il ne pouvoit contreindre jusque-là sa conscience. On lui dit qu'on demandoit de lui cette obéissance sans exiger qu'il adhérât à leur culte. Le jour suivant, on revint à la charge s'il ne le faisoit, et ce pauvre homme n'eut pas le courage de souffrir cette torture, et leur promit de le lever. Les pauvres frères, qu'on menace tous les jours d'un semblable traitement, ont besoin d'être instruits et encouragés à cet égard.

Extrait d'une lettre de Marseille du mois d'avril 1699, du sieur Jean Musseton (Vaudois).

L'apostasie de quelques nouveaux venus, qui ont trahi leur conscience et leur religion pour s'exempter de souffrir, fait assez connoître l'aveuglement de l'homme lorsque la grâce a suspendu ses divines lumières. Grâce à Dieu de ce qu'il nous assigne une meilleure part, et de ce qu'étant hommes fragiles et plusieurs aussi délicats que ces Messieurs, nous sommes cependant debout et persévérons à mépriser la délicatesse et à surmonter par la patience ce qui leur a paru insupportable. Mais deux amours pour deux différents objets ne peuvent pas subsister dans un même cœur, et il faut nécessairement que le cœur penche pour celui qui lui est le plus cher. C'est ce qui a fait que ces Messieurs ont mieux aimé les biens de l'Eglise (romaine) que l'opprobre de Christ. Mais à celui qui

aime d'un pur amour, rien ne le peut détourner de son objet, car l'amour est plus fort que la mort. Ces pauvres gens sont plus à plaindre que nous, qui restons sous le joug, puis que leur liberté est un esclavage autrement dangereux que le nôtre. Si leur chute vous afflige, vous pouvez vous égayer d'une sainte joie, puis que Dieu manifeste si évidemment l'efficace de sa grâce en plusieurs de nous, par la patience, la foy et les vertus dont il revêt un grand nombre. Nous pouvons dire en bénissant Dieu, qu'il y a parmi nous des Loths qui vivent dans Sodome sans participer à ses impuretés. On y vit dans le plus prostitué et le plus infâme de tous les lieux, par les vices et par l'impiété qui y règne, une vie différente aussi bien dans les mœurs et dans le langage que dans la religion, de sorte que nos supérieurs et nos plus grands ennemis ne peuvent s'empêcher de faire notre apologie. C'est de Dieu seul que procèdent ces salutaires dispositions. Demandez-lui pour nous l'accomplissement de son œuvre; car si nous sommes debout, ce n'est point par notre force. Je souhaiterois cependant que nous fussions tous tels que nous devrions être, et qu'il n'y eût point parmi nous d'achoppement. Mais nous sentons toujours les restes de notre corruption, ce qui nous porte à nous humilier devant celui qui est le Saint des saints. *(Suite.)*

BIBLIOGRAPHIE

BERNARD PALISSY

RÉPONSE DE M. L. AUDIAT A M. ATH. COQUERFL FILS.

(Suite et fin.)

J'ai cité une autre lettre de la fille de Louis XII, où la fervente protestante se plaint à Calvin d'avoir entendu la femme d'Antoine de Navarre soutenir qu'on pouvait mentir pour la cause de la nouvelle religion. Mais si cela fait un peu tort à Jeanne d'Albret, cela fait grand

honneur à Renée de France, qui s'indigne de cette doctrine. Dans tous les cas, comme, en citant cette parole peu louable de la reine de Navarre, j'ai mentionné que la thèse avait été soutenue par certains casuistes, comme j'ai rappelé (page 174) un acte honorable pour Renée de France, ne trouvez-vous pas qu'usant de votre méthode les catholiques seraient, aussi bien que vous, en droit de me blâmer d'avoir « présenté ces deux princesses sous le jour le plus favorable, et de façon à servir le plus possible une religion » qu'elles avaient embrassée ? Il ne faut pas toujours voir de la malveillance dans la constatation d'un fait. Comme, d'ailleurs, toutes ou presque toutes mes affirmations relatives aux hommes ou aux choses du protestantisme, sont prises chez des auteurs protestants, est-il juste de faire tomber sur moi seul des fautes, si fautes il y a, que vos coreligionnaires ont commises les premiers, et que, sans eux, je n'eusse jamais faites ?

Je vous citerai un autre exemple de cette malheureuse prévention qui vous fait tout voir en noir chez moi, et vous porte à torturer mes phrases, pour leur faire dire ce que, avant de les lire, vous aviez décidé qu'elles diraient. Ici, Monsieur, j'ai besoin de répéter ce que j'ai déjà déclaré, à savoir que je crois à votre bonne foi. Vous mettez vous-même ensuite le mot qu'il faut pour qualifier l'acte dont j'ai à parler.

C'est toujours votre thèse qu'« à l'égard de tout personnage, historien ou écrivain, protestant » je suis d'une « légèreté malveillante et d'une excessive partialité. » Et j'ai voulu, semble-t-il, me « consoler (page 438) d'écrire la vie d'un huguenot et de lui ériger une statue, en versant à flots l'injure sur ses coreligionnaires. » De tout cela « les preuves surabondent de ligne en ligne. » Mais ces preuves, que vous avez exposées pour donner idée de celles que vous omettiez, ne sont pas jusqu'ici bien concluantes. Celle qui suit, le sera-t-elle ?

« Oubliez, écrivez-vous, oubliez tout ce que vous savez d'histoire et lisez ces lignes. » Ces lignes, Monsieur, je vais les citer telles que vous les citez vous-même. Ce ne sera pas ma faute si elles ne sont pas ainsi dans mon livre. « Tout se débauche ; Luther avait donné l'exemple. Le cardinal de Châtillon et l'évêque de Nevers l'imitent. » Et vous ajoutez immédiatement : « On croira sans doute que Spifame et Odet de Châtillon ont commis, à l'exemple de Luther, des actes d'affreuse débauche. » Oui, Monsieur, on croira cela. Et je mets au défi l'être le plus ignare de comprendre différemment, l'esprit le plus passionné en ma faveur d'y voir autre chose.

Alors me voilà condamné?... Pas tout à fait. Pour juger de la pensée d'un auteur, il ne faut pas isoler une phrase de ce qui précède, ponctuer arbitrairement et lui attribuer, à lui, comme personnelle une expression qu'il donne comme d'un autre. Ces règles sont élémentaires dans une polémique. Vous m'auriez pu, Monsieur, éviter la peine de vous les remémorer.

Contrairement à votre habitude, vous ne renvoyez pas à la page de mon *Bernard Palissy*, d'où vous avez extrait ces lignes. Elles sont à la page 147. Le paragraphe traite de certaines causes secon-

daires de l'établissement du calvinisme. Car pour les causes premières et importantes : abus et vices de l'Eglise romaine, besoin d'émancipation, que vous me déclarez (page 442) « incapable de voir, » je les ai énumérées en quatre pages dans l'ordre où vous les avez énoncées vous-même; ce qui me donnerait à penser que vous veniez de lire mon chapitre. « A ces grandes causes, disais-je (page 442), il en faut joindre d'autres secondaires. » Je citais, d'après un contemporain, le désir pour les réguliers ou séculiers qui se défroquèrent de mener, les uns une vie plus austère, le plus grand nombre de chercher « l'existence plus active du monde, l'affranchissement d'une règle qui leur pesait, et les joies interdites du ménage. » Beaucoup d'ecclésiastiques se marièrent. C'est ce que firent Luther, Châtillon, Spifame et bien d'autres. Le sens est-il obscur?

Reste le « *tout se débauche*; Luther avait donné l'exemple. » Vous avez vous-même saisi ma pensée : Luther et Châtillon prirent femme. Car voici votre commentaire : « Ce que M. Audiat appelle de ce nom violent et inexact, c'est simplement leur mariage. » Il ne peut y avoir doute; c'est bien M. Audiat qui a écrit la proposition : « *Tout se débauche.* » Pour le mieux montrer vous insistez : « Dans son style, *tout se débauche* signifie seulement..... » Eh bien ! non, Monsieur, jamais je n'ai nommé le mariage une débauche, même en parlant de ceux qui violaient des promesses solennellement faites. Jamais je n'ai écrit cette phrase : « *Tout se débauche !* » C'est vous qui me l'attribuez. C'est vous qui citez ce que je n'ai pas écrit; c'est vous qui pour appeler sur moi je ne sais quelles colères, vous efforcez, non pas de dénaturer ici ma pensée, mais de publier des phrases que vous mettez fausement sur mon nom.

Votre parti bien arrêté est de démontrer qu'il est « nécessaire d'écouter avec précaution un appréciateur si étrange et si outré des faits qui lui déplaisent. » Donc, j'écris ceci : « *Tout se débauche*; Luther avait donné l'exemple. » Que ne citez-vous tout, Monsieur ? Hélas ! votre argument tombait, et vous le trouviez si excellent ! Permettez moi de le faire : « Les cénobites sautent par-dessus les murs de leur couvent; les ecclésiastiques laissent là leur soutane. « A leur exemple, dit Florimond de Rémond, plusieurs nonnains « incontinentes prennent la clef des champs pour prendre un mary « ou *faire pis*... Bref, en plusieurs lieux tout se débauche? » Qui a dit : « *Tout se débauche?* » Florimond de Rémond. Selon vous, c'est M. Audiat, qui appelle le mariage « de ce nom violent et inexact. » Mais comment pouvez-vous arriver à mettre au compte de M. Audiat ce que M. Audiat donne comme de Florimond de Rémond, et lui faire dire que « *tout se débauche* » se rapporte à Luther, à Châtillon, à Spifame ? Par un procédé bien simple : suppression des guillemets qui indiquent une citation, et changement à vue d'un point en point-virgule. On imprime : « *Tout se débauche*; Luther avait donné l'exemple. » Le tour est joué. On peut admirer peut-être la dextérité du prestidigitateur, mais l'approuver, c'est autre chose. Quant à l'imiter, je m'en garderai pour moi.

Je vous entends, Monsieur. Vous riposterez que ce point-vir-

gule, ces guillemets importent peu; que la pensée est tout. Oui, mais d'abord la pensée n'est pas ce que vous dites; ensuite, vous avez aussi condamné le style « violent et inexact. » Et la pensée, quelle est-elle? Que des prêtres s'étaient mariés comme Luther, Odet et Spifame. Florimond de Rémond complétait en parlant des femmes. Je l'ai cité et nommé. Si son expression signifie le mariage, je n'y puis rien. Mais pourquoi ne s'appliquerait-elle pas à « *faire pis*, » qui vient après « *prendre un mary?* » En tout cas, si l'on était coupable de tout ce que l'on cite, il faudrait ici s'en prendre à l'écrivain protestant, auquel j'ai emprunté le passage. L'aurait-il donc aussi approuvé, puisqu'il l'a copié sans faire de réserves? Ah! Monsieur, vous l'avez écrit, et je le répète : « Il faut écouter avec précaution un appréciateur si étrange et si outré des faits qui lui déplaisent. »

J'ai d'autres accidents quelque peu semblables à noter dans votre travail. Car c'est à l'aide d'une suppression aussi que vous avez prouvé mon dédain pour l'Ancien et le Nouveau Testament. Quoi! Monsieur, n'était-ce pas assez pour moi d'être signalé comme insultant à « un culte établi en France depuis trois siècles et demi » (page 440), — ajoutez donc : reconnu par l'Etat! ce qui constituera un délit, — et comme « versant à flots l'injure sur les coreligionnaires de Palissy? » Fallait-il encore m'exposer à être lapidé par les catholiques? Poursuivi par les uns comme papiste, harcelé par les autres comme luthérien, c'est trop à la fois pour moi!

On ne saurait, dites-vous (page 496), « parler des Psaumes, et en général de l'Ecriture sainte, avec un plus froid dédain » que je ne l'ai fait. « Les Psaumes et les autres écrits sacrés avaient droit à plus d'égards de la part d'un catholique; s'il n'est pas tenu de les lire, il doit au moins les mieux respecter. » C'est encore, Monsieur, une de ces surprises que vous me causez souvent. Quoi! j'aurais été irrévérencieux pour les chants du roi-prophète? J'aurais traité avec mépris les saints Evangiles? Un homme grave l'imprimait; il fallait bien que ce fût. J'ai fait mon examen de conscience; en vain. J'ai feuilleté mon malencontreux livre. Le typographe y aurait-il glissé quelques propositions sentant le fagot, ou dignes de la place de Grève? Je lis (page 184) dans le chapitre *l'Idylle aux bords de la Charente* : « Voilà le chœur de nos jeunes Saintongeaises, *Gratix decentes*, comme dit Horace, sous l'ombrage des aubiers, louant, exaltant le Seigneur Dieu dans ce magnifique élan de David : BENEDIC, ANIMA MEA, DOMINO. Elles disent : Bénissez le Seigneur, ô mon âme! Seigneur, mon Dieu, vous avez fait paraître votre grandeur d'une manière éclatante! Environné de majesté et de gloire, revêtu de la lumière comme d'un vêtement, vous étendez le ciel comme un pavillon. Vous marchez sur les ailes des vents..., etc. »

Est-ce là, en traitant de « magnifique » ce chant de David, que j'affiche mon dédain pour l'Ecriture sainte? Non. Cherchons plus loin.

A la page 225, je trouve : « Ce psaume CIV, sur lequel Palissy revient souvent, se lit dans le Psautier de Clément Marot et de Théodore de Bèze; c'est le CIII^e des recueils catholiques, un des plus beaux de ces chants, qui le sont tous. » Ce doit être ici : car je n'ai

pas, autre part qu'en ces deux endroits, apprécié, non pas les livres saints, mais les seuls Psaumes. Franchement,

Du plus grand des forfaits je me croyais coupable.

Me voilà un peu rassuré. J'ai donc proclamé « sublime » un psaume, et beaux tous les autres. Si c'est là se moquer, veuillez m'indiquer comment on loue !

Il est bien vrai qu'à la page 170, on trouve une critique de la manie qu'a maître Bernard de citer sans cesse la Bible. On est en effet blessé, au point de vue de l'art s'entend, de voir à chaque instant revenir chez lui des fragments de psaumes et des bribes d'évangélistes. Dès la page 2 de la *Recepte véritable*, il cite deux fois David et deux fois saint Matthieu. Ce qui me choque, ce n'est pas le texte sacré, loin de là, c'est de le voir paraître hors de propos.

Or, c'est précisément l'objet de vos récriminations. Vous reproduisez cette phrase de ma page 169 : « Il a conservé dans ses ouvrages quelque chose de cette manie de citations bibliques, caractère général, du reste, des écrivains huguenots. Les Psaumes faisaient le plus clair de leur nouveau savoir religieux. » La citation est textuelle, cette fois, mais il y manque quelque chose encore, non pas des guillemets ou un point-virgule, mais ce simple nom propre : « comme l'a remarqué Gobet. » Mon livre dit : « Et comme l'a remarqué Gobet, il a conservé dans ses ouvrages, etc. » Quelles tranges m'a causées cette petite suppression involontaire de « comme l'a remarqué Gobet ! » Me voilà tranquille. C'est Gobet qui se moque des Psaumes. Moi, je dis seulement la dernière des deux phrases que vous citez. C'est Gobet qui raille Palissy. S'il y a quelqu'un à livrer à la vindicte des catholiques, qu'on livre Gobet; c'est lui qui a tout fait. Mais, hélas ! il est mort. Dois-je être châtié pour lui ? Peut-être bien : car je suis parfaitement de son avis.

Où je ne puis être de votre avis à vous, Monsieur, c'est quand vous affirmez (page 441) que je donne d'Hamelin « une fausse peinture. » J'ai dit : « Il avait quitté le catholicisme pour le calvinisme, puis le calvinisme pour le catholicisme ; il quitte une seconde fois le catholicisme pour le calvinisme. » Est-ce vrai ? J'ai attribué au repentir la seconde conversion ; vous l'attribuez à la peur. Donc, c'est moi qui « donne de l'homme une fausse peinture. » S'il est vrai que ce soit la frayeur qui l'ait fait abjurer, comme vous le prétendez, je trouve que je prêtai à son action un motif plus avouable. Il vaut mieux se conduire par conviction, même quand on se trompe, que de céder à la crainte. Cela n'empêchera pas que je n'aie maltraité « ce martyr. »

Il y en a un autre. Nommant les huguenots qui, en 1546-1547, furent mis à mort en *Saintonge*, je dis (page 162) : « Nicolas Clinet... fut brûlé, mais seulement en effigie. » N'est ce pas un peu être exigeant que de me blâmer d'avoir omis d'ajouter : Il le fut en réalité à Paris, dix ans plus tard ? Demandez, en outre, que je fasse sa biographie. Mon omission cependant vous a été utile ; sans elle vous n'auriez pu écrire : « Nos martyrs ne sont pas mieux traités que nos princes ou nos pasteurs. » Nos martyrs désignent Hamelin et Clinet. On

a vu s'ils ont vraiment bien à se plaindre de mes mauvais traitements.

Venons aux pasteurs. Vous en nommez cinq : Launay, Sureau, La Place, Calvin, de Bèze. « Je les traite plus mal que personne, » dites-vous (page 439). A propos de Launay, j'ai cité une épigramme de De Maistre : « L'homme vêtu de noir qui dit des choses honnêtes. » Vous la trouvez mauvaise. Affaire de goût. Seulement, c'est peut-être aller un peu loin que, pour cette citation, m'accuser « d'aigreur, » « d'être étrangement prévenu, » enfin, de manquer de tact, « en prenant à l'égard d'un culte établi en France depuis trois siècles et demi, ce ton suranné d'inimitié dédaigneuse ! » Tout cela pour un mot. Mais, afin de m'accabler, on rappelle « les trois siècles et demi » d'existence du calvinisme. Que serait-ce si le culte avait six siècles et quart ?

Pour La Place et pour La Boissière, j'ai raconté que le premier avait trop frayé avec la noblesse, et que son parasitisme auprès des grands avait déplu ; que le second « bien souvent mangeait des pommes, buvait de l'eau à son dîner, et, par faute de nappe, mettait bien souvent son dîner sur une chemise. » Certes ce détail est un peu réaliste. Mais la phrase est de Palissy. J'aurais pu rire peut-être de cette chemise qui sert de nappe et répéter certain vers des *Gueux*. Qu'importe ? je ne me suis pas moins moqué de lui « avec la même malveillance » que de La Place. Mais Palissy est ici le vrai coupable.

Pour Sureau du Rozier, l'histoire est la même. J'ai écrit : « Un ministre, qu'on croit être Sureau du Rozier, » publie un livre où... » Là-dessus vous vous écriez : Sureau n'en est pas l'auteur ; c'est prouvé. « Rien ne donne à M. Audiat le droit de le prêter gratuitement à un ministre. » Gratuitement, non. Mais ce n'est pas tout à fait gratuitement. Et j'ai indiqué au bas de la page 247 que je me fondais sur Lacroix du Maine. Sa *Bibliothèque* dit (p. 173) : « Hugues Sureau du Rozier... Il a écrit plusieurs livres en françois, entre autres cestuy-ci par lequel il s'efforce de monstrier qu'il est loisible de tuer et roy et royne ne voulans obéir à la religion prétendue réformée et porter le party des protestants. »

Lacroix du Maine est un protestant, ne l'oublions pas. Il cite pour corroborer ce qu'il avance Jean Le Frère de Laval en son *Histoire de France*, et Belleforest, en ses *Grandes Annales*, auxquelles Bayle ajoute Miles Piguierre en son *Histoire de France*, page 457. Si Lacroix, contemporain et huguenot, se trompe et les autres avec lui, je n'en suis pas cause. Au moins serait-il plus convenable de ne pas dire que je prête « gratuitement » ce livre à un ministre, quand surtout j'ai renvoyé à la source. Je sais qu'on a nié que ce fût du Rozier ; mais tout récemment le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme* (numéro de janvier 1868, page 35, et numéro du 15 mars, page 139) l'en reconnaissait implicitement l'auteur, en disant : « qu'importe ? » et qu'« il est permis d'attacher peu d'importance au témoignage d'un homme du caractère de Sureau. » Soit. Vous ajoutez que « tous les pasteurs de Lyon condamnèrent le livre avec éclat, dans un écrit très-explicite et très-vif » (page 440). Le protestant Bayle, lui, trouve que l'arrêt était assez mitigé ; ce qui lui

donne à penser que la doctrine qu'on dit n'y était pas, parce qu'on l'aurait plus vivement renié. « Je ne saurais croire, dit-il, dans son Dictionnaire, à l'article *Pozier*, que le livre brûlé à Lyon enseignât qu'il fût permis de tuer les rois; je me persuade que, s'il avait contenu une doctrine aussi exécrationnelle que celle-là, les ministres qui le censurèrent, l'auraient foudroyé plus terriblement qu'ils ne le firent. »

Mais ce point n'est pas de ma compétence. J'ai donné mes autorités; qu'on décide si elles sont valables.

Maintenant, si l'on pouvait me donner une bonne définition de l'hypocrisie! N'est-elle pas, surtout en religion, l'affectation de sentiments qu'on n'a pas? Et si un pasteur, déjà gagné au catholicisme, continuait à prêcher dans les temples la doctrine de Calvin, et en secret répandait activement les erreurs du papisme; s'il ne renonçait pas aussitôt aux croyances qu'il n'a plus, parce qu'il y a péril à le faire, ne serait-on pas autorisé à parler de sa frayeur et de son hypocrisie? Pourriez-vous, Monsieur, donner un autre nom à cette conduite? Ne chasseriez-vous pas aussitôt le loup sous la peau de l'agneau? Et si c'était un ecclésiastique catholique qui fit cela; ce nom changerait-il? Non sans doute. Eh bien! ce fut la conduite de Calvin à Angoulême.

Lui faible! lui ayant dissimulé par crainte! Impossible. Et vous « souriez en me voyant prêter *puérilement* à ce grand homme doué d'une si prodigieuse énergie, une crainte hypocrite. » Mais tout grand homme que l'on est, on a ses faiblesses. Si vivace énergie qu'on possède, on peut céder un moment. Vous ne voulez pas que Calvin à Angoulême ait eu peur! Or Calvin dit de lui-même qu'il était timide et faible : « *Ego qui natura timido, molli et pusillo animo esse fateor.* » Et plus loin : « *Ego qui imbellis et meticulosus.* » L'avoué a son poids ici. Un pasteur, M. Crottet, dans sa *Chronique protestante* (page 97) avoue qu'« il y avait danger à traiter trop ouvertement de pareils sujets dans l'intérieur d'une ville. » On allait donc à la campagne, pour lire des chapitres de l'*Institution* et s'entretenir des abus de l'Eglise.

Vous prétendez qu'au moment où le Réformateur prêchait à Saint-Pierre d'Angoulême, « il n'était pas encore sorti de la communion romaine. » Oui et non. Non, si vous entendez sa rupture éclatante qui eut lieu à Poitiers l'année d'après; oui, si vous voulez parler de son abjuration intérieure. Celle-ci n'est pas douteuse, M. Crottet le dit : « Quoiqu'il observât encore les formes du catholicisme,... » à trois reprises différentes, il fut chargé par le chapitre de cette ville, de prononcer dans l'église de Saint-Pierre les oraisons latines devant le clergé assemblé. Et pendant ce temps il écrivait son *Institution* et faisait des prosélytes. N'y a-t-il pas là quelque chose de louche? Et n'aimerait-on pas mieux qu'il eût franchement déclaré ses sentiments; ou, si le moment n'était pas arrivé, de ne point aller dans une église, assister à ce qui n'était plus pour lui que des momeries, prêcher avec éclat des doctrines qu'il avait déjà rejetées et laisser croire à sa parfaite orthodoxie?

Après Calvin, Théodore de Bèze. C'est le dernier des pasteurs que

j'aurais maltraités. Voyons en quoi. J'ai dit qu'en 1535, par conséquent aux débuts, « la Réformation, à Genève, ne consistait guère que dans la cessation du culte catholique et la disparition des images et des statues des saints. » Voilà mon crime. Rêve-je ? ou ai-je perdu le sens des mots ? Y a-t-il phrase plus inoffensive ? Et ne faut-il pas avoir une grande bonne volonté de condamner, pour trouver la matière à accusation ? J'in'errege tout homme de sang-froid. Qu'il réponde. Il est vrai que j'ai eu un tort. J'ai dit que c'était l'opinion de Théodore de Bèze. « A Genève, selon Théodore de Bèze, la Réformation ne consistait guère que dans la cessation du culte catholique. » Vous me réprimandez fortement d'avoir prêté cette idée à de Bèze. « Notre historien, dites-vous (page 439), non-seulement se plait à dire » cela ; « mais il prétend que c'était là le jugement de Théodore de Bèze lui-même, sur la réforme genevoise. Pourquoi donc Bèze consacra-t-il sa longue vie, sa vaste érudition, ses talents élevés à cette même réforme ? D'où vient, s'il n'y croyait pas, que François de Sales ait essayé en vain de le corriger à beaux deniers comptants, et qu'il montra pendant la peste un si admirable dévouement ? D'ailleurs, M. Audiat devrait savoir que, quand on cite les paroles d'un homme illustre contre lui-même et contre sa foi, on est tenu au moins de montrer où on les a trouvées. Il s'en garde bien. »

Je crois comprendre : j'ai certainement inventé ces paroles. Théodore de Bèze était incapable de les prononcer, puisqu'il a montré du dévouement pendant la peste, et que saint François de Sales perdit à le convertir son temps et son argent. Et je me suis bien gardé de dire où je les avais prises ; donc il y a fort à parier qu'elles sont de moi.

Faut-il faire *mon mea culpa*, Monsieur ? Vous le savez ; quelque soin qu'on apporte à ne rien dire que de vrai, l'erreur se glisse malgré vous dans vos écrits. Je me frappe humblement la poitrine. Ces paroles ne sont pas de Théodore de Bèze. J'ai cru qu'elles étaient de lui. C'était à tort. Je m'en confesse, et elles ne sont pas de Théodore de Bèze. Non ; elles sont de Calvin. Théodore de Bèze n'a fait que les rapporter.

La scène se passe, le 28 mai 1564, à Genève. Un homme est sur son lit, agonisant. Autour de lui les pasteurs de la ville et des campagnes voisines sont rangés, attendant ses suprêmes conseils et ses dernières exhortations. Le mourant, vous le devinez, c'est Calvin. Le moment est solennel. Que dit le grand chef de la Réforme ? Ecoutez, Monsieur, retenez bien ses paroles ; elles sont graves : « *At vos, inquit, fratres... quum primum in hanc urbem venirem, annuncibam quidem Evangelium, sed perturbatissimæ res erant, quasi nihil aliud esset Christianismus quam statuarum eversio; nec pauci erant scelerati a quibus indignissima sum perpressus.* »

Ce passage est extrait de l'ouvrage : *Joannis Calvini Vita a Theodoro Beza, Genevensi Ecclesiæ ministro, accurate descripta*, qui se trouve après la préface du *Commentaire* de Calvin sur la Genèse. Je n'indique pas la page ; elle n'est pas numérotée.

Voici comment de Bèze traduit dans son *Histoire de la Vie et Mort de feu M. Jean Calvin, fidèle serviteur de Jésus-Christ*. « A ce

propos, il (Calvin) adiousta vn récit de son entrée en ceste Eglise, et de sa conversation en icelle : disant que, quand il y vint, l'Evangile se preschoit, mais que les choses y estoient fort dérégées, et que l'Evangile estoit à la plus part d'avoir abattu les idoles, qu'il y avoit beaucoup de meschants, et il luy avoit fallu recevoir beaucoup d'indignitez. »

Vous pouvez lire cela à la page 127 de l'édition publiée à Genève par Pierre Chouët en MDCLVII. L'édition qui m'avait servi pour mon livre n'est pas paginée. Celle que je vous indique l'est.

Je pourrais en outre citer cette phrase du *Commentaire sur les Psaumes* : « *Sed res adhuc incompositæ et urbs in pravos et noxias factiones divisa.* » Cela ajouterait un trait au tableau, mais ne ferait rien pour la question.

Vous voyez ma faute. J'ai cru que c'était Bèze qui racontait cela, parce que je l'avais lu chez lui, tandis qu'il citait Calvin. Mais si cette phrase assez caractéristique a pu vous échapper, Monsieur, à vous bien mieux instruit que moi des choses du protestantisme, à vous qui connaissez mieux que personne Calvin, qui surtout savez certainement par cœur les presque dernières paroles qu'il ait prononcées à son lit de mort, ne m'en veuillez pas trop de les avoir, au lieu du maître, attribuées au disciple qui les a recueillies et gardées pour la postérité.

Maintenant, j'ose prendre un peu la défense de Calvin et de Théodore de Bèze contre vous. Vous m'avez accusé de malmenier vos pasteurs. Ce sera faire amende honorable pour les autres que de plaider pour ces deux. Vous les maltraitez, Monsieur, et certes beaucoup plus fort que moi-même je ne l'ai fait d'après vous. Voilà les deux principaux piliers de la réformation française, les colonnes du temple nouveau, accusés par M. Athanase Coquerel fils lui-même, de n'avoir pas cru à leur œuvre, d'avoir parlé contre leur foi. Et pourquoi ? Pour avoir l'un dit, l'autre répété qu'au commencement la Réforme à Genève ne consistait que dans le renversement des statues ? C'est beaucoup de rigueur. Mes deux clients ne sont point si coupables. Ils ont cru à leur foi ; seulement ils ont rappelé les obstacles qu'ils avaient rencontrés. Moi j'ai cité leur opinion ; je l'ai citée d'après eux-mêmes, d'après la *Chronique protestante*, en propres termes. Tous trois certes ne se doutaient pas qu'un illustre protestant, un jour, les trouverait criminels à ce point. Mais aussi pourquoi M. Audiat les citait-il ? C'est la fable de Midas, avec une variante : tout l'or que je touche se change en fumier.

Je vois ce qui vous a induit en faux jugement. Vous avez cru que je parlais de la Réformation en général. Voilà l'inconvénient de lire des phrases isolées. Ecoutez ma phrase : « Calvin quitta Angoulême en 1535. Il était accompagné de Louis du Tillet, qui le suivit même hors de France, lorsqu'il fut contraint de sortir du royaume. Disons ici que Louis du Tillet fut si peu édifié de ce qu'il vit à Genève, où, selon Théodore de Bèze, toute la Réformation ne consistait guère que dans la cessation du culte catholique..., qu'il abandonna son maître. Il fit abjuration en 1539. » Il est bien clair que le fait, rapporté par Bèze sur la foi de Calvin, a eu lieu entre

1535 et 1539. Je crois maintenant qu'on ne peut plus les blâmer de leur peu de foi. Grâce donc, Monsieur, pour de Bèze, grâce pour Calvin ! Il ne me déplait pas, à vrai dire, de vous les voir frapper ; cela me prouve que si, comme vous m'en accusez, je maltraite « les coreligionnaires de Palissy » je ne suis pas le seul, et que j'ai de notables protestants qui m'en donnent l'exemple. Mais il m'est permis de trouver que vous frappez trop dur. Gardez votre vigueur pour des faits qui en valent la peine. Peut-être en trouverez-vous. En tout cas, Monsieur, si vous voulez les battre, j'aimerais autant que ce ne fût pas sur mon dos. Ne pourrait-on pas les fustiger eux-mêmes directement, sans se servir de moi, et surtout sans m'attribuer, pour montrer mon aigreur, ma partialité, ma malveillance, et autres qualités semblables, des paroles qu'ils ont dites et rapportées ?

Vous voyez où conduit le parti pris de rencontrer des torts chez quelqu'un. On en trouve. Oui, l'on en trouve ; mais par quel moyen ?

Vous n'avez pas manqué de me voir répréhensible encore à l'égard de Palissy. Pour celui-là, vous avez raison. Mais ce n'est pas sur les points que vous pensez. Ma faute a été de réveiller ce huguenot qui dormait assez paisiblement dans sa tombe séculaire. J'ai ainsi fourni l'occasion de saisir les restes du bloc de la statue, érigée par moi, avez-vous dit, pour qu'on me les lançât à la tête. Pourtant, si je dois être atteint par ces projectiles et blessé, est-ce à vous à me jeter la première pierre ?

Vos griefs au sujet de maître Bernard se résument en celui-ci : je l'ai amoindri, puisque je ne l'ai pas suffisamment exalté comme calviniste ; puisque je me refuse absolument, oh ! mais absolument, à le considérer comme le fondateur de l'Eglise réformée de Saintes ; puisque je n'ai pas compris son énergie ; puisque j'ai diminué ses souffrances ; puisque je constate que dans son premier livre il n'a nommé ni Luther, ni Calvin, et que dans le second il n'a pas parlé des huguenots ; puisque pour comble d'outrage, je l'ai appelé insolent, et que je supprime son entrevue avec Henri III.

Chacun de ces points aura sa courte réponse. Les lecteurs impartiaux jugeront en dernier ressort. Il en est, je le sais, parmi les abonnés du *Bulletin* où vous m'avez attaqué. Ils comprennent fort bien que ma réponse n'est, pas plus que mon livre, une attaque à leur foi, que, sans la partager, je respecte parce que je veux qu'on respecte la mienne, et que je n'ai pour but ici que de sauvegarder mon honneur et ma probité d'écrivain.

Non, Palissy n'a pas, dans ses *Discours admirables* en 1580, parlé des protestants, dont la *Recepte véritable* s'occupait à chaque page en 1563. Je me suis demandé si, en voyant les ravages causés dans les provinces qu'il traversait par les guerres civiles, et dont la Réforme était l'occasion, il n'avait pas perdu quelques-unes de ses illusions. Cette explication vous contrarie. Je ne vois pas comment Palissy, ayant un degré moindre d'enthousiasme, aurait cessé d'être dévoué calviniste. En tout cas, donnez une raison à ce silence, autre toutefois que le manque de liberté. Car, en 1563 était-on bien

plus libre qu'en 1580, date où Palissy pouvait, sans entrave aucune, faire, pendant plusieurs années, des Conférences publiques, lui huguenot? Vous aimez mieux dire (page 397) qu'à « force d'être injuste, » mon raisonnement « n'est pas même sérieux. »

Il n'a nommé ni Luther ni Calvin, dans la *Recepte véritable*. Je m'en suis étonné, il est vrai, et mon étonnement vous étonne. J'ai dit (page 151) : Quoi! « Il raconte les débuts de la Réforme; il nomme d'infimes prédicants; il narre par le menu tout ce qui se dit ou se passe, jusqu'aux pommes de terre que mangeait un ministre, et il omet le nom de Luther! Il ne dit pas non plus celui de Calvin! Tous ces pasteurs qu'il entretient à Saintes, viennent de Genève; ils ont dû lui parler du maître, de sa doctrine, et Palissy n'a pas un mot pour lui! Ce silence est digne de remarque. » Le motif, je ne l'ai pas trouvé. Pour vous (page 443) « rien n'est plus simple. » Ecoutez! Ecoutez! « Palissy, en prêchant la Réforme, n'a prêché ni Luther ni Calvin; il a prêché Jésus-Christ et l'Evangile, dont les noms se trouvent à mainte et mainte page de son livre. » Bien. Mais a-t-il prêché Hamelin, La Place, La Boissière, « frère Robin » et frère Nicole? D'où vient qu'il les a nommés? S'il les a nommés, il pouvait bien, je ne dis pas prêcher, mais nommer Luther qui était aussi célèbre qu'eux, et Calvin, qui était venu comme eux dans le diocèse de Saintes. Voilà ce qui me cause de la surprise. Vous en triomphez, Monsieur, et vous trouvez que cet étonnement seul « caractérise l'homme et le livre. » Evidemment, un homme qui fait une telle remarque, et un livre où elle est imprimée, ne peuvent être que dangereux. Ils sont bien et dûment atteints et convaincus de partialité, malveillance, légèreté et de lèpre ultramontaine.

Mais si cela « caractérise homme et livre » voilà M. Dumesnil-Michelet bien loti. Il a éprouvé le même étonnement; il l'a consigné dans un livre où je l'y ai retrouvé. Or, comme son nom indique un peu l'esprit dans lequel est écrit son opuscule, il se voit implicitement mis par vous sur le même rang que moi. Etant donnée la bonne opinion que vous avez de moi, vous lui faites peu d'honneur.

Je ne puis comprendre non plus « le rapport étroit de la libre foi protestante de Palissy avec la nature hardie, persévérante, essentiellement investigatrice de son esprit... » (page 497). C'est vrai. Mais qu'on veuille bien me l'expliquer! Si l'on exige que je félicite la Réforme de lui avoir donné « sa nature hardie, persévérante, essentiellement investigatrice, » qu'on me prouve que c'est à elle qu'il la doit. Sa nature était sa nature. Quand il embrassa la Réforme, il avait une quarantaine d'années. A ce moment, son caractère avait reçu sa trempe. S'il fût resté catholique, n'aurait-il point trouvé l'émail et fait ses découvertes scientifiques? Qu'on le dise. Je ne vois pas ce que la religion ait à faire dans une combinaison de silx, de soude, de litharge et autres ingrédients. Il fut ferme dans sa foi. Et les catholiques aussi.

L'influence pourtant du calvinisme sur sa destinée fut considérable; je l'ai déclaré. Et Palissy lui doit beaucoup. D'abord il lui doit, Monsieur, d'être loué par vous. C'est un avantage que tous n'ont

pas. Son biographe en sait quelque chose. Il lui a dû ensuite une bonne part de sa célébrité. Dans notre pays, heureusement, on est sympathique aux victimes; on compatit aux souffrances courageusement endurées pour une cause qu'on n'approuve pas toujours. Supposons-le resté simplement catholique comme il était né; sa gloire serait grande encore. Le vanterait-on autant? « On admira, ai-je dit, ce potier de génie que la loi condamnait au bûcher, que la prison saisit un moment, et que sauvait la bienveillance du roi. Même pour nous que serait Palissy, s'il n'avait un peu souffert? Sans la scène du four et la mort à la Bastille, la postérité, notre temps ne se fût pas donné la peine de se souvenir de lui. » Cette idée me semble juste. Tel, en effet, ne vaut que par la persécution. Otez-la; on s'étonne. Le martyr n'est plus qu'un individu ressemblant à tout le monde. Qu'est-ce donc, si les vexations atteignent un homme de génie? Qu'il est des gens qui ont soif de tourments! Combien recherchent avec empressement une petite torture! Vous savez comme cela pose! Avec quel orgueil joyeux on agite sa palme, et on se drape dans sa robe!

N'exagérons rien. Palissy a souffert. J'ai énuméré toutes ses misères, et montré son courage. Mais je l'ai félicité d'avoir échappé trois fois au bûcher. C'est un de mes crimes. En cela j'ai diminué son mérite. Non, Monsieur; vous-même, vous vous empresseriez de féliciter un ami, qui, même coupable, viendrait d'échapper aux coups d'une loi même injuste. Ecoutez du reste comment (p. 462) j'ai amoindri les supplices de mon héros :

« Ainsi Palissy achevait dans un cachot une vie commencée dans la gêne et continuée dans la pauvreté. On ne peut s'empêcher de verser une larme sur ce vieillard et de déplorer cette fin. Voilà donc où l'ont conduit ses découvertes, son enseignement, ses travaux! Ses services n'ont pu faire oublier sa religion; le génie n'a pas trouvé grâce devant la haine; la gloire devant la vengeance, etc. »

Ce passage vous a-t-il échappé, Monsieur, ou bien n'avez-vous voulu voir que les fragments épars que vous avez réunis?

Quant à l'histoire de la Réformation à Saintes, je l'ai racontée en détail d'après le potier saintongeais. Je n'ai pas dissimulé le rôle qu'il y a pris. Je ne l'ai pas surfait. On peut bien écrire sur un drapeau : « Palissy, fondateur de la Réforme à Saintes. » La vérité proteste. Jusqu'à présent les écrivains calvinistes avaient nommé ainsi Philibert Hamelin. Si l'Eglise de Saintes change aujourd'hui, qu'on nous avertisse. Moi je m'en suis tenu à la vieille tradition. Quelle nécessité d'ailleurs de déshabiller Philibert pour habiller Bernard? Si je l'eusse fait, de quelles foudres vengeresses n'eussiez-vous pas châtié mon audace! Pour ce seul fait d'avoir rappelé qu'Hamelin, prêtre de Chinon en Touraine, avait deux fois renié le catholicisme, et avait fini par périr huguenot, vous avez prétendu que je donnais de lui « une fausse peinture. » Ce serait bien plus grave, si je lui avais ôté son auréole de premier ministre de l'Eglise réformée de Saintes. Mais alors comment contenter l'imprimeur Hamelin et le potier Palissy?

Je m'étonne que m'ayant reproché les « bénignes persécutions, »

vous n'avez pas ajouté : Ailleurs le biographe admire beaucoup la fermeté de son personnage dans les tortures. Et si vous me tancez si énergiquement pour n'avoir pas fait assez souffrir Palissy, qu'allez-vous faire à M. Du Sommerard, membre de la Commission de la statue de Palissy ? Est-ce que sur le catalogue du musée de Cluny, on ne lit pas que Palissy est mort « au milieu des honneurs ? »

Reste, Monsieur, l'histoire de la Bastille. C'est par là que je finis cette épître qui doit commencer à vous paraître longue.

Il est à ce propos un mot qui vous a fort remué. Vous vous attachez beaucoup aux mots : ils sont les vêtements de la pensée, mais ils la déguisent parfois et souvent trompent, surtout les yeux qui ne scrutent pas. Ce mot, c'est : insolent. Je l'ai dit ; et, voyez mon obstination ! Je le maintiens. Ah ! ce n'est pas impunément, qu'on vit de longues journées avec un têtù comme notre Saintongeais. On prend insensiblement un peu de son entêtement, si on ne l'a déjà. Vous traitez cette pauvre expression de Turc à More, et dans mon livre et dans mon discours d'inauguration de la statue. Vous citez la phrase du volume ; qui vous empêchait de transcrire le passage de ma harangue ! Peut-être n'avez-vous pas lu ce morceau. Vous en parlez sur la foi de je ne sais quelle feuille, qui a pu être mal renseignée. Ma phrase a une ligne. Ce n'était pas long à transcrire et cela vous eût évité le léger désagrément d'écrire que j'avais appelé insolent l'inventeur des rustiques figulines. Mais c'était peu de chose que de me mettre cette *insolence* sur le dos. Mes reins sont bons et une expression enfiellée de plus à porter ne me chargeait pas beaucoup. Donc, au lieu de lire mon discours, vous avez préféré le citer ; au lieu de l'entendre, en parler. Vous commencez par une peinture énergique et terrible de Henri III, « un de ces êtres les plus vils que l'histoire mentionne... la lie, l'opprobre sanglant du genre humain. » Comme pendant, vous placez le potier pur, chaste, immaculé. Et avec une émotion, si vive que j'aime à la croire vraie, vous vous écriez que, le 2 août 1868, moi, portant la parole au nom de la Commission, j'ai jeté à la face de notre artiste, devant le public qui était tout plein d'enthousiasme, à Palissy cette épithète : « Insolent ! »

Vos lecteurs, Monsieur, ont-ils cru cela ? Ecoutez un peu comme je parlais à l'inventeur des rustiques figulines :

« Maître, salut. Te voilà debout dans notre ville, dominant la foule qui t'admire. Les générations peuvent passer ; tu resteras grand par ton génie, grand par ton caractère, grand par le talent de celui qui t'a représenté. Exemple vivant, tu montreras ce qu'il faut de patience et de travaux pour arriver à la gloire ; et au prix de quelles douleurs s'achète la célébrité. Tu encourageras les défaillants ; tu soutiendras les faibles ; tu exciteras les vaillants. La vie n'est pas toujours la voie triomphale que tu suis aujourd'hui. La jalousie, la calomnie, l'ineptie coassaient autour de tes oreilles. Tu marchais ton chemin, calme, fort, résigné, dédaigneux. C'est par là que tu fus grand. Ton caractère sortit de l'épreuve, comme tes émaux de la fournaise, épuré, inaltérable, solide. Qu'il en soit ainsi pour quiconque est un moment frappé par la douleur.... Car le dé-

daigné devient le glorieux ; le fou d'aujourd'hui est le grand homme de demain ; et un jour, l'on est contraint de mettre sur le pinacle celui qu'on avait traîné aux gémonies. »

C'est à propos de ce discours, non pas précisément de ce passage, je crois, que vous poussez ce cri d'effarement : « Est-ce donc en de pareils sentiments qu'on élève la génération nouvelle ? » Vous oubliez, Monsieur, que délégué de la Commission, je n'avais là à élever aucune génération, ni nouvelle ni ancienne. Ensuite vous voulez faire croire que j'ai une vive admiration pour les vices de Henri III et une haine violente pour le courage de maître Bernard. Voici votre phrase : « Près de trois siècles plus tard, aux pieds de la statue enfin inaugurée de ce martyr, sur une place publique, au milieu d'une vaste assemblée officielle et populaire, un des maîtres de notre jeunesse — il paraît que vous y tenez — traite d'insolent l'un de ces deux hommes. Mais ce n'est pas à l'infâme acheteur de conversions que le mot est appliqué ; c'est au martyr qui refusa de se vendre... Est-ce donc en de pareils sentiments... » Toute votre éloquence porte à faux, par cette seule raison que je n'ai pas traité Palissy « d'insolent. » Ah ! Monsieur, j'ai prononcé mon discours à haute voix ; il vous était loisible de l'écouter puisque d'autres l'ont entendu. Il a été imprimé. De quel droit, quand il était si facile de citer la phrase, venez vous me faire dire exactement le contraire de ce que j'ai dit ? J'ai dit « que Palissy n'avait pas été insolent. » Vous, vous avez entendu qu'il l'avait été ; voilà toute la différence. Mon héros m'était si cher, que j'ai voulu publiquement en ce jour solennel, le laver du reproche d'un manque de convenance à l'égard de son roi et de son ami. « Il n'a pas tenu à Henri III le langage insolent qu'on lui prête. » Est-ce bien clair ? Oui, n'est-ce pas ; il ne peut y avoir obscurité. Le mot s'applique non pas au per-onnag, mais à une parole qu'on lui a *faussement* prêtée. C'est ce qu'il fallait dire. Et si à présent vous me demandez comment « on élève la génération nouvelle, » je répondrai : Dans le respect pour la vérité, Monsieur, et dans l'horreur pour la calomnie même involontaire.

Discutons maintenant sur le sens du mot, si vous le voulez. Et nous nous entendrons, j'espère. Je voudrais bien au moins être une fois de votre avis. Ce serait un grand bonheur si je pouvais dire : M. Athanase Coquerel fils pense comme moi sur ce point.

Il y a deux versions, celle de l'*Histoire universelle* et celle de la *Confession de Sancy*. Dans la première, Palissy est ferme sans jactance ; dans la seconde, il est ferme, mais avec arrogance. Or, quand je parle de la seconde, vous pensez à la première. Puis si je dis : Il a eu tort de répondre à une marque d'intérêt par une parole inconvenante, vous répétez : Il a bien fait de ne pas vendre sa conscience. Oui ; il a bien fait de rester ferme, oui, il est beau de mourir pour ses convictions, mais l'énergie exclut-elle la politesse ?

J'ai qualifié ainsi le passage de l'*Histoire universelle* : « Palissy y est ferme sans arrogance, » et (page 458) « plus modeste avec autant de fermeté. » Vous souscrivez sans doute à ce jugement. Le fond est le même dans la *Confession de Sancy* ; mais quelle différence dans la forme ! Voyons la première : « Sire, j'étais tout prêt

de donner ma vie pour la gloire de Dieu. Si c'eût été avec quelque regret, il serait éteint en ayant ouï prononcer à mon grand roi : *Je suis contraint*. C'est que vous et ceux qui vous contraignent ne pourrez jamais sur moi, parce que je sais mourir. » Comme il est fâcheux que cela ne soit pas authentique. Ces paroles sont vraiment belles et je les admire. Ce qui vous prouve, Monsieur, que je n'en veux pas à d'Aubigné sur tous les points.

Quelle différence de ton dans le *Sancy* ! « Vous m'avez dit plusieurs fois que vous aviez pitié de moi. Mais moi j'ai pitié de vous qui avez prononcé ces mots : J'y suis contraint ; ce n'est pas parler en roi. Ces filles et moi, nous vous apprendrons ce langage royal que les Guisarts, tout votre peuple et vous ne sauriez contraindre un potier à fléchir les genoux devant les statues. » Comme ici la note change ! Ce langage est-il grossier ? — Non ? — Alors l'autre est bas et abject. Si maître Bernard devait répondre sous cette dernière forme « à cet ignoble souverain qui veut acheter sa conscience, » il est vil d'appeler plus haut « mon grand roi » celui que vous nommez « la lie, l'opprobre sanglant du genre humain. » Il n'y a pas de milieu, ou plat flatteur ou arrogant. Vous sentez comme moi, Monsieur, n'est-ce pas ? La constance et l'énergie ne gagnent rien à l'emploi des gros mots, pas plus que la vérité et la raison. Si nous n'étions pas d'accord sur ce point, je croirais qu'il y aurait deux manières d'entendre la politesse. Vous pouvez être assuré, Monsieur, que je ferais tous mes efforts pour avoir celle de l'*Histoire universelle*, laissant à d'autres celle du *Sancy*.

Oui, dans mon livre et dans mon discours j'ai donné l'épithète d'insolent au langage que le *Sancy* prête à Palissy. Ce n'est pas à maître Bernard, ce n'est pas au langage qu'il a tenu, c'est à celui qu'a fabriqué pour lui d'Aubigné. Voyez combien mon expression qui vous cause une indignation si poignante perd de sa gravité ! Et vous l'eussiez vu de suite, Monsieur, sans certaine préoccupation de me trouver toujours en faute.

Vous le dirais-je ? c'est la conversation du *Sancy* qui a éveillé mon attention. Quoique catholique, j'use beaucoup du libre examen. J'ai fait ainsi plusieurs battues dans mon esprit et j'en ai chassé un assez gros nombre d'idées fausses, préjugés d'éducation, de famille, opinions toutes faites, erreurs qui courent les rues et qu'on aspire avec l'air ambiant. Le texte de d'Aubigné fit naître en moi des soupçons. Je connaissais mon Palissy, l'ayant fréquenté un assez long temps. Je le savais railleur, goguenard, énergique, mais plein de respect pour ses protecteurs et de déférence pour les puissants. Je le voyais, lui huguenot, ami du connétable de Montmorency, dédiant son dernier ouvrage au catholique Antoine de Pons, et, tout en conservant sa foi, vivant en fort bons termes avec les plus dévoués catholiques, avec le duc de Montpensier, le comte de Burie, et Catherine de Médicis et Charles IX. Comment lui, sujet fidèle, vieillard, homme de cœur, recevra-t-il le fils de sa protectrice, celui dont il n'a eu que des bienfaits, son roi qui daigne le visiter dans son cachot ? Le roi est vil ; soit. Et puis ? Mais pour Palissy Henri III n'est-il plus toujours le roi, toujours le fils de celle à

qui il doit deux fois la vie ? Il a été poli. Le roi l'a prié de changer de religion, sinon il laisserait la loi avoir son cours. Faiblesse ! Soit encore. Mais enfin il eût été heureux de sauver du coup l'âme et le corps de son inventeur des rustiques figulines. Qui de nous, sachant son ami en péril de mort, s'il ne renonce à une opinion que nous tenons pour fausse, ne fera des efforts pour lui sauver la vie ? Un prisonnier serait bien impertinent si un souverain qui est son ami, daignant l'aller visiter pour l'exhorter à quitter l'erreur où il croit qu'il est, il lui disait : « Sire, j'ai pitié de vous, et je vous apprendrai à mieux parler ! »

Voilà mon raisonnement ; et c'est ainsi que j'ai été amené à repousser complètement le récit de d'Aubigné. Vous y croyez encore, Monsieur, moi j'y ai ajouté foi jusqu'à l'année dernière. Mais, dès ma première édition, je doutais. J'ai publié ma dissertation dans la *Revue des Questions historiques*. Après avoir attendu une rectification qui n'a point paru, je l'ai reproduite dans mon livre. J'ai donné mes preuves. Vous avez répondu à quelques-unes. Les autres, vous les avez prudemment passées sous silence. Je ne veux pas recommencer ma démonstration. Vous trouvez que les erreurs de fait, de date, de personne, de lieu, que j'ai signalées dans le court récit de d'Aubigné, un peu plus d'une page pour les deux versions, et dont vous admettez une partie, ne lui ôtent pas beaucoup de sa valeur. Il est vrai que douze fautes moindres dans mes 480 pages enlèvent à mon livre « beaucoup d'autorité. » Vous auriez pu cependant, vous si prompt à vous étayer de l'autorité de M. Tamizey de Laroque, quand il s'agit de me chercher noise, rappeler qu'il avait, lui, qui s'est occupé beaucoup de Palissy, trouvé « péremptoire » ma réfutation de d'Aubigné.

Vous pensez que l'absence de d'Aubigné sur le théâtre de la scène, absence dont vous ne parlez pas du reste, son séjour en Saintonge, que j'ai démontré, pendant la captivité de Palissy à Paris, n'est pas un motif de croire qu'il aura été mal renseigné. Voyez la facilité de nos communications, la promptitude de nos informations ; et pourtant que d'erreurs il se commet chaque jour ! Sans sortir de notre sujet, ne lisons-nous pas dans la *Biographie* Didot qu'Agén a une statue de Palissy en bronze ? Vingt journaux, même les nôtres, n'ont-ils pas imprimé qu'Angers avait donné 30,000 francs à M. Taluet pour fabriquer une statue du potier saintongeais ? Je puis vous envoyer une photographie, où l'on voit que notre fête d'inauguration a eu lieu le 24 juillet. Vous-même, Monsieur, n'avez-vous pas écrit que le président de la commission de la statue de Palissy était Mgr l'archevêque de Reims, et que j'avais envoyé à la face de Palissy, le jour de son triomphe, l'épithète d'insolent ? On vous a dit cela et vous l'avez cru. On a dit à d'Aubigné ce que vous savez ; il l'a cru comme vous.

Et l'alibi ? Vous le niez. Et comment ? Par un moyen bien simple. Je le recommande aux discuteurs embarrassés. J'ai dit que les Foucaudes n'avaient jamais mis le pied à la Bastille, et que d'Aubigné qui les y montre se trompe. J'ai dit que les propositions honteuses de Maulevrier n'avaient pas eu lieu pour cette raison. Vous tenez à

ces propositions. C'est votre droit. Mais comment les concilier avec les faits ?

D'après d'Aubigné, Palissy est à la Bastille et les Foucaudes avec lui. D'après tous les écrivains protestants, elles sont au Châtelet et à la Conciergerie. Vous vous tirez de ce mauvais pas en déclarant que « d'Aubigné n'a pas dit en quelle prison étaient les deux sœurs Foucaud. L'alibi n'a ici aucun sens. » C'est bien là votre pensée ; car à la même page, vous dites : « M. Audiat prétend que, selon d'Aubigné, les deux sœurs Foucaud étaient dans la même prison que Palissy... Mais rien de pareil n'est dit par d'Aubigné... La Bastille n'existe pour elles que... dans l'esprit prévenu de M. Audiat. » C'est encore moi qui vais porter la peine de la faute de d'Aubigné. Je m'aperçois, Monsieur, que toutes les fois qu'un protestant fait ou dit quelque chose qui ne vous plaît pas, vite vous me l'attribuez, afin de pouvoir frapper ferme sur « un ultramontain. » Et ce système vous l'avez déjà plus d'une fois appliqué. Peut-être serait-il temps d'en changer. Il est commode pour celui qui donne les coups, mais celui qui les reçoit... Et puis peut-être n'est-il pas tout à fait dans les règles. Vous avez supprimé des guillemets pour m'attribuer un style violent qui n'était qu'une citation de Florimond de Rémond, faite par un pasteur de Genève. Vous m'avez accusé, moi, d'avoir inventé un fait qui était une insulte à la foi de Théodore de Bèze, et j'ai dû vous démontrer que je le tenais de Théodore de Bèze, qui l'avait appris de la bouche même de Calvin, sans compter le reste. Peut-être est-ce assez : et la méthode doit être usée.

Vous avez raison cependant. D'Aubigné ne dit pas que les Foucaudes fussent à la Bastille. Mais s'il dit que Palissy était à la Bastille, et que les Foucaudes étaient avec lui, pourra-t-on affirmer deux fois qu'il n'est question de la Bastille pour les deux sœurs, que dans l'esprit prévenu de M. Audiat ? Lisons :

« L'âge de quatre-vingts ans qu'il (Palissy) avait en fit l'office à la Bastille. » Bernard est donc à la Bastille puisqu'il y meurt.

Ecoutez maintenant le roi :

« Mon bonhomme... il m'a fallu mettre en prison ces deux femmes et vous. » En quelle prison ? A la Bastille, sans doute. Le roi est à la Bastille ; Palissy est à la Bastille ; l'entrevue a lieu à la Bastille. Henri en disant : « Je vous ai fait mettre en prison à la Bastille, vous et ces deux femmes, » ne peut vouloir dire : « Vous à la Bastille, et ces deux femmes à la Conciergerie. » Peut-on supposer que du fond du cachot de la Bastille, le roi montre à Palissy du doigt les deux pauvres femmes qui sont dans les cachots de la Conciergerie ou du Châtelet ? La distance est respectable, et les murailles de la vieille forteresse n'étaient pas plus diaphanes que les maisons centrales de nos jours. Et Palissy ? Comment comprend-il, quand le roi lui fait voir les deux femmes ? Répond-il qu'il ne les voit pas ? Non ; il les voit. Il sait même une particularité assez intime, qu'hier on est venu les demander pour le lit du roi. Heureux des prisonniers qui sont si vite et si bien informés ! Nous avons fait de très-grands progrès, nous autres. Nous n'en sommes pas arrivés à ce que les prisonniers de la Roquette sachent, dès le lendemain, ce

qu'on a proposé secrètement à quelque détenue de Saint-Lazare. Quoi ! parce que d'Aubigné, nommant les prisonniers de la Bastille, n'aura pas répété, à chaque nom, le mot de *Bastille*, il n'y aura que le premier qui y sera renfermé ? Permettez-moi, Monsieur, à ce propos, de rappeler que vous avez raillé ma « pauvreté d'argumentation... » Je n'en dirai pas davantage.

Pourtant un mot encore sur ce sujet. Vous avez dit que Palissy est mort à la Bastille ; et là-dessus vous vous en rapportez à d'Aubigné : « D'Aubigné, écrivez-vous (page 504), raconte ce qui se passe à la Bastille. » Or, trois pages plus haut, vous avez copié cette phrase de d'Aubigné qui fait dire à Bernard par Henri III : « Il m'a fallu mettre en prison, — à la Bastille, certainement, et non pas au Châtelet, — ces deux femmes et vous. » Ce qui ne vous empêche pas de dire à la page suivante : « D'Aubigné n'a pas dit en quelle prison étaient les deux sœurs Foucaud. » J'ai eu l'honneur de vous demander si vous aviez lu mon livre. Quelqu'un plus indiscret encore pourrait se demander si vous avez lu vos articles.

Et de L'Estoile. Vous l'avez un peu négligé. Revenons-y. J'ai admis son récit. Vous aussi ! Et vous essayez de le concilier avec celui de d'Aubigné. Peine stérile. Les Foucaudes sont à la Conciergerie et au Châtelet. Elles n'ont pas mis le pied à la Bastille. Donc d'Aubigné a tort de les y mettre. Nous venons de voir s'il les y croit. Est-ce un alibi ? Vous aurez beau prétendre que « la Bastille n'existe pour elles que dans l'esprit prévenu de M. Audiat ; » l'alibi est et restera parfaitement démontré.

Comme on ne trouve aucune de ces fautes graves dans la version de L'Estoile, comme L'Estoile était sur les lieux à Paris, et d'Aubigné en Saintonge et en Poitou ; comme L'Estoile a été fort lié avec Bernard, et que d'Aubigné ne l'a connu que de nom ; comme L'Estoile a narré les diverses visites de Henri III aux prisons ; comme, racontant en détail la captivité et la mort du potier, son ami, il n'a point parlé de son entrevue avec le roi ; comme cette conversation où le roi joue un fort vilain rôle, ne repose que sur le dire d'un écrivain suspect déjà, par mainte erreur historique et sa partialité contre Henri III, et que son récit a erreur de date, erreur de personnes et alibi, j'ai relégué au rang des fables cette entrevue jusqu'ici unanimement adoptée comme authentique par les historiens. Qu'on me combatte, je le veux bien, mais non en ne s'attachant qu'à quelques inductions morales données par moi à l'appui des faits cités, et en passant sous silence, comme s'ils n'existaient pas, les preuves les plus fortes et les arguments décisifs.

J'avais promis de répondre à tous vos griefs ? J'ai tenu parole. Vos lecteurs peuvent voir à présent si j'étais digne de votre merveilleux courroux. Ils savent maintenant à l'aide de quels procédés on transforme un écrivain en ennemi ardent, emporté, irréfléchi, malveillant, en dénigreur systématique, en injurieux patenté, en calomniateur ignorant.

La recette est facile et fort commode. On généralise une pensée particulière, on isole un membre de phrase, on supprime des mots, on affirme hardiment le contraire de ce qui est.

Vous avez dit que c'étaient « les savants articles » du pasteur Barthe qui ont inspiré l'esprit de mon livre. Lorsqu'ils parurent, ce livre était écrit et en grande partie *publié*. C'était sous l'influence d'une Commission présidée par un évêque qu'il avait été composé, et la Commission n'a jamais eu pour président que le maire de Saintes, laïque et père de famille.

J'ignore les usages protestants, parce que j'ai mis *titre* au lieu de *charge*; et vous, vous prenez Launoy pour un *abbé*.

Je déclare que le *Simultaneum* exista, en Saintonge notamment; vous affirmez qu'il me paraît presque chimérique, et pour me convaincre, vous renvoyez avec une ferme assurance le lecteur à la page où je dis qu'il eut lieu à La Rochelle.

Je donne des preuves pour montrer l'inauthenticité de l'entrevue de Henri III; vous supprimez les meilleures. Pour la présence des Foucaudes à la Bastille dans le récit de d'Aubigné, je cite d'Aubigné; vous écrivez deux fois que cette présence est un rêve de mon esprit prévenu. Ce qu'il y a de plus fort, vous citez vous-même le texte de d'Aubigné qui les y montre, et vous affirmez, sans ambages, hautement, que c'est moi, non d'Aubigné qui les y met.

A la face d'une foule immense, je crie de toute la force de mes poumons : « Non, Palissy n'a pas été insolent. » Je l'imprime, et vous, vous entendez, vous lisez que je l'ai traité d'insolent.

J'exalte les Psaumes, vous prétendez que je les traite irrévérencieusement, et avec eux les livres saints.

Je cite un mot de Gobet; vous retranchez, comme le remarque Gobet, et vous m'attribuez le mot.

Je cite une expression de Florimond de Rémond. Vous omettez : *dit Florimond de Rémond*, vous supprimez les guillemets et le point, puis avec de grands airs de stupefaction et d'indignation profonde, vous foudroyez « mon style violent et inexact. »

Vous dénoncez comme un crime, comme une grave atteinte à la foi, à la conviction religieuse de Théodore de Bèze, à son dévouement pour la Réforme, une phrase fort inoffensive du reste, que vous m'accusez de lui avoir faussement prêtée. Et cette phrase, inventée par moi pour nuire à Théodore de Bèze, est de Théodore de Bèze, et de Calvin en outre.

Suis-je parvenu, Monsieur, après ce long et fastidieux examen que je ne voudrais pas recommencer, et que la nécessité seule m'a contraint d'entreprendre, suis-je parvenu à vous convaincre sur quelques points? Je le voudrais; et le dirais-je? j'ose l'espérer. Car vous êtes un homme loyal que la prévention peut égarer un moment peut-être, qui, comme moi, pouvez vous tromper en prenant un 3 pour un 2, et des guillemets pour un point - virgule; mais qui reconnaissez votre faute, si elle vous est démontrée. Ai-je été assez heureux pour ramener à une plus saine appréciation du biographe de maître Bernard, les lecteurs impartiaux que compte le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, et dissiper au moins quelques-unes des idées injustes qu'ils se faisaient et du livre et de l'auteur? C'est mon désir. J'ai eu le cœur blessé de ces expressions qui entachaient ma probité d'écrivain. J'ai répondu sur-le-

champ. La dignité froissée ne compose pas, et chacun sent l'honneur à sa façon. Moi je le mets, homme de lettres, à ne rien écrire que de vrai, et à ne pas laisser, sans protester, passer des accusations graves qui lui portaient atteinte. J'avais en outre à défendre ici la décision de l'Académie française, les suffrages du conseil général. J'avais enfin et par-dessus tout mon honnêteté littéraire et mon honorabilité d'écrivain à sauvegarder.

Je l'ai fait, je crois. Quiconque aura suivi ce débat, quiconque m'aura lu avec attention, le reconnaîtra. Non, je ne suis pas l'écrivain qui reçoit un mot d'ordre avant de penser et d'écrire. Non, je n'ai pas l'esprit prévenu de l'historien rancunier qui calomnie et diffame par système. Mon livre est une étude et non pas un factum. Si devant le mal et le bien, la scélératesse et l'héroïsme, l'erreur et la vérité, il prend parti pour la vérité, l'héroïsme et le bien, lui en fera-t-on un crime? Il a flétri les vices, il a eu horreur du sang versé, il a exalté les simples et généreuses vertus. Serait-ce pour cela que vous l'appellez pamphlet? Il a essayé d'être calme, de juger froidement et sans passion aucune ce qu'il n'approuvait pas; il ne s'est pas cru obligé d'encenser de faux dieux, d'allumer des cassolettes au nez de je ne sais quelles médiocrités surfaites, ne demandant conseil qu'à sa raison. Vous n'avez pu supporter tant d'audace.

Ce qui vous a choqué surtout, c'est d'avoir vu Palissy vanté sans emphase, apprécié sans déclamations, jugé enfin et descendant un peu de cette haute colonne où deux ou trois fanatiques l'encensaient comme le premier révolutionnaire de son époque, lui l'ami et le protégé respectueux de tous les grands seigneurs de son temps, comme un des chefs de la religion réformée, pour avoir été ferme dans sa foi, lu deux ou trois fois des psaumes à cinq ou six de ses amis, et charitablement secouru de son influence, même peut-être de ses pommes de terre, un ou deux ministres qui avaient besoin des deux.

Est-ce pour cela amoindrir sa gloire et amincir ses mérites?

Les biographes, je le sais, s'éprennent le plus souvent de leur personnage. Ce n'est pas un homme, c'est presque un dieu; c'est plus qu'un héros, c'est une maîtresse chérie dont les défauts sont des qualités, les faiblesses des mérites, les vices des attrait de plus. On se prosterne et l'on adore. L'idole a son prêtre; même ses fidèles se groupent béats autour de l'autel, et malheur à qui viendrait y toucher. Ce fétichisme, je le comprends, mais ne le partage pas. J'ai une vraie admiration pour maître Bernard et une vive sympathie. Je ne m'aveugle pas et refuse de m'aveugler sur lui. J'ai écrit « une étude, non un panégyrique, une histoire, non une oraison funèbre. » Tel est pour moi le devoir d'un biographe. « Palissy, ai-je dit, paraîtra débarrassé d'une auréole menteuse qui sera, je l'espère, remplacée par une couronne plus solide et dégagée d'une foule de légendes qui peu à peu transformeraient le penseur saintongeais en héros mythologique. » Voilà l'esprit dans lequel a été conçu mon livre. Est-ce là le faire déchoir de son piédestal glorieux?

Méthode assez bizarre, en effet, que d'élever des monuments et

d'écrire des livres en l'honneur des gens pour les rabaisser ! Et faire cette belle découverte n'indique point un esprit ordinaire !

Quatre ans et demi nous avons travaillé à la statue avec une énergie dont le potier saintongeais nous avait donné l'exemple. « Seize cent quarante huit lettres ont été écrites, et douze cent quarante circulaires répandues, » chiffres du rapport. Comme les autres, j'ai pris la bourse et m'en suis allé de porte en porte recueillir des pièces de monnaie, et parfois autre chose. Après un premier refus, j'ai pu obtenir de faire à Saintes des conférences pour l'artiste émailleur, puis à Paris, puis à la Rochelle. La *Revue des Cours publics* les a publiées. J'ai écoulé une édition de mon livre au profit de son monument, et composé un volume qui n'est pas sans le faire un peu mieux connaître, c'est à-dire apprécier. Vous m'avez contraint de rappeler ces faits, Monsieur, en m'accusant de m'être efforcé de ravalier Palissy. S'il y a de la vanité, de la fatuité, ou de l'orgueil à les énumérer, que la faute en retombe sur vous; j'y suis forcé. Et si l'on trouve que, pour ce huguenot, moi catholique, je n'ai pas assez dépensé d'efforts et de temps; si ce n'est pas assez d'avoir écrit un volume que l'Académie a couronné; si ce n'est pas assez d'avoir, c'est vous qui l'avez dit, « érigé une statue » à l'un des vôtres, eh bien ! Monsieur, faites davantage.

« Les coreligionnaires de Palissy, » qui essayèrent, il y a vingt-quatre ans, de lui élever une statue, eussent bien dû ne pas s'arrêter à la cinquantième souscription; vous n'auriez pas eu la douleur de nous raconter qu'elle avait été érigée en 1868, par une Commission dont Mgr. Landriot était le président et M. Audiat le secrétaire. Enfin, vous nous avertissez (page 505) que vous avez été plusieurs fois « sur le point d'entreprendre, vous aussi, une monographie de ce grand homme. » Que n'eussiez-vous persévéré ? Je n'aurais pas songé à écrire la mienne, Monsieur; la vôtre eût été bien meilleure, certainement, et surtout vous en eussiez été plus content.

Rien de cela n'a eu lieu. Je le regrette plus que vous, qui le regrettez vivement. Aussi tâchez de trouver autour de vous des gens qui agissent mieux à votre gré. Cherchez-en qui fassent pour chacune de vos illustrations ce qui a été fait pour l'une d'elles. Puis, au premier qui tentera d'en couler une en bronze, ou d'en sculpter une autre en marbre, lancez-lui l'apostrophe de pamphlétaire.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble et fort reconnaissant serviteur.

LOUIS AUDIAT.

29 octobre 1868.

CORRESPONDANCE

FÊTE DE LA RÉFORMATION

A MONTAREN (1)

A M. le Président de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME
FRANÇAIS.

Uzès, le 8 novembre 1868.

Monsieur et très-honoré frère,

Je pense qu'il sera agréable à votre comité d'apprendre de quelle manière la Fête anniversaire de la Réformation a été célébrée dans notre Eglise consistoriale, et je me fais un devoir de vous communiquer à ce sujet quelques détails.

Selon la décision prise par le Consistoire, lors de l'institution de cette Fête, dont la louable initiative appartient à votre recommandable société, elle doit être célébrée chaque année à tour de rôle dans l'une des paroisses de la consistoriale. C'était, cette année, le tour de l'Eglise de Montaren. Les fidèles avaient été prévenus dans tous les temples que la Fête aurait lieu le dimanche 4^{er} novembre. Pour ce jour-là, Dieu a voulu nous favoriser d'un temps exceptionnel. Le soleil brillait radieux sur l'horizon, le temps était doux; le ciel était pur et sans nuages comme dans une belle journée de printemps. Aussi la joie était-elle dès le matin sur tous les visages.

A l'heure indiquée, sept pasteurs (2) se trouvaient réunis au presbytère, et parmi eux le vénérable M. Mounier père, d'Amsterdam. Ils se sont rendus en robe du presbytère au temple, accompagnés des membres du Conseil presbytéral et d'un bon nombre des anciens et des diacres de la consistoriale, qui tous avaient reçu, par lettre imprimée, une invitation spéciale. Quand le cortège est arrivé devant le temple, il a eu peine à se frayer un passage à travers la foule qui en encombrait les abords, et à parvenir ensuite jusqu'aux places qui lui étaient réservées autour de la chaire. Toutes les personnes qui étaient venues de divers côtés pour assister à la Fête, n'ont pu trouver place dans le temple qui est cependant assez vaste. Les fidèles restés au dehors et qui étaient assez nombreux pour for-

(1) Nous sommes heureux de réparer une omission involontaire en reproduisant ici la lettre de M. le pasteur Saussine. Aux Eglises déjà nommées (*Bulletin* de novembre dernier, p. 559), il faut ajouter celles d'Alais, Bayonne, Bédarieux, Caveirac, Cherbourg, Faugères, Ganges, Graissessac, le Havre, Lunel, Saint-Julien-en-Quint, Sainte-Marie-aux-Mines, Toulouse, Tours, Vals, qui nous ont adressé de gracieuses communications et, pour la plupart, consacré généreusement le produit de leur collecte. Qu'elles reçoivent ici l'expression de notre gratitude. (*Réd.*)

(2) MM. les pasteurs Bruguier, de Fons-sur-Lussan; Cauzid, de Montaren; Doumergue, d'Uzès; Gardes, de Lussan; Mounier père, d'Amsterdam; Mounier fils, d'Aigaliers; Saussine, d'Uzès.

mer une assemblée, s'attendaient à ce qu'une prédication aurait lieu à l'extérieur, près du temple; mais le cas n'a pas été prévu, et ils ont dû se retirer un peu désappointés.

Quand le cortège eut pris place dans le temple, M. le pasteur Bruguier, de Fons, monta en chaire pour remplacer le lecteur et lut les dix commandements. Après lui, M. le pasteur Mounier fils, d'Aigaliers, fit la lecture de la confession des péchés et indiqua le chant du *Te Deum*, entonné avec entrain par l'assemblée tout entière.

Après ce chant, M. le pasteur Mounier père, d'Amsterdam, prononça avec beaucoup d'unction et de chaleur d'âme, une émouvante prière, dans laquelle il implora sur toutes les Eglises de France la bénédiction de Dieu et exprima les sentiments de fraternité chrétienne, qui unissaient les Eglises wallones de la Hollande aux Eglises réformées françaises. Il était particulièrement touchant d'entendre en ce moment dans un jour semblable, l'un des descendants de ces huguenots qui fuyant la persécution du *grand Roi*, préférèrent l'exil à l'abjuration. L'assemblée a été heureuse et vivement émue d'entendre ce vieillard vénérable, témoin vivant de la fidélité de nos pères, et s'est associée à ses vœux qui portaient du fond du cœur. La présence et le concours dévoué de ce digne et honoré pasteur donnaient à notre solennité un intérêt tout particulier.

Un chœur d'hommes et de femmes habilement organisé, pour la circonstance, par les soins de l'instituteur M. Colombier, a chanté alors avec un ensemble parfait et à la satisfaction générale, le beau cantique :

Que de nouveaux concerts
Nos temples retentissent, etc.

Sous l'heureuse impression produite par ce chant, je suis monté en chaire pour y prononcer le discours dont j'avais été chargé. J'ai pris pour texte ces paroles de l'apôtre saint Paul dans la seconde épître aux Corinthiens, II, 14 : *Grâces soient rendues à Dieu qui nous fait toujours triompher en Christ et qui répand par nous en tout lieu le parfum de sa connaissance.*

Après avoir remercié les fidèles de leur concours empressé, je les engageai à rendre à Dieu de sincères actions de grâces en comparant notre état actuel à celui dans lequel se sont trouvés nos pères et en considérant les événements inattendus en faveur de la liberté religieuse qui s'accomplissent par delà les Pyrénées. Je cherchai ensuite à montrer la main de Dieu dans la Réformation et à la faire considérer comme une œuvre providentielle, soit à cause des obstacles considérables qui semblaient s'y opposer, soit à cause des circonstances particulières qui ont accompagné son établissement. En terminant, je dis à mes auditeurs que la célébration de cette Fête était la meilleure réponse à faire à l'invitation du pape Pie IX pour notre réunion à l'Eglise romaine, à l'occasion du prochain concile, et je les exhortai à se souvenir de leurs devanciers pour les faire revivre dans leur foi, dans leur zèle et dans leur piété, en prenant chacun notre part de responsabilité dans l'œuvre de Dieu, dont nous ne sommes que les instruments.

Après ce discours, le chœur chanta avec le même ensemble le cantique :

Gloire à Dieu ! en tout lieu
Proclamons sa puissance, etc.

Mon collègue, M. le pasteur Doumergue, termina immédiatement le service religieux par une fervente prière d'actions de grâces, et l'assemblée se retirait quelques instants après en entendant le cantique de bénédiction, entonné de nouveau par le chœur. Tous ces chants religieux exécutés avec accompagnement de l'orgue, ont beaucoup contribué à la solennité de la Fête.

Dans l'après-midi, les enfants ont été réunis de nouveau dans le temple pour un service spécial. On a été bien aise de les associer d'une manière particulière à cette solennité religieuse. Diverses allocutions appropriées à la circonstance leur ont été adressées par MM. les pasteurs Mounier père, Doumergue et Cauzid. Les prières ont été prononcées par MM. Mounier fils et Saussine ; et après le chant d'un cantique, les enfants ont reçu des petites brochures, faisant partie de l'ouvrage publié par M. Puaux, sous le titre de *Galerie des Réformateurs*, dans lesquelles avec les portraits de ces hommes célèbres sont esquissés les principaux traits de leur vie.

Entre les deux services religieux, un banquet fraternel de soixante-dix couverts a réuni à la même table, dans une des salles de l'ancien château seigneurial, les pasteurs et les membres du Consistoire et du diaconat. La plus grande cordialité a régné pendant ce banquet. M. le pasteur Cauzid a porté d'abord un toast à la prospérité des Eglises réformées de France ainsi qu'à celle des Eglises wallones de Hollande. M. le pasteur Mounier père a porté à son tour un toast chaleureux à la mémoire de ces huguenots français qui ont été un modèle de fidélité chrétienne, et dont le souvenir est encore vivant et en bénédiction au sein des Eglises néerlandaises. Ce toast parti du cœur a fortement impressionné les convives et provoqué d'unanimes applaudissements.

Telle a été, dans son ensemble, la célébration de notre Fête, pour l'organisation de laquelle M. le pasteur Cauzid a déployé beaucoup de zèle. Elle aura fait revivre, nous l'espérons, le cœur des pères dans leurs enfants, et laissera dans l'Eglise de Montaren des souvenirs durables et bénis.

J'oubliais de vous dire que la *Société de l'Histoire du Protestantisme français* n'a pas été oubliée dans cet anniversaire ; c'était justice. Une collecte faite dans les rangs de l'assemblée, a produit la somme de 40 fr. 35 c., qui sera remise à votre trésorier. Puisse cette modique offrande vous encourager à poursuivre la publication des œuvres que vous avez entreprises dans l'intérêt de notre chère Eglise.

Veuillez agréer la nouvelle assurance de nos sentiments fraternels.

P.-EMILE SAUSSINE, pasteur.

VARIÉTÉS

ORIGINE DE LA FAMILLE DELESSERT

RECTIFICATION

On se souvient du bel hommage rendu à la mémoire de M. François Delessert par notre illustre président honoraire, M. Guizot. L'article des *Débats*, reproduit peu de jours après par le *Journal de Genève*, a donné lieu, dans le même journal (numéro du 20 novembre), à la note suivante, primitivement destinée au *Bulletin*, et que nous insérons avec quelques modifications suggérées par M. Alex. De Lessert, du Havre :

« L'autorité du nom de M. Guizot est trop grande pour qu'une erreur échappée à sa plume puisse passer inaperçue. Dans la belle notice qu'il a consacrée dans le *Journal des Débats* du 8 novembre à la mémoire de M. François Delessert, M. Guizot le représente comme issu d'une famille française : « Il n'y a pas encore deux cents ans, dit-il, le bisaïeul de M. François Delessert quittait la France, sa patrie, abandonnant toutes ses affaires, ses habitudes, son foyer, emmenant avec lui sa femme, ses enfants, tout ce qui se pouvait emporter, et allant chercher en Suisse... quoi? la fortune? les agréments de la vie? les distractions des voyages? Non : le libre exercice de sa foi religieuse. Il était protestant, et l'édit de Nantes venait d'être révoqué, sa patrie et sa conscience ne pouvaient plus vivre d'accord, etc. »

« La famille Delessert n'eut point à subir de telles vicissitudes, et il appartient au *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français*, qui trop souvent a dû s'occuper de cette époque fatale et flétrir l'intolérance de Louis XIV, de saisir l'occasion trop rare de faire réparation à la mémoire du grand roi.

« La famille Delessert, ou De Lessert, est d'origine vaudoise et connue dès le XVI^e siècle à Peney-le-Jorat.

« Jean-Jacques Delessert, bisaïeul de M. François Delessert, né vers 1642, fils d'Abraham Delessert et de Jeanne-Marie d'Arnex, épousa en 1672 Jeanne-Pernette Monod, fille de Félix Monod, seigneur de Froideville (?) coseigneur de Ballens et châtelain de Bière, et de demoiselle de Monterjaud. Il eut dix enfants, cinq fils et cinq filles, nés à Cossonay de 1674 à 1692. Jean-Jacques Delessert ne quitta guère cette localité que pour prendre part, comme capitaine de dragons, à la victoire de Vilmergen en 1712. Beaucoup d'actes divers constatent qu'il exerça plusieurs fonctions civiles et militaires. Il mourut en 1715 qualifié de capitaine, bourgeois et conseiller de Cossonay, châtelain de l'Isle.

« Ce fut son quatrième fils Benjamin, né à Cossonay et baptisé le 12 juin 1690, reçu bourgeois de Genève en 1723, qui alla fonder la maison Delessert à Lyon en 1725. Il fut le père d'Etienne, né en 1735 à Lyon, père de François-Marie, né à Paris, le 2 avril 1780. »

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

L'HISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS

CHAPITRE VII

LE TEMPLE DE CHARENTON INCENDIÉ

(1621)

Sous les murs de Montauban, assiégé par le roi en personne, et vaillamment défendu par le duc de la Force et le comte d'Orval, fils de Sully, Mayenne montrait les tranchées, qu'il avait fait ouvrir, à son cousin germain, le duc de Guise, et, suivant sa coutume, il le conduisait dans les endroits les plus dangereux : « Il n'avoit point de plus grand plaisir, dit Bassompierre, que de faire tirer sur luy ou sur ceux qu'il menoit voir les travaux...; il s'eschaudoit pour faire brusler autrui..... Une mousquetade lui donna dans l'œil, qui avoit premièrement percé le chapeau de M. de Schomberg, et le tua roide mort (1). » (*Journal*, II, 326.)

(1) « En portant au roi la nouvelle de sa mort, on lui porta quand et quand la poste (balle) qui en avoit été la cause; laquelle le roi ayant vue, il dit incontinent que c'étoit Castelnaut qui devoit avoir fait le coup, et qu'il connoissoit le calibre de son arquebuse. » (*Mémoires* du maréchal duc de La Force, IV, 269.)

Talleyrand des Réaux raconte (I, 503) qu'un soldat fait prisonnier par l'armée

C'était le vendredi 17 septembre (1). La nouvelle arriva à Paris le mardi 23 et jeta dans l'exaspération non-seulement les « serviteurs et créanciers » du duc, mais les gens qui éprouvaient quelque attachement pour le fils de l'ancien ligueur, les fanatiques dont le zèle venait d'être rallumé par des prédications sanguinaires. Peu auparavant, un moine espagnol, carme déchaussé, Dominique de Jésus-Maria, qui avait acquis une grande célébrité en prêchant partout la croisade contre les protestants, était venu en France dans le dessein d'y accomplir une œuvre semblable à celle qu'il avait faite en Bohême où la Réforme avait été noyée dans le sang, grâce à ses instigations et aux « inspirations du zèle barbare dont il animait les peuples. » Charlatan de bas étage, il avait recours à la plus grossière, à la plus impudente supercherie. Un tableau de la Nativité, dont la toile était trouée, fut par lui décoré du titre : *d'Image miraculeuse de Notre-Dame de la Victoire* (2), et présenté au pape qui lui rendit des honneurs presque divins ; le moine portait en chaire ce tableau et ne le montrait à la foule qu'en proférant les plus horribles imprécations contre les hérétiques, les sacrilèges, qui avaient crevé les yeux de la Mère de Dieu. On le reçut à Paris comme un saint, un thaumaturge, avec des témoignages de respect qui approchaient de l'adoration ; on lui baisait les pieds, on se précipitait pour toucher ses habits, dont on gardait les morceaux comme des reliques. Le chancelier, le duc de Montbazou, gouverneur de la ville, et la Sorbonne, goûtant peu ce genre de prédication

royale, fut pendu pour s'être vanté étourdiment d'avoir tué le duc de Mayenne, bien que peut-être cela ne fût pas vrai.

(1) Un mois après, jour pour jour, tombait, sous les murs de la même ville, une autre et plus illustre victime de nos guerres civiles, Chamier, emporté par un boulet de canon. « Les catholiques, dit la *France protestante*, témoignèrent une joie indécente de la mort de ce redoutable adversaire. Les Montalbanais ne la vengèrent qu'en forçant le roi à lever le siège, qui avait duré deux mois et demi. »

(2) Dominique de Jésus-Maria avait marché en tête de l'armée impériale le jour de la bataille de Prague, et les dévots autrichiens lui attribuaient la victoire. Il fut moins heureux au siège de Montauban, où le superstitieux Luynes l'avait fait venir, dans l'espoir qu'il ferait prendre la ville. Sans se fier outre mesure à la puissance miraculeuse de *Notre-Dame de la Victoire*, le moine ordonna tout bonnement de tirer quatre cents coups de canon sur la ville, qui, les coups tirés et bien comptés... ne se rendit pas. (H. Martin, XI, 179.)

et l'exhibition de l'*Image miraculeuse*, obligèrent le moine à quitter Paris pour se rendre auprès du roi, auquel il se disait envoyé par le duc de Bavière. Son passage à Saumur fut marqué par le complot d'une nouvelle Saint-Barthélemy. Telle était l'influence sous laquelle se trouvait la populace de Paris quand elle apprit la mort de Mayenne. (Benoît, II, 379.)

Tout le reste de la semaine on n'entendit que des menaces de vengeance. « Les artisans et autres personnes de vile et basse condition, mesme jusques aux femmes toujours insolentes en paroles, disoient hautement que c'étoit trop endurer et qu'il falloit tuer les huguenots qui avoient tué les princes et seigneurs catholiques, et que, s'ils estoient si osez le dimanche ensuyvant d'aller à Charenton... ils ne retourneroient pas coucher en leurs maisons; les plus sages bourgeois oyant des discours si libres et effrontez, tançoient cette canaille et vermine du peuple, comme vrays boute-feux et altérés de sédition, y ayant dans Paris un grand nombre de volleurs et autres garnements nécessaires qui ne cherchent que de semblables sujets pour ravir et voller le bien qui ne leur appartient.

« Ce langage se continue jusques au samedy ensuyvant. Ceux de la Religion prétendue qui estoient en ville ne sont pas peu estonnés d'une si insolente liberté de parler. Ce murmure qui s'alloit dilatant dans les rues, les places et marchés, leur donne tant d'effroy que d'eux la plupart quittent la ville de Paris et abandonnent leurs maisons (1). » (Claude Malingre.)

Le Mercure français et un ancien de Charenton, Marbault (2), confirment le récit de Malingre. Cependant les auto-

(1) Claude Malingre, historiographe de France (1580-1653), auquel on doit entre autres l'*Histoire de la Rebellion excitée en France par les prétendus réformés*, 6 vol. in-8°.

(2) Pierre Marbault, sieur de Saint-Laurens, conseiller, secrétaire du roi et ancien de l'Eglise de Paris, fut nommé député général des Eglises, avec le marquis de Gallerande, par le synode d'Alençon, en 1637; il résidait à Paris, pour défendre auprès du gouvernement les intérêts des protestants, et ne donna sa démission qu'en 1644. Il fut longtemps secrétaire de Du Plessis-Mornay, qui l'aimait comme son fils et l'appelait « son vray ami; » il a réfuté avec emportement les *Mémoires de Sully*, fort injustes envers Mornay. C'est du manuscrit de Marbault, publié depuis dans la collection de Michaud et Poujoulat, que Tallemant des Réaux a

rités paraissent s'être peu préoccupées de ces bruits de meurtre. Avertis, à diverses reprises, que l'on devait courir sus aux huguenots sur le chemin de Charenton, le prévôt des marchands et les échevins se bornèrent à avertir « les collonels et capitaines du quartier Saint-Anthoine de veiller en leurs quartiers pour recognoistre et veoir s'il ne se faisoit point assemblées illicites. Et, ajoutent-ils, nous ayant rapporté qu'il y avoit quelque apparence de mal, nous aurions dès le samedi 25^e de ce mois, conféré avec M. le duc de Montbazon, gouverneur... pour adviser ce qui estoit nécessaire à faire pour empescher toutes sortes d'émotions séditieuses populaires » (Lettre missive au Roi, *Bulletin*, IV, 482.) Le duc prétend qu'il ne sut rien avant le samedi soir; en tout cas, ce n'est qu'alors qu'il se rendit à l'Hôtel de ville pour s'entendre avec les échevins sur les mesures à prendre.

Il envoya querir les anciens pour savoir leur résolution et s'ils désiraient aller à Charenton, le lendemain dimanche 26 septembre. Ils répondirent que les bruits de la semaine étaient assez alarmants pour les forcer à rester chez eux; le conseil fut d'abord de leur avis, et il fut résolu qu'ils n'iraient point au prêche. Mais quelqu'un ayant fait observer qu'il s'agissait des intérêts du roi et des édits, que c'était d'ailleurs un fait infiniment grave que la suspension du culte autorisé par les lois, on sollicita les anciens de revenir sur leur décision et d'inviter les fidèles à se rendre au temple comme de coutume sous la protection des autorités. (Malingre.) On leur demanda aussi, selon Marbault, de ne pas faire ce trajet en un groupe compacte, mais de se séparer et de passer des deux côtés de l'eau, les uns

tiré la plus grande partie de son historiette de Sully. Marbault était parent de François Le Coq, conseiller au parlement de Paris, qui avait épousé Marie Marbault; en même temps il était beau-frère d'Aymar Le Coq, aussi conseiller et fils du précédent, et beau frère d'Aubéry du Maurier, ambassadeur de France à La Haye. Marbault, Aymar Le Coq et du Maurier avaient épousé trois sœurs, Blanche, Marguerite et Marie, filles du conseiller Jacques de Colas, sieur de la Madeleine. Ce Gênois Madeleine rendit un jour muet l'avocat Autoine Arnaud qui, plaidant contre lui, énumérait tous les mauvais offices que les Gênois avaient rendus à la France; il l'interrompit et s'écria brusquement : *Messieurs, c'ha da far la République de Génes et André Doria avec mon argent?* L'avocat ne sut que répondre.

par la porte Saint-Antoine et le chemin ordinaire de Charenton, les autres par la porte Saint-Bernard ou des Bernardins, sur la rive gauche. C'était la seconde voie que devaient prendre les protestants du faubourg Saint-Marcel, pour la plupart artisans exclus des maîtrises de Paris et réfugiés dans le seul endroit où ils pouvaient exercer leur métier sans empêchement. (Benoît.) Le dimanche, dès cinq heures du matin, le lieutenant civil, Nicolas de Bailleul, et le procureur du roi, Guillaume de Lesrat, sieur de Lancro, mirent sur pied quatre commissaires et ordonnèrent à tous les autres de rester dans leurs quartiers et de s'y opposer au désordre; puis, ils se rendirent eux-mêmes, accompagnés d'officiers de justice armés, dans la rue Saint-Antoine. Vers sept ou huit heures, Louis Testu, chevalier et capitaine du guet, partit pour Charenton suivi de vingt-quatre archers à cheval et de douze gardes à cheval du duc de Montbazon, en tout trente-six hommes. Arrivé à Charenton, il plaça quelques hommes à la porte de Paris, en laissa quelques autres sur le pont et se rendit avec le reste à la porte du temple (1). Le prévôt de l'Isle sortit ensuite avec vingt-deux ou vingt-trois archers à cheval qu'il rangea en haie le long de la chaussée Saint-Antoine, à droite en sortant de la ville; puis, le lieutenant criminel de robe courte conduisit les archers à pied jusqu'au chemin de terre de Charenton (très-probablement à l'embranchement du chemin qui passait plus près de Picpus). En admettant que ces derniers fussent au nombre de vingt à vingt-cinq, nous trouverons, en prenant les chiffres les plus élevés (car ils diffèrent dans les rapports officiels), quatre-vingt à quatre-vingt-dix hommes d'armes disséminés sur la route de Charenton. Il y en avait en outre quinze ou seize à la porte Saint-Antoine, plus une compagnie d'archers dans la rue du même nom, en face de l'hôtel de Mayenne, et quelques hommes à la porte Saint-Bernard.

Les réformés timides et prudents, qui ne s'étaient pas en-

(1) Marbault dit que des gardes furent placés dans la maison du premier président, et dans celle de M. Arnauld joignant le temple.

fuis de Paris, s'enfermèrent chez eux ; les plus résolus, au nombre d'environ quatre cents, dont cinq seulement nous sont connus : l'ancien Marbault, l'avocat Addée, Herward (1), Caméron et sa femme (2), se rendirent à Charenton, les uns à pied, quelques autres à cheval ou en carrosse; nul n'y alla par eau, le voyage paraissant moins périlleux à terre. L'aller s'effectua sans accident. Un peu après onze heures, le premier service étant terminé, le chevalier du guet s'enquit auprès du sieur Addée, avocat au conseil, si ses coreligionnaires retournaient à Paris; celui-ci répondit que non et qu'ils voulaient assister à un second service à une heure après-midi; sur quoi le guet quitta Saint-Maurice où était le temple et s'en alla dîner à Charenton. Cependant la plupart de ceux qui étaient à cheval, reprirent le chemin de Paris, et ce premier retour fut déjà signalé par des actes de violence. (*Mercur français.*) Depuis le matin, un grand nombre de « gens de racaille, » dit Malingre, avaient traversé la porte Saint-Antoine, et s'étaient rendus à la vallée de Fécamp; à midi la foule s'accrut, devint « une multitude effroyable, agitée de passions diverses, mais fort hostile aux réformés; chez les uns dominait une curiosité malveillante, chez d'autres des intentions homicides, chez quelques-uns, enfin, l'appât du vol et du pillage. Montbazou ne parle que de quatre mille personnes, dont deux mille cachées dans les vignes dès la veille, mais évidemment il essaye de pallier ses torts en baissant le chiffre des catholiques qu'il avait étourdiement laissés sortir. Marbault, dont le témoignage s'accorde mieux avec celui du chevalier du guet, dit qu'il y avait

(1) Sans doute Barthélemy Herward, qui devint intendant des finances sous Mazarin, en 1650, et mourut conseiller d'Etat, en 1676, après avoir fait pour ses coreligionnaires tout ce que sa haute fonction lui permettait. « Les finances, dit la *France protestante*, devinrent le refuge des protestants, qui étaient systématiquement exclus des autres emplois, et l'Etat n'eut qu'à se louer de leur présence dans cette administration compliquée. » — Le jour de l'émeute, il fut « du commencement mêlé parmi la foule, » vit tuer quelques protestants et en sauva plusieurs. (Marbault. — Voir *France protest.*, art. *Hervart*, et VI, 401.)

(2) « Le bon Monsieur Caméron, » dit Marbault. C'est l'illustre professeur de Saumur, le maître d'Amyraut, qui allait développer et répandre les idées nouvelles sur la grâce, le libre arbitre, et en faire l'universalisme hypothétique qui ruina finalement le dogme de la prédestination.

là plus de trente mille vagabonds, crocheteurs, laquais et cochers, la plupart sans armes. On vit bientôt le résultat de l'inconcevable incurie des autorités qui n'avaient pas songé à retenir dans la ville cette foule avide de désordre et de sang. Deux prêtres vêtus de soutanes faillirent être massacrés par « quelques canailles près les murs de l'abbaye de Saint-Antoine des Champs, qui les prenoient pour ministres. » (De Bailleul.) L'un d'eux, nommé Saurat, fut blessé à la tête et arriva, le visage couvert de sang, à la porte Saint-Antoine. Le prévôt des marchands, qui était à l'Hôtel de Ville, entendant que l'on se battait, courut à la porte avec ses archers et s'efforça de rétablir l'ordre. Il était une heure. Montbazon, qui avait passé la matinée dans le quartier Saint-Antoine, était allé à la messe à Picpus et y avait dîné pour être à portée des événements, paraît n'avoir pas eu connaissance de cette première alerte.

Sur les trois heures, les réformés sortirent du temple et se dirigèrent vers Paris, confiants en la promesse de protection qui leur avait été faite. Arrivés à la hauteur de Conflans, ceux qui étaient à cheval ou en voiture, prirent un chemin détourné qui inclinait vers Picpus et Reuilly et aboutissait à la porte Saint-Antoine (voir la carte publiée par M. Read, *Bulletin*, III, 435); les piétons suivirent la route ordinaire, escortés par les trente-six hommes du chevalier du guet, auquel nous laissons la parole.

« Quand nous fûmes, dit-il dans son procès-verbal, au haut de la vallée de Féquam (la vallée de Fécamp est la forte dépression qui existe dans le Paris actuel, entre l'ancienne barrière de Charenton et les fortifications; on y trouve, du reste, la *rue de la Vallée de Fécamp*), nous aperçusmes, depuis la porte Saint-Anthoine jusques au fond de la vallée une si grande quantité de monde, qu'il nous est impossible de pouvoir dire combien, et à l'instant, regardant à droite où estoient ceux de cheval et ceux qui estoient en carosse de la dite religion, nous vismes sortir encores une grande quantité de monde de huit ou dix arpens de vignes qu'il y a là, lesquels

s'en allèrent attaquer les dits hommes de la R. P. R. et à l'instant ouïsmes tirer quantité de coups de pistolet et vismes force ruer, ce qui nous donna sujet de nous transporter là en grande hâte, où ne fusmes sy tost arrivez qu'il n'y eust desjà deux hommes de morts; et, en arrivant, nous fismes tirer quelques coups de carabine *en l'air*, de fasson que tout ce qui estoit là s'enfuit, et donasmes moien à ceux de la dite religion d'eschapper, et à l'instant envoyasmes de nos gardes à mon dict seigneur duc, qui estoit à la porte Saint-Anthoine, l'advertir de ce qui se passoit, et nous nous en revinsmes vers la vallée du Fequam où estoit ceste grande quantité de monde, où les dits catholiques et ceux de la dicte religion s'estoient déjà si bien meslez les uns parmi les autres que nous ne les peusmes discerner, se jettant grande quantité de coups de pierres et se tirant quantité de coups de pistolet, de sorte que tout ce que nous pouvions faire, c'estoit de courir des uns aux autres à qui nous voyons les armes à la main pour leur oster et les empescher de leur en meffaire, et ce que nous remarquasmes le plus, ce fut une grande quantité de petits pistolets de pochette et des espées dont nous croyons qu'il y avoit plus grande quantité de ceux de la dite religion qui en avoient que les catholiques; et, comme nous estions en ce combat, arriva le sieur prévost de l'Isle, assisté de dix-huit ou vingt de ses archers, qui nous dit que mon dict seigneur le duc venoit et qu'il luy avoit commandé de s'avancer afin de nous secourir, et nous continuasmes tous ensemble à empescher le désordre le plus qu'il nous fut possible jusques à ce que mon dict seigneur fut arrivé, que nous trouvâmes auprès des maisons qui sont par-dessus le petit Saint-Anthoine, assisté de quelques-uns de ses gentils hommes. » (*Bulletin*, IV, 79.)

Bien que ce procès-verbal ne mentionne, à tort et peut-être à dessein, que deux morts, bien que le chevalier du guet s'y montre préoccupé d'obtenir les bonnes grâces du duc de Montbazon, il n'en constate pas moins officiellement l'innombrable multitude des assaillants et l'étrange imprévoyance des auto-

rités, qui ne donnèrent que trente-six hommes d'escorte aux protestants. Si seulement pareil nombre d'archers s'étaient trouvés sur le chemin de Picpus, la première attaque n'eût peut-être pas eu lieu; et, si le chevalier du guet fût resté à son poste sur l'autre route, il est possible que sa présence eût suffi à contenir les séditeux. En effet, c'est pendant qu'il quitte les uns pour secourir les autres que se passe l'action la plus vive. Et quand il vient, c'est pour désarmer les agresseurs et les victimes! « Il est certain, dit Marbault, témoin oculaire, que si on eust voulu user de la force et faire main basse, cent hommes de résolution pouvoient arrêter le mal en un instant (1). »

Nous voyons bien arriver au bruit des mousquetades, et prévenu probablement par les archers que le chevalier du guet envoyait à Montbazon, le prévôt de l'Isle avec ses hommes, ce qui porte à cinquante-cinq ou soixante le nombre des soldats; mais nul ne parle du lieutenant criminel qui avait posté ses archers au chemin de terre de Charenton. Que fit-il? Montbazon lui-même se hâte lentement; il vient magistralement, en carrosse (2), et ne monte à cheval que quand il a vainement essayé des remontrances. (Marbault.) Il courut risque de la vie, si nous en croyons un rapport de courtisan, mais ne sut pas donner un ordre énergique. Au lieu d'ouvrir résolûment un passage aux réformés, il chassa la foule devant eux jusqu'à la porte, ce qui permit aux séditeux de se livrer à de nouvelles violences dans les rues de la ville.

Malingre, fort hostile aux hérétiques, rectifie cependant le rapport du chevalier du guet; d'après lui, les huguenots tuèrent trois assaillants et perdirent quatre des leurs, assommés à coups de pierres, dans la vallée de Fécamp, et il ajoute, d'accord avec le *Mercur*, que les assauts continuèrent jusqu'à

(1) Nous relatons comme un bruit qui courut, l'assertion suivante de Marbault : « J'ai ci-devant oublié de vous mander que fut vu, le dimanche de la sédition, cinq ou six hommes de cheval exciter le peuple à la campagne, et quand ils eurent commencé la meslée, se retirèrent derrière le bois de Vincennes et gagnèrent le pays. » (*Bulletin*, IV, 100.)

(2) Cela ne l'empêcha pas d'écrire au président du parlement de Normandie : « Si je n'y fusse allé au galop, il y fust mort plus de deux mil personnes. » (*Bulletin*, IV, 88.)

Paris, « nonobstant la présence du gouverneur, du lieutenant civil et des archers. »

Tous les documents s'accordent à reconnaître que c'est dans la ville que les réformés eurent le plus à souffrir. La plus grande confusion eut lieu, selon le *Mercur*e, entre la porte Saint-Antoine et l'hôtel du duc de Mayenne. « M. de Montbazon, rapporte Marbault, conduisit une troupe qu'il avoit faict joindre jusques dans la porte Saint-Anthoine, mais le plus rude estoit de là jusques au cimetière Saint-Jean. Et ceux qui se vouloient escarter tomboient en de mauvaises rues pires, parce qu'aucun secours n'y estoit préparé. Et ce secours, au reste très-dangereux, les archers instiguans ceux qu'ils devoient réprimer, vollans ceux qu'on leur bailloit à conduire, et les excédans de coups, et ne firent point la moindre partie du mal, lequel ne passa pas où est le cimetière Saint-Jean ; plusieurs qualifiez se réjouissoient de ce mal. Ceux qui l'eussent voulu réprimer envoyèrent aux capitaines des quartiers des vallets qui ne désiroient que de le faire eux-mêmes. Et c'est une merveille de Dieu qu'en une si horrible confusion le mal ait esté si petit. »

Cependant le tumulte et les cris de la rue Saint-Antoine furent entendus dans Paris et jusque dans les églises ; les bourgeois quittèrent vêpres pour courir aux armes. Bientôt la populace s'abandonna à ces instincts de férocité qu'excite partout la vue du sang. « Une pauvre demoiselle, dit Malingre, qui, avec quelques autres, ne s'estoit mise au gros entre les gardes, fut arrêtée à la porte par une troupe de racaille, qui la vouloit forcer de saluer l'image de la Vierge, qui est de ce côté en sortant de la porte, et ne le voulant faire et prononçant quelques parolles (guimbarde ! dit un autre chroniqueur) contre la vénération de cette image, fut à l'instant assassinée sur la place (son cadavre fut traîné par les rues, selon le récit de Marbault). Un ministre, retournant par la rue, fut couru par une foule de peuple qui le vouloient massacrer, si par la diligence des gens de M. le gouverneur il n'eust esté promp-

tement enfermé dans l'arsenal. Un autre, pour s'être échappé de leurs mains et sauvé dans une maison, fut cause que tout y fut rompu et la maison volée. » Cette maison appartenait à Largentier, lieutenant du quartier Saint-Antoine, et sans doute membre de l'Eglise réformée; la foule l'assiégea à coups de pierres, aux cris de Vive le roi! malgré les troupes de Montbazon et du lieutenant civil. Le protestant qui s'y était réfugié était armé de trois pistolets et avait tué l'un des assassins; le lieutenant civil ne lui sauva la vie qu'en le conduisant à la Bastille.

La foule rugit de se voir arracher sa victime, et un coup de carabine fut dirigé contre la petite troupe au moment où elle franchissait le pont-levis du château. On parlait même d'immoler Montbazon et le lieutenant civil comme protecteurs et pensionnaires des hérétiques.

Ce dernier, faisant reculer la populace, apprit à la pointe de la rue du Jour que Michel Robin, de la religion, « avait esté grandement offensé de plusieurs coups; » après avoir poussé une pointe jusqu'au Pont-Neuf il retourna dans la rue Saint-Antoine, où un commissaire lui fit rapport de la délivrance d'une femme de la R. P. R. blessée à la tête et toute couverte de sang, soutenue et conduite par deux hommes d'Eglise à travers les massacreurs qui criaient toujours : Vive le roi! Une autre femme répondit aux forcenés qui lui demandaient si elle était huguenote, que quand elle le serait elle ne les craindrait point et qu'elle voudrait déjà être en paradis. (Marbault.) Une troisième fut tuée dans le fossé de la Bastille où elle s'était enfuie; une quatrième eut le même sort dans l'allée de la maison Testu, près de la rue de la Place-Royale, et ce n'est qu'à grand peine que les archers purent soustraire son cadavre aux derniers outrages qui lui étaient réservés.

Voilà tout ce que l'on sait de précis sur le massacre et le nombre des victimes. Voyons maintenant de quelle manière on exécuta les ordres, le premier jour de la sédition; le procès-

verbal du colonel du quartier Saint-Paul, le président Duret, sieur de Chevry, va nous l'apprendre.

Après avoir ordonné aux capitaines de sa compagnie de rassembler leurs hommes au coin Saint-Paul, rue Saint Antoine, Duret, oubliant le plus élémentaire des devoirs, remit à son enseigne, Baudouyn, le soin du commandement, et se joignit au cortège du duc de Montbazou. L'enseigne, ainsi qu'on va le voir, exécuta la consigne à peu près comme faisait le colonel, dont nous copions une partie du rapport : « Quelque soing et allégeance que l'on auroit peu faire, seroit arrivé au dit coing Saint-Pol... plusieurs grandes esmotions et tumultes par diverses sortes de mutins... qui volloient les manteaux, chapeaulx, frappaient, tuoient et faisoient diverses sortes de violences et offenses, avec armes, bastons, pierres, outrageant tant les catholiques que ceux de la R. P. R. Pour empêcher lesquelles esmotions, vols et outrages qui s'alloient rendre communs par tout Paris, le dict sieur Baudouyn.... *seroit sorty hors de sa maison* et estant au coing de St-Paul, *auroit été assisté, au commencement seulement, du sieur Philbert Guillard*, son voisin, *auquel il auroit mis en main une hallebarde*, pour avec luy tascher de résister aux dites esmotions. » Le voisin reçut un coup d'épée qui lui coupa toute la joue gauche; et il eût été achevé sans le secours de l'enseigne, qui courut aussi risque de la vie. « Lequel Baudouyn fut contrainct, avec quelques-uns des habitants de sa compagnie, *qui se seroient au mesme temps joincts à luy*, aucuns desquels auroient esté offensés, de repousser la force par la force. » Un tourneur, séditieux, mourut deux jours après d'un coup de hallebarde qu'il avait reçu. Au lieu de se tenir armés au coin Saint-Paul, l'enseigne de la milice bourgeoise et tous ses hommes étaient dans leurs maisons !

A sept heures, l'émeute se calma comme par enchantement, sans doute apaisée par la faim et l'heure du souper; alors rentrèrent dans la ville en évitant la porte Saint-Antoine, les protestants qui s'étaient enfuis dans les champs. D'autres, au

contraire, déjà revenus de Charenton, se hâtèrent de sortir de nouveau pour chercher au loin un refuge. « Pour la famille de M. Le Coq (1) et mienne, dit Marbault, qui nous étions retirés à Cachan (2), nous y passâmes le soir et la nuit en grand péril et perplexité, tant à cause de ceux qui estoient dans la maison abbatiale, que des paysans du lieu qui force-noient contre nous, et avoient esté advertis par le cocher de M. Le Coq qui le quitta là pour aller piller à Paris, et le laissa par ce moyen hors de commodité de pouvoir faire sa retraite plus loin, si Dieu ne lui eust suscité là un homme qui sçavoit mener le carrosse (3). »

Le dimanche après-midi, il s'était aussi trouvé sur la rive gauche de la Seine une multitude infinie de peuple, mais son attente avait été trompée, parce qu'aucun protestant ne revint par cette route. « Sur les quatre heures et demie, ceux qui estoient à la porte Saint Bernard virent une grande fumée accompagnée d'une grande flamme, du côté de Charenton. » (*Mercur.*) C'était le temple qui brûlait.

Aussitôt que les archers du guet furent partis de Charenton pour escorter les huguenots, « une troupe de vagabonds et gens de néant se jettèrent dans l'enclos du Temple, auquel ils mirent le feu, brullèrent tout ce qu'ils peurent, desmolirent les murs, entrent dans la maison consistoriale,

(1) Aymar Le Coq, sieur de Germain, beau-frère de Marbault et second fils de François Le Coq, lequel avait embrassé le protestantisme en 1618. A la mort de son père (1625), Aymar vendit à un catholique la charge de conseiller au parlement qu'il avait héritée, et le 26 mars 1627, le roi lui promit la première place protestante qui deviendrait vacante dans la chambre de l'Edit. Il l'obtint, selon Tallemant des Réaux, en 1632. Marbault et Marie de Saint-Simon, qui a son historiette scabreuse dans Tallemant, sous le nom de marquise de Langey, plus tard duchesse de La Force, tinrent sur les fonts un enfant d'Aymar Le Coq et de Marguerite de la Madeleine.

(2) Lieu situé à la même distance de Paris que Charenton, mais sur le chemin d'Orléans.

(3) « Après deux jours de séjour chez un amy, écrit Marbault à Mornay, je me suis rendu céans (Piessis-Marly), pour y jouir de l'abry qu'il vous avoit pieu de m'y offrir. M. de Montbazon m'a fait l'honneur d'y recevoir M. de Boiscler, qui commande pour lui à Rochefort (canton de Dourdan), pour me faire retirer dans sa maison audit lieu, ou dans le château de Dourdan (Seine-et-Oise), selon que j'aimerois le mieux, ordonnant à ses gens de m'y fournir les meubles nécessaires pour ma famille. Mais je l'en ai remercié, et espère que Dieu nous conservera ici avec M. de Beaulieu et M. Foubert. » (*Bulletin*, IV, 97.) Le 15 octobre, Marbault était rentré à Paris, et il y était encore menacé de pillage si ce n'est de pis.

laquelle ils pillent, et volent la bibliothèque qui estoit dedans, enfoncent les boutiques et eschoppes de libraires, qui estoient dans l'enclos dudit Temple, brulent et volent tous les livres qu'ils y trouvent, passent de là à la maison de M. Arnault (1) dans laquelle se faict un desgat estrange, tant de ses meubles que de ses livres, après quoy ils y mettent le feu. » (Malingre.)

La maison de Louvigny, joaillier et valet de chambre du roi, fut également pillée (2). « Du Pré, autrement le Corse, courrier du feu roy logé à Charenton, par ses enfants à cause de son grand âge de cent cinq ans, fut tourmenté en diverses sortes par ces meurtriers, et par la grâce de Dieu laissé en vie. » Les paysans des environs commirent les plus grands désordres, chacun d'eux voulait emporter une partie du temple comme trophée.

Quand les pillards eurent achevé leur besogne, ils « passèrent la Seine au port à l'Anglais pour rentrer à Paris du côté de l'Université; les autres clercs et menus gens qui s'estoient embesongnez à mettre le feu et brûler le temple et à boire huit ou dix pièces de vin qui estoient dans la cave du concierge et à manger les provisions, après avoir fait un étendard d'un drapeau blanc s'en revinrent à Paris au nombre de quatre cents par la porte Saint-Antoine, crians: Vive le roy ! » (*Mer-cure.*)

Hors de la ville, à Saint-Antoine des Champs, il y avait une auberge à l'enseigne du *Nom de Jésus*, tenue par un savetier protestant nommé Simon Bazin. Sur les neuf heures du soir, une douzaine de personnes inconnues à ce que dirent les voisins, « frappèrent plusieurs fois de grande vaillance à la porte de la dite maison, puis s'escartèrent et au mesme temps, Simon

(1) Voir ci-dessus note 1, page 69.

(2) D'abord valet de chambre de Catherine de Bourbon, puis de Henri IV, Paul de Louvigny mourut d'apoplexie à Charenton. Son fils Henri y fut aussi enterré, en 1648. A la Révocation, une partie de la famille abjura; mais Nicolas de Louvigny demeura ferme, il gagna l'Angleterre, après avoir été enfermé dans le château de Ham avec sa mère, sa femme et sa belle-mère. Ses biens furent donnés en 1688, à son frère Louvigny d'Orgemont, intendant de la marine au Havre.

(France prot.)

Bazin serait sorti ayant un mousquet à la main, jurant et menaçant de tuer le premier qui approcheroit de lui. » Après avoir fait usage de son arme, il s'enfuit d'un côté, sa femme de l'autre et ils n'avaient pas reparu le lendemain; les voleurs profitèrent aussitôt de sa fuite, ils brisèrent portes et fenêtres, s'emparèrent de tout et ils laissèrent la maison inhabitable. Ils s'enquirent aussi s'il n'y avait pas dans le voisinage d'autres maisons de huguenots pour y aller faire de pareilles ruines. (Procès-verbal du lieutenant civil.)

L'influence cléricale n'était certainement pas étrangère à la tentative de massacre du 27 septembre, pas plus qu'à celles de 1610 et 1615; toutefois, nous nous plaisons à le proclamer, des prêtres s'efforcèrent de sauver des réformés comme d'autres prêtres trouvèrent plus tard asile chez des protestants qui ne les arrachaient pas sans péril à la guillotine. Les haines dogmatiques fléchirent devant les relations de commerce ou d'amitié, comme pour attester que le sentiment de la fraternité universelle est inscrit au plus profond de l'âme humaine. « Les curés, dit Marbault, ont fort crié contre les prescheurs (qui poussaient au meurtre); spécialement le curé de Saint-Médard, au faubourg Saint-Marceau, fit grand devoir pour escarter ce peuple. Et y eut des nostres qui furent advertis par des capucins de n'aller pas à Charenton le dimanche. Aucuns ecclésiastiques aussi en ont sauvé lors du tumulte. Et a M. Mestrezat, couché chez un des plus superstitieux hommes de la ville. » (*Bulletin*, IV, 97.) Les fidèles imitèrent le pasteur et il n'y en eut que fort peu qui couchèrent dans leurs maisons, un très-grand nombre se réfugia chez des amis catholiques.

La nuit se passa paisiblement grâce aux patrouilles et corps de garde qui furent partout établis. Le lundi, de grand matin, le prévôt des marchands, les échevins, etc., retournèrent à l'Hôtel de ville. Le parlement s'assembla et rendit un « arrest qui plaça les protestants sous la protection du roi, défendit de les attaquer, sous peine de la vie, et ordonna aux lieutenants civil et criminel, d'informer contre les coupables. »

(Malingre.) Pendant qu'on délibérait, la sédition recommença dans la rue du Pot-de-fer, au faubourg Saint-Marcel. Pourquoi faut-il qu'après avoir rencontré les sentiments qui font le plus d'honneur à l'humanité, nous rencontrions les traces du plus aveugle fanatisme. « Ce m'est toujours une chose nouvelle, dit Labruyère, de contempler avec quelle férocity les hommes traitent d'autres hommes. »

Malingre veut à tout prix trouver des huguenots coupables en cette affaire, et voici ce qu'il raconte : La cause de cette nouvelle émeute fut le *meurtre d'un fils catholique par son père protestant* ; meurtre que la foule punit aussitôt par la mort du père dénaturé. C'est tout simplement l'histoire de Calas au XVII^e siècle, une de ces inventions contre nature, auxquelles les haines religieuses, les pires de toutes, peuvent seules donner naissance. Qu'on le sache bien, les monstres ne sont d'aucune religion. Du reste le *Mercure français* et le procès-verbal du lieutenant civil mettent à néant cette horrible calomnie. « L'émotion, dit le *Mercure*, commença par un peignier, homme fort mauvais voisin, qui fut cause de sa mort, de celle de son fils et d'un maistre d'école, *tous trois de la dite religion*, après avoir tué deux hommes et blessé une fille. » — Fort mauvais voisin, à la bonne heure ! Voilà un motif suffisant pour réveiller la colère à peine assoupie. Du reste, fallut-il même un prétexte ? Les buveurs et les voleurs ne demandaient qu'à recommencer les scènes de la veille. Ce mauvais voisin était toutefois un homme vaillant et déterminé ; il se défendit trois heures et ne succomba que sous le nombre. Accourus sur les lieux avec leurs archers, Montbazan, le prévôt des marchands et le chevalier du guet y trouvèrent quatre cadavres et trois à quatre mille personnes qu'ils eurent peine à disperser ; la lutte dura jusqu'à midi. Une centaine de pillards attaquèrent ensuite la maison d'un taillandier dans la rue de la Mortellerie, mais la force armée y mit bon ordre et emmena à l'Hôtel de ville le malheureux qu'on voulait dépouiller avec sa femme. Le bruit continuant aux marais du Temple, le lieu-

tenant civil y envoya un commissaire. Celui-ci trouva des femmes assemblées devant la maison de la veuve Champion, qu'elles conduisirent à la messe, ainsi qu'une femme qui logeait avec elle, « sans leur faire aucun mal. » La violation du domicile et de la liberté de conscience n'était considérée ce jour-là que comme une peccadille.

Rentrés à l'Hôtel de ville, les magistrats furent prévenus que la maison des Gobelins était en danger d'être pillée parce qu'elle renfermait une grande quantité de marchandises appartenant aux drapiers de Paris et en même temps parce qu'un grand nombre de protestants y avaient trouvé asile (1). Leduc de Montbazon y courut avec ses gardes, ordonna aux habitants du quartier de s'armer et de repousser toute attaque s'ils ne voulaient que tout le faubourg devînt la proie des voleurs. Il leur promit de les soutenir, permit aux marchands drapiers de faire entrer une compagnie de cinquante à soixante hommes dans la maison du célèbre teinturier huguenot et y envoya en outre cinquante archers pour y passer la nuit.

« Le dit sieur duc de Montbazon ne fut plus tost retourné en son hôtel que la populace encore commença à piller deux maisons (Sauval dit quatre) appartenant à deux hommes de la religion, en la rue des Postes, où furent envoyés incontinent le prévôt de l'Isle et le lieutenant de robe courte avec leurs archers, qui prirent quatre hommes chargés de hardes qu'ils vouloient emporter, et les menèrent à l'instant prisonniers. (*Mercur.*)

Pendant qu'on réprimait le meurtre et le pillage dans le quartier Saint-Marcel, le lieutenant civil allait à Saint-Antoine

(1) Le chef de l'illustre famille des Gobelins, teinturiers du faubourg Saint-Marcel, est Jehan Gobelin, qui mourut en 1475, et dont les descendants embrasèrent la Réforme. Leur établissement acquit bien vite une réputation telle, qu'on disait : la teinture des Gobelins, l'écarlate des Gobelins, la rivière des Gobelins ; c'est-à-dire la Bièvre, qui leur fournissait l'eau nécessaire à leurs travaux. Cet établissement, qui est une des gloires nationales, est en même temps une de nos gloires protestantes. Les Gobelins étaient alliés à d'autres grandes familles réformées, aussi teinturiers au même faubourg, et à qui appartenait la *maison du Patriarche*, saccagée en 1561 ; les Chenevix, marchands drapiers ; les De Raconis, les De la Planche, les Conrart, etc.

des Champs et à Charenton pour y dresser procès-verbal des scènes de la veille. Il trouva le capitaine du bourg au corps de garde avec les bourgeois armés et le lieutenant de Montbazon avec les archers. Les incendiaires ne retournèrent donc pas à Charenton le lundi, comme le portent plusieurs narrations inexactes. Montbazon lui-même s'y transporta dans la soirée avec le chevalier du guet. De quatre à six heures du soir le feu brûlait encore et achevait de consumer quelques piliers de charpente des galeries qui demeuraient debout. Tout le reste était détruit. « Dans la grande maison attendant au temple et destinée à faire un collège » le feu couvrait sous les débris des portes, planchers et fenêtres rompus et brûlés. Dans la vieille maison du concierge se trouvait un puits où l'on avait jeté quantité de livres et de papiers, perte irréparable pour nos annales. Les maisons d'Arnauld et de Louvigny étaient toutes démantelées « sans que l'on aye peu reconnoître ny savoir par qui. »

A la fin du second jour on put considérer la sédition comme terminée; toutefois il y eut à l'Hôtel de ville une nouvelle réunion des autorités et des notables, bien plus nombreuse que les précédentes, et il y fut donné une profusion d'ordres de tout genre destinés à rétablir la tranquillité. Quelques protestants s'y trouvèrent et exprimèrent au prévôt des marchands leur reconnaissance pour la protection qu'on leur avait accordée. Ils ajoutèrent que le ministre Mestrezat avait peur et demandait un lieu où il fût en sûreté, sans quoi il sortirait de Paris; on leur répondit qu'ils ne devaient pas s'enfuir, mais retourner à leurs prières à Charenton et qu'on leur ferait rebâtir le temple. Le prévôt offrait de donner à Mestrezat une chambre dans sa maison, ou d'aller coucher avec lui dans telle autre qu'il choisirait et où l'on placerait un corps de garde. Mestrezat n'accepta pas et sortit de la ville ainsi que ses deux collègues, Durand et Drelincourt.

Le mardi, on entendit encore quelques clameurs et la désertion continua. Les factieux poursuivirent à grands cris le

carrosse de Madame du Jou (1), « mais on l'escorta jusque dans les champs où il y eut plus de péril qu'en la ville, les paysans estant fort animés et croyans que c'est un massacre général qui se fait par *commandement du roy*. » (Marbault.)

Il importe de relever en passant l'étrange idée que le peuple se faisait, non sans motif, des privilèges et des devoirs de la royauté d'alors. Cependant des Fontis, lieutenant criminel de robe courte, avait condamné à la pendaison les quatre gail-lards qu'il avait pris dans la rue des Postes et l'appel fut jugé le lendemain mardi. Le parlement rendit un arrêt d'après lequel Pierre Blanchard, gagne-deniers et manœuvre du faubourg Saint-Marcel, Robert Hennequin, compagnon maçon du faubourg Montmartre, devaient être pendus en place de Grève, comme séditieux, et Chastelain Aubert, compagnon passementier, Charles Puisy, cuisinier, devaient assister à l'exécution, la corde au col, et être ensuite fustigés nus et bannis pour neuf ans de la vicomté de Paris.

L'arrêt fut exécuté le même jour (2), non en la cour du Palais, ni aux créneaux de la Bastille, comme le voulaient

(1) Etait-ce la femme du fameux savant François du Jou, fils de l'illustre théologien du XVI^e siècle? La *France protestante* l'ignore.

(2) Malingre prétend qu'ils furent pendus sans forme ni figure de procès. Or, les lecteurs du *Bulletin* savent que l'arrêt du parlement a été retrouvé et mis sous leurs yeux. L'historiographe de France a écrit sa seconde relation sans prendre la peine de relire la première; il place le fait en octobre, et le raconte ainsi : « Les huguenots, effrayés à la vue de la foule, prennent des chemins détournés; ceux qui suivirent le grand chemin faillirent être assommés à coups de pierres à la porte Saint-Antoine, parce qu'ils refusaient de saluer une image de la Vierge; quelques-uns la saluaient, d'autres tiraient des chapelets de leurs poches en preuve de catholicité. Plusieurs furent fort offensez et fort blessez; d'autres, en danger d'estre tuez. » (*Annales générales de la Ville de Paris*. 1640. In-fol., p. 657.)

On nous saura gré de reproduire un autre récit, extrait d'une plaquette in-18 très-rare, qui nous a été communiquée par M. Francis Waddington, et dont M. Read n'a cité qu'un court fragment, d'après Dulaure.

Voici le titre de l'opuscule :

Remuements et alarmes faites en la ville de Paris, le dimanche 26 de septembre 1621, avec le massacre fait au bourg de Charenton, près de Paris, bruslement du temple, fuite de ceux de la religion, par les pages, laquais et autres personnes. A Paris, chez Jacques Chameau, tenant sa boutique aux *Fleurs de Lys*, 1621, avec permission.

Après un préambule, dans lequel il établit que si « les armes prévalent les bonnes lettres, » sous le double rapport de l'influence et de la gloire, les lettres cependant « sont nécessaires pour immortaliser la mémoire des hauts et comme incroyables exploits des rois, princes et vaillants capitaines, » l'auteur inconnu, et d'ailleurs inexactement informé, raconte ainsi le tragique événement du 26 septembre : « Les étudiants se sont alliés et ligüés ensemble, prenant les armes, sortant par la porte Saint-Antoine, s'acheminant, le 26^e jour du mois, au bourg ordinaire où

quelques membres du parlement, mais en place de Grève, sur la proposition du prévôt des marchands et du président de Mesmes. Il insista, dit qu'il assisterait à l'exécution, et mourrait plutôt que la force ne demeurât à la justice, et que tout était perdu si cette canaille voyait qu'on la craignît. Justice en fut faite sans aucun tumulte, grâce aux quatre cents soldats que de Mesmes envoya sur le lieu de l'exécution, et grâce aux bourgeois qu'il fit armer partout où le cortège devait passer.

N'y avait-il eu que quatre coupables ou n'avait-on pu mettre la main sur un plus grand nombre? — Les prisons étaient pleines de gens arrêtés le lundi, mais la justice crut bon d'étouffer la chose. Le parlement, qui avait offert au lieutenant civil de l'autoriser à juger les coupables en dernier ressort, se plaignit d'abord du peu de zèle que ce magistrat mit à informer, puis il n'y songea plus. Quand on eut fait un exemple et qu'on n'eut plus rien à craindre des factieux, on trouva que deux pendaisons étaient bien suffisantes, et qu'il ne fallait pas, à propos de huguenoterie, irriter les bons catholiques par de

se faisait l'exercice de la religion, où était assemblé nombre d'hommes, femmes et enfants, et ont taillé et mis en pièces grand nombre de personnes, sans avoir égard aux qualités d'iceux et au malheur qui en pouvait arriver. Pendant que l'on massacrait ce peuple, que l'on mettait le feu au temple, le ministre s'est sauvé par la porte du château du temple et a pris le chemin de Paris sans passer la rivière, et est entré par la porte Saint-Antoine, où était assemblé un grand nombre de personnes, et là, le ministre s'est voulu plaindre et parlait ainsi : « Ha ! « Messieurs, faut-il massacrer les hommes, le roi l'a-t-il commandé ? » Alors, ce grand nombre de pages, laquais, étudiants, crocheteurs, et autres personnes et gens sans raison, ayant les armes à la main, auraient répondu au ministre, comme il faisait cette complainte au peuple : « C'est la mort du duc de Mayenne qui est « venue jusqu'ici. » Comme il pensait parler en ces mots : Le roi me fera justice, alors ils se sont débandés ouvertement sur lui, et lui ont coupé à coups d'épée le nez, lèvres, oreilles, ce qui a ému grande quantité de peuple, et est intervenu entre autres le sieur Montbazon, gouverneur de Paris, a-sisté du prévost de la ville. Ledit sieur de Montbazon, parlant au peuple, a dit : « Tout beau, Messieurs, « vous offensez le roi ; » et que le peuple aurait répondu audit Montbazon et au prévost de Paris : « Nous sommes serviteurs du roi. » Et alors de rechef se sont mis sur ceux de la religion qui s'étaient sauvés de Charenton à Paris, et ont tué plusieurs, emporté les oreilles du ministre par les rues de Paris au bout d'une épée, sans que le gouverneur de Paris peut y apporter du bien. Au même temps sont arrivées nouvelles à Nosseigneurs du parlement de Paris que l'on avait fait semblable à Bordeaux, ville capitale de Gascogne. — Les huguenots de Paris, prévoyant leur misère, se sont fuis hors de Paris, se séparant çà et là comme brebis égarées sans pasteurs. »

Qui ne frémitait à la vue de ces oreilles du ministre ! Heureusement, c'est de la légende pure. Aucun des pasteurs d'alors, Durand, Mestrezat et Drelincourt (Du Moulin était arrivé à Sedan le 5 janvier 1521), ne subit cet indigne traitement ; leurs jours furent sans doute en danger, mais Dieu les préserva d'accident.

nouvelles condamnations. On peut résumer en trois points cette triste affaire : insuffisance des précautions prises avant l'émeute, mollesse dans la répression le dimanche, et punition dérisoire ensuite. Phénomène digne de remarque et qui peint l'esprit du temps. Les documents officiels dissimulent la gravité des faits et la part qu'y eut le fanatisme. Ils oublieraient volontiers les assassinats pour ne mentionner que le pillage. Le prévôt des marchands, de Mesmes, écrit au roi : « En n'y a pas eu huit ou dix morts tant catholiques qu'autres. » Montbazon renchérit sur ce mensonge et ne parle que de quatre à cinq tués. Cependant Marbault écrit à Mornay : « Il y a eu grande quantité de personnes des nostres grievement blessées, mais jusqu'ici on ne s'est aperçu que de seize personnes tuées des nostres ès deux séditions de dimanche et lundi et cinq catholiques, ce qui est incroyable à qui a vu la sédition (1). »

Le roi joue également la comédie en remerciant le prévôt et les échevins d'avoir fait tout ce qui était possible « pour calmer la rumeur que l'envie de piller, plutôt qu'un zèle inconsidéré, avoit excitée en aucuns de la lye du peuple. Tel feinct, dit-il, d'en vouloir à un huguenot, qui n'a d'autre pensée que de piller la maison qu'il estime plus riche, et cherche un méchant prétexte pour commettre un crime capital contre l'autre. » Le prince qui avait appelé à Montauban le fameux carme tout couvert du sang huguenot, pouvait-il tenir un autre langage ?

Toutefois les magistrats n'étaient pas sans quelque inquiétude ; ils désiraient vivement que dès le jeudi 30, le service fût

(1) Outre un grand nombre de blessés, dont plusieurs moururent promptement, les documents catholiques que nous avons consultés portent le nombre des morts à dix-sept, dont dix protestants et sept catholiques :

Protestants tués : 4 dans la vallée de Fécamp, — 1 femme, à la porte Saint-Antoine, — 1 femme, dans le fossé de la Bastille, — 1 femme, dans la maison Testu, — 3 rue du Pot-de-Fer.

Catholiques tués : 3 dans la vallée de Fécamp, — 1 tué par un protestant, en ville, — 1 tué au coin Saint-Paul, par la milice bourgeoise, — 2 tués par le peignier.

Marbault est certainement au-dessous de la réalité en parlant de vingt-six morts.

célébré à Charenton, mais il ne s'y trouva ni pasteur ni auditeurs. Ils craignaient que les puissances protestantes ne prissent occasion de l'interruption du culte pour intervenir en faveur de leurs coreligionnaires, et cette crainte n'était pas dénuée de fondement. Les ministres, en effet, au témoignage de Marbault, avaient « esté fort aises de cesser l'exercice, afin que cela fist esclat partout et esmeut dedans et dehors extraordinairement en Angleterre. » Des mesures furent prises pour parer à ce danger. Dès le vendredi, 1^{er} octobre, Montbazon dépêcha un de ses affidés aux quelques protestants restés à Paris, pour les engager à retourner le dimanche suivant à Saint-Maurice, en les assurant qu'ils ne courraient aucun danger; on répandit même le bruit que déjà des ouvriers travaillaient à relever le temple. Tous n'osèrent pas résister aux sollicitations de la police, et l'on put constater par plusieurs procès-verbaux, qu'une espèce de culte avait été célébré le dimanche 3 octobre. L'une de ces pièces porte que l'assemblée se composait de quarante-huit personnes réunies dans un grenier, près du temple; une autre pièce donne les noms de quarante et un assistants, dont six femmes. On y remarque Jacques Durand (1), avocat au parlement, Paul de Louvigny et deux de ses domestiques, Jacques Chevalier, faisant affaire à la suite du Conseil; Philippin de Mensues, ancien agent d'affaires de M. de la Trémouille; les autres étaient des artisans, un menuisier, un brodeur, un tailleur, un graveur, un mouleur de bois, et rien ne prouve que tous fussent venus de Paris. Nous avons vu que les protestants Arnould, Louvigny, du Pré, habitaient Saint-Maurice; il y en avait bien d'autres; d'abord le propriétaire du grenier où se tint l'assemblée, celui de la maison où se tint le synode de 1623 auquel assistaient cinquante-cinq pasteurs et députés, et les trois quarts des habitants (2); il y en avait aussi dans les villages voisins,

(1) Il était sans doute parent du pasteur de ce nom dont la famille habitait Paris avant de s'établir à Genève.

(2) Ils étaient pour ainsi dire les maîtres de ce pays, et y faisaient chaque jour de nouveaux prosélytes. Nous lisons dans un *Mémoire touchant les moyens dont*

à Noisy-le-Grand par exemple, comme le constate le procès-verbal du 3 octobre. Il se peut donc que de ces quarante et une personnes un très-petit nombre fut venu de Paris, supposition qui s'accorderait avec ce témoignage de Marbault, fort au courant des choses. « On pratiqua ici douze ou treize des nôtres pour les faire aller à Charenton, » et ils furent escortés par toute une armée. Montbazon déploya cette fois un luxe de précautions excessives; il se rendit à Conflans où il resta jusqu'à cinq heures du soir, avec trois compagnies de gendarmes et toutes les forces de la ville; il mit sur pied toutes les milices bourgeoises de Paris et de Charenton. Malgré cette imposante démonstration et bien qu'on eût réussi à obtenir un semblant d'assemblée, la tentative fut vaine et presque ridicule, non-seulement faute d'un pasteur, mais surtout parce que de Mensues, qui dirigea le chant, fit les lectures et les prières, était brouillé avec le Consistoire pour nous ne savons quel motif, et *suspendu de la Cène*. On ignore l'époque précise à laquelle les protestants revenus de leur terreur trop justifiée reprirent le chemin de Charenton; nous savons seulement par une lettre de Marbault qu'à la date du 15 octobre le Consistoire avait vainement « mandé un des pasteurs pour servir à la consolation des malades » et des fidèles de moins en moins nombreux qui restaient à Paris.

L'émigration continua quelque temps encore, grâce à un accident que la malveillance et la haine s'empressèrent d'attribuer aux réformés. Dans la nuit du 23 au 24 octobre, le pont Marchant (1) (construit en 1609 au-dessous du pont au Change, à peu près vis-à-vis de la porte actuelle de la conciergerie du Palais) et le pont au Change, construits en bois et couverts d'échoppes contenant des tableaux rares et autres

*se servent les religieuses hospitalières envoyées depuis peu à Charenton pour empêcher que ceux de la religion réformée ne continuent d'y pervertir les catholiques : « ... Autrefois, toute la paroisse de Charenton-Saint-Maurice estoit catholique; maintenant, il n'y en a plus qu'un quart, ceux de la R. P. R. ayant perverti les trois autres. » (Marty-Laveaux, *Moniteur* du 6 août 1853.)*

(1) Le cadran et le haut de la tour du Palais furent endommagés par l'incendie.

objets précieux, devinrent la proie des flammes par la maladresse d'une servante. En moins de deux heures tout fut consumé sous les yeux d'une multitude innombrable qui criait qu'en « vengeance de ce que leur temple de Charentonneau avait été brûlé, les protestants avaient mis le feu aux ponts. » Il n'en fallait pas davantage pour que le massacre recommençât si le parlement n'y avait mis bon ordre en défendant « sur peine de vie » les attroupements, méfaits et injures « sous prétexte de diversité de religion » et le colportage des faux bruits sur la cause de l'incendie, et en ordonnant aux vagabonds et gens sans aveu de sortir de la ville (26 octobre). Cet arrêt n'empêcha pas les langues d'aller leur train; on disait tout bas que le feu serait mis à Notre-Dame, au Temple, puis à la maison des Jésuites et dans les caves, « ce qui fut cause qu'on boucha tous les soupirails qui respondoient sur les rues. » (*Mercur.*) De soi-disant poètes se mirent à rimer contre l'hérésie, et l'un d'eux osa adresser ses vers *au très-illustre de Bailleul*, lieutenant civil de la prévôté de Paris, qui était chargé de faire exécuter l'arrêt du parlement.

Ainsi les protestants de Paris étaient doublement victimes de l'intolérance de ce temps; après les avoir frappés, on voulait les frapper de nouveau dans la prévision d'une vengeance à laquelle nul d'entre eux ne songeait; ainsi se creusait l'abîme de défiance et de haine entre des concitoyens que, sans un odieux parricide, la main ferme et éclairée d'un grand roi aurait fait vivre en paix, sous le régime tutélaire de l'Edit.

ATH. COQUEREL fils.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

L'ÉGLISE DE SEDAN

EXTRAITS DES REGISTRES DU CONSISTOIRE

(1601-1634)

Nous devons les extraits suivants à une obligeante communication de M. David Bacot, ancien membre du consistoire de Sedan. On y voit se refléter, dans les principaux traits de la vie ecclésiastique, l'esprit d'une génération voisine de la Réforme, avec son zèle ardent, son rigorisme étroit, sa piété qui n'était pas sans intolérance. C'est le type huguenot avec sa rudesse et sa grandeur. Le dernier de ces fragments emprunte un mélancolique intérêt aux circonstances politiques. On touche aux derniers jours de la principauté indépendante de Sedan !

Consistoire tenu le 23 août 1601, présidé par M. Cappel.

(Mise en retraite du ministre Fornelet.)

Aujourd'hui, 23 d'août 1601, Messieurs nos Magistrats prenant occasion des faiblesses et débilitez qui souvent surprennent M. Fornelet (1) preschant en chaire, et craignant que l'Eglise finalement n'en reçoive plus grand intérêt, désirant aussi, selon le dû de leur charge, donner ordre que l'Eglise soit servie par personnages valides et puissants, non-seulement d'esprit mais aussi de corps, pour apporter l'édification requise tant à ceux du lieu qu'aux autres qui surviennent du dehors, se sont présentés pour faire remontrance au Consistoire qu'il est temps d'adviser de donner repos à notre dit sieur et fixer son état, à quoi toute la compagnie prestant l'oreille et pensant sérieusement, a pris murement et religieusement même en la présence de nos dits sieurs magistrats, résolution de desclarer à notre sieur susnommé, que suivant l'article 52 du feuillet 13 de

(1) Né en Normandie, ancien diacre de l'Eglise de Neuchâtel et fondateur de l'Eglise de Châlons-sur-Marne, Pierre Fornelet acheva sa longue carrière à Sedan. — Voir ce nom à la Table générale du *Bulletin*, p. LXXI, ainsi que les détails sur ce digne pasteur contenus t. XII, p. 359 et suivantes.

notre Discipline ecclésiastique, il sera prié de consentir à ce que l'Eglise se pourvoie d'un autre pasteur à sa place, pour faire sa charge et lui succéder, lui réservant l'honneur du ministère, conservant les titre et qualité de pasteur, et aussi son entretiennement entier qui lui sera continué et fourni comme auparavant, en considération de la fidélité et diligence qu'il a montré depuis cinquante-deux ans au ministère et de l'édification qu'il a apporté et donné particulièrement à l'Eglise de Sedan, depuis trente-huit ans en ça, avec promesse d'informer l'Eglise et lui faire agréer et approuver toute ceste sainte procédure, et néanmoins liberté sera laissée à notre dit Pierre Fornelet de prescher quelque fois, mais rarement, quand il se sentira plus fort et robuste, à quoi notre dit sieur a consenti.

Le mardi 21 décembre 1604, en la présence de MM. Tilénus, Gantois, Cappel, Canelle, Coictius, docteurs et pasteurs tant de cette Eglise que de Raucourt et de Nimègue, a été procédé, après proposition faite, à l'examen de la doctrine, de la vie et des mœurs de M. François D'Or, auquel a été imposé les mains, destiné pour être pasteur en l'Eglise de Laon. Laquelle Eglise il a promis servir à son possible sans s'y obliger du tout, ainsi par prêt, attendant qu'elle soit pourvue d'un autre pasteur. Auquel sieur D'Or a été baillée la discipline ecclésiastique pour en faire lecture, pour la signer et faire promesse de la faire observer en l'Eglise où il sera appelé.

Le mardi 4^{me} jour d'août 1605, en la présence de Monseigneur, Madame, Monseigneur le prince Palatin, des honorables comtes de Nassau et d'Isambour, des pasteurs et professeurs de cette Académie et plusieurs autres notables personnages, M. Abraham de la Cloche a fait sa proposition, et après examen de sa doctrine et de ses mœurs, a été procédé à l'imposition des mains, pour servir en l'Eglise de Francheval, en attendant que ceux des Eglises de Beaulieu en la vicomté de Turenne ayent pourvu à son entretiennement auxquelles Eglises il est obligé, sans que celle de Francheval puisse prétendre aucun droit sur lui. — Lequel sieur de la Cloche a signé la discipline ecclésiastique pour s'obliger à la faire observer de tout son pouvoir par les Eglises où il sera appelé.

Le dimanche 17 février 1607, le Consistoire tenu extraordinairement, élit députés au synode national qui doit se tenir à La Rochelle, au premier mars, MM. Cappel et de Bury qui partent le mardi suivant.

Le 3 août 1608, M. D'Or a été reçu ministre de l'Eglise de Sedan, ce qui a été déclaré au peuple au presche du matin par M. Gantois (1).

Le vendredi 13 mai 1611, maître Abraham Rambour ayant fait une proposition, examen fait de sa vie et de ses mœurs, a reçu l'imposition des mains, en présence de M. Gantois, Cappel, D'Or, pasteurs de cet Etat, et le sieur Blondel, pasteur de l'Eglise d'Emécourt, comme de MM. les professeurs de l'Académie de cette ville de Sedan, et s'est obligé de servir à l'Eglise de Francheval qui l'a demandé.

Consistoire du jeudi 14 mai 1615, auquel a présidé M. Gantois.

A esté arrêté qu'il ne sera à l'advenir admis aucun à proposer sans avoir examiné en Consistoire leur doctrine et leurs mœurs, et que celui qui viendra à proposer, sera tenu d'avertir l'ancien de son quartier de se trouver à sa proposition, à laquelle se trouveront aussi les anciens qui seront de semaine, afin d'assister les pasteurs pour examiner leurs propositions, pour faire les preuves requises tant pour la doctrine que pour les mœurs.

Consistoire tenu le jeudi 14 janvier 1616, auquel a présidé M. D'Or.

Jeudi 25 janvier 1618.

Le dit jour a été procédé à l'examen tant de la doctrine que des mœurs de M. Samuel Raulin, en présence de Monseigneur, Madame, Monsieur le prince Palatin, Monsieur le comte de Laval et plusieurs autres, et des docteurs et professeurs de ceste Académie, anciens de cette Eglise, et plusieurs autres notables de cette ville, M. D'Or, pasteur, conduisant l'action; après les examens, a esté imposé les mains au sieur Raulin, désigné pour pasteur en l'Eglise de Givonne.

Sur la proposition faite de la part de la compagnie des propo-

(1) Le ministre D'Or fut destitué le 29 novembre 1619, pour cause d'arminianisme. (Registres du Consistoire.)

sants à ce qu'ils fussent admis en cette compagnie, a esté arrêté d'autant qu'il n'en peut être jamais admis plus de six à la fois, que y ayans déjà deux, il en sera admis quatre autres qui seront choisis de leur compagnie, qui auront témoignage des plus advancés tant en doctrine qu'en bonnes mœurs.

Colloque du vendredi 29 de novembre 1619, extraordinairement assemblé des pasteurs et anciens des souverainetés de Sedan, Raucourt, Francheval et Givonne.

(Censures contre les danses et ballets.)

La prière ayant été faite, M. Cappel élu pour conduire l'action, la Mérodière pour scribe.

Ayant été représenté les grands scandales qu'apportent en l'Eglise les danses auxquelles depuis quelque temps on s'abandonne en cet Estat, a été résolu pour y remédier et détourner les malédictions que telles lascivités pourraient attirer sur nous, que tous ballets, danses nocturnes et danses mêlées soit aux violons et autres instruments, soit aux chansons sales et vilaines, seront de nouveau, comme elles sont d'ancienneté prohibées, et qu'à ceste fin les pasteurs de ces souverainetés prendront texte à ce sujet et ce à commencer de dimanche prochain, afin que chacun approuve et soit résolu à s'abstenir de danses, et que ceux qui après se trouveront atteints et convaincus de telles fautes, seront repris et censurés au Consistoire, et en cas de désobéissance et récidive, suspendus de la Cène ou retranchés publiquement, selon la prudence du dit Consistoire, pour n'estre après reçus à la paix de l'Eglise qu'en faisant recognoissance publique; et afin que nul n'en prétende cause d'ignorance, l'article de la discipline et le présent arrêté seront lus après l'exhortation faite à ce sujet, pour désormais être observés de point en point selon leur forme et teneur.

Ce que dessus a été remonstré et leu en l'Eglise par M. Rambour faisant la prédication le dimanche 1^{er} décembre 1619. Et qu'ensuite Monseigneur est très-humblement supplié d'interposer son autorité et commandement à ce que les délinquans soient punis, pour que les amandes pécuniaires qui s'adjugeront à ce sujet soient attribuées pour le tout aux pauvres des Eglises où se commettront les délits.

Ayant esté aussi proposé en cette compagnie le fait des duels

et appellations au combat, il a esté pareillement résolu que l'article du synode sera de nouveau confirmé et ce dimanche prochain en l'assemblée après l'action ; ce qui a esté faict par M. Rambour.

Séance du samedi 26 décembre 1620.

(Réception du marquis de Brandebourg dans l'Eglise réformée.)

La compagnie ayant eu advis de la résolution de M. le marquis de Brandebourg, de vouloir embrasser notre religion, se voulant soumettre à l'examen d'icelle, demandant y estre reçu, pour ce faire la dite compagnie a député M. Rambour, pasteur à Desmerlier, ancien du quartier, de ce seigneur, pour aller trouver le dit seigneur en sa maison et procéder suivant son désir.

Depuis que très-haut et très-puissant prince Joachim Sigismond, marquis de Branderburg, duc de Prusse, Juliers, Clèves-Berg, comte de la Marck et Ravensberg, de Ravenstein, etc., a pris sa demeure en ceste ville de Sedan, il a pleu à Dieu de lui mettre au cœur de fréquenter nos saintes assemblées, et par un soin assidu et estude très-suivie de s'informer de notre créance, laquelle après bonne cognoissance, il a reconnu conforme à la Parole de Dieu, et après ses ardentes prières et meures délibérations, a résolu d'en faire profession ouverte aussi bien que confession de bouche. C'est pourquoi samedi 26 décembre 1620, en présence du pasteur et ancien député de ceste compagnie et autres assistants, il a fait confession franche et libre de sa foy, après l'invocation du nom de Dieu, et s'est soumis à un sérieux examen, afin de témoigner qu'il sentait et sçavait bien que sa dite confession estait conforme à la vérité divine, ce qui a esté principalement institué sur les points débattus entre nous et ceux qu'on nomme luthériens, notamment touchant la proposition de ces mots, *ceci est mon corps*, la vraye manducation du corps du Seigneur et sa présence au saint sacrement : et de plus touchant la personne de Jésus-Christ et les propriétés de ses natures, comme aussi touchant la prédestination et l'étendue du mérite de la mort et passion du Sauveur.

Sur tous et un chacun de quels points son Altesse a fait preuve qu'elle estait solidement instruite, et qu'elle reconnoissait bien l'abus où elle avait demeuré pour demeurer dorénavant en la vérité, et l'embrasser par une ouverte profession de foy.

Ensuite de quoy estant enquis par les députés de ceste compagnie s'il ne renonçait pas à tous abus, et particulièrement à ceux des luthériens, qu'en vérité et sincérité il embrassait la confession de foy de nos Eglises comme conforme à la vérité de Dieu manifestée en sa Parole, protestant, avec la grâce de Dieu, de vivre et de mourir en la profession d'icelle. Sur quoy après prières faites au Seigneur il a esté reconnu vray membre de Jésus-Christ, nostre Sauveur, et admis à la participation de la sainte Cène, le dimanche 3 janvier 1621, au milieu de l'Eglise qu'il a pleu à Dieu recueillir en ce lieu.

Consistoire tenu le 7^e jour de septembre 1634, auquel a présidé

M. Pierre Dumoulin.

(Mariage mixte du prince blâmé par les ministres.)

Monseigneur Frédéric-Maurice, notre prince souverain, ayant appelé les pasteurs et anciens de notre Eglise, toute la compagnie le fut trouver en corps, à laquelle il déclara le marrissement qu'il avait en son cœur de s'être marié en la religion romaine, et la sérieuse repentance qu'il avait de son péché, promettant de se comporter désormais de sorte que sa vie serait un bon exemple et en édification à l'Eglise de Dieu, à l'avancement et affermisement de laquelle il a promis et protesté devant Dieu et la compagnie de travailler de tout son pouvoir et donner bon ordre, tant qu'il lui sera possible, à ce que ce mariage ne porte aucun préjudice ni diminution à l'Eglise que Dieu a recueillie en son Etat, non-seulement durant sa vie, mais aussi après son décès; s'est recommandé aux prières des pasteurs et anciens, et qu'il plaise à Dieu lui pardonner son péché.

Sur cela, la prière s'étant faite, la compagnie lui a déclaré que de la protestation qu'il faisait de sa repentance, et de la promesse d'avoir en singulière recommandation l'Eglise que Dieu lui a com-mise, acte en serait dressé au livre du Consistoire pour servir d'assurance et de consolation à l'Eglise attristée et de mémoire à la postérité; à quoi il a consenti volontairement (1).

Signé : DU MOULIN.

(1) Cette pièce prouve que Frédéric-Maurice n'avait pas, en se mariant avec Eléonore de Berghes, l'intention d'abjurer; mais, d'un caractère faible, entièrement dominé par sa femme, il s'est laissé entraîner, convaincre peut-être : car il

DEUX LETTRES DE M. DE MONTAUSIER

A M. GUENON

ÉCHEVIN DE SAINTES

La Rochelle, 30 octobre 1868.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, pour le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme français*, deux lettres d'un célèbre protestant infidèle à sa foi, de l'homme qui servit de type au *Misanthrope*, de Charles de Sainte-Maure, duc de Montausier, le constant amant de Julie d'Angennes.

Ces deux lettres, inédites et originales, sont extraites des archives de famille des descendants de Jacques Guenon, échevin de la ville de Saintes et zélé réformé, ainsi qu'il résulte du certificat ci-annexé (1). Montausier lui portait un véritable attachement, et il lui avait donné son portrait. Le digne échevin demeura inébranlable dans sa foi. Ce n'est pas ici le lieu de tracer sa biographie; mais indépendamment de l'intérêt qu'éveille le nom de Montausier, il appartient à l'impartialité de la rédaction du *Bulletin*, après avoir publié des documents relatifs à l'abjuration de quelques membres de la famille Guenon (Guenon de Beaubuisson), d'insérer aussi les témoignages qui attestent que la branche principale de cette famille (Guenon des Mesnards) est, jusqu'à nos jours, demeurée fidèle aux principes évangéliques.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

L. DE RICHEMOND, archiviste.

A Monsieur Monsieur Guenon, à Saintes.

A Versailles, le 4 juin 1686.

Je ne dois point estre content d'apprendre tout ce qui me revient de vous, puisque vous ne donnez aucune marque de bon catho-

soumettait souvent au pasteur Des Marets des objections, des doutes sur quelque point de doctrine.

Enfin, deux ans après la cérémonie dont nous donnons le procès-verbal, il se déclara catholique. C'est ce prince qui, uni avec le comte de Soissons, fut vainqueur des troupes du roi de France à la bataille de la Marfée.

Depuis, compromis dans la conspiration de Cinq-Mars, pour éviter le sort de ses complices, il fut obligé de livrer sa principauté de Sedan à Louis XIII, et de renoncer solennellement à tous ses droits pour lui et ses descendants.

Ce fut en 1642 que Sedan perdit son indépendance et que le maréchal de Fabert en prit possession au nom du roi de France.

(1) Jacques Guenon, écuyer, sieur de la Tour, était fils d'Etienne Guenon, conseiller, secrétaire du roi, maison et couronne de France. Il avait deux frères : Jacques G., sieur de Fonbernard, et Pierre G., sieur de Beaubuisson.

lique, que vous n'allez point à la messe, et que vous n'avez point encore fait vos Pasques. On dit même que vous méditez votre retraite et que vous prenez des mesures pour cela. Vous pouvez bien croire que toutes ces choses me fâchent, à cause de l'amitié que j'ai pour vous, et que je prévois votre perte de toutes manières, si vous ne changez de conduite et si vous demeurez davantage à vous déclarer de notre religion.

Jetez les yeux sur tant d'habiles gens qui se sont convertis avant la révocation de l'Edit de Nantes (1), et sur l'état déplorable de ceux qui sont demeurés opiniâtres après la publication du dernier édit. Je ne veux pas vous en dire davantage, parce que vous croyez d'un trop bon sens et honnête homme pour ne pas faire réflexion sur ce que vous dis.

(Signé :) MONTAUSIER.

(Scellé aux armes du duc : d'argent à une fasce de gueules, l'écu accompagné du collier des ordres.)

A Monsieur Monsieur Guenon, échevin de la ville de Saintes.

A Versailles, le 22 août 1689.

Depuis vous avoir écrit, je vous dirai qu'il ne faut point que vous vous mettiez en peine encore d'exécuter l'ordonnance du roy, qui vous donne tant d'inquiétude, parce que vous aurez du tems pour mettre à loisir ordre à vos affaires, car j'ay parlé la-dessus, et vous devez faire fond sur ce que je vous dis; mais afin que vous ayez l'esprit plus en repos, il faut que vous preniez des précautions à faire tout ce qui dépendra de vous pour faire revenir votre fils en France, où il trouvera plus de douceur et de satisfaction que dans les pays étrangers, puisqu'il y vivra en repos, pourveu qu'il ne fasse point d'assemblée ny exercice public de la religion contre les intentions du roy. Asseurez-vous, Monsieur, sur ce que je vous écris, et que je ne voudrois pas vous tromper, ayant pour vous autant d'affection et de bonne volonté que j'en ay.

(Signé :) MONTAUSIER.

Je vous réitère que vous devez travailler à persuader fortement à votre fils de revenir, car après vous avoir fait donner assez de tems pour cela, il y auroit à craindre que mon crédit ne manquât; mais ne songez point à quitter que je vous en donne avis.

(1) Aveu naïf dans la bouche de l'austère Montausier! Il était de ces habiles!

(Ce qui suit, sur pièce au timbre du Consistoire.)

Nous, sousignés, anciens du consistoire de Saintes, certifions, en l'absence de Messieurs Mesnard et Orillard, nos ministres, retenus dans les prisons de la Réolle, que le sieur Jacques Guenon, party de cette ville il y a environ quatre mois, pour aller demeurer à Tours, chez Monsieur Thaourdin, marchand, est né de père et mère qui font profession de nostre communion, et qui sont avecq toute leur famille en édification parmi nous; que luy meme a toujours été nourry et eslevé par eux d'une manière édifiante, participant, dans les occasions, aux bénéfices de la sainte Cène. Ainsi nous ne savons rien, jusqu'à son départ, qui puisse empescher qu'il ne soit reçu par nos frères, parmi lesquels il se pourra rencontrer et auxquels Dieu a conservé la liberté de s'assanbler, à tous les bénéfices de nostre sainte communion.

A Saintes, ce 3 jeullet 1684 (?)

(Signé :) ARDEAU, ancien; P. MOREAU, ancien;

BRUNG, ancien.

CORRESPONDANCE

BERNARD PALISSY

RÉPONSE DE M. ATH. COQUEREL FILS A M. L. AUDIAT.

Monsieur,

Toute lettre, dit-on, vaut une réponse. J'avoue cependant que j'ai hésité à répondre à la vôtre, quoique d'une longueur démesurée, hors de proportion avec l'importance du débat. Elle est injurieuse, et bien que vous preniez la peine, peut-être inutile, de reconnaître, à plus d'une reprise, ma bonne foi, vous semblez par moments, à cet égard, vous contredire et vous oublier.

Cependant, puisque ma critique a douloureusement froissé en vous l'auteur et le lauréat; puisque, en outre, il s'agit entre nous d'une question historique intéressante, je vous réponds; mais fort occupé de choses plus urgentes, je n'ai pu lire qu'hier la deuxième partie de votre volumineuse réplique, et je prends la plume au pre-

nier moment où je le puis. Mon grief contre votre lettre, comme à l'égard de votre livre, c'est que vous n'êtes pas sérieux.

L'êtes-vous quand vous me reprochez ce que vous avouez être des fautes d'impression, *Fontaine* pour *Fontanier*, ou *Précépte* pour *Recepte*, dans le titre d'un livre de Palissy? L'êtes-vous quand vous me raillez pour avoir appelé vénérable un évêque qui n'est pas vieux? Je pense qu'un prélat est toujours supposé vénérable; d'ailleurs j'ai pour moi, contre vous, l'infailible autorité du pape qui, lorsqu'il écrit à votre évêque, comme à tout autre, l'appelle officiellement son *vénérable frère*. J'ai voulu être aussi poli que le serait Pie IX; est-ce à vous de m'en blâmer? Il faut toujours l'être, Monsieur, et particulièrement envers ceux dont on ne partage pas les opinions.

Vous n'êtes ni poli ni sérieux quand vous vous permettez d'insinuer que j'ai, à dessein, estropié un nom, dans une intention perfide que vous seriez, assurément, fort embarrassé d'expliquer. Vous remarquez que, dans mon article sur votre livre, « Launoy est écrit Launay, ce qui (dites vous) permet de confondre le célèbre *dénicheur de saints* avec le fameux persécuteur de Palissy; » vous me reprochez ensuite d'en faire un abbé, tandis que jamais il n'accepta un bénéfice, etc. Plus loin, cette même faute m'est encore rappelée; vous y tenez. Cependant, Monsieur, c'est là une de ces accusations qu'entre hommes bien élevés on ne s'adresse pas. Et de plus, sauf un seul point fort insignifiant, tout est faux dans ces deux lignes. D'abord, je n'ai estropié aucun nom. De leur vivant, ces deux personnages si différents ont été très-souvent appelés de la même manière. Vous appelez Launoy l'un, et l'autre Launay; je les ai nommés tous deux Launay; Moréri les appelle Launoy l'un et l'autre. Il faut n'avoir jamais étudié l'histoire dans les documents pour ignorer que l'orthographe de semblables noms a très-souvent varié, même sous la plume des personnes qui les portaient. D'ailleurs, Monsieur, je n'ai pas fait un seul instant la confusion de personnes que vous imaginez gratuitement. J'ai parlé, en passant, de l'un, « le *dénicheur de saints*, » à la page 436, en le désignant comme l'abbé de Launay, et de l'autre, page 440, en le nommant Matthieu de Launay. Ce sont, en effet, deux hommes entièrement dissemblables : le premier fut justement estimé pour sa science, sa droiture et son désintéressement; le second est jugé par un autre prêtre, Moréri, en ces termes : « Comme sa conduite au temps de la Ligue fait voir que c'était un scélérat, il ne faut pas ajouter foi aux contes qu'il a publiés contre ceux de la religion réformée. » Lisez donc Moréri, Monsieur; on le trouve partout, et il a beaucoup à vous apprendre. Quel intérêt aurais-je pu avoir, selon vous, à confondre le *scélérat* qui persécuta Palissy avec un prêtre et un docteur de Sorbonne, beaucoup plus éclairé que la plupart de ses

collègues, qui mérita le respect de tous et, d'ailleurs, vécut à une autre époque?

La seule chose dont vous puissiez ici m'accuser avec quelque ombre de raison, c'est d'avoir appelé le savant, dont le prénom (Jean) m'échappait, abbé, tandis qu'il n'était que prêtre et docteur en théologie. Mais c'est depuis longtemps un usage accepté par le clergé catholique d'appeler abbé quiconque est prêtre; et si j'ai eu tort de parler un langage trop moderne à propos d'un homme du XVII^e siècle que je rappelais en passant, il faudrait être un écrivain absolument irréprochable pour avoir le droit de perdre son temps à me le reprocher. Vous n'êtes pas, Monsieur, cet écrivain-là.

Mais de quel droit osez-vous écrire que j'ai *falsifié un texte*? Qu'est-ce qu'une falsification faite de bonne foi? Décidément, vous n'êtes pas sérieux. L'êtes-vous davantage quand vous descendez, pour justifier votre livre, à la plus banale des mauvaises excuses, en accusant Florimond de Rémond, Gobet, ou tout autre, d'avoir dit avant vous ce que je vous blâme d'avoir répété? Je suis l'aumônier d'un collège; vous êtes, Monsieur, si je ne me trompe, professeur dans un autre, et nous savons tous deux ce que vaut cette réponse de nos écoliers quand nous les réprimandons pour un propos inconvenant: Ce n'est pas moi qui ai commencé, c'est Rémond ou c'est Gobet. — Qui vous obligeait, Monsieur, à extraire de leurs livres les paroles malveillantes et inexactes que vous avez réimprimées dans le vôtre sous votre signature? Vous est-il très-avantageux de prouver que vous n'êtes pas l'inventeur, mais le copiste d'une injure? Notez que je *falsifie* si je vous attribue une opinion adoptée par vous et insérée dans votre livre, tandis que vous vous trouvez fort excusable d'avoir fait exactement la même chose à l'égard de Bèze citant Calvin. Il faudrait pourtant n'avoir qu'un poids et une mesure.

Ce n'est pas votre seule équivoque. Vous prétendez n'avoir pas traité Palissy d'insolent, au pied de sa statue, parce que, selon vous, son héroïque et belle réponse à Henri III, que vous avez qualifiée d'insolente en cette occasion, n'a jamais été dite; mais, s'il l'a dite, en effet, comme l'affirment Sully, d'Aubigné, et tant d'autres, et comme le croit à peu près tout le monde, excepté vous, n'avez-vous pas manqué, en cette circonstance, à toute convenance aussi bien qu'à la vérité historique?

Êtes-vous sérieux dans vos réclamations quand vous m'accusez de citations tronquées, parce que je n'ai pas rapporté tout entières les trop nombreuses pages de votre livre, où percent la prévention et le mauvais vouloir contre les protestants? Il fallait abrégé. Vous faites grand bruit de l'omission, dans une citation, des trois mots de *leur côté*, mots dont l'insignifiance, dans la phrase citée, est extrême, et qui n'influent absolument en rien sur la signification de

ce que je blâmais à bon droit. Il faut être bien à court de griefs réels pour s'en forger d'aussi imperceptibles.

Etes-vous sérieux quand vous me proposez d'habiller en ministre une statue de Palissy, de la mettre dans un temple et d'invoquer saint Palissy, patron des réformés, ou d'en ériger une autre à *François I^{er}, protecteur des lettres et catholique*, sans vouloir, je le pense du moins, faire de lui un patron des catholiques, de sa vie un exemple, et de sa mort un édifiant martyr? Croyez-vous avoir trouvé une réplique bien mortifiante pour moi en réclamant, pour votre Eglise, ce roi trop vanté, aussi corrompu que spirituel, aussi étourdi que brave, aussi maladroit qu'ambitieux, cruel par calcul, qui, un jour, avant d'aller banqueter à l'hôtel de ville, regarda brûler vifs, sur six places publiques différentes, cinq hommes et une femme, condamnés pour cause de protestantisme, et cela afin de plaire à Clément VII, d'obtenir sa nièce Catherine de Médicis pour reine future à la France, et de se ménager des chances favorables à la conquête impossible du Milanais? Réclamez-le, Monsieur, et malgré la fondation du collège de France, on vous laissera sans jalousie l'appeler catholique par excellence. Mais qu'est-ce que cela prouvera?

Venons à vos griefs contre Calvin. — Vous semblez, Monsieur, ne rien comprendre aux difficultés et aux devoirs d'une époque de transition. Calvin selon vous était déjà calviniste lorsqu'il prêchait encore comme prêtre catholique. Mais que pouvaient signifier alors ces noms, encore à naître, de calviniste et de réformé? Calvin essaya comme Luther de réformer l'Eglise romaine sans la quitter; ce fut elle qui rejeta ces grands hommes hors de son sein, et les obligea d'élever temple contre temple et chaire contre chaire. Entre Briçonnet, évêque de Meaux, qui resta ou redevint catholique (sincèrement, je n'en doute pas) et le cardinal de Châtillon qui de plus en plus devint huguenot, il y eut un moment où les opinions et les situations étaient identiques; elles s'accusèrent et se désinèrent plus tard.

Oubliez-vous d'ailleurs que la plupart des apôtres, saint Jacques, premier évêque de Jérusalem, et ses quinze successeurs immédiats, que dis-je? le Sauveur lui-même, ont observé jusqu'à la fin les usages pieux des juifs, non comme absolument parfaits, mais comme devant être spiritualisés et complétés et non tout entiers abolis?

Quant à la timidité avouée par Calvin, rappelez-vous qu'il se jugeait avec une sévérité héroïque, et il avait pour lui-même de terribles exigences. Il ne faut pas toujours prendre au mot ces géants de l'histoire et de la conscience quand ils regrettent de n'être pas plus grands et plus forts, précisément parce qu'ils le sont déjà beaucoup; leur idéal dépasse de beaucoup la commune mesure. Socrate disait : Je ne sais qu'une chose, c'est que je ne sais rien; con-

cluez de là, si vous pouvez, que Socrate était le plus ignorant des hommes.

D'ailleurs, Monsieur, il avait parfaitement prévu lui-même l'abus que les écrivains de votre école feraient de ses dernières paroles. Après avoir dit, dans un sentiment chrétien d'humilité, strictement conforme d'ailleurs à sa doctrine : *J'ay eu beaucoup d'infirmités, lesquelles il a fallu qu'ayez supportées, et mesmes tout ce que j'ai fait n'a rien vallu*; il ajouta aussitôt : *Les meschants prendront bien ce mot* (1). Je suis fâché de la dure épithète; mais Calvin, qui ne se ménageait pas lui-même, traitait rudement ses adversaires.

Vous me croyez à tort, disposé à tout admirer chez Calvin et tous les pères de la Réforme, vous vous trompez; j'ai écrit sur Calvin des pages plus sévères que les vôtres, mais tout autrement motivées. J'admire la grandeur de cette puissante nature, mais je suis loin d'aimer ni son caractère ni sa dogmatique, ou d'excuser ses fautes réelles, qui furent l'effet à jamais regrettable d'un reste de catholicisme profondément enraciné dans son âme. Il eut le tort énorme de faire subir à un grand martyr, Servet, la peine capitale, prononcée contre lui à Vienne, en Dauphiné, par l'Eglise catholique; tache sanglante et ineffaçable de sa mémoire.

Vous triomphez parce qu'il a dit en mourant qu'à son arrivée dans Genève *un grand désordre y régnait, comme si le christianisme ne consistait qu'à renverser les images; et qu'il s'y trouvait beaucoup de méchants, desquels il avait souffert de grandes indignités*. Ces paroles, séparées de ce qui les entoure, sont mises par vous dans un jour qui manque de toute justice et de toute impartialité. S'il en valait la peine, je vous rendrais la pareille avec usure, en vous citant maint et maint jugement des papes, des conciles, des évêques, des docteurs et même de saints canonisés, sur l'Eglise catholique avant la Réforme. Je ne vous ferai entendre qu'un seul témoin, un historien très-hostile à la Réforme, cardinal et de plus, jésuite. Dans son XXXVIII^e sermon (*Op.*, t. VI), Bellarmin a dit et écrit : « Quelque temps avant les hérésies de Luther et de Calvin il n'y avait plus, selon le témoignage des auteurs contemporains, ni justice dans les tribunaux ecclésiastiques, ni discipline dans les mœurs du clergé, ni connaissance des choses sacrées, ni respect des choses divines; IL NE RESTAIT PRESQUE PLUS DE RELIGION. »

L'Eglise catholique, plus encore que Genève, avait donc besoin de Calvin; elle doit à la Réforme et à l'opposition constante des protestants beaucoup plus de reconnaissance qu'elle n'en éprouve pour eux.

Il s'est formé contre nous et nos pères une école catholique et officielle de dénigrement, pour ne pas dire de calomnie. J'ai vu un

(1) Voir l'Appendice aux *Lettres françaises* publiées par M. J. Bonnet, t. II, p. 576.

professeur de collège à Paris tracassé et menacé dans sa carrière pour avoir mal parlé de la Saint-Barthélemy. Je sais combien peu l'enseignement de l'histoire est libre en France, même aujourd'hui. Aussi toutes les fois qu'une critique cléricale, prétendue historique, attaquera les pures gloires de notre grande et glorieuse Réforme ou de l'Eglise réformée de France, éprouvée par trois siècles de souffrances cruelles, il faut qu'un protestant prenne la parole pour rétablir la vérité des faits. J'ai voulu être à votre égard, ce protestant.

Encore un mot. Votre article, Monsieur, contient des personnalités que rien n'excuse. Après quelques railleries contre les gens qui *ne valent que par la persécution*, et qui *recherchent avec empressement une petite torture*, viennent ces paroles étranges à mon adresse : *Vous savez comme cela pose ! avec quel orgueil joyeux on agite sa palme et on se drape dans sa robe !*

Si vous connaissiez moins mal les faits dont vous parlez si légèrement, ces railleries, Monsieur, seraient d'un mauvais cœur. Ce n'est pas à vous, ni dans ces pages, que j'ai à rendre compte des douleurs profondes d'un ministre de Jésus-Christ, frappé depuis cinq ans dans son ministère, ni surtout du deuil que laisse un pasteur aussi éminent et un père aussi vénéré que le mien. A défaut du tact ordinaire aux gens du monde, un peu de cœur aurait pu vous avertir que vous vous aventuriez publiquement dans un journal, et un journal protestant, sur un terrain qui n'est pas le vôtre.

Ce mot sera le dernier. J'ai voulu, Monsieur, vous répondre cette fois ; je n'y reviendrai plus, qu'il vous convienne ou non de prolonger seul le débat.

ATH. COQUEREL fils.

14 janvier 1869.

UNE LETTRE DE HENRI DE NAVARRE

A M. le Président de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME
FRANÇAIS.

Monsieur le Président,

J'ai eu l'occasion de voir, l'été dernier, à Genève, grâce à l'obligeance d'un ami, une lettre originale et autographe de Henri de Navarre. Je n'ai pas eu de peine à constater, à première vue, qu'elle était authentique et écrite en entier et signée de sa main. Quand on a lu deux mots de l'écriture de ce prince, il est impossible de s'y tromper, car elle est une des plus belles et des plus reconnaissables du XVI^e siècle. Et il serait à souhaiter que tous les personnages de cette époque eussent eu le

privilège d'écrire aussi lisiblement : il y aurait peut-être moins de méprises et, en tout cas, moins d'énigmes historiques à déchiffrer. J'ai demandé la permission de copier la missive : je pensais au *Bulletin*; je voulais lui en donner la primeur. Cette permission m'a été gracieusement accordée. Et je puis ainsi transcrire ce document, qui ne manque pas d'importance, et qui me paraît se rapporter à l'un des événements les plus heureux de ce règne. Voici la lettre :

[A Mons^r de Saint-Genyes.]

Mons^r de Saint-Genyes, le vicomte de Macaye m'ayant demandé congé pour aller chez luy, je l'ay bien voulu charger de ce petit mot, pour vous dire comme je suis arrivé en ce lieu et vous prier me mander de vos nouvelles. Je vous enverray demain un homme exprès pour en sçavoir. Cependant, je vous prie me faire tenir prests quatre canons avec tout leur equipage, et dans quatre ou cinq jours je vous voyray et vous diray le subject auquel je les veulx employer. Je ne vous feray donc ceste-cy plus longue que pour vous assurer d'estre à jamais

Vostre trez affectionné amy,

HENRY.

Escripte à Pau, le 7^e novembre.

Il s'agissait de savoir en quelle année cette lettre avait été écrite et à quelle occasion, et aussi quels étaient ces personnages de Saint-Genies et de Macaye, dont il est question. J'ai pensé que l'ouvrage si complet et si exact de MM. Haag me mettrait sur la voie, et je n'ai pas été déçu dans mon attente.

Et d'abord, j'ai vu que ce Saint-Genies était Armand de Gontaut, baron de Badefol, seigneur de Saint-Geniès, qui était lieutenant général dans le Béarn, en 1583, et gouverneur de la Navarre l'année suivante; il vivait encore en 1591. Son fils aîné Hélie, épousa la sœur de Sully, Jacqueline de Béthune.

J'ai vu ensuite que ce vicomte de Macaye, Jean de Belsunce (Jean IV), appartenait à l'une des plus illustres familles du royaume de Navarre; il montra en toute occasion un entier dévouement aux intérêts de Jeanne d'Albret et à ceux de son fils, auprès duquel il remplit les fonctions d'écuyer et de chambellan.

En 1584, il y eut des relations de mariage entre les familles de ces deux gentilhommes : la fille de Saint-Geniès, Rachel, épousa le fils de Jean de Belsunce, qui portait aussi le nom de Jean (Jean V), et dont le

fils est devenu la tige de la branche de Macaye. Ce vicomte, dont il est question dans notre lettre, est le trisaïeul du célèbre évêque de Marseille, Henri-François-Xavier de Belsunce, qui, pendant la peste qui désola Marseille en 1720 et 1721, se signala par son zèle à secourir les malades et par son courage héroïque.

J'ai vu enfin que la lettre ne pouvait avoir été écrite qu'en 1583, au moment où le Béarnais méditait de prendre la ville de Mont-de-Marsan. Cette ville fut prise, en effet, quelques jours après l'envoi de cette lettre, le 21 novembre. Les « quatre canons, avec tout leur équipage, » devaient être « employés à ce sujet, » si la violence était nécessaire.

Le vicomté de Marsan, dont Mont-de-Marsan était la ville principale, ne faisait point partie des biens que Henri avait en souveraineté, mais il le tenait « sous l'hommage du roy de France; il n'en devoit au roy que le simple baise-main et y avoit tout droit de régale, » comme le dit Du Plessis-Mornay dans ses *Mémoires* (1). Le maréchal de Matignon ne se pressait pas d'ouvrir au roi de Navarre les portes de cette ville de Mont-de-Marsan, qui était pourtant sienne; le roi se décida donc à y entrer « par la fenêtre, » selon la spirituelle expression de Du Plessis-Mornay dans une lettre qu'il adressa, de Mont-de-Marsan, à M. de Salettes, le surlendemain de la prise de la ville (23 novembre), et dont il vaut la peine de reproduire les principaux passages :

« Depuis vostre parlement, l'insolence extrême de ceulx de Mont-de-Marsan, et les longueurs sans fin de M. le maréchal de Matignon, ont réduit le roy de Navarre à y rentrer de soi mesme. Ce qu'il a faict, grâces à Dieu, si heureusement que, lundi 21 novembre, ses gardes s'y logèrent sans excès, pillage ni sang, et tost après feurent suivies de lui. Deux hommes pour tout, courans à l'allarme, y ont esté tués, que la voix de tous les gens de bien de la ville adjugeoit de long temps à fin plus misérable. Nous avons escrit partout, afin que ceste reprise de possession, que chacung feroit chez soi, ne soit interpretée en conséquence du général. Et particulièrement le roy de Navarre en escrit amplement à Leurs Majestés, lesquelles, à mon advis, veu leurs ordonnances tant de fois réitérées, ne le trouveront pas plus estrange que quand ung de leur suite entre par la fenestre en une maison qui lui est marquée par fourrier ou donnée par le mareschal des logis, si on lui en veut fermer la porte... »

Les canons, on le voit, ne furent pas employés. Mais ce hardi coup de main eut les plus heureuses conséquences : il prouva que le prince

(1) Tome II, p. 245. Paris, 1824. *Estat du roy de Navarre et de son parti en France, envoyé au sieur de Valsingham, en mai 1583.*

savait s'occuper d'autres choses que de galanteries, et qu'il ne manquait pas de décision au besoin.

Des lettres explicatives furent expédiées de tous côtés, et, dans le nombre, j'ai noté celle que Du Plessis envoya, le 25 novembre, à M. de Montaigne, qui était alors maire de Bordeaux. Le vicomté de Marsan ressortissait du parlement de Bordeaux, et il était bon d'expliquer au principal citoyen de cette ville, qui, du reste, était en même temps membre du parlement, cette entrée un peu brusque du roi dans sa ville. Le célèbre sceptique avait publié, depuis trois ans (en 1580), les deux premières parties de ses *Essais*, et la lettre que lui écrit Du Plessis fait voir que celui-ci connaissait son homme, « ni remuant, ni remué pour peu de chose. » Il fait appel à « la poincte de son esprit » et lui demande de rendre « témoignage, si besoin est, envers ceux qui jugent mal de la chose, faute de la voir plutôt par les yeux d'autrui que par les leurs. » Et il termine en disant : « Que voulez-vous plus ? M. de Castelnau l'a fait, c'est vostre ami, qui plus est, non suspect pour la religion, mais emeu de la seule équité de nostre cause : *Si quid peccatum dicunt in forma, compensetur velim in materia.* »

Le 18 décembre, nouvelle lettre à Montaigne, dans laquelle il est dit : « Nous appercevons, par les lettres que M. de Bellièvre escrit au roy de Navarre, que le roy a esté mal informé de ce qui s'est passé. » Henri III, en effet, se montra assez irrité de ce que ses courtisans appelaient presque un acte de rébellion.

Mais une dernière lettre de Du Plessis au même correspondant, datée du dernier jour de l'an 1583, mit fin, croyons-nous, à cet incident. Il avertissait Montaigne, ou plutôt, sous son couvert, les gens difficiles de Bordeaux et d'ailleurs, qu'ils ne remuassent plus cette affaire s'ils ne voulaient pas que mal leur en prit. « Le prince, est-il dit, n'est pas né pour céder à ung désespoir et quitter a tous jours son manteau au vent du midi plus tost qu'au septentrion. Vous sçavez l'histoire de Plutarque. »

On se le tint pour dit. Et quand plus tard (en 1587) le parlement de Bordeaux voulut procéder contre le vicomte de Macaye, qui avait repris Mauléon à peu près comme Henri avait repris Mont-de-Marsan, le roi de Navarre, devenu Henri IV, évoqua l'affaire à son conseil, par lettres datées de Nantes, 6 juillet 1591, et déclara que le vicomte n'avait agi que par ses ordres.

J'en étais là de mes recherches lorsque l'idée me vint d'aller consulter, à notre Bibliothèque publique, les *lettres missives* de Henri IV, publiées par M. Berger de Xivrey : j'espérais y trouver, par des lettres de cette époque, la confirmation de mes conjectures. Mais, à mon grand

étonnement, j'ai trouvé ma lettre de *Pau*, le 7^e novembre : je la croyais inédite. J'ai eu du moins la satisfaction de voir que je ne m'étais pas trompé en mettant la lettre en 1583 : c'est la date donnée par le savant éditeur. J'ai été, en outre, confirmé dans mon idée que la lettre vue par moi à Genève est bien décidément originale et autographe, car M. Berger de Xivrey a mis en note qu'il n'a eu sous les yeux qu'une copie tirée des archives de famille de M. le baron de Flotte, de Marseille. Toutefois, quoique la lettre ait déjà paru dans ce recueil, je n'hésite pas à vous la communiquer, avec les réflexions qu'elle suggère, et je vous prie de recevoir l'assurance de mon entier dévouement.

CHARLES DARDIER.

MONUMENTS HISTORIQUES DE L'ALSACE

A Monsieur Jules Bonnet, secrétaire de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

Sultzern (Haut-Rhin), 17 novembre 1868.

Monsieur,

Il vient de paraître, dans le *Courrier du Bas-Rhin*, un appel émané du comité de la Société de la Conservation des Monuments historiques en Alsace. Le comité voudrait réunir un nombre de 250 souscripteurs, payant 20 francs par an, à l'effet de pouvoir publier une série d'ouvrages historiques, inédits jusqu'ici et très-importants pour l'histoire de l'Alsace. Chaque souscripteur recevrait annuellement deux volumes. La Société a l'intention de publier successivement les *Collectanées* du célèbre ingénieur strasbourgeois *Daniel Specklin*, la *Chronique de Wenker*, la *Chronique d'Osée Schadacus*, la *Petite Chronique de Colmar*, la *Chronique de Leuk*, contenant l'histoire complète de la principauté des comtes de Ribeaupierre, etc.

Ce projet, s'il réussit, c'est-à-dire, si l'on parvient à réunir 250 souscripteurs, réaliserait un vœu depuis longtemps nourri par les amis de l'histoire d'Alsace, celui de rendre accessible au public lettré de véritables trésors archéologiques enfouis jusqu'à présent dans les bibliothèques publiques, où ils ne sont exploités que par quelques rares érudits. Cette publication aurait non-seulement un intérêt archéologique, mais elle jetterait un jour nouveau sur l'histoire de la Réformation alsacienne, si riche, si intéressante, et si peu connue en France.

Nous engageons vivement les amis de l'histoire du protestantisme français à appuyer cette œuvre patriotique, et c'est dans l'espoir d'éveiller l'intérêt du public lettré protestant que nous avons écrit ces lignes.

La souscription est ouverte jusqu'au 1^{er} mars 1869, et les souscriptions peuvent être prises chez M. Ernest Lehr, quai Saint-Thomas, 3, à Strasbourg, ou bien chez M. Ignace Chauffour, avocat à Colmar, ou encore, chez M. le professeur Auguste Stoeber, à Mulhouse.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

RATHGEBER, pasteur.

BIBLIOGRAPHIE

J.-B. LECLERCQ. UNE EGLISE RÉFORMÉE AU XVII^e SIÈCLE, OU HISTOIRE DE L'EGLISE WALLONNE DE HANAU. Hanau, 1868.

Comme le christianisme opposa ses martyrs à la persécution de la Rome impériale, la Réforme répondit par ses confesseurs à l'oppression de la Rome papale, et, dès les premiers jours de son apparition, elle témoigna hautement de son obéissance entière à l'Evangile et de son abnégation quant aux biens de ce monde. Partout ses enfants sacrifièrent avec joie leur patrie terrestre à la patrie céleste. Aussi leur œuvre ne s'éteignit pas avec eux, mais aujourd'hui encore, après trois siècles d'agitations et d'épreuves, elle demeure debout, et leur foi parle encore aux générations nouvelles, de même que leur langue conservée au sein de l'Allemagne, dans un certain nombre de communautés, témoigne du respect des fils pour la mémoire des pères.

L'Eglise réfugiée de Hanau, dans l'ancienne Hesse électorale, mérite entre toutes d'attirer l'attention de l'historien protestant; ses origines et ses destinées, dans le courant du XVII^e siècle, sont le sujet de la monographie que nous annonçons et que chacun lira avec un vif intérêt, malgré le style un peu réfugié de son auteur.

M. Leclercq, Vaudois des Alpes, amené d'abord à Hanau par un voyage, puis appelé comme pasteur de l'Eglise wallonne, a mis largement à contribution les documents auxquels sa position lui a permis d'avoir recours, pour nous donner le tableau vivant de son Eglise au XVII^e siècle. Deux colonies lui donnèrent naissance, une colonie wallonne et une colonie hollandaise, qui s'entendirent pour bâtir en commun leur temple et pour se soutenir l'une et l'autre et défendre leur autonomie, consacrée par les capitulations, contre les empiétements du pouvoir civil et l'intolérance luthérienne. Cette intolérance même fut la cause de la fondation de la ville neuve de Hanau.

Les Wallons, chassés des Pays-Bas, s'étaient réfugiés d'abord à Strasbourg avec leur pasteur, Wallerand Poulain, de Lille, qui les conduisit à Glastonbury, dans le comté de Sommerset, en Angleterre, en 1551; puis, à l'avènement de Marie la Sanglante, ils émigrèrent de

nouveau et vinrent, en 1554, se fixer à Francfort. Ils y furent rejoints par des Hollandais, qui, sous la conduite du Polonais Jean de Lasco, s'étaient établis à Londres en 1550, et qui durent de même quitter l'Angleterre pour fuir la persécution. Le sénat de Francfort accorda d'abord pleine et entière liberté de culte et de vie civile aux deux colonies; mais bientôt le luthéranisme des uns et la jalousie commerciale des autres créèrent toutes sortes d'embarras aux réformés, dont le culte et l'activité industrielle portaient ombrage à la bourgeoisie. Qu'allaient-ils devenir? Dieu leur avait préparé un refuge. Un marchand de Francfort, Antoine de Ligne, exilé pour avoir épousé une jeune fille d'une ville voisine, s'était réfugié à Hanau; il y attira les Wallons, auxquels le comte Philippe-Louis II, de la branche de Hanau-Münzenberg, qui appartenait à l'Eglise réformée, donna une charte, par laquelle ils s'engageaient à bâtir une ville neuve, et ils recevaient par contre la liberté de célébrer leur culte et l'autonomie ecclésiastique. Le temple fut inauguré en 1608; les Hollandais, qui avaient suivi les Wallons malgré le retour à la tolérance du sénat de Francfort, en eurent leur part, et les deux consistoires restèrent intimement unis, ce que prouve, entre autres, cette décision du consistoire wallon : « Jamais on ne fera aucun changement, aucune innovation dans les choses ecclésiastiques, sans le consentement et la participation du presbytère hollandais. »

A l'avènement de la branche luthérienne de Hanau-Lichtenberg, le consistoire wallon eut plus d'une lutte à soutenir pour faire valoir ses droits; avec le consistoire hollandais, il soutint l'Eglise réformée allemande contre l'esprit envahisseur de l'Eglise luthérienne; ces querelles, où trop souvent l'intolérance, qui était dans les mœurs de l'époque, se manifesta de part et d'autre, aboutirent enfin au haut-recès religieux de 1670, qui accorda aux deux confessions une liberté égale, et, en 1721, un compromis introduit par le pasteur Lafitte mit fin aux discussions avec l'autorité civile.

L'Eglise wallonne de Hanau reconnaissait comme livres confessionnels la confession de foi des Eglises wallonnes des Pays-Bas, de Guy de Brès, 1561, en première ligne, puis celle de Wallerand Poulain, de 1554, et celle des Eglises réformées de France; de Théodore de Bèze, 1559; les catéchismes de Calvin et de Heidelberg; sa liturgie était celle de Wallerand Poulain, comprenant le Symbole des apôtres, et sa discipline conciliait celle des Eglises de France et celle de Middelbourg. Ses pasteurs, dans le courant du XVII^e siècle, tous élus par la communauté, furent :

1. Théophile Blevet, venu de Heidelberg, 1594, qui ne resta en fonctions que deux à trois mois;
2. Frédéric Billet, venu de Wetzlar, 1595 † 1621;
3. Charles de Nielles, venu de Wesel, 1599 † 1604;
4. Jacques Caron, venu de Francfort, 1599 † 1606;
5. Clément Dubois, venu de Francfort, 1609 † 1640;

6. Matthieu Royer, probablement du val d'Arlemont, en Lorraine, 1624 † 1662;
7. Clément Royer, son fils, 1653; en 1666, il fut déposé comme « ministre scandaleux; » il en appela au prince luthérien, le comte Frédéric-Casimir, qui, pour le faire remonter en chaire, entoura, en 1669, le temple de ses soldats avec canons et mèches allumées; les deux consistoires, wallon et hollandais, portèrent plainte à la diète de Spire; sur ces entrefaites, il mourut, 1670.
8. Pierre Philippe, venu de Bischwiller (Alsace), 1663;
9. Jacques Crégut, chapelain de la princesse de la Trémouille, que les partisans de Clément Royer appelèrent « l'usurpateur, » parce qu'il l'avait remplacé en 1666, et qui mourut pasteur émérite, après cinquante ans de ministère, en 1723;
10. David Ancillon, de Metz, nommé troisième pasteur lors de la Révocation, en 1685, et qui partit probablement pour Berlin en 1686;
11. Charles Légier, chassé du Palatinat lors de l'invasion des armées de Louis XIV, 1690.

Pour son organisation intérieure, l'Eglise wallonne de Hanau était entièrement constituée d'après les idées de Calvin. Les magistrats civils de la ville neuve étaient élus au parquet du temple, sous la présidence du pasteur; tout citoyen devait signer la discipline : pour être admis à la sainte Cène, il fallait avoir le droit de bourgeoisie ou une autorisation de séjour; de minutieux règlements somptuaires étaient édictés pour toutes les cérémonies ecclésiastiques; le mariage mixte était interdit. Les diacres étaient appelés, en vertu de la sacrificature universelle des chrétiens, à assister dans une large mesure le pasteur, qu'aucun costume officiel ne distinguait des fidèles; le service divin était célébré le dimanche et dans la semaine, et chaque mois il y avait un jour de jeûne. L'Eglise ne se tint pas isolée des autres Eglises réfugiées; elle eut avec elles des réunions de classes et compta dans la province d'Allemagne; elle exerça envers elles largement les devoirs de la charité.

Nous en avons dit assez pour montrer l'intérêt d'un livre que nous recommandons vivement à nos coreligionnaires français. C'est remplir un pieux devoir que d'étudier ainsi le passé pour faire revivre soit des individualités puissantes, qui personnifient une époque, soit des congrégations fortement organisées, soutenues dans les vicissitudes de leurs destinées par une foi inébranlable aux promesses de l'Evangile.

ED. SAIGEY, pasteur.

FROSTERUS. LES INSURGÉS PROTESTANTS SOUS LOUIS XIV. Etudes et documents inédits. Paris, 1868, aux frais de l'Université de Helsingfors (Finlande).

L'attention des historiens se porte de plus en plus sur l'Eglise réformée de France; à l'étranger même, elle éveille une sympathie qui.

jointe à une admiration sincère, témoigne en faveur du rôle qui a été assigné par Dieu à notre patrie et à notre Eglise. Un professeur de l'Université de Helsingfors, en Finlande, amené en France par ses études, M. Frosterus, a profité de son séjour pour dépouiller les archives du ministère de la guerre et d'autres manuscrits, et répandre ainsi une nouvelle lumière sur la guerre des Camisards. Il est aujourd'hui de mode de tout expliquer par les sciences naturelles; M. Frosterus s'inscrit en faux contre une pareille interprétation des manifestations de l'esprit prophétique dans les Cévennes : plein de confiance dans le réveil des idées spiritualistes, il y voit des « phénomènes presque uniques dans l'histoire, » si bien que « nulle part la France n'a été plus grande ni plus terrible. » Il affirme hautement « qu'aucun investigateur sérieux n'a pu nier qu'il y ait eu là quelque chose hors de la proportion des actions humaines, » et il est fermement persuadé que, « sans cette réaction énergique franchissant souvent ses bords, mais source féconde d'une vie religieuse pleine de séve, c'en aurait bientôt été fait du calvinisme. »

L'intérêt de l'ouvrage est moins encore dans les considérations sur la guerre des Camisards que dans la publication d'une partie des mémoires de Bonbonnoux ou Montbonnoux, depuis la capitulation de Cavalier jusqu'à l'établissement de relations suivies entre le chef camisard et Antoine Court (1). Dans ces très-curieuses pages, nous trouvons diverses indications qui nous permettent de rectifier la biographie donnée par la *France protestante*. D'après les auteurs de ce livre si précieux pour nos Eglises, Bonbonnoux fut trahi le 13 octobre 1705 par un nommé *Martin de Las Combes*, et n'échappa qu'à grand-peine. Il y a évidemment confusion; les mémoires du chef camisard nous apprennent les faits suivants :

Bonbonnoux fut trahi *avant le 13 octobre* par un déserteur des troupes royales, qui s'était fait recevoir par les Camisards et que l'on appelait *L'Anglais*; le traître indiqua pour sa retraite *le bois de M. La Combe*, proche l'Abric, près de Saint-Hippolyte; mais Bonbonnoux n'y était pas; il se rendit à Montpellier, où on le chargea de diriger une insurrection qu'il n'offrit point de commander lui-même. (La *France protestante* se trompe encore ici.) Sorti de la ville par ruse, il fut caché par *Martin*, l'oncle de Claris, dans le bois de la Cerclière, près de Valestalière; puis *le 13 octobre 1705*, pendant qu'il était au *bois des Combes*, entre Valestalière et le moulin du Masintrans, « confrontant Verdeilhe, proche Manoblet, » il fut trahi par *** [nom rayé], « dont la fille aînée avait épousé Laval Meunier. »

Je ne crois pas devoir faire de l'oncle de Claris, Martin, le traître, mais je soupçonnerais Ausillion, « époux de la germaine de Claris, » parce que, lors de la sortie de Bonbonnoux de Montpellier, il est ques-

(1) Voir l'extrait qu'en on a donné, *Bull.*, XVII, p. 420.

tion de « ses filles, » ce qui concorde avec la mention de « la fille aînée; » parce que l'invitation faite alors et si relevée de « laver les mains et se mettre à table » concorde avec ce qui est dit lors de la trahison : « Ils nous comblaient de caresses; » enfin, parce que, après la fuite de Montpellier, Martin ne s'oppose pas à ce qu'il se soumette et lui dit que, s'il ne le veut pas, lui et ceux qui l'accompagnent, « personne ne pourra leur nuire sans la permission divine. » Bonbonnoux échappa, mais fut poursuivi plus tard, et entre autres par un nommé *Martin de Manoblet*, que je ne confonds pas avec le premier. Cette similitude de noms a dû, je crois, amener l'affirmation de MM. Haag et leur faire donner au traître du 13 octobre un nom qui ne serait pas le sien.

Je laisse à traiter cette question à de mieux informés que moi quant aux lieux géographiques; mais je ne puis terminer cette courte notice sans me permettre d'envoyer, au nom de toute l'Eglise réformée de France, qui, j'en suis sûr, excusera ma témérité de parler en son nom, de chaleureux remerciements à l'étranger qui professe pour elle tant d'amour et de vénération.

ED. SAIGÉY, pasteur.

VARIÉTÉS

A PROPOS D'UN LIVRE DE SÉBASTIEN CASTALION

Le Lien du 7 novembre dernier contenait une lettre de M. Ferd. Buisson, professeur à Neuchâtel, qui appelle quelques explications.

Dans une étude sur Sébastien Castalion, cet apôtre si méconnu de la tolérance, j'ai mentionné à plusieurs reprises (*Bull.*, XVI, p. 535. et XVII, p. 4 et 53) un mémoire écrit de sa main et conservé à Bâle, que j'ai qualifié d'inédit, en le rattachant à toute une littérature clandestine dont je retrouve la trace dans les controverses du temps, et qui n'en est pas le moins curieux chapitre.

Cette appréciation vraie pour le temps où écrivait Castalion a cessé de l'être depuis, puisque les pages en question ne sont que la conclusion d'un livre célèbre écrit en 1554, mais publié pour la première fois en 1612, c'est-à-dire plus de cinquante ans après la mort de son auteur, comme semble le prouver le silence absolu des contemporains. Pour diverses raisons qu'il est superflu de rappeler ici, la critique hésitait à attribuer ce livre à Castalion. Sur la foi des bibliographes les plus estimés, j'avais moi-même partagé ce doute, qui ne saurait subsister, je l'avoue, devant la preuve fournie par M. Buisson.

Est-ce à dire que je partage son admiration exclusive pour un livre

inspiré, il est vrai, par un sentiment généreux et semé de traits éloquents, mais empreint de toutes les exagérations de la polémique d'un siècle qui se piquait assez peu de modération et d'urbanité dans le langage? Il faut être singulièrement prévenu contre Calvin pour louer sans réserve un écrit où le réformateur est comparé à un vautour altéré de sang, et assimilé (avec Zwinglé!) aux monstres de la Rome impériale, les Elagabal et les Néron.

Composé après le *De Hæreticis*, en réponse à la *Déclaration* de Calvin contre Servet, le *Contra Libellum Calvini* (1) est un plaidoyer en forme de dialogue, véhément, inégal, où la déclamation nuit trop souvent à la raison, et l'invective à l'éloquence. Malgré quelques belles sentences citées par M. Lutteroth, si juste appréciateur des hommes et des choses du passé (2), ce n'est pas là que l'historien ira chercher les pures théories sur lesquelles se fonde la liberté religieuse, et dont le *De Hæreticis* est le plus admirable résumé. Les pages que j'ai empruntées à ce livre, ainsi qu'à la préface de la Bible latine de 1551, antérieure de deux ans au procès de Servet, ne sont pas seulement belles, émouvantes, élevées; elles sont l'éloquence même consacrée à la plus noble des causes. L'écrit tant loué par M. Buisson ne s'élève pas à cette hauteur. Il n'en occupe pas moins un rang distingué dans la littérature militante du XVI^e siècle. Il fournira quelques pages de plus à l'étude agrandie que je réserve à Castalion, et que je désire retracer avec l'impartialité qui sied à l'historien, sans transporter dans le passé les préoccupations du temps présent, sans oublier surtout que les vérités dont Castalion fut l'interprète, et pour lesquelles il eut l'honneur de souffrir, sont aujourd'hui le patrimoine incontesté de tous les fils de la Réforme.

J. B.

BIBLIOTHÈQUE

DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

Conformément à une décision prise par le comité dans sa séance du 14 janvier, et à un avis donné à MM. les pasteurs de Paris, l'ouverture de la Bibliothèque du Protestantisme français a eu lieu le vendredi 5 février, place Vendôme, 21. Nous sommes heureux d'ajouter que cette bibliothèque, dont les rapides accroissements sont dus aux dons les plus généreux, et dont l'utilité ne peut qu'être hautement appréciée de tous les amis de notre histoire, est désormais ouverte au public tous les vendredis, de midi à quatre heures.

(1) *Contra libellum Calvini in quo ostendere conatur Hæreticos jure gladii coercendos esse. Anno Domini MDLXXII.* Sans nom de lieu. In-18. Exemplaire de la Bibliothèque impériale.

(2) *Les Origines de la Réformation en France*, p. 60.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA RÉFORME EN FRANCE

COUP D'ŒIL SUR LES PROGRÈS DU CALVINISME EN 1560 (1)

Une ligne idéale, tirée de Genève à Saint-Malo, sépare, on l'a remarqué avant nous (2), la France germanique de celle où prédominent l'élément gaélique (la Bretagne) et l'élément roman. Convertie la première au christianisme, la France romane avait, la première aussi, subi le joug de la papauté, tandis que c'était l'Allemagne qui avait servi de berceau à la Réforme; soit pour ce motif, soit en vertu de l'opinion commune que cette dernière se développe mieux au milieu des froids tempéraments du Nord que parmi les ardentes natures du Midi, on pouvait s'attendre à la voir pousser des

(1) C'est à la plume élégante de M. Th. Claparède que nous devons la traduction des pages suivantes, empruntées au grand ouvrage allemand de M. de Polenz (*Histoire du Calvinisme français*), dont une appréciation sera prochainement insérée dans le *Bulletin*. En plaçant ce chapitre détaché sous les yeux de nos lecteurs, nous avons voulu anticiper sur l'hommage dû au pieux et savant auteur qui fait revivre au delà du Rhin les grands souvenirs de la Réforme française. (*Réd.*)

(2) Reuchlin, *Das Christenthum in Frankreich*, 1837. *Ethnographischer Blick*, p. 119.

racines moins profondes dans la France romane que dans la France germanique ; mais ce fut précisément l'inverse qui eut lieu. Une double circonstance peut rendre compte de ce fait. La France romane fournit à la Réforme un terrain déjà préparé, en partie même ensemencé, par les Albigeois et par les Vaudois (et antérieurement déjà peut-être par Colomban) ; de plus, bien que soumise à une dure oppression, cette contrée avait conservé quelques restes d'une liberté que ne posséda jamais la France germanique. Elle était, d'ailleurs, voisine de la Suisse, avec laquelle les relations étaient plus faciles ; des liens de parenté unissaient la population romane des deux pays. A la faveur de ces circonstances, les prédicateurs, les missionnaires, les colporteurs et les autres messagers évangéliques de la Suisse purent obtenir, dans cette partie du royaume et dans les nombreux châteaux de ses seigneurs, un plus libre accès et un appui plus efficace.

Prenons pour point de départ Meaux, la première ville qui vit se former une communauté évangélique, promptement, il est vrai, détruite par la persécution, et dirigeons-nous vers le Nord. Nous ne rencontrerons en Picardie, à Amiens et à Abbeville, que de faibles germes d'organisation ecclésiastique ; en revanche, nous verrons Paris entouré au nord, à l'ouest et au sud d'une guirlande de petites Eglises, dont celles de Saint-Germain en Laye et de Chartres méritent surtout d'être mentionnées. Le grand nombre de ses membres avait valu à la première le nom de petite Genève, et, tandis qu'en tous lieux se déchaînait la persécution, les calvinistes de cette localité surent à la fois maintenir leur Eglise et conserver de bons rapports avec leurs voisins catholiques. La Normandie, qui avait pour gouverneur Coligny, était appelée la petite Allemagne ; Rouen en formait comme la métropole, et chaque ville ou chaque bourg, pour ainsi dire, y comptait de petites communautés. Ainsi l'Eglise de Dieppe avait eu pour fondateur François de Saint-Paul, qui du Dauphiné s'était réfugié dans cette ville ; il en devint le pasteur, et, plus tard, le cé-

lèbre Jean Knox, après sa fuite d'Ecosse, la desservit aussi quelque temps (1).

En Bretagne, on ne vit poindre que beaucoup plus tard l'aurore de la Réforme, et cette dernière n'y rencontra, proportion gardée, que peu de sympathies; les efforts de d'Andelot pour faire prêcher l'Evangile dans cette contrée ne restèrent cependant pas sans résultats. Le duc d'Etampes, gouverneur de la province, homme bien pensant, n'accordait qu'à regret son concours au parti persécuteur. La sœur du roi Henri de Navarre, Isabeau d'Albret, qui, en 1534, avait épousé René de Rohan, fut, après la mort de son mari, gagnée à l'Evangile par son neveu, le roi Antoine de Navarre, et par sa femme; et, depuis son veuvage, retirée à Blain, elle travailla activement aussi à répandre la foi réformée; même au temps des plus violentes persécutions, elle sut se maintenir en possession du privilège de faire célébrer chez elle un culte évangélique, auquel assistaient, outre ses serviteurs, bon nombre de calvinistes des environs.

Le gouverneur de la province lui rendit un jour visite dans son château de Blain, sans doute dans le but de constater si elle ne donnait pas à ce privilège une trop grande extension. C'était précisément le cas, toutes les personnes du pays qui étaient « de la religion » se trouvant réunies chez elle. A la vue de cette foule, le gouverneur exprima son étonnement. La princesse lui répondit non sans vivacité: « Trouvez-vous donc étrange qu'une fille de roi ait une suite aussi nombreuse? » — Blain fut presque toujours un lieu d'asile pour les persécutés (2).

Au sud de la Normandie, les provinces ou gouvernements du Maine, de l'Anjou et de la Touraine possédaient des Eglises dans la plupart des villes, particulièrement sur les bords de la Loire. Au Mans, la première assemblée publique eut lieu

(1) Bèze, *Hist. ecclés.*, Lille, 1844, t. I, p. 138 et 192; et Jules Bonnet, *Lettres de Calvin*, t. II, p. 177.

(2) Le Noir, *Hist. ecclés. de Bretagne*, p. 61.

en 1561; dès 1558, un pasteur de Genève fut envoyé à Blois pour faire cesser les divisions qui avaient éclaté dans l'Eglise de cette ville, alors déjà constituée (1). Les Eglises d'Angers et de Tours étaient très-florissantes; la violence de la persécution les contraignit, en 1560, à échanger leurs pasteurs. A Angers, où, dès 1547, l'évêque lui-même favorisait les calvinistes (c'était Jean Olivier, dont le frère fut plus tard chancelier), leur nombre s'accrut tellement qu'ils durent se rassembler dans un ancien lieu de culte romain. En 1556, l'Eglise d'Angers fut très-cruellement persécutée, le président d'Aix en Provence et le fameux inquisiteur de la foi Matthieu Orry y ayant été envoyés par le roi, à l'instigation de quelques chanoines, avec le mandat de procéder juridiquement contre les hérétiques et de faire exécuter leurs jugements, nonobstant tous appels. Plusieurs personnes de marque moururent sur le bûcher, notamment l'ancien franciscain Jean Rabec, qui, au moyen de l'estrapade, fut alternativement plongé dans les flammes et hissé au-dessus du brasier, et qui, les entrailles lui sortant déjà du corps, entonna avant d'expirer le psaume LXXIX. Durant la captivité de ce martyr, Pierre de Rousseau l'avait fortifié dans la foi évangélique; il fut, vers le même temps, livré aux flammes et déploya un égal héroïsme. Beaucoup d'hommes et de femmes durent, en outre, faire amende honorable, et trente-quatre personnes de tous états, qui avaient échappé par la fuite à leurs persécuteurs, furent condamnées au feu par contumace (2).

Poursuivant notre marche vers le Sud, nous trouvons dans le gouvernement de Poitou les semences évangéliques répandues, dès 1537, par un franciscain et par un abbé, « le premier abbé de France qui nettoya sa maison de l'idolâtrie (3). » A Poitiers même, au début de la guerre de religion, se produisit un fait digne de remarque : pour maintenir la ville dans

(1) Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 93.

(2) *Ibid.*, p. 68 et suiv.; *Actes des Martyrs*, 1565, p. 781-794.

(3) Bèze, *Hist. ecclés.*, t. I, p. 40.

la neutralité, protestants et catholiques se chargèrent en commun de sa garde, jusqu'au moment où l'arrivée du gouverneur de la province, le comte du Lude, ennemi juré des réformés, vint troubler ces rapports pacifiques (1). Dans les petits gouvernements de Saintonge et d'Angoumois, au sud du Poitou, la Réforme compta de bonne heure, et en grand nombre, des adhérents déclarés ou secrets; il y en avait dans toutes les classes de la société, mais spécialement chez les prêtres, les moines et les nonnes. Ils parcouraient le pays, surtout la partie voisine des côtes, censuraient dans leurs discours improvisés les vices dominants, « prêchant à demi la vérité, » comme le dit Bèze, « de sorte qu'en peu de temps on y vit un étrange changement. » Mais le principal ou plutôt le vrai réformateur de ces provinces fut Philibert Hamelin, ancien prêtre de la province de Touraine; arrêté en 1557 à Saintes, (selon d'autres, dans un château près d'Arvert), il fut envoyé au parlement de Bordeaux, et subit dans cette ville le supplice du feu (2). Il eut pour compagnon comme prédicateur de l'Evangile le célèbre potier Bernard Palissy; né dans une condition obscure, élevé dans des circonstances difficiles et sans avoir reçu d'instruction, cet homme remarquable sut devenir par lui-même artiste distingué, topographe, physicien, chimiste, agronome et écrivain plein d'originalité (3). Les îles de Ré et d'Oléron et les environs de Marennes et d'Arvert, éloignés des grandes routes, offraient aux persécutés des retraites faciles et commodes; dans ces contrées, un vicaire général catholique, secrètement favorable à la Réforme, faisait même sans opposition prêcher du haut de la chaire contre l'Eglise romaine (4).

Les persécutions qui ne tardèrent pas à éclater, refoulèrent

(1) Bèze, *Hist. ecclés.*, t. II, p. 366.

(2) Crottet, *Hist. des Egl. réformées en Saintonge*, p. 16 à 25; *Acte des Martyrs*, p. 855 et suiv.; *France protest.*, art. *Hamelin*.

(3) Crottet, *Hist.*, etc., p. 19; *Petite Chronique*, Appendice, n° 18 et 20; *Bulletin de la Soc. de l'Hist. du Protest. franç.*, t. I, p. 23 à 34, et 83 à 94.

(4) Crottet, *Hist.*, p. 13.

toujours davantage dans les régions rapprochées des côtes et dans les îles ce mouvement presque général. La Rochelle, dans le gouvernement d'Aunis, devint l'un de ses principaux centres. Cette ville célèbre formait une sorte d'Etat libre, ayant une constitution et une administration municipales à part; sa richesse, sa puissance et sa considération l'avaient même rendue redoutable aux gouvernements précédents, contre lesquels elle s'était laissé entraîner à une résistance ouverte. C'est à La Rochelle qu'une simple servante du Poitou, Marie Beccaudelle, fut amenée par son maître à la connaissance de l'Evangile, qui exerça sur elle la plus puissante influence; aussi, de retour dans son lieu natal, elle prouva à un franciscain par l'Ecriture sainte qu'il ne prêchait point la Parole de Dieu, et fut, pour ce fait, brûlée vive en 1534 (1). Plus tard, des ecclésiastiques de la suite de Marguerite, reine de Navarre, qui avait séjourné à La Rochelle peu d'années avant sa mort, donnèrent au mouvement réformateur une impulsion et une force nouvelles. En 1552, trois habitants de la ville « s'élevèrent contre les fêtes, la confession auriculaire, le libre arbitre et l'autorité des serviteurs de l'Eglise, et prétendirent que l'on ne doit pas invoquer la sainte Vierge, mais Jésus-Christ seul, unique intercesseur auprès de son Père. » Déclarés « séditieux, schismatiques et destructeurs de la religion chrétienne et du repos public, » ils furent, en dernière instance, condamnés par le tribunal, le premier à être brûlé vif, le second à être livré aux flammes après avoir été étranglé, et le troisième à être fouetté de verges; ce jugement fut exécuté. « La cendre de ces deux hommes, raconte un témoin oculaire (2), fut comme une bonne semence dans cette ville populeuse, qui, peu d'années après, embrassa la cause de la religion. Sur les juges eux-mêmes se produisit un résultat analogue. » Dès 1558, les réformés établirent un consistoire

(1) Vincent, *Recherches sur les commencements de la Réf. de la Rochelle*, p. 9; *Actes des Martyrs*, p. 133.

(2) Le boulanger Pierre Pacteau. Voir Vincent, p. 12 à 22.

composé d'un pasteur, de quatre anciens et de quatre diacres. « Ainsi, dit l'auteur que nous citons, avant même que l'on eût dressé le plan de la discipline des Eglises réformées de France, on en trouve le type réalisé dans l'Eglise de La Rochelle. »

Dans les provinces de Guienne et de Languedoc, et dans la France méridionale en général, les Eglises réformées s'offrent à nos yeux dans une progression dont notre rapide résumé ne nous permet de donner que bien incomplètement l'idée. Aux causes de ce fait indiquées plus haut, vient s'ajouter ici la circonstance que la Guienne avait le roi de Navarre pour gouverneur. Au temps qui nous occupe, ce prince n'avait pas encore apostasié, et son épouse, Jeanne d'Albret, compensa par la suite, dans la plus large mesure, l'insuffisance de la protection qu'il accordait aux croyances évangéliques. La Réformation fut même introduite officiellement par elle (en 1569) dans son petit royaume de Navarre, ou, pour parler plus exactement, dans la basse Navarre, dont elle avait conservé la souveraineté, dans le Béarn, dans le comté de Foix et dans ses autres possessions.

En Languedoc, Montauban mérite une mention comme métropole du calvinisme dans le Sud. La Réforme trouva même accès à Toulouse, à côté du sanguinaire parlement de cette ville. Les montagnards des Cévennes embrassèrent les croyances nouvelles avec un zèle qui fit de leur sauvage contrée un boulevard de la foi évangélique, et si celle-ci ne fut jamais entièrement bannie du sol français, à eux surtout revient l'honneur de l'y avoir maintenue. A Nîmes, les trois quarts des habitants professaient la Réforme. A l'est du Languedoc, dans la Provence et dans le Dauphiné, se trouvaient aussi des Eglises florissantes, et la dernière de ces provinces avait conservé des traces de l'activité bénie de Farel. Après une absence de près de quarante années (1561), le vieux réformateur, toujours rempli d'une ardeur juvénile, revint prêcher à Gap, son lieu natal, où une multitude avide du salut l'écouta avec la plus vive sympathie.

Retournons-nous du côté de l'Ouest, et, nous rapprochant du Rhône, entrons dans la principauté d'Orange. Sous ses souverains, de la maison de Nassau, la doctrine et l'Eglise réformées ont pu y prendre promptement racine et même se propager dans les territoires limitrophes du pape et de la France; aussi nous verrons cette enclave offrir aux persécutés un lieu de refuge facile et sûr. A Valence, une Eglise a été fondée par un ancien avocat de Metz. Dans les contrées d'alentour, le voisinage de Genève a beaucoup favorisé la diffusion des doctrines réformées. Lors de son voyage en France en 1560, Bèze trouve dans la vallée du Rhône plus de soixante communautés, si nombreuses qu'elles ne peuvent plus se résigner à se rassembler en secret; la chose ne leur est même plus possible; dans quelques localités déjà, elles commencent à s'emparer des églises catholiques. Le 8 juin 1562, le synode de Valence écrit à Genève : « Nous ne pouvons penser à la faute que nous avons de pasteurs et ouyr les gémissements du poure peuple sans grande tristesse. Car *en ceste province où mille ministres ne suffiraient point, à peine y en a-t-il quarante* (1). »

En continuant à remonter le cours du Rhône, nous atteignons Lyon, où se trouve une Eglise que son histoire place au rang des plus illustres de la Réformation française. L'ancien jacobin Alexandre Canus, plus tard martyr, en fut le fondateur. Elle eut pour premiers membres des négociants, des orfèvres, etc., qui se rassemblaient en secret.

A partir de Lyon, si nous poursuivons encore notre route dans la direction du nord, nous serons témoin du déclin de la Réforme. Dans la Bourgogne, en particulier, le duc d'Aumale, gouverneur de la province, qui appartenait à la maison de Guise, la comprima violemment, et le maréchal de Tavannes, lieutenant général, fut également pour elle un adversaire redoutable; il se vantait d'avoir, par sa résistance, empêché

(1) *Manusc. de Genève. Voir Bonnet, t. II, p. 333.*

le parlement de Dijon d'enregistrer l'édit de janvier (1562) (1). Cependant, dès 1559, deux chanoines prêchèrent l'Evangile dans le chef-lieu de la Bourgogne avec un si grand succès que les églises ne pouvaient contenir la foule de leurs auditeurs (2). En Champagne, on avait moins bien accueilli la Réforme, où elle avait été écrasée par une opposition plus violente encore. Plusieurs localités, toutefois, avaient vu se fonder des Eglises, entre autres Troyes, où un jeune prédicateur fut envoyé par l'Eglise de Paris (3), et où l'évêque de la ville (Carraccioli) favorisait le mouvement. En octobre 1561, la communauté de Troyes prêta un pasteur à celle de Vassy, qui allait bientôt devenir si célèbre, en attendant que cette dernière possédât un conducteur spirituel spécial. A Montargis, résidence de la duchesse Renée de Ferrare, entièrement gagnée à l'Evangile, les réformés pouvaient trouver pour leur culte un lieu d'exercice analogue à celui que leur offrait en Bretagne le château de Blain. La foi nouvelle avait pénétré en 1559 dans la principauté de Sedan, qui, voisine de la France, ne lui était pas encore réunie ; depuis surtout que son souverain, Henri Robert de la Marck, duc de Bouillon, eut publiquement abjuré la religion catholique (1559), ce petit Etat fournit à la Réforme un point d'appui important, en même temps qu'un asile aux Français persécutés. C'était la Lorraine qui comptait le moins de protestants, quoique, en 1542, Farel eût rétabli l'Eglise de Metz, et y eut encore prêché en 1565, peu de temps avant sa mort, avec un grand succès. La tolérance du maréchal de Vieilleville, gouverneur de Metz, neutralisa dans cette contrée le zèle persécuteur des Guises, surtout du cardinal de Lorraine (4).

La Réforme s'était aussi répandue dans les provinces du

(1) *Mémoires*, p. 268.

(2) Bèze, *Hist.*, t. I, p. 138.

(3) *Ibid.*, p. 88.

(4) « Dominus de Vieilleville, prefectus Metensis, qui nostræ religioni aperte favet. » (Languet au chancelier Mordeisen, Paris, le 22 février 1562. *Epît.*, lib. II, p. 205.)

centre, mais ses adhérents y étaient plus disséminés; la province d'Auvergne, en particulier, se trouva assez promptement en odeur d'hérésie. Il n'y avait, on peut le dire, aucune ville importante qui ne comptât des confesseurs déclarés de la foi évangélique, et des milliers de personnes attendaient avec impatience le jour où, sans péril, elles pourraient la professer publiquement. Entre les villes du centre, Orléans mérite une mention spéciale. Une petite Eglise, qui s'y était formée en 1547, fit, depuis ce moment, de tels progrès que la ville passa bientôt pour un des foyers de la nouvelle doctrine. Son bailli, Grosloot, chez lequel le roi François II avait logé lors de l'assemblée des états tenue à Orléans, fut arrêté comme fauteur des croyances réformées, et le parlement de Paris le condamna plusieurs fois par contumace à la peine capitale; il trouva enfin la mort dans la nuit de la Saint-Barthélemy.

On évaluait, vers le temps qui fait l'objet de notre étude, à 2,150 le nombre des Eglises réformées de France. Mais faut-il entendre par là des paroisses organisées? Il serait peut-être plus exact, on l'a remarqué (1), de rapporter ce nombre à des *localités* dans lesquelles la majeure partie, ou, du moins, une très-forte minorité des habitants acceptait l'Evangile. Selon quelques auteurs, le nombre des réformés s'élevait à cinq millions; de Thou, probablement plus exact, le porte à deux millions seulement; d'autres l'évaluent à la dix-septième partie, d'autres encore à la centième partie seulement de la population (2); enfin, selon l'estimation d'un ambassadeur de la république de Venise (Suriano), il n'y avait

(1) Baum, *Theodor Beza*, 2^e partie, p. 485. — Voir, sur le chiffre de 4,500 Eglises, indiqué dans le *Cabinet du roy de France*, Polenz, *Geischichte des französischen Calvinismus*, t. I, Beil. 4.

(2) Capefigue (*Hist. de la Réforme, de la Ligue et du règne de Henri IV*, t. II, p. 27) emprunte le premier de ces deux chiffres au document : *De la quotte et feux des protestants*; Lyon, 1561. Selon le même auteur, le second chiffre est de La Noue, chez lequel je ne l'ai cependant pas trouvé. L'évaluation d'un centième, et même celle d'un dixième, trouvent dans l'histoire leur meilleure réfutation; si ces appréciations étaient exactes, les huguenots auraient-ils, durant de longues années, tenu tête aux quatre-vingt-dix-neuf centièmes ou aux neuf dixièmes de leurs compatriotes.

pas la dixième partie des habitants qui fût atteinte d'hérésie. La première de ces évaluations, évidemment exagérée et impossible à démontrer, gagne toutefois en vérité intérieure si on la rapproche d'une lettre que le cardinal de Sainte-Croix adressa de Poissy au cardinal Borromée, neveu du pape Pie IV, en date du 7 janvier 1562. Le haut prélat s'exprimait ainsi relativement à l'état de la France : « Ce royaume est entièrement bouleversé; on ne saurait plus conserver d'espérance à son sujet. Tout y est atteint, dans le chef comme dans les membres; la chose est manifeste. Aussi, ne désirant pas assister aux funérailles de ce malheureux royaume, je supplie Sa Sainteté de m'accorder la grâce de me rappeler d'ici. » Dans sa dernière lettre (datée de La Rochelle, 16 septembre 1565), il dit encore : « Ce royaume est à moitié huguenot. » Dans les *Remonstrances faites au pape Pie IV de la part du roy Charles IX*, on supplie le saint-père de se rendre lui-même en France, pour chercher à y mettre un terme à la confusion religieuse et ecclésiastique. Il pourrait constater que le quart de la population s'est séparé de la communion de l'Eglise. Ce parti est composé de nobles, de savants, des bourgeois les plus notables des villes, enfin des gens du commun peuple qui ont vu le monde et qui se sont exercés dans les armes, en sorte que les dissidents ne manquent ni de force, ni de bons conseils, ni d'argent (1). Un historien français que nous avons cité s'exprime à peu près dans le même sens : « Il n'y avait (sous Henri II) ni ville, ni province, ni état, dans lesquels les nouvelles opinions n'eussent pris pied. Les gens de robe, les savants, les ecclésiastiques même, et ceux-ci contre leur propre intérêt, se laissaient séduire par elles; les supplices ne servaient qu'à les répandre.... » Les Guises reçoivent de lui le témoignage suivant : « Il est certain que sans eux la religion ancienne eût fait place aux nouvelles sectes. »

(1) *Remonstrances faites au pape Pie IV, de la part du roy Charles IX* (*Mémoires de Condé*, t. II, p. 562 à 575.)

Les paroles qui précèdent atténuent cependant la force de cette assertion. « Ils étaient, dit-il, soutenus du parti catholique et ils le soutenaient aussi (1). » Même en faisant abstraction du clergé, des tribunaux, de la magistrature, des corps de métier, des confréries, en un mot, de toutes les corporations que le triomphe de la « religion nouvelle » eût privées de leurs anciens droits, de leurs coutumes et de leurs plaisirs, on doit reconnaître que le parti catholique conservait toujours une extrême puissance; et, dans les grandes villes, en particulier, à Lyon, à Toulouse, par exemple, mais surtout à Paris, les différentes classes du peuple lui fournissaient des forces constamment renouvelées. Le coup d'œil que nous venons de jeter sur les progrès de la Réforme ne contredit donc en aucune manière nos affirmations antérieures au sujet de la puissance de la vieille religion nationale en France; et nous pouvons encore rappeler ici l'aveu d'un illustre protestant, d'un écrivain français de nos jours dont le nom fait autorité: « La France ne deviendra point protestante (2). »

DE POLENZ.

ANTOINE DE CROY

PRINCE DE PORCIEN (3)

A peine sorti de l'assemblée de Fontainebleau, Antoine de Croy vit se préparer pour lui un solennel événement, un mariage.

La comtesse de Senninghen désirait pour son fils une alliance honorable, qui lui présentât des garanties sérieuses de bonheur. La haute naissance du comte de Porcien et la maturité

(1) Mézeray, *Abrégé chronol. de l'hist. de France*, 2^e partie, p. 720, et 3^e partie, p. 39. Amsterdam, 1673.

(2) Guizot, *Du Catholicisme, du Protestantisme et de la Philosophie en France*.

(3) Voir la première partie de cette étude, *Bulletin* de janvier, p. 2.

de son caractère l'autorisaient, sans doute, à rechercher, dès l'âge de dix-neuf ans, la main d'une jeune fille qui appartînt à l'une des grandes maisons de France; mais, au sein de quelle famille réussirait-il à trouver la réalisation du touchant idéal, objet de ses vœux? Telle était la question qu'il se posait à lui-même avec une certaine anxiété; car, il ne pouvait s'y méprendre, elle était d'une solution difficile eu égard à la légèreté de vues et à la frivolité de mœurs caractérisant alors, à peu d'exceptions près, le milieu social dans lequel se consacraient ses recherches. Guidé par une rectitude de principes et une pureté de sentiments dont il ne se départit jamais, Antoine de Croy se préoccupait avant tout des conditions de félicité réelle dans l'union qu'il désirait contracter, recherchant beaucoup moins le rang et la fortune chez l'héritière d'un grand nom, que les qualités morales et intellectuelles dont elle serait douée. Son cœur et sa raison le portaient en cela, ainsi que sa mère, à rompre avec les traditions et les préjugés encore en vigueur au XVI^e siècle, dans les rangs d'une partie de la noblesse française, qui trop souvent transformaient une question de mariage, c'est-à-dire d'affection intime et de libre choix, en une question de froides convenances et d'asservissement aux volontés égoïstes de deux familles.

Le moment vint où une jeune fille, à peine adolescente, mais chez laquelle, déjà, la délicatesse de sentiments et la distinction d'esprit rehaussaient le double éclat de la grâce et de la beauté, trouva, dans la précocité même des charmes d'elle seule ignorés, le secret d'impressionner fortement le cœur du comte de Porcien, et ne tarda pas à devenir pour lui une compagne qu'il ne cessa d'aimer jusqu'à son dernier soupir, *comme le plus précieux de ses biens* (1). Cette jeune fille était Catherine de Clèves, fille de François de Clèves, premier duc

1 Expressions employées par Antoine de Croy, à un moment suprême, ainsi qu'on le verra plus tard. — Voy. Le Laboureur, *Addit. aux Mém. de Castelnau*, éd. in-fol. de 1731, t. I, p. 381.

de Nevers, et de Marguerite de Bourbon, sœur d'Antoine, roi de Navarre, et de Louis, prince de Condé.

Quelques mots d'abord sur le père et la mère de Catherine.

Après avoir fourni une brillante carrière militaire dont les phases principales ont été fidèlement retracées par un homme qui le connut de près (1), François de Clèves occupait, à l'âge de quarante-quatre ans (2), une haute position. Aux titres de Duc, de pair de France et de lieutenant général, il joignait depuis plusieurs années (3), celui de gouverneur de Champagne, de Brie et de Luxembourg. Possesseur d'une immense fortune dont l'état dressé par lui-même est parvenu jusqu'à nous (4), il en faisait un noble usage dans sa vie publique ainsi que dans sa vie privée. Brantôme (5) a esquissé avec son originalité de pinceau habituelle, le portrait de ce prince : « Il a esté, dit-il, tant qu'il a vescu, très-utile à son roy; aussy estoit-il très-sage et très bon capitaine. Il ne pouvoit estre autrement, estant issu de cette grande maison de Clèves où il y a eu de tout temps de très-bons hommes de guerre et grands capitaines.... Certes il monstroït bien qu'il estoit issu d'une très-grande et illustre maison, car il estoit très-grand, très-riche et très-opulent, et avecques cela très-magnifique, splendide et très-libéral s'il en fut oncques, despensant fort, tenant grande maison tousjours à la cour et aux armées, un très-beau et fort paisible grand joueur, ne se souciant point de l'argent, et toutesfois sa maison tant bien réglée et allant

(1) Voy. les Commentaires des dernières guerres en la Gaule-Belgique, dédiés, le 25 mars 1554, au magnanime et victorieux prince, le duc de Nivernois et pair de France, par François de Rabutin, gentilhomme de sa compagnie. — Voy. aussi Brantôme, *Hommes illustr. et gr. Capit. franç.*, Vie de François de Clèves, duc de Nevers; et, dans les œuvres de maistre Guy Coquille, sieur de Romenay, l'*Histoire de Nivernois*, éd. de 1703, in-fol., t. I, p. 393.

(2) Guy Coquille, *ibid.*, t. I, p. 392.

(3) Guy Coquille, *ibid.*, t. I, p. 393 : « Mon dit seigneur François de Clèves fut institué par le roy gouverneur es pais de Champagne, Brie et Luxembourg, après le décez de Monseigneur Charles, second fils du roy François I^{er}, qui auparavant en étoit gouverneur. »

(4) Voy. le testament fait par François de Clèves, premier duc de Nevers, le 24 mai 1560 (A. S.), en présence du président Pierre Séguier, du conseiller Charles de Lamoignon, et d'autres personnages notables. (Bibl. imp., Mss. f. fr., vol. 2747, f^o 266 et suiv.)

(5) Edit. du *Panth. litt.*, t. I, p. 475, Vie de M. de Nevers, François de Clèves.

tant bien, que nul n'en parloit mal content, et paroissait bien par ses grandes despences qu'il y avait un grand fonds en ceste maison; avecques tout cela un très-homme de bien et d'honneur et nullement coquin, ny pressant demandeur après son roy. »

De son côté, à la cour et dans le cercle des relations officielles, Marguerite de Bourbon, en digne fille du grand Vendôme et de Françoise d'Alençon, en même temps qu'à titre de compagne d'un prince justement considéré, avait réussi, au sein des honneurs et de la richesse, à se concilier l'estime et le respect de tous par une noblesse de caractère et un ensemble de qualités à la fois sérieuses et aimables en harmonie avec sa grande situation. Au foyer domestique, elle trouvait dans l'affection et la confiance de François de Clèves, dans l'amour et la respectueuse soumission de ses enfants, la douce récompense du soin qu'elle avait pris de leur bonheur commun, avec cette exquise tendresse et cette incessante sollicitude que connaît si bien le cœur de toute épouse fidèle, de toute mère dévouée. Chérie de sa nombreuse famille, elle l'était surtout de Louis de Bourbon, l'un de ses frères ; d'Eléonore de Roye, épouse de ce prince, et de Jeanne d'Albret, qui l'une et l'autre étaient pour elle de véritables sœurs. On peut juger par la correspondance que ces deux princesses et Louis de Bourbon entretenirent avec la duchesse de Nevers, de l'intimité fraternelle qui régnait entre eux (1) ; d'autres fragments, également inédits, d'une correspondance adressée au duc de Nevers, attestent que les liens d'une étroite amitié unissaient ce prince à son beau-frère Louis de Bourbon (2).

Du mariage de François de Clèves et de Marguerite de Bourbon étaient issus cinq enfants, savoir : François, né le 31 mars 1540; Henriette, née le 31 octobre 1542; Jacques, né

(1) Voy. les lettres adressées à la duchesse de Nevers par Jeanne d'Albret (Bibl. imp., Mss. f. fr., vol. 3124, f° 43, et vol. 3143, f° 16), par Eléonore de Roye (*ibid.*, vol. 3081, f° 62, et vol. 3124, f° 49), par Louis de Bourbon, prince de Condé (*ibid.*, vol. 3124, f° 47, et vol. 3136, f° 63).

(2) Lettre de Henri II au duc de Nevers (Bibl. imp., Mss. f. fr., vol. 3136, f° 24), et lettre du prince de Condé au même (*ibid.*, vol. 3124, f° 48).

le 1^{er} octobre 1544; Catherine, née en 1548, et Marie, née quelques années plus tard (1).

La duchesse Marguerite, en 1559, était arrivée à cette époque de la vie, qui, pour une femme de cœur, marque la transition, sérieusement acceptée, de la jeunesse à un autre âge, où, sans rien perdre de leur fraîcheur ni de leur vivacité, les sentiments s'affermissent et s'élèvent de plus en plus, au contact de l'expérience. De là, le redoublement de tendresse avec lequel elle se préoccupait de l'avenir de ses enfants. Les deux aînés, François et Henriette, dont l'éducation était terminée, allaient faire, sous ses yeux, leur entrée dans le monde. En même temps que s'éveillait sa sollicitude, à l'idée d'y guider leurs premiers pas, elle avançait, dans ses prévisions, le moment où Jacques, Catherine et Marie aborderaient, à leur tour, ces régions parfois si périlleuses de la société contemporaine au milieu desquelles sa prudence maternelle s'attacherait à éloigner d'eux plus d'un obstacle et à les prémunir contre plus d'un écueil. Alors qu'elle espérait veiller longtemps encore sur ces êtres chéris, la mort vint prématurément la ravir à leur affection et à celle de son époux.

Quand un vide que rien ne saurait combler se creuse, au foyer domestique, par la mort d'une mère dont la présence répandait autour d'elle la sérénité et le bonheur, il est touchant de voir la sympathie fraternelle s'étendre aussitôt sur ses enfants bien-aimés et accepter pieusement, comme un legs tacite, le soin d'atténuer, à force de vigilance et de tendresse, les rigueurs de l'austère dispensation qui pèse sur eux. Etroitement associées au deuil général de la famille de Marguerite de Bourbon, deux jeunes mères dont les cœurs recélaient des trésors de dévouement et de bonté, Jeanne d'Albret et Eléonore de Roye, étaient profondément émues à la pensée de l'isolement des cinq orphelins laissés par leur belle-sœur, et n'aspiraient qu'à les entourer de soins affectueux. Elles concentraient sur eux, alors qu'ils n'avaient plus désormais d'au-

(1) Guy Coquille, *Hist. du Nivernais*, t. I, p. 393.

tre protecteur que leur père, cette délicatesse de sentiments qui ne se rapproche jamais plus de l'amour maternel qu'en s'inspirant de son exemple, sans prétendre l'égaliser. Aimer ainsi les enfants de Marguerite, c'était, sous le regard de Dieu, l'aimer encore, au delà du tombeau, de cet amour sacré qui, dans son irrésistible élan vers le ciel est, dès ici-bas, plus fort que la mort. Jeanne, alors absente, épanchant son cœur dans celui d'Eléonore, lui écrivait : « Ayant estendu qu'estiez avec mon frère et Madame de Roye vostre mère, je n'ay voulu faillir vous escrire ceste lettre, sentant l'ennuy que vous portés de la peite de nostre sœur et de laquelle je suis à bon escient participante, considérant le défaut qu'elle nous fera; et seroys bien aise de vous pouvoir voir. » Parlant ensuite des enfants de Marguerite, elle ajoutait : « Vous leur présenterés de ma part avecq mes recommandations bien affectionnées, tout ce que je pourray pour, de présent, leur tenir place de mère, et à vous de la plus affectionnée parente que sauriés avoir, supliant Dieu qu'il vous donne la consolation de vostre ennuy... Vostre meilleure amye, Jeanne. »

A une époque voisine de celle à laquelle furent tracées ces lignes, le duc de Nevers confia l'entière direction de sa troisième fille, Marie, encore en bas âge, à Jeanne d'Albret, qui depuis lors ne cessa de lui porter une affection presque maternelle, dont on aime à retrouver l'expression dans ce passage d'une lettre que la reine de Navarre adressa en 1570 à sa jeune protégée : « En quelque part que je soye, je vous prie, ma niepce, croire que je vous feré tousjours office de mère (1). » On aime aussi à entendre Marie dire, dans l'émotion d'une filiale gratitude envers sa bienfaitrice : « Je ne lairay de lui faire service quand elle me voudra commander, pour l'honneur que j'ai reçu à sa compagnie et pour le long temps que j'y ay demeuré (2). »

(1) *Bull. de la Soc. de l'Hist. du Prof. fr.*, t. V, p. 147.

(2) *Bibl. imp.*, Mss. f. fr., vol. 3196, f° 97, lettre de Marie de Clèves à l'époux de sa sœur aînée, Henriette de Clèves.

Momentanément moins heureuse que sa sœur Marie, Catherine de Clèves, qui eût tant aimé à se sentir entourée des tendres soins de l'une ou l'autre de ses jeunes tantes, fut confiée à une femme dont le patronage, quelque bienveillant qu'on le supposât, ne pouvait équivaloir à l'accueil qu'elle eût reçu, soit de la reine de Navarre, soit de la princesse de Condé. La familiarité des relations que la maison de Lorraine soutenait avec François de Clèves porta ce prince à placer sa seconde fille près de la duchesse douairière de Guise. Au dire d'un panégyriste de celle-ci (1), le duc de Nevers désirait que la duchesse douairière recut Catherine « en sa compagnie, pour tenir d'elle, de sa belle et bonne nourriture et sages vertus. » Quelque salubre que pût être d'ailleurs l'influence de la tutelle ainsi accordée à Catherine, il n'en demeure pas moins certain que cette jeune fille tenait avant tout de sa mère le bienfait d'une éducation qui la rendit en 1560, de l'aveu même de Brantôme, « l'une des plus honnestes, sages et vertueuses filles de la France. » Son développement moral et intellectuel dès cette époque était assez avancé pour que son père pût songer à lui choisir un époux ; mais il voulait ne l'unir qu'à un homme que ses qualités personnelles, en même temps que sa haute naissance, rendissent recommandable entre tous. Or, à ce point de vue, il ne pouvait mieux faire que de confier le sort de sa fille au comte de Porcien, jeune seigneur « d'une belle et claire réputation, estant de bonne part, de bonne race, brave, vaillant, généreux, adroict et très-accomply en tout (2). »

En acceptant Antoine de Croy pour gendre, François de Clèves se montrait fidèle aux traditions de la maison de Nevers en fait d'alliances par mariage, traditions que relate un historien du Nivernais, en joignant à la mention qu'il en fait des réflexions qui ne seront pas hors de propos ici. « Il est bien à remarquer que la maison de Nevers s'est de tout

(1) Brantôme, *Disc. sur les duels*, édit. du *Panth. litt.*, t. I, p. 783.

(2) Brantôme, *ibid.*, p. 785.

temps alliée et jointe par mariages à grandes et excellentes maisons, tant de sang royal de France que d'autres maisons èsquelles la grandeur des titres et seigneuries, la vertu, l'honneur, la générosité et valeur ès armes et affaires publiques ont été au plus haut degré : qui est le vray moyen de conserver et accroître les maisons et ce qui est de plus précieux en icelles, la vertu et la valeur, ce que plusieurs autres maisons de France et de la chrétienté n'ont pas été si soigneuses d'observer, les unes en prenant alliance de lignage qui n'avoit autre source de grandeur que par les biens et honneurs de l'Eglise, les autres ès maisons ès quelles les grandes richesses abondoient, ou pour avoir gouverné les rois et les finances, ou pour avoir fait autre maniement auprès des rois, qui n'est bien séant à personne de cœur généreux ; les autres ès maisons qui s'estoient avancées en seigneuries, biens et crédit, par l'occasion des délices, fols plaisirs et voluptez, que les rois avoient pris en aucunes personnes desdites maisons. Toutes ces sortes de grandeurs sont périlleusement glissantes, et est mal aisé d'y tenir le pied ferme, puisque la fondation n'en est pas selon vertu et honneur (1). »

On se demande qui avait mis Antoine de Croy et sa mère sur la voie d'une union à contracter avec Catherine de Clèves ? Etait-ce, en première ligne, le cardinal de Lorraine, ainsi que l'affirme Brantôme (2), sans entrer du reste dans aucuns détails à cet égard ? Cela est possible ; et ce qui concorde d'une manière assez frappante avec son affirmation, c'est le rôle d'arbitre pour le règlement de certaines questions pécuniaires qu'attribue au cardinal de Lorraine, conjointement avec la duchesse douairière de Guise, le contrat de mariage du comte de Porcien et de Catherine de Clèves, dont il sera bientôt parlé. On peut aisément admettre, qu'après s'être érigé en protecteur apparent de la comtesse de Seninghen

(1) Guy Coquille, *Hist. du Nivernais*, t. I, p. 397.

(2) *Disc. sur les duels*, t. I, p. 785 : « Je sçay que M. le cardinal (de Lorraine) fut le premier moteur de ce mariage. »

lors du procès qui lui fut suscité au sujet de l'évasion du duc d'Arschot, le cardinal de Lorraine ait cherché, par un officieux procédé, à détacher du parti des princes de Bourbon le fils de la comtesse et à le gagner au parti des Lorrains: mais c'était compter sans le désintéressement des vues et des sentiments d'Antoine de Croy, sans ses convictions religieuses, sans sa fermeté de caractère. Ce qui, d'un autre côté, est fort probable, c'est que, quel qu'ait été le promoteur du mariage dont il s'agit, le prince de Condé, Eléonore de Roye, Jeanne d'Albret, peut-être même Antoine de Bourbon, songeant à assurer l'avenir de leur nièce et connaissant sous de favorables rapports le comte de Porcien, auront appuyé près de leur beau-frère, François de Clèves, le projet d'une union qui présageait à sa fille des jours heureux.

En France, au XVI^e siècle, de même qu'à d'autres époques, la conclusion de tout mariage entre personnes appartenant à de grandes familles, se subordonnait à l'assentiment préalable du monarque. François II donna le sien au mariage du comte de Porcien avec Catherine de Clèves. La preuve en est dans un acte du 4 octobre 1560, dressé au château de Saint-Germain en Laye, et contenant les conventions civiles des parties. Le texte de ce document (1) est étendu; nous en citerons seulement le préambule et la partie finale, comme ayant une certaine valeur historique, à raison des noms de plusieurs personnages notables qui y figurent. Il y est dit:

A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Jean Chevereau, seigneur de Garnetière, etc., conseiller du roy nostre sire et garde pour ledit sieur des sceaux royaux aux contracts en la prévosté de Saint-Germain en Laye, salut. — Sçavoir faisons que pardevant Pierre Manuel, notaire et tabellion royal juré en ladicte prévosté de Saint-Germain furent présents en leurs personnes très hault et puissant prince, Monseigneur François de Clèves, duc de Nivernois, marquis d'Isles, comte de Rethelois, Beaufort et Auxerre, pair de France (2), seigneur

(1) Bibl. imp., Mss. f. fr., vol. 2749, f^{os} 145 et suiv., — et *ibid.*, Collect. Duchesne, vol. 3, f^{os} 106 et suiv.

(2) Daguessseau, dans son 38^e plaidoyer (voy. *Oeuvres compl.*, éd. de 1819,

souverain d'Arches, Chasteau-Regnault et autres terres outre-Meuse, gouverneur et lieutenant-général pour le roy en ses pays de Champagne et Brye, et damoiselle Catherine de Clèves, fille dudict sieur duc et de feu très haute et puissante princesse Madame Marguerite de Bourbon, duchesse, venant ladite damoiselle Catherine à l'aage de douze ans, ainsy que ledict sieur duc a dict et déclaré, d'une part; — et haulte et puissante dame, Madame Françoisse d'Amboise, vefve de feu messire Charles de Crouy, en son vivant comte de Senighan et de Portien, baron de Renel, Lafaulche, Choiseul et Moncornet, seigneur de Blaize, Manou et Paigny; et messire Anthoine de Crouy, comte de Portien, baron de Montcornet, Renel, Lafaulche, Longuy, et seigneur de Manou et Paigny, seul et unique héritier et fils desdits sieur feu comte et dame comtesse, d'autre part; — lesquelles parties, par le vouloir et bon plaisir du roy nostre souverain seigneur, lequel, par l'advis de son conseil, a autorisé ledict sieur comte de Portien pour l'effect du contenu cy-après; et aussy soubz le bon plaisir de la royne mère dudict sieur roy, et par le conseil et advis d'illustrissimes et reverendissimes prince et cardinaulx de Bourbon, de Lorraine et de Guyse, et très haultes princesses, Mesdames la comtesse d'Anghien, duchesse douairière de Guyse, duchesse de Touteville, et douairière de Saint-Pol, très haults et puissants princes, Messeigneurs le duc de Guyse, marquis d'Elbœuf, très haults et puissantes princesses, Mesdames la duchesse de Guyse et marquise d'Elbœuf; et plusieurs autres princes et grands seigneurs, proches parents et amys desdites parties, tous à ce présens, reconneurent et confessèrent, en la présence et pardevant lesdicts notaires comme en droict soy jugement avoir faict et par ces présentes font ensemble les traictez, promesses, pactions et convenances matrimoniales qui ensuivent; — c'est à sçavoir, que Monseigneur Anthoine de Croy, comte de Portien, et ma dicte damoiselle Catherine de Clèves, prendront l'un l'autre par loy de mariage, si Dieu et nostre mère sainte Eglise s'y accordent, le plus tost que faire se pourra...

Ce fut faict et passé audict chasteau dudict Saint-Germain en Laye, le 4^e jour du mois d'octobre, l'an 1560, ez présence de très hauts et très puissans princes, Messeigneurs le duc de Montpensier, le prince de Laroche-sur-Yon, M^e Jehan de Saint-Meloux, S^r de Pames, advocat en la cour de parlement, et plusieurs autres tesmoins.

Revenons un instant sur la clause, ci-dessus transcrite, de

in-8, t. IV, p. 83), rappelait qu'au XVI^e siècle « la maison de Clèves possédait, en même temps, deux pairies différentes, celle d'Eu et celle de Nevers, et que François de Clèves avait joui en même temps de deux titres de pair de France. »

l'acte du 4 octobre 1560, qui porte que « Monseigneur Anthoine de Croy, comte de Porcien et ma dicte damoiselle Catherine de Clèves prendront l'un l'autre par loy de mariage *si Dieu et nostre mère sainte Eglise s'y accordent*, le plus tost que faire se pourra. » Ce serait se méprendre singulièrement, que de voir dans cette clause la preuve, qu'en octobre 1560, Antoine de Croy n'était pas encore protestant, puisque nous avons précédemment établi (1), avec le témoignage de Castelnau (2), que dès les derniers mois de 1559, il avait adhéré aux doctrines de la Réforme, et qu'en outre il est certain que, depuis lors, il avait persévéré dans son adhésion, ainsi que cela ressort notamment de sa participation aux conférences de Vendôme et de La Ferté, et de sa présence à l'assemblée de Fontainebleau. Ceci posé, que se passa-t-il, en fait, postérieurement à l'acte du 4 octobre 1560? En d'autres termes, sous quelle forme eut lieu le mariage d'Antoine de Croy et de Catherine de Clèves? Fut-ce sous la forme dite *fiançailles par paroles de présent* (3), convention d'après laquelle deux contractants déclaraient devant notaire, se prendre pour époux, et le devenaient en effet, encore bien que leur déclaration de vouloir s'unir n'eût pas été précédée d'une proclamation de bans, et qu'ils n'eussent pas réclamé le concours d'un prêtre? Fut-ce, au contraire, dans l'enceinte d'une église catholique, par le ministère d'un prêtre, à la suite d'une proclamation de bans? C'est ce que nous ignorons. Quoi qu'il en soit, et en admettant même que la seule forme suivie ait été celle d'un mariage célébré par un prêtre catholique, il n'y aurait pas d'autre conclusion à tirer de ce fait que celle que voici, savoir : que le comte de Porcien, en laissant célébrer son mariage par un prêtre catholique, n'aurait accepté des attributions com-

(1) *Bull.*, 1869, n° 1, p. 14.

(2) Castelnau, *Mém.*, liv. I, ch. vi, in-fol., t. I, p. 12.

(3) Il est assez étrange de voir un agent de la cour de France, peu favorable, d'habitude, à ce mode d'union sur le territoire français, chargé précisément en 1560 d'en proposer l'emploi en Espagne, à l'égard de deux jeunes futurs époux dont nous ne tarderons pas à parler, lesquels étaient le comte d'Eu, fils du duc de Nevers, et la fille du duc et de la duchesse de Montpensier. (Voy. *Négociat. sous François II*, in-4°, p. 686.)

plexes de ce dernier en matière de mariages, que celle qui, d'après les usages et la législation de l'époque, le caractérisait comme un fonctionnaire public procédant à l'accomplissement d'un acte de la vie civile. Cette conclusion nous paraît d'autant plus juste, qu'en 1560, ne s'était pas encore établie parmi les protestants français la coutume de recourir au ministère de leurs pasteurs pour la célébration des mariages, et que ce ne fut guère qu'à dater de 1561, que quelques mariages furent célébrés en France, selon l'expression du temps, *à la mode de Genève* (c'est-à-dire par des ministres du culte réformé), mode dont l'introduction parmi nous semble devoir être attribuée à Théodore de Bèze (1). Ajoutons que Catherine de Clèves, appartenant encore, ainsi que sa famille, au catholicisme, en octobre 1560, et son mariage devant s'accomplir, tant sous les yeux de la cour que sous ceux de divers cardinaux hostiles à toutes *fiançailles par paroles de présent*, il ne restait d'autre voie accessible à Antoine de Croy que celle de la célébration de son union par un ministre du culte catholique, investi simultanément quant, à cette célébration, d'attributions sacerdotales et d'attributions civiles.

Au surplus, le temps devait venir bientôt où le comte de Porcien éprouverait la satisfaction de voir Catherine de Clèves et divers membres de sa famille se rattacher au culte réformé et le suivre dans la profession publique de sa foi religieuse. Mais n'anticipons point sur les événements ultérieurs, et continuons notre récit, sans nous écarter de l'ordre chronologique dans l'exposé des faits.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer, comme preuve du crédit dont jouissait à la cour Antoine de Croy, tout jeune qu'il était, qu'à l'occasion de son mariage, des lettres patentes

1) *Mém. de Condé*, in-4°, t. I, p. 54, Journal du chanoine Bruslart : « Le jour de Saint-Michel (en 1561), fust marié le jeune de Rohan, cousin du roi de Navarre, avec une damoiselle nommée Brabançon, niece de Madame d'Estampes; et furent espousés, comme le bruit commun en courut, en la mode de Genefve, par Théodore de Bèze; *idque*, au village d'Argenteuil, près Saint-Denis en France; là où assista le prince de Condé et la royne de Navarre; qui fust un grand scandale, et contre la religion chrestienne. »

d'octobre 1560 érigerent en marquisat la terre de Porcien (1).

Au moment où il s'occupait d'établir sa seconde fille, le duc de Nevers avait déjà renoncé au veuvage. En effet, deux jours avant l'acte du 4 octobre 1560, dont quelques passages ont été ci-dessus reproduits, avait été dressé au château de Saint-Germain en Laye, un premier acte (2) contenant les conventions civiles du mariage de François de Clèves avec Marie de Bourbon, comtesse de Saint-Pol, duchesse d'Estouteville, cousine de Marguerite de Bourbon, première femme de ce prince (3). La seconde union contractée par le beau-père du comte de Porcien ne devait pas être de longue durée.

Attaché de cœur à Catherine de Clèves, et s'associant sans réserve à ses sentiments, Antoine de Croy apporta dans les relations qu'il soutint avec la nouvelle famille qu'elle lui avait donnée, une sincérité d'affection et de dévouement qui ne se démentit jamais. Plein de déférence envers le duc de Nevers et la nouvelle compagne qu'il avait choisie, confiant et bon avec ses belles-sœurs et ses beaux-frères, il s'était senti dès les premiers moments, particulièrement attiré vers ses deux tantes par alliance, Eléonore de Roye et Jeanne d'Albret. L'affection qu'il leur avait vouée se fortifiait d'une communauté de sentiments religieux qui les lui rendait l'une et l'autre d'autant plus chères.

Peu après son mariage, il se vit appelé, dans des circonstances très-douloureuses pour le prince et la princesse de Condé, à prouver à tous deux la vivacité de sa sympathie. Sans entrer dans le détail de ces circonstances, il nous suffira de rappeler que, frémissant de colère à la vue des résolutions prises par l'assemblée de Fontainebleau, les Guises n'avaient reculé devant aucuns moyens pour en paralyser les effets; et

(1) Haag, *France protest.*, v^o Clermont, p. 500.

(2) Bibl. imp., Mss. f. fr., vol. 2749, f^o 138 et suiv. — Voy. aussi *Négociations, lettres et pièces diverses, relatives au règne de François II*, Paris, in-4^o, 1841, p. 585 et suiv.

(3) Le Laboureur, *Addit. aux Mém. de Casteln.*, in-fol., t. II, p. 96, 97. — Brantôme, *Hommes illustr. et gr. Capit. franç.*, v^o M. de Nevers, François de Clèves. Edit. du *Panthéon litt.*, t. I, p. 475.

qu'ils avaient réussi à faire transférer les Etats généraux à Orléans, où, grâce à une série de machinations auxquelles l'assassinat même devait se mêler, ils espéraient se délivrer à jamais des princes de Bourbon, leurs adversaires, annihiler la royauté, dominer la situation générale et anéantir le protestantisme dans des flots de sang. On sait quel indigne traitement subirent, à leur instigation, le prince de Condé et son frère, le roi de Navarre, lors de leur arrivée à Orléans, où le roi les avait appelés, et où, dans l'excès de leur confiance, ils avaient consenti à se rendre, malgré les avis réitérés de leur famille et de leurs amis. Le comte de Porcien était à Orléans lorsque s'y déroulèrent les tristes scènes du procès suscité à son oncle, le prince de Condé; il partagea les angoisses de sa tante, Eléonore de Roye; fut révolté de la lâche brutalité du cardinal de Lorraine à son égard, et de l'odieuse attitude de la cour, et témoigna par son langage et ses actions l'indignation qu'il en ressentait. Persécuter ceux qu'il aimait c'était s'attaquer à lui-même: aussi, à l'ouïe de la condamnation à mort prononcée contre l'un de ses oncles, de la tentative de meurtre dirigée contre l'autre, et du danger qui menaçait, en même temps, l'amiral de Coligny, éprouva-t-il pour les Guises une répulsion qui ne devait pas tarder à se manifester par une rupture éclatante avec eux.

(*Suite.*)

C^{te} JULES DELABORDE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

DEUX CONSEILS DE CALVIN

I

SUR LE CAS D'UNE FEMME MALTRAITÉE DE SON MARY A CAUSE
DE L'ÉVANGILE.

Nous ne sommes pas si inhumains que nous n'ayons compassion de tous ceux qui endurent pour l'honneur de Dieu et pour la vérité de l'Evangile de nostre Seigneur Jésus-Christ, afin de les soulager tant qu'il nous seroit possible et que nous en aurons la faculté. Surtout nous avons compassion des pauvres femmes qui sont mal et rudement traitées de leurs maris, considérant bien que c'est une tyrannie et captivité bien rude et cruelle. Toutesfois nous ne trouvons pas qu'il nous soit licite par la Parole de Dieu de conseiller à une femme d'abandonner son mary, sinon par force de nécessité. Or nous entendons ceste force, non pas quand le mary usera de rudesses et de menaces, mesmes quand il la battra, mais quand il y aura péril éminent de la vie, soit que le mary la persécute, ou qu'il conspire avec les ennemis de la vérité, ou que cela vienne d'ailleurs. Pourtant, au cas qui nous a esté proposé, nous respondons que nous ne voyons point encores justes raisons que la femme se retire jusques à ce que le danger y fust plus manifeste. Ainsi nous l'exhortons, au nom de Dieu, de porter patiemment la croix à laquelle Dieu l'a voulu assujectir, cependant ne fleschir point de son devoir qu'elle a envers Dieu pour plaire à son mary, mais tenir bon, quoy qu'il en soit, et monstrier qu'elle n'a point délibéré de changer de propos. Si elle se sent débile, prier Dieu qu'il luy donne ferme constance, cependant de mettre peine d'amollir le cueur de son mary. Si elle est contraincte, alors il luy est permis par la Parole de Dieu de se retirer, et en ce faisant elle ne quitte pas son mary,

veu qu'elle sera tousjours preste d'habiter avec luy, moyennant que ce soit sans dangier de mort. Ce 4 juin 1559.

(Registres de la Compagnie de Genève. Copie.)

II

SUR LE CAS D'UN ÈVÈQUE OU CURÉ QUI SE VOUDROIT RANGER
A LA PURE RELIGION (1).

Pource qu'on s'est enquis de moy en cas que Dieu fist la grâce à quelques evesques et prestres de la papauté de se réduire, quelle procédure on devoit tenir à les recevoir pour pasteurs, j'ay bien voulu coucher en brief par escript ce qu'il m'en semble, priant ceux qui liront ce sommaire d'excuser la brièveté, d'autant que à grand peine ay-je eu deux heures pour le dicter, estant desjà battu d'un catharre qui me rend plus pesant et tardif.

Si donc quelqu'un qui ait eu charge d'âmes, soit evesque ou curé, est touché de Dieu pour se rengier à la pure doctrine de l'Evangile, quand il ne sera capable d'exercer l'office, n'ayant point de sçavoir et dextérité d'enseignes, ce seroit grande témérité à luy de s'en vouloir mesler. Parquoy le faict de sa conversion sera de s'en déporter, congnoissant que ça esté un abus trop lourd de porter un tiltre sans effect. Et par ce moïen il faudra qu'il cède, et quitte le lieu à un successeur qui se trouvera idoyne et sera deuement ordonné, se contentant d'estre receu au troupeau comme brebis.

Si quelque evesque ou curé avoit grâce et doctrine pour exercer l'office, et qu'il s'y voulust appliquer, il sera requis devant toute chose qu'il face confession de sa foy, et proteste d'adhérer à la pure et simple religion. Secondement, qu'il confesse que sa vocation a esté abusive auparavant, ainsi qu'il demande d'estre approuvé de

(1) *Au dos* : Pour Monsieur Rémond Chauvet. — Sans date : 1561. Le cas soumis au réformateur n'était rien moins qu'hypothétique. Dès l'an 1561, plusieurs évêques français inclinaient en secret vers la Réforme. On citait particulièrement Odet de Coligny, cardinal de Châtillon et évêque de Beauvais; Saint-Romain, archevêque d'Aix; Montluc, évêque de Valence; Jean de Barbançon, évêque de Pamiers, et Charles Guillart, évêque de Chartres. Deux prélats, Jacques Spifame, évêque de Nevers, et Jean Caraccioli, évêque de Troyes, exercèrent quelque temps le ministère évangélique, l'un à Issoudun, l'autre dans le chef-lieu de son ancien diocèse.

nouveau, et notamment qu'il désavoue ce qu'il a esté institué par l'autorité papale, et renonce à tous autres moïens illicites et contravenans à l'ordre que nostre Seigneur Jésus-Christ a establi en son Eglise.

Cela faict, je ne voy point qu'on doive faire difficulté de le recevoir, à condition qu'il tienne promesse, et s'aquitte fidèlement de son devoir, mesme qu'il se joigne à la compagnie des ministres qui preschent purement la Parolle de Dieu et se submette à la discipline et police qu'ils ont et gardent. Cependant que tout le temps passé soit enseveli, et que toutes fautes luy soyent remises, sinon qu'on l'exhorte pour le temps advenir de se porter comme il doit.

Si on alleigue la reigle de saint Paul, que l'evesque qu'on eslit doit estre irrepréhensible, je respon qu'il n'est pas icy question, à mon advis, d'une élection simple, mais d'une approbation pour remettre en son entier ce qui avoit esté corrompu. Car telles gens ont eu le tiltre et degré de pasteurs à leur condamnation, aussi quand ils s'offrent à s'aquitter de leur devoir, ce qu'ils ont mal usurpé pour un temps leur peut bien être accordé par l'Eglise. Il y a deux vices en leur estat; l'un est qu'ils n'ont pas esté introduicts par voie légitime, l'autre qu'ils se sont dégradés en n'exécutant point leur commission. Et cela n'empesche point quand ils sont prests de se réunir à la vraye Eglise qu'on ne les tienne pour ministres ordinaires, et ainsi qu'ils soyent comme de nouveau confermez pour corriger le defect qui y a esté.

Il se faut bien icy garder d'ambition, mais c'est tant d'une part que d'autre, assavoir, comme on ne doit point, pour gratifier, rompre l'ordre de l'Eglise, aussy qu'on ne doit point, en tenant trop grande rigueur, donner occasion de penser qu'on cerche son avantage. Et de faict le mot dont saint Paul use quand il defend de rien faire par ambition, emporte appetit de victoire. Ainsi le vray moyen qu'on a à tenir en tels troubles est de ne point cercher qui gaignera.

Si ceux qui font profession de se vouloir retirer au bon chemin se sont grévés en cecy, ils ont grand tort. Car il est certain qu'on ne les peut tenir pour pasteurs chrestiens qu'ils n'ayent renoncé à la prétrise papale, en laquelle ils ont esté institués pour sacrifier Jésus-Christ, qui est un blaspheme digne d'estre détesté. Et puis il faut qu'ils protestent de s'abstenir dorénavant de toutes supersti-

tions et ordures qui repugnent à la simplicité de l'Evangile. Car comment pourroyent-ils administrer la sainte Cène, sinon estans séparés de ceste abomination de la messe? Et aussi ils ne peuvent estre ministres du baptesme qu'en rejetant les meslinges dont il a esté corrigé. Bref, l'Eglise ne le peut accepter pour pasteur, quand il ne s'oblige de faire son devoir.

Cela presupposé, il faudra qu'un evesque tasche, tant qu'il pourra, de purger les Eglises qui sont sous sa charge et superintendance de toutes idolâtries et erreurs, monstrant le chemin à tous ceux de son diocèse, et les induisant à obeir à la réformation à laquelle la Parolle de Dieu nous convie, et laquelle est conforme à l'estat et pratique de l'Eglise primitive. Et cependant qu'il se déclare n'advouer ceux qui ne voudroyent acquiescer à la Parolle de Dieu, et qu'il monstre à l'opposite qu'il s'accorde avec les vrais serveurs de Dieu, et qu'il veut observer union fraternelle avec eux.

Touchant du bien temporel, soit en jurisdiction ou revenu, combien que c'est une corruption incompatible avec la pure simplicité du régime spirituel de l'Eglise, toutesfois, durant que les choses demeurent confuses, on pourra bien, par tolérance, leur en laisser la possession, moyennant qu'on les exhorte de distribuer le bien qu'ils ont entre mains, comme estant dédié à Dieu, tant pour ne prophaner les choses sacrées, qu'aussy pour s'en servir en modestie convenable à vrais evesques.

Au reste le meilleur seroit, quand telles gens voudroyent garder les seigneuries et jurisdictions terriennes, qu'ils se contentassent d'estre tenus comme protecteurs de l'Eglise, tenant la main à ce que la Parolle de Dieu preschée par les ministres fust reçue, et le service de Dieu maintenu en son entier, sans se mettre au rang des ministres, mais taschans de les ayder, comme ayans superintendance à cela par autorité royale; auquel cas, combien qu'il y ait de l'infirmité qui ne soit pas du tout excusable, toutesfois ils seront à supporter estans recognus pour membres honorables de l'Eglise à laquelle ils serviront.

(Bibl. imp. Dupuy, vol. 102. Copie.)

CHANSON SUR LA LIGUE

1585

Notre zélé collaborateur, M. Gust. Masson, auquel nous devons les belles stances inédites de d'Aubigné sur la mort de Henri IV (*Bull.*, XV, p. 227), et tant d'autres trésors, nous transmet ces énergiques strophes, retrouvées par lui dans les archives royales de Londres : c'est la Némésis calviniste devançant la *Satyre menippée*.

I

Vous, dont la sainte frenaisie,
L'ambition, la jalousie,
Tient un grand peuple révolté,
Est-ce là vostre sainteté?

II

Qui contre France, vostre mère,
Armez une race estrangère,
Par un feint zèle ensanglanté,
Est-ce là vostre sainteté?

III

Qui, nourris de sang et carnages,
Faictes profit de nos dommages,
Autheurs de nostre adversité,
Est-ce là vostre sainteté?

IV

Qui, pour usurper nostre terre,
Avez en renards fait la guerre,
Et au sang royal disputé,
Est-ce là vostre sainteté?

V

Qui, poussés d'une sainte rage,
Exposez noz biens au pillage,
De l'Espagnol sollicité,
Est-ce là vostre sainteté?

VI

Qui, soubz nom d'une Ligue sainte,
Prétendez rendre par contrainte
Un roy chrestien (1) déshérité,
Est-ce là vostre sainteté?

VII

Qui, mocqueurs à vostre avantage,
Eslisez au roy jeune d'eage
Un successeur décrépité (2),
Est-ce là vostre sainteté?

VIII

Qui de sang remplissez les villes,
Qui violez femmes et filles,
Exerceant toute cruauté,
Est-ce là vostre sainteté?

IX

Qui de Martel vieilles reliques (3),
Avez, par vos fines pratiques,
Le règne du roy limité,
Est-ce là vostre sainteté?

X

Qui, Absalons, Nérons, Phalares,
Briguez, tuez, bruslez, barbares,
L'Estat, le peuple, la cité,
Est-ce là vostre sainteté?

XI

Plustost les âmes infidèles
A Dieu et au prince rebelles,
S'arment de ce tiltre emprunté
D'une hypocrite sainteté.

(1) Le roi de Navarre, plus tard Henri IV.

(2) Le cardinal de Bourbon, oncle du roi de Navarre.

(3) Allusion aux prétentions de la maison de Lorraine, que les généalogistes faisaient remonter à Charlemagne, même « à Priam, prince de Troie. »

XII

Plustost Satan, qui vous manie
 Pour redresser sa tyrannie,
 Vous appelle de son costé :
 C'est d'où vient vostre sainteté;

XIII

Viennent donc de Dieu les tempestes
 Foudroyer vos rebelles testes,
 Supplice par trop mérité
 Pour fin de vostre sainteté!

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
 DE MARSEILLE

1696-1708 (1)

*Du 19 may 1696, extrait de lettre de M. Jean Serres,
 le troisième des trois frères.*

Après avoir parlé de quelques moyens qu'on avoit employez inutilement pour procurer leur liberté, il ajoute ce qui suit :

Cette considération devoit nous détourner de rechercher davantage les moyens humains qui ne font d'ordinaire qu'inquiéter ceux qui y font quelque fonds, lorsqu'ils ne réussissent pas selon leurs espérances, et nous engager à mettre une solide et patiente confiance en celui qui ne manque jamais de secourir intérieurement ou extérieurement ceux qui espèrent en lui, lorsque son adorable sagesse le permet, et reconnoître que notre trop grande corruption retarde le moment de notre délivrance, ou que Dieu prévoit que cette douceur nous seroit plus funeste qu'une continuation, ou même un redoublement de souffrances ; d'ailleurs qu'il veut être

(1) En donnant ici la continuation de ce précieux Journal, nous devons relever une erreur commise dans les extraits précédents (*Bull.* de janvier, p. 35 et 39). C'est à l'an 1696, et non 1699, que se rapportent ces extraits.

glorifié plus magnifiquement par notre perpétuelle captivité, et ainsi nous conformer humblement à sa sainte volonté, et nous estimer infiniment heureux de l'honneur qu'il nous fait de souffrir pour son nom.

*Autre extrait de lettre du même M. J. Serres,
de juillet 1696.*

Je marquois à cette amie, qu'on avoit chargé de nouvelles chaînes mon cher frère, (c'est le deuxième des trois frères, M. David Serres), avec un de ses amis, qu'on accuse d'avoir reçu toutes ses lettres; je lui marquois que je m'attendois à subir le même sort, et le conjecturai si juste qu'on m'en fit bientôt expérimenter la rigueur; et du depuis j'ay été si peu libre et si bien observé, que quelques précautions que je prisse, je n'eus point de jour à pouvoir décevoir la vigilance de mes inspecteurs. C'est quelque chose de bien rude et de bien cruel que d'être tombé entre les mains de gens impitoyables. Le tems ordinairement radoucit les maux les plus violens, mais dans le misérable séjour où nous vivons, nous ne trouvons point de relâche; le tems ne fait naître que de nouvelles inventions à nous tourmenter, et fortifiant la résolution de ceux de qui nous dépendons, a changé en habitude la persécution. Je suis seur, Monsieur, que sans que je passe plus avant, vous sentez votre cœur s'émouvoir au léger récit que je lui fais de notre triste condition. Ce n'est pourtant pas grand chose en comparaison de ce qui suit.

Un misérable forçat prenant occasion de ses désordres et croyant trouver sous ses piez les fleurs d'une soudaine liberté, s'est avisé, il y a six jours, d'aller trouver M. l'intendant et M. le major, pour charger ce cher frère du crime de lèze-majesté, l'accusant d'avoir des intelligences avec les ennemis de l'Etat; comme si un confesseur qui souffre la perte de ses biens, de sa liberté et de son repos pour sauver son âme, étoit capable de trahir son prince; comme s'il ignoroit que ses souffrances seroient vaines et sans fruit, s'il n'allioit la fidélité qu'il doit à son roy, à celle qu'il conserve à son Dieu, puis qu'il sçait qu'il n'y a point de puissance qui ne soit établie de par lui, et que qui résiste à la puissance résiste à Dieu. Cependant sur la déposition fausse et mal soutenue de cet imposteur, on a saisi l'argousin de sa galère, un soldat

et deux matelots ; le premier étant accusé d'avoir déchiré des papiers qu'il avoit trouvez sur mon frère, en le fouillant par ordre, et de les avoir jettez à la mer, pour le favoriser (on suppose qu'ils étoient suspects), le second, de nous servir de Mercure, et les deux autres de je ne sais quels soupçons sur le même sujet. Tous ces pauvres gens-là ont été chargez de chaînes, le premier mené dans une chambre de l'hôpital bien gardée, et les autres ferrez sur de différentes galères. Outre cela on a compris le frère du pauvre forçat qui à la vérité avoit reçu quelqu'une de nos lettres. Il n'a pas été pris, étant allé à ce qu'on dit en Languedoc, pour y débiter quelques marchandises. Mais on l'attend pour lui mettre la main dessus, et on accuse celui-ci de négocier pour nous du côté d'Espagne. Nous souhaiterions tous ardemment que ce dernier arrivât, et qu'on le saisît, parce qu'il n'auroit qu'à produire les mémoires de son petit commerce, citer les marchands avec qui il a eu à faire, et nommer toutes les villes où il a passé et séjourné depuis son départ jusque à son retour, pour mettre en plein jour l'innocence de tous tant qu'ils sont, et manifester la fraude du calomniateur. Toutefois, sans attendre les éclaircissemens qu'on pourroit tirer de lui, on a interrogé ces cinq emprisonnez et chargez de fers et de menottes, et sans même parler à mondit frère on a envoyé la procédure en cour, dans laquelle on charge beaucoup l'argousin, comme s'il avoit donné les mains à ce cher frère sur qui roule tout ce procez. Un de mes amis qui a tout vu, et qui m'en a écrit secrètement, m'a conseillé de dire à mon frère de prendre des précautions et de régler ses affaires, et que pour nous dire nettement son sentiment, on travailloit à le mettre dans quelque retraite, de manière que ce cher frère s'est préparé à se voir privé de la lumière du jour, dont il jouit par la grâce de Dieu, pour aller goûter les horreurs d'une sombre nuit dans les cachots de la citadelle. Il m'a déjà fait ses adieux, et peut-être pour toute sa vie, ne sachant l'heure de son départ et de notre cruelle séparation. Il m'a écrit sur de petites cartes avec un crayon, pour me dire qu'il ne croyoit plus jouir de la satisfaction de me voir.

Il faut que je vous avoue, Monsieur, que j'ay senti plus de douleur et de violence dans ce moment que durant tout le temps de mon rude esclavage. Quelques réflexions que j'aye faites sur mon état d'affliction, et quelque résolution que j'eusse prise de me met-

tre au-dessus de toute sorte d'événement avec le secours de la grâce, n'ayant pas prévu la privation de ce cher frère, le coup a été aussi semblable à celui de la foudre, plus cruel en ce qu'il a été inopiné. Mais la suite de sa lettre m'a fait étouffer tous ces sentimens dans la joie. Il m'a marqué la véritable douleur qu'il avoit de nous quitter comme bon frère ; mais comme c'est pour l'intérêt d'un maître qui veut qu'on renonce à père, mère, sœurs et frères et à soi-même, lorsqu'il s'agit de le suivre, il a fait céder sa douleur à son devoir, en me fournissant par des dispositions si saintes un exemple parfait de soumission et d'obéissance aux ordres du souverain seigneur de toutes choses. Je me suis aussi consolé en sachant qu'il fait tourner toutes choses en bien à ceux qui l'aiment, et que comme il lui a fait la grâce de croire en lui, et l'honneur de souffrir pour lui, il ne permettra point que tentation le saisisse sinon humaine, et que la multitude des combats où il daigne l'appeler, sera la matière de ses victoires, le triomphe de l'Eglise et la gloire de notre divin Sauveur qui demeurera sa force dans son infirmité, et sa clémence (?) dans la récompense infinie qu'il prépare à ceux qui poursuivront constamment la course qui leur est proposée.

C'est sur ce fondement qu'il envisage les dangers et les malheurs de ce monde avec mépris. Ce fondement ne peut manquer puisqu'il est plus ferme que le ciel et la terre. Néanmoins comme Dieu veut que nous l'invoquions dans nos nécessitez, avec promesse de nous exaucer, et que par là témoignons de n'attendre rien de nos forces, mais du seul secours de sa grâce, ce cher frère, en me demandant mes vœux, m'a chargé, Monsieur, de vous demander la continuation de vos plus ardentes prières et de toute votre Eglise, afin que Dieu qui prend plaisir à ces sortes de sacrifices, daigne nous faire entendre de son ciel au fond de notre cœur : *Ma grâce vous suffit*, et comme je vous exhorte d'être fidèles, je vous donnerai la vertu de le devenir afin de vous donner la couronne de vie. Ne nous abandonnez donc pas, Monsieur, dans de si rudes combats. Dieu vous a établi pasteur d'un florissant troupeau ; étendez, s'il vous plaît, vos soins et vos vœux sur de pauvres brebis qui ne sont pas à la vérité errantes, puisqu'elles suivent les sentiers de la vérité, mais qui sont dans un champ ouvert exposez à la fureur des loups ravissans et de toute sorte de bêtes féroces et sanguinaires ; élevez vos mains au ciel de la montagne d'assurance, et ne les abais-

sez pas que nous n'ayons remporté la victoire sur des Amalekites encore plus cruels que ceux qui combattoient l'ancien Israël, puisque nous vous considérons comme des Moyses pleins de feu et de zèle pour la délivrance de son peuple et la défaite de l'ennemi. Je say, Monsieur, que c'est dans une occupation aussi sainte que vous prenez vos plus douces délices.... Vous ne serez pas fâché de ce que nous vous demandons, lorsque vous considérerez que nous avons besoin d'un secours extraordinaire dans la conjoncture présente, et que vous pourrez prendre occasion de notre état d'affliction pour exciter le zèle de vos peuples à prier pour nous dans leur particulier...

Et un peu plus bas, sur ce qu'on lui avoit recommandé un frère qui étoit dans un cachot, il ajoute :

Il y a longtems que nous avons quelque habitude avec les pauvres solitaires, mais il faut des précautions incroyables, et avec cela de la dépense, car outre qu'ils sont dans un lieu obscur, qu'une sentinelle est à leur porte, et qu'on ne les visite qu'une fois le jour pour leur porter à manger, c'est que quand on leur ouvre, il se présente quatre fusiliers, avec un sergent à la porte, pendant que le concierge leur donne leur manger. Or, jugez quelles machines il faut faire jouer pour trouver accez dans un lieu si bien gardé. Cependant tout cela n'empêche pas que nous n'en tirions des nouvelles de tems en tems, et que nous n'adouçissions leurs maux, selon leur désir et leur état. Mais comme un abîme appelle un autre abîme, il est aussi survenu des troubles dans ces quartiers-là, de manière que la ligne de communication étant rompue, je ne puis pas savoir encore si Monsieur Cap*** a reçu sa lettre. J'ai vu un de ses billets qui n'en parle pas, et cela me fait douter qu'elle ne lui a pas été rendue ; car nous avons sceu par nos autres amis que le Mercure leur avoit rendu quelque chose de décacheté, et qu'il étoit grand ami d'un nommé Tibante, ce qui nous fait douter qu'il lui a pû faire voir quelque chose, et ce Tibante est un misérable apostat, livré au vice et à l'impureté, et qui se voyant abandonné après diverses chutes et plusieurs excez de débauche s'est déclaré notre plus ardent ennemi. Ainsi nous avons mieux aimé quitter ce messenger infidèle que de nous exposer à être découverts, et jugez quel tintamarre ne feroit pas cette affaire. On nous fait un

crime de tout. Les actions les plus louables et les plus innocentes sont pour nous des attentats punissables, et à vous parler franchement, je crois que tout ce qu'on a fait contre mon puiné ne vient que de ce qu'on sçait par de faux frères, que nous, et surtout lui, sommes les canaux par où passe la douceur qu'on procure aux vrais membres de Jésus-Christ. Il est bien vrai qu'un fripon a parlé et écrit contre lui ; mais il n'est pas [douteux] qu'on eût connu son imposture. Cependant on est bien aise qu'il ait parlé pour trouver lieu de nous opprimer et épouvanter à cause du reste.

On mena environ le 25 du passé un de nos frères condamné en Languedoc pour assemblée ; on l'a chargé de deux grosses chaînes. Il s'appelle Antoine Chabert de Saint-Ambroix. On prit aussi le 25 du même mois un nommé la Porte, qui a fait tant de bruit et duquel on avoit mis la tête à gage. Il signa de son sang le 27 à Montpellier la vérité, et servit d'aspersion sur l'autel de la confession. Il témoigna une fermeté inébranlable qui étonna les persécuteurs, et remplit d'admiration ceux en qui reste encore quelque teinture de cette vérité pour laquelle il abandonna joyeusement la vie. Il fut d'un visage gay au lieu où se devoit faire le sacrifice, en chantant les loüanges de Dieu, qu'il n'interrompit, que pour faire aux assistans une exhortation touchante, et sans effroy sa contenance marquoit plutôt le désir de déloger que la crainte de mourir. Enfin il finit par une prière véhémence qui édifia tout le monde (1). Il se répandra du sang jusqu'à la fin, pour être redemandé à la nation qui l'aime, depuis le sang d'Abel jusqu'au dernier moment. Cet exemple nous prêche notre devoir, au cas que Dieu nous y appelle ; mais il nous seroit difficile d'aller si loin que nous n'y soyons disposez par un entier dégagement.

Par des lettres de Marseille de juillet 1696, on mande que le 9 le Grand Prévôt fit prendre les noms de trois confesseurs : Roux, Viala et Tardieu, qu'il leur demanda lui-même, avec le lieu de leur naissance, et le sujet de leur condamnation, etc. Le jour suivant on a rapporté qu'on avoit rencontré M. Baneillon, lequel on amenoit à l'Hopital pour l'y enfermer ; que M. d'Archimbeau le fut prendre avec un secrétaire de M. l'intendant des galères, se saisissant de lui. Il ordonna de ne pas bouger, afin qu'il n'eût pas le tems

(1) Ce martyr était frère du chef camisard La Porte et oncle du fameux Roland. Voir Haag, *France protestante*.

de rien serrer. Après l'avoir fait mettre en couple avec un Ture, il le fit fouiller en poupe fort exactement, et de là il fut mené devant l'intendant sans qu'on lui eût néanmoins rien trouvé, que quelques jours auparavant, dans une caisse, qu'on lui saisit, une liste générale des confesseurs bien spécifiée, avec des Pseaumes, et quelques autres livres, et quoy que ce fussent des choses de la dernière indifférence, on l'a réduit dans l'état où on a réduit M. le puiné, et ses compagnons d'affliction en Jésus-Christ. Si on n'a pas reclus les autres, comme le bruit en couroit, c'est qu'on ne trouve rien à redire en eux.

Le 14 juillet, un grenadier de la *Favorite* commandée par M. de Peines, fut trouver un muletier de Genève, sachant qu'il étoit arrivé en cette ville, pour lui demander un paquet de livres, ou de lettres (à ce qu'on m'a dit) qu'il avoit à rendre à M. Serres le puiné. Ce pauvre homme le lui ayant livré, incontinent le soldat fut le porter à M. l'intendant, et en même tems celui-ci fit arrêter le muletier avec une autre personne de Montpellier, qui étoit avec lui, et les fit mettre à la chaîne où ils sont encore. Nos chers confesseurs sont inconsolables de cet accident, appréhendant fort pour ces deux hommes.

Il paroît par une lettre de M. Jean Serres le cadet du mois d'août 1696 qu'il étoit aux îles du château d'Y, avec d'autres frères, attendant le vent pour faire campagne.

Le même écrivoit à son aîné, que le 11 d'octobre étant partis de Collioure, et venus à la vue de Cette en Languedoc, le mauvais tems les avoit pris et avec tant de violence qu'étant obligés de relâcher au cap de Quiers, ils y arrivèrent avec tant de confusion, que les galères *Madame*, *Saint-Louis*, *Conquérante* et *Gloire*, faillirent à faire naufrage, et que depuis qu'ils étoient dans cette rade ils étoient si persécutés de l'orage, que, si cela duroit, ils seroient obligés de laisser échoïer ces galères, et qu'on y avoit envoyé des vingt autres galères dix mariniers de rame par galère, pour voguer à contrevent sur le fer, sans tente, à la fureur du vent et de la tempête. C'est quelque chose de bien triste pour moy (ajoute M. Serres l'aîné), de voir ce cher frère, et tout ceux qui souffrent pour Christ, être exposés à tant de fatigues et de périls. Je vous demande ardemment vos vœux pour leur conservation.

On a une relation de la suite de ce voyage par une lettre de

M. Serres le jeune lui même, où il marque entr'autres choses, qu'à la descente qu'ils firent à Saint-Philippe, il y eut grand nombre de forçats et de soldats qui restèrent sur le carreau ; qu'étant arrivez des premiers devant cette place, ils eurent la première pointe ; que M. de Vendôme, leur général, vint faire le tour des galères, et que sur les dix heures du soir, ils levèrent l'ancre pour retourner

Roses. Que les Espagnols croyant que les galères de France iroient escorter les barques qui apportoitent des provisions pour l'armée de M. de Vendôme, armèrent un grand nombre de vaisseaux et de galères pour les aller combattre, et les François voyant que les ennemis avoient l'avantage du nombre et du vent, et quoy qu'il fût venu des ordres de la Cour pour le combat, cependant les François dont les galères avoient déjà paru en route, ayant tenu conseil, on fit entendre à M. de Vendôme que les ennemis étant beaucoup supérieurs, et eux manquant de bons matelots et de plusieurs autres choses nécessaires... ce qu'il approuva (*sic*) et commanda M. de Noailles de ne bouger pas de Roses jusques à nouvel ordre. L'ordre vint ensuite, de retourner en Provence, ce qui réjouit extrêmement tout le monde.

Il y a une lettre de M. Serres l'ainé, du... par où paroît qu'il a aussi fait campagne, exposé à de rudes travaux, et même aux prises avec de puissans ennemis. Mais ce bon Dieu, dit-il, qui exauce toujours ses enfans, nous a fait sortir victorieux du milieu du combat. Le cadet, qui étoit avec moy, et plusieurs autres de nos frères, se sont toujours bien portez ; il n'y a eu que moy qui ay été fort incommodé d'un antrax à la poitrine, mais dont j'ay été heureusement délivré après un mois de maladie. Le cadet qui fut à Barcelonne, après qu'elle fut rendue, y vit plusieurs officiers. — On a libéré quelques Piémontois, mais de ceux qui ont lâché le pied. Je ne scay si on avoit voulu commencer par ceux-là, bien que l'ordre soit pour tous ceux qui sont de la même nation, afin d'ôter l'espoir à ceux qui sont du bon coin, et d'en attirer quelqu'un et lui faire perdre dans un moment le fruit de dix ou douze ans de souffrances.

Environ le mois de juillet 1696, il s'éleva un nouvel orage contre MM. les frères Serres. En voici l'occasion. Un marchand de Marseille, nommé M. Serres, fut arrêté, étant accusé d'avoir fourni de l'argent à quelques malheureux, qui se trouvèrent être des espions,

et qui comme tels furent condamnés au dernier supplice. Comme il portoit le même nom que nos fidèles confesseurs, on s'imagina, ou l'on feignit de croire qu'il étoit leur parent, et que ces Messieurs entroient avec lui dans les mêmes intrigues. C'est sur quoy ledit Serres fut interrogé de même que le second des trois frères, quoy que chacun sceut que ledit Serres, marchand, étoit établi dez long-tems à Marseille, et quoy qu'il n'y eût nulle liaison de parentage avec eux. Cependant à cause du nom, et parce qu'il étoit de la religion et originaire du Languedoc, on jetta de grands soupçons sur les trois frères, jusqu'à les faire passer pour des traîtres et pour ennemis de l'Etat, à publier même qu'ils vouloient faire embraser les galères, ou le parc du roy. Là-dessus on donna des ordres secrets contr'eux. En étans avertis, ils se tenoient sur les gardes; mais il arriva que le second des trois frères, voyant que les bruits qu'on répandoit contr'eux grossissoient de plus en plus, et craignant qu'on ne surprit quelques livres et quelques papiers, qu'il avoit laissez en garde dans un certain endroit, le nommé Pasquet, forçat catholique-romain, qui en étoit chargé, fut surpris, arrêté et traité comme il a été dit ci-devant, de même que les sieurs Serres, le second, et Sabatier. On a sceu qu'une femme qui leur avoit rendu auparavant des services dans des occasions assez délicates, gagnée par de l'argent, les avoit trahis, et avoit aidé à découvrir le transport de ces livres.

Monsieur Serres l'aîné dans une lettre écrite environ le mois de septembre 1696, ayant parlé de la lâcheté de quelques-uns de ceux qui ayant été pris en revenant d'Orange avoient changé de religion pour se tirer de souffrance, ajoute ce qui suit : Nous voyons avec joie que quelques-uns des plus sages témoignent beaucoup de résolution là-dessus. Lorsque les capitaines ont demandé à quelques-uns, à quoi ils songeoient, lorsqu'ils se sont laissez prendre : C'étoit pour prier Dieu, répondirent-ils. — Mais vous aviez quitté votre religion ? — Non, Messieurs, on nous a surpris dans notre enfance, et la connoissance de la vérité se communiquant à nos esprits et à nos cœurs, à mesure que nous avons avancé en âge, nous avons été à Orange pour en faire les actes.

Mais quand nous n'aurions pas été surpris et que la violence nous eût fait succomber, nous ne sommes pas obligez de persévérer dans le mal, lorsque nous le connoissons, et de nous perdre. La

conscience est un juge qui nous ordonne et qui nous poursuit sans cesse, nous représentant avec mille remords qu'elle nous cause, l'horreur de notre péché; nous avons donc voulu nous en délivrer, et en confessant notre lâcheté, rendre gloire au Dieu que nous avons outragé. Le sort de la galère est sans comparaison plus doux que celui d'un malheureux, de qui la faute se présente incessamment devant les yeux, avec des couleurs affreuses, et nous nous estimerons heureux d'y souffrir, pour réparer s'il se peut par là nos péchez et apaiser la colère de Dieu.

On dit dans une autre lettre : Qu'entre ceux qui ont été pris en revenant d'Orange, on n'a connu qu'un nommé M. Carrière, près d'Usez, frère d'un bon confesseur du même nom, sur lequel on puisse faire fonds. C'est ce que la suite a justifié, puisqu'il a constamment persévéré jusqu'à présent. Il est connu sous le nom de *Cephlat*.

MÉLANGES

LA BEAUMELLE ET MADAME DE MAINTENON

La *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier dernier a publié deux articles fort intéressants pour le protestantisme français, l'un consacré à *Louis de Berquin*, ce noble martyr de la foi réformée, par M. Barthélemy Hauréau, qui a su rajeunir ce sujet par l'heureux emploi des Registres du parlement de Paris, mais qui a trop laissé dans l'ombre le caractère religieux de son héros; l'autre consacré à la question de l'*authenticité des Lettres de Madame de Maintenon*, et aux jugements portés sur la petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, sur la foi de La Beaumelle, falsificateur hardi de sa correspondance. Après l'enquête de M. Th. Lavallée, l'article de M. Geffroy mérite l'attention, et sur quelques points peut paraître décisif. Rien de plus piquant sous sa plume que l'histoire des deux recueils épistolaires auxquels La Beaumelle a attaché son nom. Il avait reçu de Racine fils un certain nombre de lettres parfaitement authentiques de Madame de Maintenon. Il imagina de suppléer aux lacunes par ses propres inventions, en puisant dans les traditions de Saint-Cyr et dans les anecdotes du temps habilement mises en œuvre.

Telle fut l'origine des nombreuses lettres apocryphes qu'ont citées presque tous les historiens de Madame de Maintenon, et particulièrement de celles à Madame de Saint-Géran, qui pèsent le plus sur sa mémoire. Un point nous intéresse surtout : quelle part de responsabilité revient à la veuve de Scarron, à l'épouse du monarque pénitent, dans l'acte le plus inique du règne? Les pages suivantes de M. Geffroy sont une réponse à cette question :

« Madame de Maintenon, presque reine, abusa-t-elle de son pouvoir? Quelle fut décidément sa part dans l'acte funeste de la révocation de l'Edit de Nantes? La Beaumelle savait bien que ce problème préoccupait l'esprit public ; les pamphlets de Hollande ne tarissaient pas d'invectives et de calomnies à ce sujet, cependant il ne trouvait dans les parties de la correspondance qu'il avait entre les mains aucune indication antérieure à 1685. Il se garda bien de laisser subsister de telles lacunes. Seulement en homme habile et qui ne forçait pas les choses, il ne fit parler Madame de Maintenon qu'à demi-mot. De la sorte, sans trop s'éloigner de la vraisemblance historique, il satisfaisait en quelque mesure et piquait d'autant plus la curiosité. Dès 1679, il fait écrire par Madame de Maintenon ces lignes : « Le roi pense sérieusement à la conversion des hérétiques, « et dans peu on y travaillera tout de bon. » Il était habile de placer de telles paroles dès avant le commencement de toute faveur. En 1681 : « Le roi commence à penser sérieusement à son salut et à « celui de ses sujets. — « Si Dieu nous le conserve, il n'y aura plus « qu'une religion dans son royaume. » Voilà les choses préparées de loin, et le lecteur croira suivre les progrès d'une influence ténébreuse et funeste. — En 1684 : « Le roi a dessein de travailler à la « conversion entière des hérétiques. Il a souvent des conférences « là-dessus avec M. Le Tellier et M. de Châteauneuf où on voudrait « me persuader que je ne serais pas de trop. » Nous avons tout à l'heure l'exposition du drame, en voici le nœud. Bientôt après : « Le roi est fort content d'avoir mis la dernière main au grand « ouvrage de la réunion des hérétiques. Le Père La Chaise « a pro- « mis qu'il n'en coûterait pas une goutte de sang, et M. Louvois dit « la même chose. Je crois bien avec vous que toutes ces conver- « sions ne sont pas également sincères. Mais Dieu se sert de toutes « voies pour ramener à lui les hérétiques. Leurs enfants seront du « moins catholiques. » Voilà le dénouement ; La Beaumelle ne s'est

pas compromis, mais il a répondu, en partie du moins, à l'attente publique par quelques inventions qu'on ne manquera pas de commenter. Il a insinué que l'influence de Madame de Maintenon, sinon ses conseils directs, a été décisive sur la résolution de Louis XIV.

« Le malheur est que ces phrases si souvent citées, sont toutes extraites des lettres à Madame de Saint-Géran, qui sont fausses. Les lettres authentiques ne tiennent pas ce langage. Elles n'offrent pas avant la révocation une ligne qui autorise à penser que le nouveau mariage du roi y ait contribué. Bien plus, le 4 septembre 1687, on voit Madame de Maintenon s'écrier dans une lettre à M. de Villette : « Je suis indignée contre de pareilles conversions ; l'état de « ceux qui abjurent sans être véritablement catholiques, est infâme ! » Les notes des Dames de Saint-Cyr, qui reproduisent les entretiens de Madame de Maintenon, s'expriment dans le même sens : « Les « moyens que l'on prit furent un peu rigoureux, auxquels Madame « de Maintenon n'eut nulle part, quoique les huguenots se soient « imaginé le contraire, car en désirant de tout son cœur leur réunion à l'Eglise, elle aurait voulu que ce fût plutôt par la voie de la « persuasion et de la douceur que par la rigueur, et elle nous a dit « que le roi, qui avait beaucoup de zèle, aurait voulu la voir plus « animée qu'elle ne paraissait, et lui disait à cause de cela : « Je « crains, Madame, que le ménagement que vous voudriez que l'on « eût pour les huguenots ne vienne de quelque reste de préventions « pour votre ancienne religion. »

« Est-ce à dire qu'il soit permis de dégager ici Madame de Maintenon de toute solidarité ? Nous ne pouvons oublier qu'elle s'est associée à quelques-unes des plus odieuses mesures qui ont suivi la révocation de l'Edit de Nantes. Elle qui avait jadis résisté dans les rangs des réformés, et en s'indignant des indiscrets efforts qu'on tentait pour la convertir, elle n'a pas eu honte d'employer, pour ramener plusieurs de ses parents, les séductions les moins honorables. Elle a conseillé et pratiqué l'enlèvement des enfants. On sait l'histoire de sa cousine, Madame de Caylus ; aux deux frères de Sainte-Hermine elle a promis les faveurs de la cour, l'avancement dans l'armée, et se jouant des scrupules, elle a fait beaucoup de recrues dans cette voie de corruption. Bien plus, elle paraît s'être accoutumée aux violences, quand à la fin d'une lettre au duc

de Noailles, elle jette négligemment ces mots : « On tue beaucoup de « fanatiques; on espère en purger le Languedoc. » S'il est très-probable qu'elle n'a point concouru à la préparation de l'acte funeste de 1685, elle s'en est rendue solidaire pour l'avoir sans nul doute approuvé en le considérant, comme faisaient tous les ministres de Louis XIV, par son aspect purement politique, et ensuite pour avoir trempé dans les violences qui en furent les suites. »

SUPPLÉMENT

A LA FRANCE PROTESTANTE DE MM. HAAG

CIRCULAIRE

La France protestante, ce grand et précieux travail de MM. Haag frères, n'est pas achevée. Ces deux savants employèrent vingt années à tracer les lignes principales du tableau, à décrire (de la première jusqu'à la dernière lettre de l'alphabet) la plupart des personnages célèbres et des familles importantes de cette illustre minorité de la France dont l'énergie et le dévouement ont maintenu, en dépit de toutes les puissances de la terre, les principes de la renaissance évangélique. C'était bien ainsi qu'il fallait en effet commencer pour atteindre à toutes les parties du public français et s'imposer à tous les lecteurs. Mais les frères Haag ne pouvaient poursuivre jusqu'au bout leur tâche, sans sacrifier, chemin faisant, beaucoup de détails; et ce sera le devoir de leurs continuateurs de recueillir jusqu'aux noms les plus obscurs afin de rendre à chacun le souvenir de gratitude auquel il a droit.

MM. Haag savaient mieux que personne ce qui manquait à l'œuvre historique et littéraire dont nous leur sommes redevables. Ils s'étaient engagés à donner dans un *supplément* les additions et rectifications qu'ils avaient eu l'occasion d'effectuer eux-mêmes ou qui leur avaient été suggérées par d'autres, et ils firent même imprimer (en 1861) une liste de deux cent vingt-huit noms de famille qui devaient entrer dans leur nouveau travail. Ils n'eurent pas le temps d'exécuter leur dessein. La mort du plus jeune frère (au commencement de l'année 1865) avait déjà découragé et, en quelque sorte,

paralysé le frère aîné, qui fut retiré de ce monde, à son tour, trois années plus tard.

La Société de l'Histoire du Protestantisme français entend payer la dette qu'avaient contractée envers leurs coreligionnaires et tout le public ami des lettres, ces deux écrivains si justement honorés. Dès la première année de son existence, en 1852, la Société avait pris le livre de MM. Haag sous son patronage et elle n'a pas cessé, jusqu'à la fin des dix volumes dont il se compose, de lui prêter le plus chaleureux appui. Après la mort des deux auteurs, c'est à elle que sont revenus les livres, les papiers et les notes qu'ils avaient laissés. C'est à elle aussi qu'aboutissent légitimement tous les renseignements dont la moisson quotidienne doit enrichir l'histoire du protestantisme français et qui trouvent en partie leur insertion dans son *Bulletin*. C'est elle enfin qu'on doit croire le mieux placée par le cours ordinaire de ses travaux pour connaître ceux à qui une mention appartient dans cette biographie, et pour appeler à son aide les lumières et la sympathie des nombreux lecteurs qui sont ses correspondants naturels.

Le Comité de la Société de l'Histoire du Protestantisme français adresse donc, dès maintenant, par ces lignes, un appel à toutes les personnes de bonne volonté qui peuvent l'assister pour la rédaction du

SUPPLÉMENT DE LA FRANCE PROTESTANTE

Toute addition ou rectification aux articles parus dans l'ouvrage de MM. Haag, tout article biographique nouveau, toute indication de source qui serait bonne à consulter, contribuera nécessairement au perfectionnement de l'œuvre, et tous ces secours sont instamment sollicités de chacun de nos lecteurs. Le Comité adresse expressément aux amis de l'histoire du protestantisme disséminés dans les provinces de la France ou à l'étranger la prière de relire les articles de MM. Haag relatifs aux personnages ou aux faits dont ils ont une connaissance spéciale et d'envoyer leurs remarques. Toute communication pouvant servir à notre projet de SUPPLÉMENT sera reçue par la Société avec reconnaissance (1). L'un des membres du Comité, plus particulièrement chargé de veiller sur ce travail, accusera réception de toutes les communications qui seront faites, et

(1) Adresser les envois, affranchis ou non, à la Bibliothèque du Protestantisme français, place Vendôme, n° 21.

fournira les renseignements que réclameront les écrivains de bonne volonté qui voudraient bien se faire nos collaborateurs.

Puisse notre appel être entendu ! Puisse un vaillant effort de tous ceux qu'unissent à nous de communs souvenirs, achevant l'œuvre fraternelle de MM. Haag, élever à nos confesseurs, à nos martyrs, un monument qui soit digne d'eux et de la grande cause qu'ils ont servie !

Au nom du Comité : HENRI BORDIER.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DE LA GUERRE DES CAMISARDS, par E. BONNEMÈRE.
1 vol. 1869.

Ce qui dans l'*Histoire de la France sous Louis XIV*, que M. Bonnemère a publiée en 1865, n'était qu'un épisode, l'insurrection des Camisards, est le sujet du nouveau volume que cet écrivain consciencieux et distingué vient de faire paraître. La matière valait la peine d'être traitée avec des développements, et si M. Bonnemère n'a pas tout dit, du moins il n'a omis rien d'essentiel. Et de même que dans son *Histoire de la France sous Louis XIV* il avait souvent cédé la parole aux contemporains, il a composé le récit de la *Guerre des Camisards* avec des documents qui remontent à l'époque où se livra cette lutte, mémorable moins par les événements qui l'ont signalée que par la sainteté de la cause pour laquelle elle fut engagée. Cette méthode demande de la critique et de l'art, et ni l'art ni la critique ne manquent à l'auteur.

Divisé en deux parties, l'ouvrage de M. Bonnemère nous fait successivement connaître les causes et les incidents de la guerre des Camisards.

Il est certain que la révocation de l'Edit de Nantes n'aurait dû surprendre personne. Par une série de mesures vexatoires ou violentes, Louis XIV avait déjà manifesté son hostilité contre les calvinistes, lorsqu'il se décida à signer, le 17 octobre 1685, l'acte aux termes duquel il leur retirait les garanties que Henri IV leur avait accordées. Une pareille résolution était tellement contraire à l'intérêt de la France et à sa considération en Europe que, jusque-là, les réformés l'avaient regardée comme improbable. Car il ne faut pas l'oublier : au XVII^e siècle, ils étaient les plus habiles entre les agriculteurs et les manufacturiers français, et ils étaient tenus, sur tous les marchés du monde, pour des commerçants aussi probes qu'intelligents. Enfin, si parmi les catholi-

ques français il y avait d'admirables écrivains, passés maîtres en l'art de bien dire, c'était dans les rangs des calvinistes que l'on rencontrait ceux qui pouvaient faire le plus de progrès à la pensée humaine, puisque avant le mouvement philosophique du XVIII^e siècle, seuls les calvinistes avaient introduit le libre examen dans le domaine de la science et dans celui des lettres.

Si après l'édit du 17 octobre 1685 le doute n'était plus possible, on vit les protestants ne pas désespérer encore d'un retour de Louis XIV vers une conduite conforme non-seulement à la justice, mais aussi au bien public. A l'approche des conférences de Ryswick, ils conjurèrent Guillaume III et la Hollande d'intercéder auprès de ce prince en leur faveur. Plusieurs pièces qu'a publiées le *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, montrent combien ils se repaissaient d'illusions sur les sentiments du roi de France à leur égard. Bientôt on redoubla de rigueur contre eux. Après avoir lu dans l'ouvrage de M. Bonnemère le récit des tortures physiques ou morales que les Foucault, les Noailles, les Bâville leur firent subir, on est convaincu qu'un moment vint où ils n'eurent que l'alternative ou de périr ou de chercher leur salut dans la révolte.

Au début de la seconde partie de son livre, M. Bonnemère rappelle que la guerre des Camisards a quelquefois été comparée à l'insurrection vendéenne de 1793, et il ajoute : « Historien de ces deux sanglants épisodes de nos annales, nous n'acceptons pas, pour les Cévenols, cette assimilation. Sans provocation aucune, les paysans du Bocage se soulevèrent contre la patrie à l'heure suprême où elle était envahie par toutes ses frontières, et quand elle ne leur demandait, comme au reste du pays, que le sacrifice de quelques-uns de leurs enfants pour voler à sa défense. Ils faillirent faire sombrer dans une mer de sang, ils exaspérèrent et rendirent furieuse cette sublime Révolution de 1789 dont eux, surtout, la race éternellement taillable et corvéable, allaient cueillir les meilleurs fruits, et qui se montrait si merveilleusement conciliante à ses débuts, jusqu'au jour où elle se vit poussée à bout par les trahisons de la cour, du clergé et de la noblesse.

« Lorsque les pauvres habitants des montagnes cébenniques brandirent à la fin le bâton ferré des Jacques, il y avait vingt longues années, et plus, que le despotisme sauvage du grand roi faisait peser sur eux cette persécution atroce qui les arrachait de leurs berceaux et n'accordait pas même un tombeau à leurs cadavres... Louis avait élargi sous leurs pas et creusé à des profondeurs inouïes l'abîme des douleurs humaines. Ils avaient enfin touché le fond, et par ce beau désespoir dont parle le poète, ils voulurent remonter à la surface, ou mourir. »

Il nous semble difficile de dire mieux une chose juste. Ce passage n'est pas le seul que nous recommanderons aux lecteurs du *Bulletin*. Les pages dans lesquelles M. Bonnemère apprécie le rôle des *petits prophètes* sont pleines de mesure et de sens. Il a aussi su faire la part de chacun des chefs qui ont figuré dans la guerre des Camisards; par exemple, tout en se montrant équitable à l'égard du plus populaire des héros de l'insurrection cévenole, Jean Cavalier, il fait comprendre que Roland fut véritablement le cœur et la tête du parti. Il n'était pas toujours facile d'être clair dans un sujet sur lequel les relations et les témoignages des contemporains se contredisent souvent. A force de patience et de sagacité, l'auteur a composé un récit exact. Nous devons ajouter que s'il a sévèrement jugé Louis XIV et ceux qui l'aidèrent, suivant une expression du duc de Noailles, « à cimenter de sang l'acte révocatoire, » il a flétri énergiquement les excès que commirent les routiers du parti, les *Cadets de la Croix*, les *Florentins*, les *Camisards noirs*, en un mot, ce qu'il appelle trois variétés d'une même espèce de brigands.

Il y a un point sur lequel M. Bonnemère nous paraît avoir dit le dernier mot : il s'agit des rapports de Cavalier avec le maréchal de Villars. M. Bonnemère établit péremptoirement que si Cavalier fut dupe, il ne fut point traître. Néanmoins plusieurs de ses compagnons l'accusèrent de défection. Lorsqu'il eut conclu avec le maréchal une convention d'après laquelle la liberté de conscience, et non la liberté de culte, était accordée aux Cévenols, Cavalier essaya de persuader à Roland, à Ravanet, à Catinat de le suivre en Portugal, où il avait permission de se retirer avec deux mille des siens. Aucun d'eux n'y consentit. « Qui donc est maître ici ? » s'écria Cavalier surpris, presque indigné de leur résistance. — « Tu n'as plus d'ordre à donner, lui répondit Catinat; nous t'avions fait notre général, te voilà tombé colonel. » Et comme Cavalier devenait plus pressant, quelques-uns de ceux qui se séparaient de lui firent retentir à ses oreilles les mots de traître et de lâche.

Donc, avec la capitulation de Cavalier, la guerre n'était pas finie. Ici se place une circonstance qui a été le texte de récriminations dirigées contre les Camisards, l'accord fait par les chefs cévenols avec les puissances étrangères qui combattaient la France. Mais n'était-ce pas Louis XIV et le parti catholique qui, en poursuivant la chimère de l'unité religieuse, avaient, les premiers, troublé l'union de la patrie? Poser la question, c'est la résoudre.

L. ANQUEZ.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

La Société de l'Histoire du Protestantisme français a célébré son dix-septième anniversaire le 13 avril, à trois heures, au temple de l'Oratoire, sous la présidence de M. Fernand Schickler, qui, après une invocation prononcée par M. le pasteur Berthe, a su captiver l'attention d'un nombreux auditoire par l'exposé des travaux de la Société pendant l'année qui vient de finir. Un épisode de la Réforme en Italie, *le Marquis de Vico*, par M. Jules Bonnet, lu par M. le pasteur Dhombres, a reporté ensuite les esprits à cette grande époque de rénovation où les actes de renoncement et de sacrifice inspirés par la foi dépassaient la mesure ordinaire. M. le pasteur Mettetal, de la Confession d'Augsbourg, invité à prendre la parole, a éloquemment exprimé le double sentiment d'admiration et de regret qu'inspire l'exemple du marquis de Vico, et qui était dans tous les cœurs. M. le pasteur Cruvelië, de Montauban, relevant un passage du rapport du président, a témoigné son regret que la Société ne pût venir en aide à des publications utiles, et a parlé de manuscrits fort importants pour l'histoire de son Eglise, qui seraient condamnés à l'oubli sans un appel à la libéralité de tous. Enfin, M. le comte Jules Delaborde, après avoir offert quelques ouvrages à la Bibliothèque de la Société, a donné d'intéressants détails sur de précieux documents conservés dans les archives de Belgique et d'Italie. Un généreux donateur, M. Hoffet, de Lyon, a déposé, avec l'expression de ses sympathies, quelques volumes sur le bureau, et la séance a été close par une prière de M. le pasteur Pellissier.

RAPPORT
DE M. FERNAND SCHICKLER, PRÉSIDENT
SUR LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

MESSIEURS,

Les travaux dont je viens exposer devant vous l'ensemble se relient si étroitement à ceux de l'année dernière que le rapport de 1869 forme à proprement parler la seconde partie de celui présenté en 1868. Dans ce fait même vous trouverez un témoignage de nos progrès. Les œuvres chrétiennes obéissent à la loi qui régit les chrétiens. Si elles n'avancent pas elles sont bien près de reculer : il leur faut croître, se fortifier, s'étendre, et joindre toujours un anneau de plus à leur chaîne sans fin. Quand une nouvelle source d'activité leur est offerte, sans négliger les préoccupations antérieures, elles acceptent avec joie cet accroissement de responsabilité. Que seraient cependant ces premiers pas, s'ils n'étaient suivis par d'autres, moins éclatants peut-être, mais aussi nécessaires ? Ils consolident en effet la route à peine frayée, ils la continuent, ils la rapprochent du but qu'il faut atteindre un jour.

Tel est le résumé de l'exercice écoulé. La poursuite des résultats du passé, la mise en action des éléments nouveaux : à l'horizon des perspectives plus vastes encore, le désir que vous partagerez avec nous de les accepter et de les réaliser toujours mieux.

Cette extension nous faisait d'autant plus souhaiter l'adjonction de collègues qui vinssent prendre la place de ceux que Dieu nous a redemandés. Nous avons perdu le 24 juillet un des membres fondateurs de la Société. M. Martin-Rollin avait

consacré de longues années de sa vie aux pieux devoirs du saint ministère; plus qu'octogénaire, il employa ses dernières forces à créer dans sa ville natale un asile où sa mémoire sera bénie.

La vice-présidence de notre Comité, laissée vacante pendant un an après la mort de M. Eugène Haag, a été offerte à M. le comte Jules Delaborde. En nous associant comme membres MM. Charles Frossard, ancien pasteur, et Edouard Sayous, professeur d'histoire au lycée Charlemagne, nous nous sommes assuré pour l'avenir des collaborateurs aussi actifs que dévoués.

La première pierre, Messieurs, que notre Société a posée, c'est le *Bulletin*. Il s'est ouvert en 1852 à tous les documents qui intéressent notre histoire, et dont un nombre si considérable aurait été perdu sans lui ou serait resté inconnu. En 1866, des études ont été jointes à ces documents. Ce sont les Archives que les historiens ne manquent plus de consulter et de citer, c'est le recueil où les familles peuvent se retremper dans les douloureux mais consolants souvenirs de leurs pères. Vous serez d'accord avec le rapporteur pour remercier notre secrétaire des soins qu'il y consacre. Il y a là un noble labeur qui renaît sans cesse, et auquel nous ne saurions suffire si le bienveillant concours de nos correspondants ne nous donnait le droit de compter sur eux. Leur zèle nous permet d'annoncer à nos lecteurs, pour les prochaines livraisons, indépendamment d'emprunts faits à des collections publiques ou privées, de la suite de l'Histoire de l'Église de Paris et de la Biographie du prince de Porcian, plusieurs articles sur le Protestantisme en Alsace, les Camisards, la Saint-Barthélemy à Lyon, la Statistique du Refuge dans le Brandebourg, et l'analyse des ouvrages récents qui se rapportent à la Réforme.

Ces comptes rendus nous attirent, il est vrai, quelquefois de volumineuses répliques. Nous blâmez-vous de les avoir involontairement suscitées? Non, Messieurs; elles vous feront

apprécier au contraire l'opportunité, je dirai mieux, la nécessité du *Bulletin*. La vérité historique se dégage rarement sans efforts des nuages dont les siècles l'ont enveloppée. Il est des erreurs vivaces qui sont longues à détruire, comme il est des préventions qui renaissent alors même qu'on les croyait à jamais anéanties. Luttons sans aigreur, sans rancune, mais sans faiblesse; nous attaquant, non aux personnes mais à leur manière de présenter ou de voiler les faits : ne quittons pas la brèche, tant que le côté militant de notre tâche nous oblige à repousser ces étranges justifications des crimes d'autrefois, tant qu'il reste à faire ressortir l'influence de l'esprit de la Réforme dans des œuvres et des vies universellement admirées, ou à revendiquer enfin pour notre foi des noms et des cœurs huguenots qu'on lui conteste ! Et, croyez-le bien, ces rectifications seront utiles à tous. Les sujets gagnent à être creusés plus profondément, et du choc des opinions jaillit plus d'une fois l'étincelle qui éclaire des points où la lumière n'avait jusqu'ici qu'imparfaitement pénétré.

Le travail sérieux, quel qu'il soit, porte sa récompense en lui-même. Sans parler de ces conquêtes, souvent inespérées, de ces découvertes que rien ne faisait prévoir d'abord, de ces problèmes qui font place à des certitudes, chaque épisode d'une histoire comme la nôtre, où l'action d'en haut se révèle si manifestement à travers toutes les vicissitudes humaines, est pour celui qui s'en occupe une source d'émotions fécondes et d'interminable intérêt. Oui, ce sont de belles études que celles auxquelles nous convions les concurrents de nos concours, et chaque année nous voudrions proposer un sujet à leurs savantes explorations, ou leur demander de nous soumettre le produit de leurs recherches individuelles. Aujourd'hui pourtant, nous n'avons pas à proclamer de lauréat. Nous le regrettons, sans en être surpris. Vous vous en souvenez, Messieurs, le sujet du premier concours était indéterminé : le nombre et le mérite des mémoires nous engagea en 1868 à doubler et à augmenter le prix. Mais en

proposant un thème précis, nous savions que la Biographie d'Antoine Court exigerait de longues et de laborieuses investigations en France et à l'étranger. Un seul manuscrit nous est parvenu ; encore était-il incomplet, par suite d'une erreur de la poste. Le Comité a décidé en conséquence que le délai serait prorogé jusqu'au 31 décembre 1869. Il ouvre en même temps un troisième concours, laissant de nouveau le sujet au choix des auteurs : la date pour l'envoi des mémoires est fixée au 31 décembre 1870. En alternant ainsi la nature de nos programmes, nous croyons répondre à des besoins réels, car s'il est des sujets sur lesquels nous désirons attirer l'attention, il est des efforts individuels qu'il est de notre mission d'encourager. Rappelons, selon les termes mêmes du premier programme, que « tout travail inédit, impartial, étendu, consacré soit à la biographie d'un protestant illustre, soit à l'histoire d'une Eglise particulière, soit à quelque épisode important de nos annales religieuses, pourra être présenté. » De plus, pour satisfaire à un vœu qu'on nous a souvent exprimé, nous accueillerons également des ouvrages de biographie ou d'histoire populaire propres à être distribués le jour de la fête de la Réformation. Insistons seulement sur le caractère sérieux, original et strictement historique dont on ne devra pas s'écarter.

Les concours intéressent plus spécialement un petit nombre de nos amis connus ou inconnus. Mais il est un appel qui s'adresse à tous et que je dois renouveler avec insistance au moment où nous acceptons l'honneur de compléter la grande œuvre des frères Haag. Un de nos savants collègues, M. Henri Bordier, veut bien se consacrer tout particulièrement à cette tâche difficile. Remerciez-le, Messieurs, de son dévouement dont vous ne soupçonnez peut-être pas l'étendue ; remerciez-le en lui apportant les ressources dont vous disposez, les renseignements que vous aurez obtenus sur les familles ou sur les individualités protestantes des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles : soyez nos intermédiaires auprès de ceux qui n'auraient pas

reçu notre circulaire, et que le *Supplément* soit digne de terminer la *France protestante*. Il est commencé : les listes se dressent, des noms de pasteurs, de martyrs, de galériens nous parviennent, et la Bibliothèque du Protestantisme français est assez riche déjà pour nous fournir de précieuses additions bibliographiques.

Notre grand motif de joie dans cet exercice, c'est l'ouverture de la Bibliothèque. Si nous nous reportons par la pensée à deux ans en arrière, nous avons peine à croire que la semence ait si promptement pris racine. L'arbre a poussé cependant et nous vous convions tous à en goûter les fruits. C'est que nous avons récolté ce que d'autres avaient amassé pour nous. Laissez-moi les redire, ces noms vénérés des pasteurs Frédéric Monod et Athanase Coquerel père ; laissez-moi remercier tous ceux qui de près ou de loin, et cette année au nombre de trente, se sont inscrits parmi les fondateurs de la Bibliothèque (1).

C'est ainsi que M. le pasteur William Monod, auquel nous demandions les ouvrages de son illustre père, nous répondait en nous les envoyant : « Nous déférons à un sentiment bien connu de nos parents, en même temps qu'à nos sentiments pour votre Société et pour la mémoire de notre bienheureux père. Nous nous rappelons l'intérêt qu'il portait à votre œuvre historique, intérêt auquel ma mère avait succédé pour sa part et qu'elle eût certainement été heureuse de vous témoigner par le don des œuvres de son mari. Nous prions votre Société de les recevoir en souvenir de l'un et de l'autre. »

Deux de nos historiens protestants, MM. Emile de Bonnechose et Merle d'Aubigné, ont bien voulu nous adresser leurs ouvrages. M. le pasteur Vallette, président du Consistoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg de Paris, nous a donné

(1) Donateurs de livres pendant cet exercice : MM. les pasteurs Bruch, Caron, Douen, Kroh, Mast, Maulvault, W. Monod, Vallette ; MM. J. Bonnet, comte J. Delaborde, Duméril, Ehrlen, Franklin, Froment, Lieblin, Gustave Masson, Ad. Michel, Pradel-Vernezobre, Read, Edmond Scherer, Dr J. de Seyne, baron de Triqueti, et Madame Henri Thuret. — Comme auteurs : MM. Anquez, Merle d'Aubigné, Gaston Bonet, Emile de Bonnechose, de Budé, Gaberel, Ch. Schmidt.

d'intéressantes médailles; M. Rossignol de belles gravures; M. Baynes a joint également des gravures à sa collection. Notre ancien président M. Charles Read a enrichi la Section des Manuscrits d'un précieux exemplaire des Mémoires de Gaches sur la Réforme à Castres; M. le pasteur Cuvier, de Metz, d'une vingtaine de documents autographes, et l'infatigable M. Marchegay a continué ses importantes transcriptions de pièces inédites. Nous avons reçu, il y a quelques jours à peine, de M. Edmond Schérer un don tout à fait exceptionnel, près de 300 volumes latins, français, anglais, allemands, sans compter les thèses, les brochures curieuses, et même une de ces rarissimes médailles du Refuge dont M. le pasteur A. Coquerel fils faisait à notre dernière Assemblée générale une expressive description. Notre collègue M. le baron de Triqueti, en mettant à la disposition du Comité les cinq cents rapports réunis par lui avec un soin persévérant, nous aide à combler bien des lacunes dans cette partie de la collection Fr. Monod, qu'on peut appeler la Bibliothèque de la Charité protestante. Quant aux recueils périodiques, nous devons à la bienveillance de M. le Directeur du Consistoire supérieur de la Confession d'Augsbourg l'envoi des actes du Directoire. Plusieurs de nos journaux nous ont accordé un abonnement gratuit. Il nous est pénible d'ajouter que cet exemple n'est pas encore suivi par tous.

Notre propre fonds s'est accru par l'adjonction Baynes et par l'achat de douze volumes, éditions originales des œuvres de Calvin, qu'un ami, M. le pasteur Maulvault, nous a cédés avec un véritable désintéressement. Mais n'attendez pas de nous, Messieurs, l'énumération de nos richesses. Désormais nous ferons mieux que de vous les décrire, nous répéterons : La Bibliothèque est ouverte. Tous ces livres sont à vous. Venez vous-même les utiliser !

Les difficultés cependant ne sont pas toutes vaincues. Loin de vous les dissimuler, nous voudrions vous les faire envisager comme nous les rencontrons à chaque pas. Il ne suffit point de

posséder un local excellent, d'en ouvrir les portes une fois la semaine, d'avoir classé et catalogué les livres, de trouver dans le sein du Comité, en attendant le bibliothécaire en titre qu'on ne saurait rétribuer encore, des bibliothécaires amateurs ou plutôt amis. Il nous faut compléter et continuer les collections, interrompues, hélas ! par la mort de ceux qui les recevaient ; il faut recouvrer les numéros qui manquent dans les revues et les journaux religieux, se procurer des ouvrages indispensables qu'on nous demandera au premier jour ; il faudrait en relier bien d'autres et restaurer ces vieux volumes dont un de nos correspondants nous dit : « qu'il recueille avec respect ces débris, qu'il les regarde d'un œil ému, et qu'il se souvienne que c'est dans la solitude d'une grotte ou d'un désert qu'on les lut pour la première fois. » Mais comment y parvenir ?

Nous comptons dans vos rangs, Messieurs, beaucoup de de nos bienfaiteurs et vous auriez le droit de réclamer de nous le bilan exact de nos recettes et de nos dépenses. Le *Bulletin* figure aux deux colonnes : les abonnements s'ils étaient plus nombreux deviendraient une aide efficace ; maintenant ils compensent seulement les frais. L'exercice écoulé nous a légué avec des dons splendides, l'obligation de les utiliser, et vous savez ce que coûte à Paris une installation comme celle de la Bibliothèque ; vous n'avez pas oublié nos devoirs envers la mémoire de M. Haag, le double prix décerné au concours, la dette que nous n'avions pas hésité à contracter en achetant le fonds Baynes. Pour subvenir à toutes ces dépenses principales et à tant de frais secondaires que nous pourrions rappeler encore, nous avons reçu les souscriptions de Paris s'élevant à 2,000 francs environ et les collectes des Eglises qui atteindront à peu près le même chiffre. Vous serez frappés de cette disproportion entre nos ressources disponibles et les légitimes exigences d'une œuvre comme la nôtre. Aussi est-ce avec une liste de renoncements douloureux que nous entrons dans notre 18^e Exercice. Jugez-en, Messieurs. Tantôt ce sont des

recueils entiers de documents dont on vient nous proposer l'impression sous nos auspices. Il a fallu des années pour les réunir, les copier et les collationner avec soin. Sans nous ils demeureront ignorés, ils se disperseront peut-être pour toujours... Et nous refusons. Tantôt c'est un ouvrage considérable qu'on nous demande d'encourager par une subvention. Il jetterait une vive lumière sur une des principales questions de notre histoire : la position de l'auteur ne lui permet pas d'affronter les frais de publication. Le fruit de ses veilles doit-il se perdre ? Il a compté sur nous. Le cas s'est présenté trois fois dans ce seul exercice... Et nous refusons !

Passons sous silence tant d'autres projets que le Comité avait conçus lui-même et qu'il renvoie à des temps meilleurs. S'il est pénible d'en ajourner indéfiniment l'exécution, il est bien autrement cruel de ne pas tendre la main à ces frères qui avaient de si justes raisons de s'adresser à nous et qu'il faut décourager par l'aveu de notre impuissance. Nous ne savons pas nous y résigner. Nous sommes persuadés que le jour viendra où le soutien unanime de nos coreligionnaires permettra à la Société de remplir son mandat dans toute sa plénitude.

A ces appels réitérés, qu'il est de notre devoir de faire entendre, nous recevons quelquefois de touchantes réponses. Nous aussi nous connaissons la pite de la veuve, le denier de l'ouvrier et du laboureur ; nous aussi nous éprouvons une profonde gratitude lorsqu'une Eglise humble et pauvre veut contribuer à la reconstruction de l'histoire qui est le patrimoine de toutes.

Cette année, il est vrai, la quotité des dons a été moins élevée. La cause en étant surtout à la presque simultanéité du jubilé biblique, nous n'oserions nous en plaindre. Nos associations religieuses ne sont-elles pas toutes sœurs en Christ, et nous qui demandons que le cœur des pères revive dans les enfants, pourrions-nous ne pas nous réjouir quand les enfants aident à répandre le Livre pour lequel les pères

donnaient leur vie? D'ailleurs, si le montant individuel des offrandes des diverses Eglises a momentanément diminué, le nombre de ces Eglises augmente. Nous publierons avec reconnaissance les noms de celles qui ont pensé à nous en célébrant cette fête qui s'implante de plus en plus (1). L'élan se communique, les scrupules se dissipent, et en 1868, la coïncidence du 1^{er} novembre et du premier dimanche de ce mois a permis aux réformés et aux luthériens de faire monter à Dieu dans un même jour les mêmes accents d'amour et de gratitude.

En parcourant nos correspondances, il me serait aisé de vous montrer de nouveau les temples de nos grandes cités se remplissant d'auditeurs attentifs, les fidèles de toute une consistoriale se réunissant pour rehausser l'éclat de la solennité. Suivez-moi plutôt, hors des villes et même des villages, dans un sanctuaire que la main de l'homme n'a point bâti, mais où tout parle encore du Créateur et de ses merveilleuses dispensations. Je cite textuellement : « Pasteurs et fidèles se sont réunis à Bréau le dimanche 1^{er} novembre, pour fêter le glorieux anniversaire de la Réformation. Dire combien nous avons été bénis ce jour-là serait difficile : ciel pur, soleil radieux, affluence de peuple, enthousiasme, recueillement, prédications éloquents, prières ardentes, chants émouvants, rien ne nous a manqué, pas même le temple majestueux dont la voûte est le firmament, puisque, vu le nombre toujours croissant de frères qui nous arrivaient, nous avons dû songer à célébrer le culte en plein air. Plus de deux mille protestants ont répondu à notre appel, et combien plus grand en aurait été le nombre, si on avait pu annoncer le matin

(1) Citons ici les noms des Eglises qui nous ont déjà transmis leur pieuse offrande : Agen, Anduze, Aulas, Bayonne, Bédarieux, Besançon, Bréau, Castres, Caveirac, Cazillac, Cette, Chambéry, Cherbourg, Clairac, Clermont-Ferrand, Ganges, Inchy, Asile Lambrecht, le Havre, Limoges, Lunel, Mauvesin, Metz, Montaren, Montpellier, Nantes, Nieulle, Nîmes, Paris (Conseil presbytéral de l'Eglise réformée, — chapelle Taithout, — Eglise réformée évangélique, — Prédications protestantes libérales), Pau, Pons, Réalmont, Reims, Rouen, Saint-Andéol, Saint-Antonin, Saint-Julien en Quint, Saint-Maixent, Sainte-Marie-aux-Mines, Toulouse, Tours, Vals, Vialas.

que l'assemblée se tiendrait au désert ! En quelques minutes, chaire, bancs, chaises ont été transportés ou improvisés dans une vaste et magnifique châtaigneraie séculaire ; et c'est sous la voûte de ces arbres géants que le Dieu de nos pères nous a parlé une fois de plus par la bouche de ses serviteurs. »

N'êtes-vous pas émus comme nous, à la pensée de ce culte en esprit et en vérité, de cette fête pacifique et grandiose par sa simplicité même, si parfaitement en harmonie avec les augustes souvenirs qu'elle évoquait ?

« Nos Cévenols, écrit-on plus loin, ont adopté définitivement la fête de la Réformation et sont bien décidés à la célébrer chaque année avec tout l'éclat possible. C'est leur seule réponse à l'invitation partie de Rome à leur adresse. »

Messieurs, n'est-ce pas également une réponse à ces paroles qu'on entendait naguère retentir : Le protestantisme se détruit, le protestantisme est mort, — paroles qui dissimulaient mal l'ardeur du désir sous l'apparence de la conviction ? Il est mort, nous dit-on, ... montrons qu'il est plein de vigueur et d'expansion. En Allemagne il se réunissait, il y a quelques mois, autour du monument de Luther, et dans la ville où l'intrépide réformateur affirmait les droits imprescriptibles de la conscience, on a gravé au pied de son image de bronze ses nobles paroles : Je ne puis autrement, que Dieu me soit en aide ! — En Italie il est entré jusque dans la Bibliothèque Maggliabechina : Florence, où se dressa le bûcher de Savonarole, a consacré une salle à la Réformation. — En Espagne, on pourra désormais glorifier sans crainte les noms si longtemps proscrits des Ponce de Léon, des Valdez, des Juan Diaz. A Paris, dans cette Sorbonne qui appelait sur les hérétiques les rigueurs du bras séculier, un éminent professeur de théologie catholique retrace nos premières luttes, flétrit les bourreaux, plaint, admire même les victimes, et parle, non sans émotion, de l'âge héroïque du protestantisme français... N'abandonnons à personne le glorieux privilège d'étudier

notre histoire. Pour nous, il y a là plus que le récit d'événements disparus sans retour, il y a la grande et vivante leçon de confiance en Dieu, d'énergie et de foi. Aidez-nous par votre appui à nous en pénétrer davantage, encouragez-nous à la faire mieux connaître aux autres. C'est le tronc d'où sont issus tous nos rameaux divers et où ils reviendront toujours tous ensemble puiser la sève féconde qui les alimente et les fortifie.

Plus tard, quand nous aurons accumulé les documents, quand le Livre d'or des huguenots sera entièrement terminé, quand la Bibliothèque sera devenue l'institution fondamentale, gardienne des reliques du passé et où chaque auteur protestant tiendra à déposer ses écrits, alors Messieurs, nos successeurs béniront la mémoire de ceux qui avaient compris d'avance la portée de notre œuvre. Mais surtout ils béniront Celui qui seul donne le vouloir et le faire, la pensée et les moyens de l'exécuter, qui disait à vos pères : « Ne crains point, petit troupeau, » et qui nous dit à nous, au fond de nos consciences, de marcher sur leurs traces, de le remercier de ses bienfaits, de lui rendre hommage par nos travaux.

ÉTUDES HISTORIQUES

LE MARQUIS DE VICO

ÉPISEDE DE LA RÉFORME EN ITALIE

Parmi les précieux documents conservés aux archives de Genève, on remarque un registre des réfugiés italiens dans la seconde moitié du XVI^e siècle (1). La liste en est longue, et il n'est pas de cité de la Péninsule qui ne soit représentée par quelqu'un de ses fils, obscur ou illustre, dans ces pages qui rappellent de touchants souvenirs. C'est d'abord le grand prédicateur toscan Bernardino Ochino, dont la vie errante, agitée, semble le symbole des vicissitudes du siècle. Puis viennent ces patriciens lucquois, les Diodati, les Micheli, les Calandrini, échangeant leur beau ciel, leurs antiques demeures contre l'exil volontairement subi pour ce que l'homme a de meilleur, sa foi et son Dieu. Sienne, patrie d'Ochino, donne à l'émigration Lelio Socin et Mino Celsa, l'apôtre de la tolérance; Modène, son plus docte lettré, Louis de Castelvetro; Venise, Andrea da Ponte, frère d'un de ses doges. Crémone voit s'éloigner les Puerari; Brescia, le comte Celso de Martinenglio; Ferrare, Francesco Porto, accompagné de ses trois fils. Il n'est pas jusqu'aux bourgades reculées du Midi, à ces colonies pastorales fondées par les Vaudois dans les monts de Calabre, qui ne fournissent leur contingent au livre de l'exil. Enfin, de nombreux réfugiés de Messine et de Palerme attestent que la Sicile ne demeura point étrangère à l'évangélique réveil de la Péninsule. Ce n'est pas sans émotion que l'on par-

(1) Libro di Memorie diverse della Chiesa italiana raccolte da M. Vincenzo Burlamachi in Geneva. 1650.

court ces listes, qui résument tant de douleurs et de sacrifices. Qui dira l'histoire de ces exilés, avec les mille formes que revêtit le renoncement en chacun de ces martyrs du devoir? De ces vies ignorées je ne veux raconter qu'une seule, celle d'un réfugié napolitain, type d'immolation volontaire, qui fut aimé de Calvin, honoré de la duchesse de Ferrare, et dont les aventures ont été retracées par un autre réfugié, Nicolas Balbani, qui, durant plus de vingt ans, exerça le ministère à Genève. Je n'aurai qu'à laisser parler ce véridique témoin pour esquisser un fidèle tableau des faiblesses et des grandeurs d'un autre âge (1).

C'est au sein d'une des plus illustres familles du royaume de Naples que naquit, au mois de juillet 1517, le héros du livre de Balbani. Son père, Colantoine Caraccioli, était l'arrière-petit-fils du connétable Jean Caraccioli, le favori et la tragique victime de la reine Jeanne II. Sa mère appartenait à la famille de Caraffa, qui allait donner un pape à l'Eglise, le terrible Paul IV, ce digne précurseur de Pie V. Dans les luttes qui déchiraient la malheureuse Italie disputée par François I^{er} et Charles-Quint, et incertaine seulement sur le choix d'un maître, Colantoine prit parti pour les Espagnols, et en fut récompensé par l'Empereur, qui le nomma un des six assesseurs du vice-roi de Naples, Don Pedro de Tolède. Colantoine n'avait qu'un fils, pour lequel il rêvait les plus hautes alliances, et jaloux d'assurer la perpétuité de son nom par une brillante postérité, il l'unit, à peine âgé de vingt ans, à la fille du duc de Nocera, un des plus riches seigneurs du royaume. De l'aveu de ses contemporains, Galéaz était un cavalier accompli, joignant à une rare élégance un esprit distingué, une gravité précoce, et nul ne s'étonna de le voir chargé de plusieurs

(1) *Historia della vita di Galeazzo Caraccioli chiamato il signore Marchese*, nella quale si contiene un raro e singolare esempio di costanza e perseveranza nella pietà e nella vera religione. Stampata in Geneva, M D LXXXVII, avec une dédicace de l'auteur, Nicolas Balbani, au lecteur. In-12. Exemplaire rarissime de feu M. le professeur Gauthier. Il existe de ce livre deux traductions : l'une en latin (1596), reproduite dans le *Museum Helveticum* de Zurich, t. II, p. 519; l'autre en français (Genève, 1681), réimprimée en 1854.

missions auprès de l'Empereur, qui l'accueillit avec une faveur marquée, et lui conféra le titre de chambellan (1).

Rien ne manquait donc au jeune marquis de Vico, héritier d'un beau nom, possesseur de vastes domaines, époux d'une femme adorée, qui l'avait déjà rendu père de plusieurs enfants, lorsqu'un de ces événements mystérieux qui s'accomplissent dans les profondeurs de la conscience, et ne se révèlent que par leurs effets au dehors, vint changer tout à coup les perspectives qui s'ouvraient devant lui. La Réforme proclamée en Allemagne et en Suisse avait franchi les Alpes et trouvé de nombreux adhérents en Italie. Elle avait pour interprètes à Naples trois hommes qui, sans se séparer de l'Eglise établie, sans même attaquer ouvertement ses erreurs, prêchaient une foi épurée fondée sur les seuls mérites de Jésus-Christ. Le premier était l'Espagnol Juan de Valdez, une de ces âmes d'élite qui ne peuvent passer sur la terre sans y exercer un attrait qui devient bientôt un apostolat. Le second était Bernardino Ochino, supérieur général des capucins, qui mettait au service de la nouvelle doctrine une éloquence toute de feu. Enfin, un savant augustinien, Pierre Martyr Vermigli, doué d'un noble caractère et d'un beau talent, complétait l'évangélique triumvirat qui, selon le témoignage d'un auteur contemporain, ravit plus d'âmes à l'Eglise catholique que ne lui en avait fait perdre le sac de Rome par le connétable de Bourbon. En ces jours de ferveur, où le nombre des *évangélistes* allait croissant de plus en plus, le charme de Valdez était irrésistible (2). Autour de lui se pressaient les hommes les plus distingués, les femmes les plus brillantes, et dans cet auditoire d'élite on remarquait la veuve du marquis de Pescaire, Vittoria Colonna, doublement célèbre par son génie poétique et par le culte enthousiaste que lui avait voué Michel-Ange.

(1) « E cosa confermata della fama che pochi cavalieri si trovavano che di leggiadria e di nobiltà di costumi, di bontà, di guidizio e esperienza delle cose del mondo fossero da essere a lui paragonati... » Balbani, p. 14.

(2) *Antonio Palcario, Etude sur la Réforme en Italie*, par Jules Bonnet, p. 87 et suivantes.

L'influence de Valdez s'exerçait par ses entretiens, celle d'Ochino par ses discours, tandis que Pierre Martyr obtenait par ses leçons un succès extraordinaire. Telle était la vogue dont il jouissait, que l'on ne pouvait être réputé bon chrétien si l'on n'était du nombre de ses auditeurs (1). Mû par un sentiment de curiosité, peut-être par un besoin plus sérieux, Galéaz se rendit un jour avec un de ses cousins, François de Caserte, à l'église de Saint-Pierre *ad Aram*, où Martyr expliquait l'épître de saint Paul aux Corinthiens. Le pieux orateur, insistant sur la nécessité de la conversion pour saisir les choses spirituelles, recourut à une comparaison aussi ingénieuse que juste : « Si quelqu'un, dit-il, se promenant dans la campagne, aperçoit au loin une troupe d'hommes et de femmes sautant pêle-mêle, sans entendre la musique qui dirige leur action, il sera tenté de les accuser de folie ; mais si, venant à s'approcher, il entend tout à coup le son des instruments qui règlent ces mouvements en apparence désordonnés, il cessera de les croire tels, et il sera peut-être disposé à y prendre part. Ainsi, dans les choses spirituelles, un homme en voyant un autre changer subitement de vie et adopter de nouvelles habitudes contraires aux maximes corrompues du siècle, l'accusera peut-être d'extravagance et de faiblesse ; mais si remontant des effets aux causes, il saisit le mystérieux rapport qui les lie, et découvre le mobile secret des actes qu'il ne pouvait comprendre auparavant, il en recevra une telle impression qu'il se détournera peut-être du monde et de ses vains plaisirs pour marcher dans les voies de la sainteté, sur les pas de ceux qu'il blâmait avec tant d'aigreur (2). » Cette comparaison frappa vivement le marquis de Vico. Il comprit la distance qui sépare les disciples du Christ des enfants du siècle, et ne se plut dès lors que dans la société des premiers, dont il ne tarda pas à partager les sentiments et à

(1) « Che non era tenuto per buon cristiano chi non andava a ndirlo. » Vie de don Pedro de Toledé, dans l'*Archivio Storico italiano*, t. IX, p. 27.

(2) Notice de Balbani, p. 17 et 18.

professer les maximes avec une extrême ardeur (1). La conversion du marquis de Vico fut un sujet de joie pour les membres de la société pieuse et polie qui se réunissait tantôt sur les pentes du Pausilippe, tantôt sous les voûtes de Saint-Pierre *ad Aram*. Un poète, Flaminio, se rendit l'organe des sentiments de tous dans une lettre dont voici la conclusion : « Si je considère les paroles de saint Paul, qui déclare que Dieu n'a égard ni à la naissance, ni à la noblesse, ni à la force, mais qu'il choisit les choses folles du monde pour confondre les sages, et les choses faibles pour confondre les fortes, je dois nécessairement avouer que Dieu vous a fait une grande faveur en vous donnant place parmi ces élus qu'il orne d'une dignité incomparable et qu'il adopte pour ses enfants. Mais plus est rare cette faveur, plus est étroite pour vous l'obligation de vivre comme il sied aux enfants d'un Père céleste, et de veiller à ce que la bonne semence tombée dans votre cœur ne soit pas étouffée par les épines, c'est-à-dire par les séductions du siècle. Monseigneur le légat, et Madame la marquise de Pescara vous saluent, et prient Dieu avec moi qu'il vous rende aussi pauvre en esprit que vous êtes riche en terres et en seigneuries, afin que cette pauvreté spirituelle soit pour vous une source abondante de biens célestes et éternels (2). »

Le vœu de Flaminio devait se réaliser bien au delà de ses prévisions, dans les jours d'épreuve qui fondirent bientôt sur l'évangélique congrégation de Naples. La mort de Valdez (1540) fut pour elle un premier coup. Le départ d'Ochino et de Martyr, suspects l'un et l'autre d'hétérodoxie, et réduits à chercher un asile en Suisse, en fut un second. Les réunions formées par leurs disciples étaient surveillées d'un œil défiant par le vice-roi Don Pedro de Tolède, auquel Charles-Quint avait laissé les instructions les plus sévères pour la répression

(1) « Questa similitudine, siccome Galeazzo raccontava sovente a suoi più famigliari amici, penetrò vivamente nel suo animo, sì che cominciò con ardente affetto ad applicare il pensiero a leggere ed ascoltare la verità di Dio, etc... » *Ibidem*, p. 19.

(2) « Acciochè la povertà spirituale la faccia ricchissima de doni divini e sempiterni. » Lettre de Marc-Antonio Flaminio, citée par Balbani, Notice, p. 34.

de l'hérésie. La confiscation des biens et la mort, telles étaient les peines édictées contre les novateurs (1). Dès l'an 1542, année fatale puisqu'elle vit le saint-office intronisé en Italie, le signal de la persécution fut donné par le pape Paul III. De nombreuses arrestations répandirent la terreur dans la ville et le pays de Naples. Des personnes de tout âge, de tout rang, se virent enlevées à leurs familles et traînées dans les cachots. François de Caserte fut une des premières victimes qui scellèrent de leur sang leur attachement à l'Évangile, pendant que d'autres prenaient le chemin de l'exil, ou reculant devant un sacrifice suprême, refoulaient au fond de leur cœur leurs croyances les plus chères (2). De ce nombre fut le marquis de Vico, pour lequel commença dès lors un martyre domestique dont le secret nous est révélé dans le passage suivant par son fidèle biographe :

« Entre autres épreuves que Galéaz eut à subir, outre les railleries du monde qui ne lui furent pas épargnées, il faut citer les reproches de son père, qui, ayant compté sur lui pour augmenter le lustre de sa maison, ne pouvait se consoler de le voir engagé dans une voie si contraire à ses désirs, et qui devait aboutir à la profession ouverte de l'hérésie. Colantoine attaché comme il l'était, c'est-à-dire avec une extrême passion, à la croyance contraire, n'adressait à son fils que des paroles acerbes, et prenant le ton d'un père irrité, il le menaçait de son courroux, s'il s'opiniâtait dans ses folles fantaisies, comme il les appelait; scènes d'autant plus pénibles pour Galéaz que son cœur était rempli du respect le plus filial, et qu'il n'avait qu'un désir, de concilier ce qu'il devait à son père et ce qu'il devait à son Dieu.

« A ces peines déjà si vives s'en ajoutaient de plus cuisantes provenant du mécontentement de la femme de Galéaz, Dona Vittoria, laquelle ayant toujours été pour lui une compagne

(1) Décret du 4 février 1536. Giannone, *Storia di Napoli*, l. XXXII, c. 5, et Journal de Rosso (Msc. des archives de Naples).

(2) *Archivio storico*, t. IX, p. 29, et Notice de Balbani, p. 39, 40.

sage et fidèle, uniquement occupée de plaire à son mari, ne pouvait s'accommoder d'un changement qui lui semblait une flétrissure imprimée à son honneur et à celui de la famille, le poursuivant nuit et jour de ses plaintes, de ses lamentations, et ne lui laissant enfin aucun repos. Ainsi tourmenté au foyer domestique, Galéaz n'avait pas moins à souffrir dans le cercle de ses relations extérieures en une ville tout occupée de fêtes, de bals et de plaisirs auxquels il devait demeurer étranger. Sa position n'était pas moins difficile à la cour de l'Empereur, où il était quelquefois appelé par les devoirs de sa charge, car au lieu de la Parole sainte qu'il aimait par-dessus tout à entendre, ce n'étaient qu'invectives contre les luthériens, édits et supplices cruels incessamment prononcés contre les disciples de la vraie religion (1). »

Au retour d'un de ces voyages en Allemagne, le cœur plein d'une indicible tristesse, Galéaz visita Strasbourg, et revit Pierre Martyr alors fixé dans cette ville, un des plus brillants foyers de la Réforme impitoyablement proscrite de l'autre côté des monts. L'exemple et les entretiens de l'éloquent réfugié qui n'avait pas hésité à tout sacrifier : patrie, fortune, faveur, pour se vouer à la propagation de l'Evangile sur une terre étrangère, produisirent une vive impression sur le marquis de Vico. Il n'envisagea plus qu'avec effroi la perspective d'une vie passée à Naples, sous le régime de compression et de tyrannie spirituelle qu'il avait silencieusement subi jusqu'alors, et les titres dont il était revêtu, les dignités plus hautes réservées à son ambition, les joies même de la famille qui avaient été le rêve de sa jeunesse, lui parurent un piège capable de lui faire abjurer les croyances auxquelles son salut était attaché. Les austères déclarations des saints Ecrits, où le renoncement est proclamé comme le plus impérieux devoir, lui revinrent à la mémoire. Il se répéta ces paroles du Christ : *Celui qui aime son père et sa mère plus que moi, n'est pas digne*

(1) Notice de Balbani, p. 33 et suivantes.

de moi, et dans l'orageux conflit de ses sentiments, il s'accusa d'avoir trop écouté la voix de la chair, et ajourné le douloureux sacrifice auquel il se croyait appelé. Mais quand de retour à Naples, il vit les cheveux blancs de son père et les larmes de joie de sa femme; quand il reçut au foyer les innocentes caresses de ses enfants, il sentit faiblir son courage et chanceler ses résolutions.

Chaque jour cependant voyait se renouveler dans le palais des Caraccioli les dissentiments douloureux qui devaient tôt ou tard aboutir à une séparation. Galéaz put en compter d'avance tous les déchirements : « Quoi, se disait-il, en contemplant tour à tour les objets de son affection, laisserai-je ici mon vieux père privé de la présence d'un fils unique, d'un fils qui est tout pour lui ? Quel ne sera pas son chagrin, en apprenant mon départ, et la tache d'infamie imprimée à son nom ? Ne devrai-je pas m'accuser d'avoir abrégé ses jours?... (1) Et cette épouse si dévouée qui n'a pour moi qu'amitiés et caresses, qui repose avec tant de confiance sur mon sein, sans soupçonner, hélas ! les pensées qui l'agitent, pourrai-je l'abandonner, me priver de sa douce compagnie, non pour un peu de temps comme si j'allais à la cour de l'Empereur, mais pour toujours ! Ah ! que la nouvelle de ma fuite va retentir douloureusement à son cœur ! Que de cris, de larmes et de gémissements ! — Où êtes-vous, s'écriera-t-elle, mon cher seigneur ? Pourquoi m'avez-vous abandonnée ? Que ferai-je sans vous que j'aimais uniquement et qui me teniez lieu de toutes choses ? Qu'est devenu cet amour dont vous m'avez donné tant de preuves, et pourquoi me cacher ce fatal dessein auquel je me serais peut-être associée, plutôt que de demeurer seule, en butte aux sinistres jugements de tous, regardée comme un objet de pitié, et montrée au doigt dans les rues comme une femme déshonorée !... (2)

(1) « Questo mio padre io lascerò privo della mia presenza, anzi di lutto in me stesso. Qual cordoglio, quale angoscia... » Notice de Balbani, p. 42.

(2) « Da tutti, e piccoli e grandi, sarò guardata, monstrata a dito, e reputata come un soggetto d'infamia. » *Ibidem*, p. 45.

Après la plainte de Vittoria, Galéaz croyait entendre celle de ses six enfants, dont l'aîné, âgé de quatorze ans, n'avait pour lui qu'affection et respect, dont le plus jeune lui tendait les bras avec la touchante simplicité de son âge, comme pour achever de briser son cœur. D'abondantes larmes coulaient des yeux du père à la pensée qu'il ne reverrait plus ses enfants, et qu'il deviendrait étranger à ce qu'il avait de plus cher (1). La nature reprenant alors ses droits, il se sentait incapable d'accomplir ce dernier sacrifice, et le palais splendide qu'il devrait quitter, les portraits des aïeux dont le regard accusateur semblait fixé sur lui, le luxe de l'ameublement dont il était entouré et qui formait un saisissant contraste avec le dénûment de l'exil, n'étaient rien à ses yeux auprès de l'image de ses enfants condamnés à devenir orphelins du vivant de leur père. Mais cet attendrissement n'était que passager. Galéaz éprouvait une amère douceur à se dire que plus le sacrifice était grand, plus il serait beau de l'accomplir et de sceller sa foi par un acte de renoncement dont la croix n'était que le symbole proposé par le Christ à ses vrais disciples. Dans un élan d'ascétique ferveur qui rappelait moins les martyrs de la primitive Eglise souriant à la mort que les solitaires des âges suivants allant s'en-ensevelir au désert, il se disait que rien ne devait l'arrêter dans son austère vocation : « Me voici prêt, ô Dieu, à courir où ta voix m'appelle !... Il n'est ni père, ni femme, ni enfants, ni patrie, ni honneurs, ni délices qui doivent retenir celui qui a renoncé au monde. O bienheureuse croix qui vas me rendre semblable à Jésus-Christ ! O illustre infamie qui me conduis à la gloire ! O pauvreté digne de tous mes souhaits, puisque tu m'assures l'héritage incorruptible qui ne peut ni se souiller ni se flétrir, et la possession de Dieu lui-même dans une éternité sans fin (2). »

(1) « Come se non fosse più padre loro, ne essi fossero a lui figliuoli. » *Ibidem*, p. 46.

(2) « Beata e gloriosa croce nella quale io son fatto conforme a signore Gesù Cristo ! Felice infamia che me conduce a gloria ! O povertà desiderabile, etc... » *Ibid.*, p. 50.

Il n'était bruit alors dans toute l'Italie que de la fuite d'une dame du plus haut rang, qui avait longtemps brillé dans la société napolitaine, d'un disciple de Valdez, Isabella Manricha de Bresegna, qui ne pouvant obtenir de Manriche son époux, gouverneur de Plaisance, le libre exercice de sa foi évangélique, s'était réfugiée à Chiavenna dans le pays des Grisons. Poursuivie à Côme, et jusque dans les premiers défilés des Alpes, par des émissaires de son époux, et par son propre fils qui la suppliait à genoux de ne pas abandonner sa famille, elle avait résisté à toutes les prières, se condamnant à la pauvreté, à l'exil, plutôt que de continuer à vivre dans la profession extérieure d'un culte qui n'était plus le sien (1). L'exemple d'Isabella Manricha dut fortifier le marquis de Vico dans la résolution qu'il avait prise, et qu'il accomplit avec une stoïque impassibilité. Le 21 mars 1551, après avoir dit adieu aux siens comme s'il devait revenir, il quitta Naples pour se rendre à la cour de Charles-Quint, alors à Augsbourg. Deux mois après, le 26 mai, il prit congé de l'Empereur qui l'avait accueilli avec sa bienveillance ordinaire, et feignant de se diriger vers la Flandre, il arriva secrètement à Genève.

Sa présence dans cette ville excita d'abord l'étonnement, et même la défiance (2). L'héroïque cité du refuge, qui voyait affluer dans son sein tant de bannis volontaires, martyrs du devoir, héros de l'abnégation et du sacrifice, ne put croire d'abord au désintéressement du marquis de Vico, et vit presque un espion dans ce chambellan de l'Empereur, ce descendant de la noble famille des Caraccioli, qui ne demandait qu'un asile pour prier, un toit pour vivre et mourir, à la Sparte de la chrétienté réformée. La grande âme de Calvin comprit seule le marquis de Vico, comme l'atteste ce bel éloge placé

(1) C'est à cette dame qu'est dédiée la première édition des œuvres d'Olympia Morata (publiée en 1558). Voir la belle préface de Curione, où ces faits sont relatés, *Opera Olympiæ Moratæ*. Bâle. In-12.

(2) « Icy est venu ung qui se nomme le seigneur Galeace Caracciolo, marquis, comme l'on dict, etc. » *Registres du Conseil*, vol. 1550, 1551; et *Chroniques de Roset*. J'emprunte ces indications à un savant Mémoire de M. Heyer, président actuel de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève.

en tête du *Commentaire sur la première Epître de saint Paul aux Corinthiens* : « Un homme de maison ancienne et grand parentage, florissant en honneur et en biens, ayant femme noble et chaste, belle compagnie d'enfants, repos et concorde en sa maison, brief heureux en tout ce qui concerne l'estat de ceste vie, pour se ranger sous l'enseigne du Christ, a volontairement abandonné le lieu de sa naissance, n'a point fait difficulté de laisser sa seigneurie, un pays fertile et plaisant, grand et riche patrimoine, père, femme, parents et alliés, et après avoir abandonné tant d'allesschements du monde, se contentant de nostre petitesse, vit frugalement et selon la façon du commun peuple, ne plus ne moins qu'un d'entre nous... » L'amitié de Calvin ne tarda pas à dissiper d'injustes préventions. Reçu successivement habitant et bourgeois, nommé plus tard ancien de l'Eglise italienne organisée par ses soins, et entouré de la considération publique, Galéaz aurait trouvé le bonheur dans sa nouvelle patrie, s'il avait pu oublier tout ce qu'il laissait au delà des Alpes (1) !

La nouvelle de sa fuite et de son établissement dans la cité calviniste avait fait une sensation profonde en Italie, et causé à ses proches, à ses amis, d'inexprimables regrets. Il céda pour la première fois, le 29 avril 1553, aux besoins de son cœur et aux touchantes sollicitations de sa famille. Il passa les monts, et ne pouvant sans danger se rendre à Naples, il revit son père dans une des cités du territoire de Venise. Mais cette entrevue, également déchirante pour le père et le fils, unis par le sang, divisés par la foi, ne servit qu'à leur faire mesurer tristement l'abîme qui les séparait l'un de l'autre. Le poète-médecin, Jérôme Fracastor, de Vérone, un des plus beaux esprits de ce temps, s'interposa vainement pour ménager un accord qui ne pouvait être que le prix d'une faiblesse ; il ne recula même pas devant une controverse en règle pour

(1) Th. Heyer, *Note sur Galeace Caracciolo*, p. 5. La bourgeoisie lui est accordée gratuitement en 1555, attendu qu'il est homme honorable et renommé, prince excellent en Italie, qui est venu ici pour l'Evangile.

convaincre Galéaz. Mais il se vit battu dans ce tournoi théologique. « Armé de la seule Parole divine, Galéaz sut si bien réfuter les arguments de son adversaire, que celui-ci se retira tout confus, en s'excusant d'une démarche indiscrète et présomptueuse (1). »

Un second voyage fut entrepris, sans plus de succès, en 1555. Le cardinal Caraffa, grand-oncle maternel du marquis de Vico, venait de monter sur le trône pontifical sous le nom de Paul IV. L'occasion parut opportune aux membres de la famille délaissée pour tenter un nouvel effort auprès de Galéaz, et pour essayer de le ramener, si ce n'est à Naples, au moins dans quelque cité du nord de l'Italie qui rendrait un rapprochement plus facile. Le vieux marquis écrivit à son fils pour lui donner un rendez-vous à Mantoue, et celui-ci, déferant au vœu de son père, partit le 15 juin de Genève pour se rendre au lieu indiqué. Quelques jours s'écoulèrent en longs entretiens : malgré son horreur bien connue pour l'hérésie, le souverain pontife avait pitié d'un neveu plus égaré que coupable. Il consentait à lui accorder une libre résidence dans une ville à son choix du territoire vénitien, avec une entière sécurité pour ses opinions. Mais Galéaz devait-il se fier aux promesses d'une Eglise dont la constante maxime était de ne pas garder la foi aux hérétiques ? Pouvait-il abandonner la congrégation italienne de Genève et les privilèges de la communion fraternelle, pour rentrer au milieu des idolâtries et des superstitions avec lesquelles il avait rompu sans retour ? Il insista pour que sa femme et ses enfants vinssent le rejoindre sur les confins de l'Italie, dans un de ces asiles alpestres où les deux croyances rivales étaient librement pratiquées. Il n'obtint rien, mais il ne céda pas davantage, et sut se montrer aussi respectueux qu'inflexible (2).

Au sortir de Mantoue, après avoir dit adieu à son père qui

(1) « Scusandosi ancora se pareva che avesse usata con lui importunità e presunzione. » Notice de Balbani, p. 73.

(2) *Ibidem*, p. 84, 85.

s'acheminait tristement à Naples, Galéaz visita une princesse illustre qui connaissait par expérience les luttes de la foi et les grands déchirements domestiques. Le nom de Renée de Ferrare était dans toutes les bouches. On louait son noble caractère, on admirait ses vertus, on plaignait ses malheurs. Nul n'ignorait en effet que son union avec un prince de la maison d'Este n'était pas sans épreuves ; que récemment encore, privée de la société de ses dames françaises, séparée de ses enfants, emprisonnée dans un vieux donjon, elle avait trouvé un persécuteur dans Hercule II, son époux. Une lettre de Calvin était venue fortifier dans ses combats, relever dans ses défaillances la « catéchumène royale » que l'on considérait comme l'honneur et l'espoir de la réforme italienne (1). Ce fut dans ces circonstances que le marquis de Vico visita la cour de Ferrare. Il y trouva l'accueil le plus flatteur. La duchesse se plut à l'interroger sur l'Eglise de Genève, sur Calvin dont elle ne prononçait le nom qu'avec une déférence filiale, sur certains points de la religion qu'elle n'envisageait pas sans perplexité (2). La conversation prit bientôt un tour plus intime. L'histoire du marquis de Vico, racontée par lui-même, émut vivement la duchesse. Devant un renoncement si complet, devant l'impassible vertu dont l'exemple la pénétrait d'admiration et d'effroi, elle dut faire un retour sur elle-même et sur les tristes expériences de sa propre vie. La Providence en amenant Galéaz à la cour de Renée semblait en effet rapprocher à dessein deux destinées pleines d'enseignements l'une pour l'autre, et opposer à la chute d'une âme tendre vaincue par ses affections, le triomphe d'une âme forte où la foi régnait sans partage. Le marquis ne quitta Ferrare que comblé des témoignages d'estime et de considération de la duchesse. Elle

(1) « Au reste, Madame, comme nostre bon Dieu est toujours prest à nous recevoir à mercy, et quand nous sommes tombez, nous tend la main, affin que nos cheutes ne soient point mortelles, je vous supplie de reprendre courage, etc... » *Lettres françaises*, t. II, p. 5.

(2) « Volendo essere informata della sua vita, del successo de suoi viaggi, del Calvin, della Chiesa di Geneva e di multi punti della vera religione. » Notice de Balbani, p. 83.

le fit conduire dans un de ses carrosses jusqu'à Francolino, d'où il regagna Genève par le pays des Grisons (1).

Les détails d'un troisième voyage en Italie sont demeurés inconnus. Le marquis de Vico y fut rappelé pour la dernière fois, au mois de mars 1558, par la voix de sa femme et de ses enfants, qui cette fois devaient joindre leurs sollicitations et leurs larmes à celles d'un père. Le rendez-vous était fixé sur territoire neutre, à Lesina, sur les côtes de Dalmatie. Mais Galéaz arrivé le premier, et contemplant sur la rive opposée le mont Gargano qui domine la province de la Capitanate et le domaine héréditaire de Vico où sa famille était établie, n'hésita pas à franchir l'Adriatique pour avancer de quelques heures une entrevue aussi douce que déchirante. Laissons parler ici l'historien de Galéaz :

« On ne saurait exprimer la joie que ressentirent tous les membres de sa famille en le voyant de retour au milieu d'eux, et surtout la joie de Dona Vittoria qui se flattait d'avoir recouvré un époux qui lui était si cher. La joie de Galéaz était tempérée d'une certaine tristesse par l'appréhension du peu de succès réservé au voyage qu'il avait entrepris, non sans péril, avec la ferme résolution de ne rien céder dans les choses de la conscience... Les premiers jours se passèrent en fêtes et en démonstrations d'amitié. Mais bientôt un nuage ne tarda pas à s'élever, et la joie fit place aux plaintes et aux récriminations. Le vieux marquis laissait percer des intentions bien différentes de celles qu'il avait d'abord annoncées à son fils, et lorsque celui-ci pria sa femme de venir habiter avec lui un pays où elle aurait la libre profession de son culte, ne pouvant renoncer lui-même à la profession de la religion pour laquelle il avait fait le sacrifice d'une patrie, elle ne répondit que par des larmes... Pressée plus vivement, elle déclara qu'elle n'irait jamais en un pays où se célébrait un

(1) Il avait acheté le droit de bourgeoisie à Coire, pour être plus à portée de l'Italie, et traverser librement le territoire vénitien. (Archives de Coire et de Genève.)

autre culte que celui de l'Eglise romaine, et qu'elle ne pouvait avoir nul commerce avec un époux hérétique (1). » En dérogeant à cette loi que son confesseur et sa conscience lui imposaient avec une égale autorité, elle encourrait la peine de l'excommunication dans ce monde, avec ses redoutables conséquences dans l'autre (2). Devant de telles déclarations plusieurs fois répétées, il ne restait plus à Galéaz qu'à partir, non sans avoir essuyé les emportements de son père qui, voyant toutes ses espérances déçues et n'étant plus retenu par aucune considération, lui adressa les paroles les plus violentes, et alla presque jusqu'à le maudire. Toutes les angoisses d'un dernier adieu sur la terre durent s'accroître pour les membres de la famille divisée de la perspective d'une éternelle séparation. On ne décrit pas deux fois de tels déchirements. On en reproduit le simple récit, sans tenter de l'égaliser :

« Galéaz étant sorti de la chambre de son père, trouva dans la salle voisine sa femme, ses enfants, son cousin et les domestiques, tous plongés dans le désespoir. Sa femme se précipita dans ses bras en pleurant et en se recommandant à son affection. Ses enfants tombèrent à ses genoux, le suppliant de ne pas les abandonner, pendant que son cousin et tous les autres le regardaient d'un œil désolé, sans pouvoir, dans l'excès de leur émotion, prononcer un seul mot. Au nombre des enfants de Galéaz, se trouvait la plus jeune de ses filles, âgée de douze ans, qui s'étant prosternée contre terre, et lui tenant les jambes embrassées, avec des pleurs et des cris, le serrait si fortement qu'il ne pouvait s'en détacher. Il eut en ce moment le cœur percé d'une si vive affliction qu'il crut, ainsi qu'il l'a souvent raconté depuis, expirer de douleur (3). Mais soutenu de la vertu d'en haut, et comme revêtu d'une force surnatu-

(1) « Che non anderebbe giamai là dove vi fosse altra religione che la romana, ne meno viverebbe con lui mentre persistesse in queste sue opinioni condannate per heretiche. » Notice de Balbani, p. 90.

(2) « Sarebbe scomunicata per sempre... » *Ibidem*.

(3) « Per la tenerezza paterna et per l'angoscia che gli serrava il cuore, si ritrovò quasi vicino e sul punto di morire. » Balbani, p. 92.

relle, il sortit de la maison où l'on n'entendait plus que sanglots et gémissements, et se dirigeant vers le rivage de la mer, il s'élança sur la barque qui devait le ramener à Lesina. » Quelques jours après il était à Venise, où l'attendaient quelques amis inquiets sur son sort. Il reprit peu après le chemin de la Suisse, et rentra le 4 octobre à Genève (1).

En lisant ce touchant récit encore tout palpitant des émotions d'un temps qui n'est plus, et qui ressemble si peu au nôtre, on voudrait admirer sans réserve la foi qui inspira et la constance qui soutint un grand sacrifice. Mais la nature frémit, et le cœur hésite devant un acte d'immolation qui passel'héroïsme ordinaire et ne semble pas commandé par un absolu devoir. A l'abandon de ses croyances les plus chères, Galéaz avait préféré le martyre de l'exil. Il eut le tort de ne pas l'accepter tout entier, et de faiblir sous le fardeau surhumain qu'il s'était imposé. Dans une scène qui précéda celle des derniers adieux au manoir de Vico, un mot fatal avait été prononcé, celui de divorce. Galéaz l'avait laissé comme une menace au cœur de la femme qui opposant scrupule à scrupule, et sourde à ses appels, refusait de l'accompagner sur la terre étrangère. A peine arrivé à Genève, il s'ouvrit à Calvin sur son projet de répudier une épouse rebelle et de contracter une nouvelle union. Le cas parut embarrassant au grave réformateur, qui renvoya la question à Pierre Martyr, et aux principaux théologiens suisses. Ils furent unanimes à déclarer que la marquise de Vico, par ses résistances obstinées au légitime vœu de son époux, avait rompu la première le lien conjugal (2). Toutefois, avant d'en prononcer la dissolution et pour obvier

(1) C'est à ce dernier voyage du marquis de Vico que se rapporte la lettre de Calvin du 19 juillet 1558 (*Lettres françaises*, t. II, p. 266); ainsi que celle à la duchesse de Ferrare, du 20 juillet, où l'on remarque ces mots : « Le bon seigneur duquel je scay que vous serez bien aise avoir nouvelles avoit passé la mer à la fin de mars... Je pense qu'il sera bientôt de retour, si Dieu ne change miraculeusement le cœur de sa femme, laquelle l'ayme pour l'attirer, si elle pouvoit, à perdition. Tant y a que ce luy sera assez de s'estre mis en devoir pour estre excusé devant Dieu et les hommes. » *Ibid.*, p. 218, 219.

(2) Voir sur ce sujet Zanchi, *Opera*, t. VIII, à la fin; De Thou, liv. 84, et surtout la Note déjà citée de M. Th. Heyer, p. 5 et suivantes.

à tous scandales, les magistrats genevois décidèrent qu'une respectueuse sommation serait adressée à la marquise, à laquelle on accorderait un délai de deux mois pour faire connaître sa réponse (1). Elle se tut, et le marquis de Vico, affranchi de toute hésitation, épousa le 15 janvier 1560, à l'âge de quarante-trois ans, une veuve de Rouen, Anne Framery, de fortune médiocre, de mœurs austères, comme lui retirée à Genève pour cause de religion (2).

Après ce mariage qui donna lieu à des jugements bien divers, et qui fut blâmé de plusieurs, sans affaiblir la juste considération dont Galéaz était entouré dans la cité réformée, il ne lui restait plus qu'à régler sa vie d'une manière conforme à sa modique fortune : « On le vit, dit son biographe, congédier ses deux valets pour prendre deux servantes, et sans se refuser le nécessaire, mener un train des plus modestes jusqu'à sa mort. Sa conduite éloignée de tout faste le rendait un exemple singulier de modestie, et comme il était très-simplement vêtu, il sortait sans aucune suite, et faisant tout par lui-même, il ne craignait pas d'entrer chez les marchands pour acheter les objets indispensables à sa personne ou à son ménage ; et quoiqu'il parût par là se ravalier à l'excès, toutefois l'air de noblesse qui brillait en lui, et ce je ne sais quoi qui distingue les personnes de naissance de celles du commun lui obtenaient un respect d'autant plus mérité que sa vertu reluisait d'un singulier éclat aux yeux de tous. Les ministres et les magistrats lui faisaient civilité en toute occasion, et il n'y avait pas de banquets où il ne fût invité et où ne lui fût réservée une place d'honneur. Sa modestie était si grande qu'il ne pouvait souffrir d'être appelé autrement que du nom de Galéaz, le titre de marquis n'appartenant, disait-il, qu'à son

(1) La lettre de la Seigneurie, écrite par Calvin lui-même, a été reproduite par M. Heyer. Elle est datée du 1^{er} mai 1559, et antérieure par conséquent de plus de sept mois au second mariage du marquis de Vico.

(2) La bénédiction fut donnée à l'église de Saint-Pierre, par le ministre Michel Cop. Le marquis habitait une des maisons voisines, correspondant au *Casino* actuel.

père, après la mort duquel il refusa même de le porter, sous prétexte que l'Empereur l'en avait déclaré déchu. Mais il ne put obtenir qu'on le traitât autrement, et tout le peuple de Genève ne le nommait que *Monsieur le marquis*.

« Comme cette ville est un lieu de grand passage, s'il arrivait quelques princes ou seigneurs de qualité, comme Don François et Don Alphonse d'Este, frères du duc de Ferrare, le prince de Salerne, Octave Farnèse, duc de Parme et de Plaisance, il s'empressait d'aller leur faire la révérence, et il n'en était pas moins bien reçu que dans la fleur de sa jeunesse à la cour de Charles-Quint. Les étrangers de distinction venaient aussi le saluer, non comme un pauvre gentilhomme dans une obscure demeure, mais comme un grand seigneur dans un palais dont la vertu et la piété faisaient le principal ornement. Il aimait à s'entretenir avec ceux de sa nation, sans affecter aucune supériorité à leur égard. Il déployait beaucoup de grâce dans la conversation, avec un fond de jugement et d'expérience du monde joint à une mémoire très-heureuse qui donnait un vif attrait à son discours, soit qu'il racontât ses campagnes en Provence et dans le pays de Clèves à la suite de l'Empereur, soit qu'il retracât les choses notables qu'il avait recueillies en divers lieux et des personnages les plus divers.

« Nul n'était plus diligent que lui à visiter les pauvres, les malades, les affligés; à s'entretenir familièrement avec eux, à ne jamais les rencontrer dans la rue, sans leur adresser un petit mot d'encouragement et de consolation. Ses exercices les plus familiers étaient d'assister aux prêches, et de marquer par son attention soutenue tout le prix qu'il y attachait. Il déployait surtout un zèle extraordinaire dans son office d'ancien pour veiller sur la doctrine et les mœurs de la congrégation italienne qui le vénérât comme un père (1). »

Ainsi s'écoulèrent pour le marquis de Vico les vingt-six années qui séparent son divorce de sa mort. La sérénité de

(1) Notice de Balbani, p. 401, 405.

ses derniers jours ne fut troublée que par un message de Naples, succédant à un long silence, par une lettre de Dona Vittoria le sollicitant une dernière fois de rentrer dans l'Eglise romaine, pour effacer la tache qu'il avait imprimée à son nom, et pour aplanir à son fils, Charles Caraccioli, entré dans les ordres, le chemin des honneurs et des dignités ecclésiastiques. Ainsi les deux croyances qui s'étaient disputé la vie du marquis de Vico, allaient se livrer un dernier combat à son lit de mort. Le messenger choisi par Dona Vittoria pour remplir une telle mission, n'était pas fait pour en adoucir l'amertume. C'était un moine théatin, aussi violent que grossier, qui se flattait de réussir par de vulgaires séductions auprès d'un homme qui avait épuisé la coupe du sacrifice. Quoique souffrant du mal qui devait l'enlever bientôt, et respirant à grand-peine, Galéaz retrouva toute son énergie pour jeter au feu les lettres qui lui avaient été apportées, professer hautement la foi dans laquelle il voulait mourir, et déclarer que la seule marque d'intérêt qu'il pût donner encore à son fils était de le prémunir contre les pièges du papisme. Le théatin étant revenu à la charge quelques jours après, et s'étant oublié jusqu'à proférer des injures contre le marquis, le magistrat lui enjoignit de quitter la ville incontinent et de n'y remettre jamais les pieds (1). Ces émotions furent les dernières pour le noble exilé. Soutenu par les exhortations des ministres et par les consolantes promesses de l'Evangile, il s'endormit en paix le 7 mai 1586, à l'âge de soixante-neuf ans et quatre mois (2). Sa seconde compagne le suivit de près dans la tombe (3). Un mois avant le décès de celle-ci, la Seigneurie de Genève, jalouse de perpétuer les souvenirs qui se rattachaient au nom de son époux, avait accordé au ministre Nicolas Balbani la

(1) *Ibidem*, p. 110.

(2) « Galeace Carracciolo Carafe, gentilhomme, bourgeois, marquis de Vico, est mort d'une fièvre intérieure, avec fluxion de cerveau, âgé d'environ soixante-dix ans, le 7 mai 1586, en la place de Saint-Pierre. » *Registres mortuaires*.

(3) Elle mourut le 28 avril 1587, à l'âge de soixante-quatre ans, après avoir partagé sa petite fortune entre l'hôpital, le collége et la bourse française et italienne.

permission d'imprimer *La vie de feu M. le marquis Caracciolo qu'il a mise en italien, M. Hottoman en latin, et M. Goulard en français.*

Le sentiment d'admiration sans mélange qu'inspira au XVI^e siècle, dans les rangs de la Réforme, le marquis de Vico, serait aujourd'hui tempéré de justes réserves. Si l'immolation de soi-même est une vertu, elle a ses limites dans la nature morale de l'homme, dans ces saintes affections du foyer domestique qui veulent encore être écoutées en se subordonnant au devoir et à Dieu. L'héroïsme n'est jamais si beau que lorsqu'il sait garder quelque chose d'humain. Sachons honorer cependant, jusque dans ses excès, le pur mobile du renoncement et du sacrifice. Les siècles de foi ne peuvent être équitablement jugés par les siècles de doute. Il n'est pas de révolution sans douleurs, et celles qui s'accomplissent dans les profondeurs de la conscience sont aussi celles qui emploient les plus énergiques ressorts et qui brisent le plus de liens. Alors se réalisent ces mélancoliques paroles prononcées sur le berceau du christianisme par son divin auteur : « *Ne pensez pas que je sois venu apporter la paix sur la terre ; je suis venu y apporter non la paix, mais l'épée.* » Alors éclatent ces luttes sans témoin, mais non sans grandeur, où l'homme puise dans l'exaltation de sa foi la force de s'immoler et de souffrir au delà même du devoir. L'histoire du marquis de Vico est une page de ce martyrologe ignoré qui accompagne les grandes rénovations religieuses, et dont on reconnaît les confesseurs à la constance d'un sacrifice persévéramment accompli jusqu'au dernier soupir.

JULES BONNET.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
DE MARSEILLE (1)

1696-1708

Extrait d'une lettre de M. Elie Maurin, du 4 juin 1698.

Messieurs Ragatz, Nean, Capion et Mougner, sont au château d'Y, dans un cachot fort profond, où il y a une ou deux voûtes par dessus. Le fond est tout pourriture, qui fourmille de vers. Ils sont mal traités dans ce qu'on leur sert. Leurs ennemis avouent qu'ils y sont fort mal. Ils ne peuvent s'empêcher de témoigner leur étonnement au sujet de la gaieté qui paroît sur leur pâle visage, et leur ont confessé que leur subsistance dans ce lieu est un miracle. Ils s'entre parlent d'un peu loin. Ils ont leurs fonctions de piété tout à fait accordantes et fort réglées, et ils y donnent tout le jour et une partie de la nuit. M. Le Jeune est en campagne sur l'armement des 14 galères qui vont près des detroits.

Un nommé Jacques Bonnet d'Orange, et Guillaume Barde d'Onnebron (*sic*), en Ecosse, ont eu liberté à la Pentecôte. Ils étoient de notre profession publique. Quant à nous, nous restons (2). Nous nous faisons un plaisir de suivre l'agneau partout où il nous mène. Pourrions-nous nous résoudre à quitter notre Dieu ? Non ! tant de perfections nous charment. Nous avons nos yeux fixés sur lui plutôt que sur nos légères playes ; de plus, ses grandes promesses nous engagent si fortement à le servir que nous ne pouvons penser qu'à lui obéir avec une joie et une crainte accompagnée d'amour. Qu'il lui plaise seulement de nous rendre bons, justes, charitables, et comme lui, afin que par nos œuvres nous représentions ses vertus infinies !

(1) Voir p. 33 et 144.

(2) Deux des forçats, nommés plus haut, Nean et Capion furent libérés la même année.

Extrait de lettre de M. Serres l'aîné, du 30 juin 1698.

Voilà l'ordre revenu pour armer les galères restantes. Tout est dans une confusion et dans un embarras effroyable. A ces tristes nouvelles, les cheveux se dressent au forçat qui se voit abîmé de coups, et qui sera presque sans dormir, avant que la galère ne sorte pour entrer dans les fatigues de la vague. J'espère de rester; mon capitaine m'a fait bon visage. Je vous prie d'en rendre grâces à Dieu pour moi.

Du même, du 11 août 1698.

Les maux que nous souffrons sont des maux trop vifs et trop forts pour pouvoir bien vous les représenter, mais quels qu'ils soient, nous serons tousjours heureux si nous les endurons patiemment et que nous les raportions à la gloire de Dieu. C'est son ouvrage et sa vertu qui nous soutient au milieu de nos plus terribles épreuves. Que son saint nom en soit à jamais béni !

Un peu après :

On apprend qu'on a envoyé le maréchal d'Estrée en Poitou, pour redoubler ses violences envers nos frères, que les intendans et autres n'avoient pu soumettre; du depuis on en a fait autant vers le Béarn, sans que tout cela soit capable de les intimider. C'est visiblement le doigt de Dieu, et sa vertu toute-puissante, qui agit là d'une manière singulière. On avoit chanté le triomphe avant la victoire. On croyoit qu'après le fameux effort qui avoit tout ébranlé, et fait tomber la plus part, il ne falloit que donner une autre secousse pour achever de tout détruire, et anéantir pour jamais la lumière de la vérité dans ce malheureux royaume. Mais, ô bonté de Dieu ! les moyens qu'on croyoit infailibles pour l'exécution d'un si méchant projet, ont été le moyen dont sa sagesse infinie s'est servie pour obliger ce peuple oppressé à réparer hautement et publiquement, par une unanime et généreuse confession, la faute scandaleuse et générale qu'ils avoient commise en désavouant sa sainte vérité. Tant il est vrai que les voyes de Dieu ne sont pas nos voyes, et qu'il se jouë, quand il veut, des desseins des hommes les mieux concertez. Qu'à lui en soit toute la gloire ! Amen.

Un peu plus bas, dans la même lettre :

Nous avons appris du *Ponant* qu'on avoit libéré, à Saint-Malo, un

nommé Bridon; à Bourdeaux, un nommé Durand, naturalisé, et un nommé Broch, Anglois de nation. Je crois bien qu'ils sont sur la liste.

Dans une autre lettre, du 22 octobre 1698 :

Le même parle de la délivrance d'un M. Bonin, qui eut sa liberté le onzième jour que les galères arrivèrent, et qui le lendemain s'embarqua pour Flessingues. C'est le seul qui l'a eue depuis les trois autres avec un jeune homme de Rotterdam, qui n'étoit que depuis six mois aux galères.

Il dit dans la même lettre :

On a une quantité de Mémoires de gens réclamez par les Etats étrangers, mais on employe le vert et le sec pour éluder ces justes prétentions, espérant les rebuter par la longueur des délais; mais si on s'y affermit, la cour se résoudra de céder à la justice.

Le même ajoute :

Je ne scay si je vous ay dit que M. Gavona mourut au Seigneur, le 5 de septembre, dans toutes les dispositions d'un bon chrétien. Meunier, de *la Conquérante*, finit aussi ses jours dans les rigueurs de la dernière campagne, et dans les mêmes sentiments.

Du 2 janvier 1699, M. Serres le cadet écrit :

Que le dernier de décembre, on annonça la délivrance de dix de nos frères, et au *Ponant* on en dut libérer sept. Entre ceux d'ici, dit-il, il y a M. Du Buy et Poissant, et l'épicier de cette galère, et sur *la Gloire*, M. Daniel Javel.

Dans une autre lettre, du 5 janvier 1699 :

On nomme, entre ceux qui doivent être libérez, outre les sus-nommés, les sieurs Rioujan, Peltan, Alard, Grimaud, Albert, et un nommé Aubier, qui avoit abjuré, avec un catholique romain. Les Etats de Hollande les ont enfin obtenus.

Les sieurs Dubuy, Javel et l'épicier, avec un jeune homme de cette ville, nommé Peloux, se sont enfin embarquez, et sont partis aujourd'hui, 5 janvier, pour Nice, pour aller de là à Genève. Ils y sont arrivés, après quelques semaines, ayant passé par Turin et ayant visité les frères des Vallées. On a eu soin de les loger et soulager à Genève, où ayant resté quelques semaines pour se délasser et remettre des fatigues de leur voyage, pendant la rude saison, on

leur a fourni, à leur départ pour la Suisse, de quoy faire leur voyage, avec des lettres de recommandation.

Suite de la lettre de Marseille :

On vient de déferer les autres et les transférer sur un vaisseau hambourgeois, le premier venu qui s'est trouvé. Et comme le capitaine n'est pas obligé de les transporter pour rien, le roy, supposant qu'un forçat n'a pas d'argent, doit avoir donné les ordres pour leur payer le transport. Cependant c'est ce qu'on n'a pas fait, et si nous ne leur avons fourni le nécessaire, je ne sais ce qu'il en seroit. Il faut que les impitoyables ordonnateurs retiennent pour eux ce qui leur étoit ordonné. Ce jeune homme a tout quitté pour chercher les autels du Seigneur. Il est dépourvu de tout, étant parti à l'insceu de son père, c'est pourquoy nous l'avons secouru du mieux qu'il s'est pu.

Extrait d'une lettre de Paris, du 23 décembre 1698 :

Nous sommes ici dans une grande désolation de l'arrêt qui fut publié dans cette ville samedi dernier, où l'on nous contraint de faire profession ouverte de la religion romaine. Et pour cet effet on enjoint à tout curé de toute paroisse de tenir la main à cela, et d'avertir de toute la résistance qu'on en fera, afin qu'on punisse les contredisans. Dieu veuille, par sa sainte grâce, avoir pitié de nous, et nous donner la force de soutenir cette épreuve.

La même lettre de Marseille marquoit qu'on avait dit à M. Serres l'aîné, qu'il étoit arrivé des mémoires chez M. l'intendant de quelques Anglois, où il étoit lui-même très-singulièrement recommandé, mais l'événement étant très-incertain, il remet en Dieu et lui (?) son affaire. En effet, la chose n'a pas eu de suite. On a offert la liberté à M. David Serres, le second des frères, à des conditions funestes dès qu'il les auroit remplies. Mais, Dieu merci, il a témoigné qu'il n'en désiroit point d'autre que celle des enfans de Dieu, traitant avec mépris ceux qui ont bien osé lui faire cette proposition.

Du 13 octobre 1698, M. Pierre Serres écrit ce qui suit :

Quelques amis devoient aller visiter mon puîné dans sa demeure, mais ces mesures sont rompues, puisque du depuis on a changé ce cher frère, et qu'on l'a mis dans un cachot plus obscur et plus incommode, l'accusant d'une chose qui lui fait autant d'honneur, que de chagrin aux MM. de la mission. Il y a dans le même endroit un

vieux monsieur depuis un longtems, nommé l'Abbé de Maupeau, oncle de MM. de Pontchartrain. Il est tombé malade à la mort, et lorsqu'on l'a voulu obliger de se confesser, et de faire ce qu'on appelle le devoir, il n'a absolument voulu rien faire, de sorte qu'on s'est aperçu qu'il n'étoit plus dans leurs sentimens. Comme ils savent qu'il conféroit souvent avec mondit frère, avec qui il se plaisoit beaucoup, ils ont préjugé qu'il l'a mis dans ces bonnes dispositions où il est. Jugez quel tintamarre et quel bruit cela a dû faire. Je crains qu'on en ait déjà écrit en cour; et selon qu'on m'a écrit, et la disposition des choses, il est fort aparent qu'il sera transféré dans la citadelle où est M. de Lensonnière. Ainsi, voilà mon commerce rompu avec ce cher frère, à moins que les choses ne se raccommodent. M. l'Abbé est absolument résolu de vivre et de mourir dans cet heureux état. Il souhaiteroit voir le *Préservatif* de M. Jurieu (1), etc.

On écrivoit ceci du 16 février 1699 :

M. Capion, avec un nommé Petel, qui avoit abjuré, eurent leur liberté il y a plus de quinze jours. Nous avons appris de Bourdeaux et de Brest qu'on y a libéré les nommez Durand, Lenut et Boureau, et je viens d'apprendre que la liberté de sept Anglois est arrivée, et que Thiéri et Marche sont du nombre, avec un nommé Thomson; M. Peraut, qui étoit lieutenant sur un vaisseau danois, n'a été libéré que longtems depuis, bien qu'il fût de cette liste au nombre de treize, dans un mémoire envoyé de Paris.

Il ne sera pas hors de propos de joindre ici ce qu'on a lu dans la *Gazette d'Amsterdam* du 12 janvier 1699 :

Par lettres de Guernesey on apprend que les galères françoises de Saint-Malo furent forcées, il y a quelques jours, par la tempête, de relâcher dans la rade de cette île, où elles restèrent pendant quatre jours, ce qui obligea quelques personnes de cette île d'y entrer, pour voir s'il y avoit dans la chiourme quelques protestans françois. Et on trouva qu'il y en avoit neuf, dont on n'admira pas moins la constance et la piété, qu'on fut surpris d'apprendre, par leurs réponses, qu'ils étoient contens de leur condition, et qu'ils regardoient leurs souffrances comme des bénédictions de Dieu. Les com-

(1) C'est la réponse du célèbre ministre à l'*Exposition de la foi catholique*, par Bossuet.

mandans des galères permirent qu'on leur fit des charitez. Et le peuple fut extrêmement libéral en cette occasion, tous ayant témoigné d'être sensiblement touchés des souffrances de leurs frères.

Le même, parlant de M. Pierre Serres, son frère aîné, ajoute :

L'aumônier de sa galère a fait de grands reproches à M. son capitaine touchant sa conduite, lui alléguant qu'il corrompoit tous leurs nouveaux convertis, et qu'il étoit le conseiller de tous les religieux. Là-dessus le capitaine monta sur sa galère, et quoy qu'il ait beaucoup d'estime pour lui, et qu'il ne voudroit pas assurément lui faire du chagrin, il fut apparemment obligé, pour donner satisfaction à cet aumônier, de lui faire de fortes réprimandes en présence des autres forçats sur ce sujet, en lui disant qu'il ne seroit pas si cruel que de le faire maltraiter s'il avoit davantage de plaintes de lui, mais qu'il le feroit changer de galère. Ce changement ne pourroit être sans doute que dans un sombre séjour.

Il ajoute, touchant le second des frères : Le pauvre frère est toujours dans le même affligeant état. Nous sommes toujours hors d'espérance d'en pouvoir recevoir des nouvelles, si ce n'est qu'un de nos amis étant entré par hasard dans cette nouvelle demeure sans savoir qu'il y fût, deç que ce cher frère l'aperçut, il vint lui sauter au cou. Il me dit qu'il se porte bien, grâces à Dieu; qu'il y a une fenêtre dans sa chambre qui y donne un grand jour, et qu'il peut s'y promener, quoy que la chaîne qu'il traîne soit cramponnée au fond d'un cachot.

Sur ce qu'on vouloit forcer nos frères à lever leur bonnet lors de la messe ou des prières sur la galère, voici ce qu'en dit M. Serres l'aîné, dans son billet du mois de juin 1699 :

Nous sommes fort éloignez de donner cette satisfaction aux ennemis de la vérité, et nous regardons avec horreur, et comme un sacrilège, tout ce qui a quelque relation à leur culte.

Dans une lettre du 1^{er} juillet 1699, M. Serres le cadet marque ce qui suit :

Le pauvre M. Vallette est toujours fort inquieté par ses exacteurs, et on le change souvent d'un banc à l'autre. Dernièrement, le père Girard, missionnaire, le fit déferer, de même que tous les braves fidèles de cette galère, et les fit appeler à la poupe, pour leur dire qu'il prétendoit qu'ils levassent le bonnet lors qu'il diroit la messe,

ou leurs prières. Mais ils lui répondirent résolument qu'ils n'en feroient rien, quel traitement qu'on leur fit. On fit la même demande à M. Loustalet et Céphas Carrière, qui sont sur d'autres galères. Ils témoignèrent la même fermeté; si bien que sur les galères qui sont sur ce port, on s'en est tenu aux menaces jusqu'ici. Mais on n'en a pas fait de même sur les huit galères que le tems détient encore devant cette ville, aux îles. Sur *la Reine*, on a aussi donné deux fois la bastonade à notre bon frère Richard, pour avoir témoigné la même fermeté. Je vous laisse à penser le cruel traitement qu'on leur fera encore, lorsqu'ils seront ainsi tout nus, exposés à l'accablant travail de la rame. C'est ici leur heure et la puissance des ténèbres.

Du 2 septembre 1699, le même M. Serres le cadet écrit ce qui suit :

Les galères sont venues en fort mauvais état. Il y en a qui n'avoient presque point du tout de malades, mais d'autres qui en étoient remplies; ces maladies ne sont provenues en partie que de la grande chaleur. Les officiers maiors, capitaines et lieutenans, n'en ont point été exemts. On débarqua sur un brancard M. de Forville, qui commandoit les quinze galères qui venoient de la Sicile, qui étoit à l'extrémité. M. le commandant Des Pennes, chef d'escadre, étoit aussi fort malade, et quelques autres de ses officiers, dont on a enterré un ici ces jours passez. M. de Cangeay, capitaine de *la Renommée*, mourut à Villefranche, et y fut enterré. On apprend que nos frères ont été fort maltraitez sur *la Favorite* et sur *l'Héroïne*; nous en avons quelques-uns qui sont fort languissans. M. Carrière a été malade et conduit à l'hôpital; mais, grâces à Dieu, il en est de retour.

(Suite.)

BIBLIOGRAPHIE

DE L'ETAT CIVIL DES RÉFORMÉS DE FRANCE, par L. ANQUEZ, professeur
au lycée Saint-Louis.

Nous nous faisons un devoir d'appeler tout particulièrement l'attention des lecteurs du *Bulletin* sur une substantielle et savante monographie, due à la plume exercée d'un auteur dont le nom est déjà honorablement attaché à deux publications remarquables (1). Le nouveau volume que vient de publier M. Anquez traite de *l'Etat civil des réformés de France*, en d'autres termes, de l'un des sujets les plus graves qui se puissent présenter dans l'étude de l'histoire du protestantisme français, au triple point de vue du droit naturel, du droit public et du droit privé.

L'un des principes fondamentaux sur lesquels repose toute société bien organisée est incontestablement celui de la séparation du temporel et du spirituel, de l'Eglise et de l'Etat, de l'ordre religieux et de l'ordre civil. Si la moindre déviation de ce principe peut, à elle seule, entraîner de funestes conséquences, que n'arrive-t-il pas lorsque ce principe même est foulé aux pieds? Il n'est sorte d'atteintes personnelles, de perturbations profondes et d'excès qui n'affligent alors les individus et la société. L'histoire ne l'atteste que trop, et l'un des exemples les plus douloureux qu'elle fournisse à cet égard est celui de la législation tout à la fois farouche et insensée, sous le poids de laquelle gémirent les protestants français privés d'état civil durant la majeure partie des trois derniers siècles.

Exposer les éléments de cette législation néfaste, faire ressortir les vices dont elle était entachée, l'odieuse application qui en fut faite, et la réprobation dont elle fut enfin frappée par des publicistes, aux critiques desquels s'associèrent avec un généreux élan des magistrats, des administrateurs et des hommes d'Etat, mieux placés que tous autres pour mesurer l'étendue des souffrances auxquelles les populations protestantes étaient en proie et pour en provoquer résolument la cessation : telle est l'œuvre que M. Anquez a entreprise et dont il s'est dignement

(1) *Histoire des Assemblées politiques des réformés de France (1573-1622)*. 1 vol. in-8°. Paris, 1859. — *Un nouveau chapitre de l'histoire politique des réformés de France (1621-1626)*. 1 vol. in-8°. Paris, 1865. Ces deux ouvrages ont été appréciés dans le *Bulletin*, t. XIV, 281.

acquitté. De l'étude de son livre, riche de faits et d'idées, découlent de hauts enseignements qu'il importe de ne jamais perdre de vue.

Quelques notions préliminaires ne sont pas ici hors de propos. Pris dans leur acception usuelle, les mots : *état civil des individus*, impliquent l'idée de la situation de chacun dans la famille. Envisagée au point de vue de la légitimité de sa constitution, la famille se fonde par le mariage, s'accroît par la naissance, et se restreint par la mort. Qui ne sait combien, dans l'ordre des plus pures affections, de même que dans celui des droits les plus respectables, il importe aux individus et à la société que des faits capitaux, tels que les naissances, les mariages et les décès, qui se lient si étroitement à l'organisation et au démembrement des familles, soient prouvés de manière à ne pouvoir être révoqués en doute ! La preuve à cet égard peut s'établir, soit par la possession, soit par témoins, soit par des papiers domestiques, soit par des actes publics. De ces quatre modes de preuves, le dernier doit prévaloir sur les autres à raison du cachet d'impartialité et de certitude dont il est essentiellement empreint. Aussi, toute sage législation en vigueur, de nos jours, au sein des nations civilisées, ne manque-t-elle pas de confier à des officiers publics, exclusivement revêtus du caractère de fonctionnaires administratifs, le soin de consigner dans des registres spéciaux les naissances, les mariages et les décès, en un mot, l'état civil des individus, envisagés uniquement en tant que citoyens, abstraction faite de leur condition religieuse. Ainsi l'exige le grand principe de la liberté des cultes. Le plus simple bon sens indique suffisamment que ce principe tutélaire serait froissé à un haut degré si, alors que des cultes divers sont professés par les citoyens d'une même nation, la tenue des actes de l'état civil qui embrassent, sans exception, l'ensemble de ceux-ci, était abandonnée, à titre de monopole, aux ministres d'un seul de ces cultes. En effet, la vie civile, qui, en droit strict, doit demeurer à toujours le patrimoine commun de tous les individus, sans distinction de cultes, s'effacerait alors abusivement devant la vie religieuse ; la qualité de sectateur réel ou présumé de tel ou tel culte absorberait, sous l'influence d'une confusion désastreuse, les prérogatives du citoyen ; la vie religieuse elle-même serait gravement compromise dans son indépendance, pour tous les citoyens professant un culte autre que celui auquel appartiendraient les ministres investis d'un monopole exclusif ; l'expérience ne le prouve que trop clairement.

De longs siècles se sont écoulés avant qu'on ne soit parvenu, dans notre pays, à la notion si simple et si juste d'un mode désintéressé de constatation de l'état civil des Français par des officiers publics. Tant que dura le moyen âge, les éléments de preuve des naissances, des mariages

et des décès, ne purent se déduire, d'ailleurs incomplètement et sans fixité, ou que du témoignage de simples particuliers, ou que de papiers domestiques, ou que d'une possession d'état reposant trop souvent sur une base fragile. Ils purent aussi, dans une certaine mesure, se déduire des mentions de baptêmes, de mariages et de décès, émanés des ministres du culte catholique, lorsque bon semblait à ces ecclésiastiques de tenir çà et là, à l'occasion de ces faits, des registres plus ou moins réguliers, et entachés parfois de réticences intéressées, dont l'une des plus flagrantes est celle que signale un magistrat du XVI^e siècle (1) en ces termes :

« Plusieurs embaumoient les corps de ceux qui estoient pourvez de quelques bénéfices, et les gardoient et recelloient cachez et absconsez longuement en leurs maisons, afin que leur mort ne vint en évidence, et cependant qu'ils peussent obtenir et impêtrer les bénéfices. Or ceux qui commettent telles fraudes sont grièvement punissables par les ordonnances et encourent la peine qui a esté instituée et irrogée par l'édict, et de telle sorte, qu'encore que tels recéleurs de corps morts soient ecclésiastiques, toutesfois ils sont tenus de subir quant à ce la jurisdiction séculière et doivent estre condamnez comme pour cas privilégié. »

Pour remédier à de tels scandales, l'ordonnance de Villers-Cotterets (août 1539) prescrivit, par son article 50, « que des sépultures des personnes tenans bénéfices seroit faict registre en forme de preuve par les chapitres, collèges, monastères et cures. » Elle ajouta (art. 51) « qu'aussi seroit fait registre en forme de preuve des baptesmes, qui contiendroient le temps et l'heure de la nativité; » et, ce qu'il y a de remarquable, c'est que cette même ordonnance, tout incomplète qu'elle était, quant à l'adoption d'un système d'ensemble sur la tenue de registres relatifs à l'état civil, puisqu'elle ne statuait qu'à l'égard du décès des seuls bénéficiers et qu'à l'égard des naissances, sans s'occuper des mariages, n'en témoignait pas moins de sa défiance vis-à-vis des ecclésiastiques chargés de la tenue des registres, quand elle édictait les dispositions suivantes : Art. 52 : « Et à celle fin qu'il n'y ayt faute ausdits registres, il est ordonné qu'ils seront signez d'un notaire avec celui desdicts chapitres et couvents, et avec le curé ou son vicaire général respectivement, et chacun en son regard, qui seront tenus de ce faire, sur peine de dommages et intersts des parties, et de grosses amendes envers nous. » Art. 53 : « Et lesquels chapitres, couvents et curez seront tenus

(1) Voir la *Paraphrase de M. Gilles Bourdin, procureur général en la cour de Parlement de Paris, sur l'ordonnance de l'an 1539*. Paris, in-12, 1605, p. 121. — Voir aussi le texte de cette ordonnance dans l'ouvrage de Bourdin, et dans le *Recueil d'Edits et Ordonnances de Néron*, t. I, p. 158 et suiv. In-fol. Paris, 1720.

mettre lesdits registres par chacun au pardevers le greffe du prochain siège du baillly ou seneschal royal, pour y estre fidèlement gardés et y avoir recours quand mestier et besoin en sera. »

Gilles Bourdin, dans sa paraphrase des art. 51 et 53, dit : « Il estoit besoing d'adjouster ces deux articles aux précédents. Car si la faculté de faire ces registres eust esté seulement donnée aux seuls curez ou vicaires, le plus souvent la foy d'iceux eust esté révoquée en doute, ou bien il y eust peu avoir quelque fausseté ou soupçon de fraude. Davantage, pour oster et esteindre tout soupçon, il estoit nécessaire d'appeller une personne publique, comme un notaire, qui constituast la foy de l'instrument indubitable, et luy donnast force et vigueur. Aussy afin que les registres ne peussent estre violez ou corrompus aucunement, ou que d'iceux un chacun peust avoir exhibition et copie, il a esté ordonné qu'ils seront mis et deposez ès greffes royaux, à ce que, d'iceux quand besoin sera, l'on puisse tirer et extraire une certaine et indubitable preuve. »

Cette paraphrase est, à elle seule, la condamnation positive d'un fait générique, savoir, de la tenue des registres de l'état civil par les ecclésiastiques. Ces derniers, au XVI^e siècle, ne s'y méprirent pas. Aussi, soit en trompant la vigilance de l'autorité civile, soit en résistant à ses injonctions quand elle était trop faible pour les contraindre à l'obéissance, soit en pactisant parfois avec elle, trouvèrent-ils moyen de se jouer des prévisions du législateur et d'asservir à leur autocratie l'état civil des Français.

Le mal, déjà fort grand, alors que cette autocratie abusive pesait sur la généralité des catholiques, s'accrut dans d'énormes proportions à dater du jour où elle voulut s'étendre aux protestants. L'histoire abonde en documents pour le prouver. Les limites dans lesquelles nous devons nous circonscrire ici exigent que nous nous abstenions de toute citation sur ce point. On comprendra sans peine que nous ayons tenu à retracer du moins les premiers linéaments de notre législation en fait de constatation de l'état civil des Français, afin qu'il fût possible d'apprécier d'autant mieux la base des développements historiques que renferme le livre de M. Anquez, en ce qui concerne spécialement les protestants.

M. Anquez place d'abord les sectateurs de la Réforme en face de l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539), et de celle de Blois (1579), qui l'une et l'autre les réduisaient à une situation précaire, au point de vue de la constatation de leur état civil; puis il signale les moyens, d'ailleurs fort légitimes, à l'aide desquels, en s'appuyant sur les édits de pacification, ils cherchèrent à atténuer les rigueurs de cette situation, grâce à l'intervention de leurs pasteurs, pour le ministère desquels fut reven-

diquée, non sans quelque succès, en fait de rédaction des actes de l'état civil, une prérogative analogue à celle dont étaient investis les ministres du culte catholique. M. Anquez trace ensuite le tableau de la législation de Louis XIV antérieure à la révocation de l'Edit de Nantes, et établit que la prérogative dont nous venons de parler fut momentanément confirmée en faveur des pasteurs protestants. Nous permettra-t-il d'ajouter, avec tous les égards et toute la réserve que commande un travail aussi remarquable que celui dont il vient de doter notre littérature religieuse et juridique, que sa démonstration eût trouvé peut-être un appui dans certains articles du titre 20 de l'ordonnance civile d'avril 1667? Il est si vrai que l'application de ces articles fut considérée comme devant s'étendre à la condition civile des familles protestantes, que ce fut sur eux qu'en 1667 s'appuya un document dont nous croyons devoir insérer ici le texte, à raison de son importance. Il s'agit d'une délibération prise en consistoire, à Charenton, laquelle porte en elle-même la preuve d'une sollicitude éclairée. Cette délibération est ainsi conçue :

« Aujourd'hui dimanche, *onzième jour de décembre 1667*, au consistoire tenu à Charenton, a esté résolu que, suivant l'ordonnance du roy *du mois d'avril dernier*, Dieu aidant, l'on fera et tiendra, pour chacun an, deux registres, à Charenton, pour escrire les baptêmes, mariages et sépultures, dont les feuillets seront paraphes et cottez par premier et dernier, et ce par quiconque sera à cet effet ordonné par Sa Majesté.

« L'un desquels registres servira de minute et demeurera entre les mains de la compagnie, et l'autre sera porté entre les mains de quiconque sera à cet effet ordonné par sadite Majesté, pour servir de grosse.

« Lesquels deux registres seront fournis aux dépens de la compagnie annuellement, avant le dernier décembre de chacune année, pour commencer d'y enregistrer les baptêmes, mariages et sépultures, depuis le premier janvier ensuyvant jusques au dernier décembre inclusivement.

« Aux articles des baptêmes sera fait mention du jour de la naissance de l'enfant, et y sera son nom employé, avec celui du père et de la mère, du parain et de la maraine.

« Dans les articles des mariages seront mis les noms et surnoms, âges, qualitez et demeures de ceux qui se marient, s'ils sont enfans de famille, en tutelle, curatelle, ou en puissance d'autrui : et y assisteront quatre témoins, qui déclareront sur le registre s'ils sont parens, de quel costé et en quel degré.

« Les articles des sépultures feront mention du jour du décès et de l'âge de la personne décédée.

« Les baptêmes, mariages et sépultures seront en un mesme registre, selon l'ordre des jours, sans laisser aucun blanc.

« Aussitost qu'ils auront esté faits, ils seront escrits et signez, à sçavoir, les baptêmes, par le père, s'il est présent, et par les parain et maraine; les mariages, par les personnes mariées et par quatre de ceux qui y assisteront; les sépultures, par deux des plus proches parents ou amis qui auront assisté à l'enterrement. Si aucun des susdits ne sait signer, il sera énoncé dans l'article qu'il a déclaré ne sçavoir signer, de ce interpellé, suivant l'ordonnance.

« Seront pareillement tenus deux registres en la mesme forme, pour chascun des trois cymetières qui sont dans la ville de Paris : l'un au fauxbourg Saint-Germain, en la rue dite de Saint-Père; l'autre au fauxbourg Saint-Marcel, en la rue des Poules; et l'autre proche et attenant celui de la Trinité, dans la rue Saint-Denys; pour estre mis entre les mains des fossoyeurs desdits cymetières, afin d'y (constater) les enterrements qui s'y feront, et y observer exactement la coutume cy-dessus.

« A esté pareillement résolu que, lorsqu'il y aura des promesses de mariage faites entre deux personnes dont l'une ne sera pas de cette Eglise : après que les annonces auront été publiées, il sera délivré un certificat, en la forme ordinaire, aux parties, de la publication des annonces qui auront esté faites; pour recevoir la bénédiction nuptiale, s'ils le requièrent, dans l'Eglise en laquelle est demeurante l'autre partie.

« Quand les deux parties contractantes seront de cette Eglise, on ne leur baillera aucun certificat d'annonces pour épouser en aucune autre Eglise : sinon que pour des considérations importantes, après que rapport en aura esté fait à la compagnie du consistoire, il ait esté trouvé à propos de l'accorder. Auquel cas, après la publication des annonces, s'il n'est survenu aucune opposition, il en sera écrit une lettre adressante au ministre de l'Eglise où ils désireront épouser.

« Ne seront employez dans les registres aucuns autres baptêmes et mariages que ceux qui seront administrez et faits à Charenton.

« Ne pourront estre aussi mis dans les registres aucuns baptêmes, mariages ni sépultures que ceux qui seront signez, dans le jour, par tous ceux qui sont obligez de ce faire, conformément à l'ordonnance du roy, dont tous seront advertis, afin de se trouver ponctuellement au consistoire, pour l'exécution de ce que dessus.

« Afin que tous les chefs de famille ayent une entière connoissance du tout, et que ceux qui ne feront pas ce à quoy l'ordonnance les oblige, s'imputent à eux-mesmes les inconvéniens qui en pourroient arriver; sera publié en chaire un advertisement, qu'à cause de l'ordonnance du roy *du mois d'avril dernier*, il a esté nécessaire de donner de nouveaux ordres pour ce qui concerne les registres des baptêmes, mariages et

sépultures : dont il est à propos que chaque chef de famille de cette Eglise ait connoissance, pour se conformer à la volonté de Sa Majesté : c'est pourquoy la compagnie, ayant réglé ce qui doit estre observé, exhorte un chacun d'en prendre connoissance par son ancien. » (Suivent trois modèles de constatation des baptêmes, des mariages et des inhumations, rédigés avec une précision remarquable.)

Arrivé à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, M. Anquez met en relief, d'une manière saisissante, la douloureuse condition des protestants français, à dater de cet acte de souveraine iniquité (1), jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle, et insiste, à juste titre, sur le contraste choquant que présentaient, à cette dernière époque, les lois, d'une part, les mœurs et les idées, de l'autre. De généreux publicistes, parmi lesquels il suffit de nommer Joly de Fleury, D'Aguesseau, Ripert-Monclar, Gilbert de Voisins, etc., signalèrent cette contradiction, et travaillèrent à mettre d'accord le droit civil et le droit naturel. M. Anquez analyse avec un soin particulier les écrits ou, pour mieux dire, les éloquentes plaidoyers de ces publicistes, et en fait ressortir les mérites divers par de nombreuses citations. Il met en regard de leurs arguments, presque toujours irréfutables, les misérables arguties et les âpres assertions de leurs contradicteurs, les abbés de Caveyrac, Bonnaud et Lenfant, coryphées d'un parti qui recrutait en première ligne ses trop nombreux adhérents dans les rangs du haut et du bas clergé, et dans ceux de la magistrature et de l'administration; et il arrive au gouvernement de Louis XVI, auquel paraissait réservée la mission de commencer à réparer vis-à-vis des protestants les torts dont ils étaient depuis si longtemps victimes. L'œuvre de réparation, bien qu'énergiquement provoquée par des hommes haut placés, et notamment par Turgot et Malesherbes, se fit attendre assez longtemps. Ce ne fut qu'en 1787

(1) Il est digne de remarque, qu'au moment même où l'autorité souveraine déclarait officiellement qu'il n'existait plus de protestants en France, elle n'en laissait pas moins afficher dans Paris le placard suivant, dont un exemplaire, portant la date du 10 avril 1701, est parvenu jusqu'à nous :

« Avis très-important et utile au public, pour l'estat des familles. — On vous avertit qu'il a esté créé un greffier, garde et conservateur des registres des baptêmes, mariages et sépultures des paroisses de la ville et faubourgs de Paris, et de toutes celles de l'élection dudit Paris. — Ledit greffier a en sa possession tous lesdits registres, tant de ladite ville que de celles de la campagne dépendantes de ladite élection, qui estoient déposés au greffe, dont il délivre extraits, et sont les seuls qui ont foy en justice. — Il a aussi tous les registres de *messieurs de la religion prétendue réformée*, depuis leur établissement, dont on délivrera des extraits à ceux qui en auront besoin, qui feront foy en justice et partout ailleurs, sans qu'il soit besoin d'estre légalisés. On ne prend pas plus de droit que MM. les curez, en donnant la date; et on les délivre aux pauvres gratis. — ... Le bureau dudit greffier est établi rue de l'Arbre-Sec, au coin de la rue Bailleul, proche la Croix du Tiroir, à Paris..., où son tableau est au-dessus de la porte, pour la commodité publique. Le greffier se nomme Lemercier. »

que fut fait le premier pas dans la voie d'une restitution aux protestants des droits inhérents à la qualité de citoyen. A cette date intervint un édit qui accordait enfin quelque chose aux réformés français, à ces hommes dont, depuis plus d'un siècle, on avait l'incroyable audace de nier périodiquement l'existence; il leur accordait, dans le domaine fort restreint de la législation purement civile, le droit de naître, de se marier, de mourir; car, ne nous y trompons pas, c'était à cela que se restreignaient les concessions formulées par l'édit de 1787, dans le préambule duquel se lisent ces paroles : « La religion catholique, que nous avons le bonheur de professer, jouira seule, dans notre royaume, des *droits* et des honneurs *du culte public*, tandis que nos autres sujets non catholiques, privés de toute influence sur l'ordre établi dans nos Etats, déclarés d'avance et à jamais incapables de faire corps dans notre royaume, soumis à la police ordinaire pour l'observation des fêtes, *ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel* ne nous permet pas de refuser, de faire constater leurs naissances, leurs mariages et leurs morts, afin de jouir, comme tous nos autres sujets, des droits civils qui en résultent. »

La partie la plus intéressante peut-être du livre de M. Anquez, à raison des documents nouveaux qu'elle renferme, est celle qui concerne l'enregistrement de l'édit de 1787, et l'attitude des parlements. Celui de Paris souleva d'assez nombreuses objections dans ses remontrances et, après avoir obtenu gain de cause sur quelques points, finit par se soumettre à la volonté formelle du monarque. L'historique de ses remontrances et des négociations auxquelles elles donnèrent lieu renferme des détails jusqu'ici à peine connus et fort instructifs. On en peut dire autant des parlements de province et des conseils souverains, dont les registres secrets pour l'année 1788 n'ont été ni perdus ni détruits, savoir : les parlements de Rouen, d'Aix, de Rennes, de Toulouse, de Bordeaux, de Besançon, de Douai et de Pau, et les conseils souverains d'Alsace et d'Artois. M. Anquez a fait tourner habilement au profit de l'histoire l'étude jusqu'à ce jour trop négligée de ces registres secrets.

Son travail se termine par l'exposé des faits relatifs à l'exécution de l'édit de 1787, et par un coup d'œil jeté, en ce qui concerne la tenue des registres de l'état civil, sur la constitution de 1791 et la loi du 20 septembre 1792.

On ne saurait trop applaudir aux travaux historiques d'un ordre élevé tels que ceux qu'a publiés M. Anquez. En rendant un juste hommage au mérite de son remarquable travail sur l'état civil des réformés de France, nous sommes tout naturellement conduit à déclarer qu'une publication de cette valeur est à nos yeux plus encore qu'un bon livre,

qu'elle est essentiellement une bonne action. C'est noblement agir, en effet, que de mettre en relief, d'une part les souffrances des victimes de l'intolérance, et de l'autre les bienfaits du régime de la liberté religieuse, liberté trop longtemps méconnue dans notre patrie; liberté pour la défense de laquelle, en des temps de douloureuse mémoire, ont succombé des milliers et des milliers de pieuses victimes; liberté conquise enfin, au prix des plus admirables sacrifices, et désormais assise sur l'inébranlable fondement de la loi morale et de la loi positive.

C^{te} JULES DELABORDE.

VIE DE SPENER, par J. RATHGEBER, pasteur. Paris, in-12, 1868.

Cette intéressante biographie du « Père du piétisme » est le fruit d'une étude approfondie de l'état religieux de l'Allemagne protestante vers la fin du XVII^e siècle. En faisant le récit impartial et attachant de la vie et des travaux de l'un des plus fidèles serviteurs du Christ, l'auteur nous retrace en même temps un tableau très-instructif des tendances théologiques et des besoins spirituels de l'époque de Spener, qui, par sa piété, sa science, sa prudence et sa charité, exerça une influence si utile sur son siècle, et amena une véritable rénovation morale et religieuse dans le sein de l'Eglise luthérienne. Originaire de Ribeauvillé, en Alsace, Spener exerça successivement le ministère à Francfort, à Dresde et à Berlin, où il mourut en 1705. Il fut pour l'Allemagne ce que Wesley et Whitefield allaient bientôt après lui devenir pour l'Angleterre. Il avait reconnu quelle chose élevée et sainte est le christianisme, et combien la foi des apôtres et celle des réformateurs différaient de cette froide orthodoxie scolastique qui avait desséché les cœurs et troublé les esprits. C'est notamment à Spener qu'on doit une plus sérieuse instruction biblique de la jeunesse et l'habitude plus générale du culte domestique.

Ils sont rares dans l'Eglise, les hommes tels que Spener, les hommes dont la vie tout entière répond à la doctrine que professent leurs lèvres. Le livre que nous recommandons ici est un service rendu à la cause évangélique. Puisse-t-il enseigner à de nombreux lecteurs que les fortes convictions n'excluent pas la largesse du cœur; qu'un savoir étendu peut s'unir à une humilité profonde, et que la fermeté chrétienne n'est pas opposée à la charité!

HOFF, pasteur.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

L'ABBÉ DE LA BOURLIE

MARQUIS DE GUISCARD

1658-1711

« Un cadet de haute naissance, l'abbé de La Bourlie, esprit violent, audacieux et intrigant, avait projeté de soulever le Rouergue, son pays natal, non plus au nom de la liberté religieuse, mais au nom de l'abolition des impôts ; il s'était mis en rapport avec le grand chef des Camisards, avec Roland, et prétendait unir dans une même prise d'armes, catholiques et protestants (1) ». C'est à ces quelques lignes que se borne la mention faite par M. Henri Martin, d'une entreprise politique tentée contre le gouvernement de Louis XIV, par un personnage que son insuccès a relégué au rang des aventuriers, tandis qu'une issue plus favorable en eût fait sans doute un héros. Cette entreprise, tout infructueuse qu'elle soit demeurée, et ce personnage, d'une réputation contestée, offrent

(1) Henri Martin, *Histoire de France*, t. XIV, p. 417.

toutefois un objet d'étude qui n'est pas sans intérêt. Le but qu'on avait en vue et les moyens mis en œuvre pour l'atteindre sont assurément dignes de quelque attention.

On a trop confondu l'abbé de La Bourlie avec les Camisards, dont il voulut se servir comme auxiliaires, leur soulèvement armé lui ayant paru un élément propice pour l'accomplissement de ses desseins. Son but premier n'était point comme celui de ces héros du désert, l'émancipation religieuse, et l'alliance qu'il leur a offerte a été bien plus nuisible que favorable à leur cause. En le rapprochant du cardinal de Retz ou de Mirabeau, on l'a plus réellement mis à sa place. Il eût mieux figuré entre les hommes de la Fronde ou parmi ceux de la Révolution, que dans le milieu mal défini, semi-politique, semi-religieux, qu'il avait choisi pour théâtre. Son but était exclusivement politique, il voulait délivrer la France du joug que les ministres du grand roi faisaient peser sur elle. Esprit généreux, il y avait en lui l'étoffe d'un patriote; son langage, qui pourrait paraître anticipé lorsqu'il plaidait la cause du peuple, était celui d'un révolutionnaire que les hommes de 1789 n'auraient pas désavoué.

Mais ce qui le signale d'une façon toute particulière, ce sont les principes de liberté religieuse qu'il a proclamés et soutenus de la manière la plus généreuse et la plus large, à une époque et au sein d'une société où ils étaient entièrement méconnus. Quelques détails sur sa carrière aventureuse le feront voir à l'œuvre dans ses efforts pour propager ses vues au sujet de l'état social.

Antoine de La Bourlie, troisième fils du comte Georges de Guiscard, d'une famille noble du Quercy, né en 1658, avait été destiné à l'état ecclésiastique. De là ce titre d'abbé, sous lequel on a continué à le désigner longtemps après qu'il eût cessé d'être un homme d'Eglise. La position de son père qui, jugé digne par Anne d'Autriche de remplir les importantes fonctions de sous-gouverneur de Louis XIV, était devenu successivement conseiller d'Etat, puis maréchal de camp et

lieutenant général, et avait été chargé en cette qualité, du commandement de plusieurs places fortes, l'avait introduit dans la plus haute société et l'avait mis sur le chemin des honneurs. Aussi le jeune abbé fut-il promptement pourvu de riches bénéfices, et en particulier de l'abbaye de Bonnetombe, en Rouergue. Mais soit son caractère ardent et ambitieux, soit l'entraînement du monde au milieu duquel il vivait, soit la légèreté de ses mœurs, le firent bientôt sortir de la voie dans laquelle il aurait dû marcher. Gravement compromis dans une aventure demeurée mystérieuse (il s'agissait, dit-on, de l'enlèvement d'une des demoiselles de Madame de Maintenon), il vit sa carrière ecclésiastique brisée, et fut contraint de sortir du royaume en abandonnant ses bénéfices. Toutes les infortunes qui accompagnèrent sa vie furent la punition de ses fautes, et sa position devint telle dans l'opinion, de même que celle de son second frère, colonel du régiment de Normandie, que le sévère, mais sardonique Saint-Simon, feignant de s'apitoyer sur le sort du marquis, chef de la famille, les désignait sous cette image mordante : « cruels pendants d'oreilles pour Guiscard, leur aîné, dans sa fortune et sa richesse (1). » Ce dernier, devenu officier général à l'exemple de son père, et jouissant d'un grand crédit, fut honoré comme lui, du commandement de diverses places de guerre, et remplit entre autres fonctions élevées, celles d'ambassadeur auprès de la cour de Suède (2).

(1) Saint-Simon, t. IV, p. 198.

(2) Il est malaisé de concilier avec les faits, tels qu'ils nous sont connus au sujet de cette famille, les indications données par M. le pasteur Fraissinet, d'Aigues-vives, dans les termes suivants : « L'abbé de La Bourlie, successeur au titre et au grade de son aîné, le marquis de Guiscard, lieutenant général au service de l'Angleterre, et mort protestant en Hollande. » (*Bulletin*, t. XVI, p. 274.) Tout semble indiquer ici, de la part de l'honorable écrivain, une confusion de nom et de personnes, car l'aîné des Guiscard n'a jamais été au service de la Grande-Bretagne, et n'est pas davantage devenu protestant. Il a même survécu à l'abbé, n'étant mort qu'en 1720. Après le jugement de Saint-Simon, que nous venons de rapporter, jugement fort contraire à ces indications, nous pouvons alléguer un témoignage contemporain, bien plus explicite encore, celui de Madame du Noyer, qui, à propos de la mort de l'abbé de La Bourlie, dont les détails venaient de lui parvenir, ajoute ce renseignement : « Le comte, son frère, est plus que jamais en faveur. Sa Majesté lui a donné un appartement à Versailles, et il a un pavillon dans le Louvre, où il est superbement logé et meublé. »

L'esprit inquiet de l'abbé défroqué ne lui permit pas de demeurer oisif. Retiré en Hollande, où il pouvait comparer le gouvernement des Provinces-Unies avec le régime auquel la France était soumise; en communication avec l'Angleterre et sous le charme des idées de liberté qui y régnaient, en rapport par sa position même avec les réfugiés de toute espèce et les mécontents de tout ordre, séduit par son imagination ardente, poussé par son patriotisme et sans doute aussi par son ambition et par son amour d'aventures, il conçut le vaste projet de réformer le gouvernement de la France. S'appuyant sur certains symptômes, tels qu'une irritation sourde encore, mais se manifestant quelquefois par des plaintes significatives, un mécontentement se révélant dans toutes les classes de la société, la noblesse murmurant de son abaissement et les paysans se plaignant de leur misère, les protestants gémissant sous la persécution, les catholiques souffrant eux-mêmes des conséquences qu'elle entraînait, le pays entier fatigué des guerres extérieures suscitées par une politique que le succès ne légitimait plus, comme dans les belles années du règne, jugeant par ces divers signes qu'un changement dans l'administration était désirable et désiré, La Bourlie voulut tenter l'aventure et amener violemment ce que beaucoup de bons esprits attendaient de l'avenir et prochainement d'un changement de règne. Les espérances qui se rattachaient au duc de Bourgogne et à l'éducation qu'il recevait de ses dignes gouverneurs, d'autre part les utopies de l'abbé de Saint-Pierre, sa *Polysynodie* et ses projets de paix perpétuelle, peuvent être allégués comme révélations de ces besoins de modifications qui se faisaient sentir dans toute la société française, et sur lesquels l'ambitieux réformateur pouvait fonder ses espérances de succès.

Entraîné par la nouveauté et la hardiesse de son projet, il se hâta, dès qu'il fut rentré en France, d'en préparer l'exécution. De son château de Vareilles, vieux manoir féodal, situé entre les villes de Rhodéz et de Milhau, où il vivait en gen-

tilhomme campagnard, et dont, sous prétexte de sa sûreté personnelle, il fit une sorte de forteresse propre à appuyer ses futures opérations, il se mit en rapport avec toutes les classes d'habitants de la contrée. La séduction de ses manières et l'élévation des plans de réforme dont il entretenait les châtelains ses voisins, la perspective qu'il leur offrait d'une véritable paix religieuse, devant succéder à l'état de troubles et de dissensions intérieures dont le pays gémissait depuis si longtemps; le charme de ses paroles, les privilèges dont il faisait entrevoir le retour, tout concourut à lui gagner les cœurs de la noblesse et à lui acquérir la faveur de ceux qui, dans la contrée, étaient en possession de la fortune et du crédit. D'une autre part, l'intérêt qu'il témoignait aux pauvres et aux opprimés, dont il prenait cordialement la cause en mains, qu'il aidait de sa bourse et de ses conseils, auxquels il rendait tous les bons offices dont il pouvait, grâce à sa position, les favoriser, lui fit promptement gagner la popularité qu'il ambitionnait. Chose étrange! la question la plus délicate, la plus propre par sa nature à soulever les passions, à les exciter en sens contraires, la question religieuse, fut celle dont il sut profiter avec le plus de talent, et qui, par la manière dont il la présenta, concourut le plus efficacement à concilier les esprits à son audacieuse entreprise. Aspirant à réunir dans une action commune les catholiques et les protestants, il montra la possibilité d'une paix religieuse réelle et durable, fondée sur des concessions réciproques et sur les principes d'une large tolérance, principes qu'il soutenait avec conviction et avec une autorité d'autant plus grande que le caractère ecclésiastique dont il avait été revêtu, les faisait moins soupçonner chez lui. Les prêtres en général, étaient bien loin de partager des vues pareilles. Un abbé, car on lui donnait encore ce titre, un abbé qui prêchait hautement la tolérance, à côté des dragons et des bûchers de Bâville, était un phénomène assez rare pour qu'on fût entraîné à l'écouter.

Une classe d'hommes, hélas! trop nombreuse, se montrait

tout particulièrement disposée à l'entendre. C'était celle de ces infortunés nouveaux convertis qui, troublés dans leur conscience, bourrelés de remords au sujet de la honteuse faiblesse dont ils s'étaient rendus coupables, saisissaient avidement l'espoir de trouver un moyen de sortir de la cruelle position où leur abjuration les avait mis. Aussi se donnèrent-ils à l'entreprise qui leur était proposée avec un empressement, avec une ardeur qu'expliquent le sentiment profond qu'ils avaient de leur misère et la terreur de l'avenir que leur lâcheté avait préparé à leurs familles.

La prise d'armes des Camisards dans les Cévennes parut à La Bourlie une occasion favorable pour l'exécution de ses desseins, et il n'hésita pas à s'aboucher avec eux, en leur offrant l'appui des forces sur lesquelles il pensait pouvoir compter. Le soulèvement du Rouergue, qu'il tenait en quelque sorte en sa main, joint à celui du Vivarais, donnait au mouvement central des Cévennes une base d'opérations plus large, qui lui permettrait de s'étendre en réalité depuis l'Océan jusqu'aux Alpes, et de se mettre ainsi en communication directe avec les auxiliaires qu'on pouvait espérer d'avoir à l'étranger. A la tête de l'insurrection du Rouergue, se trouvait placé un ancien capitaine, homme de tête, nommé Boëton, domicilié à Sainte-Affrique. C'était lui qui avait eu avec les chefs camisards les intelligences au moyen desquelles le plan général d'opérations communes avait été concerté. Tout était convenu pour le soulèvement, le jour en était fixé, les divers agents de La Bourlie achevaient leurs préparatifs, lorsque la malheureuse précipitation de l'un des Camisards, Morel, dit Catinat, vint tout compromettre par l'incendie de quelques églises dans les environs de La Caze. L'éveil étant donné, il n'y eut plus moyen d'exécuter le projet de soulèvement, les Camisards furent battus par des forces considérables que l'on dirigea contre eux, et Boëton venu, sans rien savoir, au lieu du rendez-vous, dut se retirer dans les montagnes, où, bientôt investi par les troupes, il dut transiger en acceptant de l'intendant de

Montauban une amnistie pour lui et ses gens. « C'est ainsi, dit A. Court, que finit un soulèvement qui pouvait avoir des suites, qui alarma la cour et la province, et qui l'eût fait davantage, si tout ce que rapporte dans ses Mémoires l'abbé de La Bourlie, frère du marquis de Guiscard, est exactement vrai, et qu'il eût été connu. Rien n'était plus vaste que les projets de cet abbé. Il ne s'agissait pas de moins que d'un soulèvement général dans tout le royaume, qui rendît la liberté à la France *gémissante dans les fers d'un dur et honteux esclavage*, qui resserrât *le pouvoir illimité du prince dans ses anciennes et légitimes bornes*, et qui procurât au citoyen *les douceurs d'un honnête et solide repos* » (1).

Ces expressions sont celles mêmes que La Bourlie employa dans les Mémoires qu'il publia, deux ans après sa tentative infructueuse. On comprend qu'au moment de cet échec, il dut se hâter de chercher de nouveau un asile en pays étranger. Mais ce fut, comme on le verra, sans abandonner entièrement ses espérances et pour former de nouvelles tentatives. Ses Mémoires, qui permettent d'apprécier ses plans, de connaître les moyens qu'il mettait en œuvre et de se rendre compte de ses pensées réelles et des sentiments qui l'animaient, ont paru à Delft en 1705, sous ce titre : « *Mémoires du marquis de Guiscard, dans lesquels est contenu le récit des entreprises qu'il a faites dans le royaume et hors du royaume de France, pour le recouvrement de la liberté de sa patrie. Première partie.* » Cette publication est dédiée à la reine de la Grande-Bretagne.

Nous en donnerons quelques extraits propres à appuyer les jugements que nous avons déjà cru pouvoir porter sur l'auteur. Une grande partie du volume se compose de la reproduction de diverses lettres et proclamations qu'il émettait au fur et à mesure des besoins, au moyen d'une imprimerie qu'il avait fait établir dans son château de Vareilles, d'où il les ré-

(1) *Histoire des Troubles des Cévennes*, t. II, p. 61.

pandait au près et au loin pendant le travail de la conspiration. C'est ainsi, en premier lieu, que dans un écrit destiné à être remis par les Français catholiques aux Français protestants des Cévennes, il s'efforçait de convaincre ceux-ci du tort qu'ils faisaient à la nation et à eux-mêmes, par la conduite qu'ils tenaient dans la situation présente. Il leur certifiait que tout ce qu'il y avait de gens de probité, d'honneur et de conscience parmi les catholiques, soit ecclésiastiques, soit laïques, avaient « unanimement condamné les injustes et barbares violences, que l'on avait employées pour tâcher de leur faire abjurer la religion de leurs pères. » Il leur disait que s'ils continuaient à tirer vengeance des prêtres, en confondant l'innocent avec le coupable, et en profanant les objets de la vénération des catholiques, ils finiraient par soulever tout le monde contre eux, et par perdre leur cause d'une manière infaillible. Il cherchait à leur démontrer que les deux grands intérêts qui leur avaient fait prendre les armes, la liberté de conscience et la suppression de tant d'insupportables impôts, leur étaient communs avec les catholiques (1). Il leur donnait à entendre que dès qu'ils auraient changé de conduite, il irait les joindre, accompagné de milliers d'hommes, prêts à partager avec eux la gloire de restituer à leur commune patrie le repos et la liberté. Il terminait en leur faisant remarquer que la victoire à laquelle les conduirait l'alliance qui leur était proposée, était pour eux le seul moyen d'éviter les roues et les gibets qui leur étaient destinés, ainsi que la seconde Saint-Barthélemy résolue dans le conseil du roi, à l'égard de tout le parti protestant dans le royaume. C'était, on en conviendra, un trait d'habileté que de faire dire ces choses aux Camisards par des catholiques, et de lier ceux-ci par les engagements implicitement contenus dans les arguments mêmes dont ils se servaient, et dans leurs déclarations formelles

(1) Il est à remarquer que la question des impôts n'était entrée pour rien dans les premiers mouvements des Cévennes, dont le principe avait été bien purement religieux.

au sujet de l'horreur que la persécution leur inspirait, de même qu'à tous les honnêtes gens du royaume.

Un second écrit que l'on trouve dans les Mémoires est une lettre que La Bourlie adresse « au nom d'un protestant, aux milices du Languedoc et du Rouergue commandées pour faire la guerre aux protestants des dites provinces ». Cette lettre, censée venir de Paris, portait la date du 8 juin 1703. Elle avait pour but de calmer les esprits des hommes qu'on mettait sur pied pour cette triste campagne et de les prémunir contre les excitations de ceux qui en étaient les fauteurs. Voici quel était le début de cette missive pacificatrice : « Infortunés paysans, ou plutôt malheureux forçats, qu'on arrache au dur travail de vos terres, chargées de mille exorbitantes taxes, pour vous plonger, par un surcroît de maux, dans les horreurs d'une guerre intestine et civile ! Où courez-vous ? Que prétendez-vous faire ? ô trop aveugle milice ! Suspendez un moment la fureur dont on vous anime contre vos propres compatriotes ; et avant que de tremper vos mains dans le sang innocent de vos frères, examinez sans prévention les prétendus crimes d'un peuple qu'on s'est étudié de désoler par tout ce qu'on a pu imaginer de plus sensibles et de plus douloureux traitements ; dont on a poussé la longue patience à bout, qu'on a réduit à la dernière extrémité de misère, à qui enfin on a cru ne laisser pour toute ressource que les effrayants périls d'un vain et faible désespoir, ou, pour mieux dire, que la mort. »

Après avoir fait la peinture la plus vive des maux innombrables endurés par les protestants pendant les soixante dernières années, après avoir signalé les cruautés de tout genre auxquelles ils avaient été en proie de la part de leurs concitoyens, grâce aux excitations des ministres d'une religion de paix, et par l'ordre exprès d'un gouvernement qui aurait dû les traiter à l'égal de tous ses autres sujets, au lieu d'en faire les objets de sa haine, l'auteur de la lettre en appelait à des sentiments de justice qui ne devaient pas être éteints dans

tous les cœurs. « Ah ! malheureux paysans, poursuivait-il, toujours au nom des protestants qu'il faisait parler, le récit de nos infortunes ne nous a-t-il pas encore justifiés dans votre esprit ? Quels vous paraît-il que nous soyons, ou les persécuteurs, ou les persécutés ? Nous avons à la vérité, pris les armes, il y a un an, et il y en a vingt qu'on nous les plonge dans le sein. Que faisons-nous d'approchant de ce qu'on nous fait ? Il ne nous serait pas difficile de prouver qu'on nous a fait périr par les mains des bourreaux et des soldats, plus de quinze mille hommes depuis un an. On nous a enlevé des peuples entiers, qu'on a mis sous les eaux. Nous avons, à la vérité, fait quelque mal ; mais enfin ce n'est que par représailles : ce sont des maux qu'on nous force de faire, puisqu'on s'obstine à nous refuser le libre exercice de notre religion. On serait fort fâché même que nous ne les fissions pas, ces maux, pour avoir le prétexte de nous rendre odieux : car enfin ce n'est pas la charité qui nous opprime, ni l'intérêt de Jésus-Christ. Nous brûlons quelques bancs dans vos églises ; mais ce n'est que pour vous faire ressouvenir qu'on a rasé nos temples. Ah ! dans le funeste état où nous nous trouvons, c'est la seule manière de requête qu'il nous soit possible de faire aller jusques à vous. Ne regardez point cela comme une insulte et une profanation de ce que vous avez de plus sacré ; mais comme une très-instante supplication que nous vous faisons, de nous faire rendre nos églises et le libre exercice d'un culte dont nous avons joui à vos yeux, paisiblement et sans scandale, pendant plus d'un siècle entier, et qu'on n'a pu nous ôter qu'en nous faisant une aussi grande injustice que celle qu'on vous ferait à vous-mêmes, si l'on s'avisait aujourd'hui de vous interdire l'exercice de votre religion. »

Sans nous arrêter à tous les détails de cet habile plaidoyer, nous nous bornerons à y relever deux points qui semblent particulièrement dignes d'attention. Le premier est le témoignage de La Bourlie au sujet de la réalité de ces noyades, ou de ces submersions dont on prétendait qu'avaient été victimes par

ordres supérieurs les captifs embarqués pour être déportés en Amérique. Mieux placé que les Cévenols pour connaître à cet égard la vérité, il établit le fait d'une manière assez positive pour qu'on ne puisse mettre en doute sa conviction à l'égard de ces effroyables scènes dont le bruit s'était répandu parmi les populations, de façon à les remplir d'une indicible terreur. On sait qu'après la soumission de Cavalier, ce fut cette odieuse perspective d'être jetés à la mer, d'être *mis sous les eaux*, qui fit repousser par Ravanel et les siens les propositions d'émigration qui leur étaient faites. Les Mémoires de l'infortunée Blanche Gamond révèlent aussi l'épouvante qu'inspirait à ses compagnes de captivité la seule idée de la déportation, dont l'issue, à leurs yeux, ne pouvait être que la submersion violente dans la mer. Les relations des naufrages trop réels qui leur étaient parvenues, naufrages dans lesquels avaient péri misérablement un grand nombre de leurs concitoyens, avaient sans doute contribué à donner corps à ces soupçons, que tant de cruautés déployées à l'égard des victimes de la persécution ne pouvait que rendre infiniment probables.

L'autre point que nous avons à mentionner est celui des représailles que l'abbé cherche à justifier par des arguments dénotant plus l'habileté de l'avocat qu'un sentiment réel de justice et de soumission aux saints commandements de Dieu. Sa manière de présenter la chose concorde avec la convention qu'il se vante d'avoir pu conclure avec ses amis catholiques, pour que l'on pût, pendant un temps, tirer une vengeance éclatante des personnes qui s'étaient le plus prêtées à la persécution, et en particulier des prêtres les plus compromis sous ce rapport. Il disait à ce sujet dans un langage qui semble être celui de la fin du dix-huitième siècle : « Il faut savoir que ces indignes *ministres des autels* (curés, évêques, missionnaires) étaient les plus barbares exécuteurs de la violence du prince, et qu'il n'y avait point d'honnêtes gens parmi les catholiques, à qui leur procédé ne fût en scandale et en horreur. » Qui dira l'influence que de telles in-inuations, venant d'un tel côté, ont

pu exercer sur les actes de violence dont les Camisards se sont rendus coupables?

Nous rencontrons en troisième lieu dans les *Mémoires* un « Discours adressé aux soldats de Louis XIV qui font la guerre dans les Cévennes contre les protestants. » Ce discours est daté de Vareilles, le 8 juillet 1703. C'est, dit La Bourlie, lorsqu'il vit arriver dans ce pays condamné à tant de misères, une nombreuse et formidable armée qui y mettait tout à feu et à sang, qu'il se sentit poussé à s'adresser à ceux qui étaient les instruments de si grande iniquité. « Barbares que vous êtes, disait-il 'aux soldats, en s'adressant cette fois à eux en son propre nom, se peut-il que votre cœur ne se soulève pas contre les atroces inhumanités qu'on vous oblige d'exercer tous les jours sur des femmes, sur des enfants, sur de misérables paysans, dont tout le crime est d'être attachés à un culte qu'ils ont sucé avec le lait et dans lequel ils ont vécu toute leur vie, sous la foi d'une infinité d'anciens et d'authentiques édits qu'il a plu au roi de supprimer sans raison? O malheureux soldats! se peut-il que vous soyez assez dénaturés et endurcis, pour ne vous point faire horreur à vous-mêmes, lorsque vous retirez vos épées sanglantes du sein de vos compatriotes, et souvent même des entrailles de vos plus proches parents? Quelle fureur vous possède? Dans quel aveuglement persistez-vous? — Je ne suis point un religionnaire, comme vous pourriez vous l'imaginer. Je vous déclare que je suis non-seulement un ancien catholique, mais encore un bon et loyal Français; et que sur ce pied-là, j'entreprends de vous tirer des erreurs où vous êtes, en vous faisant apercevoir que les maximes de notre divine et pacifique religion ne nous permettent, en aucun endroit des saintes Ecritures, de nous servir du fer et du feu, pour faire recevoir de force l'Evangile de Jésus-Christ; que ce Dieu tout-puissant, ni ses apôtres, n'ont jamais usé de tels moyens pour le faire; que c'est un crime de ne pas imiter leur exemple sur cela, et qu'une conduite opposée ne peut venir que d'un esprit d'orgueil, de tyrannie et d'impiété.

« Qu'on ne dise point que les religionnaires ont commencé les premiers ces mêmes barbaries, et qu'ainsi ils méritent qu'on les en punisse : il n'est rien de si faux, et l'on en doit convenir, pour peu qu'on veuille être de bonne foi. Ce n'est qu'après avoir été tourmentés sans relâche, pendant vingt ans entiers, dans leurs familles, dans leurs propres personnes et surtout dans leur culte ; ce n'est, dis-je, qu'après un temps si considérable de souffrance et de désolation, que ces malheureux réduits au désespoir, se sont enfin portés à se soulever et à user de quelques représailles. Ils ont voulu éprouver si par une autre voie que celle d'une inutile patience et d'une soumission infructueuse, ils pourraient enfin faire en sorte qu'on les laissât dans quelque repos, et obtenir qu'on mît des bornes à une persécution dont la rigueur extrême leur était désormais plus supportable. En effet, ils ont toujours offert de poser les armes, pourvu qu'on leur voulût seulement accorder une tacite et intérieure liberté de conscience. Peut-on la leur refuser raisonnablement cette liberté ? N'est-ce pas les autoriser à se porter, en bonne justice, aux dernières extrémités ? On les force, non-seulement à supprimer leur devoir extérieur envers Dieu, mais même à faire des actes de religion directement opposés au culte qu'ils croient qu'exige d'eux le divin Rédempteur du genre humain, leur suprême roi. Des gens dans ce cas-là, ne sont-ils pas obligés d'obéir aux ordres de Dieu, préférablement à tous les ordres des princes et des potentats de la terre ? »

On peut signaler sans doute comme une idée étrange, celle d'adresser une telle allocution à des soldats sous les armes, placés sous la discipline militaire la plus rigoureuse, dans un temps où la théorie des baïonnettes intelligentes était loin encore d'avoir été inaugurée. Notre abbé, on devra en convenir, devançait étonnamment son époque sur un grand nombre de points.

D'une autre part on remarquera qu'en réclamant d'une façon si expresse sa qualité d'ancien catholique, La Bourlie emploie

un langage peu en harmonie avec cette profession. Il ne parle guère autrement que ne le ferait un protestant. Il en appelle aux saintes Ecritures plus qu'à l'Eglise, au raisonnement plus qu'à l'autorité. Sa théorie sur ce « qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, » ne l'aurait guère garanti lui-même du bûcher devant les tribunaux ecclésiastiques. Sa franchise doit lui avoir nui auprès de ceux qu'il s'efforçait de gagner et d'amener à des sentiments humains à l'égard des victimes contre lesquelles ils recevaient l'ordre formel de sévir. Avec cela sa revendication de sa qualité de catholique était certainement fondée, car jamais, à aucun moment de sa vie, il n'a professé la réforme ; à aucune époque on n'a pu le compter au nombre des protestants.

Mais on ne méconnaîtra pas le caractère d'élévation et de vérité qui brille dans les principes de saine tolérance qu'il proclame, de même que dans la manière dont il a conçu et dont il soutient les droits de la liberté religieuse. Sur ce point, il est très-certainement fort en avant de son siècle, et parmi ceux qui s'efforçaient de conquérir à la pointe de l'épée cette première des libertés, il y en avait beaucoup qui, même en versant leur sang pour elle, ne la comprenaient pas comme lui. De nos jours, après de si grandes leçons données par l'histoire, après tant d'expériences faites soit par les individus, soit par les peuples, sont-ils bien nombreux les hommes pour qui la liberté religieuse soit une chose aussi sainte, aussi sacrée, un droit aussi imprescriptible, qu'elle l'était, il y a bientôt deux siècles, pour le belliqueux abbé du Rouergue ?

Les mêmes vues et les mêmes principes étaient exposés dans une autre proclamation adressée « aux officiers des troupes de France, » sur lesquels, en raison de leur instruction supérieure à celle des soldats, La Bourlie pensait sans doute avoir plus de prise, de même que dans un dernier discours à l'adresse des « habitants de Rhodéz. »

Cette ville devant être le chef-lieu de l'insurrection, il était indispensable qu'on y fût bien disposé en faveur de l'entre-

prise, et qu'on y accueillit les hommes envoyés par tous les comités insurrectionnels institués dans le pays. La Bourlie transmettait en effet, en même temps dans les diverses communautés, un ordre conçu dans les termes suivants : « Nous, marquis de Guiscard, chef des mécontents de cette province, et protecteur de leur liberté, ordonnons aux consuls de se soulever contre le roi; d'envoyer à Rhodéz quatre hommes bien armés, chacun avec une livre de poudre, une quantité équivalente de balles et quatre jours de vivres; d'obéir au protecteur; de refuser la capitation, et d'implorer au pied des autels les bénédictions divines sur les conjurés. »

Telles sont les pièces principales contenues dans les Mémoires du marquis de Guiscard, et qui, jointes aux faits qu'ils rapportent, font de ce livre un document précieux à consulter pour un côté intéressant de l'histoire de l'époque agitée dans laquelle vécut l'auteur.

Nous avons maintenant à suivre ce dernier dans les péripéties subséquentes de sa vie, péripéties pour l'étude desquelles nous n'avons pas le secours d'un récit rédigé par lui-même. La seconde partie des Mémoires, que semblait promettre la publication de la première, n'a jamais paru, et même n'a probablement jamais été rédigée.

Ce fut peu de temps après l'échec de la tentative dont les Mémoires font mention, que la politique nouvelle du duc de Savoie poussa ce prince, qui jusqu'alors avait agi sous l'influence et même sous la pression de Louis XIV, à abandonner le parti de ce redoutable voisin, pour embrasser contre lui celui des puissances alliées. Cet événement fournit à ces dernières un moyen de secourir les Camisards. Le duc travaillait, de son côté, à attirer dans son armée autant de réfugiés qu'il était possible. « Vous devez, faisait-il dire à ses sujets protestants des Vallées, dont il était heureux maintenant de pouvoir se servir, après les avoir si longtemps et si cruellement persécutés, vous devez, sans perte de temps, former vos compagnies, ainsi que vous avez fait dans la dernière guerre,

et accepter tous les réfugiés français, qui voudront se jeter dans les Vallées, les inviter même à s'y rendre pour agir conjointement avec vous (1). » Il en partit de Hollande un bon nombre, que les amis de la cause protestante poussèrent à profiter de ces heureuses dispositions de Victor-Amédée. La reine d'Angleterre ordonna de son côté à lord Hill, qui se trouvait en Hollande, et qu'elle avait accrédité auprès de la cour de Turin, en qualité d'envoyé extraordinaire, d'enrôler de sa part autant d'officiers réfugiés qu'il pourrait en décider à le suivre en Piémont.

La Bourlie ne demeura pas en arrière. Dès qu'il eut entrevu cette voie nouvelle de reprendre ses projets, il se hâta de se rendre auprès du duc de Savoie, pour lui faire des ouvertures au sujet d'une descente en Languedoc, combinée avec un soulèvement dans le Rouergue, dont il estimait avoir encore les fils en main. C'est à cette occasion qu'il envoya auprès des Camisards un habile émissaire, qu'il s'était attaché, Tobie Rocayrol, au moyen duquel il maintint avec eux les intelligences nécessaires à l'exécution de ses projets (2).

Conjointement avec l'envoyé de la Grande-Bretagne, il se rendit à la fin de mai 1704 à Nice, où se trouvaient en garnison quatre compagnies franches nouvellement levées, et où le duc achemina les officiers venus de Hollande. Deux frégates anglaises, mouillées dans le port de Villefranche, étaient destinées, avec trois tartanes, à former la flottille de transport, dont La Bourlie avait le commandement, et qui devait débarquer dans les environs d'Aigues-Mortes, où l'on comptait opérer une jonction avec les Camisards de Roland. L'embarquement eut lieu le 15 juin. Les navires portaient des vivres, des armes en grand nombre et des munitions de guerre. Mais peu après leur départ, ils furent battus par une violente tempête qui les dispersa. Les frégates purent rentrer dans le

(1) Lettre du 5 octobre 1703.

(2) Voyez *Relation, par Tobie Rocayrol, de la mission dont MM. Hill et Vandermeer, envoyés d'Angleterre et de Hollande à Turin, l'avaient chargé auprès des Camisards*, Mai 1704. *Bulletin*, t. XVI, p. 273.

port de Villefranche, une des tartanes fut jetée sur les côtes de Catalogne, une autre échoua près du port Maurice sur les terres de Gènes, la troisième tomba entre les mains du chevalier de Roanès, qui avait été envoyé à Cette, avec quatre galères, pour la défense des côtes. Cet officier, en rendant compte de son expédition au maréchal de Villars, rapporte que sur cent cinquante soldats que portait la malheureuse embarcation, vingt s'étaient noyés et qu'il avait fait jeter les autres dans les prisons d'Antibes, avec deux des officiers venus de Hollande. Ces deux infortunés, Pierre Martin, de Nîmes, et Charles de Goulaine, gentilhomme poitevin, furent exécutés peu après. La Bourlie eut la chance d'échapper. Mais ce désastre ne calma pas son ardeur.

Nous le retrouvons au mois d'octobre de la même année, cherchant à recommencer la lutte, concurremment avec le marquis de Miremont et le major-général de Belcastel. Avec des plans de campagne un peu différents, ces trois hommes courageux tendaient au fond à faire usage des mêmes moyens. Ils voulaient également profiter de l'hostilité du duc de Savoie contre Louis XIV, du soulèvement des Camisards qui, malgré le départ ou la mort de leurs principaux chefs, offraient encore une force de résistance, à laquelle pouvait aisément se rallier une insurrection générale des provinces, et enfin de l'assistance des puissances alliées. Mais le but des deux derniers était essentiellement le rétablissement de la religion réformée dans son état antérieur, avec ses anciens droits et privilèges. Miremont avait pour lui sa haute naissance. Prince du sang, de la maison de Malauze, il était le seul Bourbon qui fût resté de la religion. Belcastel avait en sa faveur sa fidélité bien connue à la cause protestante, sa bravoure et son expérience dans l'art militaire. Les projets de La Bourlie étaient, nous l'avons vu, plus politiques que religieux. Néanmoins il y eut entre eux un accord d'où naquit la conspiration éventée à Montpellier en avril 1705, et qui n'eut pour résultats que de nouveaux supplices.

Une lettre du ministre de la guerre Chamillard, interceptée en Suisse, prouve que malgré tant de revers, La Bourlie était loin d'être découragé. « Quelque assurance que vous me donniez, par votre lettre du 8 de ce mois, lisait-on dans cette missive confidentielle datée du 16 décembre 1705, que l'abbé de La Bourlie est à Turin, qu'il a passé dans les Vallées et qu'il s'est abouché avec Cavalier, j'ai néanmoins peine à le croire. On m'avait mandé qu'il s'était embarqué à Gênes, pour aller à Barcelone trouver l'archiduc (1), et revenir ensuite en Rouergue et dans les Cévennes. Faites de nouvelles diligences pour savoir sûrement le lieu où il est, et mandez-moi tout ce qui se passera. » On voit de quelle importance étaient alors, au jugement de la cour, les démarches de La Bourlie. Celui-ci se rendit-il en effet dans les Vallées pour s'y concerter avec Cavalier ? C'est ce qui n'est pas démontré, mais on sait qu'à cette époque, il était sérieusement question de faire pénétrer des troupes dans les Cévennes par la Catalogne. Le marquis de Miremont aspirait à commander cette expédition, mais la levée du siège de Toulon fit évanouir ce projet. La Bourlie vit enfin la chute de ses espérances ; il dut se contenter du titre de lieutenant général, avec lequel il était monté sur la flotte des alliés ; le soulèvement des provinces sur lequel il comptait ne vint pas répondre à ses vœux.

Retiré en Angleterre, il y obtint une pension de la reine Anne et y jouit pendant quelques années de la considération que lui avaient attirée ses talents et son courage. Ne perdant point de vue la cause à laquelle il s'était dévoué, il fut au moment de se mettre de nouveau à la tête d'une entreprise semblable aux précédentes, à la suite de démarches astucieuses faites auprès de lui par un intrigant dauphinois nommé Riffier, et par un délégué prétendu des Camisards. Déjà il était en train de lever des troupes, dont il avait même désigné les officiers

(1) L'archiduc Charles, frère de l'empereur Joseph I^{er}, et qui fut son successeur, était un des compétiteurs au trône d'Espagne, dans cette longue guerre de la succession, qui ne se termina qu'en 1713, par le traité d'Utrecht.

parmi les réfugiés qui se trouvaient en Hollande, lorsqu'il fut arrêté dans l'exécution de son projet, par lord Marlborough, qui refusa son autorisation pour une prise d'armes aussi intempestive.

Dès ce moment La Bourlie fut moins bien vu à Londres. Le public l'accusa d'avoir cherché à tromper la reine et son conseil. Toutes ses démarches furent épiées avec soin. Une correspondance qu'il chercha à nouer avec son frère excita des soupçons, et cela d'autant plus que, par mesure de prudence, au lieu d'envoyer directement ses lettres, il les faisait passer par le canal de lord Portmore, ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Lisbonne. On crut qu'il cherchait à se réconcilier avec la cour de France, et que pour cela il trahissait les intérêts de l'Angleterre. On alla même jusqu'à le soupçonner de vouloir attenter aux jours de la reine, parce que, dans son désir de se justifier, il sollicitait avec instances une audience particulière de Sa Majesté. La perfidie d'un de ses valets, irrité contre lui, contribua à accréditer les bruits fâcheux répandus sur son compte. La diminution de la pension qu'il recevait fut un des premiers témoignages de la défiance qu'il commençait à inspirer, et il en conçut une irritation qui se manifesta vraisemblablement d'une façon trop sensible dans ses discours.

Toutes ces choses amenèrent une catastrophe bien plus prompte et plus grave qu'on n'aurait été conduit à l'imaginer. Le 19 mars 1711, l'infortuné marquis fut subitement arrêté dans le parc de Saint-James, par des agents de l'autorité qui, après l'avoir fouillé et désarmé, le conduisirent chez le secrétaire d'Etat Saint-John, devant un comité du conseil composé, outre ce ministre, du sous-trésorier Harley et des ducs d'Ormond et de Buckingham. Là il fut interrogé sur la correspondance criminelle qu'on lui attribuait avec la France. Il nia complètement d'avoir jamais tenté d'entretenir de pareilles relations avec une cour contre laquelle il avait toute sorte de griefs. Les ministres et Harley en particulier lui

ayant reproché en termes très-vifs ce qu'ils appelaient sa noire ingratitude au sujet de l'asile qu'on lui avait accordé, des bontés extraordinaires de la reine, des pensions et gratifications qu'il avait reçues de Sa Majesté, la fierté naturelle et l'élévation même du cœur de La Bourlie se soulevèrent contre un tel langage; son indignation ne connaissant plus de bornes, il perdit toute possession de lui-même, et saisissant un canif, il s'élança sur le sous-trésorier, et lui en porta plusieurs coups. A la vue de cet acte insensé, les membres du conseil tirèrent leurs épées pour défendre leur collègue et pour se protéger eux-mêmes contre ce forcené que rien n'était plus capable d'arrêter. Mortellement blessé dans cette lutte désespérée, l'abbé, saisi par les laquais accourus au bruit, fut remis par eux entre les mains des archers, qui le traînèrent aux prisons de Newgate. Là il refusa de laisser panser ses blessures, et succomba au bout de neuf jours de souffrances, le 28 mars. Dans l'incertitude du jugement qui devrait être porté, tant au sujet de l'accusation pour laquelle il avait été arrêté, que pour ce dernier acte de violence inqualifiable par lequel s'était terminée sa carrière aventureuse, on conserva son corps pendant plusieurs jours dans une cuve d'eau salée, avec du vinaigre et des drogues aromatiques. Mais soit qu'on n'ait pas trouvé de charges suffisantes, soit qu'on ait reconnu qu'aucune loi n'autorisait à procéder contre un cadavre, ce qu'on ne s'était permis de faire antérieurement, qu'à l'égard de celui de Cromwell, l'ordre fut donné au geôlier de l'enterrer.

Peu s'en est fallu que cet ardent révolutionnaire qui, comme nous l'avons vu, s'était pompeusement paré de ce beau titre de protecteur, qu'avait porté le grand chef des républicains anglais, n'ait eu avec ce dernier un aussi bizarre trait de ressemblance, que d'être jugé et puni corporellement après sa mort.

Il est facile, au reste, de reconnaître le peu de sérieux de l'accusation portée contre lui, d'avoir honteusement trahi le

pays qui lui avait donné asile. Outre l'impossibilité où il aurait été, après tous ses antécédents, de se faire agréer comme agent de la cour de France, l'impuissance où se sont trouvés ses adversaires de fournir après sa mort les preuves de sa trahison, montre clairement qu'il ne s'était pas rendu coupable du crime dont on le chargeait. L'on peut s'en rapporter à cet égard au témoignage de l'un des anciens historiens de l'Angleterre, l'évêque Burnet, qui certifie « qu'on ne sut point au juste les particularités de la lettre de l'abbé qu'on avait interceptée, qu'il en courut différents bruits et qu'on ne fut pas mieux informé de ce qu'il peut avoir confessé avant son décès (1). » Il est bien évident que si les soupçons dont il était l'objet avaient été fondés, on se serait hâté de publier ce qu'il y aurait eu de compromettant dans ses papiers ou dans les aveux sortis de sa bouche. Le silence de ses adversaires prouve la fausseté de l'accusation. Les ministres de la reine profitèrent habilement pour leur propre avantage, du danger qu'ils avaient couru, et l'infortuné La Bourlie, victime de son exaspération, demeura, une fois mort, sous le poids des soupçons qu'il était de leur intérêt de propager.

Ainsi finit à l'âge de cinquante-deux ans, d'une façon si tragique et vulgaire, un homme que les belles qualités dont il était doué, auraient dû, semble-t-il, conduire en de meilleures voies. La légèreté de ses mœurs dans sa jeunesse, le désaccord entre ses goûts naturels et la profession dans laquelle il avait été poussé, le charme d'une vie aventureuse, la séduction de la position élevée qu'il parvint à occuper soit parmi les diplomates, soit au milieu des militaires, tout cela joint à la noblesse et à l'élévation de la cause à laquelle il s'était dévoué, explique, sans la justifier, la conduite qu'il a tenue. Si l'ambition de jouer un rôle important doit être reconnue comme l'un des principaux mobiles qui l'ont fait agir, il est impossible, et il serait injuste de méconnaître le caractère de dé-

(1) *Histoire de ce qui s'est passé de plus mémorable en Angleterre pendant la vie de Gilbert Burnet, évêque de Salisbury*, t. II, 2^e part., p. 177.

vouement que signalent les entreprises auxquelles il s'est consacré. Délivrer sa patrie du joug pesant qui, au milieu des gloires du grand règne, se faisait cruellement sentir, en procurant à la France des institutions plus libérales; doter ses concitoyens, et en particulier ceux qui avaient le plus à gémir des excès de l'oppression, des bienfaits de la liberté religieuse, c'étaient là assurément de nobles buts, qu'il ne cessa jamais de poursuivre dans les diverses expéditions auxquelles il dévouait sa vie. Avec des convictions religieuses plus réelles et plus affirmées, avec une piété personnelle, qui malheureusement paraît lui avoir trop fait défaut, le rôle de l'abbé de La Bourlie eût été sans doute bien plus grand et bien plus noble, sa fin n'eût pas été si tristement déplorable, et l'on eût pu le compter avec gratitude au nombre des amis de cette sainte cause de la liberté de conscience dont il avait compris la grandeur.

JULES CHAYANNES.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
DE MARSEILLE (1)

1696-1708

Extrait de lettre du sieur Musseton, du 1^{er} septembre 1699, au retour de la campagne :

Il seroit inutile de vous dire quelle fut l'impétuosité du torrent qui se rua sur nous sur le point de l'appareil pour la campagne, et quelles en furent les suites. Il me suffira de vous dire que tout étoit dans le gémissément; les fers, les coups et les menaces, tout étoit employé contre nous. Les horreurs des tourmens de la campagne n'avoient pas, à leur sens, assez de puissance pour nous abattre; il falloit qu'ils y joignissent les violences d'un ordre qu'eux-mêmes avoient extorqué de MM. les commandans, pour faire ressentir à plusieurs de nos généreux et braves frères de très-vives et rudes bastonades, jusque dans les îles étrangères où nous avons été. Ce n'étoit pas assez pour notre partage, d'être attachez à une rame et y suer à grosses gouttes sous les travaux les plus pesans et les plus insupportables; ce n'étoit pas encore assez pour nous, de partager avec les criminels leurs autres peines, d'être couchez parmi une fourmillière de punaises et de poux : il falloit encore y joindre cette violence et les traitemens inouïs, etc. Je rends cette justice à de très-honnêtes gens qui ne voyent cela qu'avec horreur et qui ne veulent pas le permettre sur leurs bâtimens; mais il est pourtant vrai qu'il y en a d'autres que le bon sens et la naissance fait respecter, et qui cependant se laissent aller aux suggestions des aumôniers, instrumens des missionnaires. Ce qui a fait que plusieurs de nos chers amis, outre les maux inséparables de la campagne, ont

(1) Voir p. 33, 144 et 193. Lisez, p. 193 : *Neau* au lieu de *Nean*.

été rudement traittez, tant de l'une que de l'autre escadre, outre les bastonades et les coups qu'ils ont essuié en divers tems pour ne vouloir lever le bonnet. On a usé d'un stratagème envers le pauvre La Vigne, de *la Superbe*, si étrange que je ne peux en parler sans frémir. Ce pauvre homme, résistant toujours courageusement au commandement qu'on lui faisoit de lever le bonnet, et n'y voulant consentir, on s'avisa de le lier et de le garroter contre le cavalet du caïque, qui est comme un poteau, la face tournée vers la poupe, où le prêtre officie : on lui ôta dans cet état son bonnet. Quelques autres de cette galère ont été aussi très-maltraitez ; sur d'autres galères, il y en a eu qui ont eu la bastonade par deux fois, et plus, pour le même sujet, etc. Au reste, notre campagne a été fort pénible ; nous avons parcouru toutes les îles de Maïorque et Minorque avec la rame. Nous n'avions presque pas eu de repos après notre départ du château d'Y. Le vent nous a très-peu servi, hormis un jour et demi. Ce pays-là est extrêmement chaud, et soit la chaleur ou les travaux, en ont rendu quantité de malades, entre lesquels étoient plusieurs de nos frères. L'escadre d'Italie n'a pas eu guère meilleur sort que nous, hormis quelques belles journées ; elles ont été jusqu'à Palerme, Messine, etc. Ils sont arrivez fort maltraitez, plusieurs malades. Nous arrivâmes presque tous ensemble.

J'oubliois de dire que nous avons failli à faire naufrage aux dragonnières, île de Majorque, et, si le mauvais tems eût encore duré un quart d'heure, il nous eût jetté sur un rocher. Mais Dieu a eu pitié de nous. Il nous a aussi épargné ici dessus où nos supérieurs nous ont traité fort humainement et ne nous ont point maltraitez pour le bonnet, ni autrement. Nous avions espéré que messieurs les Missionnaires nous auroient laissé en repos après tant de fatigues. Mais hélas ! Ils sont toujours animez d'un même esprit d'aigreur contre nous. S'ils ont laissé quelqu'un pour un temps, ils en attaquent d'autres. Nos chers MM. Vallette, Bancillon, Sabatier, et autres de diverses galères sont ceux qui sont exposez présentement à leurs traits. Leur comite exerce plusieurs cruautéz contre ces deux derniers. Il leur fait mettre la main à la plus petite fatigue. Il leur dit que sa loy lui commande de les maltraiter. On empêche de les visiter, et il faut bien de la peine pour communiquer avec eux...

Il s'est vu un siècle où l'on martirisoit ceux qui ne vouloient pas

sacrifier aux idoles; le voici revenu ce malheureux tems. Mais il y a ceci de différent, c'est que la mort étoit la fin de leurs maux. Il falloit à la vérité un don singulier pour la souffrir. Mais il en faut bien de plus grand dans ce genre de supplice, où l'on ne veut point nous faire mourir, mais où l'horreur du supplice est plus affreuse que la mort. On ne veut point nous mettre sur un bûcher, mais on nous met, ou on nous a mis plusieurs d'entre nous, sur une espèce de rouë qu'on nomme courrier, où l'on nous livre à la merci d'un furieux qui décoche de si sanglans coups de corde sur le corps tout nud jusques au point d'expirer, où le sang decoule, la peau s'enlève et le dos s'enfle de trois ou quatre doigts; d'où l'on nous lève pour nous exposer à d'autres tourmens (qui portent en eux l'expression des horreurs de l'enfer). On nous donne le tems de reprendre de nouvelles forces, pour nous appliquer de nouveau aux mêmes tortures.

C'est ce qu'on auroit de la peine à croire, mais on ne le sent que trop. N'avoüerez-vous pas après cela que notre condition est plutôt une mort continuelle qu'une vie, et que nous avons un extrême besoin d'être secourus par vos prières. Je dirai pourtant pour votre consolation, Monsieur, que nous n'avons pas été tous torturez de la même manière, la Providence en ayant garanti plusieurs de nous. Mais que savons-nous si nous ne passerons pas aussi par les mêmes épreuves? Nos adversaires n'en demordront pas. Le sang qui a decoulé du dos de nos chers frères ne les a pas encore satisfaits. Ils respirent toujours la même fureur.

Extrait de lettre du sieur Musseton, de Marseille, 22 mars 1700 :

Ces jours passez, M. des Angles, secrétaire de M. l'intendant, fut questionner les nommez Nicolas Doubigny et Jean Fayon, prosélytes (1). Il leur demanda d'où ils étoient et de quelle religion? Ils répondirent qu'ils étoient de la religion réformée. Il leur demanda qui les avoit fait de cette religion et depuis quel tems ils en étoient? Ils répliquèrent que c'étoit la Parole de Dieu, et qu'ils l'étoient depuis tant d'années. Cette enquête fut suivie, à l'égard de Doubigny, de le conduire à l'hôpital, où les missionnaires espéroient de le faire changer. Mais ils y trouvèrent de la résistance. Il fut renvoyé à

(1) Voir (Bull., XVII, p. 338) la *Relation touchant la conversion et les souffrances de Jean Fayon*.

sa galère, où M. le prévôt vint prendre des informations, et le menaça qu'on le feroit mourir, qu'on le traduiroit à Aix, et qu'on lui feroit son procez. Il fut fouillé, et du depuis changé de banc. Il a toujours résisté vigoureusement, et répondu qu'on fit de lui ce qu'on voudroit. Qu'il étoit prêt à mourir pour sa religion, et que quand il verroit la corde prête, il ne changeroit point. Cette fermeté est édifiante, et étonna ceux qui prétendoient l'intimider. Il a été, de même de Fayon, conduit devant M. l'évêque. On ne scait point le détail de ce qui s'y est passé. On scait seulement qu'ils répondirent courageusement. Les missionnaires ont aussi fort tourmenté Fayon. Quoi qu'il en soit, ils sont sur leur galère, et on ne scait point encore ce qu'on fera de ces pauvres gens, qu'on observe à vue d'œil, et auxquels on ne peut parler.

L'orage s'est étendu sur les frères de ces galères où sont ces confesseurs, et on leur a enlevé ce qu'ils avoient, jusques au papier blanc et l'ancre. De ce nombre est M. La Rue, qui est si fort obsédé, qu'il est impossible qu'il signe la présente. On les a fort menacez, les uns et les autres, etc. Quelques jours après, un missionnaire a obtenu de faire mettre à la chaîne MM. Serres l'ainé, Maurin et Patonier, je ne scais sur quel prétexte. Ils y sont encore, mais on ne croit pas que ce soit au sujet des prosélytes.

Du 24 mars 1700 :

M. Serres l'ainé confirme ce qui a été dit ci-dessus, touchant les deux prosélytes confesseurs. Ils ont succé, dit-il, avec le lait, les superstitions de Rome, et ont embrassé la vérité sous la croix et dans les chaînes. Nous devons être contens de leur conduite extérieure, et persuadez de leur sincérité, puisqu'à l'heure que je parle, le prévôt, l'évêque et autres leur ont parlé, et qu'ils sont menacez de la mort, sans que pour cela ils ayent témoigné de foiblesse.

Le même ajoute un peu plus bas :

On a donné, depuis huit jours, un nouvel ordre de me tenir bien serré, et on nous a séparé M. Clément et moi, et donné des fers plus pesans que ceux que nous portions, ce qui fait que je n'ose écrire qu'avec de grandes précautions. M. Elie Maurin est uniquement compris dans cet ordre avec nous.

On écrit de Marseille du 7 juillet 1700 :

On tenoit prêtes dix galères pour partir au premier ordre, assavoir : *Patrone*, commandée par M. Le Bailly de Noailles, lieutenant-général, qui doit les commander toutes; *Valeur*, par M. Du Vinier, chef d'escadre; *Fleur-de-Lys*, M. le comte Du Luc; *Couronne*, M. de Bourseville; *France*, M. le chevalier de Sabran; *Duchesse*, M. de Clément; *Conquérante*, M. de Courtebonne; *Gloire*, M. de Vesseron; *Brave*, M. de Valence; *Hardie*, M. de Mauvillier. Il y a sur ces galères plusieurs de nos frères. Le Seigneur veuille leur donner le courage et la patience nécessaire dans ces rudes épreuves! Je plains beaucoup MM. Bancillon et Sabatier, qui absolument y seront exposés, ayant affaire à des officiers rudes et fâcheux. M. Serres le jeune est aussi de la partie, quoy que seulement de le 27 mars dernier il fut de retour d'une autre campagne très-pénible, et où il avait couru de grands périls. Voilà donc pour lui deux campagnes dans la même année. On marque ensuite que lesdites dix galères partirent le 17 pour l'Italie.

On ajoute du 21 juillet :

Nous avons eu des nouvelles du mois passé des autres frères qui ont écrit de Cadix. Les galères doivent avoir présentement joint M. de Pointis. Tout le monde s'y porte bien. Mais la *Commandante* a failli à périr à Osafa, où elle s'encala. On donna encore six cents libertez la semaine passée à des gens qui avaient fait leur tems. Les plus scélérats ont part à la justice ou à la clémence du roy. Il n'y a que les Huguenots qui en soient exclus. On les en juge moins dignes que les sodomites et les empoisonneurs, car on m'a assuré que j'estois sur le roolle (c'est M. Serres l'ainé qui parle et M. Clément Patanier aussi), mais on nous a biffés.

On dit qu'il doit sortir encore une escadre de huit galères, commandée par M. de Fourville. On exerce de grandes rigueurs sur plusieurs de nos frères captifs, qu'on gêne autant que jamais, les tenant séparés les uns des autres pour leur ôter la consolation de se parler. On avoit violenté, il y a quelques jours, quelques-uns de nos frères de la *Duchesse*, au sujet du bonnet, l'un desquels a été lié et garotté au ban, la face tournée vers la poupe, pendant la messe; on lui leva le bonnet dans cet état. D'autres avaient aussi été fort battus. On leur avoit levé par force bonnet et capot, et menacé

de bastonnade. Mais, grâces à Dieu, on y a trouvé une sainte résistance et une fermeté admirable, avec des réponces aussi fortes et zélées que touchantes par le sieur Saussine, nouveau venu depuis quelques mois.

Relation des bastonnades qu'on a données sur diverses galères, aux fideles souffrans pour la religion, à cause du refus de lever le bonnet et d'assister aux cérémonies de l'Eglise romaine.

Il en a été parlé déjà de quelques-uns, dans un autre cahier (1), ce que l'on ne répétera pas ici, en se contentant de l'indiquer. Mais cette relation est plus exacte, marquant distinctement ce qui a été fait sur chaque galère.

Galante. En la campagne de 1699, Jean Soulage, du lieu de Sainte-Croix en Cévennes, forçat sur cette galère à cause de la religion, refusant de lever son bonnet à l'heure de la messe, vêpres, etc., fut injurié et battu à coups de canne et de pieds, par le comite, en présence de l'aumônier, qui porta le capitaine à lui faire donner la bastonnade en forme, le corps nud, étendu sur le coursier, avec une corde godronnée, trempée dans la mer, maniée par la main d'un Turc vigoureux, jusques à ce que l'aumônier, craignant de perdre sa victime, ou peut-être par un reste d'humanité, dit : C'est assez. Ce pauvre garçon fut si mal traité de la vague, ou des coups, durant le reste de cette campagne, que son corps n'étoit qu'une playe, et le chirurgien dit au comite que s'il le frappoit davantage, il mourroit avant que la campagne fut finie. Ses playes se reconnoissoient encore au retour du voyage, une entre autres qu'il avoit au bras.

Le 6 octobre 1700, le major s'adressa audit Soulage, lui disant que le roi vouloit qu'il levât le bonnet. Il lui répondit : « Jugez s'il est juste d'obéir aux hommes plutôt qu'à Dieu. » Le comite dit au major : « Monsieur, c'est un obstiné qui a souffert cinq cents bastonnades la campagne passée. » — « Il n'en souffrira pas tant avec moy, dit le major, car je ne lui demande pas autre chose que de lever son bonnet. Si je savois qu'il voulût faire davantage, je le ferois mourir. Je viens de dessus d'autres galères où les religionnaires ne m'ont pas refusé. » Cependant Soulage se mit au coursier. Le ma-

(1) *Bull.*, XVII, p. 120, 121.

jor dit au comite de frapper lui-même le Turc s'il ne frappait pas vigoureusement. Le sieur Elie Pichot de Bergerac eut aussi bastonnade le même jour, par ordre et en présence du major, pour le refus de lever le bonnet.

Jean Durand, de Saint-Etienne-Val-Francisque, en Cevennes, sur la même galère, dans la campagne susdite de 1699, pour le même sujet.

Reine. Pierre Quay, de Sumeînes, en Languedoc, condamné pour fait de religion, receut une rude bastonnade, en la campagne de 1699, pour le refus de lever le bonnet. Le 7 septembre 1700, M. le major lui fit donner une rude bastonnade de soixante coups, pour le même sujet, qu'on le leva du coursier demi-mort. On lui mit les menottes, qu'il a portées onze jours.

Pierre Richard, de Chabeuil, près de Valence, en Dauphiné, condamné pour religion, ne croyant pas faire grand mal, levoit le bonnet. On ne se contenta pas de cela. On voulut l'obliger de regarder à poupe et de s'agenouiller, ce qu'ayant refusé, on lui donna la bastonnade, en la campagne de 1699. Le 7 septembre 1700, le major lui fit donner une bastonnade de soixante-seize coups de la corde goudronée et trempée à la mer. Le lendemain, il lui fit donner une seconde bastonnade de quarante-un coups, lui disant : « A demain. à demain ; songe à ce que tu auras à faire. » Au milieu de cette seconde bastonnade, Richard dit qu'il ne porteroit point de bonnet, mais qu'il n'adhéreroit jamais à la religion romaine. Cela n'empêcha pas qu'on ne fit achever de lui donner la bastonnade. Les forçats qui étoient auprès de Richard, pour lui épargner une troisième bastonnade, voyant le major qui étoit revenu le lendemain, dirent tous qu'il levoit le bonnet, ce qui fit que le major se retira sans parler à Richard.

David Vole, de Val-Pérouze, en Piémont, receut aussi, le 7 septembre, une bastonnade de quarante-quatre coups, en présence du major, pour le refus de lever le bonnet.

Le même jour, Bertrand Aurelle receut une quinzaine de pesants coups pour le même sujet. Pierre Tromperan en eut une semblable le même jour.

Renommée. Israël Bouchet, Louis Issoire, Jean Viau et Pierre Sauvet, eurent la bastonnade, en la campagne de 1699, pour le refus du bonnet. Ledit Sauvet mourut du mauvais traitement au retour de la campagne.

Le 13 avril 1700, le susdit Israël Bouchet eut la bastonnade pour le refus du bonnet, en présence du capitaine de la galère.

Le 21 du même mois, il l'eut encore en présence de l'aide-major, sans lui dire pourquoi on le frappoit.

Le 9 août de la même année, M. le major la lui fit encore donner.

Magnanime. M. Antoine Capdur, de Saint-Michel-de-Dèze, en Cevennes, eut une bastonnade de vingt coups, le 6 janvier 1700, pour le refus de lever le bonnet du simple ordre de l'aumônier au comite. Le 2 février 1700, on le garrota contre l'antenne pour le faire rester tête nue pendant la messe et regarder à poupe. On lui a souvent jeté sur le corps des boyaux d'eau.

Le 19 septembre, le sous-comite fit prendre l'eau que les barbiers font chauffer et la fit jeter sur ledit Capdur, Jean Martin et Guillaume Bonhote, Suisse, étant cachez dans leurs capots à l'heure de la messe.

Le même jour, environ midi, M. de Montaulieu et M. de Bombelles, major des galères, montèrent sur la *Magnanime*, et, en leur présence, firent donner la bastonnade audit M. Antoine Capdur.

Alexandre Astier, Jean Martin, Guillaume Bonhote, Simon Pineau et Pierre Roumejon, de trente à quarante coups chacun. Le soir du même jour, le major seul alla faire bastonner derechef Jean Martin d'une trentaine de pesans coups, Guillaume Bonhote de vingt-cinq, M. Capdur de quarante-quatre, Alexandre Astier de quatre-vingt, Pierre Roumejon d'autant, Simon Pineau de même. Outre cela, on leur mit à tous des menotes. Le 20 dudit mois, le même Antoine Capdur eut encore quelques coups.

Le 29, le lieutenant de cette galère, de sa seule autorité, fit mettre les menottes à Alexandre Astier, et lui fit donner une bastonnade de quatre-vingts coups. Daniel Arsac et Gabriel Lauron, de la *Conquérante*, en dépôt sur la *Magnanime*, receurent aussi bastonnade dans le tems qu'on fustigeoit ceux de la *Magnanime*.

Perle. François Augier, de Montélimar, eut une rude bastonnade le 25 janvier 1700, de l'ordre du capitaine, pour le refus du bonnet. Le 4 février ensuite, on lui en donna une autre qu'il souffrit constamment. Jacques Piemarin, du Vigan, eut le même sort qu'Augier. On voulut les exposer à une troisième bastonnade; mais le médecin dit qu'ils ne pourroient qu'expirer dessous.

Magnifique. David Laget souffrit une rude bastonnade, le 4 août

1700, pour le refus du bonnet. Le 9 août, on lui en donna une autre très rude. Les particularités de ses souffrances sont décrites plus particulièrement ailleurs.

Dauphine. Antoine Talon et Pierre Sauzet, de la *Brave*, en dépôt, furent cruellement bastonnez, en présence et par ordre du capitaine de la galère, pour le refus de lever le bonnet, le 16 août 1700. Il avoit un peu auparavant menacé rudement Talon, et lui donna sur le visage quelques coups du bout de sa canne; ensuite il commanda qu'on leur donnât la bastonnade tous les jours à tous deux, jusqu'à ce qu'ils levassent le bonnet, ou qu'ils mourussent, pour les jeter à la mer, ce qui ne fut pourtant pas exécuté.

Le 18 du même mois, les sieurs Abel Damoüin et Etienne Damoüin, cousins-germains, de Breniquel, en Querci, en dépôt sur la *Dauphine*, reçurent une bastonnade chacun de cinquante coups, pour le refus du bonnet, par ordre du capitaine et à l'instance de l'aumônier. Ces coups furent très-rudes, frappez de la main d'un Turc vigoureux, que l'on battoit pour l'obliger à frapper plus fortement, avec de rudes menaces de les bastonner tous les jours, jusqu'à ce qu'ils fissent ce qu'on demandoit. Jacques Fauret, de Bergerac, reçut aussi le même jour une bastonnade de cinquante coups. Jean Berru, de Saint-Jean, vallée de Luzerne, reçut aussi, le 27 septembre, une bastonnade de cinquante-trois coups. Ledit Berru et Thomas Bernard, de Nîmes, furent encore bastonnez le 27 décembre, du seul ordre de l'aumônier, auquel le comite obéit sans hésiter.

Forte. Jean Vestiou reçut bastonnade au mois d'août, pour le refus de lever le bonnet.

Madame. Moyse Renaud, de la Chasse, en Dauphiné, reçut une douzaine de coups en une bastonnade pour le même sujet. David Comte, d'Anduze, de même.

Superbe. Le 25 septembre 1700, Jaques Vigne, du Dauphiné, reçut une bastonnade d'une quinzaine de coups, en présence du major. François Courteserre reçut aussi une bastonnade de vingt-huit rudes coups, en présence du major. On leur mit à tous deux des menottes, qu'ils ont gardé deux jours. Les mêmes avoient été liez et garrottez au cavalet, en la campagne de 1699, pour les contraindre d'assister à la messe.

Amazone. Le 30 septembre 1700, Jaques Dufour eut une baston-

nade de cent vingt coups, en présence du major, dont il cracha le sang pendant quelques jours. Jaques Gagneux en eut une de soixante coups et les menottes, Barthélemi Rossignol, Jean Seimene, Jean Daudet, Jean Flotte, reçurent aussi chacun une bastonnade de dix à douze rudes coups.

Favorite. Elie-François Ledoux reçut, le 5 et 6 octobre, deux fortes bastonnades ; on lui mit les menottes, qu'il a gardées vingt-deux jours. On le mit au banc de la douge et on recommanda au comite d'en faire un voguavant, pour le faire tant plus souffrir, et on défendit aux forçats d'alentour de lui rendre aucun service. Elie Maurin, de Chatelheraut, reçut une rude bastonnade en présence du major, et les menottes, le 5 octobre 1700. Le lendemain, on lui en donna une autre de quarante-cinq pesans coups. On le porta à l'hôpital, où il a été longtemps enfermé dans un cachot, où on ne lui a donné que le pain de galère et de l'eau. Il lui arriva après la seconde bastonnade, lorsqu'il en attendoit une troisième, une petite foiblesse qu'il nomme lui-même une glissade, qu'il se reproche amèrement avec une grande humilité dans une lettre qu'il écrit aux frères de son cachot. On sera édifié d'en voir ici quelques extraits :

Ayant aperçu par quelques discours menaçans qu'on le vouloit forcer à lever le bonnet, il s'affermir dans la résolution de ne le point lever, considérant que le culte religieux ne doit être rendu qu'à Dieu seul, qu'il y a en cela, dit-il, une double justice, l'une parce qu'il est la seule grandeur, l'auteur de tout bien ; l'autre, qui en résulte, parce que nul autre que lui n'est le bienfaiteur. Il crut devoir se préparer par la prière, afin d'obtenir de Dieu la grâce de tout souffrir, plutôt que de transporter à d'autres l'honneur qui lui est deu. Il ajoute que, le lendemain, le major monta sur la galère, que, comme il le pressoit à lever le bonnet, il s'en défendit par plusieurs raisons tirées de la Parole de Dieu. Mais qu'enfin cet officier demeurant inflexible, il se dépouilla et reçut la première bastonnade ; qu'après avoir reçu quelques coups, le major lui demandant s'il lèveroit, il répondit : « La mort ! » Ce qu'il réitéra plusieurs fois sur de semblables demandes. Que le premier coup lui ayant tiré du sang, il s'écria à plusieurs reprises : « Quelles gens, mon Dieu ! » Que cet officier lui fit mettre les menottes, lui disant qu'il retourneroit le lendemain matin, et qu'il lui en feroit bien donner davan-

tage. Qu'il s'y prépara par de pieuses réflexions, etc. Que l'officier étant revenu le lendemain, dit : « Allons, vite, car j'ay des affaires. » Le pauvre confesseur étoit en peine comment il se dévétiroit, étant emmenotté. Il lui dit de se mettre en coursier, et qu'on lui trousseroit ses robes sur sa tête, ce qui fut fait. Que le même Turc qui l'avoit frappé la première fois, le frappa encore et même plus fortement sur les épaules, ce qui lui fit jeter un grand cri. Qu'après une quarantaine de coups, le major lui demanda s'il lèveroit, à quoi il ne répondit rien, rejetant la pensée d'une semblable proposition. Le comite ayant horreur de le voir ainsi déchirer, le major, tout en colère, lui dit : « Si vous ne faites frapper, je frapperai moi-même sur vous. » Le patient fit quelques contorsions de corps, mais il se remit. Et enfin, le major, n'ayant plus d'endroits à faire frapper, tout le dos, depuis le col jusques à la ceinture, étant tout couvert de playes et de sang, il fit cesser. L'ayant fait lever du coursier, il lui dit qu'il retourneroit le lendemain, et qu'il le feroit mourir sous le bâton. Le commandant entra ensuite et lui dit qu'il n'étoit pas l'auteur de ces bastonnades, mais que c'étoit l'ordre que tous se tinssent honnêtement au temps du service. Il répondit que la messe se disant toujours au matin, il n'y étoit point dans une posture mal honnête, parce que c'étoit aussi bien le tems de ses dévotions auxquelles il ne manquoit pas. Que dans les prières il s'abaissoit, et que c'étoit là simplement ce qu'il devoit faire, étant religieux. Le commandant tâchant de lui persuader qu'il n'y avoit point de mal à lever le bonnet, il lui répondit qu'il y avoit trois actes dans l'adoration : le premier, celui du cœur ; le second, celui de la bouche, et le troisième, celui de l'humiliation extérieure. Que le bonnet, comme on le demandoit, étoit cette troisième partie de l'adoration, qui est en soi une véritable adoration, aussi bien que les autres, et qu'elle avoit encore cela de propre, qu'elle étoit le signe et la marque des deux autres. Le commandant, qui n'approuve pas qu'on violente les consciences, goûta assez ces raisons. Cependant, il tâchoit par d'autres manières de l'amollir ; mais à tout cela notre confesseur lui marqua qu'il étoit inflexible. Ainsi, il le renvoya d'une manière qui marquoit qu'il étoit mécontent de sa résolution.

Etant de retour sur son banc, il fit de grandes réflexions, se préparant à la mort s'il recevoit une troisième bastonnade. Le samedi,

le major étant remonté, lui commanda de se mettre en coursier. Le confesseur, obéissant à cet ordre, lui dit : « Monsieur, vous ferez tout ce qu'il vous plaira ; mais j'ay bien la fièvre. D'ailleurs, ajoutait-il, comme je vous ay dit, je ne me tiens pas irrévéremment dans le tems de la messe, car ce tems-là étant celui où je dois faire mes dévotions, je suis toujours en prière. » Il lui répondit que ce n'étoit pas assez. Le confesseur répliquant qu'il ne pouvoit faire davantage, l'officier lui dit : « Dans les prières vous ôterez donc votre bonnet. » « *Je glissay là*, dit-il, me venant à la pensée que je pouvois bien « prier dans le tems de leurs prières, j'étois pourtant fâché d'accorder ce point, mais je ne pouvois dans cette occasion m'y tenir « ferme, parce qu'alors je n'y voyois pas le péché que je commettois. J'étois assez aveugle là-dessus, etc. » Ce monsieur voulut donc tenter d'avoir davantage, réitérant toujours que ce n'étoit pas assez. Il me dit donc : « Il faut tourner le visage à poupe. » Je lui répondis d'une voix ferme et résolue : « Je n'en ferai rien. » Il me montra d'un œil rude le coursier, et moy qui le prenois tout de bon, fis la première démarche pour m'y mettre. Me voyant résolu, il dit : « Vous dites que vous avez eu la fièvre hier ? » — « Oui, lui répondis-je, je l'eus hier. » — « Ha bien, dit-il, en voilà assez pour aujourd'hui ! » Puis il me dit : « Mais il faut lever le bonnet, pour... » et me montra la poupe. Je lui dis que non. Il me fit signe en coursier, et moy je lui marquay que j'étois prêt. Voyant encore ma résolution, il dit : « Mais vous lèverez donc votre bonnet ? » Je lui répondis malheureusement : *Oui, en la manière que je vous ay dit.* « En voilà, dit-il, assez pour cette fois. » Et en s'en allant, il dit : « Je retournerai. » Comme cet officier sortoit, le scandale que je vis que je donnois à mes voisins, commença à m'ouvrir l'œil sur ma faute. J'eus même quelque dessein de le rappeler, mais ce dessein étoit trop foible, parce qu'il n'étoit pas produit par une grande considération de la faute, et je dis : « Il dit qu'il retournera ; cela est certain, car je ne l'ai pas satisfait. Prends ce tems pour connoître le degré de ton innocence ou de ta faute. » Je ne voulus pas demeurer dans le péché de scandale. C'est pourquoy d'abord j'en écrivis à M. Fonblanche (c'est M. Serres l'aîné), et afin qu'il vit mieux au jour ce que j'avois fait, je lui déclarai tout nuement et sans enveloppe, que j'avois promis de faire mes prières dans le tems de leur service, la face en coursier. Ce monsieur ne tarda pas d'endosser

mon billet de ces paroles : *M. Barré* (c'est E. Maurin lui-même) *a eu grand tort de...* etc. *Faut-il que nous attendions qu'on prie Baal pour prier Dieu ? J'ay reçu bastonnade, et je suis prêt de la souffrir jusqu'à la mort, plutôt que de leur rien promettre.*

Dans ce raisonnement, je ne voyois pas encore clairement ma faute, mais je dis : ce que je ne vois qu'obscurément, ce monsieur le voit très-clairement. Il y a de l'engagement avec l'Eglise romaine, il y a du scandale ; c'est assez : faut s'en repentir. De ce moment, qui fut trois ou quatre heures après ma faute, je pris résolution de ne me tenir pas à cette promesse, et pour marquer le point de ma repentance, j'envoyai ce billet à Lequet, pour lui marquer que j'étois fâché de ce que j'avois promis ; que je me préparois mieux que je n'avois fait aux souffrances, et que j'étois toujours résolu à la mort. La prière du soir se faisant, je me tins toujours couché, et nonobstant les sollicitations du comite, je couvris ma tête. Le lendemain, qui étoit un dimanche, je fus en prière avant que la messe commençât, et, au lieu que quelquefois je faisois mes prières dans leur service, la tête toute nue, afin de ne leur donner pas lieu de croire que je tiendrois ma promesse, je tins mon capuchon sur ma tête. Le comite fit signe à un forçat de me le baisser, ce qu'il fit, et moi aussitôt j'y porte la main et le remets sur ma tête. Je les mécontentai de même aux vêpres, ce qui obligea l'aumônier, qui presque ne m'avoit jamais parlé, de venir à mon banc, où il me dit d'une manière plus que chagrine : Maurin, Maurin, es-tu là ? Comme je me dressois pour lui parler, il me dit : Je ne te parle pas, moy, ni de Paul, ni de Jean, ni de Pierre, parce qu'il n'y avoit du tout point de bon sens à me dire cela. Je lui répondis d'un air moqueur : Je le crois bien. Cette réponse le perça ; pour ne le pas faire paroître, il me tourna le dos et parla au comite ; puis, se retournant, il me dit : Est-ce que Paul vous le défend ? — Oui, lui dis-je, il me le défend. — Et où est-ce, me dit-il, qu'il vous le défend ? Je lui répliquai : J'aurois bientôt fait de vous le montrer, mais c'est à nous le tems de s'arrêter et non de parler. Ce monsieur se courrouça. Il dit au comite qu'il devoit faire son rapport au major.

Cette colère de l'adversaire, et ce qu'on avoit fait sur la *Fortune*, *Guerrière*, *Magnanime*, m'assuroit que le lendemain j'aurois une bastonnade qui me mettroit à la mort ou du moins bien bas. J'y

étois résigné, et parce que j'eus du malheur à raisonner avec le major, je me proposai de ne le pas faire davantage. Il vint donc le lendemain avec sa vitesse ordinaire, et dans ce grand air d'exécution, étant encore à quatre ou cinq bans de moi, il me dit : Et donc, vous ne voulez pas lever le bonnet? Je lui répondis d'une voix assez élevée, et qui put s'entendre de toute la galère : Monsieur, je ne saurais abandonner ma conscience. — Eh bien, répliqua-t-il, vous irez donc dans un cachot sous terre, où vous ne verrez jamais la lumière, et où l'on ne vous donnera que du pain et de l'eau. Jamais je ne fus plus surpris. J'admirai la bonté divine, qui, en conservant ma vie, ménageoit ma faiblesse. Je ne lui dis pas le mot, ne voulant pas lui témoigner ma joye, crainte qu'il ne me donnât pas le cachot. Mais il m'obligea de m'expliquer, et je lui dis que je préférerois ma conscience à tout. Ainsi le cachot où je suis, et où l'on me donne du pain et de l'eau, est une commutation de peine que je souffre depuis le 9 ou le 10 octobre que je suis ici, pour n'avoir pas voulu obéir au bonnet. Voilà, mes très-honorés Messieurs, ce qui est vrai dans cette épreuve. Cette vérité peut être attestée par le témoignage de ceux de la galère. Croyez, au reste, que j'ay eu bien du regret de ma faute. J'aurois peut-être à présent la couronne sur ma tête, et j'ay un cachot pour supplice de n'avoir pas souffert ce que je devois souffrir. Voici comment je reconnois la nature de ma faute. Lever le bonnet pour..., c'est se faire papiste; simplement accorder de tourner la face à leur mystère, c'est encore même chose, car ce signe signifie, dans l'usage, que l'on tire son bonheur de l'objet qui est là adoré, et qu'on lui en rend la louange. Mais je ne crois pas que celui-ci soit tout à fait si atroce que celui-là. Dans ma faute, ce n'est pas se faire papiste, mais c'est pourtant se noier en quelque chose avec cette communion, et être avec elle comme si on étoit un même corps. C'est, de plus, du temple de Dieu, qui est un temple vénérable, saint et sacré, qui ne peut être qu'uniquement dédié à lui, c'est en faire le temple de l'idole, ou, du temple de l'idole, qui est un faux temple impur et abominable, en faire le temple de Dieu; de quelque côté qu'on le regarde, par un œil illuminé, on y voit une grande offense contre Dieu, dont se doivent repentir ceux qui l'ont commise et se mettre en état de mourir, plutôt que de confondre le saint temple avec le temple impur, le paradis avec l'enfer, Dieu avec l'idole.

Je ne vous ay pas dit ici le nombre de mes bastonnades, parce que je ne le scay pas; mais il me sembloit que le poids des coups de la dernière étoit bien de vingt à vingt-cinq livres quelques-uns. J'ay encore un feuillet tout taché de mon sang, et un autre qui fut plus considérablement taché fut envoyé, par le sieur Lequet, à M. l'Ainé, et l'un et l'autre, qui marquent l'étendue de mes déchirements, n'est que le second sang de ma seconde bastonnade, le premier ayant demeuré à ma chemise; ma chair même moulue s'étoit prise à ma chemise. Je dis cela pour servir en cas de besoin contre le mensonge qui couvre ses cruautés. J'ajouterai que mes deux bastonnades me mirent dans une grande débilité de cerveau, dont je ressens encore quelques restes... Daté du 14 décembre 1700.

Signé : MAURIN.

LA PERSÉCUTION A HARGICOURT ET A TEMPLEUX

1771

LETTRE DE GOUI AU PASTEUR BRIATTE

(Au dos, le timbre de Versailles et cette adresse : *A Monsieur Briatte, chez M. Malfuson, pour remettre à M. Drancourt, à Saint-Quentin.*)

Communiquée par M. le pasteur Douen.

Voici encore un document inédit (1) qui, comme la lettre relative aux *prisonniers de Caudry*, ajoute de nouveaux faits à la glorieuse histoire des Eglises picardes.

Nous avons raconté, il y a dix ans (*Bulletin*, VIII, 532), dans quelles circonstances cent dix familles catholiques de Montbrehain, Nauroy, Hargicourt, Templeux, Jeancourt, Lempire, Vendelle, abjurèrent entre les mains du pasteur Gardien Givry et embrassèrent la foi persécutée au lendemain de la Révocation (1691). La courageuse piété de ces *nouveaux convertis*, librement et sincèrement convertis, triompha des persécutions du XVII^e et du XVIII^e siècle, si bien qu'il existe aujourd'hui un temple dans chacun des sept villages où les émissaires du grand roi n'en avaient point trouvé à détruire. C'est au sein de ces Eglises que déployaient un zèle évangélique Etienne Bove et les Gambier, nommés

(1) M. Rossier n'en a cité que quelques lignes, dans son *Histoire des Protestants de Picardie*.

dans la lettre dont M. le pasteur Fosse, de Templeux, a bien voulu nous laisser prendre copie, en nous promettant une autre pièce plus considérable.

L'énergique Etienne Bove, emprisonné pour crime d'assemblée, était de Templeux; le nom des Bove se trouve très-fréquemment dans les registres de l'Eglise de ce lieu, à la fin du XVIII^e siècle. Les Gambier, expatriés pour éviter la prison, appartenaient à une famille d'Hargicourt (1) encore florissante, dont plusieurs membres se rendaient au culte à Tournay, où ils allaient aussi chercher la bénédiction nuptiale (1731) peu après la promulgation de l'horrible loi de 1724 (*Hist. des Egl. de l'Aisne*, p. 128 et 129).

On trouvera des détails sur le pasteur Briatte et sur l'état des Eglises du Nord qui, dès 1766, émerveillaient Court de Gébelin par leurs *dispositions à se réformer*, dans l'*Hist. des Egl. de l'Aisne*, p. 134 et 135, et dans le *Bulletin*, XVI, p. 166 et 171; nous n'avons à y ajouter qu'une *rétractation*, fondée sur de nouveaux documents qui nous ont été communiqués. Contrairement à ce que nous avions pensé, Charles Coquerel ne s'est très-probablement pas trompé, en disant que les ministres Briatte et Bellanger n'étaient pas *soumis à la discipline générale*, et que leur présence excita quelque émotion (II, 528). Nous trouvons, en effet, dans une lettre-circulaire adressée par le pasteur Broca aux Eglises de la Haute-Picardie et de la Thiérache, en 1780, que Bellanger n'avait point fait d'études et avait prêché pendant quatre ans sans avoir reçu la consécration, qu'il obtint finalement à Lausanne. Nous ne savons si Briatte était dans le même cas. Enfin, nous savons aujourd'hui que Bellanger vécut au moins jusqu'en 1822, et fut l'un des bienfaiteurs de la Société Biblique. « Un Français, autrefois pasteur du Désert, que nos *troubles civils* (?) ont forcé d'aller chercher un asile à Guernesey, M. Bellanger, a cru offrir à sa première patrie le plus sûr témoignage de l'amour qui vit pour elle dans son cœur, en y encourageant la distribution de l'Evangile par sa rare et touchante libéralité. Après un premier don, déjà considérable, *Voici*, nous écrit-il avec une simplicité qui rappelle les anciens temps, *voici, je vous envoie 7,900 francs pour votre Société Biblique, qui fera la prospérité de la France et son bonheur.* » (*Rapport de la Société*, III, 25.) L'année suivante, il envoyait encore 1,200 francs.

Mais quels personnages étaient Prevot, qui s'entremettait auprès d'un ambassadeur (sans doute celui de Hollande), pour obtenir la grâce des protestants condamnés, et Goui, qui, à Versailles, intervenait auprès

(1) Ne pas les confondre avec les Gambier de Normandie, réfugiés en Angleterre, et dont descendait le célèbre amiral *lord Gambier*. (Voir *France protest.*)

du ministre, duc de la Vrillière, pour justifier Briatte, *le plus mutin de sa secte, écrit sur le livre rouge* et menacé des galères? Goui, que sa lettre peint comme un homme désintéressé, donne des conseils tout opposés à ceux de Court de Gébelin, qui voulait que les protestants ne cessassent point la célébration du culte et fissent acte de virilité. Au fond, qu'était-il, et qu'a-t-il fait pour nos Eglises? — Gébelin semble l'avoir ignoré comme nous, et s'être cru seul chargé de les défendre, lui qui écrivait en 1778 : « Toutes les provinces septentrionales, qui ont tant souffert depuis que je suis ici (il était arrivé à Paris en 1763), et auxquelles j'ai été sans cesse à même de rendre d'importants services, auraient besoin d'être aidées (pécuniairement), loin de pouvoir donner le moindre secours... Je voudrais pouvoir mettre sous vos yeux les diverses requêtes, mémoires, lettres, etc., composées en faveur des Eglises; les seuls titres de ce qu'on a fait en ce genre depuis deux mois formeraient un long catalogue, obligé de prendre successivement la défense du Cambrésis, de la Picardie, de l'Orléanais, etc. » (*Bulletin*, II, 573, 576.)

Il y aurait un fort intéressant travail à faire sur la nature des services réels ou supposés rendus par les divers agents qui travaillaient ou étaient censés travailler à la cour dans l'intérêt des Eglises. A côté de l'illustre et dévoué Gébelin, de Lecointe, des chapelains de l'ambassade de Hollande, et de Rabaut Saint-Etienne, député général après la mort de Gébelin, il y avait des hommes d'intrigue qui, dans l'unique but de « *faire pleuvoir de l'argent*, » faisaient parade d'une influence qu'ils n'exerçaient point, tiraient gloire de services qu'ils n'avaient point rendus, et calomniaient sans pudeur le fils d'Antoine Court. L'*Histoire des Eglises du Désert* et la *France protestante* ont déjà révélé ces faits, et nous les retrouvons, à la date de 1780, dans plusieurs lettres qui ne sont pas de nature à être publiées, bien qu'elles portent la signature de deux pasteurs qui ont fonctionné au Désert dans les Eglises du Nord.

Où trouver des renseignements sur Prevot et Goui?

O. DOUEN.

Que je suis aise, mon cher ami, que vous soyez sorti de Versailles sans avoir été connu! Depuis votre départ, j'apprends du ministre même que votre nom est en horreur et que vous êtes écrit sur le livre rouge; ainsi, après de si mauvais augures, ne vous avisez jamais d'apposer votre nom ni celui de votre famille, car vous seriez cause d'une mauvaise réussite. Que ceci ne vous alarme point, je ne vous le dis pas pour vous faire de la peine, puisque je partage celle que vous souffrez. Je vais travailler à vous remettre en bonne

odeur auprès du ministre, et vous, travaillez de votre côté à faire cesser totalement vos assemblées, et prenez garde de ne jamais épouser aucune querelle, parce que les plus petites fautes que vous y pourriez faire seroient toujours très-grièves dans ce pays-ci, attendu qu'on vous regarde comme le plus mutin de votre secte. Ainsi, voyez si vous aviez le malheur de vous laisser prendre en faute dans ce moment ici.

Je vous dirai qu'on accuse tous les mémoires que vous avez envoyés, et ceux que j'ai donnés d'après vos lettres, d'être remplis d'excuses; c'est ce que le ministre m'a reproché. Tenez, je vous prie, la main à faire cesser vos assemblées, car c'est le seul crime dont on vous accuse; de plus, le ministre a dit que, si cela ne finissait pas bien vite, on en appréhenderoit plusieurs au corps, et qu'il les enverroit aux galères pour donner exemple aux autres.

Voici la réponse du dernier mémoire : M. le duc de la Vrillière m'a dit que ces Messieurs Gambier avoient eu tort de s'expatrier, et que, s'ils s'étoient rendus aux prisons, il les eût fait élargir en peu de temps, comme j'espère qu'on va faire à M. Etienne Bove, en ma considération. Ces Messieurs sont cause que l'on n'a point encore élargi Etienne Bove, qui a dit, il y a six mois, que si on les mettoit en prison à cause des assemblées, on les y mettroit plus d'une fois; c'est ce qui prouve qu'on sait d'ici tout ce que vous dites et tout ce que vous faites. Je viens d'écrire à M. Prevot la manière avec laquelle il doit se comporter pour obtenir quelque chose auprès de l'ambassadeur; je lui en demande la réussite, parce que je me dispose à faire un généreux effort aussitôt qu'il me répondra. M. Prevot me demande le montant des dépenses que j'ai faites à ce sujet; je lui marque simplement de m'écrire sur un papier beaucoup plus petit, attendu que toutes les lettres que j'ai reçues à ce sujet m'ont coûté, les unes 3 livres, les autres 4 livres et 4 livres 10 sols... Rien autre chose à vous mander, sinon que je suis et resterai toute ma vie

Votre très-humble serviteur,

GouL.

BIBLIOGRAPHIE

VIE DE JEAN DIODATI, THÉOLOGIEEN GENEVOIS (1576-1649),
par EUG. DE BUDÉ.

C'est le glorieux privilège de Genève d'avoir été, aux jours de la Réforme, le refuge des nations, et « fait résonner haut et cler l'Evangile en langues estranges, » pour les nombreux exilés, Français, Flamands, Anglais, Espagnols, Italiens, qui se pressaient dans ses murs. L'émigration lucquoise y amena plusieurs familles de marque. De ce nombre était celle des Diodati. Charles Diodati, père du docte théologien dont M. Eug. de Budé nous raconte l'histoire, naquit à Lucques, en 1541, pendant une entrevue mémorable, eut pour parrain l'empereur Charles-Quint, et fut baptisé par le pape Paul III, qui ne se doutait guère que l'enfant qu'il introduisait ainsi dans l'Eglise serait le chef d'une famille célèbre dans la littérature réformée. Jean Diodati fit ses études à l'Académie de Genève, sous des maîtres tels que Bèze, Chandieu, Casaubon, et malgré son précoce savoir, il ne se consacra qu'assez tard au saint ministère. Bien jeune encore, il conçut une noble ambition, de conquérir Venise à l'Evangile, et le récit de son voyage dans la ville des Doges, de ses relations avec Fra Paolo Sarpi, l'historien du concile de Trente, est une des parties les plus intéressantes du livre de M. de Budé. C'est à cette même pensée que se rattache la traduction de la Bible en italien, qui demeure le plus beau titre de Diodati. « En dépit de quelques imperfections, inévitables en un temps où la critique et les études philosophiques n'étaient pas arrivées à la hauteur qu'elles ont atteinte de nos jours, cette belle œuvre eût été, sans l'intolérance de Rome, infailliblement adoptée dans les écoles d'Italie, et placée par l'Académie de la Crusca parmi les modèles du langage » (p. 167). Elle n'en est pas moins devenue un livre national dans la Péninsule. Diodati écrivit de nombreux ouvrages, et comme citoyen, ministre, théologien, fidèle à la tradition calviniste, il rendit d'importants services à sa ville natale. Comme juge, il fut mêlé à un procès qui eut un triste retentissement, et qui est du moins le dernier acte d'intolérance de la cité réformée (p. 233, 240). La France ne fut point étrangère à son activité. Il fut chargé d'une importante mission à Saumur. L'Eglise de Nîmes le compta, durant quelques mois, au nombre de ses pasteurs. Enfin, il entretenait un commerce épistolaire avec les plus célèbres protestants français, Rohan, Lanoue.

Gassion, Du Plessis-Mornay, qui honoraient son caractère et admiraient son zèle. Le président de Thou était au nombre de ses correspondants, et on ne lira pas sans intérêt la lettre inédite accompagnant l'envoi de la Bible italienne à cet illustre personnage qui, par son goût pour les livres, tient un si haut rang dans les lettres françaises. *La Vie de Jean Diodati*, puisée aux sources, composée avec méthode, écrite avec une élégante facilité, fait honneur à M. Eug. de Budé. C'est un heureux début, présage de nouveaux succès dans la carrière historique.

J. B.

LE LÉGAT DE LA VACHE A COLAS, DE SEDEGE, complainte huguenote du XVI^e siècle, précédée d'une Introduction, et accompagnée d'une glose d'Orléans, par EMMANUEL VASSE (de Crète). Paris, Académie des Bibliophiles. 1868 (134 pages in-12).

C'est dans notre *Bulletin* (t. VII et VIII, 1858 et 59) qu'a commencé de s'éclaircir l'histoire de la vache à Colas. Il semble donc bien naturel qu'un petit livre portant le titre ci-dessus attire notre attention. Cependant, après examen, nous ne lui eussions certainement pas fait cet honneur, si un journal protestant, dont la bonne foi a été surprise, ne lui avait décerné de regrettables éloges. Nous ne nous associons nullement à un tissu d'invectives, aussi plates qu'ordurières, contre l'Eglise romaine, et l'auteur, heureusement, n'est nullement un huguenot. M. Emmanuel Vasse (de Crète), planant au-dessus de ces régions surannées, est seulement un esprit fort.

Après plusieurs articles interrogatifs insérés dans le *Bulletin* par M. Read, et plusieurs bonnes réponses provenant de M. Ed. Fournier et de M. Rathery, on avait constaté que cette fameuse *vache à Colas* avait réellement existé. Elle appartenait à un paysan des environs d'Orléans, Colas Pannier, et ayant un jour fait une irruption malheureuse dans un prêche, elle avait été tuée par les assistants. A cette occasion, on n'avait pas manqué de chansonner les huguenots; ceux-ci avaient répondu; de là tout un cycle de petites poésies plus populaires qu'élégantes, qui avaient fait beaucoup de bruit en leur temps, c'est-à-dire en l'année 1604 ou 1605. Elles sont toutes perdues, sauf une, qui s'est retrouvée par hasard dans un recueil imprimé en Hollande (1695 et 1702). C'est une complainte protestante en vingt et un couplets, dont l'auteur s'amuse à décrire les dispositions testamentaires faites par la vache, pour léguer au pape et aux dignitaires de l'Eglise apostolique tous les lambeaux de son corps. Cette joyeuseté n'est pas bien piquante, ni les vers bien salés.

Voici le premier couplet et, en regard, l'un des plus mordants :

O Pape et Cardinaux,
Archevêques et Evêques,
Montés sur vos chevaux,
Et vous caphars, avecques,
Mettez les pieds à terre,
Pour chanter *libera*
Sur le tombeau funèbre
De la vache à Colas.

Aux capucins crottés
Mes oreilles présente,
Pour mettre aux deux côtés
De leur tête ignorante;
Aux cordeliers j'ordonne,
Ne les oubliant pas,
Que la corde on leur donne
De la vache à Colas.

Je soupçonne que M. Vasse aura eu connaissance du joli opuscule par lequel Hyacinthe Cordonnier s'est rendu célèbre au commencement du dernier siècle : *le Chef-d'Œuvre d'un inconnu*. C'est une spirituelle critique de l'érudition indigeste, sous la forme d'un interminable commentaire de la babiole suivante :

L'autre jour, Colin malade
Dedans son lit
D'une grosse maladie,
Pensait mourir, etc.

M. Vasse aura jugé que tout commentaire interminable sur une petite pièce de vers quelconque, devait nécessairement participer de l'enjouement et de la grâce de ce modèle. Or, voici quelques exemples de son goût, de sa grâce et de son tact littéraires :

Sur le mot *caphars* de la première strophe (p. 21) : « Dans les collèges « et lycées, on appelle caphard le mouchard de ses camarades : c'est « une sorte de vocation qui se manifeste de bonne heure. Dans les cou- « vents, tous les moines et toutes les religieuses se mouchardaient les « uns les autres, en vertu de leur vœu d'obéissance; et c'est en vue de « ce contrôle de l'espèce monacale qu'ils allaient toujours deux par « deux, tant elle avait paru vicieuse à ceux qui avaient entrepris de la « discipliner. »

Sur le pape (p. 24) : « Cependant, le syndicat du pape Alexandre VII, « dont je prépare (hélas ! plaignons l'Académie des Bibliophiles !) une « nouvelle édition, nous assure que même les souverains pontifes, « adúlés de Très-Saint Père ici-bas, ne trouvent pas dans saint Pierre « un homme plus à la main que les portiers de nos garnis. »

Sur la révocation de l'Edit de Nantes (p. 33) : « Un résultat si catho- « lique est dû, entre autres, à ces deux volailles : l'Aigle de Meaux et « le Cygne de Cambrai ! »

Sur la famille des Guise, et particulièrement sur Claude (p. 76) : « Il « était né vers la fin du règne de François I^{er}; son père était palefrenier; « son grand-père, vidangeur, n'était appelé que M. Fi! Fi!!! sa « mère....., etc., etc. »

J'épargne le lecteur en citant ces beaux traits, où le savoir se tient toujours à la hauteur du style; j'en pourrais citer bien davantage, et de bien plus forts. Cela n'empêche pas l'auteur, après s'être égayé de cette façon, au bas de chaque strophe de notre tiède et pâle complainte, de s'écrier à la fin de ce travail (p. 125) : « Dans mon humble opinion, « c'est un tour de force d'être parvenu à condenser tant de fureur dans « ce petit espace de vingt et une strophes de huit vers...; il faut, à mon « avis, avoir le cœur noyé de fiel et l'esprit ouvert à toutes les ven- « geances, pour jouir et se gausser jusqu'au bout de l'épée dont on « frappe. » Que cette apostrophe est juste, quand toute la bile, toute l'expectoration est dans le commentaire, et que cette indignation vertueuse sied donc bien au délicat M. Vasse !

Un dernier mot, au sujet du titre. On s'est demandé ce que c'est que les mots : de Sedege. Les doctes, comme M. Read et M. Rathery, se sont contentés d'y mettre un point d'interrogation. M. Vasse, lui, n'hésite pas : « Selon moi, dit-il, *de* est au lieu de *par*, et désigne l'auteur de la complainte du légat : il se nommait Sedege. » Voilà qui est bon pour des oreilles grecques, mais Sedege ne peut guère être un nom français, que nous sachions.

Légat, au XVI^e siècle, signifie legs; il signifie aussi un envoyé du saint-siège. L'auteur, enchanté du jeu de mots, avait complété et compliqué sa plaisanterie en annonçant par son titre qu'il ne s'agissait pas, dans cette chanson, d'un *legatus de sede romana*, mais d'un *legatus de sede genevensi*. L'édition originale portait probablement *de sede ge.* abrégativement; de là l'erreur des imprimeurs hollandais, qui n'ont fait qu'un seul mot des deux, et l'erreur du scholiaste qui a cru trouver un nom d'auteur là-dedans.

H.-L. BORDIER.

VARIÉTÉS

LE CHANT SACRÉ

(Fragment d'un discours de M. le pasteur Dardier.)

Voici venir le XVI^e siècle. Un souffle de Dieu passe sur l'Eglise; et la sublime vision d'Ezéchiél se réalise de nouveau : les ossements desséchés et dispersés se raniment, se rapprochent, se rejoignent, et un grand peuple se lève, un peuple de croyants, un peuple de saints et de martyrs. Or, savez-vous ce qui, après la lecture de la Parole de Dieu en

langue vulgaire, a le plus provoqué et le mieux entretenu dans le cœur des protestants de France cette grande rénovation religieuse? C'est le chant des Psaumes. Le poète le plus distingué de l'époque, Clément Marot, en traduisit quarante-neuf, de 1540 à 1543, et sa traduction fut faite directement sur l'hébreu, grâce au précieux concours du savant professeur Vatable. Calvin lui-même, qu'on pourrait supposer trop austère ou trop absorbé dans des travaux plus sérieux, pour s'être exercé à plier sa forte langue aux douces lois des vers, Calvin a traduit plusieurs psaumes, en particulier le XLVI^e et le XXV^e, avant que Marot les eût traduits; et si sa poésie n'a pas la souplesse et la grâce de celle de son incomparable émule, elle ne lui cède en rien pour la netteté, la vigueur de l'expression. Et il est remarquable que le premier mot du psaume XLVI^e soit précisément le mot de Luther dans son fameux cantique : *C'est un rempart que notre Dieu.*

Nostre Dieu nous est ferme appuy,
Vertu, fortesse et seur confort.

Les deux réformateurs ont exprimé l'un et l'autre la pensée de la Réforme : confiance inébranlable en la protection de Dieu. Et après tout, ces essais poétiques de l'illustre auteur de *l'Institution chrétienne* prouvent une chose : le prix qu'il attachait à ce que l'Eglise renouvelée pût s'édifier par le chant de pieux cantiques. Il fit plus : il prit sous son patronage les quarante-neuf psaumes traduits par Marot; et dans l'édition qui parut à Genève en 1543, il fit précéder le volume d'une belle épître *A tous chrestiens et amateurs de la Parolle de Dieu*, dans laquelle nous relèverons cette phrase : « Ce présent livre doit estre en singuliere recommandation à chascun qui desire se resiouyr honnestement et selon Dieu, voire à son salut et au profit de ses prochains. Et ainsi n'a point de mestier d'estre beaucoup recommandé de par moy, veu qu'en soy-mesme il porte son pris et son los (sa louange). » Théodore de Bèze commença à traduire le reste du Psautier quelques années plus tard, presque au lendemain de sa conversion et comme pour faire oublier les poésies trop légères qu'il avait composées alors qu'il était jeune et catholique. Il est tel psaume de lui, le LXVIII^e, par exemple, qui, sous le rapport du lyrisme et de la langue, est un véritable chef-d'œuvre; et il a passé, presque sans changement de style, dans notre recueil actuel :

Que Dieu se monstre seulement,
Et on verra soudainement
Abandonner la place.

Vous savez le reste. Dans ces vers rapides et enflammés, on sent le souffle de l'inspiration, mieux que cela, le souffle de la foi et la sainte ferveur de l'enthousiasme chrétien.

D'habiles musiciens, qui tous appartenaient à notre Eglise ou qui s'y rattachèrent, Guillaume Franc, Bourgeois, Claude Goudimel, le maître de Palestrina, Goudimel, le martyr qui fut massacré à Lyon quelques jours après la Saint-Barthélemy, d'autres encore firent la musique des Psaumes, soit la mélodie, soit l'harmonie. Et je n'ai pas ici à louer cette musique : « elle porte en soi-même son prix et sa louange, » vous dirai-je en répétant le mot de Calvin sur la traduction de Clément Marot. La mélodie primitive a été reproduite scrupuleusement. Et pourquoi l'aurions changée? Malgré les progrès merveilleux de la musique moderne, nous aurions été bien embarrassés d'en trouver une qui valut celle-là, et qui, suivant un autre mot de Calvin, eût plus « de poids et de majesté » et convint mieux à la gravité de notre culte évangélique.

Et d'ailleurs, nos pères ont chanté ces mélodies, si belles dans leur simplicité et leur largeur; ils les ont chantées dans les bons comme dans les mauvais jours : c'est donc un héritage sacré que nous avons à recueillir avec une pieuse et filiale vénération; et à Dieu ne plaise que nous pensions jamais à briser cette chaîne vivante de souvenirs et d'émotions, qui nous rattache au berceau même de la Réforme! Qui ne sait, en effet, que le chant des Psaumes a joué un grand rôle dans les commencements du protestantisme français, et qu'il tient une place considérable dans toute son histoire? Dans l'épître dédicatoire qui est en tête de l'édition patronnée par Calvin, Clément Marot avait dit :

Quand viendra le siècle doré,
Qu'on verra Dieu seul adoré,
Loué, chanté, comme il l'ordonne,
Sans qu'ailleurs sa gloire l'on donne?

.
O bien heureux qui voyr pourra
Florir le temps, que l'on orra (entendra)
Le Laboureur à sa charrue,
Le Charretier parmy la rue,
Et l'artisan en sa boutique,
Aveques un psaume ou cantique,
En son labeur se soulager.

Et ce vœu, que le poète exprimait dans ces vers pleins de charme, il put en voir la réalisation de son vivant. Il y eut, en effet, un élan merveilleux dans toutes les classes; ce fut une vogue extraordinaire, un engouement général; partout on chantait les Psaumes, non-seulement dans les assemblées publiques, mais encore dans les maisons particulières, dans les ateliers, dans les champs, dans les promenades publiques. En telle sorte que chanter des psaumes et faire acte de protestantisme devinrent bientôt des expressions synonymes. On était si heureux de comprendre ce qu'on chantait! si heureux de n'être plus condamné dans l'Eglise au

rôle purement passif d'autrefois, mais de pouvoir contribuer pour sa part à l'édification générale ! Les temples, il est vrai, étaient dépouillés de ces ornements extérieurs : cierges, tableaux, statues, tapis d'or et d'argent, qui s'étaient pompeusement dans les autres églises et qui ne leur étaient que trop nécessaires pour soutenir la majesté du culte. Nos pères n'ont pas voulu de ce vain étalage, qui était pour eux une espèce d'idolâtrie et qui détournait de l'adoration en esprit et en vérité. Mais si les murs de leurs sanctuaires ne brillaient point de cet éclat emprunté et à demi païen, il y avait du moins dans le recueillement et le chant des fidèles comme un rayonnement intérieur qui donnait au culte une pompe et une valeur suffisantes.

Hélas ! ces Psaumes, on les chanta bientôt dans des lieux et dans des circonstances que le poëte n'avait pas prévus : on les chanta dans les prisons, dans l'exil, sur le bûcher, au Désert, sur les bancs des galères. Et partout et toujours ils ont soutenu la foi, exalté le courage. Et que de psaumes ainsi consacrés dans l'histoire par quelque glorieux souvenir ! Quand on menait les martyrs au supplice, ils savaient par la foi qu'ils allaient échanger une vie de misère et d'angoisse contre une vie de gloire et de paix ; ils allaient donc à la mort le calme dans le cœur, la sérénité sur le front ; comme à saint Paul, il leur *tardait de déloger pour être avec Christ*, avec ce Sauveur qui était devenu leur véritable vie ; et ils chantaient d'une voix que la torture avait affaiblie, mais que l'émotion rendait vibrante, ce verset du psaume CXVIII :

La voici l'heureuse journée,
Qui répond à notre désir ;
Louons Dieu qui nous l'a donnée,
Faisons-en tout notre plaisir.
Grand Dieu, c'est à toi que je crie,
Garde ton Oint et le soutiens ;
Grand Dieu, c'est toi seul que je prie,
Bénis ton peuple et le maintiens.

Quand les prêtres qui les accompagnaient les obsédaient de leurs instances et voulaient leur faire invoquer les saints et la Vierge, leur promettant en retour le pardon de l'Eglise, c'était à Dieu qu'ils regardaient, à Dieu seul ; et, comme s'ils étaient déjà devant son tribunal redoutable, se recueillant dans une suprême prière, ils chantaient ce psaume de pénitence :

Miséricorde et grâce, ô Dieu des cieux !
Un grand pécheur implore ta clémence.

Et tant qu'il leur restait un souffle de vie, la voix de ces généreux confesseurs s'élevait du milieu des flammes ; — mais bientôt ils ne chantaient plus.

Aussi bien, la situation de nos pères persécutés ressemblait si bien à celle des Juifs captifs à Babylone ou opprimés par les rois de la terre, qu'ils n'avaient aucun effort d'imagination à faire pour se pénétrer des sentiments qui animaient les poètes sacrés alors qu'ils épanchaient leurs douleurs devant Dieu à ces époques de désolation et de deuil. Quand les temples étaient démolis et que la nouvelle Sion se réunissait furtivement sous le ciel de Dieu, dans quelque gorge sauvage, que de fidèles qui trouvaient quelque consolation à répéter d'une voix plaintive les paroles du psaume XLII, et particulièrement cette strophe, qui répondait si bien à leur état présent :

Pour pain je n'ai que mes larmes,
Et nuit et jour, en tout lien,
Lorsqu'en mes dures alarmes
On me dit : Que fait ton Dieu?
Je regrette la saison
Où j'allais en ta maison,
Chantant avec les fidèles
Tes louanges immortelles.

Et c'était des larmes véritables qui accompagnaient toujours l'expression de ces touchants regrets.

Et un jour, quand, exaltés par la persécution, ils se levèrent en armes dans nos Cévennes pour protéger les assemblées prosrites et pouvoir prier Dieu selon leur foi, qu'est-ce donc qui les soutint dans cette lutte inégale, ces sublimes insensés? Ce fut le chant des Psaumes. En face d'ennemis vingt fois plus nombreux, ils fléchissaient le genou sur le champ de bataille, et d'une voix éclatante que répétaient au loin les échos des montagnes, ils entonnaient ce psaume LXVIII^e qui a été appelé le chant de guerre des Camisards. Et alors, assurés de la protection de Dieu, ils accomplissaient des prodiges; et, par leur héroïsme obstiné, ils ont forcé l'orgueilleux monarque à traiter avec eux comme de puissance à puissance.

Que sais-je encore? Le chant des Psaumes était tellement leur nourriture habituelle, ils en avaient tellement dans le cœur les mélodies et les paroles, que bien souvent, quand ils se réunissaient au milieu de la nuit sur les ruines de leurs temples, et qu'ils se tenaient silencieux et priant sur cette place sainte, ils entendaient dans les airs comme une mélodie céleste : c'était les anges de Dieu qui chantaient les Psaumes du Désert, qui les chantaient dans le cœur des proscrits.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES AMITIÉS DE CALVIN

JOACHIM VADIAN. — MARTIN BUCER.

Les premiers mois de l'an 1551 furent marqués par un double deuil pour la Réforme. Elle perdit Joachim Vadian, bourgmestre de Saint-Gall, et le théologien Martin Bucer. Le premier était un de ces hommes d'un mérite exceptionnel, dont l'activité déborde un cadre trop étroit, et auxquels n'a manqué qu'une occasion pour franchir l'intervalle qui sépare la célébrité de la gloire. Né en 1484, élève et lauréat de l'Université de Vienne, en Autriche, il se fit remarquer par une aptitude extraordinaire aux sciences et aux lettres, et cultiva avec un égal succès la poésie, l'éloquence, la médecine, les mathématiques et la théologie. Revenu en Suisse après de longs voyages, il entretint une correspondance avec ses plus illustres contemporains, Erasme, Luther, Melanchthon, Zwingli, et ne contribua pas peu à l'établissement de la Réforme dans sa ville natale. Magistrat intègre, théologien conciliant, homme d'Etat habile, il fut l'arbitre des

négociations les plus importantes entre les Eglises helvétiques. Alors que la querelle sacramentaire, déchaînée de Wittenberg à Zurich, divisait les esprits, aigrissait les cœurs, il publia le livre des *Aphorismes* dans lequel il exposait avec autant de modération que de savoir l'histoire de la doctrine controversée. Dans les luttes des partis, il se montra l'homme de la paix, et sut obtenir la confiance, mériter le respect de ceux dont il ne partageait pas les passions.

Le nom de Joachim Vadian était depuis longtemps célèbre dans l'Helvétie, lorsque Calvin, s'éloignant de la France, vint chercher un asile à Bâle. L'éloquent auteur de l'*Institution chrétienne* se sentit de bonne heure attiré vers Vadian, et cet attrait mutuellement ressenti devint une amitié qui s'accrut encore par la distance et la séparation : « Avant de vous avoir vu, cher Vadian, je vous aimais, je vous vénérais. J'avais appris à vous connaître par vos écrits où brille tant de candeur, une vertu rare chez les savants de nos jours, une piété au-dessus de l'ordinaire, une solide érudition. Lorsqu'à Bâle tant de témoins m'ont attesté votre bienveillance pour moi, dont j'ai pu juger bientôt par l'accueil que vous m'avez fait, je n'ai pu que vous chérir encore davantage. Il faudrait être bien ingrat pour ne pas vénérer un homme qui a si bien mérité de l'Eglise de Dieu, et qui m'a reçu avec tant de bonté. Je considère votre amitié comme un honneur, et l'image de vos vertus depuis longtemps présente à mon esprit avant que je pusse les apprécier dans leur plénitude, est comme un lien qui redouble l'affection que vous m'inspirez et la rend à jamais durable (1). »

La lettre qui contient ce bel hommage était un appel adressé au crédit de Joachim Vadian en faveur des Vaudois de Provence voués à l'extermination par le parlement d'Aix et le féroce d'Oppède. Au premier bruit du massacre d'un peuple innocent, l'âme de Calvin, que l'on accuse si souvent

(1) « Ego te, mi Vadiane, antequam te facie notus essem, amavi semper ac colui, etc. » Lettre du 24 juillet 1545. Msc. de la Bibl. de Gotha, vol. 401.

de froideur et d'insensibilité, est profondément émue. Il écrit à Farel, à Oswald Myconius, à Bullinger, pour provoquer de promptes démarches des cantons suisses auprès du gouvernement persécuteur : « C'est le cœur brisé, que je m'adresse à vous, et non sans larmes; elles jaillissent avec une telle abondance que je ne puis parler (1). » Non content de ces messages multipliés, Calvin entreprend un pénible voyage pour exciter l'intérêt des magistrats helvétiques en faveur des populations de Cabrières et de Merindol déjà chassées de leurs demeures et placées sous le couteau. Il n'oublie pas Joachim Vadian dont le nom peut être utilement invoqué dans les conseils des républiques comme dans les délibérations des rois : « Je connais, mon cher Vadian, le crédit dont vous jouissez, et tout l'intérêt que vous prenez à cette affaire. Rien ne vous sera plus facile que d'obtenir de votre sénat qu'il intervienne auprès d'un monarque allié. C'est là ma seule prière, et je craindrais de vous faire injure en insistant davantage. » Les réclamations des cantons arrivèrent trop tard à la cour de France. Elles contribuèrent tout au plus à exciter de tardifs remords dans le cœur du roi, léguant à son fils une enquête stérile. Mais Vadian avait compris Calvin; il ne tint pas à lui qu'un grand deuil ne fût épargné au protestantisme français, une tache ineffaçable à la mémoire de François I^{er}.

Joachim Vadian mourut le 6 avril 1551, à l'âge de soixante-sept ans, entre les bras du poète Kessler, son ami, au moment où l'élévation de son caractère et les ressources de son expérience consommée semblaient le plus nécessaires à sa patrie. Les manuscrits de sa vaste correspondance conservés avec ses livres, dans la bibliothèque de sa ville natale, à laquelle son nom demeure attaché (2), attestent l'infatigable activité de son esprit et la rare bienveillance de son cœur ouvert aux plus nobles inspirations de la justice et de l'humanité. Sa

(1) *Confectus magis ore scribo, nec sine lacrymis, quæ sic erumpunt ut verba subinde abrumpan.* » Lettre du 4 mai 1545. Msc. de la Bibl. de Bâle.

(2) C'est la *Bibliothèque Vadiane*, qu'il ne faut pas confondre avec la célèbre Bibliothèque de l'ancien couvent de Saint-Gall.

perte fut vivement sentie par Calvin, qui avait reçu, peu de jours auparavant, l'annonce d'une autre mort plus douloureuse encore pour lui. Aussi réunit-il dans un même hommage, un même regret, Vadian et Bucer, ces deux belles intelligences qui venaient de s'éteindre presque à la fois : « Lorsque je pense, écrivit-il à Viret, au vide que de tels hommes laissent dans l'Eglise du Christ, je sens mon cœur saigner comme d'une nouvelle blessure. Dieu veuille que je sois rappelé avant tous les amis que j'aurais encore à pleurer sur la terre ! Je mourrai content (1). »

Les premiers rapports de Calvin avec Bucer nous ramènent à la jeunesse du réformateur français, traversant Strasbourg, pour chercher dans la ville d'Erasmus le recueillement nécessaire aux études tant de fois reprises, interrompues, qui devaient produire le chef-d'œuvre de la théologie réformée (2). Quatre ans à peine écoulés, un exil plus amer, car il n'était pas volontaire, ramenait à Strasbourg le réformateur banni de Genève, et réduit à la direction d'une humble paroisse de réfugiés dans cette métropole du Rhin. Il y trouva l'amitié de Bucer, et l'attachement aussi doux que profond de la femme dévouée par laquelle lui furent révélées les joies et les épreuves de la vie domestique. Bucer désigna Idelette de Bure au choix de Calvin ; c'est dire son meilleur titre à la reconnaissante affection du réformateur français, qui ne lui fit jamais défaut. Tout devait concourir d'ailleurs à unir deux hommes qui consacraient à la même cause des dons si divers : l'un, esprit régulateur et puissant, s'élevant sans effort à ces affirmations souveraines qui, dans les jours d'ébranlement, rallient les âmes, fortifient les cœurs pour les combats de la foi et les triomphes du martyr ; l'autre, d'un génie moins hardi mais plus souple, fait pour briller dans

(1) « Faxit Dominus ut reliquos omnes qui mihi lugendi essent, superstites relinquam ! Lætior moriar. » Lettre du 10 mai 1551.

(2) Une première lettre de Calvin à Bucer (septembre 1532) porte cette singulière suscription : *D. Bucero episcopo argentorensi*. Msc. du séminaire protestant de Strasbourg. C'est la recommandation d'un ancien anabaptiste.

les conférences des théologiens, pour délier sans peine le nœud des questions les plus compliquées et ménager les transactions qui concilieraient les points de vue les plus opposés, si la sagesse était seule écoutée dans les crises qui n'affectent pas moins les intérêts que les croyances. Deux traits sont à relever dans la vie de Bucer : avec Hedion et Mathias Zell, il établit la Réforme à Strasbourg, et s'inscrit à côté des grands rénovateurs du siècle. Mais la discorde éclate dans les rangs des réformés, méconnaissant leur parenté spirituelle et leur commune origine. Il s'efforce de rétablir l'unité de l'esprit par le lien de la paix, et de trouver la formule théologique qui conciliera Wittenberg et Zurich, qui désarmera peut-être Rome elle-même; tâche ingrate dans laquelle il consume, durant vingt ans, des facultés supérieures, sans obtenir d'autre récompense que l'anathème des partis qui l'accusent de faiblesse et de duplicité. Il y avait là un beau thème pour l'illustre auteur de l'*Histoire des variations*. Il n'a pas manqué de s'en emparer, pour la plus grande gloire de l'unité catholique entre Loyola et Saint-Cyran. Laissons à Bossuet le privilège de l'injure, et disons avec Théodore de Bèze, si juste appréciateur de Bucer : « Ses doctes écrits et commentaires, ses disputes et conférences es journées impériales, ses allées et venues pour pacifier les Eglises, feront toujours connaître sa singulière érudition, sa grande piété et son zèle conjoint à une excellente vertu (1). »

Calvin ne jugeait pas Bucer avec moins d'équité quand en réponse aux injustes défiances des théologiens de Zurich repoussant la formule de concorde des ministres strasbourgeois, il s'exprimait en ces termes : « La sincérité de Capiton vous est connue. Celle de Bucer ne doit être pour vous l'objet d'aucun doute. Bien que doué d'une perspicacité singulière et d'une rare pénétration, il s'étudie plus que personne à se renfermer dans la simplicité du texte sacré, à répudier les

(1) *Icones*. Voir la *France protestante*, art. *Bucer*.

vaines arguties qui ne lui inspirent que du mépris. Si vous avez quelque reproche à lui adresser, telle est la douceur et la modestie qui le distinguent, qu'il se laissera non-seulement avertir, mais réprimander patiemment. Usez seulement avec lui des égards et des communications fraternelles qui doivent présider aux rapports des disciples du Christ (1). » Cet éloge revient à plusieurs reprises, en termes variés, sous la plume de Calvin, et s'il exprime parfois un regret sur la trop grande facilité de Bucer aux concessions dictées par une modération naturelle ou par l'amour de la paix, il rend hommage à l'esprit éminent, au caractère élevé de celui qui, devançant à plus d'un égard son temps, ne voulait repousser aucun homme dans lequel il retrouvait l'esprit du Christ : « *Neminem condemno in quo aliquid Christi reperio!* »

L'épreuve la plus douloureuse pour Bucer, après l'insuccès de ses tentatives de conciliation entre le Luthéranisme et la Réforme, fut son exil de Strasbourg, triste fruit de l'anarchie de l'Allemagne et de la défaite des princes protestants à Muhlberg. L'*Interim* proclamé à Augsbourg, le 15 mai 1548, n'était que la restauration plus ou moins déguisée de l'Eglise catholique dans les contrées émancipées à la voix de Luther. L'humiliation de l'électeur de Saxe et du landgrave de Hesse traînés captifs à la suite de Charles-Quint, le sort de Constance effacée du rang des villes libres pour avoir osé maintenir ses privilèges, présageaient le traitement réservé à Strasbourg, si ses magistrats refusaient de courber la tête sous le joug, et d'accepter l'édit qui abolissait leurs plus précieuses libertés. « Malheureuse Germanie ! s'écriait Sturm. Bienheureux Luther de n'avoir pas assez vécu pour être témoin d'une telle honte (2) ! » Bucer refusant d'apposer sa signature à l'édit, encourait le redoutable ressentiment de l'Empereur et devait s'attendre aux premiers coups. Mais il était moins préoccupé de lui-même

(1) « *Tantum ostendite eam communicationem quæ servis Christi inter se esse debet.* » *Bullingeri*, 12 martii 1539. Msc. de Genève.

(2) « *O felicem Lutherum qui ista non viderit.* » Ch. Schmidt, *la Vie et les Travaux de Jean Sturm*, p. 80.

que de la chute des libres institutions qui avaient fait la grandeur de sa patrie adoptive : « Dieu vous donne, écrivait-il à Calvin, de conserver intact le dépôt de la foi, afin qu'il y ait du moins un lieu sur la terre où retentisse encore le pur Evangile! L'heure présente ne montre que trop que nous avons bâti sur le sable. La voix de la chair est écoutée préférablement à celle de l'esprit... Que feront nos magistrats? On l'ignore. Mais nous ne pouvons être sauvés que par un miracle. Priez pour nous (1)! »

A mesure que l'orage approchait, Bucer ressentait l'indignable angoisse d'un ministre du Christ, d'avance frappé dans ce qu'il a de plus cher, et prenant le deuil de toutes les espérances et de toutes les ambitions de sa vie. Un exil volontairement accepté, telle était peut-être la dernière marque d'affection qu'il devait au troupeau si longtemps instruit, consolé par sa voix. Mais que d'angoisses à la seule pensée du départ! « Je me sens retenu par les soupirs et les larmes des fidèles dont le nombre est plus grand qu'on ne saurait l'imaginer. Je ne partirai que si j'en reçois l'ordre du magistrat, car je veux sceller et non interrompre le ministère que Dieu m'a confié (2). Combien les prières de l'Eglise de Genève nous sont nécessaires en un tel moment! » Le 23 mars 1549, Bucer donna sa dernière leçon à l'Académie de Strasbourg. Peu de jours après il adressait du haut de la chaire de Saint-Thomas de pathétiques adieux à sa paroisse éplorée. Quelle ne fut pas sa douleur lorsque, le 6 avril, il dut s'éloigner furtivement de la cité dont il était la gloire pour se diriger, avec Paul Fagius, vers la terre d'exil, l'Angleterre, devenue alors le refuge des opprimés de toute nation et de toute langue!

Je voy passer de la mer au travers
Une grand'troupe, et un Roy sur le port,

1) « Non nisi miraculis servari poterimus. Tu ora pro nobis. » *Calvino*, pridie cal. octobris 1548.

2) « Obsignare enim non abrumperem ministerium nostrum, si vellet Deus, optamus. » *Calvino*, 20 febr. 1549.

Qui tend la main pour les tirer à bord.
 Que Dieu te doint, ô Roy, qui, en enfance,
 As surmonté des plus grands l'espérance,
 Croissans tes ans, si bien croistre en ses grâces,
 Qu'après tous Rois toy-mesme tu surpasses! (1)

Ce vœu du poète était celui de milliers de persécutés qui, fuyant les cachots et les bûchers du continent, n'invoquaient pas en vain la royale protection d'Edouard VI. L'archevêque Cranmer secondait dignement les intentions du jeune monarque. Mais ni la fastueuse hospitalité du palais Lambeth, ni le titre de professeur à Cambridge, ne purent faire oublier à Bucer ce qu'il avait laissé à Strasbourg. En pensant à sa femme et à ses enfants dont il était séparé, à l'œuvre interrompue de toute sa vie; il éprouva la nostalgie de l'exil, et il laissa s'épancher son âme en funèbres pressentiments dans le cœur de Calvin, alors en butte lui-même à des assauts plus durs que la mort : « Que ne puis-je, ô Bucer, lui écrivait ce dernier, te soulager d'une moitié des peines et des chagrins sous lesquels je te vois près de succomber ! Tous nos frères te supplient de ne pas te sacrifier sans profit. Parmi tant de sujets de larmes, tu ne saurais sans doute montrer un visage joyeux, ce que ne commandent ni la piété, ni la considération du bien public, ni le vœu de tes amis. Fais seulement un effort pour te conserver au service de Dieu et de son Eglise. Tu as déjà fourni une belle course et tu ignores ce qui te reste encore d'espace à parcourir. Peut-être que moi qui ne fais que d'entrer dans la carrière, je suis plus près du terme. Dieu sait le jour et l'heure. A nous d'attendre son appel (2). »

Dans une autre lettre, dont on ne possède qu'un fragment, Calvin adressait à Bucer, alors occupé de la traduction des saints écrits, les plus hautes consolations de la philosophie

(1) *Théodore de Bèze à l'Eglise du Seigneur. (Bull., I, p. 98.)*

(2) « Ego fortassis qui paulum a carceribus sum progressus, jam propior sum metæ. Sed in manu Dei est cursus nostri moderatio et finis. » *Bucero*. Sans date : 1549.

chrétienne : « La vérité, voilà notre bien le plus précieux, et si Dieu est la source de tout bien, nous ne pouvons rencontrer une parcelle de vérité, sans y reconnaître comme une voix du ciel. Mépriser les dons de Dieu ou les attribuer à l'homme, ne serait-ce pas le comble de l'impiété? La philosophie est un don divin, et tous les hommes doctes qui se sont succédé dans le cours des siècles, ont été suscités d'en haut pour faire briller un rayon de vérité sur la terre. Mais entre les écrits de l'homme et cette doctrine que Dieu lui-même a révélée pour servir de règle aux mortels, la distance est infinie. Ici quelques fragments épars de vérité qui n'apparaissent à nos yeux que pour nous donner le goût et nous inspirer le désir des choses célestes; là des trésors de sagesse capables de nourrir et de rassasier nos âmes. D'un côté une ombre, une image, qui s'effacent bientôt pour attirer nos pensées et nos aspirations plus haut; de l'autre une réalité que nous pouvons non-seulement connaître, mais toucher, saisir, et qui nous réserve ses fruits les plus savoureux... En un mot, l'Esprit divin se révélant à nous dans sa splendeur, et nous guidant comme à la clarté d'un soleil plus pur vers le terme de notre vie et la bienheureuse immortalité, par opposition aux étincelles fugitives qui ne brillent sur la route que pour nous laisser dans une obscurité plus profonde; voilà, cher Bucer, de quoi te soutenir dans les vicissitudes du terrestre pèlerinage vers le séjour permanent du repos et de la paix (1). »

La mort de Fagius succombant au bout de quelques mois aux tristesses de l'exil, fut comme le présage de celle de Bucer, à laquelle ne manquèrent du moins ni les consolations de l'amitié ni les suprêmes adieux de la famille. C'est dans une touchante lettre d'un autre réfugié, Pierre Martyr, devenu professeur à l'Université d'Oxford, après avoir prêché successivement l'Evangile à Naples, à Lucques et à Strasbourg,

(1) « Hinc collige ubinam peregrinari, et, ubi velit, fixis sedibus acquiescere debeas. » *Bucero*. Sans date : 1549.

qu'il faut chercher les détails de la fin paisible et chrétienne de Bucer s'éteignant, le 28 février 1551, à l'âge de soixante ans, sur la terre étrangère : « Il n'est plus, cher Hubert, celui que tu appelais ton Bucer et qui fut aussi le mien (1). Il nous a quittés pour aller à Dieu et au Christ, au milieu des témoignages de douleur et d'inexprimables regrets de tous les fidèles. Sa mort est pour moi un tel coup, que j'en demeure tout brisé, et comme séparé de la meilleure part de de moi-même. Tant que Bucer a vécu, je ne me sentais exilé ni à Strasbourg, ni en Angleterre. Maintenant je suis seul, et je n'ai plus de compagnon sur cette route que nous suivions d'un même pas, dans une parfaite harmonie d'esprit et de cœur. La main de Dieu s'est comme appesantie sur moi en me prenant un ami si cher (2)... Oh! que de fois, dans ces derniers temps, le nom de Strasbourg revint sur ses lèvres! De quelle sollicitude n'était-il pas animé à son égard! Absent de corps, il ne cessait pas d'être à Strasbourg en esprit. L'été dernier, il vint me voir à Oxford, et il passa onze jours sous mon toit. Que de pieux souvenirs! Que de doux entretiens! En parlant des frères dont nous étions séparés, il nous semblait que nous étions transportés au milieu d'eux, et que l'heure du retour avait déjà sonné pour les exilés. Il est parti le premier, non pour cette ville de Strasbourg qu'il a tant aimée, mais pour une cité céleste et meilleure, pour le séjour de paix et de félicité préparé par Dieu à ses saints, et que rien ne pourra lui ravir. Mon unique vœu est de ne pas être trop longtemps séparé de celui avec lequel j'ai vécu dans une si douce union (3). »

L'Angleterre honora par d'illustres funérailles l'éminent

(1) « Tuus, imo meus Bucerus... » Lettre à Conrad Hubert, du 10 mars 1551. *Historia vera de vita, obitu, sepultura Martini Bucerii*. In-12, 1562, p. 68, 70.

(2) « Nunc plane videor mihi solus esse desertus... Vere manus Domini tetigit me. » *Ibidem*.

(3) « Ne diu me patiat per mortem ab eo divelli. » *Ibidem*. Pierre Martyr survécut onze ans à Bucer, mais en quittant l'Angleterre, il y laissa une tombe, celle de sa femme, que ne devait pas épargner le fanatisme du cardinal Pole, son ancien ami, et de Marie Tudor.

réfugié qui, après quarante ans de travaux, était venu lui demander le foyer de ses derniers jours. Les docteurs Haddon et Parker, professeurs de l'Université de Cambridge, furent les dignes interprètes du deuil de la Réforme sur une tombe qui ne devait pas même garder les restes mortels confiés à sa protection. Au fils de Henri VIII et de Jane Seymour, à ce jeune Edouard, moissonné dans sa fleur et vivement regretté de ses sujets, succéda, en 1553, la fanatique Marie, qui couvrit l'Angleterre d'échafauds et de bûchers, et dans ses fureurs de restauration papistique, ne respecta pas même l'inviolabilité de la mort. Après un procès moins ridicule encore qu'odieusement, où le Saint-Office espagnol, importé par Philippe II, dut se reconnaître avec joie dans la fille de Catherine d'Aragon, le cadavre de Bucer, exhumé de la tombe avec celui de Fagius, et revêtu de l'habit de pénitent, fut brûlé en place publique, et sa cendre jetée au vent (1). Un des premiers actes d'Elisabeth, succédant en 1560 à Marie, fut la réhabilitation de la mémoire du réformateur. Ainsi, dans les vicissitudes du siècle, le tombeau n'était plus un sûr asile. L'outrage succédait à l'apothéose, et l'apothéose à l'outrage. Les révolutions qui agitent la surface de la terre et ne troublent que les vivants, poursuivaient, sous la pierre funèbre, les morts, tour à tour héros ou victimes du grand drame contemporain.

On a vu quel fut le saisissement de Calvin en apprenant la mort de Bucer. Il ne pouvait se consoler de la perte d'un homme qui honorait l'Eglise par son génie, ses vertus, et qui laissait un si grand vide dans ses rangs (2). Deux ans s'étaient à peine écoulés qu'il eut à déplorer le trépas d'Edouard VI, ce Josias de la Réforme, auquel il adressait de si belles lettres, et la dispersion ou la mort de tant de personnages distingués

(1) Voir, dans le journal *le Témoignage*, les intéressants articles consacrés par M. le pasteur Rathgeber au réformateur strasbourgeois, et notamment le dernier, du 1^{er} mai 1869.

(2) « Fieri non potest quin novo subinde mœrore excrucier. » *Farello*, 15 junii 1551.

réunis sous ce règne. Il échangea de mélancoliques messages avec Bullinger, le continuateur de Zwingli à Zurich, l'ami de Jane Grey. « Je ne puis, écrivait ce dernier, le 30 août 1553, distraire ma pensée du lamentable état de l'Eglise d'Angleterre. Je me demande avec angoisse quel est le sort de nos amis. Que sont devenus Pierre Martyr, et Jean Laski, et Hooper, évêque de Worcester; et Cranmer, archevêque de Canterbury; et le duc de Suffolk, et tant d'autres frères vénérés? Que Dieu les protège, et que sa miséricorde s'étende sur nous! (1) » Calvin partageait les angoisses de Bullinger, et parmi les péripéties de la grande lutte engagée à Genève contre les Libertins, il promenait tristement ses regards de l'Angleterre ramenée sous le joug de Rome, à l'Allemagne déchirée par les guerres civiles, et à la France arrosée du sang des martyrs; mais il levait ensuite les yeux plus haut, et avec l'imperturbable assurance du réformateur chrétien, il se répétait ces belles paroles d'une lettre à M. de Falais : « Je reconnois que Dieu nous veult du tout oster cest Evangile triomphant, pour nous contraindre à combattre sous la croix de nostre Seigneur Jésus. Mais contentons-nous qu'il face son premier mestier de garder son Eglise miraculeusement par sa vertu, sans ayde de bras humain (2). » L'attente de Calvin ne devait pas être trompée.

JULES BONNET.

(1) *Zurich Letters*, 4^e série, t. II, p. 741.

(2) *Lettres françaises*, t. I, p. 211.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LE PROTESTANTISME EN FLANDRE

EXÉCUTIONS CAPITALES A VALENCIENNES

1567-1568

Le Hainaut avait fourni déjà une longue liste de martyrs, parmi lesquels on citait avec vénération les noms de M. Nicolas, homme de savoir; Augustin, barbier, et sa femme Marion; les deux premiers, brûlés vifs en 1549, et la femme, enterrée vive; de Wauldruc Carlier, enterrée vive en 1555; de Jean Porceau, de Jean Deschamps, rôti vivant en 1558; de Thomas Moutarde, de Valenciennes, brûlé en 1559; de Guillaume Cornu, étranglé et brûlé en 1563, et d'autres. Malgré tant de pertes cruelles, la Réforme s'était propagée dans cette belle province, et Valenciennes était aux mains des protestants. La prédication y avait son cours, les Psaumes de David retentissaient sur la grande place de la ville, et les sacrements y étaient régulièrement administrés. En 1567, Valenciennes soutint un siège en grande misère, sans aide de personne du dehors; mais se voyant à la longue frustrés de toute attente de secours, ceux de la religion furent contraints de se rendre, le dimanche qu'on appelle des Rameaux, 23 de mars 1567. L'ennemi ne tint pas ce qu'il leur avait promis, et aussitôt après la reddition on rechercha les deux pasteurs, l'illustre Guy de Brès, auteur de la Confession de foi des Eglises wallonnes et du *Baston de la Foy*, et son digne collègue, Peregrin de la Grange, Dauphinois. On appréhenda aussi les principaux de la religion. Crespin, dans son admirable *Histoire des Martyrs*, cite dix des victimes les plus connues; puis il ajoute: « Et qui pourroit réciter les cruautés commises contre ceux qui estoient des Eglises réformées, non-seulement en ladite ville de Valenciennes, mais aussi à Cambray et Chasteau en Cambresis, Tournay, L'Isle, Aude-narde, Gand, Malines, Bruxelles, et autres villes et bourgades des Pays-Bas. Les tourmens que les adversaires ont fait endurer à tant de personnes sont encore tous sanglans. » C'est dans Crespin qu'il faut lire les conversations, les lettres, les disputes sur la religion, toutes pleines de foi, de piété et de savoir, de Guy de Brès et de Peregrin de

la Grange; dans l'édition de 1619, elles remplissent les folios 731-6 à 750-6; mais cette touchante et douloureuse histoire n'est pas complète, et pour connaître les humbles noms des nombreux martyrs de Valenciennes, nous devons rechercher dans les sentences criminelles du temps le souvenir des fidèles qui sont morts avec leurs héroïques pasteurs. Nous devons au manuscrit ST. 29 des archives de la Cour des comptes de Lille quelques listes que nous allons publier pour la première fois.

CH.-L. FROSSARD, pasteur.

De la mort des deux Michiel Herlin, des deux prédicants et de Jehan Mahieu.

Le [dernier] jour du mois [de mai] 1567, fut exécuté sur le marché de la ville de Valenciennes, Michel Herlin, l'ainé, seigneur de Gelain, capitaine d'une enseigne de bourgeois de ladite ville, lequel après avoir reçu son jugement d'avoir la teste trenchée, se donna cinq coup de son cousteau, et eult la teste trenchée, luy estant à l'article de la mort en sa chayre, et fut enterré en la chimitière Saint-Gerry, et despuis ayant esté six sepmaines en terre, fut déterré et porté renterrer en la place où on descharge le charbon de marisal, auprès de la porte de poterne, derrière la salle Le Comte (1).

Ledit jour fut pareillement exécuté par l'espée, Michel Herlin le josne, fils du dessus, ayant esté capitaine des chevaux légiers de ladite ville, pareillement enterré en ladite chimitière Saint-Gerry et pareillement déterré et renterré auprès de son dict père (2).

Jehan Mahieu, ayant esté capitaine d'une enseigne de gens de pié, appelé tout nuz, fut ce dit jour sur ledit marché exécuté par l'espée et porté enterrer au Mont Dazin (3).

Guy du Bray, natif de la ville de Mons, prédicant, fut ce dit jour

(1) Michel Herlin père s'adonnait, en prison, à la lecture de l'*Histoire des Martyrs*, et y puisait une grande consolation; il devait y figurer lui-même plus tard. On a prétendu qu'il s'était blessé d'un canivet en la poitrine; mais ce trait ne s'accorde guère avec les pieuses dispositions qu'il fit paraître jusqu'au dernier moment. Il fut porté au supplice assis sur une chaise, dont on coupa le dessus pour le décapiter plus aisément; son corps, exposé aux halles au drap jusqu'à l'après-dinée, bien tard, puis enterré. Crespin, p. 750. a.

(2) Michel Herlin fils, ou le jeune, exprime de touchantes alarmes au sujet de sa femme, emmenée à Lille par des parents qui voulaient la faire abjurer; fait ses adieux, en prison, aux pasteurs, avec actions de grâces et chant de psaumes. Comme on lui lisait, dans sa calenge (sentence), que ses biens étaient confisqués, il dit : « Voilà la saulce du poisson. » Crespin, *loc. cit.*

(3) Jean Mahieu, notable bourgeois chenu de vieillesse honorable. Crespin, *loc. cit.*

sur ledit marché exécuté par la corde et depuis porté enterrer desous la justice dudit Mont Dazin (1).

Peregrin la Grange, natif du Dauphiné, en France, pareillement prédicant de ladite ville, fut pareillement exécuté par la corde sur ledit marché et depuis porté reprendre à la justice dudit Mont Dazin (2).

De trois hommes exécutéz en la ville de Vallenciennes de diverses morts, l'an 1567, le 19^e d'octobre, à cause des troubles passés.

Pierre Mainez Fournier, demorant hors la porte Cambrésienne d'icelle ville, ayant esté reprins de justice d'avoir assisté à la recousse des prisonniers, faict l'an 1567, en depuis avoir commis homicide, dont il en aurait eu rémission de Sa Majesté, et depuis ayant esté tambourin de la compagnie de George Leblon, capitaine d'une enseigne de gens de pié, appelé tout nuz, condamné aprez d'avoir la teste trenchée, et ainsi exécuté.

Jullien Lefebvre, dit Toriche, ayant esté pareillement souldart à deux patarts de la compagnie Jehan Mahieu, capitaine d'une enseigne de gens de pié, appelé tout nuz, ayant saccagé les ymaiges aux villaiges de Reuvinie et Pronny, ayant eu premièrement la sentence comme celui de cy devant, mais pour cause qu'il ne s'est vollu confesser et retourner à la foy de notre mère sainte Eglise, icelluy fut condampné d'estre bruslé et ainsy exécuté ledit jour (3).

Guillaume Bacon, tailleur de pierre blanche, ayant pareillement esté souldart à deux patarts de la compagnie de Pierre Lefebure, pareillement capitaine d'une enseigne de gens de pié, aussy appelé tout nuz, ayant abbatu le cruchifix de l'église et monastère de Sainet-Pol, condapné d'estre pendu et estranglé tant que la mort s'en ensuyve et ainsy exécuté (4).

Aultre exécution faict audict Vallenciennes par la corde.

Pierre le Poivre, marchant de thoillet, natif de la ville de Mons.

(1) Guy de Brès. *La justice* est, comme on sait, la potence, les fourches patibulaires.

(2) Peregrin de la Grange, natif de Chate, près Saint-Marcellin, en Dauphiné. Crespin, p. 749. a.

(3) Rouvignies et Pronny, arrondissement de Valenciennes.

(4) Soldat à deux patars (*patar*, monnaie du temps).

Jean Matieu, bourgeois et marchand de vin de ladite ville de Valenciennes.

Allard Barre, marchand et drappier, ayant esté eschappés hors des prisons dudit Valenciennes avecq Nicolas Crameillon, bouchier, et depuis reprins hors la porte Cambrésienne d'icelle ville.

Pierre Ghiffeghem, orphevre, ayant esté lisseur aux presches (1).
Ernont, dit Judas.

Et Vinchant, viesbuirier, ayant saccagié en l'église Saint-Jean, iceulx nommez exécutés par la corde sur le marché dudit Valenciennes.

Autre exécution faict audit Valenciennes de divers morts, audit an 1567, le 29 de mars, pour cause des troubles y advenus.

Jehan le Thieullier, bourgeois et marchand de soyes, fut ledit jour exécuté sur le marché par l'espée et porté enterrer au Jardin Noel le Boucq (2).

Rollánd le Boucq, pareillement marchand de soyes, aussy exécuté par l'espée et enterré audit Jardin auprès dudit Thieullier (3).

Franchois Patout, marchand et merchier, aussy exécuté sur ledit marché par l'espée et porté enterrer dessoubs ladite justice du Mont Dazin (4).

Pierre de la Rue, le josne, chirier, aussy exécuté sur ledit marché par l'espée et porté enterrer dessoubs ladite justice du Mont Dazin (5).

Mathieu de le Haye, caucheteur, aussy exécuté par l'espée et pareillement porté enterrer dessoubs ladite justice (6).

Jean Cartus, prédicant ou ministre de la ville de Saint-Amand (7), ayant esté cordelier, après avoir esté dégradé par l'évesque de Crespín, fut exécuté sur le marché dudit Valenciennes ledit jour par la corde et lui avoit-on vestu d'ung casacquin jaulne et depuis fut porté reprendre à la justice dudit Mont Dazin (8).

(1) Lisseur aux presches, lecteur aux prêches.

(2) Jean Thiéville. Crespín, p. 751. b.

(3) Roland le Bouc, commis de la femme de Herlin père, endura constamment la mort. Il était diacre de l'Eglise de Valenciennes. Crespín, *loc. cit.*

(4) François Pattov, mercier, diacre. Crespín, *loc. cit.*

(5) Pierre de la Rue, le jeune, cirier, ancien de l'Eglise de Valenciennes. Crespín, *loc. cit.*

(6) Matthieu de la Haye, marchand de drap, natif de Haussy (village du Cambrésis), ancien de l'Eglise de Valenciennes. Crespín, *loc. cit.*

(7) Saint-Amand-les-Eaux, une des paroisses de la consistoriale de Lille.

(8) Jean Catten, selon Crespín.

Et Simon Fauveau ayant esté condempné en ladite ville de Vallenciennes, l'an 1562, d'estre bruslé, ayant esté rescous d'aultres de sa sexe hors des mains de la justice, fut le jour que dessus sur ledit marché estranglé à une attache et puis bruslé et converty en cendre (1).

Aultre exécution faite sur le marché dudit Vallenciennes, l'an 1568, le premier de juing, à cause desdits troubles, par l'espée.

Jean de Lattre, le josne, bourgeois et marchand, ayant esté remis capitaine d'une enseigne de bourgeois, lesquels avoient esté commis de par Sa Majesté, desquels en y avoit trois enseignes appellées les trois cens testes, au lieu du capitaine commis comme dessus, lequel s'estoit absenté à cause des troubles.

Michel Cambrier, bourgeois, ayant esté remis porteur d'enseigne d'une bande desdits trois cens testes au lieu de l'aultre, sestans retiré à raison que dessus.

Jehan Cartegnie, bourgeois et marchand, aprez avoir esté exécuté, porté enterrer en son jardin.

Jehan . . ., brasseur du Blan Cheval, ayant esté porteur de guidon à Michiel Herlin le josne, des chevaux legiers, bourgeois d'icelle ville de Vallenciennes, ayant esté reprins long espace de temps après la rendition de la ville au villaige de Errin, et ramené prisonnier en ladite ville (2).

Et Cartegnie, laisnier.

Exécution faite sur le marché de la ville de Valenciennes, de cinquante-sept hommes par l'espée, par cause des troubles passez, lesquels se sont rethournez auparavant leur mort à la sainte foy catholicq, esperand d'obtenir miséricorde, s'estans confessés et receu leur Créateur, et morts en icelle foy et enterrés en terre sainte, et furent exécutés, encavoir le lundy 18, dix; le mardy ensuivant, vingt, le merequedy 20^e vingt, et le joedy 21^e jour de janvier audit an sept, dont aucuns de leurs noms sont icy spécifiés, non point selon qu'ilz ont esté exécutés (3).

Claude Vinien, marchand.

(1) Attache, ou estache, est un poteau usité dans les supplices. *Rescous d'aultres de sa sexe*, signifie délivré par d'autres de sa secte.

(2) Errin, Hérin, commune de l'arrondissement de Valenciennes.

(3) Il ne faudrait pas prendre au sérieux la déclaration de conversion des

Pierre Convart, bourgeois et marchand, ayant esté maistres des ouvraiges et de ladite ville durant la closture d'icelle.

Nicolas Bassee, marchand.

Rolland de le Flecquier, marchand de vin.

Nicolas le Clercq, bourgeois.

Jehan Patout, maistre des orphelins.

Daniel de Ladeure, marchand drappier.

Franchois du Chastel du Quevroit, bourgeois.

Henry la Mere, marchand laisnier.

Claude Huttin, plombier.

Jehan Hanot, estaingnier.

Jehan Pucot, marchand de bestes.

Aimery Bettremu, hoste de la Hure en la rue Tournésienne.

Pierre de le Rue, le vieil, cambrier.

Franchois Darthois, marchand laisnier.

Jehan le Vasseur, serrurier.

Noel Machon, escoignier et laisnier.

Jehan Prez, bouchier et marchand.

Rolland Staquemboureq, fondeur d'artillerie de la salle le Comte en la ville de Vallenciennes.

Pontus du Blairon, cranier.

Jehan le Douille, tailleur d'image de blanche pierre.

Jehan Fichon, peintre.

Jehan de Naniure, chassetier.

Jehan Rogier, mosier du villaige de Frich, s'estant enclos en la ville.

Jehan de Wallers, natif de Miraulmont, pays de France, ayant servy Michel Herlin, le josne.

Jehan de Hollande, cousturier, ayant esté mouche aux inquisiteurs de la foy (1).

cinquante-sept victimes exécutées, selon Crespin, les jours suivants : lundi 24 janvier, dix; mardi 25, vingt; mercredi 26, vingt; le jour suivant, sept, p. 731. a.

(1) Mouche, mouchard, espion.

LETTRE DE THÉODORE DE BÈZE

AU PRINCE DE CONDÉ

{ 4 MAI 1578 }

La lettre suivante, non comprise dans les très-riches appendices de l'*Histoire des Princes de Condé*, par M. le duc d'Aumale, n'est pas moins honorable pour Bèze que pour le prince qui, dans sa courte carrière, se montra toujours digne d'entendre un tel langage. Moins brillant que son cousin le *Béarnais*, surtout moins heureux, Henri de Bourbon, dit son noble historien, « était austère dans ses mœurs, ferme dans ses principes, et il méritait le respect des réformés par la sincérité de ses convictions religieuses. » Il mourut, le 5 mars 1588, à Saint-Jean d'Angely, non sans soupçon de poison.

Monseigneur, le présent porteur est renvoyé devers vous par son maistre, tant pour vous supplier très-humblement de moyenner quelque provision pour son payement, selon que l'occasion se présentera, que pour vous faire entendre comment il va des bagues dont nous vous aurions escrit l'autre voyage, et ce d'autant qu'il vous a pleu mander à Monsieur Colladon et à moy que vostre intention estoit de les retirer; vous verrez donc, s'il vous plaist, l'estat de ce qui est du dessus et la diligence que le juge a faite à ce qu'elles ne fussent ny vendues à mespris, ni délivrées à Monsieur le maréchal de Damville, auquel je pensois du commencement qu'elles apartinssent encores. Vous en avez encores d'autres en Allemagne à ce que j'entens qui se mangent et se perdent pour vous, sur quoy ledit juge s'offre, s'il vous plaist, lui en envoyer le bordereau, de les retirer et les vous garder sûrement, attendant vostre oportunité plus grande, vous requérant seulement, qu'il vous plaise avoir esgard que ce qu'il a frayé pardeça pour les affaires, suivant l'escrit qu'il vous en a cy devant envoyé clos et arresté, a esté par vos mandemens et de Monsieur de Thoré estant lors ici et ayant pouvoir de vous. Et toutefois faisant en sorte que juge ait bonne assignation sur les deniers des Eglises comme la raison le veult, vous en demeurerez quitte, et aurez en accommodant ledit juge retiré vos bagues, en quoy sera tousjours le meilleur d'user de diligence à cause des intérêts. Je vouldrois encor, Monseigneur, attendu le

temps auquel la recepte seroit plus nécessaire que la mise, et veu que je ne me mesle guères volontiers de ces matières, ne vous importuner de telles choses, mais le désir que j'ay de vous faire très-humble service en tout ce qui vous concerne, et le regret que j'ay de veoir ce personnage en peine, et comme en danger de se veoir ruiné et ses enfants pour s'estre de si prompte volonté employé au besoin, me contraignent d'en user ainsi, et de vous supplier très-humblement de l'avoir pour recommandé.

Au surplus, quant à nostre estat depuis les dernières, que je m'asseure qu'aurez maintenant receues par un gentilhomme Bordelais, ne nous est rien advenu de nouveau, grâces au Seigneur, et combien que nous soyons encores hors les termes de garde extraordinaire, si sommes nous en espérance que le mal mesmes nous trouvera en occasion de plus grand bien, avec l'ayde de Dieu. Je le supplie, Monseigneur, qu'il en soit ainsy à l'endroit de tous, et nommément envers vous, auquel, entre tous aultres, il ne fault doubter, et le devez aussi avoir expérimenté, que Satan ne dresse des assaux les plus dangereux et difficiles à soustenir, surtout par dedans. Je vous supplie d'estre tant plus songneusement sur vos gardes, et vous souvenir des choses passées que vous avez veues et expérimentées en d'aultres et en vous-mesmes, dès vostre première jeunesse, vous proposant que ce temps là n'estoit que l'apprentissage de finesse en ceulx auxquels vous avez affaire aujourd'hui, qui y doibvent avoir bien profité depuis, attendu que suivant le dire commun, et ce que le jour de la Saint-Barthélemy nous doit avoir bien aprins, les apprentifs en tel mestier sont maistres. Et say bien qu'il y en a de ceulx que je tien pour bien sages et bien gens de bien qui jugent que ces advertissements nourrissent la défiance, et ne servent qu'à accroistre le mal. Dieu me garde de telle affection. Mais je penserois (justement, ce me semble) estre traistre à Dieu et à vous, Monseigneur, si je ne vous exhortois à estre mieulx advisé que ceulx qui se sont tant de fois trompés, et finalement perdus, et les aultres qui en dépendoient, pour n'avoir bien attrempé leur intégrité, avec autant de bonne prudence, et vous dirois volontiers non-seulement qu'il est besoin de ressembler aux serpents pour n'estre points séduits des enchanteurs, mais aussi qu'il est requis de devenir regnard, en ce qu'on dit qu'on ne prend jamais deux fois un regnard avec un mesme lacet. Mais en somme, Mon-

seigneur, pour vous garder de retomber en aucun de tels dangers, et pour en sortir quand on y est, c'est le seul Seigneur Dieu auquel vous devez avoir vostre recours en vérité, lisant et méditant ces deux excellents psaumes, et propres entr'aultres pour ceux de vostre degré et grandeur, à savoir le 101 et 119 dressés par le Saint-Esprit et couchés par escrit d'un si grand roy et si excellent prophète.

Entr'aultres choses, Monseigneur, je vous supplie, au nom de Dieu, vous ramentevoir ce que je vous ay souvent dict et escrit, c'est à savoir que ne devez jamais vous servir de gens qui soient notoirement vitieux, non pas mesmes souffrir qu'ils aprochent de vous ni de vos affaires, car [ce] sont ceulx qui attirent l'ire de Dieu surtout ce dont ils se meslent, quoiqu'ils tordent (?), et n'est pas chose difficile à les congnoistre à leurs paroles et à leurs faicts. C'est à vous à considérer plus qu'à nul autre, si vous aurez tousjours prins garde comme il estoit requis, si par ce moyen nulle occasion non jamais recouvrable s'est perdue ou non, si encore maintenant vous y avez l'œil, comme le temps le requiert, auquel peut estre que la première faulte sera la dernière, et de vous régler sur cela pour l'advenir. Bref, Monseigneur, si vous voulez comme je ne doute que vous ne le vouliez, estre vrayment digne d'une vraye louange, honorez le Dieu vivant et de parole et de faict. Si vous voulez n'estre point trompé, oyez plus tost la parole de répréhension que de louange. Si vous voulez estre bien servi, accompagnez vous de ceulx qui sont vrayment serviteurs de Dieu et que congnoistrez vous porter affection, non pour espoir d'avancement ou de recompense, mais pour ce qu'ils craignent Dieu et aiment ceulx qu'il fait instruments de sa gloire. Les temps esquels nous sommes, et ceulx qui ne sont pas loin, et l'obligation que je vous ay en général et en particulier, me contraignent de vous réitérer ces advertissements.

Monseigneur, priant de tout mon cœur nostre bon Dieu et Père, qu'il vous remplisse de son esprit avec toute efficace et vertu, et vous conserver très-heureusement et très-longuement à son honneur et gloire, à vostre accroissement et à la conservation des siens. De Genève, ce 4 de may 1578.

Vostre très-humble et très-obéissant serviteur,

THÉOLORE DE BÈSE.

(Bibl. de Genève. Orig. autographe, vol. 117.)

LES RÉFUGIÉS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

RELATION DU VOYAGE DE M. DOLIMPIE DANS LE WURTEMBERG
ET A ULM ⁽¹⁾

OCT. ET NOV. 1687

En conséquence des instructions qui me furent remises par MM. *Reboullet*, *Bruguier*, de la part du Consistoire de l'Eglise françoise de Zurich le 21^e octobre, et des lettres patentes de recommandation de la part du Sénat de ladite ville, je partis de Schaffhouse le 23^e à dix heures du matin.

En passant à Engue, à quatre heures de Schaffhouse, je m'informay exactement s'il n'y auroit point de réfugié françois arrêté en ce lieu, soit par maladie, ou autrement. Il ne s'y trouve personne.

J'ay fait la même recherche dans la plupart des autres lieux de la route, tant y allant qu'en revenant, dans lesquels je n'ay point arrêté, car pour ceux où j'ay séjourné quelques heures, je n'ay pas manqué de m'informer exactement de quelle manière on reçoit nos réfugiés, et s'il y a des malades, et j'ay prié les hostes et les autres bourgeois avec qui j'ay eu occasion d'avoir conversation, de leur estre favorables.

J'arrivay à Doutlingue un peu avant la nuit, d'abord je fus voir M. Le Cheller qui est le magistrat de cette ville; je le remerciay des soins qu'il avoit pris pour nos povres réfugiés, et le priay de continuer, et surtout à l'égard de ceux qui pouvoient tomber malades, pour qu'ils soyent receus dans les hosteleries en payant à un prix raisonnable; et s'il y en a des misérables, qu'ils soyent recueillis dans les hospitaux pour y estre traittés de la manière qu'on traite les povres du pays en pareil cas. A tout cella cet officier me repondit fort civilement, après avoir leu les lettres patentes que je luy exhibay. Il m'allégua ensuite que leurs forces estoient petites, et qu'ils avoient fait des grandes depenses pour les notres, mais qu'enfin ils continueroient autant qu'il se pourroit; que les hospitaux estoient fort peu de chose et mal pourvus, que cependant il fairoit

(1) Ce Mémoire est emprunté à la Collection Court, *Lettres et Pièces diverses*, vol. I. — Voir une lettre du ministre Rey à M. Dolimpie, *Bull.*, XVI, 128.

ce que je pouvois attendre. Il me dit qu'aux passants qui le désirent il faisoit donner depuis trois jusques à six cretzer d'empire, et me conseilla de voir le ministre spécial avant que de partir. Le lendemain matin j'allay voir le ministre spécial à qui j'exposay ce que dessus; il me parut fort touché et bien intentionné, et me répondit dans le même sens que le susdit officier.

Je trouvay là trois réfugiés qui avoient séjourné trois ou quatre jours, et qui rebroussoient chemin; je leur representai de passer outre pour aller chercher quelque établissement. Il y en eut un qui me parut disposé, mais il m'allégua qu'il avoit dépensé tout son argent par le mauvais conseil de son camarade, ou qu'il l'avoit employé à acheter une paire de souliers à Schaffhouse, M. le secrétaire de Zurich ne s'étant pas trouvé d'humeur de luy en donner. Il me parut avoir le désir de passer outre; je le mis dans la compagnie de quelques frères de Montaguac (?) qui alloient partir, lui fis donner un quart de goulde par le ministre spécial, et luy donnay moi-même quelques cretzer, et lui fis espérer que s'il me suivoit jusques à Stuttgart, je le ferois secourir pour continuer sa route.

Le soir j'arrivay à Balingue où je trouvay par la ville quelques réfugiés de Majele (?); je les appelay à mon logis; l' ils me dirent qu'il y avoit une famille avec des malades à l'hospital, et une autre au logis de l'Oye. D'abord j'allay voir M. le grand balif qui est un baron qui a quatre baillages sous son inspection. Je luy exposai le sujet de mon voyage, il me répondit que les grandes dépenses qui alloient à plus de huit mille gouldes et trois cents chariots, les avoient fort fatigués, que les hospitaux estoient mal pourvus, que cependant il avoit fait loger à l'hospital une famille misérable où il y avoit des malades, que même il leur envoyait de la soupe de son disné bien souvent, que d'autres povres gens estoient receus; qu'il ne manqueroit pas de continuer ses soins, me pria de voir le ministre spécial et de faire un rapport avantageux à M. le duc.

En sortant de la maison de ce grand balif, je rencontrai à la rue le ministre spécial à qui je representai le sujet de mon voyage, et le suppliai d'estre favorable à nos povres exilés, et surtout aux malades. Il me parut moins touché que celui de Dautlingue, et me dit que comme la charité doit commencer par soi-même, ils devoient prendre garde qu'en recevant nos malades dans leurs hopitaux, cela n'attirat quelque infection dans leur pays; qu'il verroit M. le balif

avec lequel il aviseroit de ce qu'il y auroit à faire; que comme il y avoit beaucoup de nos gens mal vestus, il n'estoit pas possible qu'il n'y en eut un grand nombre d'incommodés par l'injure de la saison.

De la j'allay à l'hospital où je trouvay dans un poesle chaud et propre Michel Bourlot de Fencstrelle et sa femme, ayant quatre enfans malades, couchés sur de la paille sous d'espèce de draps et de couvertures qui leur appartenoient. Je consolai les malades et leur fis la prière, en présence du directeur de l'hospital, de sa femme et de quelques autres personnes. Je donnai au père et à la mère les avis que je crus leur estre nécessaires tant à l'égard de M. le balif que des bourgeois. Le susdit Bourlot me représenta que le séjour d'un mois et ce grand nombre de malades luy avoit presque consumé le peu d'argent qu'il avoit, qu'il estoit vray que luy ou sa femme mendioit par la ville, et que les bourgeois luy donnoient du pain, du beurre, et diverses autres choses, mais que cependant il estoit obligé d'achepter plusieurs autres choses nécessaires pour ses malades; que M. le balif lui envoyoit quelquefois du bouillon.

Je fus ensuite à l'hôtellerie de l'Oye où je trouvay dans un lit Marie Rey, malade depuis dix ou douze jours. Je trouvay aussy dans la chambre Pierre Orcellet, son fils, commençant à se remettre d'une maladie de trois semaines, et se trainant par la ville pour aller mendier quelques secours pour sa mère et pour luy. Je consolay cette povre femme et lui fis la prière. A la porte de l'hôtellerie je rencontray Anthoine Empeta, d'Aix près de Die, attaqué de dyssenterie; je le menay chez un apoticaire que je priay de luy donner quelque remède pour le secourir. Il luy bailla de la poudre pour prendre dans un bouillon, et de l'onguent pour s'oindre le bas ventre, et ne voulut point prendre d'argent.

Le lendemain je retournay à l'hôpital et au susdit logis pour voir l'état de ces povres malades, et ayant fait venir à mon logis ledit Bourlot et Orcellet je baillay à Bourlot un goulde et demy et à Orcellet un goulde, et à Empeta demy goulde, ce que je couchay au pied de leur attestation, et leur dis mes sentimens sur la conduite qu'ils avoient à tenir. Après quoy j'allay prendre congé dudit sieur Balif qui me promit que dès que le médecin seroit arrivé, ce qui devoit estre pour le plus tard le lendemain, il l'enverroit secourir ces malades, et qu'il ne tiendrait pas à ses soins que tout ce que je

lui avois proposé ne se fit aussi favorablement que je le pouvois souhaiter.

Ce jour là j'allay coucher à Tubingue où d'abord je trouvay M. Royal, logé au logis de l'Aigle. M. Royal est un homme de trente ans, qui est sur le pié de gentilhomme, enseignant la langue française ; il est fils d'un ministre de Sainte-Foy, à ce qu'il m'a dit. Il prend grand soin de nos réfugiés, les présente à M. le ministre spécial, leur fait donner la passade qui est un batze d'empire, les fait loger et se fait un devoir de leur rendre service. M. Royal me mena chez M. le ministre spécial sur qui roule le soin des réfugiés. Je trouvay cet homme dans les mêmes dispositions de ceux dont j'ay desja parlé : il ajouta que lorsqu'il se trouve des malades parmi nos gens, il leur fait donner des chevaux ou des chariots pour les porter à Stuttgard. Je luy représentay que les malades avoient besoin de repos ; il me répondit qu'il n'en avoit pas vu encore parmi nos gens qui n'eussent la force de soutenir la fatigue du chemin, et que quand cela arriveroit à des misérables, il pratiqueroit ce que la charité exige.

Le lendemain matin je vis M. de Montvert, réfugié à Tubingue avec sa famille. Il est professeur en langue françoise dans le Collège Illustre, sous les gages de 600 liv. C'est un homme qui prend grand soin de nos réfugiés, dans les occasions, aussi bien que tous ceux de sa famille. M. de Montvert et M. Royal me firent voir les articles que M. Bartol, membre de l'Eglise françoise luthérienne à Stutgard, fait signer à ceux des nôtres qui veulent communier avec les Luthériens, et me dirent qu'ils les avoient envoyés en Hollande pour avoir le sentiment de M. Claude ; mais que la mort de M. Claude étoit cause qu'ils n'avoient point eu de réponse ; que cependant leur dessein n'estoit point de signer. Ils me témoignèrent d'avoir un grand désir de communier, et me prièrent de voir si à Schaffhouse ou à Zurich, ou en quelque village du voisinage de l'une de ces deux villes, on ne pourroit pas leur donner la communion un jour de dimanche autre que ceux destinés à cela, parce qu'il peut arriver que le mauvais temps, ou quelque autre accident ne leur permettent pas de se trouver les jours destinés à la communion. M. Royal qui m'avoit toujours accompagné, me voulut voir à cheval, et avant cela il donna ordre qu'on ne prit pas de l'argent de ma couche ; cette honnêteté et ses soins méritent que de la part du Consistoire on luy

escribe un mot de remerciement sur le rapport que j'ay fait. Cela produira encore un nouvel engagement à rendre service aux réfugiés.

Ce jour là qui estoit le mercredi et le 4^e de ma route, je me rendis à Stutgard où je trouvay M. Cazounaud et M. Gualhay proposant. Ce dernier m'assura qu'en diverses fois il avoit eu beaucoup de peine à faire recevoir les povres refugiez dans les hosteleries, et que sans ses soins ils auroient apparemment esté à découvert.

Le jeudi matin, je vis M. de la Motthe, béarnois, chirurgien, valet de chambre du jeune prince ; je lui rendis la lettre de M. Matte. Il me témoigna beaucoup de bonne volonté, et me dit que M. le duc estoit absent, mais qu'il devoit revenir le lendemain.

Le vendredi au soir M. le duc arriva, M. de la Motthe me fit espérer le samedi matin qu'à son disner il pourroit luy parler de moy. En effet sur les deux heures après midy il me vint dire que M. le duc avoit demandé de quelle manière je prétendois d'être reçu. Je répondis que je souhaitois de faire la révérence à S. A. S. et luy dire deux mots pour implorer la continuation de sa charité en faveur des povres exilés de France ; et afin d'estre d'autant mieux favorisé en ce que j'avois à luy demander, j'estois chargé de lui rendre une lettre de la part de leux Excellences de Zurich ; que c'estoit à S. A. S. de me prescrire l'heure, et la manière en laquelle elle désireroit que je me présentasse pour luy exposer le sujet de mon voyage.

Quelques heures après M. de la Motthe me vint dire que je pourrois voir M. le duc à l'entrée de la nuict. Sur les six heures il revint et me dit que M. le duc trouvoit bon qu'avant que je le visse, j'eusse une conférence avec M. le docteur Bardelly, directeur et président du Consistoire et du corps ecclésiastique de Virtemberg ; que je pourrois estre reçu le lendemain sur le soir.

Le dimanche sur les quatre à cinq heures du soir, le sieur de la Motthe me vint prendre à mon logis et me conduisit à la maison dudit docteur Bardelly à qui après les civilités ordinaires, j'exposai le sujet de mon voyage vers S. A. S., et le priai de m'estre favorable. Sur la représentation des duretés qu'on avoit faites à quelques-uns des notres de leur refuser le logement et le couvert, il me répondit que c'estoit contre le droit des gens, et qu'il avoit de la peine à croire que cela fut arrivé dans les Estats de Wirtemberg.

Sur la proposition de recevoir nos povres malades dans les hopitaux, que S. A. S. estoit portée de si bonne volonté envers nos refugiez, que j'e devois tout attendre de sa générosité. Je luy dis ensuite, que par occasion j'avois été chargé de proposer à S. A. S. de recevoir un nombre de familles commodes pour établir des manufactures dans les Etats du Virtemberg, et luy fis voir en peu de mots le profit qui en résulteroit. Il me répondit que je trouverois S. A. S. fort bien disposée à écouter cette proposition et que celle-là rendroit la première beaucoup plus favorable.

De là ledit docteur passa à la proposition de nostre union avec les Luthériens pour nous attirer facilement la protection et la bienveillance du corps ecclésiastique, qui est la seule chose qui s'oppose à un établissement qui ne pourroit que nous estre très-avantageux, et qui tireroit une infinité de nos povres gens de la misère. Il me dit qu'il avoit leu avec plaisir le traité de M. le docteur Heydegger, et qu'il prétend d'en tirer un argument invincible pour nous obliger d'aller à eux. Car puis que M. Heydegger avoue que les questions que nous avons avec les Luthériens ne sont que *circa fidem*, il s'ensuit que sans nous faire un grand préjudice, nous pourrons les franchir, au lieu que les Luthériens croient que les questions qu'ils ont avec nous sont *de fide*, qu'il ne leur est pas possible de franchir sans se faire un grand préjudice. Ainsi que sur ces difficultés c'est à nous à aller à eux.

Sur la question de la toute présence il dit que s'il arrive en cela que les Luthériens se trompent, leur erreur ne fait aucun outrage à la divinité, puisque c'est par un principe de trop attribuer à la toute puissance. Au lieu que si nous nous trompons en refusant de croire à la toute puissance, nostre erreur fait outrage à la divinité, en ne lui attribuant pas tout ce qui est deu à la toute puissance; c'est sur cela que roule tout son raisonnement. Au fonds il protesta que si la chose dépendoit de luy, les choses seroient fort faciles. Il me promit de voir S. A. S. le lundy matin pour luy rendre compte de ce que je lui avois exposé et de me procurer au plustost une audience. Cependant il me recommanda fort le secret sur la proposition de l'établissement.

(Suite.)

MÉLANGES

L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDIÉE AU RECORD-OFFICE (1)

Nous avons indiqué dans ses traits généraux la politique d'Elisabeth à l'égard de la France. On la verra se dessiner de plus en plus dans la suite de nos analyses.

Volume III. N° 40. *Lettre du roi de Navarre à Throckmorton. De Pau, le 6 mai 1560. Copie.*

Le roi vient de recevoir une lettre d'Amboise, datée du 15 du mois dernier; sans être sûr qu'elle lui ait été envoyée par Throckmorton, qu'il ne connaît en aucune façon, il est pourtant fondé à la lui attribuer, parce qu'elle contient une proclamation de la reine d'Angleterre, dans laquelle on prétend que les princes français l'ont appelée à leur secours. Comme premier prince du sang, il tient à contredire cette version, et il prie Throckmorton d'informer sa maîtresse que lui, le roi de Navarre, espère qu'elle ne fera plus usage, dans ses proclamations, ni de son nom ni de celui des autres princes. Une telle indiscretion pourrait, en effet, leur nuire auprès du roi, dont ils approuvent toutes les démarches. Les causes légères de mécontentement qui existaient autrefois ont maintenant disparu.

N° 52. *Lettre écrite par Mundt à Cecil. De Strasbourg, le 7 mai 1560. Ologr.*

Il n'a que peu de choses à dire sur l'état des affaires en France. L'amiral ne se trouve pas en mesure d'agir au temps marqué; on dit qu'il a perdu courage et trahi ses compagnons. Nous savons de bonne source que, pendant la semaine sainte, un traité a été conclu entre les rois de France et d'Espagne et l'évêque de Rome. Les alliés se proposent de détruire Genève, d'envahir Berne et d'attaquer les cantons où se trouvent des territoires appartenant au duc de Savoie, qui, à cause de cela, est nommé général. La guerre une fois commencée, le pape persuadera sans doute aux souverains confédérés d'y comprendre le reste des cantons protestants. L'Allemagne est tranquille, car une crainte réciproque empêche les deux partis d'agir. Le roi de France donne à entendre qu'il veut assembler un concile national, prétexte pour faire entrer dans son royaume huit

(1) Voir le *Bulletin* de novembre 1868, p. 542.

mille Italiens chargés, disait-il, de servir de garde à ce concile. Si les princes qui voulaient prendre les armes contre les Guises sont assez imprudents pour assister à cette assemblée, ils seront perdus; les Guises les accuseront, en effet, d'avoir conspiré la mort du roi et la destruction du royaume, et il ne leur sera pas difficile de persuader le peuple de ce prétendu complot.

N^o 119. *De Strashourg, le 23 mai 1560. Lettre de Mundt à Cecil. Ologr.*

On l'a prié plusieurs fois de demander à la reine si elle ne consentirait pas à aider divers princes français qui sont affligés de la présente tournure des affaires, mais il n'a jamais reçu jusqu'ici de requête bien définie, bien explicite à cet effet. Il en est arrivé cependant une, dernièrement, du prince de Condé, désirant qu'il fût écrit à la reine d'Angleterre, et à elle seule, touchant le secours dont on aurait besoin en France. Le roi fait répandre par ses émissaires, en Allemagne, le bruit que la rébellion qui a éclaté dans ses Etats n'a rien à démêler avec les questions religieuses, mais qu'elle est exclusivement dirigée contre son autorité et la tranquillité du royaume. On apprend que des rassemblements d'Italiens se font au nom du roi de France, qui se proposerait de les employer pour attaquer l'Angleterre; Mundt est d'avis que François II les destine à tenir en respect ses propres sujets.

N^o 234. *De Dreux, le 24 juin 1560. Throckmorton à Cecil. Ologr.*

Si Throckmorton entreprenait de raconter tout ce que les Guises ont fait depuis sa dernière lettre du 7, Cecil pourrait l'accuser d'être aussitôt enclin à observer les actions de ces deux princes qu'ils sont insensés en changeant à tout moment de dessein. Personne ne sait le soir où le roi logera le lendemain; de tous côtés viennent des nouvelles qui créent une inquiétude générale. Il n'est bruit que d'insurrection; ainsi, dernièrement, en Dauphiné, en Anjou et en Provence; lors du séjour du roi sur les frontières de Normandie, il y eut à Rouen, à l'occasion de la fête de *Corpus Christi*, une échauffourée pendant la procession solennelle; des deux côtés, bon nombre de personnes furent tuées ou blessées; enfin les catholiques eurent le dessous, et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que le roi a publié un édit ordonnant que les prêtres soient punis pour l'outrage qu'ils ont laissé commettre.

N^o 446. *Extrait d'une lettre de Throckmorton à la reine. De Melun, le 22 août 1560. Original.*

L'ambassadeur rend compte avec beaucoup de détail d'une audience qu'il a obtenue du roi, et après diverses explications au sujet de la paix entre les deux couronnes, le cardinal de Lorraine se plaignit à Throckmorton des bruits que l'on faisait courir sur le compte de la reine d'Angleterre. On prétendait qu'elle favorisait les

rebelles et qu'elle était dans le secret des projets ourdis par quelques séditeux en Normandie, et par d'autres traîtres qui s'étaient réfugiés à Strasbourg. Throckmorton répondit que la reine détestait tout ce qui avait l'apparence de la trahison; elle n'avait jamais rien ouï dire des choses dont parlait le cardinal, et si le bruit lui en était arrivé, elle n'aurait jamais aidé les rebelles de son avis ou autrement. « Mais, reprit le cardinal, ce que je vous dis nous a été révélé par un homme auquel nous avons fait donner la question. — Si la reine a entendu parler de toutes ces affaires, ce n'a été que par le bruit commun, et aussi par les nouvelles que je donne à Sa Majesté des incidents qui viennent à ma connaissance, de même que l'ambassadeur de France vous rapporte les choses qu'il est à même d'observer en Angleterre. Je prends Dieu à témoin que ni la reine ni son ministre n'ont favorisé ni ne favoriseront aucune révolte contre le roi. — J'espère donc, dit le cardinal, que la reine, votre maîtresse, ne souffrira pas qu'aucun des rebelles contre l'autorité du roi se retire en Angleterre. — Quoique mon pays ne soit pas aussi vaste que la France, répondit Throckmorton, cependant il est facile aux étrangers de s'y cacher, et il peut y en avoir plusieurs là, en ce moment même, à l'insu de Sa Majesté. » Le cardinal répliqua qu'il comprenait parfaitement cette explication, et que la reine de France, pour prouver la sincérité de son affection envers la reine d'Angleterre, voulait lui envoyer son portrait, espérant que sa sœur Elisabeth lui ferait passer le sien en échange.

N^o 468. *Lettre de H. Barnsloye à Cecil, en date du 28 août 1560. Original.*

Le 25 du courant, pendant un sermon prêché à l'église de Saint-Ouen par un théologien de Paris, il s'éleva un grand tumulte entre les protestants et les catholiques; plusieurs personnes furent tuées, et il y eut un nombre considérable de blessés. Là-dessus, les magistrats défendirent, sous peine de mort et de confiscation, que l'on prononçât aucun sermon jusqu'à nouvel ordre. Le lendemain, à deux heures, sept mille personnes se réunirent dans le marché neuf; on chanta des psaumes, puis un ministre, montant sur une chaise, fit une exhortation qui dura jusqu'à quatre heures. L'assemblée se dispersa ensuite fort paisiblement; cinq cents arquebusiers formaient une espèce de garde pour défendre leurs frères contre une attaque de la part des papistes. Le 17 du courant, lors de l'ouverture de la grande foire de Jumièges, un moine commença un prône suivant l'usage; mais les auditeurs, ayant peu de goût pour sa doctrine, le firent descendre de sa chaire et obligèrent un autre d'y monter à sa place.

N^o 483. *Extrait d'une lettre de Throckmorton à Cecil. Melun, 3 septembre 1560. Orig. ologr.*

Le 29 août, le vidame de Chartres fut arrêté chez lui par le lieu-

tenant criminel, et conduit sur sa mule avec un nombreux détachement de gens armés jusqu'à la Bastille, où il est retenu prisonnier. Il s'agirait, dit-on, de lettres envoyées par lui au roi de Navarre, qui ont été interceptées et qui contenaient des détails séditieux. On fait courir le bruit aussi que M. de Randon est pour quelque chose dans cette nouvelle affaire.

N^o 681. *Pétition adressée au roi par les Etats de Touraine. Copie.*

La noblesse de Touraine, réunie à Tours, rédigea, le 26 octobre 1560, une pétition qui devait être présentée au roi et aux états-généraux convoqués pour le 10 décembre. Je transcris les premiers articles de ce *cahier de doléances*, que l'on trouvera sans doute fort curieux.

1. Plaise au roi d'ordonner une réforme de la religion suivant le pur Evangile de la Parole de Dieu.

2. Plaise au roi de punir tous les vagabonds, voleurs, gens de mauvaise vie, adultères et blasphemateurs, et de supprimer les maisons mal famées.

3. Plaise au roi de faire donner aux membres des Etats des saufs-conduits pour se rendre au conseil et en revenir, et que nul ne soit persécuté pour opinion exprimée par lui devant ledit conseil.

N^o 781. *Lettre écrite à la reine par Frédéric, comte palatin du Rhin. De Heidelberg, le 7 décembre 1560. Orig.*

Il a appris par sa cousine, la princesse de Condé, que le prince mari de celle-ci est en prison à Orléans, et que sa mère, Madame de Roye, est prisonnière aussi à Saint-Germain-en-Laye. Le comte palatin ne sache pas qu'il y ait d'autre cause de ces mesures sévères que la religion, Condé favorisant en France les malheureux persécutés qui professent la foi qu'il a embrassée lui-même. Le comte prie la reine d'intervenir en faveur du prince et de la princesse; il se déclare prêt à agir de concert avec elle sur ce sujet.

N^o 832. *Extrait d'une lettre de Throckmorton à la reine. Orléans, 31 décembre 1560. Orig.*

(Lettre fort longue dont on extrait la partie relative aux affaires de France.)

Le roi de Navarre étant allé voir le maréchal de Saint-André, qui n'était pas bien portant, Throckmorton lui envoie le soir même demander une audience. Le roi répondit qu'il serait occupé pendant toute la matinée, et que le loisir dont il pouvait disposer, tant à dîner qu'après ce repas, était fort court. D'un autre côté, il tenait à avoir avec lui une conversation détaillée, et le pria donc de venir souper avec lui le lendemain. Throckmorton se rend chez le roi le 23 et y trouve le cardinal de Bourbon, les ducs de Nevers et de Bouillon, l'amiral et le comte d'Eu. Le roi le mena à l'écart près de son lit et lui témoigna combien il était fâché de n'avoir pas pu se

trouver à l'audience qu'il avait eue de la reine mère. Throckmorton lui dit que la reine d'Angleterre voyait avec une grande joie les affaires publiques de la France mises entre ses mains, car il avait en vue l'avancement de l'Évangile, d'autant plus que Dieu était intervenu visiblement en sa faveur lorsque, dans les circonstances récentes, il avait couru un notable danger. Elle comptait qu'il entretiendrait de bons rapports entre le roi et elle, afin que les sujets des deux nations vissent la différence qu'il y a dans un gouvernement quand ceux qui en sont revêtus professent la véritable religion suivant la Parole de Dieu, et quand, au contraire, ils l'oppriment et la persécutent.

Le roi remercia la reine et dit qu'il avait pour elle une affection singulière, parce que, grâce à elle, la foi à l'Évangile était répandue par toute l'Europe, et il avait la confiance qu'elle l'étendrait encore davantage. Le meilleur moyen, répliqua Throckmorton, d'arriver à ce but, serait que le roi de Navarre et la reine d'Angleterre eussent les mêmes vues religieuses, et maintenant qu'il avait le pouvoir entre ses mains, il ne tenait qu'à lui de frapper un grand coup. Si le roi, conseillé par lui, acceptait le concile de Trente, non-seulement la religion serait à jamais détruite en France, mais elle s'affaiblirait dans les divers pays où elle a pris racine. Le roi répondit qu'on était bien résolu de ne pas accepter le concile de Trente tel qu'il avait été publié; le gouvernement français avait envoyé à Rome demander la réunion d'un nouveau concile; on voulait bien que l'assemblée se tint au même lieu, mais on refuserait d'accepter la suite du concile qui avait été commencé du temps du pape Paul III. « C'est bien fait, répartit Throckmorton, car si vous acceptiez le concile tel qu'il a été promulgué par la bulle, vous souscririez par cela même tous les articles publiés depuis l'ouverture de cette assemblée, et alors il serait inutile de parler d'une réforme quelconque. — Voilà précisément pourquoi nous avons agi comme je viens de vous le dire, et nous sommes déterminés de n'envoyer personne au concile, si les princes allemands n'y vont pas ou ne s'y font pas représenter. --- Lorsque vous parlez des princes, entendez-vous les catholiques ou les protestants? — Les protestants, sans doute; mais la reine, votre maîtresse, que se propose-t-elle de faire? — Je ne le sais pas d'une manière certaine; je crois toutefois que si les princes protestants envoient des députés au concile, elle s'y fera représenter aussi. — A la bonne heure; et il faut des deux côtés renoncer à toute obstination et faire bon marché des points non essentiels, afin de retenir l'unité. Si nous ne pouvons pas tomber d'accord sur la réunion d'un concile général, je pense que nous en convoquerons un national en France, et la reine d'Angleterre ferait une chose très-utile d'y envoyer quelques savants théologiens. Quant à moi, je ne suis pas assez ambitieux pour désirer de gouverner seul, et je

n'ai pas assez d'entêtement pour vouloir faire quoi que ce soit sans prendre d'avis. La reine mère, Dieu en soit loué, commence à prendre goût à la véritable religion, et j'espère qu'elle élèvera le jeune roi, son fils, dans la crainte de Dieu. — J'ai bien peur que le cardinal de Lorraine et le duc de Guise n'aient trop d'influence sur elle. — Je suis fort tranquille sur ce sujet, car la reine mère est prudente, et elle m'a donné à entendre qu'elle mettait en moi la plus grande confiance. La preuve de ce que j'avance, c'est qu'il est convenu que M. d'Anjou épousera ma fille, et que mon fils épousera Madame Marguerite, sœur du jeune roi. — Malgré ces nouvelles rassurantes, répondit Throckmorton, la gloire de Dieu a, je le crains, trop d'adversaires dans ce royaume. »

N° 834. *Extrait d'une lettre de Throckmorton à Cecil. Orléans, du 31 décembre 1560. Orig.*

La maison de Guise a en ce moment peu d'influence; les princes lorrains comptent principalement sur le bon vouloir du roi d'Espagne; c'est lui qui les remettra en crédit, tant pour la religion que sous d'autres rapports. La reine mère, le roi de Navarre et le connétable ont le gouvernement des affaires, et c'est là une circonstance que la reine d'Angleterre ne doit pas perdre de vue, soit lorsqu'elle leur écrira, soit dans les instructions qu'elle enverra à son successeur, à lui, Throckmorton. De même que le roi d'Espagne fera son possible pour anéantir la vraie religion, de même il est de la politique de la reine de travailler à la propager. Throckmorton croit que si elle s'y prête, la foi de l'Evangile se répandra en France, et de là en toute l'Europe. Il a eu dernièrement une entrevue avec l'amiral, dont la vertu et la sagesse sont fort estimées. L'influence qu'il exerce sur le roi de Navarre et sur son oncle le connétable est très-grande. Il a appris de lui que si la reine veut s'appliquer énergiquement à la chose dont il est question, le résultat en sera fort heureux.

N° 838. *Lettre de la reine Elisabeth à la reine mère. Décembre 1560. Copie.*

Elle lui fait ses compliments de condoléance sur la mort du feu roi, et la complimente sur l'avènement du nouveau monarque. Elle est particulièrement aise d'apprendre de l'ambassadeur d'Angleterre que la reine mère désire réformer les abus, qui sont en ce moment si nombreux dans la chrétienté, et qu'elle veut travailler à rétablir l'union de l'Eglise. L'ambassadeur (Throckmorton) aura l'honneur de l'entretenir plus en détail sur ce sujet.

N° 839. *Lettre de la reine Elisabeth au roi de Navarre. Décembre 1560. Minute.*

Elle a chargé son ambassadeur, Throckmorton, de l'assurer qu'elle désire soutenir l'administration des affaires de France telle

qu'elle est conduite par la reine mère et par lui. Elle espère qu'ils s'occuperont tous deux de réformer les abus et de travailler à la réunion de la chrétienté.

N° 857. *Lettre de Francis Edwards (1) à Cecil. Dieppe, 1^{er} janvier 1561. Orig.*

Les congrégations des protestants de Rouen, de Dieppe, ont envoyé demander au roi la permission de faire annoncer ouvertement la Parole de Dieu. Cependant, et surtout à Dieppe, les fidèles se réunissent chaque jour dans un grand local où on prêche, et où les mariages et les baptêmes se célèbrent. La liturgie en usage est celle de Genève. Il a assisté ce jour même, dans la maison dont il parle, à une réunion de plus de deux mille personnes. Les choses se passent de même à Rouen, mais les assemblées n'y sont pas si nombreuses. Il espère que la Parole de Dieu pourra être librement prêchée, sans quoi les désordres éclateront.

N° 898. *Extrait des instructions remises au comte de Bedford, qui se rendait à la cour de France. 20 janvier 1561. Copie.*

1. Ayant pris avec lui des lettres de la reine, il se rendra à la cour et y agira, de concert avec Throckmorton, pour l'accomplissement de la mission dont il est chargé.

2. Il fera ses compliments au roi et l'assurera du désir qu'a la reine de conserver son amitié. Il remettra ensuite l'autre lettre à la reine mère, et lui dira que la reine Elisabeth a toujours entendu dire combien elle était disposée à entretenir l'amitié entre les deux pays, même pendant ces temps difficiles. Elle a la confiance que Sa Majesté fera maintenant une déclaration ouverte de ces sentiments.

3. Il donnera au roi de Navarre la lettre qui lui est destinée; si c'est en présence du roi de France, de la reine mère et des autres princes, il se bornera à lui dire combien la reine d'Angleterre est aise qu'il se trouve au pouvoir; elle pense, en effet, qu'il donnera aux Français des avis calculés pour dissiper toutes les difficultés passées. Si l'entretien qu'il a avec le roi de Navarre est en particulier, et qu'il puisse lui parler à cœur ouvert, le comte et Throckmorton le féliciteront d'abord sur ce qu'il a échappé aux dangers dont il était menacé avant la mort du feu roi. Ils lui rappelleront ensuite combien il se rendra agréable à Dieu s'il avance l'honneur de son saint nom et la cause de l'Evangile; il y va même de sa sûreté, et plus il différera, plus le succès sera difficile. Si le roi reçoit favorablement ce discours, il faudra lui demander quelles sont ses intentions relativement au concile général de Trente; et si on remarque qu'il est disposé à discuter cette affaire, on devra tâcher de le convaincre que ce concile ne sera d'aucun usage pour réformer les erreurs et corriger le clergé, s'il n'est tenu comme le furent les

(1) Un des nombreux et obscurs agents de Cecil.

anciennes assemblées du même genre, avant que la tyrannie des papes et des cardinaux ne les eussent corrompues. Ainsi, la reine est persuadée qu'aucune réforme ne sera possible tant que le pape et le clergé refuseront de se soumettre, dans un concile général, à la règle établie par les Pères et les évêques de la primitive Eglise, et qu'ils ne voudront pas accepter les prescriptions de l'Ecriture et des anciens canons, de sorte qu'un concile tel qu'on se propose de le tenir ne servirait qu'à tromper les princes chrétiens et à augmenter leur tyrannie. Il faudra donc prier le roi de faire en sorte que les hommes savants en théologie et en droit, qui ont à cœur la réforme de l'Eglise, obtiennent soit la réunion d'un concile d'après les vues qu'on vient d'exposer, soit l'ajournement de celui de Trente. Avant toute résolution, il serait indispensable d'avoir l'avis des princes protestants d'Allemagne, et de prévenir la reine d'Angleterre pour qu'elle aussi puisse émettre son opinion.

N^o 4022. *Instructions remises à Tremellius par le comte de Bedford et Throckmorton. Fontainebleau, le 22 février.*

Emmanuel Tremellius avait été envoyé d'Allemagne à la cour de France, pour tâcher d'obtenir la permission de prêcher l'Evangile à Metz. Les ambassadeurs anglais l'ayant rencontré, le chargèrent à leur tour d'intervenir auprès des princes allemands au sujet du concile. Ils lui dirent qu'après avoir eu plusieurs conférences avec la reine mère, le roi de Navarre, et différents membres du conseil, ils demeuraient persuadés qu'il ne restait qu'un seul moyen d'empêcher la France de sanctionner le concile qui devait se réunir à Trente. Ce moyen serait que les princes protestants d'Allemagne envoyassent plusieurs ambassadeurs, pour présenter des objections fondées sur ce que c'était le pape qui convoquait l'assemblée, et qu'elle ne serait pas libre, puisqu'elle se réunirait dans une ville épiscopale. Ils exhorteraient donc les Français à ne pas reconnaître le concile, comme devant causer beaucoup de troubles et de dissensions. Néanmoins, les princes diraient qu'ils désirent vivement la discussion des différents points sur lesquels on n'est pas d'accord. Si jamais un concile national libre se tenait en France, les princes allemands s'y feraient représenter. Il serait indispensable d'envoyer de suite les agents et les instructions nécessaires.

N^o 4030. *Extrait d'une dépêche du comte de Bedford et de Throckmorton au conseil privé d'Angleterre. Paris, le 20 février 1561.*

Le 17 au matin, le roi de Navarre leur donna une audience, pendant laquelle le comte de Bedford lui déclara ce qu'il était chargé de lui dire en particulier. Le roi remercia la reine d'Angleterre pour sa courtoisie, et aussi de ce qu'elle lui rappelait combien il était nécessaire de favoriser en France la cause de la vraie religion. « Je ne puis pas, dit-il, faire tout ce que je voudrais, mais je fais ce qui dépend de moi. Voilà trente ans que l'on a commencé à parler

de réforme en Angleterre, et c'est aujourd'hui seulement que cette réforme est accomplie, non pas sans un grand nombre de désordres et de tumultes; moi, qui suis près de la personne du roi et son plus proche parent; moi qui, de concert avec la reine mère, ai entre les mains l'administration des affaires, je suis obligé, pour éviter le danger, d'agir avec beaucoup de prudence quant aux choses dont vous me parlez. » Puis s'adressant plus spécialement à Throckmorton, il poursuit : « La majorité du royaume est opposée à la vraie religion, et la cause du protestantisme rencontre à l'étranger de puissants adversaires. Quoique la reine mère soit une princesse sage et vertueuse, et à qui j'ai beaucoup d'obligations, elle n'est pas si bien disposée envers la vraie religion que je le voudrais; mais cela provient de l'influence des autres tout autant que de ses sentiments propres. Parmi les membres du conseil du roi, fort peu sont favorables à la réforme, et dans les circonstances actuelles, nous avons dû nous estimer heureux d'obtenir que la persécution cessât, et que les personnes mises en prison fussent élargies.

— La reine, ma maîtresse, répliqua Throckmorton, sera fort aise d'apprendre que Votre Majesté se soit autant avancée; elle ne croit pas qu'il soit nécessaire, sachant vos bonnes dispositions, de vous solliciter beaucoup sur cette affaire; cependant, elle a trouvé utile que nous vous disions que, pour plusieurs motifs, il est important aujourd'hui de hâter cette affaire. Le roi de France est jeune, Votre Majesté jouit d'une grande autorité dans l'Etat, nombre de personnes d'influence et de qualité sont bien disposées pour notre cause, et nos adversaires n'ont pas en ce moment le pouvoir d'arrêter les progrès de la vraie religion. D'un autre côté, si ces derniers venaient jamais à recouvrer leur influence, ils useraient de mesures plus sévères qu'auparavant, et Votre Majesté, la reine en a peur, se trouverait dans un grand danger. » Le roi répondit qu'il avait que cette crainte de la reine Elisabeth ne serait que trop justifiée si les Guises regagnaient ce qu'ils avaient perdu; mais il espérait que Dieu le protégerait comme il l'avait fait jusque-là.

« Si le concile, dit Throckmorton, annoncé comme devant se réunir à Trente, a lieu, en effet, et si la France y envoie le clergé selon le désir du pape, non-seulement tout ce que les protestants ont fait sera annulé, mais vous nous empêcherez de faire quoi que ce soit par la suite pour avancer la bonne cause. La reine désire donc savoir quel parti les Français comptent prendre. — Nous avons l'intention, répondit le roi, d'accepter le concile, pourvu qu'il soit général et tel que les princes allemands croient devoir l'accepter eux-mêmes; et nous espérons que Sa Majesté la reine d'Angleterre en agira de même. — Si le concile est vraiment général, observe le comte, aucun prince chrétien n'en serait plus aise que Sa Majesté, ainsi qu'elle l'a plus d'une fois prouvé. Mais bien

des choses la portent à croire que l'on n'en verra pas résulter autre chose que ce qui est advenu du dernier concile de Trente. Quant aux princes d'Allemagne, ils sont trop sages pour accepter un pareil concile. »

GUSTAVE MASSON.

VARIÉTÉS

LE SALON DE 1869

Qui ne se souvient de la toile magistrale de Kaulbach, représentant la Renaissance et la Réforme, et des nombreux tableaux qui, dans les écoles diverses, rappelaient, à l'Exposition universelle, la grande révolution religieuse du XVI^e siècle?

L'histoire ou les souvenirs du protestantisme n'ont inspiré qu'un bien petit nombre d'entre les artistes dont les œuvres figurent au Salon de 1869. Sur les 2,500 tableaux ou environ qui remplissent ces vastes galeries, on en trouve trois ou quatre à peine qui retracent quelque scène mémorable ou attachante du protestantisme. Peut-être ne faut-il pas se plaindre de cette pénurie, car parmi les tableaux qui offrent cet intérêt spécial, il y a plus d'une œuvre de choix.

M. P. Labouchère a, depuis longtemps, consacré un talent éprouvé à reproduire divers épisodes de l'histoire de la Réforme. Il a fait choix, cette année, de l'une des plus poétiques et des plus séduisantes figures des premiers temps de cette histoire, et son habile pinceau s'est montré digne du sujet. Olympia Morata est à Ferrare. Sa demeure, ouverte chaque jour aux amis de son père et aux siens, est bien le sanctuaire de la piété alliée aux dons les plus éminents de l'intelligence et de l'imagination. Qu'il s'exerce dans la science ou dans la poésie, dans les lettres ou dans les arts, le travail est, après Dieu, le maître et la loi de ce logis. Des livres, des manuscrits remplissent une vaste bibliothèque, près de laquelle se tient debout, un peu dans l'ombre, pensif et recueilli, avec un in-quarto dans les mains, Peregrino Morato, le père d'Olympia. Des livres encore, et parmi eux, au-dessus d'eux, le livre par excellence, la Bible, gar-

nissent un pupitre élevé, principal accessoire du tableau. Tout auprès, mais plus bas, sur un escabeau gothique, un luth.

Assise dans une chaire, au centre de la composition, vêtue très simplement, mais portant avec noblesse l'ample et pittoresque costume de la Renaissance italienne, Olympia tourne sa tête expressive vers l'ami de son père, Curione, le savant réformateur, qui lui parle de Christ et des espérances de l'âme régénérée par le salut. Le regard d'Olympia semble refléter dans sa sérénité ces saintes aspirations. Calme, doux et joyeux, il se porte avec reconnaissance sur son vénérable ami, et le chaste visage de cette muse d'Italie est comme pénétré d'un rayon d'en haut. D'une douce étreinte, Olympia entoure son jeune frère Emilio, appuyé sur un des bras de la chaire, serré contre sa sœur, les yeux fixés sur Curione, écoutant avec attention ce qu'il ne comprend pas toujours. Ce groupe, en pleine lumière, attire vivement l'attention. Si une critique m'est permise, elle doit s'adresser au personnage de Curione, dont les traits et le costume rappellent trop le type consacré de Calvin. Un peu uniformément fauve, la couleur de l'ensemble est cependant chaude et harmonieuse, les accessoires sont sobrement et artistement traités. En somme, c'est là un bon et remarquable tableau, qui fait revivre, en le renouvelant, le souvenir de la femme célèbre à laquelle M. Jules Bonnet consacrait, il y a bientôt vingt ans, l'attachante étude qui a fourni à M. Labouchère le sujet de sa composition. Seulement il semble que la rigoureuse chronologie en exclut Emilio, né, selon le récit de l'historien, postérieurement au séjour de Curione à Ferrare (1).

Ce n'est pas dans le paisible cadre d'un intérieur de famille que M. Yearnes a placé sa *Jane Grey*, mais dans une sombre salle de la Tour de Londres. La pauvre petite reine, que l'ambition de sa famille a portée un jour sur le trône, est tombée au pouvoir de sa rivale. Avant de l'envoyer au dernier supplice et de consommer une sorte de fratricide, Marie lui envoie des prêtres, des docteurs, pour lui proposer la vie en échange de sa foi. A demi couchée sur un fauteuil grossier, enveloppée dans une longue dalmatique grise, bordée de velours noir, mélancolique et touchante dans sa grâce un peu mièvre, Jane subit, plutôt qu'elle ne les écoute, les arguments

(1) Voir la dernière édition d'*Olympia Morata*, in-12, 1866, p. 66, 98 et 104.

d'un docteur tonsuré. Au geste de sa main, on devine que la jeune femme les repousse sans en être ébranlée, et on croirait entendre sortir de ses lèvres pâlies les paroles du réformateur : « Je ne puis autrement ! que Dieu me soit en aide ! » La pose du docteur est bien comprise ; elle exprime à la fois le désir de persuader et la confiance en des arguments qui lui semblent d'autant plus irréfutables que la vie est le prix de leur acceptation. Ses larges épaules, son air com-punctueux et satisfait, son assurance et son importance rappellent le chat qui joue avec la souris. C'est bien là l'émissaire de Marie la Sanglante : il commencera par la persuasion, puis viendront les menaces ; et si l'enfant résiste et persévère dans sa foi, le même bras qui montrera l'échafaud, au besoin y traînera la victime. Le tableau de M. Yearnes a ce grand mérite, de ne rappeler en rien le chef-d'œuvre de Paul Delaroche, et cependant le souvenir de cette grande œuvre ajoute à l'intérêt de la composition de l'artiste anglais ; telle qu'il l'a conçue, son œuvre est comme la préface du drame saisissant et terrible si magistralement retracé par son devancier.

Nuit néfaste ! Quelques rayons de lune frappent d'une lumière indécise de vieilles maisons d'une rue de Paris. De rares fenêtres y sont éclairées, tout le reste est dans l'ombre ; dans le lointain, les tours de Notre-Dame estompées des vagues lueurs de l'aube, au devant des hommes armés se glissant le long des murailles, tel est le cadre où M. Fickel a placé les sinistres *Préludes de la Saint-Barthélemy*. Un soldat vient de marquer d'une croix blanche la porte close d'un logis huguenot. Dans quelques heures, ceux qui y dorment seront égorgés, et leur sang ruissellera sur ces marches au devant desquelles une troupe de soldats catholiques s'est arrêtée silencieuse. L'homme à la craie descend les degrés et montre au chef de l'escouade la marque fatale. Gauche et désavantageuse est l'attitude du principal personnage, mais en revanche, la figure du capitaine, martialement coupée, est d'un beau caractère. Son énergique et mâle visage est contracté, et semble refléter les émotions de la terrible nuit qui se prépare. Ses hommes portent tous le cachet de sombre fanatisme et de violence qui les rendront propres à leur sanglante besogne de bourreaux. Les détails sont traités avec ce soin extrême dont M. Fickel a donné de nombreuses preuves ; mais ici, cette recherche dans l'exécution ne nuit pas à l'effet dramatique et impressif de sa composition.

La Lecture du dimanche, de M. Schubert, est un petit tableau d'une exécution un peu sèche, d'une perspective qui n'est pas irréprochable, d'une couleur froide, mais qui ne laisse pas, ces réserves faites, d'attirer et d'intéresser. Près d'une fenêtre à carreaux serts de plomb, vêtue avec une certaine recherche à la mode allemande du XVI^e siècle, une jeune fille est assise. Devant elle est une quenouille; mais le fuseau reste immobile, et les bras croisés, dans une attitude recueillie, la jeune fille écoute la lecture des livres saints que lui fait son vieux père, enfoncé dans une de ces chaires monumentales qu'on retrouve encore en Allemagne. Richement vêtu de damas jaune et de velours noir, le vieillard incline sa tête blanche sur le saint livre et tout entier à sa pieuse lecture, il la poursuit lentement.

Une foule nombreuse stationne toujours devant le tableau de M. Gustave Brion, *un Mariage protestant en Alsace*, et la foule a raison de s'y arrêter, car c'est là une des meilleures toiles du Salon. Debout, derrière une table rustique, recouverte d'une guipure qui n'est dépliée qu'aux grands jours, un ministre en robe, figure énergique et austère, tient dans ses mains celles des deux fiancés. Il va bénir leur union, la Bible est ouverte sur la table qui sert d'autel; recueillis et pénétrés, les deux jeunes gens, robustes et sains enfants de l'Alsace, courbent pieusement leurs têtes sous la bénédiction de Dieu qu'appelle le pasteur. Au devant, deux groupes de parents et d'amis. Du côté du fiancé, un jeune homme, la tête renversée en arrière, à l'expression sérieuse et contenue, semble trouver la chose grave et se demander si son tour ne va pas venir. Au bout du banc, une femme encore jeune, vêtue d'une cotte rouge, coiffée d'un mouchoir jaune, sa tête pensive appuyée sur sa main, est admirablement rendue. Expression, pose, couleur, tout dans cette figure est excellent. L'autre groupe me plaît moins, mais il s'y trouve encore une bonne paysanne alsacienne, assise aux côtés de son mari, franche et loyale mine, réjouie et contente, qui prend trop d'intérêt à ce qui se passe pour n'être pas la mère de l'un des fiancés, en attendant qu'elle le soit de tous les deux. Belle et sereine composition, brillamment et solidement peinte, que ce *Mariage protestant*. La scène se détache sur une paroi sombre, presque entièrement cachée par le grand poêle vert en faïence, classique et patriarcal, et par une fenêtre ouverte, le gai soleil entre à travers l'aubépine en

fleur, illuminant cet intérieur qui respire la simplicité de la foi, la joie du devoir chaque jour accompli, le contentement des cœurs purs. M. Brion a obtenu le grand prix l'an dernier. Son *Mariage protestant* peut sans désavantage être placé au rang de sa *Lecture de la Bible*.

La sculpture n'est pas riche au point de vue où nous sommes placés. Deux médaillons, l'un de feu le pasteur Meyer, par M. Schroder, l'autre du philhellène Gabriel Eynard, exécuté par M. Bovy avec le soin correct et élégant dont cet artiste imprime le sceau à toutes ses œuvres, et un buste remarquable du général baron de Chabaud-Latour, par M. Irvoy, sont, avec le portrait du professeur E. Verdet, gravé par M. Ceroni, tout ce que le protestantisme peut revendiquer comme sien dans le Salon de 1869.

Si j'avais à m'occuper ici des œuvres très-nombreuses et des sujets très-divers, traités avec des différences non moins notables de talent par les artistes protestants, dont les noms figurent au catalogue de l'exposition actuelle, je n'aurais garde d'omettre un peintre qui fait grand honneur à la Suisse réformée. On n'a pas oublié les *Funérailles sur le lac de Thun*, de M. Vautier; sa *Rixe apaisée* obtient, cette année, un grand succès.

RAOUL DE CAZENOVE.

15 mai 1869.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DU CALVINISME FRANÇAIS, par M. GOTTLIEB DE POLENZ.

Ve volume.

Depuis vingt ans, un grand nombre de livres ont paru, qui ont éclairé ou l'ensemble ou des points importants de l'histoire du protestantisme français. La plupart sont dus à des écrivains qui appartiennent à la Réforme française, et qui, ayant compris qu'à une époque où l'on s'applique à retrouver les origines de toutes les institutions, il ne fallait pas que les calvinistes de France continuassent d'ignorer comment s'est formée leur Eglise, se sont efforcés de vulgariser cette notion élémentaire. Ils ont si bien fait qu'aujourd'hui il y a peu de protestants inca-

pables de répondre à cette question, longtemps inscrite sur le premier feuillet du *Bulletin : Vos pères, où sont-ils?*

Dans leurs recherches et leurs travaux, ces patients investigateurs du passé ont quelquefois eu pour auxiliaires des personnes qui, tout en suivant un culte différent du leur, s'intéressaient à l'histoire de la Réforme parce qu'en France, durant les trois derniers siècles, la libre pensée et le protestantisme ont, comme on dit, couru la même fortune.

Enfin, hors de notre pays, il s'est rencontré des hommes graves et instruits qui ont consacré leurs veilles à ce curieux et noble sujet. C'est ainsi qu'un savant allemand, M. Gottlob de Polenz, a composé une *Histoire du Calvinisme français*, sur laquelle l'attention des lecteurs de ce recueil peut être appelée avec confiance.

L'ouvrage de M. de Polenz n'est pas terminé, car il s'arrête à l'*édit de grâce* de 1629, et il doit être continué jusqu'à l'ouverture des Etats généraux de 1789. Des cinq volumes dont il est déjà formé, le dernier vient de paraître. Il concerne la période comprise entre la mort de Henri IV et la pacification de Nîmes. Après avoir fait connaître la situation dans laquelle se trouvait, en 1610, le parti réformé, M. de Polenz nous initie aux vicissitudes qu'il a éprouvées durant la régence de Marie de Médicis et le ministère de M. de Luynes; il expose les négociations que les assemblées de Saumur, de Grenoble, de Nîmes, de Loudun, de La Rochelle, etc., ont engagées avec le gouvernement pour obtenir la stricte observation des garanties que Henri IV avait accordées à ses anciens coreligionnaires, et insiste, non sans raison, sur l'affaire du Béarn, qui fut le prétexte du renouvellement de la guerre civile. Enfin, lorsqu'il a raconté cette guerre elle-même, en homme qui, à cause de la carrière qu'il a autrefois suivie, a une complète intelligence de la science militaire, il juge en philosophe les événements qu'il a retracés en historien.

Le fait capital de la période qui s'étend depuis 1610 jusqu'à 1629, est le siège de La Rochelle. Les personnes auxquelles la langue allemande est familière feront bien d'en lire le récit dans l'ouvrage de M. de Polenz, où les incidents les plus remarquables de la lutte sont mis en pleine lumière, et où les mobiles qui dirigeaient les principaux acteurs du drame sont discernés avec une rare sagacité. Elles apprécieront, sans aucun doute, l'impartialité avec laquelle l'auteur parle du cardinal de Richelieu, et elles l'approuveront d'avoir montré à côté de Guiton, pour lequel la légende s'est quelquefois substituée à l'histoire, ces obscurs mais courageux prédicateurs qui, par des exhortations de chaque jour et, en quelque sorte, de chaque heure, inspirèrent aux Rochellois la force nécessaire pour résister à un ennemi encore plus terrible que l'armée ca-

tholique : la faim. « Leur héroïsme, dit M. de Polenz, doit exciter notre admiration, d'autant plus qu'il n'a pas ou presque pas trouvé d'aide dans le calvinisme politique mourant. » Du reste, dans le second volume de son grand ouvrage, M. de Polenz avait déjà fait voir que les pasteurs, dont l'influence s'étendait sur l'administration et la guerre aussi bien que sur la discipline ecclésiastique et le dogme, avaient véritablement été l'âme du parti protestant.

Une connaissance approfondie des faits et une critique sûre, tels sont les mérites qui distinguent l'*Histoire du Calvinisme français*. L'idée de cette œuvre, M. de Polenz l'a conçue un jour où appelé à rendre compte, dans une revue allemande, d'un roman de Tieck, *la Guerre des Cévennes*, il éprouva une pitié sympathique pour les victimes de l'intolérance de Louis XIV. Ni la difficulté de se procurer les matériaux dont il avait besoin, ni les progrès de l'âge, ni les atteintes de la maladie, ni de grandes afflictions domestiques ne l'ont arrêté. Entreprise sous l'impulsion d'une généreuse pensée, l'*Histoire du Calvinisme français* sera poursuivie par M. de Polenz. Nous en avons pour garant la devise même que l'auteur a choisie : *Après la prière, le travail !*

L. ANQUEZ.

BIBLIOTHÈQUE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS

DON DE M. E. SCHÉRER

Quelques jours à peine avant notre dix-septième assemblée générale, la Bibliothèque recevait de M. Edmond Schérer un envoi considérable dont nous n'avons pu qu'indiquer l'importance et qu'il est de notre devoir de faire mieux connaître à nos lecteurs. Nous étions en effet loin de soupçonner alors tout ce que renfermait ce don exceptionnel. Il comprend cinq cent quatre-vingt-dix volumes; mais ce chiffre, quelque élevé qu'il paraisse, ne représente qu'imparfaitement la quotité totale des ouvrages reçus. Non-seulement une même reliure embrasse souvent deux ou trois tomes, mais une centaine de ces livres forment des recueils dans lesquels des brochures intéressantes, des thèses, des notices diverses sont réunies sur un plan identique à celui suivi par M. F. Monod pour ses mélanges religieux. On conçoit alors les richesses accumulées dans ces « varia, » et l'on ne s'étonnera pas que le classement de ce nouveau fonds ait fourni plus de quinze cents cartes à notre catalogue.

Si les chiffres ont leur éloquence, ils ne sauraient pourtant ici suppléer à un examen approfondi. Le nom seul du donateur, les études qu'il a poursuivies avec tant d'éclat, font entrevoir tout ce que des livres ras-

semblés par ses soins peuvent offrir de ressources précieuses à une Bibliothèque telle que la nôtre. La théologie occupe une place considérable dans cette collection; l'histoire y est dignement représentée. Toutes deux ont droit de cité sur nos rayons. Où s'arrête en effet le domaine de l'une et de l'autre? où tracer la ligne de démarcation? Si les manifestations théologiques des siècles passés appartiennent à l'histoire du protestantisme, les travaux d'aujourd'hui formeront l'élément de l'histoire qu'on écrira demain.

Les œuvres des réformateurs doivent être considérées sous ce double aspect. Plaçons en première ligne le *Nouveau Testament avec annotations* de Th. de Bèze, 1565, in-folio; la charmante petite édition de *Epistolæ et Responsa Joa. Calvini*, Lausanne, 1566; — les *Commentaires* de Calvin, édition en dix volumes in-8°, publiée à Berlin de 1833 à 1838; — les *Kirchen Postille* de Luther et la *Concordance* qui fournit de si utiles renseignements à ceux qui étudient ses écrits.

Nous citerons ensuite parmi les éditions anciennes : Th. de Bèze, *Poemata*, 1576; — *Barclai, de Potestate Papæ*, 1609; — *Alex. Morus, Causa Dei*, 1653; — *Daillé, Vindiciæ Synodorum*, 1657; — *Macarius, Opuscula*, 1699; — *Crell, Catéchisme des Eglises polonaises*, 1569; — *Croes, Historia Quakeriana*, 1694, et les *Lettres de saint François Xavier, de Crucius* et de *Bongars*.

Datant du siècle dernier : l'*Isagoge* et les *Institutiones* de *Buddee*, l'*Introduction à l'Histoire littéraire de la théologie* de *Pfaff*, l'*Histoire critique du texte sacré* de *Richard Simon*, l'*Histoire de l'Inquisition* de *Beccatini*, les *Avertissements prophétiques* du Cévenol *Elie Marion*, les *Œuvres de Mademoiselle Huber*, la théologienne de Genève, avec la réponse qu'elles provoquèrent.

Dans un résumé aussi succinct, nous ne pouvons qu'indiquer les titres des ouvrages principaux, les noms des auteurs les plus connus. La section allemande est d'une extrême abondance et d'une grande variété. Nous y trouvons : les *Encyclopédies* théologiques de *Harless*, de *Rosenkrantz* et de *Staudenmaier*, les *Symboliques* de *Moehler* et de *Marheineke*, la *Synoptique des Evangiles* (Berlin, 1842), et les *Tableaux synoptiques* de *Sommer*, la *Bibliothèque Patristique* de *Walchius*, la collection des *Confessions de foi*, publiée par *Niemeyer*; les *Canones Apostolorum et Conciliorum* de *Bruns*, le *Thesaurus Commentationum* de *Volbeding* et les *Commentaires* d'*Umbreit*, les *Livres symboliques* de l'Eglise Évangélique de *Hase*, l'*Apologétique* de *Sack*, la *Statistique ecclésiastique* de *Wiggers*, l'*Histoire de l'Eglise* de *Guericke*, l'*Histoire de l'Eglise en Allemagne* de *Rettberg*, l'*Histoire de la constitution de la Société ecclésiastique* de *Planck*, six volumes; la *Dogmatique* de l'Eglise luthérienne de *Schmid*, l'*Eglise réformée* de *Schweizer*, le *Manuel* de géographie ecclésiastique de *Wiltzsch*, avec atlas; l'*Histoire des Congrégationalistes* de *Uhden*, l'*Histoire des Eglises non catholiques* de la Grande-Bretagne de *Weber*, de nombreuses études sur les Pères de l'Eglise et sur *Melanchthon*, la *Vie* de *Th. de Bèze* de *Baum*.

Cette rapide énumération laisse-t-elle arriver à l'esprit tout ce qu'elle renferme d'érudition, de science et de foi? Il y a là le résultat d'existences tout entières consacrées aux travaux intellectuels les plus abstraits, et que sera-ce si à cette liste déjà longue on joint les noms de *Baumgarten-Crusius*, *Bengel*, *Caspari*, *Clausen*, *Delitzsch*, *Doederlein*, *Dorner*, *Dreschler*, *Ebrard*, *Engelhardt*, *Ernesti*, *Fischer*, *Fock*, *Grisinger*, *Haevernick*, *Hengstenberg*, *Herrmann*, *Hug*, *Kern*, *Kliefroth*, *Lange*, *Locherer*, *Matthies*, *Meier*, *Muller*, *Neander*, *Nitzsch*, *Olzhausen*, *Paniel*, *Rennecke*, *Sartorius*, *Schenkel*, *Schleiermacher*, *von Senden*, *Stier*, *Thiersch*, *Tholuck*, *Wegscheider*, de *Wette* et *Wieseler*, et tant d'autres que nous devons forcément passer sous silence?

La partie anglaise comprend des écrits de Alexander, Browning, Colenso, Edwards, Hooker, J. Martineau, Mac Naught, Maurice, Merivale, Ormes, Taylor, Smith, Williams, la Version des Septante, édition Lee Brenton et les *Lectures* du cardinal Wieseiman. C'est dans les *varia* que les sciences théologiques et historiques françaises sont le plus largement représentées.

Douze recueils périodiques anglais et allemands accompagnent et complètent cette collection dont ils font encore mieux ressortir la valeur. C'est ainsi qu'on trouve dans l'*Allgemeine Repertorium*, le compte rendu des publications théologiques de l'Allemagne de 1833 à 1852. Signalons encore le *Litterarischer Anzeiger für christliche Theologie*, Halle de 1830 à 1849; — *das Morgenland*, Bâle, 1838 à 1843; — *Deutsche Zeitschrift für Christliche Wissenschaft*, Berlin, 1850-52.

Nos lecteurs, nous en sommes persuadé, s'associeront à notre reconnaissance envers M. Schérer. Plus d'un l'a prouvé déjà en s'empressant, dès les premiers jours, de venir puiser à la source qu'il nous a si généreusement ouverte. Les sacrifices personnels sont pour nous un encouragement à poursuivre le développement progressif de notre œuvre, et puisque tous sont appelés à en profiter, c'est le concours de tous que nous sollicitons.

F. SCHICKLER.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

Des circonstances indépendantes de notre volonté, entre autres l'accumulation de matériaux à la fin de l'année 1868, nous ont fait suspendre pendant quelques mois la publication de ces procès-verbaux. Nous la reprenons, avec la ferme intention de ne plus l'interrompre, convaincus que cette revue rétrospective de nos travaux nous assurera de la part de nos amis un concours toujours plus direct et plus soutenu. Ils trouveront, il est vrai, dans ces extraits, quelque trace de difficultés passagères, de desiderata multiples, et même de soucis matériels; ils y verront surtout les preuves d'une activité croissante, d'efforts individuels et collectifs, un échange de communications d'un haut intérêt, des témoignages effectifs de sympathie et le germe de projets nombreux et utiles qu'ils nous aideront à réaliser.

SÉANCE DU 15 OCTOBRE 1868.

Présidence de M. Schickler. — *Fête de la Réformation*. Il est donné lecture d'une circulaire destinée à rappeler les progrès de notre œuvre historique et à provoquer les libéralités des Eglises. Elle sera envoyée à tous les pasteurs réformés et luthériens. Cinquante-quatre Eglises ont offert le produit de collectes en 1867; il est à espérer que ce nombre croîtra cette année.

Bibliothèque. Don d'un exemplaire des *Lettres de Luther*, édition de

Wette, 6 volumes in-8°, par M. *Jules Bonnet*, qui, en réponse à quelques observations de M. *Douen*, signale un volume de supplément publié à Gotha. Le précieux manuscrit des Mémoires de Gasches sur le Protestantisme à Castres est offert par M. *Read*. M. *Douen* présente l'histoire de la Société Biblique qu'il a composée, avec le concours de M. Schickler, pour le prochain jubilé demi-séculaire de cette Société. Le Secrétaire lit quelques fragments d'une curieuse notice sur d'anciennes tapisseries du château de Pau, envoyée par M. Charles Rahlenbeck. Le non-achèvement du Catalogue retarde l'ouverture de la Bibliothèque.

Correspondance. Lecture d'une lettre du Président honoraire, M. *Guizot*, qui demande quelques renseignements bibliographiques sur Calvin. Le Secrétaire exprime le regret que la Bibliothèque ne possède encore ni l'une ni l'autre des deux biographies allemandes publiées par MM. Henry et Stæhelin. — M. Claparède annonce la prochaine publication de la traduction anglaise des *Mémoires de Blanche Gamond*. Il sera heureux de partager avec la Société les modestes avantages de ses droits d'auteur. — M. Gustave Masson promet diverses communications.

Finances. M. *Franklin* pense que la Société pourra satisfaire à ses divers engagements en s'abstenant de toutes dépenses nouvelles avant la fin de l'année.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1868.

Présidence de M. Schickler. — M. le pasteur Viguié, président du Consistoire de Nîmes, assiste à la séance.

Le Secrétaire annonce la mort de Madame Eynard, la généreuse protectrice de tant d'œuvres chrétiennes, qui prenait à nos travaux un vif intérêt. Il a reçu diverses communications de MM. Delaborde, Masson et de Richemond.

Fête de la Réformation. Les nouvelles reçues sont favorables. La fête a été célébrée avec édification dans Paris et les départements. Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée de Paris nous a manifesté sa sympathie par un don de 200 francs. Les Eglises de Bayonne, Castres, Cette, Montpellier, Reims, Toulouse, etc., nous ont déjà transmis le produit de leurs collectes. M. le Président lit une lettre fort intéressante sur la fête de la Réformation à Montaren, consistoriale d'Uzès, et M. le pasteur Viguié donne quelques détails sur cette même solennité célébrée par lui à Calvinsson, au centre de la Vaunage. Il y joint les assurances de son intérêt pour l'œuvre que nous poursuivons. — Un membre s'étonne qu'une de nos Eglises qui rappelle de glorieux souvenirs, demeure encore étrangère à la manifestation du premier dimanche de novembre.

Bibliothèque. Le travail du Catalogue avance rapidement. M. *William Martin* a classé les journaux et brochures, et dressé une liste des lacunes. Les réclamations seront maintenant plus aisées. M. *Gaufrès* insiste sur la difficulté de reconstituer les collections; ce n'est pas trop du zèle de tous les membres du Comité. Le Secrétaire propose de constater l'existence ou le décès des divers journaux, et de partager ensuite entre les membres les réclamations et demandes qu'il faudra faire.

Dons reçus : De M. Ch. Schmidt, l'Histoire du Chapitre de Saint-Thomas. Lettres de M. W. Monod, promettant la collection des œuvres de son père, et de M. le pasteur Campredon, de Lourmarin, qui se propose d'offrir un très-curieux exemplaire de l'*Institution chrétienne* ayant appartenu à M. de Lamennais.

Concours. Le Secrétaire demande si le moment n'est pas venu d'ouvrir un nouveau concours pour 1869. La question de savoir si le sujet sera déterminé ou indéterminé soulève une discussion approfondie, à laquelle prennent part MM. *Bonnet, Franklin, Delaborde, Schickler, Viguié*. La convenance d'une certaine latitude à laisser aux concurrents est reconnue, mais il est décidé que la question sera soumise à une nouvelle délibération.

Correspondance. Par les soins d'un nouvel employé, on peut espérer d'utiles communications des Archives de Berlin. L'une d'elles est une réplique de l'Electeur de Brandebourg à une lettre de Louis XIV, déjà publiée dans le *Bulletin*. — M. le pasteur Galland, de Joinville, propose la transcription de documents conservés à la mairie de Vassy. Le Comité demande quelques indications préalables.

M. *Delaborde* donne d'intéressants détails sur les recherches qu'il a récemment accomplies dans les archives de Venise, de Turin et de Berne. Il signale l'intérêt que présentent dans le premier de ces dépôts les correspondances quotidiennes des ambassadeurs. A Turin, il a trouvé dix-neuf lettres de Jacqueline d'Entremont, veuve de Coligny. A Berne, il a recueilli quelques lettres nouvelles de la famille de l'amiral, ainsi qu'une pièce curieuse portant la signature des principaux chefs protestants à l'ouverture de la première guerre civile; enfin, une lettre de Nîmes aux seigneurs de Berne, revêtue d'importantes signatures.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1868.

Présidence de M. Schickler. — *Bulletin.* La première partie de l'article de M. Audiat a nécessité l'adjonction d'une feuille supplémentaire. M. *Coquerel* se réserve de répondre quand l'article aura paru en entier. — M. *Delaborde* signale, à l'occasion de la controverse élevée autour de Bernard Palissy, une polémique très-vive dirigée par les jésuites hollandais contre Ludovic de Nassau, qui a été défendu par M. Groen van Prinsterer. Le tout forme déjà treize brochures, dont il serait utile de dire quelques mots dans le *Bulletin*. M. *Coquerel* veut bien se charger de jeter les yeux sur ces brochures, écrites en hollandais.

Bibliothèque. Dons reçus : De M. Merle d'Aubigné, *Histoire de la Réformation au temps de Calvin*, 5 vol.; — de M. Pradel-Vernezobre, *Histoire de Castres*; — de M. Ad. Michel, trois volumes de Viret; — de M. Delaborde, l'*Enchiridion*, de Eck.

La nécessité d'ouvrir la Bibliothèque le plus tôt possible étant reconnue, le soin de dresser le Règlement est confié à la sous-commission spéciale. — M. *Bordier* veut bien se charger du classement des papiers Haag.

Concours. La question agitée dans la dernière séance est reprise *in extenso*. Après une discussion à laquelle prennent part tous les membres présents, le Comité décide que le sujet du prochain concours sera

indéterminé, mais qu'une énumération générale, n'excluant aucune étude sérieuse, indiquera cependant le genre de travaux sur lesquels devra se porter l'attention des concurrents. A l'occasion de demandes récentes, il est décidé que des ouvrages populaires seront également admis, à la condition de demeurer strictement historiques.

France protestante. M. *Bordier* s'est occupé de la table des tomes III et IV. C'est un travail minutieux et difficile qui sera continué pour les volumes suivants, mais partagé entre plusieurs personnes.

Fête de la Réformation. Dix-neuf lettres avec collectes nous sont parvenues. Si les dons de la province semblent moins élevés, ils tendent à se généraliser. L'Eglise de la chapelle Taitbout a offert 100 francs pour la Bibliothèque. — M. *Bordier* demande si l'on ne pourrait pas reconnaître les dons par l'envoi de quelques brochures historiques. — M. *Delaborde* met généreusement à la disposition du Comité cinquante exemplaires de *Jacqueline d'Entremont*.

(Le prochain *Bulletin* renfermera les séances de janvier, février et mars 1869.)

NÉCROLOGIE

M. LE PASTEUR JUSTIN FRAISSINET

Au moment où l'Eglise de Paris pleurait la perte d'un de ses plus éminents pasteurs, M. Louis Rognon, enlevé, le 15 avril, dans la force de l'âge et la plénitude de ses belles facultés, nous recevions la triste nouvelle de la mort d'un autre ministre de Jésus-Christ, d'un collaborateur du *Bulletin*, M. Justin Fraissinet, pasteur à Aiguesvives, frappé, le dimanche 25 avril, d'une attaque d'apoplexie foudroyante, et tombé au champ d'honneur, quelques heures après avoir donné sa dernière prédication. M. Fraissinet aimait l'histoire de nos pères; il l'étudiait avec ardeur, comme le témoignent plusieurs communications intéressantes de lui, notamment la *Visite au camp des enfants de Dieu* (*Bull.*, XVI, 273, 321). La dernière fois qu'il nous a été donné de le rencontrer, c'est à la Bibliothèque de Genève, occupé d'explorer la Collection Court, à laquelle il demandait de précieuses révélations, dont la brièveté de ses jours ne lui a pas permis de faire usage. Plusieurs des collègues de M. Fraissinet dans le ministère, ont rendu hommage à sa mémoire. Ses restes mortels ne devaient pas être déposés dans le cimetière de sa paroisse; ils ont été transportés dans les Cévennes, son pays natal, près des tombes de sa famille : *Jérusalem, si jamais je t'oublie, que ma droite s'oublie elle-même !*

J. B.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA SAINT-BARTHÉLEMY A LYON

ET LE GOUVERNEUR MANDELLOT

Ce fut le mercredi 27 août « entre huit et neuf heures du matin (1) » qu'arrivèrent à Lyon les premières nouvelles de l'attentat commis à Paris contre ceux de la Religion. Ces nouvelles toutefois ne faisaient encore mention que des événements accomplis le 22, c'est-à-dire de la blessure de Coligny. Elles étaient apportées par une lettre de Charles IX au gouverneur de la ville, François de Mandelot. Dans cette lettre, écrite le 22, le roi racontait la tentative d'assassinat faite sur l'amiral et informait en même temps le gouverneur des mesures prises pour arrêter le meurtrier. Charles IX ajoutait ces mots qu'il importe de remarquer : « Et d'autant que la nouvelle pourrait émouvoir plusieurs de mes sujets d'une

1) Lettre de Ravot, secrétaire de la ville de Lyon, aux sieurs Claude de Rubys et de Masso, députés de la ville en cour. Lettre du 3 septembre 1572, archives de l'hôtel de ville. *Correspondance consulaire*, XVI^e siècle, AA 25. D'autres auteurs disent que cette nouvelle arriva dès six heures du matin, différence sans importance.

part et d'autre, je vous prie, Monsieur de Mandelot, que faisant entendre aux lieux de votre gouvernement où vous verrez qu'il y sera de besoin, comme le fait est advenu, vous admonestiez et assuriez un chacun que mon intention est de garder inviolablement mon édit de pacification et châtier les contrevenants si étroitement, que l'on jugera quelle est la sincérité de ma volonté, comme je me délibère en cette occasion d'en rendre exemple (1). »

Ainsi, dans cette lettre du 22 août, antérieure par conséquent de deux jours aux massacres, il n'y avait pas un mot qui pût faire pressentir les projets déjà arrêtés par la reine mère, et par ceux qui avec elle cherchaient à entraîner le roi dans une sanglante réaction contre les protestants. Mais ces projets étaient dans l'air. Depuis longtemps déjà les catholiques les plus fougueux en nourrissaient la pensée. Aussi, dès la première heure où ces nouvelles furent connues à Lyon, le bruit d'un massacre général se répandit par la ville. Un témoin oculaire (2) nous le dit expressément. « Une heure et demie après l'arrivée du courrier, j'ouïs un des soldats courant çà et là parmi les rues, qui dit que l'amiral et les princes et tous les huguenots qui étaient dedans Paris avaient été tués (3). »

On comprend qu'une telle nouvelle, éclatant tout à coup au

(1) *Correspondance de Mandelot avec Charles IX*, publiée par M. Paulin Paris.

(2) *Discours du massacre de ceux de la religion réformée fait à Lyon par les catholiques-romains, le 28^e d'août et jours ensuivans de l'an 1572*, etc. Petit écrit in-18, publié en 1574, réimprimé en 1848, par Gonon. L'auteur était protestant et Lyonnais; quelques-uns même pensent (M. Péricaut, entre autres) que ce fut un des pasteurs de l'Eglise de Lyon, J. Ricaud, qui le rédigea d'après ses propres souvenirs.

(3) C'est sans doute cette aggravation donnée dès l'abord aux premières nouvelles qui explique l'erreur où sont tombés l'auteur du *Discours sur le Massacre* et d'autres historiens d'après lui. Ils prétendent que dès le mercredi matin on eut connaissance à Lyon des massacres commis à Paris le jour de la Saint-Barthélemy, le 24. Mais nous avons, sur la succession des nouvelles reçues, un témoignage qui est au-dessus de toute contestation, et qui ne peut nous laisser aucun doute sur ce point, c'est celui de Mandelot, dans sa réponse au roi : « Sire, écrit-il à Charles IX, dans sa lettre du 31 août, mercredi dernier, au matin, je reçus la lettre de Votre Majesté du 22^e, de la blessure de M. l'amiral, suivant laquelle, et ce que deux courriers passant m'en auroient rapporté et certifié du succès *depuis intervenu*. » Lettre inédite de Mandelot au roi, du dernier du mois d'août, Bibliothèque de Lyon, papiers Coste.

milieu de prévisions bien contraires, au lendemain peut-être de l'arrivée des récits sur le mariage de Henri de Navarre avec la sœur du roi, dut exciter dans toute la ville une profonde agitation. Chacun l'accueillit selon ses sympathies et ses espérances. Les protestants s'en montrèrent dès l'abord comme atterrés. On ne les voit ni protester contre un tel attentat, ni chercher à s'entendre entre eux pour leur propre défense. Mais ils se retirent silencieusement dans leurs maisons (1). Cette attitude toute passive dans laquelle ils persévérèrent jusqu'à la fin, surprend, quand on réfléchit qu'à Lyon les protestants étaient alors encore nombreux et puissants. Elle ne peut s'expliquer, comme chez leurs frères de Paris, par un effet de surprise, car les nouvelles reçues étaient au contraire bien faites pour les mettre sur leurs gardes. Mais il faut se rappeler que, depuis près de dix ans, ils vivaient sous un régime de persécution continue et de croissante compression qui avait fini par briser en eux tous les ressorts. La faveur qu'avaient retrouvée auprès du roi les chefs de leur parti, était de trop fraîche date pour avoir pu les relever déjà entièrement de cet abattement prolongé. Ils n'étaient encore qu'à moitié rassurés. Aussi, au premier bruit contraire, toute confiance les abandonne, et ils retombent dans cet état « de modestie et de patience incroyables » dont parle l'un d'eux. Loin de songer à résister, ils n'auront, comme on l'a dit, de courage que pour bien mourir.

L'effet produit par les premières nouvelles de Paris ne fut pas moins considérable sur les catholiques, mais naturellement en un sens tout opposé. Les catholiques lyonnais étaient depuis quelque temps irrités et inquiets du crédit croissant de l'amiral auprès du roi. Les quelques mesures de tolérance et de justice envers leurs adversaires, qui en avaient été la conséquence, les avaient profondément mécontents. Aussi accueillent-ils avec transport des nouvelles si conformes à

(1) « Accoutumés déjà à une modestie et patience incroyables, raconte l'un d'entre eux, ils ne bougèrent en façon du monde. » (*Discours sur le Massacre.*)

leurs sentiments. Dès le premier moment, ils reprennent toute leur assurance; ils prétendent à une domination sans partage, et tandis que leurs concitoyens protestants se renferment dans leurs demeures, ils se répandent dans les rues, sur les places, et s'y promènent en maîtres, témoignant par de grandes clameurs leur joie et leurs espérances.

Il ne paraît pas toutefois que dans cette première journée on soit allé au delà de ces manifestations bruyantes, accompagnées de bravades et de cris injurieux. Le gouverneur d'ailleurs avait immédiatement pris les mesures nécessaires pour empêcher des désordres plus graves, et maintenir la sûreté publique. La lettre du roi en effet, comme nous l'avons vu, lui en faisait un devoir. Il fit renforcer les postes placés aux portes de la ville qui depuis la veille étaient tenues fermées, d'après un ordre de la cour reçu antérieurement (1). Il établit également des corps de garde, dans l'intérieur de la ville, dans les lieux les plus fréquentés, « aux deux descentes du pont de Saône et sur les principales places et divers endroits des deux côtés de la ville. » (*Discours du Massacre.*)

Grâce à ces précautions, la sécurité publique ne fut pas ce jour-là gravement compromise, et la nuit s'écoula sans troubles. Mais le jour suivant (jeudi 28 août), l'agitation recommença dès le matin, et elle ne tarda pas à prendre un caractère menaçant. « Comme le lendemain, écrit le secrétaire Ravot aux députés de la ville en cour, de telles nouvelles furent publiées et communiquées en la dite ville, le peuple a commencé

(1) C'est dans une lettre du 18 août que le roi avait donné cet ordre à Mandelot, et, d'accord avec ce fait, Ravot (lettre du 29 août) nous apprend que les portes de la ville avaient été fermées depuis le mardi 26. On a fait grand bruit de cet ordre du roi donné le 18. Des historiens ont voulu y voir, 1° une précaution prise dès cette époque pour assurer le massacre des protestants lyonnais; 2° une préméditation du crime, par conséquent remontant au moins à cette date; 3° enfin, une participation positive de Charles à ses préparatifs. Mais M. H. Martin (t. IX, p. 308) a démontré que cet ordre adressé au gouverneur de Lyon avait été donné dans un autre but, afin d'arrêter les courriers que quelques catholiques auraient pu envoyer à Rome pour y porter la nouvelle du mariage de Henri de Navarre avec la princesse Marguerite, mariage auquel le pape était très-opposé. Il importait donc que Grégoire XIII n'en fût prévenu qu'après sa consommation, parce qu'on craignait qu'il ne cherchât à l'empêcher ou à le troubler par quelque excommunication.

à murmurer jusqu'à vouloir prendre les armes, faisant contenance se vouloir jeter contre les personnes et biens de ceux de la nouvelle religion. » (Lettre du 3 septembre.)

Les nouvelles à l'occasion desquelles s'accrut à ce point l'effervescence populaire, furent sans doute celles des massacres commis à Paris, le jour même de la Saint-Barthélemy. En effet des lettres particulières (1), puis deux courriers de passage (2) apportèrent ce jour-là les premiers détails sur cette affreuse catastrophe. On n'en reçut pas encore la nouvelle officielle. Mais le peuple, les fanatiques surtout n'en avaient pas besoin pour croire au massacre et pour songer déjà à le reproduire. C'est alors qu'eurent lieu les tristes scènes dont parle le secrétaire de la ville, mais que, selon sa tactique habituelle, il a adoucies le plus possible dans son récit.

Le peuple en effet ne s'en tint point, comme il le dit, à des murmures, faisant simplement contenance de se vouloir jeter sur les personnes et les biens de ceux de la Religion. Des menaces on passe déjà aux voies de fait, aux violences. Les protestants qui se hasardent dans les rues sont insultés, poursuivis et maltraités; plusieurs même sont traînés en prison. « C'est alors, rapporte avec un accent d'amertume bien naturel, le témoin qui nous a conservé ces détails, que ceux de la Religion réformée commencèrent à croire à bon escient qu'il n'y avait ni crédit, ni bonne mine, ni parole royale, ni beau semblant de gouverneur qui les engardast d'être à la merci des catholiques-romains, lesquels avaient humé leur sang dès les premiers troubles. (*Discours du Massacre.*)

En effet, que faisaient et que pensaient en présence de ces graves désordres les diverses autorités de la ville? C'est un point qu'il importe d'éclaircir afin de pouvoir apprécier avec justice les événements qui vont suivre. C'est d'ailleurs un côté de la question sur lequel la lumière n'a pas été faite jusqu'à

(1) Lettre de Jean de Masso à son frère (du 1^{er} septembre. *Correspondance consulaire.*

(2) Lettre de Mandelot à Charles IX, du 31 août.

présent. On nous pardonnera donc d'entrer dans quelques développements à cet égard. Nous aurons à rechercher successivement quelle a été l'attitude observée par les deux agents principaux de l'autorité dans la ville de Lyon, par le gouverneur, représentant du pouvoir royal, et par le consulat, représentant du pouvoir municipal. Parlons d'abord de ce dernier.

Le consulat n'était plus à cette époque composé que de catholiques, et de catholiques choisis entre les plus ardents. Dans ces temps de luttes religieuses, l'exaltation de la foi, l'intolérance dans les principes politiques étaient les meilleurs titres pour obtenir les suffrages de ses concitoyens et une popularité soutenue. La plupart des échevins alors en charge, étaient donc de ceux qui pensaient et disaient avec les fougueux prédicateurs de l'époque, « qu'il fallait faire main basse sur tous les hérétiques et en purger une bonne fois le royaume (1). » Mais pour nos consuls, ce n'était pas seulement un article de foi. C'était aussi un principe politique. Ils croyaient que la paix et la prospérité de la cité ne pouvaient être assurées qu'à ce prix. Aussi, dès les premières nouvelles des massacres de Paris, se montrent-ils partisans des mesures extrêmes; ils opinent pour qu'on imite sans retard et sans réserve ce qui s'est fait sous les yeux du roi.

A la tête des plus acharnés, il faut placer sans hésiter un nommé André Mornieu (2), homme d'une réputation suspecte, à qui l'on reprochait déjà plusieurs crimes, et qui semble avoir voulu, par la violence de son zèle persécuteur, faire oublier les graves méfaits de sa vie passée. Deux échevins toutefois ne partagèrent pas en cette circonstance la manière de voir de tous leurs collègues. C'étaient noble François de Guerrier, sieur de Combelande, chevalier de l'ordre du roi, et Pierre d'Aveyne. Seuls, ils s'opposèrent avec énergie aux résolutions prises dans le sens de la violence. Puis quand ils virent

(1) Labitte, *Prédicateurs de la Ligue*, p. 3 et suiv.

(2) André Mornieu figure dans les procès-verbaux consulaires avec cette qualification, « élu en l'élection du Lyonnais. »

qu'ils ne pouvaient ramener leurs collègues à la modération, ils cessèrent de se rendre aux séances du consulat, et afin qu'on ne pût pas se méprendre sur le sens de leur abstention, ils exigèrent que leur opinion, sous forme de protestation (1) fût consignée dans les procès-verbaux, comme si, dans leur foi inébranlable aux principes éternels de la justice, ils avaient voulu en appeler de leurs aveugles contemporains à la postérité plus impartiale et mieux éclairée. Que la postérité leur rende justice par notre bouche et honore, comme il convient, ces deux généreux citoyens qui résistèrent à l'entraînement général et qui ne craignirent pas d'exposer leur popularité, peut-être même leur vie, pour obéir à la voix de leur conscience et à celle de l'humanité.

Ainsi la majorité du consulat était, dès le début, portée aux mesures violentes et pactisait avec ceux qui, selon l'énergique expression de notre chroniqueur, « avaient humé le sang dans les premiers troubles. » Si donc les agresseurs ne se portèrent pas dès l'abord aux plus graves excès, si leur fougue sembla pendant un temps contenue, ce n'est certes point à l'intervention pacifiante de l'autorité municipale qu'il faut l'attribuer. L'empêchement vint d'ailleurs. Il vint du gouverneur.

Mandelot en effet n'éprouvait pas la même impatience d'agir. Et ce n'était pas, ayons bien soin de le dire, qu'il fût le moins du monde favorable aux protestants ni qu'il éprouvât à leur égard la moindre compassion en ce moment critique. Il n'avait que trop donné jusque-là de preuves de son zèle comme catholique, et de son ignorance ou de son mépris des grands principes de liberté religieuse. D'ailleurs, sa conduite

(1) C'est remplir un pieux devoir que de reproduire cette pièce : « Lesdits sieurs de Combelande et d'Aveyne ont dit et déclaré, en présence des autres échevins susnommés, qu'ils n'ont jamais été d'avis des poursuites et remontrances ci-devant faites à M^{gr} de Mandelot, ni même de ce qui s'est passé suivant le contenu du procès-verbal ci-devant commencé (il s'agit de ce qui s'était passé à Lyon, du 28 août au 2 septembre), n'ayant oncques voulu assister à aucun des actes dudit procès-verbal. Dont ils ont requis acte leur en être octroyé, pour leur servir en temps et lieu. Ce que de raison. » *Registres consulaires*, BB. f° 90.

en cette occasion n'a nullement empêché les auteurs catholiques de reconnaître sa fidélité à leur cause et de le louer sans réserve (1). Mais il était avant tout un *politique prudent*, et ce trait de son caractère suffit pour expliquer la position qu'il a prise en cette grave conjoncture. Mandelot était le représentant de l'autorité royale, et comme tel, il nous a laissé lui-même dans sa lettre du 31 août sa profession de foi très-explicite « sur le bon plaisir, volonté et intention de Sa Majesté qu'il ne faudrait de suivre jusqu'au dernier soupir de sa vie. » En conséquence toute sa préoccupation en ce moment devait être de ne rien faire qui pût être désapprouvé ou lui nuire en haut lieu. Or, ne l'oublions pas, il n'avait pas encore reçu d'autre lettre royale que celle arrivée la veille. C'étaient pour le moment ses seules instructions officielles, et elles lui faisaient un devoir, nous l'avons vu, de maintenir l'édit de pacification et de ne sévir que contre ceux qui y contreviendraient.

Il est vrai que depuis la date de ces dernières dépêches (du 22) il était survenu à Paris de graves événements (le 24) qui, d'après ce que l'on disait, s'étaient accomplis avec l'approbation et même le concours du roi. Mais il n'était informé de ces faits que par voie indirecte; il n'avait lui-même reçu encore aucune communication officielle, aucune instruction nouvelle, et les faits que l'on racontait étaient si étranges, si contraires à tout ce qu'il avait appris précédemment, aux sentiments, aux volontés exprimées par le roi lui-même dans sa lettre de la veille, qu'en vérité l'on comprend qu'il dût garder quelque doute à cet égard; et qu'en tout cas avant d'adopter une ligne de conduite opposée à celle qui lui était tracée, et de passer du rôle de protecteur des protestants à une attaque ouverte contre eux, il crût prudent d'attendre des instructions nouvelles. Elles ne pouvaient d'ailleurs tarder d'arriver, et jusqu'à ce moment toute sa tactique devait consister à gagner du

(1) Voir, entre autres, C. Rubys, *Privilèges des habitants de Lyon*, p. 38.

temps, à contenir les partis, à éviter entre eux toute occasion de collision. C'est pour cela sans doute que dans la matinée du jeudi, quand il voit l'effervescence augmenter, il fait défense aux protestants « d'aller et venir librement par la ville » sous peine d'arrestation contre ceux qui enfreindraient son ordre. (*Discours du Massacre.*)

Après avoir ainsi fait connaître l'attitude observée par le consulat et le gouverneur, revenons à l'exposition des faits. Dans l'après-midi du même jour, entre trois et quatre heures selon Ravot, arriva de Paris un nouveau courrier. Mais il n'apportait pas encore de dépêche pour le gouverneur. Il avait été expédié le 25, aux frais de la ville de Lyon, par ses députés en cour (1). Le contenu de la lettre des sieurs Guyot de Masso et de Rubys était des plus graves. Ils faisaient d'abord le récit de ce qui s'était passé à Paris « par commandement du roi. » Après quoi les députés ajoutaient que « l'intention de Sa Majesté était qu'il fût exécuté en cette ville sur ceux de la nouvelle religion comme a été fait à Paris, en laquelle un grand nombre de gens ont été tués. Le roi le leur avait déclaré et commandé pour le faire entendre au dit consulat (2). »

Ces lettres furent incontinent communiquées au gouverneur qui, selon Ravot, « s'assura de beaucoup plus qu'il n'était auparavant. » (Lettre du 3 septembre.) Il paraît toutefois que l'assurance qu'en reçut Mandelot ne fut pas aussi complète que le prétend le secrétaire de la ville, car cette communication ne le décida pas encore à sortir de la prudente réserve dans laquelle il avait jugé bon de se renfermer. Cela se comprend. Malgré leur ton affirmatif, des nouvelles venues

(1) Mandement de paiement pour ledit courrier, *Registres consulaires*, séance du 3^e septembre 1572. Cette lettre des députés en cour n'a pu être retrouvée dans les archives de la ville. Elle faisait probablement partie des pièces relatives à la Saint-Barthélemy qui, quelque temps après, furent détruites, ainsi que nous le verrons. Mais son contenu peut, en grande partie, être reconstitué, grâce aux allusions ou emprunts qui y sont faits dans la correspondance de Ravot et dans les délibérations consulaires. C'est d'après ces différentes sources que nous en donnons le résumé.

(2) *Registres consulaires*, séance du 8 septembre 1572.

par une telle voie ne lui inspiraient pas une confiance absolue. Il savait que de Masso et de Rubys, comme leurs autres collègues du consulat, étaient enclins aux mesures extrêmes, qu'ils avaient été envoyés à la cour dans le but de pousser à une réaction contre les protestants. N'auraient-ils donc pas, dans leur zèle, exagéré la portée des événements accomplis, et mis sur le compte du roi lui-même leurs propres désirs? En tout cas, en passant par leur plume, les intentions royales n'auraient-elles pas été légèrement modifiées? Voilà ce que pouvait se dire Mandelot. Aussi le prudent gouverneur ne veut-il encore rien entreprendre, ni autoriser sur de tels ordres. Il persiste à attendre des instructions officielles qui mettent entièrement sa responsabilité à couvert. Mais ces hésitations, ces retards exaspèrent ceux qui veulent au plus tôt en venir aux mains. Pour eux, la volonté du roi n'est pas douteuse; ils ne comprennent rien à ces incertitudes, à cette réserve du gouverneur, et ils se montrent à chaque instant moins disposés à s'y soumettre.

Il semble que l'on cherche déjà à se passer de son approbation et de son concours. Ces lettres qui n'ont pu le décider à agir on n'a garde de les tenir secrètes, comme l'était d'ordinaire la correspondance du consulat et de ses agents. Elles sont partout colportées. On les montre à qui veut les voir. On les lit en public (1), il est inutile de dire dans quelles intentions et avec quels commentaires. C'était naturellement souffler sur le feu qui déjà commençait à s'enflammer. L'agitation grandit d'heure en heure dans les rues. Encouragés par de telles communications, appuyés en secret par des meneurs puissants, tous ces gens sans aveu qui apparaissent toujours aux heures des émeutes, ne se sentent plus contenus dans leur soif de meurtre et de pillage.

La nuit du reste approchait, et à l'abri de ses voiles, les

(1) *Sommaire et vrai Discours de la Félonie et Inhumanité enragée commise à Lyon par les catholiques-romains sur ceux de la religion réformée.* C'est une reproduction, avec quelques légères variantes, du *Discours sur le Massacre*, déjà cité.

assassinats et les violences de tout genre commencèrent. On ne se contente plus de maltraiter et de traîner en prison les protestants que l'on rencontre dans les rues. On envahit leurs maisons, on les en arrache avec violence. « La nuit étant venue, rapporte l'auteur du *Discours*, on commença à les rechercher par les maisons pour les piller, les rançonner, ou les traîner en prison, la plupart desquels n'y arrivaient pas, étant tués au coin de rue, à coups de poignard, ou bien jetés dedans l'eau, dont quelques-uns qui sont encore vivants, se sont sauvés à la nage, après avoir été emportés par le fil de l'eau, une demi-lieue au-dessous de la ville. »

Les trois pasteurs qui desservaient alors l'Eglise de Lyon, furent dès l'abord signalés aux poursuites et aux coups de ces forcenés. Afin qu'aucun n'échappât, trois dizéniers avaient reçu la mission toute spéciale de les rechercher et chacun d'eux était chargé de l'un des trois. Malgré toutes ces précautions, deux des pasteurs échappèrent « par des moyens, dit notre auteur protestant, plus propres en apparence pour les faire mourir cent fois que pour les délivrer des mains de tant d'enragés, ce que j'ai su de vrai par des gens dignes de foi. »

Le troisième pasteur, Jacques Langlois, fut moins heureux. C'était, du reste, le plus en vue. Il était le plus ancien dans l'Eglise de Lyon, et à ce titre président du consistoire. Dès la première alerte, il s'était réfugié et caché chez une honorable veuve. Mais un misérable, à qui Langlois avait sauvé la vie en 1562, lors de l'occupation de la ville par les protestants, le dénonça à ses ennemis. Vers dix heures du soir, le dizénier spécialement préposé à sa recherche, Boydon, se rend à l'endroit indiqué. Il arrache Langlois de sa retraite sous prétexte de le mener chez le gouverneur. Mais en chemin, au milieu du pont de Saône (l'ancien pont du Change), ces sicaires se précipitent sur leur pieuse victime, la frappent à coups de hallebarde. Puis, après lui avoir crevé les yeux avec leurs poignards, ils le jettent du pont dans la rivière. Quant au serviteur de Dieu, on l'ouït seulement répéter par trois

fois. « Seigneur Jésus, fais-moi miséricorde. » (*Discours du Massacre.*) (1).

C'est au milieu de ces scènes abominables que se passa la nuit du 28 au 29. Le jour ramena un peu de calme dans la ville, soit que la rage des plus impatients fût en partie assouvie, soit qu'en pleine lumière ils n'osassent commettre de tels crimes, lorsque surtout le gouverneur ne s'était pas ouvertement prononcé.

Enfin, dans la matinée du vendredi, « à dix heures ou environ » arrivèrent pour Mandelot des dépêches de la cour. C'était un bourgeois de Lyon, le sieur du Peyrat, antérieurement envoyé en mission à Paris, qui les apportait (2). Son arrivée excita des sentiments bien divers. Les protestants espéraient encore : ils se disaient que le roi ne pouvait à ce point manquer aux traités, à sa parole si souvent donnée; que tout ordre émané de lui aurait sans doute pour but de faire respecter les édits et par conséquent de protéger leurs personnes. Les catholiques, de leur côté, ne doutaient pas que ce courrier n'apportât des instructions conformes à leur désir de vengeance, et ils se flattaient, les hésitations du gouverneur une fois levées, « de pouvoir enfin exécuter leur cruel et sanglant dessein. »

L'attente était donc grande des deux parts. Elle dut se prolonger jusque dans l'après-midi, car Mandelot s'enferma avec du Peyrat immédiatement après l'arrivée de ce dernier, et il resta avec lui en conférence pendant plusieurs heures.

Les communications apportées par ce messager étaient en effet de la plus haute importance.

Le roi y représentait la Saint-Barthélemy comme une sédi-

(1) Voir aussi les *Mémoires sur l'Etat de France sous Charles IX*, I, 476 et suivantes.

(2) L'auteur du *Discours du Massacre*, de Thou, et d'après eux M. Soldan (*Notice sur la Saint-Barthélemy*), prétendent que du Peyrat (M. Soldan le nomme par erreur du Vêrat) apporta, en même temps que les missives royales, la lettre des députés du consulat. C'est une erreur. Ravot, bien placé pour être exactement informé, et avec lui les *Actes consulaires*, disent positivement que les lettres de Masso et de Rubys étaient arrivées la veille par un courrier spécial.

tion des Guises et de leurs amis, qui avaient appris que ceux de l'amiral cherchaient à se venger d'eux. Il attribuait tout le mal à la querelle particulière depuis longtemps survenue entre ces deux maisons, et qu'il avait en vain voulu apaiser, « *n'y ayant en ceci*, disait-il, *rien de la rupture de l'édit de pacification, lequel je veux au contraire être entretenu plus que jamais.* »

Un tel langage, tenu le lendemain même de la Saint-Barthélemy, est à peine croyable dans la bouche du roi qui avait tiré lui-même sur ses sujets protestants. Cependant il est de tout point conforme à la politique adoptée par la cour au premier moment, soit qu'on voulût ainsi contenir en les abusant, les huguenots des provinces, soit qu'on espérât prévenir par ce moyen une trop forte réprobation de la part des cours protestantes, qu'on avait intérêt à ménager. Mais on comprend aussi dans quelle perplexité ce langage aurait jeté un gouverneur déjà si perplexe, si à ces lettres où il n'est question que de surprise et d'intentions pacifiques n'eussent été jointes des instructions secrètes plus explicites et plus décisives.

L'existence de ces instructions verbales envoyées en cette occasion aux gouverneurs des provinces, a déjà été établie par les historiens les mieux informés sur la Saint-Barthélemy (Soldan entre autres). Elle est pour ce qui concerne Lyon, confirmée par les paroles même de Mandelot, dans une de ses lettres adressées au roi. Voici en effet ce qu'on lit au commencement de celle du 2 septembre : « Sire, j'écrivis avant-hier à Votre Majesté la recette des lettres qu'il lui aurait plu m'écrire le 22^e et 24^e du passé, et comme suivant icelles et *ce que le sieur du Peyrat m'aurait dit de sa part*, je n'ai failli pourvoir par divers moyens à la sûreté de la ville, etc. »

Mais en quoi consistaient ces instructions secrètes? Etaient-elles très-générales comme le prétend M. Soldan, laissant à l'initiative des gouverneurs le choix des moyens, selon les lieux et les circonstances? ou bien fixaient-elles la ligne de conduite à tenir, précisaient-elles les mesures à prendre?

Pour notre compte, nous pencherions vers cette dernière supposition. Elle nous semble ressortir de la lecture attentive des lettres de Mandelot. Remarquons en effet que dans sa lettre du 2 septembre, immédiatement après cette phrase : « Je n'ai failli pourvoir par divers moyens à la sûreté de la ville » il ajoute, comme s'il s'agissait d'un ordre reçu, d'une mesure qui n'a pas besoin d'explications : « Si bien, Sire, que les corps et les biens de ceux de la Religion auraient été saisis et mis sous votre main. » Ainsi donc, pourvoir à la sûreté de la ville, et dans ce but s'emparer de la personne et des biens de ceux de la Religion, tel aurait été le sujet de ces instructions secrètes apportées par du Peyrat (1).

Ce fut à prendre connaissance de ces diverses communications de la cour, et sans doute aussi à peser toutes les difficultés de la situation et les moyens d'en sortir, que fut employée cette longue conférence entre Mandelot et du Peyrat. Mais cette attente prolongée n'était pas du goût de ceux qui désiraient impatiemment connaître les ordres du roi. Elle déplut surtout aux membres du consulat qui se voyaient avec peine tenus à l'écart de cette délibération secrète. Leur mécontentement perce dans le soin avec lequel Ravot écrivant aux députés en cour fait remarquer la longueur de ce huis clos qui contrarie ses desseins (2).

Enfin, « dans l'après-dinée » le gouverneur fit convoquer

(1) En tous cas, nous sommes convaincus que ces ordres secrets n'allaient guère au delà, et qu'ainsi ils ne prescrivaient nullement une exécution contre les protestants lyonnais semblable à celle qui avait eu lieu à Paris. Cela résulte, à notre avis, jusqu'à l'évidence, du contenu des lettres de Mandelot, écrites à la suite des sanglants événements qui eurent lieu les jours suivants. Aurait-il cherché, comme il le fait, à dégager entièrement sa responsabilité des massacres accomplis, à les atténuer le plus possible, s'il avait réellement reçu la mission de les provoquer, ou du moins de les laisser faire? Et enfin, si telles avaient été ses instructions, comment expliquer les refus, la résistance qu'il oppose à toute mesure de violence, comment expliquer les précautions qu'il prend pour ne pas mettre les armes aux mains de ceux dont il sait les projets sanguinaires, tous les efforts qu'il fait pour écarter les occasions d'une collision, pour demeurer le maître de la situation? Quelle autre raison qu'un ordre reçu peut-on donner pour se rendre compte d'une modération si contraire à ses sentiments catholiques amplement prouvés, et à sa popularité qu'il exposait ainsi gravement?

(2) « Le lendemain, à dix heures du matin ou environ, arriva M. du Peyrat, lequel ayant conféré longtemps avec mondit sieur le gouverneur, comme nous nous estimons du fait déjà certains, nous fûmes appelés, l'après-disnée, à son logis. » (Lettre du 3 septembre.)

les échevins en son hôtel, soit pour leur faire part des nouvelles et des ordres qu'il venait de recevoir, soit pour s'entendre avec eux sur les mesures à prendre d'un commun accord. Ainsi qu'il l'écrivit quelques jours après aux sieurs de Masso et de Rubys, « rien n'a été fait sans y être appelé MM. les échevins et par leur voix et avis qu'ils ont donné en toutes choses. » Le circonspect gouverneur ne voulait pas, en de si graves conjonctures, engager sa responsabilité sans y impliquer en même temps celle des autres représentants du pouvoir (1). Dans cette réunion, on décida tout d'une voix que « non-seulement les personnes mais aussi les biens et marchandises de ceux de la Religion, seraient mises en sûreté, pour la conservation de qui il appartiendrait (2). » (Lettre du 3 septembre.)

On dut aussi se préoccuper des moyens de réaliser cette mesure d'une exécution assez difficile, et il fut convenu que le consulat ferait immédiatement « préparer les forces qui seraient pour cet effet nécessaires. » Mais ici l'on voit reparaître les hésitations et les défiances du gouverneur. A peine a-t-il décidé, de concert avec les conseillers de la ville, que la milice bourgeoise sera convoquée et chargée de l'exécution des mesures arrêtées, que « sa volonté est divertie. » Il envoie un contre-ordre, en sorte que « les affaires demeurent » en suspens pendant le reste de la journée (3). »

(1) Lettre inédite de Mandelot aux sieurs de Masso et de Rubys, du 9^e de septembre 1572. *Correspondance consulaire*, AA. 20. f^o 65.

(2) Cette résolution a été très-diversement appréciée. Quelques-uns y ont vu un achèvement intentionnel aux massacres exécutés plus tard; d'autres, une simple précaution prise pour garantir des violences populaires la personne de ceux de la religion et leurs biens du pillage. De la part du gouverneur, ce n'était qu'une mesure de police conforme aux instructions que nous avons citées plus haut. La suite du récit le montrera avec évidence.

(3) *Registres consulaires*. Ce curieux incident, qui confirme si bien notre appréciation de la conduite de Mandelot, est rapporté dans le dernier feuillet (le seul existant encore) de la première partie du procès-verbal que les échevins de 1572 avaient fait dresser « de ce qui était advenu aux personnes de ceux de la N. R., durant le présent mois d'aoust 1572. » Nous transcrivons ici ce précieux document, qui, malgré sa forme fragmentaire, est une pièce importante au procès. Il débute par le milieu d'une phrase, dont la première partie se trouvait sur les feuillets enlevés, mais il est facile de rétablir le sens. Le voici : « Et pourveoir selon icelles (les lettres royales), leur commandant (le gouverneur commandant aux échevins) et ordonnant de préparer de leur part les forces qui seroient pour

La raison qu'il donne de ce brusque revirement c'est qu'il veut « attendre de plus amples déclarations de la volonté de Sa Majesté qu'il espérait de jour en jour recevoir. » Mais évidemment ce n'était là qu'un prétexte. En effet nous le verrons dès le lendemain matin, sans avoir reçu de nouvelles instructions, reprendre l'exécution des mesures qu'il n'a pas voulu accomplir avec le concours du peuple armé.

La vraie raison de ce contre-ordre, la voici : c'est lui-même qui nous la donne dans une lettre qu'il adressa, quelques jours après, aux députés de la ville. « Il n'était pas d'avis, dit-il, que tout le peuple s'en mêlat, craignant quelque désordre, même un sac. » En administrateur expérimenté qui sait ce que sont et ce que peuvent devenir les mouvements populaires, il a réfléchi que s'il autorise le peuple, ce peuple déjà si excité, à prendre les armes, il ne lui sera plus possible ensuite de le retenir, qu'il s'expose à ne plus demeurer maître de la situation et à ne pouvoir alors empêcher ni l'effusion de sang ni le pillage, « même un sac, comme il le dit, le sac de la ville. » C'était déjà avec cette pensée que dès le commencement, il avait eu soin de n'employer pour la garde de la ville que les soldats salariés qui relevaient directement de son autorité. C'est encore dans cette pensée qu'au lieu d'appeler la milice bourgeoise, ce dont on ne manquera pas plus tard de lui faire reproche, il avait chargé les membres des nations étrangères qui étaient organisés en corporations, de former chaque nuit un corps de garde de vingt des leurs, « pour la sûreté de leurs échanges (1). »

Mais les troupes soldées dont Mandelot pouvait disposer étaient peu nombreuses. C'étaient les soldats de sa garde, ceux de la garnison de la citadelle, et peut-être aussi les trois cents

cet effet nécessaires. Toutesfois, ayant l'après-dînée sa volonté été divertie et changée, seraient demeurées les affaires en même état que devant, attendant par Msgr le gouverneur plus amples déclarations de la volonté de Sa Majesté, qu'il espérait de jour à autre, par l'arrivée dudit sieur Delisle, qu'il avait pour cet effet dès longtemps envoyé en cour. » *Registres consulaires*, BB. 96, f° 144.

(1) Lettre de Mandelot à De Massot et de Rubys.

arquebusiers de la ville, en tout mille hommes au plus. (*Discours du Massacre.*) Aussi au même moment où il prend le parti de ne pas employer la milice municipale, il envoie des exprès « aux seigneurs et à quelques autres de la noblesse des pays environnants pour leur faire entendre de lui envoyer quelques forces qu'ils pourraient faire de leurs amis (1). »

Toutefois il n'attend pas l'arrivée de ces renforts, pour procéder à l'arrestation des protestants. Le temps presse, en effet ; le peuple et le consulat, mécontents de ce nouveau retard, pourraient agir d'eux-mêmes. Il faut donc au plus tôt, selon son expression, « s'assurer les corps et les biens de ceux de la Religion. » Pour cela il eut recours à un expédient fort habile qui n'exigeait pas de déploiement de troupes par la ville et qui écartait en même temps tout péril d'agitation et de résistance isolée. Dès les premières heures du jour suivant, il va le mettre à exécution.

Le samedi (30 août), dans la matinée il fait publier « à son de trompe par tous les carrefours et lieux accoutumés de la ville une ordonnance contenant en somme que ceux de la religion réformée eussent à se rendre à la maison du gouverneur pour entendre la volonté du roi. » (*Discours du Massacre.*) Ignorant les instructions secrètes apportées par du Peyrat, n'ayant pas encore renoncé à tout espoir de voir la justice triompher, la plupart de ces malheureux « se firent à croire, dit l'un d'eux, que cela se faisait pour leur bien. » Ils sortent donc des endroits où ils s'étaient cachés et se rendent sans méfiance au lieu assigné. Mais à peine sont-ils réunis que des soldats les entourent, s'emparent d'eux et les conduisent en prison. Le nombre des protestants qui donnèrent ainsi dans le piège, fut considérable. La prison ordinaire (celle de Roanne) ne put suffire pour les contenir tous. On en entassa plus de trois cents dans les cachots de l'archevêché (2). La place

(1) Lettre de Mandelot au roi, du 31 août.

(2) Les prisons de l'archevêché étaient alors établies dans un bâtiment qui se trouvait en face de la maison qu'on appelle aujourd'hui la Manécanterie, sur l'emplacement actuel de l'avenue de l'Archevêché.

manquait encore. Les couvents devinrent aussi des prisons. On enferma les captifs dans le cloître des Célestins et dans celui des Cordeliers « et autres lieux capables de contenir une telle multitude. » (*Discours du Massacre.*)

Grâce à ce moyen expéditif, et à la surprise complète des protestants, tout se fit « sans tumulte ni scandale, » selon la lettre de Mandelot au roi (2 septembre). « Seulement tous nos huguenots furent bien ébahis, » écrivait Ravot à un de ses correspondants parisiens (29 août).

Ébahis ! on l'eût été à moins ! Devant une telle violation des promesses royales, à la suite d'un tel guet-apens, l'ébahissement devait toucher de près à l'indignation et à la stupeur, et cette observation du secrétaire faite de sang-froid, presque sur un ton sardonique, ne prouve que trop à quel point la haine et le fanatisme avaient étouffé jusque chez les plus modérés tout sentiment de justice et d'humanité !

En même temps que l'on procédait ainsi à l'arrestation de ceux de la Religion, le gouverneur n'oubliait pas de faire exécuter la seconde partie des mesures arrêtées concernant la confiscation de leurs biens (1). » Ainsi s'écoula la journée du samedi. Mais pendant ce temps les esprits s'échauffaient et s'exaltaient toujours plus dans les masses. On parlait déjà d'autres exécutions plus sommaires et mieux en accord avec le fanatisme surexcité.

La nuit du vendredi au samedi s'était passée assez tranquillement. Il ne devait pas en être de même de celle du samedi au dimanche. Elle allait, hélas ! voir se reproduire, mais singulièrement aggravés, tous les excès des journées précédentes. Beaucoup de protestants avaient été arrêtés. Cependant il y en avait encore un grand nombre qui, par méfiance ou tout autre motif, ne s'étaient point rendus à l'invitation du gouverneur et avaient ainsi échappé à la prison. Ils n'eurent

(1) « MM. de la justice furent députés pour faire dans les maisons des protestants la saisie et l'inventaire des biens, meubles, marchandises qui leur appartenaient. » (Ravot.)

pas longtemps à s'en féliciter. C'était sur eux qu'allait se porter la fureur de ces hommes de sang que n'avaient pu apaiser les rigueurs déjà exercées contre les réformés. « La nuit ne fut pas sitôt venue, rapporte notre témoin oculaire, qu'on ouït de toutes parts de la ville, des cris et voix lamentables tant de ceux que l'on massacrait par les maisons, que des autres déjà demi-morts qu'on traînait à la rivière, et principalement les cris horribles des femmes et petits enfants qui se voyaient ensanglantés du sang de leurs propres pères ; ces cris lamentables fendaient le cœur à ceux qui avaient tant soit peu d'humanité. » (*Discours du Massacre.*)

Que de scènes horribles que l'on a le courage à peine de retracer ! Les égorgeurs pénètrent dans une maison où ils découvrent un ouvrier protestant nommé Martin Gonon. Cet individu est retenu sur son lit par une fracture à la jambe. Mais son état n'arrête pas ces furieux. Ils le jettent sur un drap et le portent ainsi jusqu'au Rhône, où ils le précipitent. Malgré sa jambe cassée, cet infortuné se dirige en nageant vers un bateau ; il s'y cramponne, il essaye d'y monter. Mais ses bourreaux ne l'ont pas perdu de vue. Ils courent au bateau, coupent ses doigts crispés dans une suprême étreinte, et le repoussent « à coups de perches et d'avirons, » jusqu'à ce qu'il ait disparu sous les flots.

Et toutes ces horreurs n'étaient, hélas ! que le lugubre prélude de celles qui allaient s'accomplir le lendemain en pleine lumière.

(*Suite*).

PUYROCHE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LES RÉFUGIÉS FRANÇAIS EN ALLEMAGNE

RELATION DU VOYAGE DE M. DOLIMPIE DANS LE WURTEMBERG

ET A ULM (1)

(OCT. ET NOV. 1687)

Le lundy, sur les neuf heures du matin, M. de la Motthe me vint prendre en mon logis, et me dit que S. A. S. estoit en état de m'ouïr.

Dans le moment j'allay au château, accompagné dudit sieur de la Motthe, qui, m'ayant fait passer à travers une grande salle où il y avoit quelques gentilshommes, m'introduisit dans la chambre où estoit S. A., et tira la porte sur moi, me laissant seul avec S. A. (2).

Après avoir fait la révérence à S. A., et l'avoir assurée des profonds respects et de la recognoissance des réfugiés françois, et entre autres de ceux qui composent l'Eglise françoise de Zurich, je la suppliai très-instamment de vouloir continuer les effets de sa bénédicence envers nos povres passants dans ses Etats. J'adjoustay que, comme nous ne pouvions pas douter de sa bonne volonté, le sujet qui me donnoit lieu de ma présence devant luy estoit sur ce que nous avions esté informés qu'on faisoit difficulté de recevoir dans les hôteleries nos gens en payant, et que même en quelques endroits on leur auroit refusé le couvert; que c'estoit le moyen de faire périr une infinité de misérables, surtout dans la saison où nous allons entrer; que nous savions bien que cela arrivoit au préjudice de ses favorables intentions, et qu'ainsy nous avions cru d'estre obligés de le lui faire sçavoir, afin qu'il donnât les ordres que sa sagesse trouveroit nécessaires pour remédier à cet inconvénient. Je luy représentay encore qu'attendu la longue route et la rigueur de la saison, il pourroit arriver que quelques-uns tomberoient malades, et qu'ils n'auroient pas de quoi se sustenter; qu'en ce cas nous le supplions

(1) Voir la première partie (*Bull.*, juin, p. 278).

(2) Le prince Frédéric-Charles, tuteur du jeune duc Eberard Louis.

très-instamment de pourvoir à ce qu'ils fussent portés et logés dans les hôpitaux, pour y estre receus et secourus comme les habitans du pays en pareil cas. En suite de cela, je lui rendis la lettre de Leurs Excellences de Zurich. Après l'avoir leue, il me répondit qu'il nous estoit fort obligé de l'honneur que nous lui faisions, qu'il prenoit beaucoup de part aux maux où nous estions exposés, et qu'il souhaittoit de nous pouvoir donner plus de secours qu'il ne faisoit; que nous devions estre asseurés que le traitement dont je lui parlois le touchoit beaucoup, et qu'il donneroit les ordres nécessaires pour que cela n'arrivât plus, et qu'on eût soin des povres malades dans les hôpitaux; c'est de quoy je pouvois asseurer ceux de la part de qui j'estois envoyé. Je le remerciai de nouveau de ces tesmoignages de bienveillance.

Après cela, je luy dis que j'avois esté chargé par occasion de luy proposer un établissement pour des manufactures; que cecy regardoit des familles commodés qui ne luy seroyent point à charge et qui apporteroient beaucoup de profit à l'Etat, au public et au particulier. Il me répondit que dès le commencement il en avoit eu la pensée, mais que cela avoit esté traversé par la cour de France. J'alléguay que Genève même en Suisse, et tant de princes d'Allemagne ne s'estoient pas arrêtés par cette considération; qu'au contraire chacun tâchoit de profiter des dépouilles de la France; qu'au cas que les choses réussissent à l'avantage de ces princes et Estats, comme il y auroit lieu d'espérer, il auroit du regret de n'en avoir pas profité luy-même. Que comme la force d'un Etat consiste à avoir des sujets, de l'argent et de l'industrie parmy le peuple, en recevant une colonie telle que je luy proposay, il s'accomoderoit de ces trois choses tout à la fois.

Il adjouta que le prince de....., son beau-frère, ce me semble, qui est joignant les Etats de Cassel, avoit dessein de recevoir des réfugiés, et qu'au cas qu'il trouvât de l'obstacle du costé du corps ecclésiastique, il achèteroit un coin de terre au delà de ses limites, dans les Etats de Cassel, pour y faire bâtir un temple. Je luy dis qu'apparemment il ne manqueroit pas de réfugiés pour satisfaire le désir de ce prince. Il me dit qu'il luy en écriroit.

Enfin, il me dit qu'il feroit bailler une lettre et reponse à celle que je luy avois portée de la part de M^{rs} de Zurich, et me pria de voir avant que de partir le docteur Bardelly. Et cela me donna lieu

de prendre congé de luy et de me retirer. Il vint m'ouvrir la porte de la chambre, et dès que je fus dans la salle, il appella le sieur de la Motthe, et apparemment il luy donna ordre de me mener là où estoit ledit docteur Bardelly. En effet, dès que nous fûmes à la porte du château, la Motthe me dit si je ne voulois pas aller voir M. le docteur Bardelly, et que S. A. S. luy avoit commandé de m'y accompagner. Je respondis que j'estois tout prest, et que je l'avois ainsi promis à S. A. S.

De ce pas là nous allâmes à la chancellerie, et le sieur de la Motthe alla dire au docteur Bardelly que j'estois là. Il vint d'abord, et me pria de monter dans la chambre où s'assemble le consistoire, et où se font toutes les expéditions qui regardent les affaires et les personnes ecclésiastiques en tout le Wirtemberg.

Dès que nous fûmes entrés dans la chambre, il fit sortir le secrétaire, et m'ayant fait assoir, me demanda si je n'estois pas satisfait de S. A. S. « Je le suis, répondis-je, au delà de ce que je pouvois attendre. — Et pour les affaires de l'établissement des François, que vous a-t-il dit? — Il m'a répondu qu'il le souhaite avec passion, mais qu'il est à propos de laisser passer l'affaire des Piedmontois. — Cela est bien, ajouta le docteur, parce que notre clergé leur est favorable. — Et d'où vient, répartis-je, qu'il nous est si opposé? — C'est, dit le docteur, que notre clergé regarde les Eglizes des Vaudois comme des Eglizes qui sont entachées de quelques erreurs qu'on espère de repurger avec le temps. — Et pourquoy, répliquai-je, n'a-t-on pas la même veue pour nos Eglizes françoises? — C'est, me dit-il, qu'on craint les ministres françois, et qu'on appréhende de n'en venir pas si facilement à bout. On ne demande que l'acquiescement et la signature des ministres, et on ne se soucie pas que le peuple en sache rien, ni qu'il fasse et croye ce qu'il voudra. »

Le docteur me dit ensuite que S. A. S. luy avoit ordonné de me demander si j'estois du nombre de ces rigides qui ne veulent démordre de leurs premiers sentimens, si j'avois cogneu M. Amyrault, et si j'estois dans son sentiment sur la grâce. Je luy répondis que je contribuerois de mon sang pour l'union tant désirée, que je croyois qu'il falloit commencer par la tolérance; que quand nous nous cognoitrions mieux, l'aversion que leurs gens ont pour nous diminueroit; que j'avois étudié à Saumur, sous M. Amyrault; que nous avions beaucoup de nos ministres qui estoient de son senti-

ment, qu'au fond la différence n'est quasi que sur des expressions; que nos synodes avoyent prudemment fait d'ordonner le silence en cette matière. De là il reprit la conversation sur l'affaire de l'union sur les mêmes principes que cy-devant, et nous en demeurâmes aux mêmes termes.

Le mardy, sur les dix heures, le sieur la Motthe revint encores, et me dit que le sieur Bardelly avoit à me parler. Je rebroussay avec luy dans la même chambre du consistoire. Ledit sieur Bardelly me bailla la lettre que S. A. S. a écrite à Messrs de Zurich, en réponse à celle que je luy avois portée de leur part, et m'assura de nouveau des favorables dispositions de S. A. S. envers nos réfugiés, me disant que hier au soir, en parlant du traitement que je luy avois dit que nos povres gens avoyent reçu, S. A. S. avoit esté *iratus* (irrité). Le docteur revint à la charge sur l'affaire de l'union, en me disant que cela faciliteroit une favorable retraite à une infinité de misérables. Je luy répondis que ces misérables avoyent quitté leur patrie pour pouvoir aller ailleurs professer une religion qu'ils croyoient pure, et qu'ils ne sauroient trahir le sentiment de leur conscience ni entrer pour des considérations du monde dans une religion qu'ils croient moins pure que la leur, quoy qu'ils estiment que ceux quy y sont nés y peuvent faire leur salut. Enfin, il me pria de saluer de sa part le docteur Heydegger, pour lequel il a de la vénération, M. Schweiger et M. Verdmuller, et leur dire qu'il souhaitteroit avec passion d'avoir une conférence avec M. Heydegger, de laquelle il espéroit beaucoup de fruit. Après les civilités ordinaires, je me retiray. Il m'accompagna jusques au bas des degrés, comme il avoit fait l'autre fois, pour s'en retourner dans la première chambre dont il estoit sorti, pour me mener à celle du consistoire.

J'employai une partie de l'après-disné à escrire à M. Darassus, ministre d'Heidelberg, le sujet de mon voyage et le succès qu'il avoit eu. Je le priay d'employer ses soins pour que le consistoire de son Eglise sût au vray ce qui se passoit sur la route depuis Stuttgart à Heydelberg, et de cette ville à Francfort; de communiquer avec Mrs de Francfort, et de donner avis à Mrs du consistoire de l'Eglise françoise de Zurich de ce qu'ils auroient fait. J'escrivis une pareille lettre à M. Richier, ministre de l'Eglise françoise de Francfort, afin qu'on fist ce qu'on trouveroit à propos sur les routes que nos réfugiés tiennent en partant de Francfort.

Le soir, demy-heure avant la nuict, en passant, je vis sortir du logis du Corbeau quinze ou vingt refugiez, la plupart des femmes et de petits enfants. Je leur demanday d'où est-ce qu'ils venoient, et qu'est-ce qu'ils cherchoient. Ils me répondirent qu'ils venoient de Suisse et demandoient à loger, que desjà on les avoit refusez en trois ou quatre hosteleries; qu'ils me supplioient de leur procurer quelque retraite pour passer la nuict. Je leur dis qu'il ne leur manqueroit pas de retraite, et qu'ils me suivissent. Dans le moment je les conduisis à la chancellerie, et m'estant adressé à celui qui a la charge de donner la passade aux refugiez (1), je dis à cet homme qu'on avoit refusé de recevoir dans les hosteleries ces povres gens que je luy menois, et que je le priois d'avoir la charité de les faire loger en payant. Il me répondit qu'il n'avoit point d'ordre pour cela. Je le priay de me mener à la chambre de M. de la Motthe; il m'y conduisit. M. la Motthe se trouva occupé auprès du prince, et me conseilla de m'adresser à M. le docteur Bardelly. Je priay encore cet homme de la chancellerie de me vouloir accompagner chez ledit sieur Bardelly, et je pris trois de ces refugiez, afin de certifier du refus qu'on leur avoit fait. M. Bardelly fut surpris lors que je luy produisis ces povres gens, et quand il sceut de quoy il s'agissoit, il dit à cet officier d'aller chercher des logis pour ces gens. Bien tost après il revint, et rapporta qu'on les recevroit dans deux différens logis, et qu'ilz devoient se partager en deux troupes. M. Bardelly me pria ensuite d'aller exposer à M. le bailli de la ville ce qui estoit arrivé. J'y allay d'abord. Il me répondit que ce jour S. A. S. luy avoit ordonné de donner ordre aux hosteleries de recevoir nos gens, qu'il n'avoit pas eu le temps de le faire, mais que le lendemain matin il y pourvoiroit. Il estoit pour le moins une heure de nuict quand je me retiray, bien aise cependant de cette aventure, qui justifioit suffisamment que nous avions eu sujet de nous adresser à S. A. S., à cause de la dureté des hostes.

Je crus que j'avois satisfait au dessein de mon voyage dans la cour de Stutgard; je partis le mercredy matin, et pris la route d'Ulm. Dès que je fus arrivé à Ulm, le jeudy, à deux heures après mydy, j'allay au bureau, pour voir s'il n'y avoit point de lettre où je trouvasse de

(1) Cette passade est depuis 2 batzes et demy d'empire, qui fait 6 s. moins 1 denier de France, aux moindres qu'en l'ordinaire, et va jusques à 1 goulde aux ministres, etc., mais on veut voir les personnes, et qu'ils la demandent.

nouvelles instructions. Il n'y eut rien. J'allay ensuite rendre deux lettres de recommandation pour des bourgeois d'Ulm. Chez le dernier de ces messieurs, je trouvay le paquet où estoit la lettre de M. le docteur Heydegger à M. le ministre surintendant d'Ulm. Je pris heure avec ce bourgeois pour aller rendre le lendemain matin cette lettre.

Cependant, ayant appris que depuis quelques semaines on refusoit l'entrée de la ville d'Ulm à nos povres refugiez, j'allay à la porte, pour sçavoir la vérité, et ayant seu cela de la bouche du concierge, je m'informay s'il n'estoit pas passé de malades; il me répondit que non. J'allay ensuite hors de la ville, à une hostellerie qu'il y a, pour voir s'il y auroit quelqu'un de nos gens. Je n'y trouvay personne. Je fis ou fis faire la même recherche en divers endroits de la ville; il ne s'y trouva personne.

Le vendredy matin, j'allay rendre la lettre de M. Heydegger à M. le surintendant. Je luy exposay le sujet de mon voyage et le succès qu'il avoit eu. Je le priai de m'estre favorable. Il me receut fort honnestement, fist beaucoup de considération de la lettre dudit sieur Heydegger, et me dit qu'il ne tiendrait pas à luy que je n'eusse toute la satisfaction que je souhaittois, mais qu'il falloit s'adresser à M. le bourguemaistre. Il m'avoua qu'il estoit vray qu'on refusoit l'entrée de la ville à ceux de nos refugiez qu'on croyoit estre sur le pié de mendians; que c'estoit parce que quelques semaines auparavant une troupe d'environ deux cents personnes s'estant trouvée de coucher à Ulm la nuict du samedy au dimanche, le dimanche matin, cette grande troupe se trouva à la porte de l'église lors que l'assemblée se formoit, et que luy-même, touché de l'état de tant de povres gens, avoit exhorté l'assemblée à la charité sur la fin de sa prédication; que cela avoit produit des aumônes considérables à l'issue de la prédication; mais que ces gens, non contents de cela, s'estoyent épandus en suite par toute la ville, allants, clochants et mendians de porte en porte, et que cela avoit duré trois ou quatre jours; que la bourgeoisie, non accoutumée à cela, avoit esté obligée de faire prendre des mesures pour l'éviter, et que c'estoit la seule raison pour laquelle on refusoit l'entrée de la ville à ces sortes de gens; que cependant on leur donnoit 1 batze d'empire pour la passade à chacun. Je luy représentay que ce cas estoit extraordinaire, et qu'à l'avenir on verroit très-peu de ces sortes de gens, parce que les Etats du prince

de Bareit estans suffisamment fournis, on estoit desjà obligé de passer ailleurs par Stutgard.

Il adjouta que deux choses l'avoient fort touché : la première, de voir tant de peuple sans conducteur, et sans que quelqu'un entendit l'allemand ou le latin ; la seconde, que ces povres gens paroissant tous muets ne faisoient que tendre la main, avec quelque son de la bouche non articulé ; qu'il n'avoit jamais si bien compris qu'alors que la diversité de la langue fût une si grande incommodité. En suite, il me fit excuse de ce qu'il ne pourroit pas m'accompagner chez M. le bourgmaistre et ailleurs, à cause des occupations extraordinaires où il se trouvoit ce jour-là. Mais dans le moment il envoya quérir un bourgeois pour me conduire chez un ministre son collègue, qui parle françois et qui a soin de nos refugiez ; que celluy-là m'informerait de tout, prendroit heure avec M. le bourgmestre pour m'escire, et ne me quitteroit point que mon affaire ne fût faite. Il bailla à cet homme la lettre de M. Heydegger, pour la remettre à ce ministre.

Accompagné de ce bourgeois, j'allay chez M. Beck ; ainsi s'appelle ce ministre ; il est diacre, et outre les autres fonctions de sa charge, il a quelque inspection sur l'hôpital. Ce ministre me confirma ce que M. le surintendant venoit de me dire, et adjouta qu'il avoit fait recevoir dans leur hôpital une femme reconnue pour catholique-romaine, Française ; qu'on l'avoit gardée jusques à sa convalescence ; qu'elle estoit partie sans rien dire ; que j'avois lieu d'espérer qu'on useroit d'autant de charité envers les nostres, s'il arrivoit qu'il y eût des malades, et qu'on les feroit traiter comme les leurs ; que jusques alors cela n'estoit point arrivé. Nous allâmes chez M. le bourgmaistre, qui nous donna heure à une après-midy. D'abord j'allay à la grande église, où ce ministre devoit baptiser des enfans. Après qu'il eut fait, je le joignis, et ensuite nous allâmes chez M. le bourguemaistre. Je luy exposay le sujet qui me donnoit lieu à me présenter devant luy, et luy exhibay les lettres patentes. Il entend un peu le françois. Le ministre luy rapporta ce que le surintendant, qu'il avoit veu avant midy, luy avoit dit, luy fist voir la lettre de M. Heydegger, et luy redit en allemand ce que je luy avois dit. Il me fist dire par ce ministre qu'il estoit touché de l'état où nous nous trouvons ; que nos gens avoient donné lieu au refus de l'entrée de leur ville ; qu'on leur donnoit à la porte une petite passade,

et que s'il arrivoit qu'il y eût des malades, on en auroit soin; que cependant je pouvois luy bailler une copie des patentes, et le ministre la lettre de M. Heydegger; qu'il proposeroit cette affaire au consistoire le lundy, et qu'il seroit favorable à ce que je luy demandois. Je luy baillay les patentes, et le priay de les faire copier luy-même. Il me dit qu'il me les envoyeroit à mon logis.

En sortant, nous allâmes informer M. le surintendant de ce qui s'estoit passé. Il en fut bien aise; et après une demy-heure de conversation, je pris congé de luy. Il me chargea de faire ses complimens à M. le docteur Heydegger, et qu'il renvoyoit à luy faire réponse après la délibération du conseil, dont il l'informerait en même temps. Après cela, j'allay accompagner le ministre chez luy, luy recommanday nos povres refugiez, et me retiray.

A l'entrée de la nuit, on me dit qu'il estoit arrivé quelques refugiez. Je les trouvay au logis de la Roue. Entre autres, il y avoit un garçon peigneur de laine, de la Salle, en Cévenes, fort fatigué de la route, et attaqué d'une espèce de fiebvre. Ses camarades me dirent qu'il ne pourroit plus les suivre; je luy proposay de le faire recevoir dans l'hospital, pour se rafraichir un peu pendant quelques jours, et jusques à ce qu'il fût en état de continuer son chemin; que là il seroit bien, attendu la promesse qu'on venoit de me faire. Il renvoya au lendemain matin à se déterminer. Je fus le voir à l'aube du jour, mais soit qu'il se sentit un peu plus de courage, soit qu'il luy fâchât de voir partir ses camarades sans luy, soit surtout que ce mot d'hospital le picquât d'horreur, quelques instances que nous luy fissions de demeurer pour se remettre, il voulut partir avec ses camarades. Je luy présentay un demy-goulde, qu'il eut de la peine à recevoir, me disant qu'il avoit encore 2 écus, et qu'après cela Dieu y pourvoiroit.

Je partis d'Ulm une heure après, sur les huit heures. Je n'ay rien pu découvrir sur ma route de considerable qui regarde nos refugiez. On me dit qu'on les loge en payant. Il est mort un homme depuis quelques semaines à un village où il y a un château sur une éminence, à deux lieues en deçà d'Ulm.

Le mardy, à midy, je suis arrivé à Schaffhouse; c'est le 4^e jour depuis Ulm, à cause que les chemins estoyent extraordinairement mauvais, par les pluyes continuelles. C'est le 17^e jour de mon voyage.

Le jeudi, je suis allé à Zurich, rendre compte du succès de mon voyage à M^{rs} du consistoire de l'Eglise française. Ces M^{rs} m'ont paru satisfaits du rapport que je leur ay fait, un peu moins étendu que ce dessus. J'ay aussy informé M. le bourgmastre Hitzel, en peu de mots, de ce que dessus, et luy ay rendu la lettre de S. A. S. Ce seigneur m'a paru satisfait, et a dit que le sénat écriroit à S. A. S. une lettre de remerciements...

M^{rs} Reboulet et Bruguier, en me donnant les instructions pour le voyage, m'avoient baillé 50 écus pour fournir aux fraix. J'en ay rendu le compte suivant :

1 ^o Donné à divers povres, comme il paroît	
cy-dessus, 4 fl.	7 liv. 2 s. 3 d.
2 ^o J'ay délivré à M. de Mirmand, par ordre de M. Reboulet.	87 liv. 45 s. 6 d.
	94 liv. 17 s. 9 d.
Consumé aux frais de places, louage de cheval pour vingt journées, et autres faux frais	55 liv. 2 s. 3 d.
	150 liv. 0 s. 0 d.

Après quoy je me suis retiré à Zurich, ayant employé en tout les susdites 20 journées, y compris celle de mon retour à Schaffhouse.

Obmis dans la relation cy-dessus.

A Dautlingue, le cheller et le ministre spécial me dirent si je demandais quelque chose pour moy. Je les remerciay, et leur dis que c'estoit pour des misérables que j'implorois leur charité. A Balingue et à Tubingue, on me fist la même offre. Je répondis de même.

Le vendredy de mon séjour à Stutgard, je priay un réfugié nommé L'Hostal, avec qui je me trouvoy logé, qui partoit pour Francfort, d'observer ce qui se passoit de considérable sur la route, et de me l'écrire de Francfort. Je fis la même chose le dimanche, à l'égard de M. Galhay, proposant, qui partit aussy le lundi pour Francfort, et leur baillay 2 creutzer à chacun pour affranchir les lettres jusques à Reynheck.

De Francfort, le 5^e/15^e novembre 87.

On n'a pas trouvé de refugiez malades dans la route de Stutgard à

Heydelberg. Il est vray qu'il y en a à Heydelberg : on les reçoit dans un lieu destiné à cela, où on les assiste dans tous leurs besoins. On donne aux passants qui se portent bien demy-florin aux moindres, et on augmente selon leur qualité.

A Francfort, il y a une maison destinée pour tous les réfugiez qui sont malades. On donne environ 2 rissdales, et aux moindres cinq quarts de florin.

Au dos :

1687.

Mémoire du voyage de M. Dolympie, pour remédier aux nécessitez des refugiez sur la route d'Allemagne.

LETTRES ÉCRITES PAR DIVERS PASTEURS

AU SUJET DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

DE JANVIER 1773 A DÉCEMBRE 1775

*A Monsieur Jules Bonnet, secrétaire de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.*

Nîmes, 20 juin 1869.

Cher Monsieur,

Les lecteurs du *Bulletin* savent combien les archives consistoriales de Nîmes sont riches en précieux documents (1). En outre des seize volumes contenant les délibérations du consistoire, de 1583 à la fin du siècle dernier, et des sept volumes et plusieurs manuscrits séparés renfermant un grand nombre de *synodes nationaux*, de *synodes provinciaux* et d'actes de divers *colloques*, il y a dix-sept cartons pleins de pièces manuscrites qui ne sont ni sans importance ni sans intérêt. Il y a là des matériaux qui peuvent servir à la reconstruction de notre glorieux passé, ou qui peuvent aider à le mieux connaître dans ses plus intimes détails. Je suis toujours plus convaincu que l'histoire vraie ne doit se faire que par l'étude patiente et laborieuse des documents authentiques, si l'on ne veut pas tomber dans la fantaisie ou le roman. Je crois donc faire une œuvre qui ne sera pas inutile en vous envoyant de temps à autre quelques pièces inédites et originales, que je tirerai de nos archives consistoriales.

(1) *Bulletin*, XVII, 296.

Je commence par une série de cinquante-six lettres, qui se trouvent en deux liasses dans le carton n° 4, et qui ont été écrites à M. Olivier-Desmont, de 1773 à 1775, alors qu'il était pasteur à Bordeaux. Une note mise par M. Desmont lui-même sur le papier qui sert d'enveloppe à ces lettres est ainsi conçue : « Lettres de plusieurs de mes confrères, au sujet des Eglises réformées du royaume. » Au nombre de ces *confrères* sont Paul Rabaut (3 lettres), Rabaut Saint-Etienne, son fils (5 lettres, et 1 à lui), Court de Gébelin (7 lettres, et 1 à lui), Gal-Pomaret, le correspondant de Voltaire (9 lettres), Gal-La-Devèze, son frère (1 lettre), Etienne Gibert, pasteur à Londres (1 lettre du 6 mai 1774, très-intéressante, et qui donne sur son différend avec le consistoire de Bordeaux des détails circonstanciés que je n'ai vus nulle autre part). Il y a aussi dans une des lettres de M. Allard, pasteur à Bergerac, une longue citation d'une lettre du pasteur Broca, au sujet de son arrestation par la maréchaussée dans une auberge, sur le chemin de Meaux à Paris : ces détails sont pleins d'intérêt, et peu connus, je crois.

Je me suis demandé s'il me fallait donner cette série de lettres dans l'ordre chronologique, ou bien si je devais donner les unes après les autres toutes celles qui ont été écrites, dans l'intervalle de ces trois années, par le même correspondant. Mais comme elles s'éclairent les unes les autres, et qu'en général toutes celles d'une certaine période, de quelque main qu'elles soient, font allusion aux mêmes faits, je me suis arrêté à la première méthode, qui me paraît d'ailleurs plus rationnelle.

J'ajouterai quelques notes historiques et biographiques, afin de faciliter l'intelligence des documents. Quelquefois, malheureusement, je ne pourrai arriver qu'à de simples conjectures, lorsque les correspondants s'écrivent (et pour cause) à mots couverts, ou parlent incidemment de faits imparfaitement connus. Mais les documents seront là ; et de nouvelles pièces qui pourront venir d'autre part achèveront de donner les éclaircissements nécessaires. Je reproduis le texte avec la plus scrupuleuse fidélité. J'omets seulement quelques paragraphes de ces lettres très-intimes, lorsqu'ils me paraissent ne pas avoir un intérêt assez général.

Un mot sur M. Olivier-Desmont, à qui nous devons ce recueil de lettres. — Il desservit successivement les Eglises de Valleraugue, d'Anduze, de Bordeaux et de Nîmes. Il fut appelé dans cette dernière Eglise en 1802, lors de la réorganisation des cultes. Il y mourut en 1825, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Il était né à Durfort, en janvier 1744. Il avait de la réputation comme orateur et comme écrivain ; et l'on peut voir, à la déférence dont l'honoraient ses collègues les plus distingués, que son influence était considérable. Il était du reste fort zélé pour la

cause protestante, et il travailla activement et non sans succès au relèvement des Eglises. Il fit cause commune avec Voltaire pour obtenir la réhabilitation de la mémoire du martyr Calas, et il soutint des relations suivies avec Rulhière, alors que celui-ci préparait le livre qui devait amener l'Edit de tolérance de 1787 (1).

Les cinq lettres que je transcris aujourd'hui sont de Gal-Pomaret, pasteur à Ganges, et de son frère Gal-La-Devèze, pasteur au Vigan. Voici quelques lignes de l'article que la *France protestante* consacre à ces deux pasteurs du Désert : « Gal-Pomaret était un homme d'un caractère élevé, d'une érudition étendue et d'un esprit que Voltaire appréciait, c'est tout dire. Il a laissé dans ses montagnes natales la réputation d'un prédicateur éloquent, et (mérite que nous prisons dans un ministre de l'Evangile par-dessus tous les autres, parce qu'il découle de la charité, si fortement recommandée par l'Apôtre), il professait et pratiquait la tolérance. » On verra aujourd'hui même un remarquable exemple de cet esprit de largeur chrétienne. Et de son frère : « Gal-La-Devèze ne possédait pas autant de science, mais il avait peut-être une piété plus solide, unie à beaucoup de fermeté, à beaucoup de douceur et à beaucoup de désintéressement... Il mourut au Vigan, le 4 mai 1796, à l'âge de soixante-sept ans, avec la réputation d'un prédicateur plein de chaleur et d'onction. » Son frère mourut à Ganges, le 17 août 1790, après quarante-sept ans de travaux apostoliques,

Recevez, cher Monsieur, et faites agréer à MM. les membres du Comité l'assurance de mes sentiments dévoués.

CHARLES DARDIER.

POMARET A MONSIEUR DUMONT (2), A BORDEAUX.

A Ganges, le 17 février 1772 (3).

Monsieur mon très cher et très honoré frère,

Je ne saurois voir partir M. Soubairan pour votre ville, sans le charger de quelques mots pour vous. Il est vrai que je n'ai rien de nouveau à vous apprendre, mais je trouve toujours un plaisir infini à m'entretenir avec les personnes chères à mon cœur ; et c'est par les sentimens les plus vifs que je tiens à vous.

(1) Voir la *France protestante*, VIII, 48 ; *Notice historique sur l'Eglise chrétienne réformée de Nîmes*, par A. Borrel, p. 54 et *passim*.

(2) On sait que, par prudence et pour échapper aux persécutions, les pasteurs du Désert n'étaient pas toujours désignés par leur nom véritable. Voir la table de leurs surnoms dans l'*Histoire des Eglises du Désert*, par Charles Coquerel, II, 600. — Ici, Desmont est appelé Dumont.

(3) Dans la note, au dos de la lettre, qui est de la main de M. Desmont, il y a 1773, et non 1772. Lequel des deux a commis l'erreur ?

J'aime à savoir ce qu'on écrit et ce qu'on fait dans le monde ; aussi ai-je souscrit de nouveau pour le *Journal Encyclopédique*, et j'espère le recevoir au premier jour. Je ne ferois pas cette dépense, si je ne me trouvois dans une ville où il n'est pour ainsi dire, aucun littéraire.

Nous sommes dans un siècle philosophe, mais pensés vous que la philosophie qui est tant en vogue, tourne à l'avantage du christianisme ? Je crois le contraire. Déjà nos troupeaux même fourmillent de mécréants. Que fera-t-on, quand on aura beaucoup philosophé ? Il est fort à craindre qu'on ne retourne au fanatisme ; au moins voit-on souvent la fièvre ardente suivre de près la fièvre frileuse.

Je me demandois un de ces jours ce que deviendrait notre Religion en France. Je ne peux m'empêcher de craindre pour elle, d'après le train que prennent les choses. Le papisme s'épure de jour en jour, et l'on voit bien que tous les gouvernements catholiques tendent à secouer le joug que les papes leur imposèrent autrefois ; mais ce n'est pas assurément pour embrasser le système de Calvin. Tous ceux qui pensent reconnaissent aujourd'hui qu'il faut dans l'Eglise une hiérarchie, et Calvin ne vouloit qu'il y eût entre les ecclésiastiques aucune primauté (1).

Notre ami M. de Gebelin, m'écrivit, il y a déjà plusieurs mois, qu'il m'avoit adressé plusieurs exemplaires de son grand prospectus (2), mais ils sont encore à arriver. Dieu veuille que son ouvrage fasse fortune ; il seroit à plaindre s'il ne la fesoit pas. Je m'occupe à transcrire et à polir un des miens (3).

(1) Je laisse aux lecteurs le soin de faire les réflexions que la lecture de ces lettres leur suggérera. Ici cependant, je ne puis m'empêcher de faire remarquer que les pasteurs du Désert les plus distingués avoient quelque prédilection pour le système épiscopal qui existait alors et qui existe encore en Angleterre. Paul Rabaut, par exemple, écrivait en 1768 : « Je ne vous cacherai point que notre gouvernement presbytérien me déplait fort. Le plus petit ancien se croit un homme d'importance, et le moindre pasteur se targue comme le plus distingué. C'est une anarchie, qui a souvent de funestes suites. S'il y a lieu à une réformation, comme j'en ai l'espérance, l'on conservera sans doute l'épiscopat, qui a de beaucoup moindres inconvénients. » *Hist. des Eglises du Désert*, II, p. 498. Il faut ajouter que cette vive et curieuse sortie de Paul Rabaut contre la démocratie ecclésiastique, qui a heureusement persisté parmi nous, lui avait été inspirée par les difficultés qu'il rencontrait à chaque instant pour mener à bonne fin la collecte en faveur de l'agent général des Eglises, Court de Gébelin. Nous donnerons des lettres de ce dernier qui sont fort intéressantes à ce point de vue, mais aussi très-navigantes par les révélations qu'elles contiennent.

(2) Il s'agit du *Plan général et raisonné des divers objets des découvertes qui composent le monde primitif*, qui parut à Paris en 1772, in-4°. C'est le prospectus détaillé du grand ouvrage, dont le premier volume parut en 1773, et dont il sera question dans les lettres suivantes.

(3) De quel ouvrage est-il ici question ? — La France protestante n'en connaît

Vos nouvelles me feront toujours un plaisir des plus sensibles, ce seroit m'affliger que de ne pas m'en donner. Je vous embrasse de tout mon cœur, et je suis avec tous les sentiments que vous me connoissés,

Monsieur mon très cher et très honoré frère,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

POMARET.

POMARET A MONSIEUR DUMONT, A BORDEAUX.

Ganges, ce 11 janvier 73.

Monsieur mon très cher et très honoré frère,

Il fait chez nous un si grand froid depuis quelques semaines, que mon esprit en souffre aussi bien que mon corps. Je ne veux point cependant laisser passer ce courier sans répondre à votre chère dernière; je prends donc la plume pour cet effet, si je peins mal et si je m'énonce encore plus mal, vous aurés la bonté d'y suppléer.

Je vous l'avoue, je ne tiens que malgré moi à notre province, mais je ne laisse pas de vous conjurer de renoncer au dessein que vous auriez de vous en détacher entièrement. Vous y avés une infinité de bons amis, et ces amis doivent vous la rendre chère. Pourquoi parlés vous de vos sermons comme d'un Livret? (1) Ils vous font beaucoup d'honneur, et je voudrois bien que ceux d'entre nous qui les ont critiqués fussent en état d'en donner d'aussi bons. J'ai répondu qu'ils avoient été fort goûtés à Bordeaux, et que Bordeaux fourmilloit de connoisseurs.

Je vois, d'après tout ce que vous m'avés dit, que le projet qu'on a formé pour faire valider nos mariages et nos baptêmes, est aussi bien concerté qu'il se puisse, et j'espère qu'il aura son effet (2).

qu'un seul qui ait été publié par Pomaret : *Le bon Père, ou le Chrétien protestant*, Neuchâtel, 1786, in-8°. Nous verrons bientôt que le manuscrit ne plut pas à tous ceux auxquels l'auteur le communiqua, et que Pomaret ne pensa plus à le faire imprimer. Ce manuscrit, avec bien d'autres opuscules inédits, doit être conservé par la famille de M. Gal-La-Deveze, ancien pasteur de Meaux, arrière-neveu de Pomaret.

(1) M. Olivier-Desmont avait publié, en 1766, un volume de sermons, sous ce titre : *Discours moraux*. Il n'avait alors que vingt-deux ans.

(2) On s'occupoit depuis longtemps de ce projet; et l'on comprend que l'une des préoccupations les plus vives des protestants d'alors, ait été de faire valider leurs mariages et leurs baptêmes. L'édit révocatoire de celui de Nantes, partant de cette fiction qu'il n'y avait plus de protestants en France, ne pouvait évidemment pas donner aux protestants une forme particulière pour se marier. Ils étoient censés réunis à l'Eglise; et la Déclaration du 12 décembre 1698, confirmative de

Faites, en sorte, je vous en prie, que le mémoire qu'on compose à ce sujet, me passe en son tems entre les mains. Je voudrais qu'on n'oublât pas de faire remarquer que nos six cens mille mariages sont nuls selon les loix actuelles du royaume, qu'il ne s'est pourtant trouvé que deux ou trois malheureux qui se sont prévalus de ces mêmes loix pour délaisser leurs femmes, et qu'on tirât de la occasion de montrer combien nous nous piquons de fidélité, et combien nous sommes par là même dignes de la protection du gouvernement. Les sujets vertueux sont toujours les meilleurs de tous les sujets.

Le moyen de n'avoir point de schismes, c'est, selon moi, celui de laisser à une Eglise un pasteur qu'elle agréé, quand même elle se le seroit procuré un peu contre les formes. Il y a souvent beaucoup plus de mal à poursuivre un pasteur qui s'est mis à la tête d'un troupeau d'une manière illégale, qu'à lui laisser remplir paisiblement ses fonctions. Celui qui annoncerait une doctrine contraire à l'Evangile et aux bonnes mœurs, est le seul contre lequel il faudroit fortement s'élever. Ce cas excepté, il faut dire avec Jésus-Christ, que ceux qui sont pour nous ne sont point contre nous, et les tenir pour frères (1).

M. Lasagne jouit d'une très mauvaise santé, je le regretterois infiniment si nous venions à le perdre. Il a fort approuvé mon ouvrage : je ne l'ai point encore communiqué à M. Dumoulin, et vraisemblablement il ne le verra qu'imprimé, si je me décide à le mettre

⁷ L'Edit de 1697, leur enjoignait « d'observer dans les mariages qu'ils voudront contracter les solemnités prescrites par les saints canons, et notamment par ceux du dernier concile... » Ceux donc qui ne se mariaient pas « en face de l'Eglise, » et qui se contentaient de la bénédiction donnée au Désert par le pasteur n'étaient pas légitimement mariés, et leurs enfants étaient déclarés bâtards. Cette étrange législation, édictée par Louis XIV, ne fut modifiée qu'en 1787. *Tantæ molis erat!*... Une foule de *Mémoires*, de *Lettres*, de *Consultations*, furent rédigés, surtout à partir du milieu du XVIII^e siècle, pour faire cesser la déplorable situation que ces lois draconiennes faisaient aux réformés. Nous avons sous les yeux un « Mémoire théologique et politique (129 p. in-12), au sujet des mariages clandestins des protestants de France, où l'on fait voir qu'il est de l'intérêt de l'Eglise et de l'Etat de faire cesser ces sortes de mariages, en établissant, pour les protestants, une nouvelle forme de se marier qui ne blesse point leur conscience, et qui n'intéresse point celle des évêques et des curés. » Au-dessous du titre se trouve le passage suivant : *Arundinem quassatam non confringet, et linum fumigans non extinguit*. Matth. XII, 20. — M. DCC. LVI. Un *Supplément* à ce Mémoire (46 p.) fut imprimé à La Haye deux ans après.

En 1771 parut à Genève (106 p. in-12), une « CONSULTATION sur la validité des mariages des protestants de France, à laquelle on a joint quelques Arrêts récents du Parlement de Toulouse, rendus en faveur des protestants. » Nous ne citons que ces deux Mémoires, parce que nous les avons sous les yeux en ce moment.

(1) Nous verrons dans les lettres de Pomaret plusieurs exemples de cette largeur chrétienne, qui est aussi de la sagesse chrétienne.

au jour. Il m'a écrit en homme monté sur des échasses, et j'ai jugé d'après ses lettres, qu'il seroit un second Jurieu (1), s'il en avoit les talens. Je l'ai pourtant traité avec politesse, parce que je n'aime pas à dire des duretés à qui que ce soit.

J'affirmai dans notre synode que vous seriez dans les suites un auteur, qui feroit honneur non seulement à notre province, mais encore à toutes les Eglises du royaume, et je suis bien sur que vous verifierez un jour ma prédiction. Vous avés l'âge, les livres, le génie et le tems qu'il vous faut pour cela. Si j'étois plus jeune et plus habile que je ne le suis, je me formerois de justes idées du système de M. de Voltaire, et je chercherois ensuite à y répandre le même ridicule qu'il a cherché à repandre sur le nôtre : ne pourriés vous pas vous charger de ce travail là ? Ce grand homme traite le christianisme sans aucun menagement dans ses nouveaux mélanges philosophiques. Je crains qu'il ne rende tout le monde déiste.

Je vous embrasse du fond de mon cœur.....

POMARET.

POMARET A MONSIEUR OLIVIER, A BORDEAUX.

A Ganges, ce 2 may 73.

Monsieur mon très cher et très honoré frère,

Je n'ai pu répondre plutôt à votre chère dernière (2). Vous le savés, des hommes tels que nous n'ont la plupart du tems aucun moment à consacrer à leurs amis, et ils n'en sont que plus à plaindre.

Le procureur général du parlement d'Aix détacha quelques cavaliers de la maréchaussée contre M. Pic, mais ce ne fut que pour lui faire peur (3). On a voulu le punir de ce qu'il avoit la hardiesse

(1) Pierre Jurieu (1637-1713), pasteur et professeur de théologie à Sedan, réfugié à Rotterdam à la fin de 1681, défendit avec quelque succès la foi protestante contre les attaques de Bossuet, de Nicole, d'Arnauld et de Maimbourg. Mais il se crut le défenseur-né de l'orthodoxie calviniste, et il attaqua avec violence tous ceux qui, dans le sein de l'Eglise réformée, s'éloignaient tant soit peu de la doctrine calviniste, en particulier Pajon, Elie Saurin, Jaquelot, Huet.

(2) Au dos de la lettre précédente, du 11 janvier 1773, M. Desmont a mis : « Répondu le 12 avril. »

(3) Pic exerçait son ministère en Provence. Les mœurs étaient plus douces que les lois. Les pasteurs seront encore poursuivis « pour fait d'assemblée ; » mais le tems approche, on le sent, où une certaine liberté leur sera laissée sur ce point. Le dimanche 15 mai 1785, jour de Pentecôte, Rabaut Saint-Etienne prêchera à Nîmes devant un prince royal d'Angleterre et sa famille. (*Bulletin*, XI, p. 403.) Il n'y avoit pas évidemment de surprise à redouter.

d'aller prêcher à Marseille, malgré l'opposition du magistrat. Nous avons quelques pasteurs qui se croiroient en droit d'aller paître les protestants transplantés à Cadix; cependant s'ils y alloient former des assemblées, ils auroient tort.

Un monstre, car il en est peut être plus dans le monde moral que dans le monde phisique, un monstre dis-je, issu d'un mariage célébré au Désert, et dont les père et mère ne sont plus, ayant obtenu des lettres de légitimation, a voulu faire passer pour bâtard un seul frère qu'il avoit, et cela pour avoir en entier l'héritage qui leur étoit commun. Il avoit gagné sa cause aux ordinaires de son endroit, mais il l'a perdue au sénéchal de Nîmes, et l'on m'assure que le Conseil supérieur ne le traitera pas plus favorablement.

Il est fâcheux qu'on n'ait fait que debouter ce coquin là de ses prétentions. On auroit du le regarder comme une âme atroce, et le traiter en conséquence. De quoi n'est pas capable un misérable qui désavoue un frère, qui veut flétrir la mémoire de ceux qui lui ont donné le jour, qui étouffe, en un mot, au dedans de lui tous les sentimens de la nature? Se peut-il qu'un tel homme reste impuni! Gémissons, Monsieur, sur l'imperfection de nos loix.

Une conversation fréquente avec d'habiles gens est un chemin abrégé pour parvenir aux sciences. Ce chemin m'est fermé, dans le tems qu'il vous est ouvert. Plaignés moi donc, car on ne peut que s'abatardir parmi les sots.

L'auteur de l'*An deux mille quatre cens quarante* brûle presque tous les livres que nous avons, il n'en conserve que très peu, et il n'en est que très peu en effet qui nous soient nécessaires. Le meilleur est au dedans de nous, mais sur dix mille hommes à peine s'en trouve-t-il un qui sache lire au dedans de soi.

Je ne fais, Monsieur, presque plus de sermons. Eh! pourquoi tant de sermons? Saint-Jean dans ses vieux ans, n'assembloit les fidèles que pour leur dire, Mes petits enfans, n'aimés point le monde; aimés Dieu, aimés vous les uns les autres, et malgré cela il prêchoit infiniment mieux que nous ne prêchons.

Un homme qui a passé plusieurs semaines chés le philosophe de Fernay, et qui m'a fait présent de son portrait, m'a assuré qu'il feroit grand cas de ma Religion. Si cela est, il est donc chrétien.

Je n'ai encore rien reçu de la part de M. de Gebelin, quoique nous ayons souscrit pour son ouvrage, déjà depuis longtemps. Je

tremble qu'il ne se soit fait illusion, et qu'on ne se moque de sa langue primitive. Lisés ce qu'a dit M. de Voltaire du langage primitif, dans son article Alphabet, qui se trouve dans le premier tome de ses *Questions encyclopédiques*, si vous ne l'avez déjà lu.

..... Je ne pense pas à faire imprimer mon *Chrétien confirmé dans la foi qu'il tient de ses pères*. Nous sommes dans un siècle, où il faut sacrifier les fortins, pour défendre le grand fort; aussi est-ce de ce côté là que je me suis tourné.

M. de Saint-Etienne a donné depuis peu un *Manuel pour les malades*, qui fait honneur à sa piété (1).

POMARET.

LA DEVÈZE A MONSIEUR DESMONTS, A SON LOGIS.

Du Vigan, ce 25 mai 73.

Monsieur mon très cher et honoré frère,

Votre obligeante lettre du 14 mars dernier me parvint en son tems. L'amitié que vous avez pour moi et qui n'est qu'un retour de celle que j'ai pour vous me flatte et me réjouit; vous rappeler quelque fois de moi et vous en rappeler comme d'un ami qui vous chérit infiniment, qui désire votre bien être comme le sien propre, qui apprendra de vos nouvelles avec joie, qui vous en donnera des siennes avec éfution de cœur, est tout le tribut que j'exige de votre part, et je suis bien persuadé que vous ne resterez pas en arrière. Si quelqu'un de nos confrères a tenté de vous séparer de nous pour toujours je le desavoué, je le blame; vous êtes fait pour honorer le corps et la patrie; vous avez a cœur le bien de l'un et de l'autre, et s'il y en a qui ayent vû votre éloignement sans peine, ils ont d'autant plus de tort que le bien que vous faisiez parmi nous n'éfaçoit point celui qu'ils pouvoient faire eux mêmes. Mais que cela, je vous prie, ne vous détache point de ceux qui vous regrettent et qui vous recevront avec le plus vif empressement quand vous voudrés revenir.

Vous avez grandement raison dans ce que vous dites sur la liberté de la presse; si Baile eut consulté les sinodes d'Holande, nous n'au-

(1) La France protestante n'indique pas ce *Manuel pour les malades* parmi les ouvrages de Rabaut Saint-Etienne.

rions pas son Dictionnaire, qui vaut une bibliothèque; si Montesquieu eut consulté la Sorbone, nous n'aurions pas l'*Esprit des Loix*; si le fameux Calvin eut consulté les tribunaux de son premier ressort, nous n'aurions ni son *Institution*, ni ses *Commentaires*. N'est-il pas plus étonnant encore qu'il y ait des esprits assés ennemis du bien, qui s'oposent à l'impression des ouvrages qui sont le plus propres à l'avancer; celui de mon frère, j'ose le dire, est de ce nombre, et s'il m'en croit, il le donera au public sans tant de façons.

Vous devés avoir reçu, Monsieur, le 4^{er} volume de celui de M. de Gébélín. On dit qu'il a été reçu a Paris avec l'aplaudissement le plus complet. Il me tarde de l'avoir; j'en ai d'avance de grandes idées.

.

Votre très humble et zélé serviteur,

LA DEVÈZE.

POMARET A MONSIEUR OLIVIER, A BORDEAUX.

[En 73, note de M. Desmont.]

Monsieur mon très cher et bien aimé frère,

Je prends enfin la plume pour répondre à votre chère dernière, mais sans que je [sache] cependant ce que je coucherai sur ce papier. J'yrai donc comme ma main me menera, et je ne doute pas que vous n'ayés la bonté d'y suppléer.

Vous écrivés comme un ange. Justesse, élégance, érudition, aménité, tout se trouve réuni dans vos lettres. Je sçais que vous ne voulés point qu'on vous loue, mais quand on ne veut pas être loué, il faut écrire comme j'écris, et non comme vous écrivés.

Chacun a vû la religion à sa manière, et l'a defendue à sa guise. D'après cela, que doit faire le sage? Lire, comparer, faire usage de toutes les puissances de son âme pour découvrir le vrai, s'y attacher, s'adonner à tout ce qui lui paroît juste, honnête, bon, et laisser croire aux autres ce qu'ils veulent.

C'est là, Monsieur, le parti que j'ai pris. J'ai cherché d'abord à me convaincre de la divinité de l'Evangile; une fois que j'en ai été convaincu, j'ai écouté Jésus-Christ comme mon Maître, je me suis formé de justes idées de ce qu'il veut que je croye, que je fasse, que j'espère; et je ne sçaurois vous dire combien je suis tranquile depuis lors.

Chercher le vrai, le pur christianisme dans les catéchismes, dans les théologies, dans les commentaires, dans les sermons dont le monde est inondé, c'est le chercher, selon moi, dans des sources suspectes. Outre que ce sont là des livres humains, la peur d'une excommunication peut avoir porté leurs auteurs à déguiser quelquefois leurs vrais sentimens, et à ne pas dire toujours ce qu'ils pensoient.

On a dit du sçavant Cameron, que la crainte de perdre sa charge arretoit sa langue et sa plume. Pensés vous qu'il n'y ait pas eu beaucoup des Camerons ? Il en est peut-être beaucoup plus que nous ne sçaurions croire, et il y en aura tant qu'on ne pourra s'écarter de tel ou tel symbole, sans s'exposer à des tracasseries qui mirent le célèbre Saurin même au tombeau.

Pourquoi vouloir gêner les écrivains ? Où en serions-nous, s'il n'y avoit eu des hommes qui ont eu le courage de s'élever au-dessus de ce qu'on appelle loix de l'Eglise, et qui n'ont crain ni l'exil, ni la prison ? Ne verrions-nous pas régner encor partout les erreurs les plus grossières, les superstitions les plus avilissantes ? Nous le verrions, sans doute. Ecrive donc qui voudra ; plus on secouera les entraves qu'on a voulu donner aux auteurs, plus les ténèbres disparaîtront, et plus la Religion se rapprochera de sa simplicité première.

Ce ne sont point, Monsieur, les difficultés qu'on fait contre plusieurs de nos dogmes qui m'affligent, car, on a beau faire, jamais on ne détachera les hommes de la croyance d'un Dieu, d'une Providence, d'une rétribution à venir. Mais ce qui me fait gémir, c'est le relâchement de la morale, parce que plus il y aura des vices, plus il y aura des malheureux dans ce monde même ; et je voudrois ne voir sur la terre que des heureux.

J'eus, l'un de ces jours, une conversation avec un juif de votre ville, qui me parut assés instruit. « Il y a, me dit-il, plus de soixante religions dans le monde ; qui sçait quelle est la bonne ? — Il est bien aisé de la trouver, lui répondis-je : elle consiste à soumettre notre corps à notre esprit ; à faire aux autres ce que nous voulons qu'ils nous fassent ; à regarder Dieu comme notre bien suprême, et à tourner vers lui toutes nos vûes, toutes nos affections et toute notre confiance. » Si tous les chrétiens parloient ainsi, ils parleroient comme leur Sauveur a parlé, et ils convertiroient l'univers entier.

L'ouvrage de notre bon ami M. de Gébelin est comme un soleil qui darde ses rayons sur d'épais nuages, et qui les dissipe. Il se trouvera pourtant très peu de lecteurs qui le lisent sans ennui. Les amateurs des profondes connoissances sont les seuls qui le goûteront. Mais n'importe, notre bon ami n'en sera pas moins mis dans le catalogue des sçavans de son siècle.

Ne pouvant me procurer les livres nouveaux qui paroissent, je cherche ma consolation dans ce que Montagne, Charon, Rousseau ont dit contre les sciences, et je l'y trouve. Je ne cesse cependant de bénir le Seigneur du bien que les hommes de lettres font tous les jours au monde. Qu'il est grand, ce bien ! qu'il est digne de toute notre reconnaissance !

J'ai communiqué mon *Chrétien par conviction et par sentiment* à M. de Saint-Etienne; il m'a fait l'honneur d'en conclure que j'avois l'esprit éclairé et le cœur bon; c'est trop me flatter. Ce petit ouvrage m'est demandé par un lieutenant du roy, fort habile, et je vais le lui envoyer (1).

.....
POMARET.

MÉLANGES

RAPPORT DE M. LE COMTE DE LA FERRIÈRE SUR LES MANUSCRITS FRANÇAIS DU RECORD-OFFICE

La dernière livraison des *Archives des Missions scientifiques et littéraires*, publiées sous les auspices de M. le ministre de l'Instruction publique, contient un très-intéressant rapport de M. le comte Hector de la Ferrière sur les documents français conservés au British Museum et au Record-Office. Déjà les lecteurs du *Bulletin* ont été

(6) Cet ouvrage ne serait-il pas l'un des deux manuscrits que MM. Haag ont vu entre les mains de M. Gal-La-Devèze, ancien pasteur de Meaux : *Le Protestant instruit et fortifié, le Catéchumène instruit et admis à la communion*; ou bien serait-ce le livre qui parut en 1786, sous un autre titre? — Je ne sais. En tout cas, y aurait-il de l'indiscrétion à demander aux possesseurs actuels des opuscules inédits de Pomaret de nous les faire connaître, d'en donner, par exemple, des extraits dans le *Bulletin*? Ces opuscules ne doivent pas être sans valeur.

introduits par M. Gustave Masson dans les archives d'Etat de l'Angleterre, et ont pu apprécier, grâce à ses doctes analyses, les trésors que recèle la collection des *Calendars* pour l'histoire du protestantisme français au XVI^e siècle (1). Le rapport de M. de la Ferrière vient heureusement compléter ces révélations, et montrer les utiles emprunts que notre histoire nationale peut faire aux collections du Record-Office. On en jugera par ces seules indications : « Dans la période qui s'étend de 1500 à 1600, la France à elle seule compte cent trente-quatre volumes in-folio de 500 à 1,000 pages. Sept volumes sont consacrés à la fin du règne de François I^{er} ; sept autres, au règne de Henri II. Les règnes de François II, de Charles IX et de Henri III remplissent à eux seuls quatre-vingt-trois volumes. C'est l'histoire détaillée de nos troubles civils et de nos guerres religieuses. Enfin, trente volumes se rapportent au règne de Henri IV, de 1589 à 1600. » Dans une mine aussi riche, aussi variée, l'explorateur n'a pour ainsi dire que l'embarras du choix, et les noms les plus illustres se succèdent dans l'énumération des précieux documents recueillis par M. de la Ferrière. Citons d'abord *la Marguerite des Marguerites*, la reine de Navarre, sœur de François I^{er}, représentée par six lettres inédites qui manquent au recueil de M. Genin. Sans avoir l'importance de celles à la duchesse de Ferrare que nous avons retrouvées dans les archives d'Este, et publiées pour la première fois (*Bull.*, XV, 125), ces lettres, adressées au cardinal Wolsey et à Mademoiselle de Caulmont, offrent un réel intérêt. Puis, comme le dit si bien le spirituel éditeur, « il n'y a pas de miette à dédaigner, quand il s'agit d'une pareille femme, l'ange gardien, la bonne pensée du roi son frère. » On n'en pourrait dire autant de Diane de Poitiers, la désastreuse favorite de deux rois, l'ennemie jurée de la Réforme, qui ne sut apprendre à bien vivre à l'école de ceux qui savaient si bien mourir. Son influence est attestée par neuf lettres échappées aux minutieuses recherches de son récent biographe, M. Guiffrey. Après la favorite voici l'épouse légitime, non moins fatale à la France. La correspondance de Catherine de Médicis compte de nombreuses pièces dans les collections formées par ordre d'Elisabeth. A l'une des lettres de l'astucieuse Florentine, réduite à s'effacer sous Henri II, est joint le billet suivant, d'un

(1) *Bulletin*, novembre 1868, p. 542, et juin 1869, p. 284.

agent secret en Allemagne, 23 mai 1552. Il ne s'agit de rien moins que de la fuite de Charles-Quint d'Inspruck :

« Le jeudi 6 de ce mois, l'empereur et le roy des Romains se sont enfuis d'Inspruck, et sortant ensemble à la minuit hors de leur logis. L'empereur ayant un baston à la main, et le roy des Romains estant un peu devant l'empereur, se retourna en arrière pour voir quand il viendrait, lequel il vit venir en si pauvre estat, qu'il commença à plorer bien fort, et s'en sont enfuis sans ordre, n'ayant ni armées, ni gardes. »

N'est-ce pas là le meilleur commentaire du mot si connu : *La fortune n'aime pas les vieillards* ? C'est le premier pas de la retraite à Saint-Juste.

Sous le règne de François II s'ouvre une période particulièrement riche en documents relatifs à l'histoire du protestantisme français dans ses rapports avec Elisabeth, protectrice des réformés sur le continent. Le colloque de Poissy n'est que la préface des guerres civiles. L'état de la France est peint en traits expressifs dans quelques lettres de cette époque : c'est d'abord une épître de Morvillers, évêque d'Orléans, à son neveu l'évêque de Rennes, qui renferme de curieuses confidences : « Je vous ay escrit au commencement de ce mois ce qui se présentait, et nous semble depuis un an toujours même argument : esmotions, troubles et séditions de ce royaume, et selon que le peuple est excité par malins esprits, ce feu s'allume, puis il s'apaise, et après se rallume, maintenant en ung lieu, après en ung autre, et où il y a plus de corruption et de licence, voit-on aussi les efforts plus tragiques. En plusieurs villes le peuple a usurpé l'office du magistrat, car il s'est fait juge de ceux qui introduisoient nouvelle forme de religion et en a tué et massacré avec grand scandale. En d'autres lieux la nouvelle secte est plus puissante et en plus grand nombre ; elle veut commander et au magistrat et au reste du peuple. » (Lettre du 21 mars 1561.)

Voilà la version catholique. C'est une plume protestante, celle d'Emmanuel Tremellius, qui a tracé les lignes suivantes :

« A Toulouse l'on commence à brusler et à martyriser en diverses sortes tous les membres de Jésus-Christ. A Angers, les prestres, les moines et gouverneur du chasteau ayant conspiré ensemble, ont fait un amas d'armes et aussy d'hommes de guerre. Ils ont des maisons où on leur enseigne à manier les armes contre les fidèles, qu'ils

appellent *huguenots*. Le roy de Navarre est prévenu et a promis d'y remédier. »

Dans une situation aussi prodigieusement tendue, le massacre de Vassy ne sera que la goutte de sang qui fait déborder le vase.

Avant la lutte à main armée, la guerre de plume sous toutes les formes. Ici vient se placer un curieux incident, la réimpression du fameux livre de Henri VIII contre Luther, *l'Assertion des sept sacrements*, avec une préface injurieuse du chanoine de Lyon Gabriel de Saconnay, contre la mémoire d'Anne de Boleyn comparée à Jézabel. Un exemplaire arrive aux mains de Calvin, qui le transmet à la reine Elisabeth. Grand émoi de celle-ci, qui demande réparation. Embarras de la régente Catherine de Médicis, qui n'ose poursuivre ouvertement l'auteur, et se borne à interdire la vente du livre. Était-il séant de demander davantage ? Trockmorton semble en douter, dans une réponse à Des Gallars, organe des théologiens genevois, où il dit assez finement : « Il se trouve aucunes fois quelques fautes lesquelles se remédient et se réparent plus pertinemment par silence que par procès. Comme vous ne l'ignorez pas, plusieurs sages faiseurs de lois ont esté de cet advis, et je répute cette affaire de telle nature. »

La guerre civile va commencer (avril 1562), et les négociations prennent un cours plus actif. Tandis que le triumvirat catholique cherche un appui dans Philippe II, les chefs du parti protestant font alliance avec Elisabeth, et lui promettent le Havre, comme gage de la restitution de Calais, stipulée par le traité de Cateau-Cambrésis ; cession fatale, réalisée quelques mois après, et qui dut coûter au patriotisme d'un Coligny. On sent comme un remords du parti dans une lettre du vidame de Chartres, l'agent le plus actif des négociations qui s'imposaient comme une douloureuse nécessité aux cœurs les plus fidèles : « Je vous prie, écrit-il à Cecil, remontrer à Sa Majesté qu'elle ne se doit contenter d'avoir eu ce qu'elle eust sceu le plus desirer en France pour sa satisfaction et de son peuple, mais qu'elle en doit user et employer les forces que Dieu lui a données pour l'establisement de l'Evangile en France, car c'est la certaine voie de la ruine du siège de l'Antechrist. Si elle ne le fait, Dieu s'offensera de sa trépidité et lui soustraira des graces qu'il lui a faictes et d'autres qu'il luy a préparées. Monsieur, je vous escriis de rechef que Dieu m'a donné scavoir chose qui peut augmenter gran-

dement les forces et la volonté d'un prince pour entreprendre la protection de son Evangile, si vous disposez la volonté de la royne à faire ce qui est de sa vocation royale, tellement que je n'aye occasion d'estre tenté de désespoir de voir *jacturam honoris et bonorum esse sine fructu*. J'espère, avec l'aide de Dieu, faire chose si grande pour son service qu'elle ne se peut estimer. Aussi, si vous ne me donnez quelque bonne consolation, *ego deficio sub onere*, et je suis assailli de diverses tentations. Monsieur, je vous prie avoir pitié de moy et prier Dieu pour moy. Je me recommande humblement à vostre bonne grâce et prières. — Vostre très humble et affligé et triste *usque ad mortem*. »

C'est dans le rapport substantiel et précis de M. de la Ferrière qu'il faut suivre les phases des négociations engagées alors, et lire les nombreuses lettres échangées entre la reine d'Angleterre et les chefs du parti protestant, Condé, Coligny, Briquemault, dans la période marquée par le siège de Rouen, la bataille de Dreux, et terminée par la paix d'Amboise (19 mars 1563). Cette paix est jugée avec une rare perspicacité par l'agent anglais Smith, dans une lettre à D'Andelot : « Quelle nécessité, Monseigneur, vous a fait condescendre à des choses si dangereuses?... » Les restrictions apportées à l'Edit de janvier, pour annuler le culte réformé dans un grand nombre de localités où il était établi, devaient être appréciées sévèrement par Calvin, qui, dans le premier moment d'humeur, traita Condé de *misérable*, et par Coligny, qui lui reprocha, non sans raison, « d'avoir fait la part à Dieu. » Mais cette précipitation de Condé ne peut-elle s'expliquer honorablement par la lassitude des guerres civiles qui avaient déjà déchaîné tant de maux sur le pays ? Le mécontentement d'Elisabeth avait une autre source. Rien de moins platonique que son zèle pour la cause des huguenots : elle devait prévoir que le jour où les partis seraient d'accord, toutes leurs forces se tourneraient contre elle. Un des articles secrets du traité d'Amboise était l'expulsion des étrangers du sol français. La noblesse protestante rivalisa de zèle avec la noblesse catholique pour atteindre ce but ; on se rappelle le mot d'un gentilhomme huguenot : *Nous serons assez fous pour prendre le Havre*. Heureuse folie, qui ne fut après tout que la revanche du patriotisme !

J. B.

UNE ÉNIGME DE L'HISTOIRE

JEANNE LA FOLLE

Sous ce titre, la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juin contient un remarquable travail sur les véritables causes de la captivité de Jeanne la Folle, fille de Ferdinand et d'Isabelle la Catholique, et mère de Charles-Quint (1). L'auteur de cet article (M. Hillebrand) démontre, pièces en mains, que lorsque cette princesse fut violemment dépouillée de ses droits à la couronne, emprisonnée et même soumise à la torture, sa seule folie était de témoigner de la répugnance pour l'inquisition et de se montrer animée d'un esprit de libéralisme et de tolérance qui contrariait les passions catholiques et l'immense ambition de sa mère et de son fils. Ainsi les tyrans de l'Espagne, ceux qui la firent trembler sous le joug de l'inquisition et qui, sous le prétexte d'une fausse grandeur, la condamnèrent à l'immobilité intellectuelle et à une décadence séculaire, ces souverains fanatiques commencèrent par appliquer à une fille, à une mère, leur odieux système de compression, et c'est par le sacrifice des plus saintes affections de la famille qu'ils préludèrent à ce qu'ils appelaient l'extirpation de l'hérésie.

On peut voir aujourd'hui comment ils ont réussi dans cette entreprise insensée. La liberté religieuse est inscrite dans la constitution que vient de se donner l'Espagne, et à peine a-t-elle été proclamée que déjà ce noble pays se montre mieux disposé que beaucoup d'autres à accueillir la libre religion de l'Evangile. Quelle leçon pour les hommes à courte vue qui s'imaginent que, pour détruire une croyance, il suffit d'étouffer les voix qui la proclament ! C'est que la pensée n'a rien à voir avec la force brutale. Immortelle et libre de sa nature, elle échappe et survit aux persécuteurs, et la vérité qu'ils ont méconnue reprend tôt ou tard ses droits sur les consciences.

CHARLES WADDINGTON.

(Vrai Protestant du 26 juin 1869.)

(1) Ces causes sont pour la première fois révélées dans un recueil intitulé : *Calendar of Letters and State Papers relating to the negotiations between England and Spain preserved in the archives at Simancas and elsewhere*, edited by G. A. Bergenroth. London, 1868. Supplément aux tomes I et 2. — L'auteur de ce précieux recueil, qui jette un jour nouveau sur l'histoire de l'Espagne, vient de mourir.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 14 JANVIER 1869.

Présidence de M. *Schickler*. — Lecture et adoption du procès-verbal après une observation de M. Coquerel, relative à la table de la *France protestante*, commencée par M. Haag. Le tome V a été remis à une dame lettrée, qui continuera le travail en se conformant aux instructions de M. *Bordier*.

Bulletin. Dans un récent voyage à Nîmes, le Secrétaire a recueilli quelques abonnements nouveaux et reçu de précieux témoignages de sympathie pour notre œuvre historique. L'idée d'une collecte à domicile, analogue à celle de Paris, lui a même été suggérée par plusieurs personnes. C'est une question à suivre à Nîmes et à poser dans quelques centres principaux où notre Société doit trouver un concours plus efficace.

Archives de Berlin. — M. *Schickler* a reçu quelques documents promis, notamment des listes de galériens contenant des noms nouveaux. Les papiers Dieterici ont été mis à sa disposition. Il y a un commencement d'histoire du *Refuge*, et l'on peut suivre les réfugiés de ville en ville. Des vérifications sont nécessaires.

Bibliothèque. Dons reçus : de M. Léon Pilatte, le premier numéro de l'*Eglise libre* ; de M. Braun, un abonnement gratuit au *Recueil des actes du Directoire d'Augsbourg* ; de M. le pasteur Vallette, *Souvenirs d'un aumônier* ; de M. Delaborde, un précieux exemplaire de la dernière édition des *Thèses de Saumur*. Le moment est venu de fixer la date de l'ouverture, qui pourrait être annoncée pour le premier mercredi de février. Le Secrétaire demande s'il ne conviendrait pas de donner une certaine solennité à cette séance, en y invitant par lettres ou avis insérés dans les journaux, les personnes susceptibles de s'intéresser particulièrement à une telle œuvre. M. *Coquerel* craint une séance qui aurait trop d'apparat et ne justifierait peut-être pas l'attente qu'elle aurait excitée. M. *Schickler* voit avec M. *Block* un inconvénient à de trop nombreuses invitations. Il propose une courte lettre d'avis adressée à MM. les pasteurs de Paris et à quelques personnes choisies.

Correspondance. Le Secrétaire donne lecture de quelques fragments de lettres de MM. Raymond, Saigey, David Bacot, accompagnant l'en-

voi d'articles et de documents. M. Bacot a transmis quelques extraits des registres du consistoire de Sedan qui pourront être insérés dans le *Bulletin*.

Supplément de la France protestante. Après un examen approfondi des papiers Haag, M. Bordier a procédé à un classement général. Il a disposé quatre groupes auxquels se rattachent des propositions particulières, et mis à part une liasse de notes précieuses à consulter. Quelques articles-spécimens de l'ouvrage, écrits de la main de l'auteur, seront conservés. Nécessité d'une circulaire pour provoquer l'envoi de communications relatives au supplément. M. Bordier veut bien se charger de ce travail.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1869.

Présidence de M. Schickler. — Le Secrétaire annonce que le registre des procès-verbaux, transcrits avec soin, sera prochainement déposé à la Bibliothèque. On y trouvera l'histoire des travaux de la Société depuis sa réorganisation.

Bulletin. A l'occasion d'un récent article de M. Coquerel, fort goûté du public, on a dû insérer une réponse en trente pages de M. Louis Audiat. A ces conditions, la critique devient impossible. Ne pourrait-on faire de la critique impersonnelle, juger les livres sans s'occuper des auteurs? On aurait ainsi le droit de refuser d'interminables réponses.

M. Bordier partage le sentiment du Secrétaire et trouve excessive l'hospitalité qu'on accorde à des auteurs qui se croient lésés parce qu'on relève d'injustes attaques. M. Schickler voit dans les réponses un élément d'intérêt et de vie pour le *Bulletin*. Il faut abrégé et non supprimer. MM. Douen et Martin expriment le vœu qu'on s'abstienne de toute personnalité, tout en se montrant au besoin fort sévère pour certains livres. C'est au Comité de rédaction d'apprécier. Les articles de polémique doivent lui être préalablement soumis.

Bibliothèque. Grâce au zèle du Président, la Bibliothèque pourra être ouverte le vendredi 5 février, et les vendredis suivants de midi à quatre heures. Il est donné lecture d'un projet de règlement préparé par la Commission. Ce projet est discuté article par article, et adopté à l'unanimité avec de légères modifications. Une copie en sera déposée dans nos archives et un exemplaire affiché dans le local de la Bibliothèque, à laquelle on donne le nom de *Bibliothèque du Protestantisme français*, pour attester que si elle est la propriété particulière de la Société qui l'a fondée, elle est aussi la propriété morale des protestants de France appelés à l'accroître par leurs dons généreux, et à en tirer profit pour leur histoire.

Elections. M. le Président rappelle qu'à la suite des initiatives prises par le Comité, les travaux de ses membres ont augmenté considérablement. Il devient donc urgent de pourvoir aux places laissées vacantes dans son sein par M. Eug. Haag et de M. le pasteur Martin Rollin. Il y a d'abord à nommer un vice-président, — et il ne semble pas possible de proposer un meilleur choix que celui de notre collègue, M. le comte Jules Delaborde, absent à la séance, et dont le nom est accueilli avec une vive sympathie. D'autres noms sont ensuite prononcés, et on décide de revenir sur ce sujet dans une prochaine séance.

Supplément de la France protestante. M. Bordier donne lecture d'un projet de circulaire destiné à provoquer d'utiles communications à ce sujet. Sur une observation de M. Douen, il est spécifié que 1789 demeure la limite fixée pour le supplément, selon la règle posée par M. Haag. On ne peut y déroger que pour des familles représentées par des ancêtres antérieurs à cette date.

SÉANCE DU 11 MARS 1869.

Assemblée annuelle de la Société. Cette réunion aura lieu cette année, le mardi 13 avril, à l'heure ordinaire. Deux lectures sont annoncées : l'une du Président, sur les travaux de la Société pendant l'exercice qui va finir ; l'autre du Secrétaire, sur le *Marquis de Vico*, épisode de la Réforme en Italie. On croit pouvoir compter sur quelques communications orales qui donneront un plus vif intérêt à la séance.

Bibliothèque. Conformément à la décision du Comité, la Bibliothèque a été ouverte le 5 février dernier et les vendredis suivants. Elle a déjà reçu quelques visites et quelques travailleurs sérieux, dont le nombre ne pourra que s'accroître à mesure que cette institution sera mieux connue. De nouveaux dons sont à signaler. Il en est un particulièrement précieux : celui de 574 rapports et brochures d'œuvres de charité protestante, offerts par M. le baron de Triqueti, notre collègue, auquel le Président exprimera les remerciements du Comité.

Une circulaire destinée à faire connaître la Bibliothèque et à établir d'utiles relations avec les établissements analogues, en France et à l'étranger, sera préparée pour la prochaine séance.

Correspondance des Réformateurs. Sur la proposition de M. Bordier, un subside de 100 francs est voté pour cette importante publication, faite par M. Herminjard, avec l'appui d'un comité genevois.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA SAINT-BARTHÉLEMY A LYON

ET LE GOUVERNEUR MANDELOT (1)

Enfin le jour parut. C'était un dimanche (31 août), huit jours après le massacre de Paris. Ce jour consacré à Dieu, le saint jour de la prière, allait être à Lyon, comme il l'avait été à Paris, le grand jour du massacre, celui des *Vêpres lyonnaises* (2). Ravot nous donne l'explication du triste honneur qu'eut le dimanche, d'éclairer à deux reprises de telles iniquités. « Il advient, dit-il (dans sa lettre du 3 septembre), que ces jours de fête, le peuple est plus délibéré pour n'être en maison ni en boutique et il prend occasion de s'assembler. » Ce jour-là en effet, « dès huit heures du matin, ajoute-t-il, le peuple a commencé de murmurer et d'aller en

(1) Voir le *Bulletin* du 15 juillet, p. 305.

(2) « L'exécution qui fut faite à Paris contre les protestants, le dimanche, jour de la Saint-Barthélemy, 24^e jour d'août, fut appelée les *Matinées parisiennes*, parce qu'elle commença à Paris au point du jour, et fut suivie par les *Vêpres lyonnaises*, faites le dimanche suivant, 31 août, à l'heure des vêpres. » Rubys, *Histoire véritable de la ville de Lyon*, ch. LXI.

troupes par la ville ; » mais il ne s'en tint pas à de simples promenades en armes. Echauffées par leurs tristes exploits de la nuit, les bandes meurtrières continuent leur œuvre. Seulement les assassinats de maison en maison ne suffisent plus à leur rage croissante ; il leur faut des exécutions plus expéditives.

Vers huit heures du matin, ils se rendent à l'un des couvents où une partie des protestants arrêtés la veille a été enfermée, au couvent des Cordeliers. Nul obstacle à leurs projets : ils se précipitent comme des bêtes altérées de sang sur leurs victimes désarmées. Plusieurs demandent pour toute grâce qu'il leur soit permis de prier Dieu avant de mourir. En même temps ils se mettent à genoux, et tendent leurs mains vers le ciel. Mais cette pieuse requête n'excite chez les bourreaux que blasphèmes et redoublement de cruauté ; l'attitude de la prière ne fait qu'exalter leur fureur. Ils frappent de leurs dagues par derrière ceux qui sont ainsi prosternés ; ils tranchent à coups d'épée ces mains qui se lèvent vers Dieu ; ils mutilent ces visages qui se tournent vers le ciel. « Puis en se moquant d'eux, est-il dit, ils les charpentaient prenant plaisir à les voir languir... Quelques-uns qui étaient attachés de rang à une corde comme des forçats, furent arquebusés tous ensemble. » (*Discours du Massacre.*) Et comme si ce n'était pas assez, on traîne dehors et l'on jette au Rhône cette chaîne humaine encore toute palpitante.

Puis, après l'orgie du sang, l'orgie de la chair. Ces forcenés s'attablent sur la place qui se trouve devant le couvent des Cordeliers, dans lequel expirent leurs victimes ; ils se livrent à d'abondantes libations, et là « en signe de joie pour avoir bien fait, il fut fait une grande escoppeterie. » (*Discours du Massacre.*) Dans les bas-fonds du cœur humain toutes les perversités se tiennent. Le cruel se lie à l'immonde ; on l'a vu, hélas ! en d'autres temps plus rapprochés de nous ! Ainsi gorgés de vin et de sang, plus furieux que jamais, ces assassins se répandent de tous côtés par la ville, et « de cette heure-là,

nous est-il dit, il n'y eut que meurtres et saccagements par toute la cité, avec une telle licence enragée qu'il semblait que les enfers fussent ouverts et que les diables fussent sortis, bruyants et courant çà et là parmi les rues. » (*Discours du Massacre.*)

C'est ce peuple ainsi déchaîné que Mandelot cherche encore, comme il le dit lui-même, dans sa lettre du même jour, « à contenir par les remontrances et les raisons qu'il peut lui persuader. » En effet, à ce moment critique, « il fait faire à son de trompe commandement à chacun de se retirer dans sa maison, se contenir en paix, déposer les armes, sinon à ceux auxquels est permis de les porter pour le service du Roi, et de n'aller en troupes ni faire assemblée. » (*Ravot.*)

Cette prétention d'arrêter un tel tumulte par quelques ordonnances de police, a quelque chose de si étrange qu'on est tenté de se demander si Mandelot était de bonne foi. La plupart des historiens ont refusé de le croire, et n'ont vu dans l'attitude du gouverneur qu'une infâme comédie pour cacher sa complicité dans les crimes qui se commettaient. Ce n'est pas là notre sentiment. Nous avons en effet pour apprécier la conduite de Mandelot, une pièce qui a manqué à nos prédécesseurs, pièce peu connue, encore inédite, qui nous paraît capitale dans le procès. C'est la lettre de Mandelot, écrite et adressée au roi dans la matinée même du jour où nous sommes, et quelques heures seulement avant les massacres de l'après-midi. Cette pièce doit être ici reproduite en entier, quoique nous en ayons déjà cité quelques fragments :

Sire, mercredi dernier au matin je reçus la lettre de Votre Majesté du 22^e de la blessure de Monsieur l'Amiral, suivant laquelle et ce que deux courriers passans m'auroient rapporté et certifié du succès depuis intervenu, je n'aurois failli d'aviser promptement pour la sureté de cette ville, à votre volonté et intention, faire en sorte que tous ceux de la nouvelle religion ont été mis et retirés en lieu que je m'en puisse assurer. A quoi j'aurois encore été mu davantage à l'arrivée du sieur du Pérat avant hier, avec les lettres de Votre

Majesté du 24^e, suivant lesquelles je n'aurois failli incontinent faire entendre aux seigneurs et aucuns de la noblesse sur ce gouvernement, m'envoyer ici quelque force qu'ils pourroient faire de leurs amis que j'attends arriver d'heure à autre, *faisant cependant contenir ce peuple par toutes les remontrances et raisons que je puis leur persuader de ne s'émouvoir à aucune sédition ni tumulte, comme je m'aperçois qu'il y en peut avoir quelque danger auquel toutes fois j'espère prévenir.* Osant bien néanmoins assurer Votre dite Majesté de la sureté et conservation de cette ville en son obeissance, et que aussi ai-je fait saisir et mettre sous votre main, tous les biens trouvés ès maisons desdits de la Religion, dont je n'ai voulu faillir donner ce mot d'avis à Votre Majesté laquelle j'avertirai de tout plus particulièrement par un courrier exprès, pour sur le tout entendre son bon plaisir, volonté et intention que je ne fauldray d'ensuivre jusques au dernier soupir de ma vie.

Sire, je supplie le Créateur donner à Votre Majesté, en parfaite santé et toute prospérité, très-longue et très-heureuse vie.

De Lyon, ce dernier d'août 1572.

Votre très-humble, très-obeissant et très-fidèle sujet et serviteur.

FRANÇOIS DE MANDELOT (1).

Ainsi donc, dans la matinée du dimanche, le gouverneur croit encore pouvoir demeurer maître de la situation dont il ne se dissimule pas d'ailleurs la gravité. Laisser faire ce qu'il ne peut empêcher, telle est sa tactique, en attendant les renforts annoncés d'heure en heure, qui lui donneront la haute main dans la direction des événements, n'est-ce pas ce qui ressort de la lettre qui nous livre bien le fond de sa pensée? Une raison fort simple le prouve. Pour peu en effet que Mandelot eût prévu le carnage de l'après-midi (et comment ne l'aurait-il pas prévu s'il en eût été complice, comme quelques-uns le prétendent?) il aurait tenu au roi un autre langage. A coup sûr il ne se serait point exposé à recevoir un si sanglant démenti des faits qui allaient se passer seulement quelques

1) Bibliothèque de la ville de Lyon. Papiers Coste.

heures après le départ de la lettre où il se flattait de pouvoir empêcher toute sédition et tout tumulte.

Eh bien ! en se plaçant à ce point de vue , les ordonnances dont nous parlons ne s'expliquent-elles pas , sans qu'il soit besoin de recourir à la supposition d'une odieuse comédie de la part de Mandelot ? Il se peut qu'il ait lui-même prévu que ses défenses seront pour le moment impuissantes. Mais elles seront du moins une protestation contre les excès commis sous ses yeux et contre sa volonté. Qui sait même (car il ne faut prêter aux hommes que les sentiments conformes à leur caractère), si ces ordonnances ne sont pas une précaution pour dégager sa responsabilité des attentats qui dépassent les instructions royales et qu'il ne peut empêcher !

Frêle barrière en effet que de telles défenses contre le torrent débordé ! l'agitation, les meurtres et le pillage continuent. Seulement ils vont revêtir un nouveau caractère qui ajoutera encore à leur gravité.

L'historien allemand Ranke a fait remarquer que ce qu'il y eut de plus horrible dans les massacres de la Saint-Barthélemy, ce ne fut pas la furie, ce fut au contraire la méthode qu'on y apporta. M. Ath. Coquerel fils constate la justesse de cette observation par ce qui se passa dans la capitale. « On s'y divisa le travail, dit-il, on procéda avec ordre, avec suite (1). » Le même fait va se reproduire à Lyon à l'heure décisive. Jusque-là les horreurs commises ne l'avaient été que par des gens sans aveu, semblant obéir plutôt à leurs instincts sanguinaires qu'à un mot d'ordre reçu. S'ils avaient été dirigés, ils ne l'avaient été qu'en secret et indirectement.

A partir de l'heure à laquelle nous sommes arrivés, les meneurs cachés de la bourgeoisie ne craignent plus de se montrer. A leur tour ils se mettent en avant ; ils veulent eux aussi prendre part à la tuerie et tremper leurs mains dans le sang de leurs concitoyens.

(1) *Précis de l'Histoire de l'Eglise Réformée de Paris*, 1^{re} partie.

Quel motif pourrait en effet les retenir encore? Pas l'ombre d'une résistance ni d'une répression n'a été opposée aux violences commises. La population s'est montrée favorable aux exécuteurs. Le consulat sympathise avec eux, secrètement du moins. Le gouverneur, dont l'attitude réservée les avait un moment arrêtés, semble entrer à son tour dans la voie des rigueurs. D'ailleurs il n'y a plus de doute à avoir sur les événements accomplis à Paris et sur les intentions du roi. Aussi leur audace n'a plus de bornes. L'incarcération des protestants, la confiscation de leurs biens, des massacres isolés ne suffisent plus à leur soif de vengeance. Il leur faut une extermination en masse de tous les hérétiques. Seulement ces bourgeois fanatiques apporteront à l'exécution de leurs projets l'esprit de leur caste, quelque chose de méthodique et de légal. Ce sont eux qui vont donner à tant de crimes une direction régulière et les formes dérisoires de la justice.

A la tête de ces meneurs se trouve toujours ce membre du consulat dont nous avons déjà parlé, André Mornieu. Mais à ses côtés figurent d'autres personnages également considérables dans la ville et dans le parti. On en cite deux entre autres : Guillaume Roville, également membre du consulat, et Poculo, qui le fut quelques années après. C'étaient de ces hommes audacieux qui à l'heure des révolutions s'élancent au premier rang et s'arrogent l'autorité, certains de ne pas être désavoués par leurs amis plus timides ou plus prudents.

André Mornieu et ses acolytes commencent par s'instituer d'eux-mêmes juges de leurs concitoyens réformés. Vers dix heures ils se rendent, accompagnés d'un commis au greffe criminel, du lieutenant du prévôt des maréchaux et de quelques archers, à la prison de l'archevêché, puis à la prison ordinaire (celle de Roanne), et dans ces divers lieux ce tribunal sans nom fait appeler devant lui successivement tous les protestants qui y sont enfermés. On leur demande s'ils veulent abjurer la religion et aller à la messe. Ceux qui y consentent et qui promettent de ne plus jamais assister aux prêches ni

autres exercices de la religion, sont mis à part. Plus tard on les conduisit au couvent des Célestins, d'où ils furent peu de jours après relâchés, les uns, après avoir payé rançon, les autres, « par divers accidents, comme il plut au gouverneur de disposer de leurs vies et biens. »

Mais le nombre de ceux qui rachetèrent ainsi leur vie par une lâche apostasie fut peu considérable : trente à l'archevêché, et une vingtaine à Roanne. Tous les autres refusèrent, sans se faire illusion sur le sort qui leur était réservé. Leur mort en effet était décidée. Mais il fallait trouver des exécuteurs pour des centaines de victimes, et ce fut là une difficulté sur laquelle n'avaient pas compté les membres du tribunal improvisé. Le bourreau en effet et ses agents, sommés d'exécuter la sentence, se refusèrent. Ils réclamaient, pour agir, un ordre régulier. Les soldats de la garnison, sollicités à leur tour, refusèrent également, ne pouvant, dirent-ils, égorger ceux qui n'étaient coupables ni de sédition, ni d'aucun autre crime. Il fallut donc en revenir à ces gens sans aveu qui avaient déjà commencé l'œuvre, mais que par un dernier reste de pudeur ou de prudence, on s'était abstenu d'associer à un acte qu'on voulait représenter comme émanant de la justice régulière. Mornieu donc les rassemble, il leur donne ses instructions ; puis à l'heure propice, vers trois heures, ils partent pour la tuerie.

A la tête de cette bande de sicaires, était un nommé Leclou, capitaine des arquebusiers de la ville. Dans ses rangs, il y a des gens de toute condition et de toute origine, des soldats, des artisans, des bouchers surtout, des étrangers et des habitants de la ville, « la plupart armés de grands coutelas et de cimeterres » (épées longues). Ils se dirigent d'abord vers la prison de l'archevêché. Il y a là trois cent soixante-trois protestants à égorger !

On s'empare sans peine des clefs de la prison, et Leclou entre le premier dans la grande cour de la maison épiscopale, où se trouvent réunis les prisonniers. « Il faut mourir, » leur crie-t-il brusquement ; puis se retournant vers sa troupe,

« Sus , sus , dedans , en besogne , leur dit-il , comme pour les exciter à la curée. Après quoi , il monte sur une galerie pour avoir de là le plaisir d'un tel spectacle. » Quel spectacle en effet ! Le cœur en frémit. « Les bourreaux , dit notre chroniqueur , commencèrent à s'acharner de telle rage et barbarie contre ces pauvres prisonniers sur lesquels ils charpentèrent de telle façon qu'en peu d'heures tout fut taillé en pièces sans qu'un seul en soit réchappé. Presque tous furent meurtris (frappés à mort) étant à genoux et priant Dieu , hormis quelques jeunes gens de bonne maison qui firent quelque résistance , et quelques capitaines qui empoignèrent les épées nues dont , avant de recevoir la mort , ils eurent tous les doigts de la main coupés. »

Là se passèrent des scènes dignes du martyrologe des premiers siècles. Parmi les protestants prisonniers à l'archevêché , se trouvait un père avec ses deux fils ; il se nommait François du Couleur , dit le Bossu. Dès qu'il eut entendu les terribles paroles de Leclou et qu'il eut vu les égorgeurs se précipiter sur ceux qui étaient le plus à leur portée , ce père admirable n'a plus qu'une pensée , c'est de préparer ses fils à bien mourir. Il les encourage par de pieuses exhortations. « Si nous souffrons avec Christ , leur dit-il , nous régnerons avec lui ; que les glaives dégainés ne vous effrayent pas , mes enfants ; ils nous dressent un pont pour passer heureusement de cette vie misérable à une béatitude et à une immortalité glorieuses. C'est assez vécu et languï entre les méchants. Allons vivre avec notre Dieu , allons courageusement après cette grande compagnie qui va devant. » Mais déjà leur tour arrive ; les bourreaux vont les saisir. Alors François du Couleur embrasse ses deux fils , et « comme si le père eût voulu servir de bouclier à ses enfants , dit notre historien , et que les enfants eussent voulu parer les coups qui furent donnés à leur père , tous les trois demeurèrent enlacés ; » les massacreurs frappent ce groupe vivant , et il tombe sans se disjoindre. Plus tard on montrait sur le sol les trois cadavres encore étroitement em-

brassés, touchante image de piété et d'amour qui n'avait pu désarmer les bourreaux !

Le carnage ne cessa que quand il n'y eut plus de victimes à immoler. Mais ce n'était encore là qu'une partie de ceux dont on avait juré la mort. Après les captifs de l'archevêché, restaient ceux de la prison de Roanne. Leclou y conduisit sa bande qui n'est pas lasse de frapper. Tout était préparé d'avance pour l'exécution. Comme l'intérieur de la prison était peu commode pour le massacre prémédité, on avait décidé qu'il aurait lieu sur la place située entre cet édifice et la Saône ; et, sans doute pour empêcher toute évasion des prisonniers, quelques notables s'étaient saisis des avenues (ou issues) et avaient fait retirer tous les bateaux qui se trouvaient à cet endroit de la rivière.

Mais ici encore au moment où les gens de Leclou vont poursuivre leur œuvre, arrive Mandelot, et, par sa présence comme par ses paroles, il empêche ce nouveau désastre. Une question se présente à tous les esprits. Jusqu'à ce moment où avait donc été le gouverneur ? Que faisait-il pendant que se consummaient les massacres de l'archevêché ?

Quelques heures avant que Leclou et sa bande se fussent dirigés vers les prisons de Mgr de Lyon, Mandelot était allé, accompagné du sieur de La Mante, commandant de la citadelle et d'une partie de sa garde, au faubourg de la Guillotière, « où il avait vu paroître le danger de quelque remuement, » raconte-t-il lui-même (lettre à Charles IX du 2 septembre). Le bruit en effet s'était tout à coup répandu dans la ville qu'on avait arrêté quatre ministres et qu'on allait les pendre à la Guillotière devant la porte même du temple où se faisait précédemment leur exercice. A cette nouvelle qui était complètement fausse, le peuple, toujours avide d'émotions et de spectacles, s'était porté en foule de ce côté. Pour empêcher « un remuement, » le gouverneur s'y était rendu de ce côté. C'est au retour de cette tournée qu'il avait appris ce qui venait de se passer à l'archevêché, et ce que l'on s'apprêtait à faire à Roanne. Il se

rend en toute hâte au premier endroit « pour savoir la vérité. » Là il ne trouve plus que « ces pauvres corps morts amoncelés » et une foule de peuple qui était accourue pour se repaître de ce hideux spectacle. Mandelot s'en montre, dit-il, « fort marri » et de son épée il chasse toute cette populace si cruellement curieuse.

De là il se transporte à la prison de Roanne; à son approche les massacreurs de Mornieu et de Leclou abandonnent leurs victimes et se dispersent « tout soudain (1). » De tout ce qui s'est passé Mandelot témoigne une grande indignation, indignation sincère ou affectée, on n'ose dire. En tout cas, il agit comme s'il désapprouvait et condamnait toutes les violences commises. Il ordonne aux officiers de justice d'instruire sur les faits accomplis et d'informer contre leurs auteurs : procès-verbal est dressé, une enquête est ouverte pour découvrir les coupables. Une ordonnance est publiée promettant une récompense à qui dénoncerait ceux qui ont pris part à ces exécutions (2). Mais Ravot lui-même convient qu'aucun des auteurs « ne put être appréhendé. » Leur audace même était si peu abattue que non-seulement on les vit pendant le reste de la journée se promener par la ville, leurs pourpoints ensanglantés

(1) « Et m'y étant allé, aussitôt je n'y aurois plus trouvé aucun de ceux qui se seroient mus à ce fait, s'étant écartés tout soudain. » Lettre de Mandelot au roi.

(2) La conduite de Mandelot en cette circonstance a été très-diversement appréciée. A l'entendre, dans sa lettre du 2 septembre à Charles IX, à entendre aussi le secrétaire de la ville, dans son rapport aux députés en cour, tout s'est fait à son insu et contre sa volonté. Son absence au moment de l'envahissement de l'archevêché a été purement accidentelle, et toutes les mesures prises après coup étaient sincères et sérieuses. Mais la plupart des historiens, à commencer par les contemporains (l'auteur du *Discours sur le Massacre*, De Thou, etc.; et de nos jours, De Félice, Soldan, etc.), ont été moins indulgents. Notre témoin oculaire déjà l'accuse d'avoir agi de connivence avec les massacreurs, de s'être éloigné à dessein, de n'avoir que pour la forme ordonné cette enquête, et à l'appui, il cite ce fait significatif en effet, que les auteurs de ces tueries ne furent ni arrêtés, ni inquiétés, quoiqu'ils n'eussent point cessé de se montrer et de se vanter de ce qu'ils avaient fait. Cette appréciation de la conduite de Mandelot a été généralement adoptée, et l'on est allé jusqu'à dire qu'il avait lui-même ordonné et préparé ces sanglantes exécutions; mais qu'ensuite il avait jugé plus prudent de ne pas en assumer la responsabilité. Pour nous, en quelque petite estime que nous ayons le caractère de ce personnage, nous ne pouvons, après l'étude sérieuse des faits, et l'examen impartial de toutes les pièces du procès, porter sur lui un jugement aussi sévère. Nous ne croyons pas qu'il ait été le promoteur, ni même le complice de toutes les horreurs commises dans l'après-midi du 31 août. Nous fixerons plus loin la part qui lui revient dans cette affreuse catastrophe.

et se vantant à haute voix de leurs horribles exploits, mais que le soir venu, ils ne craignirent pas de reprendre leurs exécutions un moment interrompues.

Ils reviennent en effet, au commencement de la nuit, à la prison de Roanne. Là on appelle entre les deux portes les protestants qui s'y trouvent et dont on leur avait donné les noms. On demande encore une fois à ces infortunés s'ils ne veulent point abjurer, et tous ceux qui refusent, sont brutalement saisis. Puis, « par un raffinement de cruauté, raconte l'historien de Thou, les égorgeurs les garrottent, leur mettent une corde au cou, et les traînant à la rivière, les y lancent encore vivants. » Parmi ces nouvelles victimes on cite un second pasteur, M. N. Dives, ministre de l'Eglise de Châlons, qui s'était trouvé par hasard à Lyon, dans ces jours néfastes. « Toute la nuit encore, ajoute un auteur du temps (*Sommaire et vrai Discours du Massacre*) on ne cessa d'enfoncer les portes, d'enlever les marchandises et chercher partout ceux qui s'étaient cachés, et, étant découverts, après avoir payé rançon, ils étaient meurtris et la plupart traînés à la rivière. »

Le lendemain, lundi, premier jour de septembre, le calme commença à se rétablir. Il n'y eut pas de nouveaux meurtres. Mais on s'occupa à faire disparaître les restes de ceux de la veille. Les cadavres amoncelés dans la cour de l'archevêché, ceux qui se trouvaient en quelques rues de la ville, ceux qui, jetés à l'eau, n'avaient pas encore été emportés par le courant, furent placés sur de grands bateaux et transportés sur la rive gauche de la Saône, en un vaste emplacement dépendant du couvent d'Ainay. Là, ils furent étendus sur l'herbe « comme en une voirie. » On avait sans doute l'intention de les ensevelir dans une fosse commune creusée dans le cimetière des moines de cette abbaye. Mais ces religieux, considérant ce dernier asile donné à de pauvres hérétiques, comme une souillure pour leurs terres, s'opposèrent à l'accomplissement de cette mesure. Et comme on leur demandait sans doute ce qu'il fallait en faire, « ils donnèrent quelque signe pour les jeter à l'eau. »

La foule accourue à ce nouveau spectacle se chargea de cette exécution. Des femmes même, paraît-il, s'en mêlèrent. (Gonon, p. 193.) On saisit ces corps déjà si défigurés que quelques-uns n'avaient plus rien d'humain; on les traîne à la rivière. L'insulte se mêle à la brutalité, et là encore éclatent des scènes hideuses que nous voudrions ne pas croire vraies, mais qu'en tout cas notre plume se refuse à décrire.

Le Rhône, durant plusieurs jours, charria ces cadavres mutilés, décomposés. Les riverains, à Vienne, à Valence, à Tournon jusqu'à Arles, n'osèrent pendant un certain temps boire de l'eau du fleuve, et conservèrent un long souvenir des convois lugubres portant au loin la nouvelle et la preuve des atrocités commises dans notre ville.

Comme pour Paris, comme pour la France entière, on n'est point d'accord sur le nombre des protestants massacrés à Lyon pendant ces néfastes journées. L'évaluation oscille entre des chiffres très-éloignés. L'auteur du *Discours sur le Massacre* prétend qu'il y eut à Lyon de quinze à dix-huit cents victimes (1). Ce chiffre a été accepté par plusieurs historiens, et récemment encore par le plus compétent en ce récit, M. Soldan. Par contre, le secrétaire Ravot et le gouverneur Mandelot ont cherché à le réduire, jusqu'à le rendre presque insignifiant; mais ce qui prouve leur embarras, c'est qu'ils n'osent énoncer aucun chiffre précis, tellement toute évaluation, si atténuée qu'elle fût, serait encore accablante pour eux.

Dans des lettres particulières, on n'est pas tenu à la même réserve, et dans la liberté de ces communications intimes, la partialité n'est pas aussi à craindre contre l'exactitude des faits. Aussi, c'est dans des pièces de ce genre que nous croyons trouver les indications les plus certaines sur ce point si controversé.

La correspondance consulaire possède plusieurs lettres

(1) Paulin Lumina dit quatre mille.

adressées au sieur de Masso, à Paris, ou à son entourage, par quelques-uns de ses amis ou de ses parents. La vérité est prise sur le fait. Elle y respire. On se sent en quelque sorte transporté au moment de la catastrophe.

C'est une lettre de Jean de Masso, receveur général à Lyon, frère du député en cour, à qui il écrit, le 1^{er} septembre :

« Monsieur et frère, nous reçûmes vos lettres du 25^e du passé, discourant de ce qui s'étoit passé à Paris; mais il y en avoit une infinité de lettres en cette ville auparavant. Hier, jour de dimanche, entre trois et quatre heures de l'après-midi, quelques-uns du peuple entrèrent dans les prisons de M. de Lyon, et là, occirent de sept à huit vingt huguenots, et fut fait sans bruit ni émeute. Il n'y avoit entre lesdits prisonniers de marque que les deux frères Vassan, Jacques d'Orlin, à ce qu'on m'a dit, et l'un des Grabotz. Les deux frères Darut avoient été tués dès vendredi dernier. Toujours s'en est dépêché (a été tué) quelqu'un qui n'est venu à notice (1). »

Voici maintenant une partie curieuse de la lettre d'un sieur Talaize à M. Prayerd, demeurant avec M. Masso de la Garde, à Paris. Celle-ci est datée du 2^e de septembre :

« L'on a pris tous les huguenots, et dimanche dernier, durant vêpres, il y en eut *deux cent soixante et trois* qui furent tués tous ensemble dans la maison de Monsieur de Lyon, plusieurs autres tués tant ès (aux) autres prisons que par les rues. Les autres jetés à la rivière, les autres la tête coupée, et les ministres pendus. Si bien que l'on fait compte qu'il en a été tant tué que jeté à la rivière, près de *sept cents*. Leurs maisons dévastées, et quant à des autres qui se retournent (se font catholiques), l'on les met dehors les prisons, en baillant bon répondant, et les portes de la ville bien gardées. Autre chose ne sais que vous mander des nouvelles de deçà. Vous nous manderez de celles de delà (2). »

(1) *Correspondance consulaire*. XVI^e siècle. AA. vol. 19, f^o 19.

(2) *Id.* AA. vol. 31, f^o 85.

Citons encore une autre lettre. Celle-ci, du 3 septembre, est de Coste, beau-frère de M. de Masso de la Garde :

« Monsieur mon frère. Le 24 du passé, vous ai écrit. Depuis, nous avons eu de terribles massacres de deçà, car, par une après-dînée, qui fut le 1^{er} du mois (1), l'on a assassiné, en la maison de M. de Lyon, deux cent soixante et trois personnes, chose hideuse à voir; et outre ce, je ne compte point une infinité qui ont été mis du pont en bas; et d'autres tués et massacrés dans leurs maisons et par les rues. Par conclusion, tous ceux qui restent, tant hommes que femmes, vont à la messe (2). »

Enfin, une dernière citation, très-importante pour l'estimation que nous cherchons à faire. Celle-ci est d'un abbé, l'abbé de Valbenoite, frère aussi de M. Masso de la Garde. Elle est un peu postérieure. La vérité aura eu d'autant mieux le temps de se dégager des exagérations ou des atténuations du premier moment. Cette appréciation n'en aura que plus de poids à nos yeux :

« J'ai reçu, écrit-il à son frère, présentement des lettres de M. Séralier, qui me mande que l'on fait bruit à Paris qu'il soit mort en cette ville douze cents huguenots. Le commun bruit est de six à sept cents. Chez M. de Lyon, en fut tué en un coup deux cent soixante, et les autres, aux Cordeliers et ailleurs. Des gens de marque, étoient les deux Darutz, les deux Vassan, un fils de la Grabotte, M. l'avocat Barmond et Godon, les capitaines La Jacquière et La Sauge, Claude Lemé, le marchand orfèvre; l'hôte de Notre-Dame de Bourgneuf, M^e Guillaume, le menuisier. Les fils de Pierre Sève et leur mère vont à la messe; Antoine Perrin, la femme Combe, Madame Aubret, M. du Crozat, M. de Betz, l'avocat, leurs femmes, la femme de Tézé, et plusieurs autres, vont à la messe. Et se sont sauvés, Pierre Sève, Thélusson, La Bessée, Jean Henry, Jean Bias dux, le trésorier Juge, et plusieurs

(1) Il y a ici une erreur évidente; c'est le 31 août qu'il faut lire.

(2) *Correspondance consulaire*. XVI^e siècle. AA. vol. 28.

autres dont il ne me souvient. Et parce que, avant la réception des présentes, vous en saurez davantage, ne vous en ferai plus longue lettre (1). »

Ainsi donc, d'après ces divers témoignages, qui semblent dignes de confiance, nous serions assez disposé à croire que la vérité sur le nombre des protestants tués à Lyon est près de ce chiffre de sept cents, donné à la fois dans deux de ces lettres. Mettons sept ou huit cents (2), pour tenir compte des évaluations même involontaires, vers lesquelles devaient incliner, à leur insu, des correspondants du parti des persécuteurs, et nous ne serons certainement pas loin du vrai dans notre inventaire des victimes de *cette boucherie*, comme Bossuet lui-même a appelé le crime de la Saint-Barthélemy.

(*Suite*).

PUYROCHE.

(1) *Correspondance consulaire*. XVI^e siècle, vol. 19.

(2) Huit cents est le chiffre adopté par de Thou et par le continuateur de l'*Histoire de Lyon* de Clerjon, Morin, vol. V^e, p. 260.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
DE MARSEILLE (1)

1696-1708

Valeur. — Pierre Bertaud, de Condé en Brie, eut deux fois la bastonnade par ordre du capitaine de galère, pour le refus du bonnet, en la campagne de 1699.

François Rochebilière, dit du Clos, de la Mastre en Vivarez, papiste de naissance et qui a embrassé la religion réformée en galère, eut aussi une bastonnade pour le bonnet (2).

Héroïne. — Le 5 octobre 1700, Nicolas Robline, de Nanteuil, diocèse de Meaux en Brie, et Etienne Cros, de Pouloze, près de Castres, eurent la bastonnade en présence de M. le major.

Guerrière. — M. Pierre Carrière d'Aubussargues, près d'Uzez, eut la bastonnade très-rude deux jours de suite, le 5 et le 6 octobre 1700, en présence du major. Il fut emporté de là à l'hôpital pour y être pansé, d'où avant que ses plaies fussent bien consolidées, on le transféra à Château d'Y, avec son frère, qui étoit prisonnier audit hôpital pour lui avoir trouvé une lettre pastorale et quelque autre écrit de dévotion. Ils ont été très-longtemps renfermez dans un cachot, avec Jean Fayon, prosélyte de la même galère. Il y fut transféré le même jour que M. Serres l'ainé. Jean Lardant fut le même jour fort maltraité par une cruelle bastonnade. Pierre Augerot, de Sainte-Foy-le-Grand, en Gascogne, eut aussi la bastonnade le même jour. M. Jean l'Hostalet fut exposé deux jours de suite, le 5 et le 6 octobre 1700, à deux terribles bastonnades : la première d'environ 70 coups, et l'autre de 45 de la plus grosse

(1) Voir pages 33, 144, 193 et 231.

(2) D'une autre main : « Cela est faux ; c'est un vray fourbe et un fripon, qui s'est vanté de l'avoir eu en campagne ; mais les frères de sa galère nous ont dit le contraire. Il ne mérite pas qu'on parle de lui. »

corde. Ce fidèle confesseur dit que les coups étoient si pesans, qu'il lui sembloit qu'on le frappoit avec une grosse barre, outre ce qu'ils étoient très-cuisans et si fréquens, qu'il avoit peine à achever de dire : Mon Dieu !

Le médecin le trouva si bas le lendemain qu'il fit un billet pour l'envoyer à l'hôpital. On ne l'y envoya pas pourtant de quelques jours, croyant de gagner quelque chose sur lui en le laissant souffrir sur la galère où l'aumônier, le comite et d'autres lui venoient dire incessamment qu'il n'étoit qu'un opiniâtre, que de lever le bonnet c'étoit peu de chose, etc.; qu'il seroit homicide de lui-même, car enfin le major alloit revenir pour lui faire donner une troisième bastonnade sous laquelle il ne pourroit qu'expirer. Ce fidèle serviteur de Dieu, avoue qu'il eut bien des tentations qu'il surmonta enfin par la grâce de Dieu. Un soir, voyant l'aumônier et le comite qui faisoient ranger les forçats pour la prière, il dit en lui-même : Si tu étois si lâche que de consentir à ce qu'on te demande, il te faudroit faire tous les jours un acte contre les mouvemens de ta conscience; comment te pourrois-tu résoudre à cela ? Non, non, dites à M. le major . . . que je suis prêt à mourir; qu'il vienne, il m'aura bientôt achevé. Les paroles de Jésus-Christ lui revinrent dans la pensée lorsqu'il dit : *Qui voudra sauver sa vie la perdra; mais celui qui la perdra pour l'amour de moi la sauvera.* C'est ici le tems de perdre ta vie pour ton Sauveur; et qu'en ferois-tu sans lui? Cette pensée, dit-il, triompha entièrement des suggestions de sa chair et des tentations de l'ennemi. Enfin on le porta à l'hôpital où il a été à toute extrémité, et de convalescent qu'il étoit devenu, il retomba au bouillon. On l'a renvoyé ensuite sur la galère d'où il a écrit ceci à un sien ami : Je ne suis pas encore guéri de mes playes, car, entre la chair et les os, il y a des amas de chair meurtrie comme des noisettes, tellement que cela se réduit en flocons très-mauvais. Je ne puis me coucher ni demeurer assis, parce qu'il m'est sorti des maux au fondement. Que Dieu soit éternellement béni ! Je ne serois pas encore sorti de l'hôpital, n'eût été que le nommé David Trinqué y est mort, de la religion réformée, qu'il avoit abjurée auparavant. On m'a fait une grande guerre; le missionnaire et le médecin m'ont menacé de la bastonnade, parce qu'ils m'accusent de lui avoir parlé, et moi je dis que c'est un coup du ciel, que c'est Dieu qui lui a parlé lui-même.

Fortune. On verra dans un autre cahier les souffrances et la constance de M. Pierre Serres, l'ainé, sur cette galère, dont l'exemple et les exhortations ont aussi fortifié le courage d'Antoine Grange et d'André Pelecuer, qui ont souffert deux bastonnades sur la même galère. M. Clément Patonier reçut aussi une bastonnade en même tems. Michel Chabrit, avoit une jambe cassée d'un coup de boulet qu'il reçut devant Tanger l'été précédent, dont il avoit peine à se remettre et à se soutenir; cela n'empêcha pas qu'on ne le fit étendre en coursier où il reçut une terrible bastonnade; sa jambe étoit si enflée le lendemain qu'elle faisoit peur. Il y a de quoy s'étonner qu'il n'en soit pas mort.

Belle. Pierre Quet reçut, le 8 octobre 1780, 14 ou 15 coups de gourdin, nud et étendu sur le coursier, en présence du major. Les sieurs Cazalet, Ruland et Espaze souffrirent aussi en même tems de très-rudes bastonnades, avec une constance très-édifiante et sans fléchir aucunement, comme cela est rapporté plus au long dans un autre cahier.

Grande. On insérera ici la copie de la lettre du sieur Jean Musseton Vaudois, où il rapporte ce qui s'est passé à son sujet sur cette galère. Si on y voit quelques marques de faiblesse dans une fausse démarche où il est tombé par surprise, on sera touché et édifié des témoignages de sa repentance.

Monsieur, puisque vous souhaitez savoir ce qui s'est passé ici-dessus au sujet du bonnet, je vous dirai naïvement, quoique à ma confusion, ce qui me regarde. Le onzième du mois d'octobre, M. le major monta sur la galère, et se faisant indiquer de banc à banc les religionnaires, il parla en premier lieu à Pierre Boyer qu'il endormit par ses belles paroles, et comme Boyer ne fit pas grande résistance, étant un homme illettré, il le laissa et fut à Antoine Mercier, à qui il parla assez longtemps. Ce frère se défendant toujours par d'assez fortes raisons et opposant la parole de Dieu aux suggestions de M. le major, après tous ces discours, il le fit étendre tout nud sur le coursier et le fit frapper environ 15 coups de corde; de temps en temps il lui demandoit s'il lèveroit le bonnet, et comme il répondit que non, disant même avec une ferme résolution : Touchez, touchez; enfin l'officier, voyant qu'il n'en vouloit rien faire, commanda à l'esclave de cesser, disant : Je vois qu'il le lèvera. De cette sorte, il le quitta pour s'en venir à moi. En m'abordant, il me

parla assez doucement ; je le suppliai très-humblement de ne m'obliger pas à faire des choses contre ma conscience, que je me tenois le plus couché que je pouvois pendant leur service, que de cette sorte, je ne scandalisois personne, et qu'il m'y laissât. Il me dit que cela ne se pouvoit pas, qu'il ne demandoit de moi que de lever simplement le bonnet. Je lui répliquai qu'on ne demandoit pas davantage aux autres forçats, et que c'étoit adhérer et consentir à leur culte ; que je ne pouvois le faire. Non, me dit-il, cela ne fait rien à votre conscience ni à votre religion. On ne demande point que vous croyiez et que vous adhériez en rien ; je vous le défens même, dit-il, tenez-vous comme vous voudrez, regardez à la bande et où vous vous voudrez ; priez Calvin si vous voulez, mais levez le bonnet. Je lui dis que nous prions Dieu seul par Jésus-Christ, que leurs prières étoient mêlées d'invocations aux créatures, et que c'étoit déshonorer Dieu que de lever le bonnet en ce tems-là. Enfin il me conjura par des paroles très-pressantes et honnêtes de ne me faire pas battre, à quoi je résistai toujours. Il me traita si doucement parce que quelques officiers de ma connaissance lui parlèrent en ma faveur. Enfin, voyant qu'il ne pouvoit rien gagner, il me dit : Eh bien, allons en coursier ; l'esclave étoit tout prêt ; je me déshabillai fort promptement et tenois ma chemise pour la tirer et me mettre en coursier. Me voyant résolu, il me dit : Eh bien, je veux vous épargner, je vous donne le tems d'ici à demain pour y songer. Il s'en alla de cette sorte aux autres frères qui lui répondirent selon leur connoissance, et leur donna de même qu'à moi jusqu'au lendemain.

Il ne manqua pas le lendemain de venir dans la galère ; mais un officier le conjura de différer encore un jour. J'oubliois de dire que le soir du 11 octobre, lorsqu'on eut sonné la prière, le comite fit une visite de banc en banc pour tirer raison d'un chacun, si on vouloit lever le bonnet ou non. Boyer et Mercier eurent la faiblesse de promettre, de même que Chabert, qui dit qu'il falloit céder à la force, et que n'étant pas résolu de rien souffrir, il s'étoit déjà disposé à cela, disant : Que sert-il que je me fasse meurtrir, et puis il faudra que je le lève. Je résistai toujours et dis au comite que je ne le pouvois pas faire absolument. Cela se passa de la sorte jusqu'au jeudi. Pendant quelques nuits, je ne me déchaussai pas seulement pour être debout de bon matin à l'arrivée de M. le major. Le jeudi

donc il revint à moi et me dit : Eh bien, Monsieur, je vous ay bien donné du tems pour songer à vous, quel est votre dessein ? Je lui dis que j'y avois songé et resongé, mais que je ne pouvois pas violenter ma conscience sur ce sujet, lui alléguant plusieurs raisons que je lui avois déjà dites la première fois, ajoutant que s'ils prioient uniquement Dieu par Jésus-Christ, que je m'exécuterois ; mais qu'étant autrement, je ne le pouvois. Eh bien, dit-il, en coursier et vite, car j'ay d'autres affaires. Je me déshabillai et tirai ma chemise. Je lui dis que j'étois étranger : Tout cela n'y fait rien, dit-il, ce n'est pas moi qui le fais, c'est l'ordre du Roy. Enfin ce moment fut funeste pour moi ; je fus dans un si violent combat par la crainte du supplice que je voyois devant moi, que le courage me manqua, et regardant aux signes que me faisoit notre chirurgien de promettre, j'eus cette malheureuse lâcheté que de dire : Eh bien, Monsieur, je le lèverai ; mais je proteste que c'est par violence et que ce n'est pas par aucune intention d'honorer votre religion ou votre culte. Il me dit : N'est-ce pas ce qu'on vous dit ? On ne demande pas que vous croyiez ni que vous adhériez, mais que vous fassiez cela comme par civilité. Je lui répliquai à tout avec assez d'exactitude, en soutenant toujours qu'il y avoit du mal à lever le bonnet ; finalement il me quitta. Je tombai sur-le-champ dans un si grand étourdissement que je ne savois où j'en étois. Je me reprochai d'abord ma lâcheté, et le remords de ma conscience me jettoit dans un tel trouble que je ne savois si je devois me dédire de ma fatale parole ou non, de sorte que je passai une partie du jour en larmes, soupirs et sanglots, ne pouvant me résoudre à tenir cette malheureuse promesse, et gêner ma conscience contre ses lumières. Le soir, comme on voulut faire la prière où l'on chante la passion selon leur hymne et dans lequel il y a des paroles qui s'adressent au bois qui me font horreur lorsque je les entens, je mis mon capot sur la tête et me tins couvert comme auparavant, me disant à moi-même qu'il falloit obéir aux mouvements de ma conscience. Je sentis une secrète joye après y avoir obéi. On me chercha et rechercha ; on me montra aux officiers couvert à mon ordinaire ; on dit qu'il falloit le dire, mais tout cela ne me fit pas relâcher, de sorte que je continuai encore à me tenir couvert. Je tombai malade peu de jours après du violent déplaisir et mortification que j'eus de ma lâcheté, que je condamne de tout mon cœur devant les hommes,

comme je l'ay fait devant Dieu que j'ai outragé, en manquant une si belle occasion de signaler mon amour pour sa majesté divine. Mon péché m'étoit si hideux et ma lâcheté me paroissoit si grande que j'ay souhaité plus d'une fois de la réparer par la bastonnade ; mais Dieu ne me voulut pas faire tant de grâce, de sorte que les chagrins, les troubles, la douleur et les larmes ont été mon pain pendant quelque tems. J'ai été dans une si profonde tristesse de ma faute, que j'ay bien de la peine d'en revenir, quoique je pusse m'assurer que je n'avois pas tenu ma malheureuse promesse. Ah ! qu'il est terrible de tomber dans cet état. Cet exemple et ce monument de ma faiblesse (quoy que je fusse résolu à tout souffrir et même jusqu'à la mort, qu'on me verroit plutôt mourir sur le coursier que de rien céder) est fatal pour moi, et doit servir de sujet à tous ceux qui sont engagez dans les tentations de se défier perpétuellement d'eux-mêmes, pour ne se confier qu'à la grâce du Tout-Puissant.

Voilà, Monsieur, ce que j'ai pu me ressouvenir de plus particulier dans ces funestes rencontres. Il me seroit impossible de vous représenter mes combats et les divers mouvemens que j'ai eus dans cette occasion. Je peux vous assurer seulement qu'il n'y a rien de si triste et de si affligeant. Je ne puis pas me souvenir de tout ce que je dis à M. le major, ni lui à moi, parce qu'alors mon trouble étoit trop grand. Je vous embrasse affectueusement et suis votre, etc.

MUSSETON.

Le même a continué à marquer dans la suite, par ses lettres, la vive et amère douleur qu'il avoit de sa faiblesse.

« J'ai toujours des reproches à me faire, écrit-il du 12 novembre ; mon péché revient encore fréquemment devant moi, le trouble n'est pas encore tout dissipé, et Dieu ne m'a pas encore rendu entièrement la sérénité de mon esprit et la joye de son salut. La tristesse prenant encore le dessus, une infinité d'autres faiblesses inséparables de l'homme m'appesantissent aussi, de sorte que je ne fais pas le bien que je voudrois, mais je fais ce que je ne voudrois point. Mon Dieu ! Que d'ennemis à combattre ! que ma condition est malheureuse de me voir si reculé dans un moment, d'avoir fait une si grosse tache à ma persévérance, et d'avoir un sujet

éternel de honte et de confusion pendant que je pouvois, avec le secours de la grâce, me procurer la consolation d'avoir fait mon devoir! »

Il paroît, par une autre lettre qu'il écrit du 2 décembre, qu'il continue dans les mêmes mouvements de douleur et d'humiliation :

« Je persiste, dit-il, non-seulement à condamner et à détester mes illusions et la violence que j'ai faite à ma conscience, mais encore à abhorrer ma lâcheté, et à confesser que quand même Dieu me puniroit en sa justice et que les fidèles que j'ay scandalisez me traiteroient avec indignation, je n'aurois aucun sujet de me plaindre. »

Voici ce que nos confesseurs ajoutent à la fin de la relation précédente :

« On ne parle ici que des bastonnades données sur le coursier depuis la campagne de 1699 jusqu'au 27 octobre 1700. Si nous racontions les autres qu'on a données cy-devant et les autres mauvais traitements qu'on nous a faits, tant à ceux qu'on a tirés des galères pour les enfermer aux cachots de l'hôpital de Saint-Nicolas, du fort Saint-Jean et du château d'Y, où quelques-uns sont morts, qu'aux autres qui souffrent encore tous les jours de cruelles choses sur les galères, lesquels on tient actuellement à la chaîne, pendant que les autres forçats et Turcs peuvent aller et venir; si, dis-je, nous racontions toutes ces choses nous lasserions la patience de ceux qui liroient tant d'inhumanités. Ce que nous rapportons ici brièvement est selon vérité et capable sans doute de toucher le cœur des bonnes âmes et faire couler des larmes des yeux. On voit ici le caractère de la fausse mère qu'on ne sauroit cacher, demandant que l'enfant soit partagé, qu'on l'écorche, qu'on le déchire. MM. les missionnaires, grands moteurs de la machine barbare qu'on fait jouer contre nous, voyant que nous ne pouvons donner notre intérieur à leurs mystères, voudroient extorquer notre extérieur et nous forcer d'adhérer au culte romain par les gestes et postures que tiennent les autres forçats de leur communion, lesquels passent pour bons papistes, pourveu qu'ils lèvent seulement le bonnet lorsqu'ils officient à poupe. Nous reconnoissons leurs tours fins et captieux, et nous savons, grâce à Dieu, que notre extérieur aussi bien que l'intérieur doit être à Dieu, lequel veut être glorifié tant

en nos corps qu'en nos esprits en tout tems, mais principalement dans la conjoncture où sa sagesse nous met.

« En nous tourmentant de la sorte on fait bien voir où est le pur antichristianisme duquel nous ne saurions nous éloigner avec trop de précaution. On viole les lois de la justice, qui ne veut pas qu'on impose à des criminels ou prétendus tels, d'autres peines que celles que porte leur condamnation. On renverse les maximes de l'Evangile qui ne respire que douceur et qui n'appelle que des hommes de bonne volonté. Nous n'appellons de tout cela que devant Dieu, lui remettant en main notre cause, le priant toutefois de ne pas juger nos ennemis comme ils le méritent.

« Que MM. les missionnaires aillent dire après cela qu'on ne violente personne, que ce qu'on dit des inhumanités qu'on nous fait est supposé, et que nous ne sommes pas plus maltraités que les autres forçats, comme on l'a voulu faire croire. Si on ne veut pas s'en tenir au témoignage de 300 forçats ou environ qu'il y a sur chaque galère, qui ont été les spectateurs de ces cruautés, le sang qui a coulé sur le coursier est un témoin irréprochable, et ces gros gourdins godrônez et trempez à la mer, sont des voix qui parleront un jour, si on fait semblant de ne les pas voir aujourd'hui. Qu'on feuillette le rôle de l'apothicaire de l'hôpital et on trouvera qu'il a donné tant de remèdes à nos frères meurtris, que M. le médecin a dit qu'il ne savoit de quoi leur faire donner davantage. Que ces mêmes missionnaires n'ajoutent pas le mensonge à la fureur, comme ils le savent faire; qu'ils n'aillent pas prôner que tous les religieux des galères ont rendu hommage à leur culte. Les fidèles que nous marquons ici fermes et constants, outre tant d'autres, font bien voir le contraire, grâce à Dieu. Et du reste qu'ils ne se glorifient pas de la foiblesse de ceux qui ont promis de lever le bonnet; cela ne fait rien en faveur de la religion romaine. Nos frères ont protesté qu'ils n'adhéreroient jamais au culte papiste et qu'ils ne disoient cet *oui* de lever le bonnet que par contrainte et sous la pesanteur des coups, ne sentant pas assez de forces pour résister à ces bastonnades qui font frémir d'y penser seulement, plus terribles que la gêne ou question qui a une fin, au lieu qu'après avoir bastonné un pauvre corps jusqu'à ce qu'il n'en puisse plus, on lui dit encore : Ce n'est qu'à commencer, à demain ! A demain ! fille de Babilone... misérables ! Arrêtons-nous ici, mes frères, nous ne

sommes pas assez saints pour achever le reste des paroles que disoit autrefois l'Eglise. Prions Dieu plutôt qu'il l'épargne et qu'il la convertisse, et tâchons de nous bien acquitter de notre devoir de chrétiens réformez. Dieu est un Esprit, et il veut que nous l'adorions en esprit et en vérité. Il veut que nous n'adorions que lui, que nous ne servions que lui, que nous n'invoquions que lui. Loin donc de nous cette adoration du pain qu'on veut extorquer de nous avec tant de violence. Loin de nous ce culte des images et cette invocation des saints qui ont besoin eux-mêmes de prier. Ces doctrines ne sont que des commandements d'hommes ; c'est du foin et de la paille avec laquelle on bâtit un édifice qui se ruine tous les jours et qui sera détruit entièrement. Tenons-nous à cette divine parole si bien qu'il n'y ait rien qui nous en puisse séparer.

« Cependant, que la société enchaînée pleure jour et nuit le malheur de ses membres qui se sont laissez allécher aux belles paroles, qui ont été effrayez des menaces, et découragez par les coups, mais qu'elle ne les aime pas moins ; au contraire, qu'elle les recherche, qu'elle les caresse, qu'elle redouble ses prières pour eux ; enfin qu'elle n'oublie rien pour leur consolation. Ces chers frères sont si tristes, ils sont tant affligés et marris de leur timidité, qu'ils sont dignes de tous les soins et de toute la tendresse et compassion des autres, lesquels, s'ils sont debout par grâce, doivent prendre garde de ne pas tomber. Ce sont des soldats qui ont eu peur et ont été effrayez à l'approche de l'ennemi, mais qui n'ont pas abandonné le camp. Ils peuvent reprendre vigueur et devenir les plus braves et les plus intrépides. Il y en a qui nous témoignent qu'un moment après ils sont revenus à eux-mêmes, et ayant reconnu leur faute, ont souhaité et même recherché l'occasion de la réparer. Adorons la sagesse éternelle de notre Père céleste qui laisse quelquefois tomber l'enfant qu'il mène par la main pour lui faire reconnaître qu'il est sa force et sa vertu, et que sans Dieu il ne peut rien. Remercions tous ensemble le Seigneur de la patience et constance chrétienne qu'il a donné par sa grâce à ceux qui ont tenu ferme et de ce qu'il a épargné un grand nombre d'autres. Prions-le de nous confirmer tous dans sa grâce, de soutenir ceux qui sont debout, de relever ceux qui sont tombez, et de pardonner à nos ennemis, leur ouvrant les yeux pour connoître la vérité qu'ils persécutent et pour la professer avec nous.

« Le Dieu de toute grâce qui nous a appelez à sa gloire éternelle en Jésus-Christ, après que nous aurons un peu souffert, nous affermis et fortifie. Amen.

« A Marseille, ce 20 décembre 1700. »

C. PATONNIER, BANCILLON, GRANGE, VALETTE, DAMOYUN,
CAZALÈ, MUSSETON, JEAN ESPAZE, SABATIER, RULAND,
PERAUD, ALLIN, J. GARNIER, PELECUEUR, E. DAMOINE,
SERRES le jeune.

Outre ceux-là, dans un autre écrit semblable mais plus abrégé du
31 décembre 1700, ont encore signé :

J. L'HOSTALET, LARDANT, ISRAEL BOUSCHET, DAVID VOLE,
PIERRE RICHARD, E. PICHOT, SOULAGE, CAPDUR, SAUZET,
MARTIN, ASTIER, ROUMEJON, E. BHOSTE, TALON, FAURET,
BERRU, PIERRE GAY.

(Suite.)

SERMON

DE PIERRE DE SALVE DE BRUNETON, *DIT* VALSEC

PASTEUR DU DÉSERT

Manuscrit conservé dans les papiers de La Reynie, vol. VI, p. 63.

Communiqué par M. Douen.

L'histoire est presque muette sur ce martyr, dont le dévouement fut si héroïque, et le sort si déplorable en même temps que si glorieux. Nous extrayons du *Bulletin* et de notes prises dans les manuscrits de la Bibliothèque impériale les trop courts détails qui suivent :

« Marc-Antoine de Salve, sieur de Bruneton, né à Valensoles en Provence, le 10 novembre 1619, quitta l'ordre des Augustins déchaussés..., pour embrasser la religion protestante. Après sa conversion, il s'établit à Vergèze, où il épousa, en 1656, Marie Royer, dont il eut neuf enfants. Comme ancien de l'Eglise de ce lieu, il assista, en 1671, au synode provincial tenu à Nîmes le 15 avril. A la révocation de l'Edit de Nantes, il sortit de France (Arch. Tr 322), et se retira en Hollande avec trois de ses fils, nommés Pierre, Jacques et Jean-Antoine. Il ne vivait plus en 1702, date du testament de sa femme, qui s'y qualifie de veuve »

(*Bulletin*, IX, 330), et qui était restée en France avec deux fils et quatre filles.

Jacques et Jean-Antoine entrèrent au service des Etats-généraux : le premier, capitaine au régiment de Holstein-Bœck, fut tué, en 1710, au siège de Douai ; Jean-Antoine était, en 1712, capitaine au régiment de marine de Mauregnault.

Pierre assistait, comme pasteur, au synode de Rotterdam en 1686. Rentré en France au péril de ses jours, pour y prêcher l'Evangile, il fut bientôt arrêté à Paris et enfermé, le 12 janvier 1690, dans le château de Vincennes, par ordre du 10; on l'y garda quelque temps, dans l'espoir de tirer de lui quelques éclaircissements sur son collègue Lestang, qu'on n'avait encore pu saisir. Sorti de Vincennes le 20 mars, il fut conduit au donjon des îles Sainte-Marguerite, pour y terminer ses jours. Nous croyons qu'il y était encore en 1713. Le roi avait ordonné qu'il ne fût connu de personne, qu'il n'eût aucune communication avec le pasteur Cardel, qui l'avait précédé dans le terrible cachot, ni avec qui que ce fût, de vive voix ou par écrit, et que *la subsistance et l'entretien* lui fussent fournis *sur un pied médiocre*, au taux de 900 livres par an. Il est probable qu'il y mourut dans un état de misère qu'on a peine à se figurer; nous continuons à ignorer s'il faut le ranger parmi les trois prisonniers de Sainte-Marguerite dont la raison était égarée déjà en 1693. (Voir *Bulletin*, IX, 187, et la note de la page 189.)

Son frère Jacques écrivait à leur mère, le 30 août 1699 : « Pour mon frère de Salve, je vous ai si souvent écrit qu'il étoit en vie, et que vous devez en être persuadée, que son affaire étoit entre les mains de l'ambassadeur des Etats-généraux pour en parler au roi. Voilà tout ce que je puis faire au monde; pour le reste, je le remets entre les mains de Dieu; qu'il veuille faire tourner l'affaire à son avantage. Je vous ai dit aussi qu'on l'avoit transporté depuis quelques années de la Bastille (?) dans la province du Dauphiné (?), sans avoir pu apprendre l'endroit où on l'avoit mis. » (*Bulletin*, IX, 332.)

De son côté, Jacques-Antoine écrivait encore le 4 août 1710 : « J'espère que la paix se fera bientôt, et que mon frère le ministre sortira de prison. »

Vain espoir ! Des victimes que recélait l'horrible donjon, Mathurin, Cardel, de Salve, Lestang, de Malzac, la dernière seule recouvra la liberté après la paix d'Utrecht (1713).

Le *Bulletin* a publié en 1858 (p. 280) une éloquente exhortation de Mathurin, et le *Disciple de Jésus-Christ*, en 1854, un touchant discours de Matthieu de Malzac; il nous a semblé que la lecture des pages suivantes, également écrites au Désert, *sous la voûte du ciel*, au moment

de la plus furieuse persécution qui fut jamais, n'exciterait pas un moindre intérêt, et que nul ne pourrait les parcourir sans éprouver une vive reconnaissance envers Dieu, qui nous a donné la liberté religieuse, et envers ces héros du devoir, qui ont sacrifié leur vie pour opposer une barrière infranchissable à la toute-puissance du despotisme, en lui disant, au nom du droit imprescriptible et sacré de la conscience : Tu n'iras pas plus loin.

Outre deux feuillets de sermon, dont l'un déchiré et plié en forme de lettre, porte au dos : *Pour Monsieur de Lestang*, les pages qu'on va lire sont tout ce qui nous reste, les seules reliques de ce pasteur du Désert. Le manuscrit, d'une écriture très-mauvaise, ne contient point, à proprement parler, un sermon écrit en entier; ce ne sont çà et là que des notes très-détaillées, mêlées de latin et d'abréviations de tout genre. Pour ne pas donner un logogriphe à deviner à la plupart des lecteurs, nous avons dû modifier parfois la forme trop primitive de l'original. Est-il nécessaire d'ajouter que nous en avons pieusement respecté le sens?

O. DOUEN.

Christ m'est gain à vivre et à mourir.

(PHILIPPIENS I, 21.)

La vie est un commerce qui a pour but un gain; mais ce gain est différent selon que nous commerçons avec le monde ou avec Dieu, avec l'Eglise ou avec les créatures. De ces deux commerces un seul est raisonnable. Tandis que le commerce avec le monde consiste à donner son temps, sa vie, son éternité, sa félicité en échange de quelques pièces de terre, de quelques maisons, de quelques biens sans valeur puisqu'ils sont sans durée; le commerce avec Dieu consiste à donner des biens périssables, qui ne sont rien, pour gagner Christ avec lequel nous possédons toutes choses. Il a la vie et nous la communique, il tient les clefs du paradis et de l'enfer, il juge, il condamne, il absout. Il est un avec Dieu, et nous unit à Dieu; il est tout et fait tout dans le ciel et sur la terre; nul ne va au Père que par lui, il est le chemin..., il est la porte..., ainsi on gagne tout en le gagnant. Il est donc honteux, insensé et extravagant de s'attacher principalement au commerce mondain, et sage, prudent et nécessaire de nous livrer au seul trafic qui soit digne de nous, parce qu'il est le seul dont le résultat soit certain.

C'est ce caractère de nécessité que l'Ecriture sainte a en vue

lorsqu'elle nous propose Jésus-Christ sous l'image du pain, d'une viande, d'un breuvage ; voilà qui s'adresse à ceux qui ne conçoivent pas de plus grand plaisir que celui de manger et de boire, car l'Écriture veut nous prendre et nous sauver par nos propres passions. Elle veut les laisser vivre en nous, mais elle veut les détourner vers les choses qui soient dignes de nous et qui nous puissent rendre heureux. — Tantôt elle nous propose Jésus-Christ et sa justice comme une robe précieuse qui, couvrant nos difformités, nous permettra d'entrer dans la salle des noces de l'agneau ; voilà pour ceux qui mettent le bonheur dans le luxe et la magnificence. — Tantôt elle nous le propose comme un trésor de sapience et d'intelligence, et voilà pour ceux qui mettent la félicité dans le savoir. — Enfin l'Écriture nous propose Jésus-Christ comme un gain incomparable, sans doute parce qu'elle veut exciter en nous pour Jésus-Christ la même ardeur dont brûle l'avare pour son trésor. Or l'avarice est une des passions les plus violentes et qui met en mouvement toutes les autres pour posséder son objet. Venez, avares, qui êtes avides des trésors et des gains de la terre, venez ouvrir les yeux sur celui que nous allons étaler aujourd'hui, pour tâcher à le faire devenir désormais l'objet de vos désirs, et en vous arrachant, s'il est possible, aux biens de la terre, vous rendre avares de ceux du ciel. Venez le contempler ce trésor et ce gain en Jésus-Christ, et venez apprendre en même temps les moyens par lesquels vous pourrez le gagner.

Dieu, qui tient les cœurs en sa main et qui les fléchit comme il lui plaît, veuille fléchir les vôtres vers Jésus-Christ, et en affaiblissant cet amour immodéré que vous avez pour les créatures, vous remplir d'ardeur et de zèle pour gagner Jésus-Christ ! Et nous, pour y contribuer, comme un instrument, quoique faible, dans la main de Dieu, nous vous montrerons : 1^o que Jésus-Christ est un gain, le seul et le plus excellent de tous les gains, parce qu'il s'étend à la vie et à la mort ; 2^o nous passerons à vous faire voir comment il devient notre gain, ce que nous vous ferons remarquer surtout dans l'exemple de saint Paul, qui parle dans notre texte et qui dit : Christ m'est gain à vivre et à mourir. D'entrée nous nous attachons à notre version qui dit que Christ est gain au fidèle et dans la vie et dans la mort, bien que nous sachions que les termes de l'original semblent ne pouvoir signifier que ceci, qui est le sens admis

par plusieurs interprètes : Jésus-Christ, qui est la vie du fidèle dans cette vie, est un gain dans la mort (1).

PREMIÈRE PARTIE.

Tout le monde sait assez ce que c'est que le gain..., nous allons montrer que Jésus-Christ est le seul gain qui mérite ce nom. Il faut seulement vous avertir que par Christ, nous devons entendre sa croix, ses souffrances, son sacrifice, sa mort, sa justice, son intercession auprès du Père, son mérite, tout ce qu'il a fait pour ouvrir le ciel, fermer l'enfer, réconcilier le pécheur avec Dieu, le faire devenir son ami, le transporter des ténèbres à la lumière de la vérité, et de cette lumière lui frayer le chemin à la gloire. Car c'est tout ce qu'emporte ici ce mot de Christ; tout cela donc pris ensemble et considéré en gros dans la personne de Jésus-Christ est un gain qui enrichit d'abord celui à qui il est appliqué, et qui de l'état de disette et de misère spirituelle où il est né, le fait passer à un état d'abondance; car tout ce que Jésus-Christ a, il ne l'a que pour le communiquer aux fidèles : s'il a des lumières et un esprit qui les rend efficaces, c'est pour les leur communiquer; s'il a une justice parfaite, c'est pour les en revêtir; s'il a mérité la gloire éternelle, c'est pour les y élever; enfin tout ce qu'il a, ce n'est que pour en enrichir le fidèle, et de misérable qu'il était le rendre

(1) La Reynie n'avait pas le loisir de lire ce sermon, il le fit examiner, sans doute par le même Pirot, docteur de Sorbonne, qui analysa les manuscrits saisis sur Cardel, et examina les *Maximes des Saints* de Fénelon et les ouvrages de Bossuet. L'examineur, après avoir transcrit l'exorde tout entier, ajoute le commentaire suivant, qui est très-digne de remarque :

« Tout ce discours ne tend qu'à prouver que l'Eglise et le monde ont des sentiments fort différents, et opposés dans leurs prétentions; que le monde, ou ceux qui en suivent les maximes, ne recherchent que les créatures, qui ne peuvent leur donner aucun bien véritable; que toutes les grandeurs et tous les biens du monde ne sont que de la fumée, et qu'il ne peut rien y avoir dans cette vie que l'on puisse dire être un véritable bien, si ce n'est de gagner Jésus-Christ, en qui seul consistent toutes les grandeurs, toutes les richesses et tous les véritables plaisirs. L'auteur exhorte les fidèles de s'attacher à ce seul gain; et, par une infinité de preuves tirées de l'Ecriture tant de l'Ancien que du Nouveau Testament, et particulièrement des épîtres de saint Paul, il fait voir qu'en Jésus-Christ seul doit être établie notre espérance, notre bonheur en la vie présente et notre félicité éternelle.

« Il n'y a rien dans cet ouvrage qui paraisse contraire aux sentiments de l'Eglise, et où il paraisse nécessaire de faire d'autres réflexions. »

Comment, docteur, pas d'autres réflexions? N'en auriez-vous point fait une que vous n'avez pas cru nécessaire de communiquer à la police, celle-ci, par exemple : Comment un homme qui n'enseigne rien de contraire aux sentiments de l'Eglise peut-il mériter d'être jeté en prison et conduit à l'échafaud? O. D.

heureux. C'est pourquoi saint Paul parlant de la grâce de Jésus-Christ la représente comme des richesses inénarrables (Ephés. III, 8), c'est pourquoi il dit que nous sommes enrichis en lui (1 Cor. I, 5), et qu'il s'est fait pauvre pour nous enrichir. Christ est donc un gain...

Pris à la rigueur, le mot gain exprime un résultat de notre industrie et le contraire d'un don dû à la libéralité d'autrui. Ce n'est pas ainsi qu'il faut entendre chrétiennement le gain dont parle notre texte. Nous ne pouvons non plus rien faire pour gagner Jésus-Christ, car, hélas ! que pourrions-nous donner pour l'obtenir ? Sera-ce nos œuvres ? Mais

1^o Ne sont-elles pas l'effet de Jésus-Christ qui les opère en nous ? Et plutôt que de dire que par elles nous gagnons Jésus-Christ, ne serait-il pas plus vrai de dire qu'elles sont un moyen dont Jésus-Christ se sert pour se donner à nous ?

2^o Ne les devons-nous pas, ces œuvres ? Et en les donnant, que faisons-nous que satisfaire à notre devoir sans pouvoir prétendre à aucune récompense ?

3^o Quand nous ne les devrions pas, pourraient-elles bien entrer en comparaison avec Jésus-Christ ? Quelle proportion des vertus finies et passagères peuvent-elles avoir avec celui qui est l'auteur même de la vertu ?

L'homme n'a pas assez de force, quand il aurait assez de présomption, pour prétendre gagner Christ en en donnant l'équivalent. Un misérable ver de terre, rampant dans la corruption, dans le vice, digne d'être écrasé par la justice du ciel, pourrait-il bien s'élever jusqu'à Christ ? Du reste, la voix générale des Ecritures nous fait entendre que Jésus-Christ est un don qui nous vient de la pure libéralité de Dieu... On peut donc dire que c'est un gain et un don tout ensemble... C'est un don, mais il faut cependant travailler pour l'obtenir, comme si c'était un gain... Ce gain nous est présenté comme le sujet d'une grande joie dans la parabole de la drachme perdue et retrouvée...

Jésus-Christ est le véritable gain : 1^o parce qu'il suffit à tout, même à borner nos désirs ; 2^o parce qu'il est impérissable, double caractère qui ne convient point aux gains du monde.

Jésus-Christ suffit à tous nos besoins et remplit tellement, dans cette vie, les désirs de nos cœurs qu'il ne leur laisse à souhaiter que

son entière possession ; cela ressort de l'Apocalypse (III, 18), où Christ, parlant par la bouche de saint Jean, énumère les maux de l'âme et montre qu'il a des remèdes contre eux tous. A la pauvreté, à la nudité, et à la cécité, il oppose de l'or, des vêtements et un collyre, cette image est transparente...

Après sa conversion, saint Paul qui était auparavant pauvre, nu, aveugle, n'a plus rien à désirer, parce qu'il est tout rempli de Christ ; du moment que Christ vit en lui, il ne veut plus savoir que Christ et Christ crucifié. Si parfois, au milieu de la joie qui inonde l'Apôtre, un nouveau désir apparaît, c'est celui de déloger d'ici-bas pour posséder Christ d'une manière plus étroite et plus complète.

En peut-on dire autant des gains du monde ? Il est certain qu'ils ne nous satisfont jamais, ce qui est une marque de leur vanité et de leur peu de solidité ; plus nous en avons et plus nous en désirons. D'ailleurs ils ne servent qu'à un usage matériel, ils ne peuvent que nous nourrir et nous faire vivre splendidement, voilà tout. Si nous sommes aveugles, ils ne sauraient nous donner la vue ; si nous sommes malades, ils ne peuvent nous rendre la santé ; et surtout, si nous sommes étendus dans un lit, attendant le dernier coup de la mort, appréhendant la justice divine, ils ne sauraient nous délivrer de ces craintes, ni nous mettre à couvert. — C'est donc improprement que l'on appelle gain un bien terrestre ; ce n'est que dans la fausse opinion des hommes que les richesses du monde ont pris ce nom, qui ne convient qu'à Jésus-Christ.

Le gain véritable s'élève bien haut au-dessus des gains du monde ; au lieu que ceux-ci sont bornés à cette vie et que nous les perdons par la mort, celui-là s'étend à la vie et à la mort. Une fois gagné, on ne le perd jamais ; car je suis assuré que ni mort, ni vie, ni anges, ni principautés, ni puissance, ni choses présentes, ni choses à venir, ni hauteurs, ni profondeurs, ni aucune autre créature ne nous pourra séparer de la dilection de Dieu, qu'il nous a montrée en Jésus-Christ, notre Seigneur (Rom. VIII, 37). Il est vrai que les gains du monde et celui que nous faisons de Jésus-Christ semblent aller de pair pendant cette vie : nous gagnons les biens du monde et nous nous en servons ; nous gagnons Jésus-Christ, sa connaissance nous console, sa mort et son mérite nous soutiennent contre les terreurs de la justice divine ; ainsi ce gain a son usage comme les gains du monde, et jusque-là l'un ne semble

rien avoir par-dessus les autres, et si les hommes avec des yeux de chair et de sang y remarquent quelque différence, c'est en faveur des gains du monde qui les charment, tandis que le gain véritable leur paraît chimérique. Mais attendez; à la mort, cette différence se verra. Les riches ni les puissants n'emportent rien avec eux dans le tombeau. Les Alexandre, les César, etc., ont-ils emporté les couronnes qu'ils avaient gagnées? Nous, au contraire, nous emporterons la nôtre; comme Josué, Jésus-Christ passe avec nous le Jourdain de la mort, au lieu que les biens du monde nous quittent, à la vue de la mort, comme Moïse expirant après avoir contemplé la terre promise.

Christ nous est un gain, non-seulement dans la vie et dans la mort, mais encore dans la résurrection...

DEUXIÈME PARTIE.

Voyons à quelles conditions le fidèle obtient ce gain sans pareil. La vraie religion est une espèce de commerce entre Dieu et nous, c'est ainsi qu'elle nous est dépeinte dans les discours où Christ dit que le royaume des cieux est semblable à un trésor caché dans un champ qu'un homme achète après avoir vendu tout ce qu'il a pour pouvoir l'acquérir, qu'il est semblable à une perle de grand prix... Les fidèles sont donc des marchands qui sont obligés de donner; car, dans tout commerce, il faut donner pour gagner : l'artisan donne son travail pour avoir du pain; le marchand, ses veilles, son argent, pour en gagner davantage; le soldat, sa peine, sa sueur et son sang, pour acquérir de la gloire, gagner des villes et des provinces; le chrétien ne saurait donc s'exempter de cette loi. Il faut qu'il donne pour gagner Jésus-Christ, c'est un trésor, une perle qu'il ne saurait acheter qu'en vendant ce qu'il a.

Ne venez pas dire qu'Isaïe (LV, 1) nous invite d'acheter sans argent, gratuitement; car il n'est pas vrai qu'il veuille dire que nous devons acheter la grâce sans rien donner, mais seulement : que ce que nous donnons en échange est un rien en comparaison de ce que nous achetons; car nos biens, notre vie et notre sang, que nous donnons, sont plus au-dessous de Jésus-Christ et de sa grâce qu'une paille ne l'est de tous les diamants, de toutes les perles et de toutes les couronnes de l'univers... Isaïe veut donc dire qu'il faut donner,

mais qu'en donnant, nous achetons pourtant gratuitement, parce que nous donnons un rien pour gagner une grâce sans prix, et un rien qui n'est point à nous et qui n'apporte point de profit à Jésus-Christ.

Tout ce que nous pouvons donner se borne à ceci :

Les biens et les richesses de la terre ;

Notre propre justice, la confiance que nous pourrions avoir de nous sauver par nos œuvres ;

Notre repos, notre liberté, nos plaisirs, nos honneurs et toutes les aises de la chair, notre vie et notre sang.

1^o Nous devons donner tous nos biens et nos richesses temporelles ; et on les donne, ou bien en s'en dépouillant tout à fait, lorsqu'il s'agit de suivre Jésus-Christ et qu'on ne saurait les garder et professer l'Evangile tout ensemble ; car il faut tâcher de devenir disciples de Jésus-Christ pour le gagner, et on ne le devient, suivant lui, qu'en abandonnant père, mère, etc., pour l'amour de lui. — Ou bien, on donne les richesses de la terre pour gagner Jésus-Christ, en les employant à nourrir les pauvres qui sont ses membres ; car les leur donner, c'est les donner à lui-même ; les vêtir, c'est vêtir Jésus-Christ ; les soulager par nos soins, nos visites, par un seul verre d'eau, c'est soulager Jésus-Christ ; il le dit lui-même et nous promet un salaire magnifique. — C'est encore donner les biens et les richesses de la terre que de les moins aimer que Jésus-Christ et de ne les aimer que pour lui en faire hommage, comme cette femme de l'Evangile qui n'aimait l'oigne (le parfum) qu'elle avait, et dont elle pouvait retirer un grand prix, que pour honorer Jésus-Christ et lui en faire hommage. C'est là aussi le véritable usage que nous devons faire des gains de la terre ; nous devons, en sacrifiant à Jésus-Christ ces richesses iniques, nous faire de lui un ami qui nous reçoive dans les tabernacles éternels ; c'est là l'usage qu'en faisaient les Abraham et les Moïse ; s'ils ne les ont pas donnés aux pauvres, ils les ont abandonnés au monde et en ont fait le sacrifice à Dieu et à Jésus-Christ pour les gagner ; ils ont tout quitté, tout abandonné, pour gagner non des maisons, possessions, parents et amis, mais Jésus-Christ et son opprobre, le seul et le véritable gain. Tel est l'usage qu'en doivent faire tous les fidèles qui sont héritiers de la foi d'Abraham, comme l'a été un Moïse, etc....

2^o Pour gagner Jésus-Christ, il faut donner notre propre justice, etc...

3^e Il faut donner notre repos, notre liberté, nos plaisirs, etc...

Ces deux principaux moyens sont toujours nécessaires et en tout temps, puisque, en tout temps, il est vrai que l'amour du monde est inimitié contre Dieu, que nous ne saurions servir à deux maîtres, et que nous ne saurions gagner Jésus-Christ et le monde..... Vouloir conserver repos, liberté, vie, sang, c'est se perdre à coup sûr; qui voudra sauver sa vie, la perdra; mais abandonner tout cela et le perdre, c'est le conserver infailliblement; car on les retrouve en Christ...

Nous gagnons donc Christ en donnant tout ce que nous possédons et, pour vous le montrer par un exemple, tournons nos yeux sur saint Paul... et nous souvenons de sa conduite en ce monde: il renonce à tout, il n'amasse point de trésors, il ne possède rien, il ne veut rien posséder, il regarde les richesses comme des entraves qui pourraient l'arrêter dans le cours de son ministère et de son salut. Il y renonce donc pour satisfaire à son devoir avec plus de liberté et pour gagner sûrement Christ en prêchant Christ, et si quelquefois il travaille de ses mains pour faire quelque gain dans le monde, ce n'est pas seulement pour se donner de l'aisance, mais pour n'être à charge à personne, bien qu'il fût digne de son salaire, mais pour subvenir à la nécessité de ses frères et compagnons d'une même foi, et ainsi gagner Christ en faisant des tentes aussi bien qu'en prêchant son Evangile.

Paul donne sa propre justice; et elle était grande à regarder l'opinion folle des Juifs..... cependant, il la renonce, il la foule aux pieds.

Il donne son repos, sa liberté, sa vie, son sang; il parcourt des provinces et des royaumes entiers, il souffre la faim, la soif, la nudité; il se trouve en péril de mer, en péril de terre..... il perd sa liberté dans les prisons de Néron, à Rome..... et enfin il meurt pour Jésus-Christ, sous le règne du même empereur. Et cependant il est tellement rempli de l'excellence de Jésus-Christ et du besoin qu'il en a..... il ne pense qu'à gagner Jésus-Christ, comme il ne veut connaître que Jésus-Christ..... Christ est son gain; c'est là, pour ainsi dire, sa devise, c'est par là qu'il veut se faire connaître, tout ce qu'il dit se rapporte à ceci: Je n'ambitionne, je ne désire rien sur la terre que de gagner Christ. Voici donc, mes frères, un exemple des paradoxes de l'Evangile: gagner en perdant, qui se

trouve très-véritablement en saint Paul. Sa conversion et sa profession de l'Evangile, voilà sa fortune; il est enfin jeté dans une prison, mais il est certain qu'au milieu de toutes ces choses il gagne, car il gagne Christ, en qui il retrouve toutes celles qu'il avait perdues. Il trouve en Jésus-Christ le repos, la joie, la tranquillité, l'abondance, la liberté; on nous considère, dit-il, comme contristés, et nous sommes toujours joyeux, comme pauvres et nous enrichissons plusieurs, comme n'ayant rien et nous possédons toutes choses (2 Cor. VI, 10)...

Ce n'est qu'au milieu des afflictions que nous gagnons Christ.... Si les souffrances nous sont communes avec Jésus-Christ, sa gloire, son mérite...

Arrêtons-nous ici, Messieurs, pour considérer notre folie et rougir de ce que nous courons après les gains du monde, après un intérêt de terre et de boue, après une créature insensible et incapable de se donner à nous, comme nous nous donnons à elle..... elle nous possède et nous ne la possédons pas. Mais que Christ devienne notre gain, et il se donne à nous par une union intime, il paye notre amour par une amour réciproque. Ouvrons donc, mes frères, pour une bonne foi les yeux sur la vanité, et considérons qu'avec tous les biens du monde, nous n'avons rien si Jésus-Christ n'y est pas : ayez des trônes, une cour, des sceptres, commandez à toute la terre, roulez à vos pieds l'or et l'argent, les perles et les diamants comme des cailloux; si Jésus-Christ n'y est pas, vous n'avez rien; au milieu de l'opulence et des trésors vous restez pauvres, dépouillés et nus, tout ce qui vous environne n'est que chimères, illusions; car que profite-t-il à l'homme s'il gagne tout le monde et qu'il fasse perte de son âme? (Matth. XVI, 26.)

Que faisons-nous donc quand nous attachons nos cœurs aux gains du monde et que nous négligeons....? Bienheureux fidèles de la primitive Eglise qui vendiez volontiers vos biens pour en porter le prix aux pieds des apôtres, afin d'en faire hommage à Jésus-Christ et de le gagner, qu'êtes-vous devenus? A qui avez-vous transmis votre sang, votre zèle qui vous faisait renoncer à tout pour gagner Jésus-Christ : Venez, venez nous reprocher nos... Oui, ces frères s'y prenaient comme il fallait pour gagner Jésus-Christ; et nous, nous prenons le contre-pied..... c'est renoncer à Jésus-Christ..... prions

donc, réputons toutes choses comme dommageables, inutiles, viles et indignes...

Dans la page finale, presque illisible, bardée de latin et de chiffres, nous ne distinguons que l'idée de Jésus-Christ marchant devant nous, couvert de son sang, comme un vaillant capitaine qui entre dans le ciel, entouré de tous ceux qui l'ont suivi.

MÉLANGES

NOTES SUR ISAAC CASAUBON (1)

Ce n'est pas Isaac Casaubon, au moins, dont on pourra dire que les documents font défaut sur son compte. Nous avons le gros in-folio de ses lettres publié par Almeloveen, ses *Ephémérides* en deux volumes, que M. Russell mit au jour il y a dix-sept ans; n'oublions pas le travail agréable, quoiqu'un peu incomplet de M. Nisard, et l'article si substantiel et si exact de la *France protestante*. Puis voici les manuscrits. Quelle abondance! Quelle richesse! Les lettres de Casaubon lui-même ou celles à lui adressées par ses nombreux correspondants se trouvent dans presque toutes les bibliothèques publiques de l'Angleterre. Il y en a au *Record-Office*, il y en a à Oxford parmi les trésors de la Bodléienne, il y en a surtout au *British Museum*. Consultez dans ce dernier établissement le catalogue du fonds Burney, vous y verrez inscrits d'abord (365-366), quatre immenses volumes in-folio, renfermant près de neuf cents lettres et autres pièces inédites à très-peu d'exceptions près. Outre cela les épîtres casauboniennes se présentent dispersées çà et là au milieu d'une foule de miscellanées de la même collection; le catalogue dont je viens de parler vous renvoie par exemple à Campanella, à Chabannes, à Mercier Desbordes, à Henri de la Tour, à Théodore de Bèze et à bien d'autres personnages, également célèbres par des détails sur Casaubon; je n'ai pas encore parlé des livres qu'il a couverts de no-

(1) Voir sur Casaubon la notice insérée dans le *Bulletin*, t. XIV, p. 185 et 262, ainsi que la Table générale.

tes marginales, et que l'on peut aussi examiner dans la salle de lecture du *British Museum*.

Aidé de toutes ces sources d'information, appuyé sur ces copieux documents, je voudrais aujourd'hui, non pas refaire la biographie de Casaubon, mais simplement en extraire ce qui se rapporte aux événements de son temps, ce qui peut éclairer quelques points d'histoire ou mettre en relief le portrait d'un contemporain illustre. On ne songera jamais, sans doute, à imprimer la correspondance de notre héros. Ce travail, au point de vue où nous sommes aujourd'hui, serait de la plus grande inutilité. En effet, les lettres dont il est question ont trait presque uniquement à des détails de critique savante, d'exégèse ou de grammaire. Or il est évident que, sur ces différents sujets, nous avons dépassé de beaucoup les érudits du dix-septième siècle, et que leurs travaux, tout estimables qu'ils fussent alors, ne peuvent nous être de grand usage. Lorsqu'un écrivain discute un problème de métaphysique, de religion ou de morale, il se place sur un terrain, au contraire, où nous le suivons avec intérêt, parce que les points auxquels il touche ont gardé et garderont jusqu'à la fin des siècles toute leur actualité. C'est ce que l'on a pu remarquer en lisant la correspondance de Desmaizeaux avec Barbeyrac que nous avons publiée dans le *Bulletin*; (T. XV) que ce soit Locke ou Auguste Comte, Malebranche ou Hegel, Descartes ou Kant, les faits soumis à l'examen et à la critique sont toujours les mêmes, car ils se rapportent à la nature intime de notre être, qui n'a pas changé depuis qu'on s'est avisé d'écrire sur la philosophie.

Voilà donc pourquoi les lettres de Casaubon et de ses correspondants, reléguées sur les tablettes des bibliothèques, ne doivent pas aspirer à une complète publicité. Nous les consulterons pour les faits historiques qu'elles renferment; nous en tirerons des *ana* comme nos ancêtres le faisaient de pièces semblables, mais nous n'irons pas plus loin.

Parmi les amis d'Isaac Casaubon, ceux avec lesquels il était en correspondance suivie, il ne faut pas oublier Hotman. Jean Hotman, sieur de Villiers-Saint-Paul, et qui mourut en 1636 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, était le fils aîné du célèbre auteur de la *Franco-Gallia* (1). On sait qu'il demeura quelque temps en Angleterre, attaché à la maison du comte de Leicester, et qu'il rendit ensuite comme diplomate et ambassadeur les plus grands services à Henri IV et à

(1) Voir *Hotman de Villiers et son Temps*, par M. Fernand Schickler (*Bull.*, t. XVII.)

Louis XIII. Les lettres inédites de ce publiciste qui sont conservées au *British Museum* offrent en général peu d'intérêt. En voici cependant une (Burney, 364) qui fait exception :

« Monsieur,

« Je n'ai interrompu trop souvent vos études et occupations, surtout puisque vous estes en plein ouvrage contre Baronius, qui seul fera plus de fruit que toutes les disputes et invectives de ce siècle brouillon et médisant, et vous-mêmes en tirerez plus de gloire solide que de tous vos labeurs précédents, comme j'espère. Dieu vous veuille donc fortifier corps et esprit, et vous continuer le repos du lieu où vous estes, et la faveur de ce grand et sage roy, de la perte duquel et de tout le royaume en la mort de cet excellent jeune prince, nous avons eu aussi par deçà le ressentiment que nous devons, l'aïant le bon parti de l'Allemagne pleuré et regretté, autant que si ce dommage fust arrivé au milieu d'eux. Pour moy, je ne croy point que depuis le jeune roy Eduard, l'Angleterre ait fait une perte si signalée, sinon que les suites n'en seront pas si mauvaises, Dieu aidant, puisque il y a encor une seconde espérance et que le père est vivant, lequel Dieu nous veuille garder longuement, et notre jeune roy pareillement. Je regrette avec tous les gens de bien la mort de M. Le Fèvre. Pour le sçavoir et la probité, nul ne le passoit; pour la religion, il en pourra succéder un pire, et plus partisan des jésuites : ce que Dieu ne veuille. Mais que dites-vous de nos brouillons de delà la Loire? Loué soit Dieu que ce n'est plus une reine mère Catherine, qui se laissoit aisément emporter aux conseils de vengeance, sans craindre de troubler l'Etat....

« HOTMAN.

« Dusseldorf, ce 18 décembre 1612. »

Si maintenant nous nous reportons aux *Ephémérides* de Casaubon, vers la date de la lettre que nous venons de transcrire, nous trouvons des marques nombreuses du deuil que la mort du jeune prince Henri avait répandu sur toute l'Angleterre. Né en 1594, enfant favori de la reine Anne, héritier présomptif d'un des trônes les plus puissants de l'Europe civilisée, il semblait promettre à son pays un monarque accompli, au protestantisme un ferme soutien. Il était doué des meilleures qualités tant du cœur que de l'esprit; intelligence vive, générosité, bravoure, tous les dons lui avaient été départis; une fièvre putride l'enleva au bout d'une courte maladie pendant laquelle les médecins firent preuve de l'ignorance la plus grossière. Il faut voir dans les mémoires du temps le récit des sor-

tiléges par lesquels on essaya de conjurer la maladie (1), et la description des remèdes singuliers auxquels on eut recours. J'extraits cependant des *Ephémérides* de Casaubon quelques passages qui prouvent combien le prince Henri était universellement aimé :

XVII. kal. dec. (15 nov.) « Seigneur éternel, nous sommes plongés dans l'affliction en commun avec tous les bons citoyens. Le prince Henri, cette espérance de l'Etat et de l'Eglise, est très-sérieusement malade. Clément Jésus, daigne exaucer les prières de ses parents, de la famille royale et de toutes les personnes pieuses de l'Angleterre entière. Tu peux, ô doux Jésus, rappeler à la vie des bords mêmes du tombeau ceux que tu juges à propos. En toi seul donc est notre espérance, à toi seul nous adressons nos prières. Daigne nous entendre, ô Eternel Dieu, au nom de Jésus-Christ ton fils.... Amen. »

Le lendemain, Casaubon répète ses prières au trône de la grâce, mais inutilement. Le prince de Galles ne devait pas guérir :

xv. kal. dec. « Hélas ! Malheureux mortels que nous sommes ! L'homme n'est vraiment qu'une ombre. Le prince de Galles a succombé à la violence de la maladie, — cet ornement des princes, ses égaux, cette espérance du royaume, l'amour de tous les gens de bien. On espérait que son tempérament robuste lui assurerait la vie la plus longue. L'honnêteté de ses mœurs, la régularité de ses habitudes, sa piété singulière nous en semblaient donner la garantie. Mais, hélas ! notre espoir est déçu, et il ne nous reste plus qu'à dire : *La volonté de Dieu soit faite !* Console ses excellents parents, le roi et la reine, son frère et sa sœur, et rends-leur ce qui semble refusé au jeune bienheureux. Dieu éternel, conserve ce royaume, soutiens-le par de nouveaux appuis au nom de Jésus-Christ ton fils... »

Dans une des lettres de Casaubon à Daniel Heinsius, il est aussi question de ce malheur (2) : « Vous avez appris la nouvelle de la mort récente, en France, du comte de Soissons, prince de la famille royale, fort affectionné à la paix et à la tranquillité publiques, et très-opposé à la faction espagnole. Au moment où le courrier nous apportait cette nouvelle, le prince de Galles, fils aîné du roi d'Angleterre, tombait malade. Une mort prématurée et vraiment cruelle vient de l'enlever à l'affection des gens de bien. Impossible de dire quelle perte l'Eglise de Dieu a faite, ainsi que ce royaume, dans la personne de ce seul prince. On n'aurait su décider lesquelles des

(1) Lodge's, *Portraits*. — Miss Strickland's, *Lives of the Queens of England*, vol. V, 149.

(2) *Epist.* 846, édit. Ahneloveen, p. 509.

qualités du corps ou de l'esprit étaient les plus développées en lui. Rien qu'en le regardant, on sentait qu'il était réservé à de hautes destinées. Son corps si robuste lui promettait une longue vie; il avait une piété sincère et témoignait à ses parents un respect où n'entrait aucune affectation. Dès sa première jeunesse il faisait preuve de la prudence d'un vieillard. Pourquoi rappeler ses autres vertus? »

Hotman, après avoir fait le panégyrique du prince de Galles, dit quelques mots dans sa lettre de la mort de Le Fèvre, un des amis intimes de Casaubon et un des hommes les plus distingués de son temps. Nicolas Le Fèvre avait soixante-neuf ans lorsqu'il mourut le 8 novembre 1612; lié avec de Thou, le cardinal du Perron, Loizel, Pithou, Arnaud, et tout ce que l'Europe comptait alors de savants, il s'était vu nommer précepteur successivement du prince de Condé et de Louis XIII. Scévole de Sainte-Marthe, cité par Moréri, dit que tous les érudits de France, et tous les étrangers même qui aimaient les lettres, témoignèrent une véritable douleur de la mort de ce grand personnage. Il ne fut pas seulement pleuré par des gens du commun : sa mort fit encore verser des larmes aux plus célèbres cardinaux, aux plus sages magistrats, aux plus grands ministres d'Etat qui le consultaient ordinairement sur les choses les plus difficiles, et qui recevaient toutes ses réponses comme des oracles.

Voici comment Casaubon s'exprime au sujet de sa mort :

VI. kal. dec. (25 nov.) « J'ai reçu aujourd'hui de de Thou, le meilleur des hommes, une lettre par laquelle il m'informe du décès de Le Fèvre, personnage d'une probité et d'une science insignes. En lui j'ai perdu un ami que je respectais et qui de son côté, m'aimait, j'en ai l'assurance. Ainsi tous mes amis me quittent. »

Quelques passages de la correspondance de Casaubon montrent quel était le mérite de Le Fèvre :

« Plût à Dieu, écrit-il à de Thou, que je fusse plus près de cet homme si éminent, Le Fèvre, au jugement duquel je soumettrais sans réserve toutes mes observations. Je vous le dis avec la plus profonde conviction, il y a à mon sens plus d'érudition dans une de ses lettres que dans n'importe lequel des douze énormes volumes du cardinal Baronius (1). »

« Très-illustre président, on m'a remis votre lettre funèbre par laquelle j'apprends que cet éminent Le Fèvre a passé à une vie meilleure. Telle a été l'existence de cet homme de bien que dé-

(1) Casaub., *Epist.* 808, p. 469. Jac. Aug. Thuano.

plorer sa fin est véritablement lui envier son bonheur; cependant je suis sûr qu'il y a peu de personnes honnêtes et pieuses qui n'apprennent sans douleur cette triste nouvelle. Il est funeste, en effet, pour les affaires de ce monde lorsque des exemples si illustres d'une vertu et d'une piété singulières disparaissent d'au milieu de nous... Qui peut exprimer la perte qu'à faite notre patrie, surtout à une époque où l'impiété gagne du terrain de jour en jour? Je crains qu'il ne s'écoule bien des siècles avant que l'on voie paraître un théologien comparable à notre bienheureux (1). »

Il est assez singulier que parmi les lettres imprimées dans l'in-folio d'Almeloveen il ne s'en trouve aucune adressée par Le Fèvre à Casaubon ou réciproquement; les manuscrits du fonds Burney n'en contiennent pas non plus. « Nicolas Le Fèvre, dit Scaliger, entend à merveille l'histoire des conciles; c'est un membre distingué de l'Eglise romaine (2). »

Lorsque Hotman, dans la lettre que nous avons transcrite plus haut, exprimait le souhait « qu'il ne succédât pas à Le Fèvre un homme mieux disposé envers les jésuites, » il songeait évidemment au poste de confiance que ce savant illustre occupait près du roi Louis XIII, et à l'influence qu'en vertu de cette position il avait pu exercer sur l'esprit du monarque. Les jésuites ne devaient pas arriver au pouvoir de sitôt, et il fallait que la France passât par Richelieu pour aboutir au père La Chaise.

Hotman parle enfin « des brouillons de delà la Loire; » il fait allusion à la ligue qui eut lieu par suite du traité négocié entre la France et le roi d'Espagne, ligue dont Condé et Soissons furent les chefs.

Un des événements qui marquèrent le plus dans l'histoire de Casaubon ainsi que dans les annales de notre pays tout entier, fut l'assassinat de Henri IV par Ravaillac. A ce sujet les expressions de condoléance, les regrets, les éloges du feu roi abondent. Les *Ephémérides* et la correspondance soit imprimée, soit inédite, ne tarissent pas. Voici, par exemple, une lettre d'Heinsius :

« Homme très-illustre, je ne puis assez vous exprimer combien j'ai été touché et abattu par le récit de la mort terrible et plus que tragique de votre roi. Je vous le jure, pendant plusieurs jours, j'en ai perdu le manger et le dormir. Je ne parlerai pas de la cruauté de cette action en elle-même, crime que des Scythes détesteraient; —

(1) Ibid., *Epist.* 847, p. 511.

(2) *Scaligerana*, édit. d'Amsterdam, 1740, p. 325.

je ne rappellerai pas ici que toutes nos espérances se sont écroulées avec ce héros ; — je ne dirai pas même que les ennemis les plus acharnés de votre pays, ceux qui voudraient voir le nom français entièrement aboli, peuvent être touchés lorsqu'ils voient un héros qui a survécu à tant de combats, qui a remporté tant de victoires, tomber par le plus grand des crimes, sous le couteau d'un scélérat, au moment même où il méditait d'immenses et glorieux desseins, et où il était inquiet d'étendre les frontières de son royaume. — Il y avait quelque chose qui me touchait de plus près, savoir votre salut et celui de votre famille. Je n'ignorais pas, en effet, quelle consternation devait régner parmi vos quartiers, puisque dans notre Hollande d'où vous êtes éloignés de tant de milles par eau et par terre, les uns pleuraient, les autres perdaient tout courage. Je savais quelle sorte de gens habitent la ville où ce crime si atroce a été commis, et que personne ne peut se croire en sûreté là où les rois eux-mêmes ne sont pas épargnés. Mes souvenirs se reportaient à cet ancien massacre détesté dans tant d'annales, qui enleva d'au milieu de nous un si grand nombre d'hommes illustres (1). »

Casaubon ne se trouvait pas à Paris lors de l'attentat de Ravailiac. Voici les détails que les *Ephémérides* nous donnent à ce sujet :

« *La veille des ides de mai* (14 mai), au moment où je me disposais à écrire, on m'apporta la nouvelle d'une blessure que le roi aurait reçue. Je ne sais pas encore positivement ce qui a eu lieu. Dieu éternel, je t'en supplie, protège le roi, la reine, leurs enfants, le royaume entier et toutes les personnes pieuses qui s'y trouvent ! Seigneur Dieu, aie compassion du monarque que tu as jusqu'ici comblé de tant de bienfaits ! »

Ides de mai (15 mai)... « Je suis accablé de soucis à cause du roi. Daigne, ô Dieu, le rendre à la santé, et le conserver en vie ! Amen, Amen, Amen. »

« (J'ai écrit la suite de ce journal après que ma femme m'eut le même jour mis au courant de tout par un homme bien informé). »

« O triste, ô vraiment déplorable nouvelle ! Par un acte de perfidie, par un crime atroce, nous avons donc perdu ce roi très-clément et très-magnanime, Henri IV, ce foudre de guerre, la terreur de ses ennemis. Ce guerrier qui a affronté tant de fois les hasards des combats, qui a remporté tant de victoires, a succombé inopinément aux coups d'un scélérat ! J'adore en silence tes décrets, ô Dieu éternel ! Mais celui qui médita un tel crime ou qui l'exécuta doit

(1) Lettre du 21 mai 1610, datée de Leyde.

à juste titre, être traité d'impie et d'abominable. Malheur à toi, ô France ! O jour funeste à tous les gens de bien ! à moi, principalement dont ce prince a si longtemps été le Mécène. Que n'ai-je reçu la blessure qui en le tuant nous a tous plongés dans la douleur ! Mais que la volonté de Dieu soit faite ! Cette catastrophe est arrivée selon son bon plaisir. Nous espérons qu'il vengera la mort du prince et qu'il donnera l'effusion de son saint Esprit au nouveau monarque dont le couronnement, à ce que j'ai entendu dire, doit avoir lieu aujourd'hui. »

16 mai. « En revenant aujourd'hui de la campagne j'ai trouvé tout plus tranquille à Paris que je ne l'aurais cru après l'assassinat d'un si grand roi. Il est admirable de voir combien tout le monde est d'accord pour la paix. La concorde qui règne entre les princes est surprenante, et, comme le pensent les gens de bien, inspirée de Dieu. »

J'emprunte à la correspondance imprimée deux autres passages relatifs à la mort de Henri IV :

« Lorsque vous m'avez quitté, mon vénérable ami, j'avais résolu de me rendre à la campagne et d'y méditer à loisir sur mes études sacrées, puisque je ne saurais être d'aucun répit tant que je reste en ville. Vous savez en effet quelles inquiétudes me poursuivent, jusqu'à me priver du sommeil. A peine avais-je commencé à user de cet agréable repos, que l'horrible nouvelle m'arriva du parricide qui a coûté la vie au plus grand des rois, mon Mécène si plein de bienveillance. Impossible de dire quel deuil, quel chagrin, quelle affliction ce crime affreux m'a causé. Quand même je n'en serais pas touché comme d'une calamité publique, la perte que j'ai faite en ce grand monarque est si considérable que mes jours de bonheur, je puis le dire, ont disparu pour jamais. J'ai perdu un maître, surpassant en bonté, en douceur, en politesse tous les princes du monde. Depuis bien des années il me traitait avec tant de bienveillance que je ne saurais trop m'étendre sur ses louanges. Si les motifs de religion ne s'y étaient pas opposés, il m'aurait comblé de richesses. Ces richesses, je les ai constamment refusées, grâce à Dieu, et pourtant ce roi si aimable n'a pas cessé de m'aimer comme il me le disait souvent lui-même, et de me donner des marques de sa libéralité (1). »

Dans une autre lettre à Saumaise on lit : « La cause de mon extrême douleur est le parricide auquel a succombé dernièrement une

(1) Joanni Utenbogardo, *Epist.* 770. Almeloveen, p. 350.

tête sacrée. O crime ! ô machination du diable ! ô tache indélébile imprimée au nom français ! Et il s'est pu trouver un homme assez barbare, non un homme, mais un diable sous forme humaine pour commettre un tel crime ! Hélas, mon cher Saumaise, dans quels temps avons-nous le malheur de vivre ! Le plus grand des princes de notre époque a été arraché à la vie par le plus vil, le plus infâme des bipèdes ! Tous les hommes comprennent la blessure que notre malheureuse patrie a reçue, tous les gens de bien la déplorent. En mon particulier j'ai perdu un Mécène, un maître dont je ne pourrais jamais louer autant que je le voudrais la bienveillance, la politesse et l'indulgence envers moi... Je ne doute pas, mon cher Saumaise, que vous n'éprouviez une douleur égale à la mienne. Dans cette ville, les citoyens de tout état, de tout âge, de tout rang gémissent. Personne qui ne sente la portée du malheur dont la France a été frappée. Le Seigneur viendra pourtant à notre secours, je l'espère ; il relèvera notre patrie chancelante. L'empressement avec lequel les princes et la noblesse tout entière travaillent de concert à la sûreté du royaume nous est un gage certain des dispositions clémentes de Dieu envers nous (1). »

Le jour même des funérailles de Henri IV, Casaubon terminait la préface qu'il a mise en tête des œuvres diverses de Joseph Scaliger. Il dédiait cet ouvrage à un autre de ses illustres amis, le président de Thou ; et il s'exprimait de la manière suivante :

« ... Cet accord de toutes les nations, de tous les peuples à déplorer la mort du roi, qu'est-ce autre chose qu'un témoignage spontané et non pas arraché soit par la faveur, soit par la crainte, de l'opinion que l'univers presque entier s'était formée des admirables vertus de ce prince. L'amour de ses sujets, privilège le plus glorieux qu'un monarque puisse obtenir, a éclaté à la mort de Henri IV d'une manière tout à fait merveilleuse. Nous avons vu se manifester dans cette ville ce qui n'a eu lieu lors du décès d'aucun autre prince, et les nouvelles reçues des provinces nous ont assuré que la même expression de profonde douleur a éclaté partout. Dès que la catastrophe funeste a été connue, non-seulement les personnes de tout âge, de tout sexe, de toute condition ont avec des gémissements pareils et une sainte fureur dévoué le parricide au Styx, mais on a vu comme frappés de la foudre, les uns périr d'une mort subite, les autres tomber malades sans espoir de guérison, quelques-uns demeurer, il est vrai, en vie, mais accablés par une stupéfaction dont

(1) Claud. Salmasio, *Epist.* 674. Almeloveen, p. 352.

ils ont eu la plus grande peine à se remettre... Qui ne comprend qu'un homme tellement regretté après sa mort a dû être durant sa vie l'amour et les délices de ses sujets? Henri le Grand, ce prince illustre, vit donc dans la mémoire de son peuple, et personne ne pourra l'en effacer. Sa gloire vit et elle vivra toujours éclatante dans le souvenir des contemporains et des siècles à venir qui liront votre histoire, illustre de Thou; car là tous ses hauts faits sont relatés d'une telle façon qu'on ne sait s'il faut plus admirer votre impartialité ou votre éloquence (1). » Casaubon termine en déplorant cette affreuse manie du régicide, inconnue des premiers âges de l'Eglise, sous les plus odieux persécuteurs, et qui en vingt et un ans vient d'attrister deux fois la France.

On a remarqué que les épîtres dédicatoires de Casaubon sont des modèles du genre, ainsi que ses préfaces; dans les premières il évite toujours la flatterie et les éloges outrés; dans les dernières il explique clairement le but de l'ouvrage, la manière dont il a été composé, et tout en faisant ressortir les points sur lesquels il diffère de ses prédécesseurs, il a soin de ne pas tomber à propos de ses travaux, à lui, dans le style de la réclame. Ces préfaces, ces épîtres dédicatoires contiennent aussi un grand nombre de faits relatifs à l'histoire des temps, et on peut en extraire quantité de détails, de portraits, d'appréciations diverses. Ainsi pour Henri IV. Voici ce que Casaubon dit de ce monarque dans l'épître dédicatoire par laquelle il lui fit hommage de son édition des *Animadversiones in Athenæum*, publiées en 1600, in-folio :

« Les anciens écrivains de l'histoire romaine nous racontent qu'après avoir fermé les portes du temple de Janus, Auguste charma tellement, par sa douceur et sa justice, les Parthes, ces anciens ennemis des Romains, qu'à sa demande ils lui rendirent les enseignes qu'ils avaient prises sur Marcus Crassus et Marc-Antoine. Que diront nos neveux de Votre Majesté, roi très-auguste? vous dont la réputation a eu tant d'influence sur Philippe, ce puissant roi d'Espagne, le destructeur de tant de royaumes, qu'il a jugé à propos d'acquérir pour lui et pour les siens, cette amitié au prix, non pas d'étendards inutiles, mais de la reddition des plus fortes places? On nous donne comme quelque chose d'admirable dans les mêmes histoires, que de toutes parts les nations étrangères, recherchant l'alliance d'Auguste, envoyèrent des ambassadeurs à Rome. Qui s'étonnera de cela désormais, lorsque l'on saura avec quelle pompe, avec quelle

(1) Casaubon, Préface aux œuvres de Scaliger, p. 109, 110. Edit. Almeloveen.

magnificence l'illustre chef des Allobroges, excité par l'admiration de vos vertus, est venu à votre cour du fond de l'Italie, des racines mêmes des Alpes ! Mais à tant de palmes, à tant de couronnes, à tant de lauriers, il reste encore, ô roi très-illustre, à ajouter le titre de conservateur et de restaurateur des muses dans leur ancienne gloire. Nous tous qui cultivons les lettres, prions sans cesse pour que vous joigniez ce nouveau lustre à vos autres mérites ; nous le réclamons de votre indulgence, nous le demandons, nous l'exigeons, si je puis m'exprimer ainsi. O arbitre de la paix et vengeur de l'innocence, jetez un regard de compassion sur ces déesses si favorables à la tranquillité, si intimement unies à toutes les vertus ! O monarque si clément, souffrirez-vous que ce collège qui vous appartient, soit pour jamais abandonné, — ce collège, ou plutôt ce foyer de lumière non-seulement pour la France, mais pour toute l'Europe ? Souffrirez-vous que tant d'hommes savants dévoués à leur tâche manquent absolument de ressources ? Lorsque les siècles à venir auront admiré ces palais, ces magnifiques constructions où resplendissent l'or et le marbre, qui s'élèvent soit dans cette ville, soit dans d'autres parties du royaume, aux frais de Votre Majesté, souffrirez-vous qu'ils se plaignent de ce que vous méprisez votre Académie (1) ? »

(Suite.)

GUSTAVE MASSON.

SÉANCES DU COMITÉ

EXTRAITS DES PROCÈS-VERBAUX

SÉANCE DU 8 AVRIL 1869.

Présidence de M. Schickler. — M. Raoul de Cazenove, biographe de Rapin-Thoyras, assiste à la séance et présente au Comité un curieux manuscrit qui lui a été confié. C'est un recueil des actes des synodes tenu dans une grange des Cévennes, mais auquel manquent plusieurs assemblées synodales, notamment la première, celle de Paris (mai 1559).

Concours. Conformément à une résolution antérieure, il est décidé

(1) *Animadv. in Ath.* Almeloveen, pp. 25, 26. Casaubon entend parler ici du Collège de France, auquel Henri IV rendit en effet tout son éclat. Voir M. Poirson, *Hist. du règne de Henri IV*, vol. III, pp. 773 et suiv.

que le rapport préparé pour la séance annuelle du 13 avril, contiendra l'annonce d'un nouveau concours, à sujet indéterminé, qui sera clos le 31 décembre 1870. — Le Président rappellera les termes du programme primitif, en y joignant une mention concernant les publications populaires qu'il est du devoir de la Société d'encourager.

Bibliothèque. Elle sera ouverte tous les jours pendant la semaine consacrée aux réunions des Sociétés protestantes. — *M. Ch. Read* exprime l'intérêt avec lequel *M. Paul Lacroix* (le bibliophile Jacob) a appris cette fondation. — Il annonce en même temps le don d'un volume ayant appartenu à Du Plessis-Mornay, et portant le nom de Bazin, chef d'une famille distinguée qui existe encore aujourd'hui.

M. le baron de Triqueti se propose d'offrir à la Société un portrait de Du Plessis-Mornay, dessiné par Dubreuil. Il en existe un autre fort beau au musée de Nantes, dont il espère obtenir la photographie.

M. Douen signale des lettres de Fénelon, récemment vendues à Paris, qui présentent sous un aspect moins favorable la tolérance trop vantée de l'archevêque de Cambrai. Ces lettres ont été connues de l'historien de Fénelon, le cardinal de Beausset, qui ne les a pas citées très-exactement. On reviendra sur ce sujet.

Elections. Il est procédé à un double scrutin pour les fonctions de vice-président et pour les places laissées vacantes par MM. Eug. Haag et Martin Rollin. — *M. le comte Jules Delaborde* est nommé vice-président, à la majorité de sept voix sur neuf, dont une donnée à *M. Ath. Coquerel* fils, l'autre à *M. Ch. Read*. Sont élus membres du Comité : *M. Ch. Frossard*, auteur d'un travail sur le protestantisme à Lille, et *M. Edouard Sayous*, professeur d'histoire au lycée Charlemagne.

SÉANCE DU 13 MAI 1869.

Présidence de *M. Schickler*. — Le Secrétaire annonce deux nouveaux adhérents à notre œuvre historique : *M. Barafort*, président de chambre à la cour impériale de Lyon, et *M. Ch. de Billy*, auditeur à la cour des comptes. Il présente au Comité divers opuscules de MM. Ch. Dardier, de Nîmes, et Jourdan, de La Rochelle, ainsi qu'un remarquable rapport de *M. le comte de la Ferrière*, sur les relations politiques du protestantisme français avec la reine Elisabeth, sous le règne de Charles IX.

M. le pasteur Ath. Coquerel, sur le point de partir pour Londres, veut bien se charger de solliciter auprès de la direction du Record-Office le don pour notre Bibliothèque des volumes de la collection des State-papers qui intéressent particulièrement l'histoire du protestantisme fran-

çais. Il sollicite en outre de ses collègues des renseignements pour une nouvelle édition de Calas. Le Secrétaire lui transmettra une poésie latine en l'honneur du martyr toulousain, publiée en Hollande, et communiquée par M. Ch. Rahlenbeck.

Bibliothèque. M. le Président a une bonne nouvelle à annoncer : le don d'une fort belle collection des œuvres du réformateur italien, Jérôme Savonarole, offerte par M. *William Martin*, qui, absent à la séance, semble avoir voulu se dérober aux remerciements de ses collègues. Il n'en recevra pas moins l'expression pour ce don magnifique, ainsi que pour le zèle avec lequel il a préparé les cartes de la collection de M. Scherer, qui ne compte pas moins de 590 volumes, mis dès à présent à la disposition du public.

Une circulaire adressée aux principales bibliothèques de la France et de l'étranger pour leur faire connaître l'existence de la Bibliothèque du Protestantisme français est adoptée. C'est comme une sœur cadette qui, à son entrée dans le monde, éprouve le besoin de demander à ses aînées bienveillance et appui.

Correspondance. Il est donné lecture de diverses lettres de MM. les pasteurs Arnaud, Melon, et de M. le comte Jules de Clervaux, accompagnant l'envoi de notes ou de documents. M. Ehrsam, archiviste à Mulhouse, demande des renseignements sur le peintre alsacien Heilmann, mort en 1760 à Paris, M. *Read* veut bien se charger de rechercher dans les registres de l'Hôtel de ville. M. *Raoul de Cazenove* communique d'utiles indications puisées dans le Journal de Jean-George Ville, ami d'Heilmann.

M. *Ch. Frossard* remercie le Comité d'avoir bien voulu l'admettre au nombre de ses membres. Il aime à voir dans cette faveur un témoignage rendu à son père, M. le pasteur Emilien Frossard, l'un des premiers promoteurs de la formation de la Société historique du Protestantisme français.

P. S. Au moment de mettre sous presse, nous sommes heureux d'annoncer que notre collègue, M. Ch. Read, chef de la section des travaux historiques à la préfecture de la Seine, et ancien président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LA SAINT-BARTHÉLEMY A LYON

ET LE GOUVERNEUR MANDELOT (1)

Dans le cours de notre récit, et surtout dans les extraits de lettres particulières, nous avons déjà donné les noms de quelques-unes des victimes de ces tristes journées. L'auteur contemporain du *Sommaire et vrai Discours de la Félonie*, etc., a dressé et publié une liste de celles dont il a pu recueillir les noms. Il en cite cent vingt-trois. Il donne sur plusieurs, à côté de leurs noms et prénoms, quelques détails sur leur âge, leur lieu d'origine, leur profession, parfois sur le genre de mort qui fut leur partage. Ce long martyrologe est émouvant et nous regrettons de ne pouvoir pas le transcrire ici tout entier.

Il y a parmi ces persécutés pour la justice, des gens de toute condition, de tout âge; des ouvriers et de riches marchands, entre autres plusieurs marchands de soie ou « de draps

(1) Voir les deux derniers numéros du *Bulletin*, p. 305 et 353.

de soie ; » des libraires, des notaires, des avocats ; un peintre, Jehan des Hays ou de Say, âgé de quatre-vingt-neuf ans, Provençal de nation, tué « en sa maison, puis jeté dans la Saône ; » deux diacres de l'Eglise, François Pontus, marchand drapier, âgé de quarante-cinq ans, « homme de bien, est-il dit, et tel estimé de tous pour sa piété et rondeur ; » puis Jean Badiou, « marchand et diacre de l'Eglise réformée de Lyon. »

Un grand nombre portent à la suite de leurs noms cette émouvante qualification : père de six enfants, père de cinq enfants, père de trois petits enfants, etc. Il y a des noms connus déjà et d'autres qui figureront au siècle suivant dans les actes de la même Eglise : Antoine Vassan ; Bernon, avocat au siège de Lyon, « homme docte et bien renommé ; » le libraire Jean Vassin, François de la Fond, etc. Mais par-dessus tous, il faut rappeler un nom cher au protestantisme français, celui de l'auteur de la musique des Psaumes, mis en vers par Clément Marot, Claude Goudimel : « Excellent musicien, dit notre indicateur, et la mémoire duquel sera perpétuelle pour avoir heureusement besogné les Psaumes de David en français, la plupart desquels il a mis en musique en forme de motets à quatre, cinq, six et huit parties, et sans la mort eût tôt après rendu cette œuvre accomplie. » Goudimel a péri, selon notre martyrologe, victime de l'envie de quelques rivaux qui le signalèrent aux coups des égorgeurs.

Tout ne fut pas en effet l'œuvre du fanatisme dans les atrocités commises. Plusieurs succombèrent victimes de vengeances personnelles ou d'infâmes calculs d'intérêt. On cite un Italien qui, chassé pour crimes de Lucques, sa ville natale, fit tuer à prix d'argent un de ses compatriotes, condamné à mort dans son propre pays pour cause de religion. Il espérait par cette preuve de zèle obtenir sa propre grâce ; mais ses concitoyens, indignés d'un tel calcul, le repoussèrent sans miséricorde. On cite aussi un autre malheureux, livré à son ennemi personnel, lequel avec l'aide de quelques autres le traîna sur un bateau où il le fit assassiner et jeter à l'eau.

L'intérêt inspira aussi plus d'un crime. Les deux frères Darut que l'abbé de Valbenoite mentionnait en tête des gens de marque, tués dès le vendredi, ajoute Jean de Masso, le furent pour une cause de ce genre. Ils furent découverts « dans un fenil » où ils s'étaient cachés, par deux frères greffiers, leur partie adverse, nous est-il dit. En les menaçant de dénonciation, ces deux misérables leur font signer tout ce qu'ils veulent « touchant un procès qu'ils avaient entre eux ; » ils se font aussi donner quelques papiers compromettants pour eux-mêmes, et quand ils en ont ainsi arraché tout ce qui était dans leur intérêt, ils les tuent à coups de dague et les jettent au Rhône.

Mais ce qui est plus révoltant encore, c'est de voir des frères, des parents qui, pour des motifs d'argent, livrent à la mort ceux qu'ils auraient dû chercher à sauver au péril même de leur propre vie. Jacques d'Orlin, notaire, s'était réfugié chez son frère, également notaire, mais catholique. Celui-ci, au lieu de respecter à son égard le droit d'asile, sacré chez les païens, même vis-à-vis d'un ennemi, va le dénoncer, et il « n'eut pas de repos qu'il ne l'eût fait mener à la boucherie avec les autres. » Et ce n'est pas le seul fait de ce genre. Le catalogue cité plus haut parle aussi d'un individu « vendu par ses frères ; » d'un autre « vendu par un sien beau-frère. »

On demeure confondu quand on songe à tant de sang versé, à tant de crimes et de douleurs. Et cependant leurs auteurs n'étaient pas encore satisfaits. Ils s'étaient proposé l'extermination complète des hérétiques, et malgré tous ces massacres un grand nombre de protestants restaient encore en vie. « La plupart des principaux factieux, ceux qui ont le plus aidé à soutenir les guerres passées, et qui ont encore le moyen de le faire, sont encore en être, » écrit Ravot avec un sentiment de regret évident. Les uns avaient pu sortir de Lyon et s'étaient réfugiés dans les pays voisins ; d'autres étaient toujours dans la ville, « dans les lieux forts aux mains des soldats » (Ravot).

ou bien cachés dans quelques maisons, peut-être dans celles de généreux catholiques qui, chrétiens avant tout, ne craignirent pas, à Lyon comme ailleurs, d'exposer leur vie pour sauver leurs adversaires religieux.

Les plus exaltés parmi les persécuteurs ne peuvent se résigner à voir tant de victimes leur échapper. Ayant appris qu'un certain nombre de protestants s'étaient retirés à Montluel, sur les terres du duc de Savoie, ils n'eurent pas de repos jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu du gouverneur qu'il écrivît aux autorités de cette ville, afin qu'on arrêtât et qu'on leur livrât les fugitifs. Mais les habitants de ce bourg se montrèrent plus humains que leurs puissants voisins : sous prétexte de consulter la volonté de leur souverain, ils refusèrent d'accéder à la demande venue de Lyon, et les réfugiés eurent ainsi le temps de fuir plus loin avant que la réponse du duc n'arrivât. A défaut des personnes qui se trouvaient ainsi fort heureusement hors d'atteinte, leurs ennemis implacables se vengèrent sur les biens des fugitifs, et nous verrons plus tard quel usage en fut fait.

Il était plus facile à la haine de s'exercer sur les malheureux qui étaient encore à Lyon ; toutefois là aussi les projets meurtriers furent entravés. Beaucoup de protestants étaient entre les mains des soldats, avons-nous vu. C'était le commandant de la citadelle, Michel-Antoine de Saluces, seigneur de la Mante, qui, plein de pitié pour ces infortunés, leur avait ouvert les portes de ce lieu fort, et les avait ainsi soustraits aux coups des massacreurs. Au premier moment, le parti catholique ne s'offusqua pas de cet asile donné aux fugitifs. On espérait que c'était, ainsi que le dit Ravot, « pour leur faire bonne guerre, » et que tout au moins les soldats exigeraient d'eux une forte rançon. Aussi grand fut l'étonnement par la ville, et encore plus grande l'indignation, quand on apprit qu'au bout de quelques jours, de la Mante les avait fait élargir, et que la plupart avaient pu se retirer en Bresse ou à Genève.

Cet acte d'humanité parut à tous un acte de haute trahison, et les échevins adressèrent au gouverneur de vives remontrances. Mandelot se contenta de répondre que « ceux qui étaient tenus de représenter les protestants prisonniers, en étaient responsables et qu'ils le feraient à peine de leurs têtes. » (*Registres consulaires.*) Cette réponse évasive ne fit qu'augmenter le mécontentement du consulat. Celui-ci se réunit de nouveau (le mardi dans la matinée) et décida alors « d'avertir amplement » les députés en cour, les sieurs de Rubys et de Masso, afin que ceux-ci informent le roi de la conduite du commandant de la citadelle et du gouverneur de la ville.

Mais cet appel à l'autorité suprême qui a présidé au massacre de Paris, ne suffit pas aux plus impatients. Ils trouvent plus sûr de réveiller les passions populaires et de provoquer un nouveau carnage. Ici encore c'est l'échevin André Mornieu, c'est le capitaine Leclou avec sa bande que nous voyons à l'œuvre.

« Le mardi, dit notre chroniqueur, il y avait eu un merveilleux silence par toute la ville jusqu'à l'heure des changes où l'on s'aperçut de quelque remuement. Car il y eut quelques placards affichés, l'un à la porte de l'hôtel de ville, l'autre à la place du Change, lesquels contenaient quelques injures contre le gouverneur et de la Mante, et aussi contre les échevins » (probablement les échevins dont la modération relative déplaisait aux plus violents). Ces écrits séditieux étaient le fait de Mornieu. Mais l'opinion publique s'égara au premier moment et « chercha les auteurs parmi les huguenots. » De là grande rumeur par toute la ville.

Dans le même temps et dans le but évident de fournir un élément à l'agitation populaire, on répand le bruit que les deux autres ministres, Jean Ricaud et A. Caille, sont encore dans la ville; aussitôt les lugubres héros des journées précédentes s'échauffent à la pensée d'un exploit nouveau. Il faut s'emparer des ministres, « afin d'en faire un spectacle en temps et lieu devant le peuple. » On promet une somme

d'argent à qui les découvrirait. Les recherches recommencent et avec elles bien des violences et des excès. « Mais, dit notre auteur protestant sur un ton de satisfaction railleuse, qui s'expliquerait d'autant mieux si l'auteur était, comme quelques-uns l'ont conjecturé, l'un des ministres proscrits, Dieu les fit passer au milieu de ceux qui les cherchaient, et ils en furent quittes pour de l'argent. Tellement, que si l'on demande qui a eu pitié d'eux et de plusieurs autres que Dieu a préservés, je répondrai qu'il n'y a eu que la Dame Avarice, laquelle se trouva tout à propos logée au cœur de quelques soldats. »

Mornieu en fut donc pour ses frais. Il dut prendre patience et attendre les ordres de la cour. Là du moins les réclamations étaient en bonnes mains. Les députés du consulat avaient été choisis parmi les plus fanatiques. Aussi l'œuvre du dimanche 31 août leur avait-elle paru insuffisante. Ils reprochaient à leurs concitoyens, de n'avoir pas procédé « sur ceux de la nouvelle religion, comme il avait été fait en la ville de Paris (1). » Et ils avaient parlé à la cour dans ce sens. Mais, en exprimant ces regrets, ils eurent soin de dégager le plus possible leurs collègues du consulat, en faisant entendre que la faute de cet « insuccès » revenait au gouverneur, qui n'avait pas permis aux bourgeois de la ville de prendre les armes, tandis qu'il avait accordé cette autorisation aux membres des nations étrangères. Ils firent grand bruit aussi de cet élargissement des protestants prisonniers dans la citadelle.

A ce moment, la réaction catholique était plus que jamais triomphante à la cour; aussi ces regrets, ces perfides insinuations, trouvèrent-ils un favorable accueil, et nos députés ne manquèrent pas d'écrire à Lyon « que le roi était mécontent du peu de succès qu'avaient obtenu ses ordres, et qu'il en était résulté pour la ville une mauvaise réputation. » Ces reproches durent être singulièrement sensibles aux échevins

(1) *Registres consulaires*, séance du lundi 8 septembre.

déjà si mécontents des ménagements qu'on les accusait d'avoir gardés en cette affaire, et ils s'empressèrent d'écrire à leurs députés pour se défendre (1). De son côté, Mandelot s' alarma de ces menées qui pouvaient le compromettre auprès de la reine mère. Il eut soin d'en contre-balancer le fâcheux effet par ses propres lettres et ses envoyés. Il écrivit aussi aux sieurs de Rubys et de Masso pour expliquer sa conduite et rectifier les faux bruits répandus contre lui (2). En même temps il fit dresser par Messieurs de la justice, « à la décharge du consulat et autres, eut-il soin de dire, un procès-verbal touchant l'émotion populaire dernièrement advenue. »

Mais les échevins, ne se fiant point à cette justification émanée de celui qu'ils considèrent comme leur adversaire, font rédiger de leur côté, par le secrétaire de la ville, un autre procès-verbal des affaires survenues depuis le 28 août, « pour se justifier en temps et lieu à Sa Majesté de leur devoir. » A l'occasion de ce double rapport se passe une petite scène qui nous montre à quel point les relations étaient tendues entre les deux pouvoirs.

Mandelot fait demander aux échevins copie des lettres qu'ils avaient reçues de leurs députés pour les ajouter à son rapport. Mais les conseillers de la ville ne se soucièrent point de les lui livrer; ils craignaient sans doute qu'il ne s'en servît à leurs dépens (3). « Aussi avisent-ils, dit le procès-verbal (séance du 2 septembre), de ne faire pour le présent aucune réponse audit sieur gouverneur, espérant que par la longueur du

(1) Voici cette lettre curieuse :

« 17 septembre 1572. — Messieurs, nous avons reçu vos lettres du 8^e de ce mois, que nous avons reçues le 14^e dudit; et parce qu'elles ne contiennent autre chose que l'avis que vous nous donnez du mécontentement que le roi a eu du peu de devoir et exécution qui a été faite de sa volonté et commandement, nous vous prions bien fort de croire que nous avons fait pour cet effet tout ce qui était et dépendait de notre pouvoir, et ne craignons aucun reproche dont nous ne puissions aisément justifier, quand il sera besoin, si l'occasion s'en présente. Si vous en recevez quelques plaintes des grands, vous les en pourrez assurer. » (Archives de la ville, *Correspondance consulaire du XVI^e siècle*, AA. 25. — Voir aussi *Registres consulaires*, séance du 17 septembre 1572.)

(2) Archives de l'hôtel de ville.

(3) On voit en effet le consulat si acharné à la perte des protestants, si peu satisfait de l'œuvre déjà accomplie, se préoccuper dès les premiers jours de ne

temps il pourra oublier et ne demander plus la copie desdites lettres. » Mais notre méfiant personnage n'eut garde d'oublier ce qui le touchait de si près. Il revint à la charge (séance du 17 septembre), et cette fois il n'y eut plus moyen d'éluder la demande; aussi le consulat s'exécuta et refusa nettement la communication que Mandelot réclamait de lui.

Telle était la méfiance réciproque, la sourde hostilité qui existait à cette heure entre le gouverneur royal et le corps municipal lyonnais. C'est ainsi qu'au lendemain du massacre, presque sur les corps de leurs victimes, les persécuteurs se divisent; ils retournent les uns contre les autres les soupçons, et les haines qui ne peuvent plus s'attaquer à leurs ennemis morts!

Ce fut au moment même de ces dissentiments, et sans doute en réponse aux réclamations du consulat, qu'arriva à Lyon un nouveau courrier de la cour. Les instructions qu'il apportait au gouverneur engageaient ce dernier à procéder avec plus de vigueur contre les protestants qui pouvaient être encore ou tomber sous sa main. Le croira-t-on? il y avait encore dans l'intérieur de la ville, au vu et su de tout le monde, quelques protestants, entre les principaux, qui n'étaient point inquiétés. Il est à présumer qu'après s'être tenus cachés pendant les premiers jours, ils avaient compté assez sur leur position personnelle et sur de puissants protecteurs pour oser se montrer en plein jour. Mais leur importance même les rendait d'autant plus redoutables à leurs adversaires, et ceux-ci profitèrent des instructions rigoureuses reçues de la cour

point assumer seul la responsabilité des massacres. Dans la lettre même où il raconte ce qui s'est passé le 31 août, et discute les moyens d'en tirer le meilleur profit au nom de la ville, le secrétaire Ravot écrit en *post-scriptum* cette phrase significative : « Nous avons avisé qu'il est très-requis et nécessaire d'obtenir de Sa Majesté telle déclaration que vous aviserez être nécessaire pour assurer le peuple de n'en point tomber par cy-après en quelque inconvénient, et serait bon que ce qui a été fait en la dite ville fût avoué par le roi. » Et ce fut probablement parce que le roi *n'avoua pas*, que peu après le consulat crut prudent de faire disparaître les preuves de sa complicité dans les crimes commis, soit en arrachant du registre de ses délibérations le procès-verbal qu'il y avait fait insérer, soit en détruisant plusieurs des lettres de ses correspondants et de son secrétaire, lettres dont nous avons pu constater l'existence d'une manière positive, mais que nous n'avons plus retrouvées dans les archives de la ville.

pour obtenir du gouverneur l'ordre de les faire arrêter (1). En effet, « soudain après l'arrivée du courrier, vers les trois heures de l'après-midi, nous apprend l'abbé de Valbenoîte, dans un post-scriptum à sa lettre du 10 septembre, que nous avons déjà citée, les portes de la ville furent fermées pour emprisonner les principaux huguenots, et présentement, ajoutait-il, on les mène prisonniers. » Ravot nous donne leurs noms : c'étaient Julian de la Bessée, Benoît Sève, Georges Regnoard, Perceval-Floccard, Clément Gautier et « certains autres. »

De puissants patronages ne leur manquaient pas : l'un d'entre eux, Julian de la Bessée, qui portait lui-même le titre, purement honorifique, de valet de chambre du roi, avait un frère trésorier de France en Normandie et fort avant dans les bonnes grâces du comte de Retz, l'un des familiers de la reine Catherine. Par ce puissant intermédiaire on obtint un ordre du roi prescrivant de relâcher Julian de la Bessée et probablement aussi ses compagnons de captivité. Cet acte de clémence déplut fort aux membres fanatiques du consulat, sans les décourager dans leur désir de vengeance. A la première nouvelle qu'ils avaient eue des démarches tentées pour l'élargissement des protestants, ils avaient fait écrire à leurs députés de prolonger leur séjour à Paris « pour empêcher le pardon. » (Lettre du 13 septembre au soir.) En même temps ils leur avaient envoyé une pièce sur laquelle ils comptaient pour frapper un grand coup, et perdre sans retour leurs adversaires.

C'est ici qu'éclate, dans une lumière sinistre, tant de haine et de mauvaise foi, qu'on a peine à y croire sur preuves. On avait trouvé dans les papiers du notaire d'Orlin, assassiné quelques jours auparavant, le texte d'une procuration par laquelle douze ou treize protestants lyonnais (au nombre desquels Julian de la Bessée), chargeaient l'un d'entre eux d'acheter, à leurs frais, quatre cents arquebuses à Genève. L'acte

(1) Ravot réclame positivement pour le consulat le triste honneur de ce nouvel acte de rigueur. Dans sa lettre du 12, il écrit : « Monseigneur le gouverneur

portait la date du 22 août 1570. C'est la copie de cette procuration que nos échevins envoient au conseil du roi et au moyen de laquelle « il leur semble qu'il peut y avoir ample occasion du châtiment requis. » Il est vrai que l'acte qu'ils dénoncent remonte à deux ans en arrière, en 1570. Mais à entendre Ravot, ce n'est là qu'une ruse des signataires qui, « comme fins et cauteleux qu'ils sont, déguisent ces armes avoir été achetées présentement. » Puis, sans hésitation (1), ils rapportent la pièce à l'année 1572. Mais la procuration portait encore sa date véritable dans les événements auxquels elle faisait allusion. Le secrétaire de la ville ne s'en montra pas plus embarrassé.

Les archives de l'hôtel de ville de Lyon possèdent (2) une copie de cette pièce faite de la main même de Ravot, et sur cette copie une phrase trop claire de l'original est effacée et remplacée par une autre plus vague, qui se prête mieux à sa calomnieuse interprétation. Nous surprenons ainsi en flagrant délit de faux le trop peu scrupuleux secrétaire. C'est grâce à ces altérations vraiment criminelles que le consulat trouva moyen de tirer de ce document inoffensif la preuve d'une conspiration toute imaginaire des protestants lyonnais.

On cherchait à la cour à justifier par l'invention après coup d'un complot de ce genre les massacres de la Saint-Barthélemy. (Voir entre autres Soldan.) L'accusation venue de Lyon fut donc bien accueillie, et en retour arriva bientôt l'ordre de saisir de nouveau ceux auxquels on venait de faire grâce. Mais cette fois la prison ne relâcha plus sa proie. Peu de jours après, Julian de la Bessée y trouva une mort violente. Il était à souper avec ses compagnons de détention, lorsqu'un

s'est avisé sur les réitérées remontrances que nous lui avons faites de se saisir des personnes de.....» Suivent les noms des principaux incarcérés.

(1) Nous avons au contraire trouvé la preuve de l'exactitude de la date que portait la procuration en question. Les registres du conseil de la ville de Genève contiennent en effet la mention d'armes achetées dans cette ville par les protestants de Lyon, en 1570, tandis qu'il n'y a nulle trace d'une acquisition de ce genre faite en 1572.

(2) Archives de l'hôtel de ville, papiers protestants, XVI^e siècle. Copie de certain acte fait à raison des armes par aucuns des principaux de la nouvelle religion. 22 août 1572.

vient lui dire qu'on demande à lui parler. Par un pressentiment qui ne fut que trop justifié, il comprend que sa dernière heure est venue. Toutefois il ne se laisse point troubler. Il embrasse les assistants, leur fait ses adieux, et laisse à quelques-uns un souvenir. Puis il descend d'un pas ferme. Au bas de l'escalier il se met à genoux et « fait ses prières. » Il se dirige ensuite vers la porte intérieure de la prison où, lui a-t-on dit, il est attendu. Mais au lieu du personnage qu'on lui a annoncé, il trouve Leclou, l'odieux chef des égorgeurs de l'archevêché, avec plusieurs hommes de sa bande. « Ah ! mes amis, leur crie-t-il. » Il n'a pas plus tôt prononcé ces paroles, qu'on s'empare de lui, et sur place il est étranglé. Après lui, on fait descendre deux autres de ses compagnons de prison, Clément Gautier, diacre dans l'Eglise, et Perceval-Floccard, qui exerçait dans la ville la profession de chanteur. L'un et l'autre furent étranglés comme Julian de La Bessée. Ce fut la dernière scène de cette horrible tragédie.

Tout rentre, en effet, peu à peu dans le repos et dans l'ordre. Le fanatisme n'a d'ailleurs plus rien à craindre ni à réclamer. Le parti catholique, à partir de ce moment, demeure le maître sans conteste.

L'un de ses membres peut déjà, le 21 septembre, constater ce résultat de sa sanglante victoire :

« A présent, ici, écrit un M. Delanges à son cousin M. de Masso (1), nous nous composons (comportons) avec un peu plus de douceur, ayant été le temps par quelques jours que, sur les avertissements qu'on recevait de Paris, on ne parlait que de rigueurs. Nous n'avons point de huguenots de marque qui ne soient réduits à la religion catholique, si c'est avec vérité ou feintise, je n'en sais rien ; mais j'ai opinion qu'une bonne partie y est allée de bonne foi. Nous avons fait ce jour-d'hui le jubilé où les huguenots sont accourus avec autant de démonstration de bonne volonté, conviction et repentance de

(1) *Correspondance consulaire*, AA. 31, f° 86.

leurs erreurs, comme autrefois on les voyait accourir à leurs prêches. » On verra plus loin ce qu'il fallait penser de ces conversions arrachées à la peur, ce que valaient ces démonstrations de zèle tristement affiché sous les yeux des bourreaux !

Un dernier trait pour achever le tableau. Au règlement des comptes du consulat pour l'année 1572 (1), nous avons trouvé le paragraphe suivant : « Mandement de la somme de 30 livres... sols pour quarante-quatre cierges, cire blanche, fournis pour des processions générales faites la présente année, tant au jour de la Fête-Dieu que depuis *en celle faite au mois de septembre dernier pour louer Dieu de ce que le roi aurait été délivré de la conspiration faite à l'encontre de lui par ceux de la nouvelle Religion.* » Ainsi donc, Lyon comme Paris, comme Rome la papale, eut ses prières d'actions de grâce, ses processions à l'occasion de la Saint-Barthélemy, « cette heureuse journée, vraiment journée du Seigneur..., où le glaive, dit Rubys, s'est asaoulé (rassasié) de sang (2). » Et pour que rien ne manquât à ces déplorables manifestations, on vit un légat du pape se promenant par les rues et distribuant sa bénédiction « aux braves gens qui ont fait la grande besogne. »

Après avoir parlé du sort fait aux personnes, il reste à dire ce que devinrent les biens des victimes. Nos lecteurs se rappellent que dans la journée du samedi 30 août, le gouverneur, sur les instructions verbales venues de la cour, avait fait saisir et inventorier les biens meubles et marchandises de ceux de la religion. De telles dépouilles étaient une proie qui devait exciter bien des convoitises, d'autant plus qu'en ces temps de violence les richesses des persécutés étaient la ré-

(1) Séance du jeudi 4 décembre 1572, f° 192.

(2) Ainsi pensait encore Rubys en 1577. (Voir son écrit : *la Contagion de la peste*, Lyon, 1577.) Revenu à des sentiments plus humains dans son *Histoire de Lyon*, qui parut en 1604, il ne dit que peu de mots des « vêpres lyonnaises, » et en prunte même aux Pères de l'Eglise quelques passages en faveur de la tolérance. On était, il est vrai, sous Henri IV !

compense ordinaire des persécuteurs. Aussi voyons-nous les prétendants à l'œuvre, pour ne pas laisser échapper une si belle occasion.

On se souvient de la lettre du consulat engageant ses députés en cour à ne pas trop se hâter d'en revenir, « *pour y faire quelque bon fruit.* » Ce bon fruit qu'ils convoient, ce n'est pas seulement la condamnation des protestants prisonniers, c'était aussi la donation d'une partie des biens et des marchandises de ceux qui sont morts ou fugitifs; nul doute à cet égard. Dans sa lettre du 3 septembre, où il raconte les meurtres commis, le secrétaire de la ville s'en explique déjà sans scrupules, au nom du consulat. « Nous étant assemblés en notre consulat, d'un commun avis a été conclu et arrêté vous écrire de supplier le roi qu'il lui plaise, en considération de ce que notre communauté est appauvrie à cause des troubles passés, nous donner toutes les rentes et le principal (capital) d'icelles que notre communauté doit, tant sur les gabelles que sur les équivalents et autres, à ceux de ladite nouvelle religion, tant de la ville que des champs, encore qu'ils ne soient demeurants en la ville. »

Ainsi, en premier lieu, confiscation des sommes prêtées à la ville par les protestants. Passons sous silence une demande d'indemnités à payer aux catholiques lésés en 1562, indemnités à prendre naturellement sur les marchandises saisies tant aux boutiques qu'aux magasins de ceux de la religion. Le consulat ne s'en tient pas à cette nouvelle réclamation; il élève d'autres demandes : « Aussi, comme vous savez, étant notre ville endettée pour les deniers que nos prédécesseurs ont pris à charge pour le service du roi, s'il advenait qu'il échût confiscation des biens de ceux de ladite religion, nous vous prions prendre garde que notre communauté s'en puisse ressentir, et avoir moyen de faire une maison de ville qui puisse correspondre à la réputation d'icelle. »

Voilà donc qu'après l'anéantissement, intérêt et capital, des rentes dues aux protestants, le consulat ose demander la con-

struction d'une maison de ville « digne de la réputation d'icelle, » toujours avec l'argent de ses victimes. Si c'était tout encore ! Mais on ne s'arrête pas en si beau chemin. La subvention à laquelle le roi avait imposé la ville pour l'année courante n'avait pas encore été levée. La mort ou la fuite de ceux de la religion, riches marchands ou propriétaires pour la plupart, que l'on taxait sans ménagements, allait naturellement faire peser sur les catholiques qui les avaient chassés des charges plus lourdes et nullement de leur goût. Aussi écrivent-ils à leurs députés, de supplier de rechef Sa Majesté, « les quitter de ladite subvention de laquelle elle aura assez moyen de se prévaloir sur les biens desdits de la religion. »

Ne dirait-on pas, en vérité, que les biens de ceux de la religion sont inépuisables ? Le consulat n'est pas seul à y prétendre. Ce qui excusait peut-être les échevins, c'est qu'ils parlaient au nom de tous leurs concitoyens ; c'était pour le bien de la ville qu'ils croyaient agir. Mais ce qui révolte bien autrement le sens moral, c'est ce qui nous reste à dire. Mandelot, lui aussi, veut avoir sa part dans les biens laissés par les victimes, et dans sa lettre il en fait la demande au roi. Il faut citer les termes de cette honteuse requête. Il commence par étaler son zèle pour les intérêts de Sa Majesté, en lui conseillant de ne faire aucun don des biens mobiliers de ceux de la religion, avant de bien savoir la valeur de ce qui lui serait demandé. Après quoi il ajoute : « Je serai d'opinion que Sa Majesté fit plutôt don et récompense à ceux qu'il lui plairait sur les immeubles ; et pour ne mettre en cela la conséquence, je ne veux être le premier à en demander à Votre Majesté, m'assurant que, si elle commence par quelques autres, elle me fera tant d'honneur de ne m'oublier. »

« Ce trait, dit un correspondant parisien des *Archives du Rhône* (vol. VII^e, p. 449), en lui communiquant cette lettre, ce trait suffit pour fixer les idées sur le véritable caractère de Mandelot, d'un gouverneur français réclamant les dépouilles de ses malheureux concitoyens. »

Nous ignorons quel accueil fut fait à cette requête, et si Mandelot reçut le prix de cette infamie. Nous n'avons pu découvrir davantage le résultat des démarches que les députés du consulat durent faire à la cour dans le même but. Nous voyons seulement, d'après la correspondance de Paulmier, « agent des affaires de la ville en cour » (1), que le roi accorda à cette occasion une décharge de 10,000 livres pendant trois ans sur la subvention générale que Lyon devait payer à Sa Majesté. Mais les échevins ne se montrèrent point satisfaits de cette réduction, et réclamèrent encore. Les raisons qu'ils faisaient valoir à l'appui de leurs incessantes demandes sont une preuve de plus de la grandeur du désastre dont la ville de Lyon fut frappée par la ruine de ses habitants protestants. En effet, si les adversaires de ces derniers purent un moment se réjouir et s'enrichir aux dépens de leurs concitoyens tués ou expulsés, ils eurent bientôt, par un juste retour, à souffrir les conséquences des iniquités qu'ils avaient commises. La dispersion ou la mort de tant de protestants riches ou industriels porta un coup fatal au commerce et à la prospérité de la ville; son crédit en fut profondément ébranlé, comme l'attestent les documents officiels. Les registres consulaires abondent en preuves de ce genre. Dans la séance du mardi 13 novembre 1584 (Registre BB. 113), le consulat décide d'adresser aux trésoriers généraux de France une demande en réduction d'impôts, en considération de l'extrême misère où se trouve la ville : « Les bourgeois et marchands de ladite ville, y est-il dit, sont tellement déchus de pouvoir et de moyens, que la ville de Lyon se peut dire pour le jourd'hui plutôt l'image de cette jadis tant renommée entre toutes les villes de l'Europe, ville de Lyon, que la chose même. » Et parmi les causes de cette ruine, ils mettent au premier rang « les troubles de 1562 et 1572, et autres guerres depuis survenues, par le moyen desquelles une partie des habitants ont été

(1) Lettre du 13 octobre 1572, *Correspondance consulaire*, AA. vol. 23.

pillés et même ruinés, et les autres ont abandonné le pays. » Une lettre de Paulmier, du 13 octobre 1572, confirme ce témoignage : « Une grande partie des habitants, et des plus riches, sont fugitifs à cause de la nouvelle prétendue religion, ne restant que le pauvre peuple, lequel à grand'peine peut-il vivre. »

Quinze ans sont à peine écoulés (1587), et déjà la décadence commerciale de Lyon a pris de telles proportions, que les négociants de la ville, découragés, à bout de ressources et d'expédients, se réunissent pour adresser leurs doléances au consulat. Ils signalent la triste situation d'une cité qui « a eu pour un long temps le renom et la réputation de la plus marchande des villes de l'Europe (1). » Ils ne voient, il est vrai, ou n'osent assigner d'autre cause à ce dépérissement que quelques entraves fiscales mises à l'entrée et à la sortie des marchandises. Mais la véritable cause du mal datait de plus loin ; il faut la chercher dans la perte de tant de familles industrielles que le fanatisme avait chassées de Lyon, tarissant ainsi sa prospérité dans sa source.

Comme le reconnaissent nos échevins de 1584, ce fut Genève qui s'enrichit au détriment de Lyon, et ce ne fut que la juste récompense de l'hospitalité généreuse que la cité de Calvin offrit aux réfugiés lyonnais, du courage dont elle fit preuve en bravant, pour les accueillir, la colère d'un puissant voisin ; en acceptant les charges considérables qu'entraînait l'entretien de tant de malheureux réduits pour la plupart à la misère. Rien de plus touchant que les détails qu'on lit à ce sujet dans l'*Histoire de l'Eglise de Genève* (Gaberel, t. II, p. 520). Pendant le terrible hiver de 1572 à 1573, on eut à nourrir deux à trois mille malheureux sans pain et sans abri. La charité publique suffit à tout.

Les Registres de l'Etat de Genève mentionnent à plusieurs reprises les dépenses faites pour venir en aide aux réfugiés,

(1) Registre consulaire BB. 119, séance du jeudi 5 novembre 1587.

et spécialement à ceux de notre ville. On vend au profit de ces derniers (1) des dépôts d'armes autrefois achetées par des protestants lyonnais. Mais ce n'est là qu'une ressource momentanée, et toutes les autres durent être puisées dans les caisses de la petite république ou dans la bourse des particuliers. Deux anciens membres de l'Eglise protestante de Lyon, le sieur de la Piémante et un autre vont, avec une recommandation du conseil de Genève, accordée sur la demande de Théodore de Bèze, faire une quête (2) en Allemagne « pour les pauvres de cette Eglise qui sont ici échappés. »

Tant de généreux sacrifices furent pour Genève une semence féconde. On a publié une liste des principaux réfugiés de la Saint-Barthélemy sur les bords du Léman; la plupart y ont été la souche de familles honorables et fortunées. C'est qu'avec leur industrie ils avaient apporté avec eux leur foi, leur activité. Ils aidèrent ainsi puissamment à la régénération morale de leur nouvelle patrie, aux progrès croissants de son commerce et de son influence au dehors. Nous avons vu, dix ans après la Saint-Barthélemy, la ville de Lyon subir déjà les graves conséquences de ce déplorable attentat, et se plaindre de la concurrence désastreuse que lui faisait sa voisine, affranchie par une double révolution politique et religieuse.

Nous touchons au terme de cette étude sur la Saint-Barthélemy à Lyon. Il nous resterait à jeter un coup d'œil en arrière, et à porter un jugement sur le rôle de chacun dans ce drame tristement célèbre. Ce qui nous frappe avant tout, c'est la part considérable qu'il faut faire à l'autorité locale, à la majorité du consulat. C'est à elle évidemment qu'appartient l'initiative et la direction de ces actes odieux. Représentants et instruments de la partie la plus ardente de la population catholique, les échevins poussent aux mesures les plus violentes; loin de chercher à les contenir, ils soulèvent les passions populaires, et le massacre accompli, ce sont eux encore qui jugent l'ex-

(1) Archives de Genève, séance du mardi 7 septembre 1572.

(2) Archives de Genève, même séance.

termination insuffisante, et qui réclament de nouvelles victimes. La masse du peuple eut peu de part à l'exécution du crime; ceux qui l'exécutèrent furent des gens sans aveu, de toute origine, les agents ordinaires de tous les troubles.

Le clergé catholique prit-il une part active aux événements que nous avons retracés? On l'a affirmé avec passion; on l'a nié avec non moins d'énergie. Cherchons à nous dépouiller de ces sentiments extrêmes qui cachent toujours la vérité. D'abord, reconnaissons-le, nous n'avons trouvé nulle trace d'une participation positive du clergé de Lyon à l'œuvre de ces sanglantes journées. Qu'il y ait poussé, plus ou moins indirectement, par la violence des prédications de quelques-uns de ses membres, moins enclins à calmer qu'à surexciter les haines religieuses, ce point ne peut être l'objet d'aucun doute. L'impartialité nous défend d'en dire davantage. A l'heure de l'action, le clergé lyonnais se tient à l'écart. Ne rien faire, ne rien empêcher; approuver ensuite le fait accompli, tel est son rôle.

Quant à Mandelot, nous croyons lui avoir rendu, dans le cours de ce récit, la justice à laquelle il a droit. Nous n'avons ni estime pour son caractère, ni sympathie d'aucun genre pour sa personne. Fin politique, mais âme vulgaire, il est, s'il est permis d'aller prendre aussi loin un terme de comparaison, de l'école de Ponce Pilate, sans nul souci de la justice et de la vérité; se préoccupant fort peu du sort des faibles, mais beaucoup de la faveur des grands; mettant au-dessus de tout son intérêt, montrant enfin le fond de son âme de courtisan dans cette honteuse demande d'une part dans les biens des victimes. Mais si peu que nous estimions Mandelot, nous ne croyons pas que la vérité permette de lui assigner le rôle et le renom d'un massacreur. Nous avons discuté et apprécié chacun de ses actes, et de cet examen impartial, il ressort que sa part dans les assassinats n'a point été aussi grande qu'on l'a prétendu; nous n'hésitons pas à le dire: il n'a été ni le promoteur, ni le complice de la Saint-Barthélemy

à Lyon. Son rôle se réduit à ceci : il a laissé, sans s'y opposer suffisamment, croître et déborder la fureur de ceux qui ne devaient reculer devant aucun excès. C'est là son vrai crime. Il n'a pas su, ou il n'a pas pu ensuite contenir le flot grandissant des passions sanguinaires, et quand ce flot a débordé, il n'y avait plus ni défense, ni force capable de le refouler.

Il faut enfin, dans une catastrophe de cette étendue et de cette conséquence, remonter plus haut que les meneurs, au-dessus des causes accidentelles et apparentes; il faut observer le mouvement général des esprits, cette force cachée des principes et des tendances qui font aux hommes leur rôle et aux nations leurs destinées. Et c'est en se plaçant à ce point de vue élevé que l'on doit surtout apprécier et déplorer les lugubres événements que nous venons de retracer. La Saint-Barthélemy n'a pas été seulement le tombeau de beaucoup d'âmes fortes, croyantes et généreuses, perte déjà en elle-même irréparable pour un Etat à qui l'on ôte ainsi le meilleur de son sang; mais elle a été aussi, et par-dessus tout, la ruine de cet esprit nouveau qui, depuis le commencement du XVI^e siècle, animait notre patrie, la perte d'un avenir incalculable de progrès dans toutes les sphères. C'est ce jour-là qu'a été définitivement vaincu, étouffé, du moins pour longtemps en France, ce libéralisme fécond que le protestantisme portait dans son sein, sans s'en douter peut-être, et qui a placé si haut les nations où il a pu se développer sans entraves.

Cette conséquence désastreuse n'est pas moins sensible dans notre ville que dans l'ensemble du pays. Il ne faut que se rappeler l'histoire de Lyon à partir de cette époque néfaste, voir ses libertés intérieures affaiblies, sa vie municipale s'éteignant après les convulsions de la Ligue; son activité intellectuelle et littéraire, si remarquable dans la première moitié du XVI^e siècle, tombant dans une sorte de langueur. Cet esprit merveilleux d'entreprise qui lui faisait chercher et trouver dans toutes les industries nouvelles (imprimerie, soierie) une source féconde de travail et de richesses, semble paralysé :

sa prospérité décline de plus en plus, pour ne se relever que plus tard, avec le réveil de la tolérance. Mais qui peut dire ce que cette ville industrielle et intellectuelle tout à la fois serait devenue sous l'impulsion du souffle créateur qui, de nos jours, emporte vers une prospérité sans limites les cités de l'ancien et du nouveau monde chez lesquelles domine un esprit vraiment libéral ?

Oui, pour notre cité, comme pour toute l'Europe chrétienne, le XVI^e siècle a été, ainsi que l'a dit M. Guizot, l'âge critique. Et nous croyons faire preuve, non pas d'étroitesse religieuse, ni de préjugés surannés, mais au contraire d'un esprit sincèrement libéral et chrétien, en déplorant bien haut l'issue fatale dans notre France de cette crise mémorable, qui est une date glorieuse pour d'autres nations, et en menant deuil sur nos pieux ancêtres et sur cette société rajeunie dont ils étaient les prémices. Tout s'enchaîne dans l'histoire : nous subissons de nos jours, dans nos institutions politiques et dans nos mœurs nationales, les conséquences peut-être ineffaçables de cette intolérance aveugle qui, en 1572, étouffa dans le sang le principe unique de toute civilisation supérieure, dont le secret est dans ces deux mots : l'Evangile et la liberté.

PUYROCHE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LA BIBLE EN LANGUE BASQUE

DÉDICACE A JEANNE D'ALBRET (1)

22 AVRIL 1571

A TRÈS-ILLUSTRE DAME JEANNE D'ALBRET, ROYNE DE NAVARRE
DAME SOUVERAINE DE BEARN, ETC.
SON TRÈS-HUMBLE ET TRÈS-OBÉISSANT SERVITEUR, JEAN DE LIÇARRAGUE
DE BRISCOUS, DÉSIRE GRACE ET PAIX EN JÉSUS-CHRIST

Madame, je seroye à bon droit blasmé de témérité de ce que vous estant comme incogneu, j'ay esté si hardi que de vous dédier ceste translation basque du Nouveau Testament, si pour le moins je n'amenoie quelque excuse de ceste mienne hardiesse. Entre les autres raisons qui m'ont induit à ce faire, cestes cy m'ont esmeu le plus, assavoir vostre très-renommée humanité et piété. Quant à l'humanité, encores que ma condition soit telle qu'il sembloit qu'elle ne deust jamais parvenir jusques à moi, toutes fois j'en ay senti infinis effects, mesmement en ce qu'il a pleu à Vostre Majesté m'ordonner gages et me faire entretenir en vostre pays de Bearn, m'ayant par ce moyen donné grande occasion et ouverture pour sortir des perplexitez d'esprit auxquelles j'estoye presque du tout plongé et de la captivité où j'estoye détenu, la souvenance de laquelle me fait encores dresser les cheveux en la teste. Quant à la piété elle a engendré une si grande révérence de vous ès cœurs des gens de bien que mesme ceux qui ne vous congnoissent point de face ne peuvent

(1) *Jesus Christ gure Jaunaren Testamentu Berria, Rochellan, Pierre Hautin, imprimeur, 1571.* C'est à un exemplaire *rarissime* conservé dans la belle bibliothèque de M. Henri Lutteroth que nous empruntons cette dédicace, aussi honorable pour son auteur que pour la princesse à qui elle était adressée. Sur le traducteur de la Bible en langue basque, Jean de Liçarrague, sieur de Briscous, voir l'article de la *France protestante*. Liçarrague parlait également bien le béarnais, le français et le basque. Le président de Thou dit l'avoir entendu prêcher en ces trois langues, dans la même église où les catholiques célébraient l'office divin, sans que la différence de religion causât aucun trouble.

assez admirer vostre vertu pour les louanges qu'on vous donne à bon droit d'estre tant affectionnée à restablir les ruines du temple de Dieu, lequel ayant esté presque du tout abbatu et démoli, est réédifié par vostre moyen, et reprend son ancienne beauté qu'il a eue austrefois du temps des apostres. Pour le moins je puis mettre en avant votre pays de Bearn, lequel ayant esté autant farouche et rebelle à la Parole de Dieu qu'autre qu'on pourrait alleguer, neantmoins aujourd'huy par la Grâce de Dieu qui s'est servi de vostre zèle, prudence et magnanimité, est si bien apprivoisé que la Parole de Dieu est paisiblement et en grande édification preschée, et la discipline ecclésiastique deüement exercée. Mais quoy? ce n'est pas à moy d'entrer si avant au discours de vos louanges, de peur que la clarté d'icelles soit aucunement obscurcie par l'insuffisance de mon style. M'arrestant donc ici encores m'osé je promettre que ce qui a esté dit me pourra défendre contre quelques uns qui font profession de mesdire et blasmer mesme les plus droites et entières volontés; car y peut-il avoir petitesse de condition ou autre telle chose qui m'ait deu empescher de dédier une œuvre si difficile à une royne dont le saint zèle et la piété sont tant recommandés par tout le monde? Si on réplique qu'un autre eust mieux fait cela que moy, je pourray faire servir à ma défense ce que dit un jour un nommé Pædaretus, lequel ayant failli à estre esleu au nombre des trois cens magistrats de la ville de Sparte, s'en retourna tout joyeux en sa maison, disant qu'il s'esjouissoit de ce qu'il s'estoit trouvé en la ville trois cens hommes meilleurs que luy. Aussi puis je bien dire que s'il se fust trouvé mille personnes qui m'eussent relevé de cette mienne peine, qui est plus grande qu'on ne penseroit point de prime face, j'en eusse esté autant joyeux que j'ay esté marri de ce qu'autre que moy ne s'est mis en avant pour commencer. De ceci pourront rendre tesmoignage ceux qui principalement m'ont incité à prendre ceste charge. Et afin que je die ce qui en est, encores que vos grandes vertus, Madame, et principalement celles desquelles j'ay parlé, et les exhortations véhémentes de Monsieur de Gramont (qui estoit pour lors vostre lieutenant général) ensemble les fréquentes sollicitations de Messieurs de Bessunce et de Meharin, et de quelques autres mes amis, ne fussent que trop suffisantes pour m'esmouvoir, toutesfois quand je considéroye que mesme de nostre temps tant de scavants personnages se sont em-

ployez à la traduction du Nouveau Testament, tant en latin, françois qu'en autres langues fort riches et usitées, et que depuis les mesmes traducteurs, et après eux les autres ont trouvé plusieurs choses à redire, tant au sens qu'au langage, me voyant moins que rien en comparaison d'eux, n'ayant que le seul zèle et désir de profiter, et craignant que l'effect ne peust répondre à ma volonté, je marrestoye tout court et peu s'en fallut que je ne désistasse entièrement, voyant mon entreprise d'autant plus grande que la langue en laquelle j'ay escrit est des plus stériles et diverses et du tout inusitée, pour le moins en traduction. Toutesfois m'assurant que les Basques, entre toutes autres nations, n'estoyent point si barbares que de ne pouvoir recognoistre le Seigneur en leur langue, et voyant l'occasion qui se présentoit, espérant aussi qu'il y aurait de plus suffisans que moy qui tiendroyent la main à l'œuvre (comme il s'est trouvé quand par ordonnance du synode de vostre pays de Bearn, il a esté question de revoir et conférer la besoigne), m'appuyant après Dieu sur vostre autorité, accompagnée d'infinies vertus, à la fin je me suis résolu de faire ce qui serait en moy, et rapporter de bon cœur ce qu'il a pleu à Dieu me donner pour l'édification de son Eglise. Mais encores ce qui me donna plus grande assurance, fut l'espérance que j'eü que par ce moyen la pure Parole de Dieu auroit entrée et accroissement au pays des Basques, et que pour ce faire ceci vous serviroit d'une trompette par laquelle Dieu vous appelle pour faire la guerre à Satan en vostre royaume de Navarre, aussi bien que vous l'avez faite et continuez en tous les autres lieux de vostre domination. Au reste, quant à la diligence que j'ay prise et au fruit qu'elle peut apporter, les autres en jugeront ; je diray seulement ceci que me souvenant tousjours de l'express commandement de Dieu qui est de ne rien oster ni adjouster à sa parole, je l'ay fait le plus fidèlement qu'il m'a esté possible. Il reste que je supplie Vostre Majesté de prendre le tout en bonne part, regardant plus tost à la grandeur et dignité de l'œuvre qu'aux imperfections et à la petitesse du translateur. Cependant je prie Dieu, Madame, qu'il vous maintienne longuement pour se servir de vous à sa gloire et au salut de vos povres sujets, vous gouvernant en toutes choses par son Saint-Esprit, avec Monsieur et Madame vos heureux enfants. A La Rochelle, le vingt-deuxième d'Avril 1571.

LES ÉMIGRÉS DE LA ROCHELLE

RELATION DE LA FUITE DE BAUDOUIN DE LA BRUCHARDIÈRE

ET DE SA FAMILLE

6 DÉCEMBRE 1686

La Rochelle, 22 avril 1869.

Monsieur,

Je ne suis ni protestant, ni l'un des abonnés de votre excellent *Bulletin*; mais, grâce à l'obligeance d'un ami, je le lis cependant souvent, et avec d'autant plus d'intérêt que, m'occupant depuis longues années de recherches historiques sur La Rochelle, ma ville natale, j'y trouve de nombreux et précieux renseignements sur les hommes et les choses objets de mes études : Rochelle et protestantisme ne sont-ils pas deux noms étroitement unis? Peut-être à mon tour pourrais-je vous fournir plus d'un document inédit qui intéresserait les lecteurs du *Bulletin*. Si l'offre vous agréait, je chercherais dans ma collection ceux qui pourraient le mieux convenir à votre recueil.

J'y venais de lire, il y a peu de jours (*Bull.*, XVII, 486), le récit aussi naïf que touchant de la fuite de La Rochelle, avec ses jeunes frères et sœurs, de Suzanne de Robillard (1), allant avec tant d'intrépidité et à travers mille périls chercher sur la terre étrangère un refuge contre les barbares persécutions des auteurs de la révocation de l'Edit de Nantes, quand je reçus d'un fils d'anciens réfugiés, M. Brunet de Rochebrune, major d'artillerie en retraite des Indes hollandaises, fixé à Nimègue, et auquel j'avais pu fournir de nombreux renseignements sur ses aïeux rochelais, la relation faite par l'un de ses parents de son départ de La Rochelle, un an avant celui de Suzanne Robillard, et dans des conditions analogues. Il me priait, si je le trouvais assez intéressant, de le faire publier dans un recueil s'occupant des réfugiés français. Je vous laisse juge de cette appréciation, en vous envoyant la copie que m'a adressée M. de Rochebrune. J'y ai corrigé trois noms propres, qui étaient accompagnés d'un signe de doute : le premier est celui de Thevenin (Pierre-Paul), écuyer, sieur des Glereaux, beau-frère de l'au-

(1) Elle était petite-fille de Josias de Robillard, écuyer, seigneur de Champagne (paroisse de Torcé en Saintonge), qui avait épousé à La Rochelle, au mois d'août 1639, Marie de Mazières, fille de Nathaniel de Mazières, écuyer, seigneur de Voutron et de la Cave, et sœur de Daniel de Mazières, médecin ordinaire du duc d'Orléans; mais qui n'était pas parente des deux pasteurs protestants, André Mazières ou de Mazières.

teur de la relation, qui avait épousé sa sœur, Anne Thevenin, morte en 1674. Il était fils de Paul Thevenin, écuyer, sieur des Glereaux, banquier, et l'un des directeurs de la chambre de la Compagnie des Indes orientales établie à La Rochelle, et d'Anne Bardet. M. Thevenin, marquis de Tanlay, premier président de la Cour des Monnaies, était issu de cette famille (1). Le nom de Glayeraut, qui suit le sien quelques lignes plus bas, n'est pas celui d'une autre personne, mais bien celui de son titre nobiliaire, et au lieu de : et de Glayeraut, il faut lire : Sr et D^e de G. Le nom du libraire rochelais établi à Amsterdam n'est pas Sauverie : il s'appelait Savouret, et était en même temps imprimeur, car il avait imprimé, en 1677, à La Rochelle, le *Mutus liber in quo tamen tota philosophia hermetica figuris hieroglyphicis depingitur*. Je n'ai pu deviner quel était le nom véritable des fugitifs que M. de Rochebrune appelle M. et Madame Guionnaut, nom certainement défiguré.

Quant à Frédéric Baudouin, écuyer, sieur de la Bruchardière, l'auteur de la relation, il était né à La Rochelle, le 29 juin 1645, et petit-fils de François Baudouin, écuyer, sieur de la Bruchardière et de l'Ouaille, conseiller au présidial et échevin de La Rochelle, celui que le médecin Poupard appelait *le grand luminaire de la littérature*, et le singulier et parfait ami de Bernard Palissy, qui a mis en tête de sa *Recepte véritable* les vers louangeurs qu'il en avait reçus (2). Après avoir perdu sa femme, Anne Thevenin, Frédéric Baudouin avait épousé en secondes noces Henriette Brunet, sa cousine, sœur de Paul Brunet, écuyer, sieur de Rochebrune, le capitaine des gardes du prince de Nassau dont il est question dans la relation, qui alla au-devant de sa sœur et de son beau-frère, et qui est le trisaïeul du major d'artillerie de Nimègue. Paul Brunet devint gentilhomme de la chambre et chambellan de la princesse d'Orange, colonel et commandant de la citadelle de Liège. Il épousa, le 19 mars 1695, la marquise Elisabeth Bouhers de Besnatre, dame d'honneur de la princesse d'Orange, d'une famille de réfugiés français. Leur quatrième fils, Jacques-Théodore, lieutenant-colonel au service des Provinces-Unies, épousa aussi la fille de réfugiés, Barbe-Judith Robert, et mourut en 1775, au fort Isabelle, dont il était le commandant, laissant sept enfants, dont Théodore B. de R., capitaine de ma-

(1) Étaient aussi de la même famille : Louise Thevenin, que François Tallemant, grand-père de Tallemant des Réaux, avait épousée en 1573, et Elisabeth Thevenin, mariée en 1630 avec le pasteur rochelais Philippe Vincent.

(2) Sa nièce, Madeleine Baudouin, épousa, en 1609, Jacques Tallemant, oncle de Tallemant des Réaux ; et une de ses autres nièces, Marie Baudouin, se maria, en 1605, avec Alexandre Dexmier, écuyer, sieur d'Oibreuse, dont la fille Eléonore épousa le duc Guillaume de Brunswick-Zell, et fut mère de Sophie Dorothée, mariée à Louis de Brunswick-Hanovre, qui devint roi d'Angleterre.

rine pour l'amirauté d'Amsterdam, marié en 1771, à Catherine-Marie Rosebom, et décédé en 1777, à Texel. Le troisième enfant de Théodore, nommé Charles-Louis, fut, comme son père, capitaine de la marine royale des Pays-Bas; il épousa, en 1795, Eléon.-Gabr.-Adrienne Seyna, baronnelle de Dopff, fille du général baron de Dopff, et est mort à Breda, en 1851, laissant neuf enfants; le major d'artillerie est le troisième. Revenons au fugitif Frédéric Baudouin. Il fut nommé, en 1688, lieutenant de la garde du prince d'Orange. Il eut au moins dix enfants, dont j'ignore la destinée. Deux représentants des deux familles Baudouin et Brunet assistèrent, en 1789, à l'assemblée de la noblesse d'Aunis : Henri-Auguste Baudouin de la Noue, chevalier, sieur de la Noue, de Champ-Fleury et de la Maillolière, marié à Marie-Thérèse de Culant, fille de René-Alexandre, marquis de Culant, sieur de Ciré, Sainte-Mesme, le Mesnil, etc., et Guy-Marie-Joseph Brunet de Passy, chevalier, sieur de la Verdie, marié à Françoise Follet, et décédé à Mauzé, le 9 octobre 1794.

J'ai cru devoir vous donner ces longues notes généalogiques, pour vous montrer que les fugitifs rochelais de la relation n'étaient pas de pauvres et obscurs religieux. J'aurais pu remonter bien plus haut dans la généalogie de leurs ancêtres, mais j'ai pensé que c'était inutile; si vous en jugiez autrement, je suis tout prêt à compléter ces renseignements. Je possède sur nos plus notables familles rochelaises, dont un si grand nombre étaient protestantes, une grande quantité de notes généalogiques et biographiques. M. de Richemond, l'un des correspondants rochelais du *Bulletin*, m'a dit que vous vous proposiez de publier un supplément à la *France protestante*, et que vous aviez fait appel à tous ceux qui pourraient vous fournir des renseignements soit sur ceux dont elle a donné la biographie, soit sur de nouveaux personnages de la religion qui y auraient été omis. Je vais tâcher de me la procurer, et serais heureux si je pouvais vous adresser quelques notes rectificatives ou complémentaires.

Veuillez excuser, Monsieur, la longueur de cette lettre, et agréer l'expression des sentiments de haute considération de l'un de vos lecteurs.

L. JOURDAN,
Juge d'instruction.

M. de la Costa, chez lequel se retira Frédéric Baudouin, ne serait-il pas l'ancien pasteur de Tonneins, de Costa?

Le 21 octobre 1686, un lundy au soir, nous embarquâmes avec Monsieur Thevenin et Mesdemoiselles ses filles, près de la porte de saint Nicollas, vis-à-vis du premier moulin qui touche la falaise, et

le 22 du mardy, à sept heures du matin, nous mîmes à la voile d'un vent de nord-est et mouillâmes à la portée du pistolet de la courvette qui était dans la fosse de la digue du fossé du pont Neuf. Le capitaine de la ditte courvette, accompagné de ses soldats, nous visitèrent, laquelle visite dura environ trois quars d'heure. Nous étions dans la cache du vaisseau anglais de 25 à 30 tonneaux, le nombre de douze, monenfant compris de l'aage de trois ans et demy, et de ce nombre étaient Monsieur et Madame Thevenin et de Glayeraut et une de leurs cousines, Mademoiselle de Beauchamp, Monsieur et Madame Guionnaut et leur garçon; Madame Savouret (*sic*), femme de Monsieur Sauverie, libraire, lors établi à Amsterdam; ma servante, ma femme et moy. La cache dudit vaisseau était entre la chambre du mousse qui s'appelait Spriet et le mat, et l'on y entrait par dessous du lit d'un matelot. Pendant la visite mon enfant se mit à vomir; ma femme qui l'avait sur ses genoux luy mit son mouchoir sur la bouche et Dieu voulut qu'il ne jetta pas un seul cry, Cela fait nous levâmes l'ancre et d'un vent du nord-est nous fîmes environ cinquante lieues; le mercredi le vent ne fut pas si favorable; mais le jeudi et vendredi nous eûmes calme; le vendredi au soir le vent bon. Nous entrâmes dans la Manche, et le dimanche à trois heures après midy, qui fut le 27 du mois, nous entrâmes dans le havre de Plemius (Plymouth) environ sur les cinq heures. Nous avons séjourné jusqu'à mercredi que nous partîmes pour Exeter et y arrivâmes jeudy au soir trentième du mois. Nous y avons demeuré jusqu'au mardy matin, cinq du mois de novembre que nous prîmes le carosse pour Londres, et y arrivâmes le samedi 9 dudit mois, et demeuré là neuf jours, et fûmes coucher au carosse d'Arouit (Harwich). Le 18 et le 19, mardy matin, nous partîmes pour Arouit et y arrivâmes le 20 du mercredi au soir. Le jeudi, à trois heures du matin nous nous embarquâmes pour venir à la Brille (Brielle). Nous fîmes ce jour-là environ quatre lieues et mouillâmes devant une ville appelée Eurefeld (?), et le soir le temps fort épais, nous fîmes course la nuit à pleine voile, ne sachant où nous étions. Le vendredi nous eûmes tourmente de vent tout le jour qui fut le 22 et croyons périr à tous moments. Le soir venu elle augmenta, et sur les dix heures de nuit, ne pouvant tenir les voiles par un vent sud-est, l'air noir, nous couchâmes sur le minuit après nous estre dit adieu et recommandé à sa grâce, nous

résignant à sa volonté. La force du vent et la mer extraordinairement agitée enleva notre vaisseau et nous apporta à un quart de lieue de Squevelin (Schveningue) sur les quatre heures du matin du samedi 23 et touchâmes deux fois ; à la dernière nous demeurâmes près de deux lieues durant ; ce fut dans ce moment que nous croyons mourir. La mer emplissait notre vaisseau d'une grande force. Je fis monter tous les passagers en haut, car en moins d'une heure le vaisseau fut plein d'eau. J'aidé aux matelots à jeter le bateau à l'eau, et l'ayant mis le maître et les matelots descendirent dedans, nous laissant seuls. Il y eut un Français, M. Barbier, d'Olléron, qui se jeta heureusement dedans. A terre ces misérables laissèrent aller leur bateau à la dérive et le dit sieur Barbier fut chercher du secours à Squevelin. En fin après avoir demeuré près de quatre heures, croyant toujours que le vaisseau ne se fendit par l'agitation de la tempête, Dieu nous envoya du secours par des matelots hollandais qui nous sauvèrent le samedi 23, entre huit et neuf heures ; et perdîmes toutes nos hardes par le vol des matelots la nuit du samedi au dimanche, et couchâmes cette nuit à Squevelin, et le dimanche matin Monsieur de Rochebrune, capitaine des gardes de Son Altesse Monsieur le Prince de Nassau, nous vint chercher de La Haye, et le lundy au soir 24, nous prîmes le bateau de nuit pour Amsterdam, avec Monsieur de la Costa qui nous était venu chercher. Ma femme et moy y demeurâmes jusqu'au samedi trente du mois, et le soir nous prîmes le bateau de sloop (Slooten) pour venir chez Monsieur de la Costa à Balx (Balk). Nous couchâmes à Sloop le dimanche au soir, dernier du mois et le lundi matin premier décembre arrivâmes à Balk ; voilà un récit fidelle de ma sortie de La Rochelle de laquelle je dois louer Dieu tous les jours de ma vie.

BAUDOUIN LA BRUGHARDIÈRE.

A Balx en Fiise, ce 6 décembre 1686. Nouveau stille.

LES PROTESTANTS SOUS LOUIS XV

MÉMOIRE

LU ET APPROUVÉ AU CONSEIL, POUR SERVIR D'INSTRUCTION A M. LE
MARÉCHAL DE THOMOND, DANS LA CONDUITE QU'IL DOIT TENIR
A L'ÉGARD DES PROTESTANTS DU LANGUEDOC

7 JANVIER 1758

Le Mémoire suivant caractérise à merveille la politique de Louis XV, hésitant entre une demi-tolérance et la persécution dont l'impuissance n'était que trop démontrée. Le choix de Charles O'Brien, comte de Thomond, pair d'Irlande, et lord Jacobite, pour gouverner une province toute peuplée de protestants, semble déjà un anachronisme dans cette seconde moitié du XVIII^e siècle, qui verra l'intolérance produire ses derniers excès. Honneur au marquis de Mirepoix, qui sut le premier inaugurer une politique plus humaine en Languedoc !

L'état de la religion protestante est à peu près le même en Languedoc qu'en Guyenne. Ainsi il est inutile de l'expliquer à M. le maréchal de Thomond, et il ne s'agit que de l'instruire des moyens qui ont été employés depuis quelque temps pour contenir les religionnaires dans la première de ces Provinces.

C'est au commencement de la dernière guerre que les assemblées se sont tenues plus ouvertement, et qu'elles sont devenues plus nombreuses et plus fréquentes. On a vu plus de ministres et ils se sont montrés avec plus d'audace. Ils ont fait une multitude infinie de mariages et de baptêmes.

Le défaut de troupes dans la Province n'a point permis de réprimer ces désordres par la force, mais toutes les autres ressources de l'autorité ont été épuisées. Il y a eu des procédures, des décrets, des emprisonnements, des condamnations aux galères. Un ministre a été pendu. Il a été imposé et levé des amendes sur les arrondissements où il s'était tenu des assemblées.

Ces rigueurs ont néanmoins été tempérées à propos. On a fermé les yeux sur beaucoup de contraventions ; on a laissé des procédures sans suite et des décrets sans exécution. Enfin on a tenu une con-

duite mêlée de douceur et de fermeté qui a suffi pour bannir l'idée de la tolérance, et qui, sans remédier aux maux établis, a du moins empêché qu'ils ne s'accrussent, et que les religionnaires excités ou par l'impunité ou par le désespoir ne se portassent à des extrémités fâcheuses.

Ce procédé a réussi durant tout le temps de la dernière guerre (1). On prenait des mesures pour rétablir l'ordre pendant la paix, lorsqu'elle a été troublée de nouveau.

M. le maréchal de Richelieu, et M. de Moncan et de Saint-Priest ont repris leur premier plan de conduite; mais M. le maréchal de Mirepoix en a adopté un différent, lorsqu'il a eu succédé à M. de Richelieu.

Il a pensé que la bonté et la confiance rendroient les protestants plus soumis aux ordonnances. Dans cette vue, il a établi une correspondance avec les principaux de Nismes et avec des ministres modérés, et il leur a proposé des conditions.

Celles auxquelles ils ont souscrit ont été de ne tolérer dans la Province aucun émissaire étranger, ni aucun ministre qui ne fût né en Languedoc, et de ne souffrir parmi eux aucun esprit factieux ou violent.

Il leur avoit demandé de tenir des assemblées moins nombreuses et moins fréquentes, de les interdire absolument aux gens principaux, et de ne les tenir qu'avec précaution et dans des lieux écartés.

Les ministres et anciens ont prétendu qu'ils ne pourroient y réussir qu'avec le temps; que dans chaque communauté protestante il y avoit un consistoire établi, qui, de concert avec le ministre, dirigeoit les affaires de la communauté relatives à la Religion; et que c'étoient ces consistoires qui conduisoient immédiatement les peuples; qu'ils n'étoient composés que de gens du peuple, parce que les principaux n'osoient y entrer par la crainte de se perdre : mais que si on les rassuroit assez pour qu'ils y entrassent, alors ils enlèveroient aux ministres le crédit qu'ils y avoient, et ils s'en serviroient pour modérer et contenir le peuple.

M. de Mirepoix a senti le danger qu'il pouvoit y avoir de composer des consistoires de notables. Cependant il croyoit pouvoir le

(1) La guerre de la Succession d'Autriche, terminée en 1748, par le traité d'Aix-la-Chapelle. La guerre de sept Ans venait de commencer.

prévenir, en exigeant que personne ne fût admis dans les consistoires sans son aveu.

Il avoit aussi formé le dessein de gagner les ministres parmi lesquels il pensoit qu'il n'y avoit pas d'esprits turbulens ; et il comptoit avec un fonds de 3,000 livres par an pouvoir gratifier ceux dont il seroit le plus content.

Tel étoit le plan qu'il comptoit suivre, quand il est retourné en dernier lieu dans la Province.

Prévenu de ce système, il avoit toujours pallié depuis qu'il commandoit dans la Province ; et quand il s'étoit tenu des assemblées, ou il n'y avoit pas eu de procédures, ou il n'y avoit pas eu de jugemens, ou les amendes prononcées n'avoient pas été levées.

Depuis sa mort (1), et sur la fin du mois de septembre dernier, il s'est tenu une assemblée nombreuse dans le territoire de Puylaurens. Le subdélégué de M. l'intendant a cru devoir la constater à cause de sa publicité ; mais M. l'intendant n'a su s'il devait condamner l'arrondissement à une amende, et il a demandé des ordres.

On lui a répondu de prononcer l'amende ; cette condamnation particulière pouvant servir à contenir, et étant incapable de déranger les vues que l'on pourroit former pour l'avenir. On doute fort qu'il soit à propos de suivre celles de M. le maréchal de Mirepoix. Elles paroissent inutiles dans leur objet, peu convenables à la dignité du roy, dangereuses pour son autorité, et enfin contraires au système établi par rapport à la Religion.

Une expérience constante a fait connoître la mauvaise foi des religionnaires et de leurs ministres, et il ne faut pas se flatter qu'ils tiennent les promesses qu'ils pourront faire, et qu'ils feront toujours volontiers pour jouir des avantages qu'on leur promet et réciproquement. M. le maréchal de Mirepoix, comme on l'a déjà dit, les a traités fort favorablement pendant qu'il a commandé, et il avoit déjà formé avec eux des engagements qu'ils n'ont pas tenus, puisque les désordres ont continué d'être les mêmes. Mais à supposer de la fidélité chez les ministres, il semble qu'on ne peut entreprendre de la mettre à l'épreuve, sans blesser la dignité du roi.

En effet MM. les commandans et intendans ont bien dans tous

1 Le maréchal de Mirepoix mourut en 1757, à Montpellier. Les conseils de la maréchale sa femme, personne tolérante, distinguée, amie de la reine Leczinska, ne furent pas sans doute sans influence sur sa conduite.

les temps entretenu correspondance avec quelques ministres qu'ils avoient gagnés, et par le moyen desquels ils connoissoient et dirigeoient même, autant qu'il étoit possible, les démarches des religieux. Mais ces correspondances étoient secrètes; et d'ailleurs les commandants et intendants agissoient, ou paroissoient agir de leur chef.

Ici au contraire, M. le commandant est en relation avec les principaux ministres et protestans. Ce n'est pas une liaison secrète et indirecte, mais un véritable traité qu'il fait avec des gens proscrits et sujets à la peine de mort. Et ce traité est trop important pour qu'il puisse jamais être censé avoir été fait sans l'aveu du roi qui doit même faire gratifier ceux des ministres qui l'exécuteront le mieux.

On ne pense point, comme M. de Mirepoix, qu'il n'y ait point de fanatiques et de brouillons parmi eux. Ils le sont par état : ou au moins ce sont des gens qui cherchent à dominer sur les peuples et à en tirer de l'argent. Il n'y a donc pas grand fonds à faire sur eux ; et ils seront d'autant plus dangereux, qu'ils se verront recherchés et même autorisés de la part du roi.

Il ne seroit pas moins périlleux d'approuver les consistoires établis dans les communautés protestantes ; et quand on se rendroit maîtres du choix de ceux qui devoient les composer, ce seroit toujours donner de la consistance à ces corps, qui animés par le faux esprit de religion, pourroient troubler l'Etat, surtout s'ils venoient à se réunir, soit par quelque mécontentement, soit par le désir d'obtenir quelque avantage, et particulièrement celui d'un culte libre et public que les protestants et surtout la populace regardent aujourd'hui plus que jamais comme indispensable de droit divin.

Enfin le système de M. de Mirepoix ne laisse plus de doute sur celui de la tolérance. Depuis plus de douze ans, les ministres cherchent à persuader aux peuples que le roi l'a accordée, et ce préjugé n'est pas détruit : mais il sera entièrement confirmé par les liaisons du commandant de la Province avec les ministres et les consistoires, et en particulier par l'influence connue qu'il aura sur le choix des membres de ces assemblées.

A ces inconvéniens il s'en joindrait deux autres : le premier que si on toléroit en Languedoc des assemblées à la vérité moins nombreuses, moins fréquentes et moins voisines des villes, il seroit in-

conséquent et même injuste de les empêcher par tout ailleurs, et de punir ceux qui les auroient tenues ou qui y auroient assisté. Le second inconvénient est que MM. les évêques de Languedoc se plaindroient fort vivement de l'abandon que le roi paroîtroit faire de la religion.

Mais si le plan de conduite adopté par M. le maréchal de Mirepoix semble pécher du côté de l'indulgence, il paroît que celui qui a été suivi en Guyenne par le maréchal de Thomond pêche du côté opposé, du moins à en juger par deux ordonnances qu'il a rendues depuis peu.

Par la 1^{re} du 18 septembre, il défend le port d'armes à toutes personnes autres que les gentilshommes, officiers de justices royales et de guerre : il leur enjoint de remettre dans huitaine aux hôtels de villes les armes qu'ils ont, et ordonne aux maréchaussées de désarmer les contrevenans.

La 2^e ordonnance du 12 octobre dernier défend à toutes personnes de s'attrouper et de s'assembler, même sous peine de mort contre ceux qui assisteront en armes aux dites assemblées. Elle défend à tous habitans de se trouver ensemble en plus grand nombre que celui de cinq, non-seulement dans les endroits suspects, mais même dans les chemins. La même ordonnance porte qu'attendu que le délai de huitaine fixé par celle du 18 septembre, est expiré, sans que la remise des armes ait été faite exactement, les maréchaussées renforcées de troupes iront et visiteront partout, arrêteront les contrevenans et leur feront payer l'amende.

On peut dire en faveur de ces deux ordonnances qu'elles sont conformes à celles du royaume, et que regardant également les catholiques et les protestans, elles ne peuvent fournir à ceux-ci une juste occasion de plaintes. Mais on pense qu'elles ont été données dans des circonstances peu convenables, et que leur généralité même produit le mauvais effet d'alarmer et d'indisposer les catholiques, sans faire prendre le change aux protestans.

Il est aisé de se représenter le trouble que cause dans une province le transport des maréchaussées soutenus de troupes dans toutes les villes et villages, et la perquisition qui se fait à main armée dans toutes les maisons indistinctement. Il n'est pas moins facile de sentir les suites fâcheuses que pourroit avoir un pareil coup d'autorité dans un temps de guerre.

On est instruit que les catholiques se plaignent d'une rigueur qui n'a pas été exercée contre eux dans le temps même des Camisards, et qui s'étend jusques sur les employés des fermes. Ils se plaignent de la défiance qu'on leur marque, et de la sûreté qu'on leur ôte, dans le cas où les protestans se porteroient à quelques excès.

Quant aux protestans, ils peuvent se persuader qu'on les craint ; et s'ils ont de mauvais desseins, ou même s'ils prennent l'alarme, ils sauront bien soustraire ces armes qu'ils ont, ou s'en procurer d'autres.

La manière d'exécuter l'ordonnance peut être encore plus dangereuse que l'ordonnance même. Il est inévitable que les maréchaussées n'agissent avec trop d'ardeur, la moitié des amendes devant tourner à leur profit.

Durant la dernière guerre on proposa de faire un désarmement en Languedoc, et cette idée fut rejetée par les considérations ci-dessus, et par celle de l'inutilité de différens désarmemens qui avoient déjà été faits.

L'ordonnance concernant les assemblées, a révolté encore davantage les esprits. Elle condamne et ne définit rien. On juge seulement que cinq personnes composent un attroupement ou assemblée ; et on laisse entendre que cinq commerçans qui se trouveront en route ensemble, et qui resteront quelque temps arrêtés sur le chemin, peuvent être regardés comme une assemblée.

En 1754 les religionnaires de Languedoc, craignant de s'assembler dans la campagne, prirent le parti de former de petites assemblées dans des maisons, des métairies et des granges. M. le maréchal de Richelieu demanda des instructions à ce sujet, et particulièrement ce qui pourrait être considéré comme assemblée.

Le roi décida que c'étoit cette quantité de monde qui ne se trouve jamais dans les maisons les plus fréquentées, excepté dans les cas de fête ou de cérémonie : qu'il pourroit bien arriver que les habitans d'une maison s'y rassemblassent en famille, et même avec quelques amis, pour y remplir quelques pratiques de la religion prétendue réformée, et qu'il seroit hors de propos d'aller les troubler sur de simples soupçons, lorsqu'ils sauroient les apparences, et qu'ils n'auroient avec eux ni ministre ni prédicant ; mais qu'excepté des occasions de mariage ou autres semblables, on ne trou-

vera jamais cinquante, ni à plus forte raison cent ou deux cents personnes dans un lieu particulier. Que Sa Majesté pensoit donc qu'il y avoit lieu de sévir toutes les fois que l'on trouveroit pareille ou plus grande quantité de protestans rassemblés sans motif connu, et n'ayant pour la plupart d'autre relation entr'eux que celle de la conformité de religion.

Il paroît donc à propos que M. le maréchal de Thomond ne donne pas en Languedoc les deux ordonnances qu'il a fait publier en Guyenne; et il semble également convenable de lui recommander de ne donner à l'avenir aucune ordonnance générale sur le fait de la religion, sans s'être assuré des intentions du roi, et même sans que le projet en ait été vu par Sa Majesté.

La conduite qu'il doit tenir à l'égard des religionnaires paroît devoir être tempérée de fermeté et de condescendance. Il faut contenir et ne pas révolter, user de l'autorité sans la compromettre, dissimuler à propos, plus menacer que punir, en un mot, recourir aux moyens que l'on a employés durant la dernière guerre, et dont le succès a justifié la sagesse. M. le maréchal de Thomond ne sauroit trop consulter M. de Moncan et M. de Saint-Priest dont la prudence et l'expérience sont reconnues (1).

(Arch. de l'Empire. K. 1283.)

(1) On lit en tête du Mémoire : « Envoyé à M. le maréchal de Thomond, le 7 janvier 1758, avec le changement transcrit en marge de la dernière page. Ces mots s'appliquent à l'avant-dernier paragraphe, substitué à un autre, où le blâme étoit plus explicitement exprimé. Ajoutons, pour être juste, avec l'historien des Eglises du Désert, M. Ch. Coquerel (t. II, p. 257), que le gouvernement du rejeton des anciens rois d'Irlande ne laissa pas de trop pénibles souvenirs aux protestants du midi de la France. Ici encore on aime à signaler l'heureuse influence d'une femme, Septimanie O'Brien, Mademoiselle de Thomond, duchesse de Choiseul-Praslin.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DES PRINCES DE CONDÉ, PENDANT LES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES,
par M. le duc d'AUMALE.

« Le XVI^e siècle est le siècle des grands caractères comme l'âge suivant est celui des belles âmes et des beaux génies. » Ainsi s'exprime, dès le début, le noble écrivain signalant en traits aussi heureux qu'expressifs, le contraste entre les hommes éminents des deux époques dont il va retracer l'histoire : « d'une part l'indépendance des esprits, l'originalité des conceptions, l'exécution prompte et hardie des résolutions extrêmes, l'audace dans le crime ou l'héroïsme dans la vertu ; de l'autre le génie mâle et noble, mais régulier, contenu des contemporains du grand roi. Les figures historiques, dans la première époque, présentent chacune leur type à part ; dans la seconde elles ont comme un air de famille, et l'on pourrait presque dire qu'elles semblent jetées dans un même moule.... Le grand Condé marque la transition entre les deux âges. S'il visa haut d'abord, s'il tenta de jouer le rôle tout personnel des capitaines de l'âge précédent, il termina ses jours au milieu de cette société disciplinée, uniforme, qui certes ouvrait la carrière à de nobles ambitions, où l'on pouvait trouver la gloire d'un Turenne et d'un Colbert, mais où l'on ne pouvait plus rêver la fortune de Wallenstein, ni celle de Richelieu. »

Ces considérations, d'une si frappante justesse, ouvrent dignement un livre dans lequel revivront deux époques également mémorables de notre histoire. Si l'on ose hasarder ici une conjecture, il semble que l'historien des Condés a dû se sentir tout d'abord attiré par le vainqueur de Rocroy et de Fribourg, « par cet autre Alexandre » qui a reçu des mains de Bossuet une seconde immortalité. L'héroïsme est contagieux, comme l'éloquence qui en célèbre le souvenir, et quand on a tenu, ne fût-ce qu'un jour, l'épée de la patrie, on sait mieux retracer ses grandeurs et ses gloires. C'est la consolation de l'exil, et la revanche contre des infortunes imméritées. Le XVI^e siècle n'a donc paru à l'historien que la pré-

face obligée d'un livre qui résumerait les splendeurs du grand règne, avant l'ère des fautes si cruellement expiées qui en ont marqué le déclin. Mais le siècle de la Réforme et des guerres de religion, des Guises et de Coligny, de l'Hospital et de Henri IV, a aussi son attrait, et le premier des Condés, le héros de Dreux et de Saint-Denis, réclamait une étude approfondie. Henri, son fils, le cousin du Béarnais, mérite aussi l'attention, si le courage et la dignité de l'âme aux prises avec une ingrate destinée ont droit au respect de la postérité. Il n'est pas jusqu'aux mésaventures conjugales du troisième Condé fuyant avec sa jeune épouse à Bruxelles, qui ne montrent les petites choses si souvent mêlées aux grandes, dans la trame des événements les plus glorieux. Par un privilège exceptionnel l'historien des Condés avait sous la main les plus précieux documents accumulés dans ses royales archives, et complétés par d'habiles emprunts aux principales bibliothèques de l'Europe. On comprend tout l'attrait d'un récit dont le tissu, non moins brillant que solide, trouve sa justification dans de volumineux appendices à l'adresse des érudits. Si comme on l'a dit quelquefois, les matériaux de l'historien sont, pour les juges délicats, la meilleure des histoires, l'auteur n'a rien épargné pour leur donner satisfaction. Il peut dire à un double titre : *Cecy est un livre de bonne foy.*

Il n'est pas hors de propos d'énumérer ici les sources mises à contribution pour le recueil de pièces justificatives qui termine chacun des deux volumes offerts au public par M. le duc d'Aumale. Citons d'abord ces dépêches si instructives tirées du *State-paper-Office*, où les vues secrètes des partis sont révélées par des hommes tels que Cecil, Sidney, Smith, Trockmorton, ces habiles agents d'Elisabeth exploitant les troubles du continent; où le protestantisme français cherchant, hélas! un appui à l'étranger contre la plus intolérable oppression, a pour organes Condé, les Châtillons, Henri de Navarre. Signalons ensuite ces riches extraits de la correspondance de M. de Gordes, lieutenant du roi en Dauphiné de 1562 à 1576, c'est-à-dire pendant la crise de la guerre religieuse sur un de ses théâtres les plus importants. De remarquables pièces tirées de Genève, de Berne et de Gotha, montrent l'action de Calvin et de Bèze s'exerçant au profit de la cause évangélique, tantôt par des conseils, tantôt par des censures, où éclate l'austère esprit de la

Réforme. Les fragilités du premier des Condés ne sont que trop attestées par les fragments de sa correspondance avec Isabelle de Limeuil tirés des collections de Paris et de Simancas. Les papiers de Bruxelles éclairent d'un jour nouveau l'enlèvement de Charlotte de Montmorency, et les nombreuses dépêches échangées sur ce sujet témoignent de la gravité d'un incident où il serait cependant puéril de rechercher la cause des armements de Henri IV. Dans le beau portrait qu'il a tracé de ce prince, l'auteur a su mêler dans une juste proportion le blâme et l'éloge : « Ce n'était pas, dit-il avec une haute raison, comme un paladin que Henri IV allait faire la guerre. C'était en grand capitaine et en grand roi. Nul caprice amoureux n'a inspiré ni modifié ses plans. Quand on étudie le détail et la perfection de ses préparatifs militaires, l'ensemble et la profondeur de ses combinaisons ; quand on analyse les ressources qu'il avait accumulées, les alliances qu'il s'était assurées de longue main, quand on contemple enfin la situation de la France et de l'Europe, il faut bien déchirer le roman de chevalerie qu'on a voulu attribuer à cet esprit très-peu romanesque. »

L'intérêt principal du livre de M. le duc d'Aumale est pour nous dans le drame politique et militaire qui s'ouvre à la mort de François II, et où Louis de Bourbon joue un si grand rôle. La Réforme n'est pas pour lui comme pour Coligny, d'Andelot et Jeanne d'Albret une affaire de conscience, une de ces convictions austères qui impriment leur cachet à toute une vie. C'est une glorieuse aventure où le poussent les instincts les plus généreux et les calculs les plus habiles ; une cause qui se confond avec les intérêts de son ambition et les susceptibilités de son honneur, et pour laquelle il saura mourir : *Pro Deo et patria dulce periculum!* Ce mot rachète bien des faiblesses. Le capitaine muet de la conjuration d'Amboise devient donc, sous l'impulsion des circonstances, le chef avoué d'un parti dont Coligny est l'âme. Mais quel contraste entre ces deux hommes unis sous un même drapeau et si peu faits pour s'entendre ! L'un représentant les grâces légères de l'esprit français, mêlant la politique à l'amour, les galanteries à la religion, et ne désarmant la sévérité des ministres que par sa bouillante ardeur et son héroïque attitude sur les champs de bataille ; l'autre aussi rigide dans sa vie que ferme dans sa croyance, non moins lent à se résoudre que persévérant dans ses desseins, et supérieur à la fortune qui le grandit par les

revers comme d'autres par la victoire. Le portrait qu'a tracé du premier M. le duc d'Aumale, est d'une touche vive, heureuse, qui rappelle les plus purs modèles, et l'on souscrit volontiers aux éloges que tempèrent de si justes réserves.

L'auteur est-il aussi juste pour Coligny? on n'oserait l'affirmer. Il semble même, en dépit de son équité naturelle, céder parfois à un sentiment de prévention contre l'homme dont la mémoire glorifiée par d'éminents historiens, français et étrangers, deviendra toujours plus l'objet d'un culte pour la patrie. S'il est une grande page dans l'histoire nationale, c'est le tableau des luttes et des perplexités qui assaillirent l'amiral au moment de s'engager dans la guerre civile. Ici ce n'est pas seulement la vision de l'historien prêtant à une poétique réminiscence une sorte de réalité, et montrant aux yeux de Condé la patrie éplorée :

Ingens visa duci patriæ trepidantis imago.

Ce sont les angoisses les plus réelles, les plus authentiques, attestées par un contemporain digne de foi, en un récit qui n'a pas son égal dans Plutarque. C'est le dialogue de Coligny avec une femme bien digne de le comprendre, Charlotte de Laval, qui, d'une main ferme et d'une âme forte, lui montre la route funèbre où il doit entrer pour ne pas laisser plus longtemps impuni le meurtre de ses frères. La relation de d'Aubigné ne suffit-elle pas à expliquer les lenteurs de Coligny, mieux que « le secret dépit de se voir relégué au second rang, » et que de mesquines jalousies trop au-dessous de cette grande âme, incurablement triste de la guerre civile, et qui devait révéler par l'abnégation et le sacrifice un nouveau type de grandeur à notre pays (1)? Son attachement à la foi évangélique ne justifie-t-il pas mieux qu'un vain esprit d'opposition ses répugnances pour le traité d'Amboise, où Condé succombant à de vulgaires séductions, avait effacé d'un trait de plume les droits de la bourgeoisie calviniste garantis par l'édit de janvier? On aime à voir dans cette circonstance le gentilhomme chrétien se souvenir du pauvre, dont le droit n'est pas moins sacré que celui du riche,

(1) *Histoire des Princes de Condé*, t. I, p. 124. « La valeur de Coligny, dit ailleurs M. le duc d'Aumale, est au-dessus d'un soupçon de faiblesse; mais son impatience de toute autorité, son caractère jaloux, sont assez connus. » T. II, p. 74. On regrette de retrouver plus d'une fois sous la plume du noble écrivain une imputation aussi peu motivée.

et sa vive sortie contre les seigneurs n'est que trop justifiée par les nombreuses défections qui, bien avant la fin du siècle, devaient éclaircir les rangs de la noblesse réformée. Le peuple sut garder sa foi, et y demeurer fidèle dans les bons comme dans les mauvais jours (1).

L'impartialité, cette vertu si nécessaire à l'historien, n'est pas toujours facile à pratiquer, surtout quand il s'agit d'une de ces époques qui ont le privilège de passionner la postérité, et d'évoquer sans fin les débats les plus contradictoires. Tel est le seizième siècle si vivant encore pour nous, malgré la distance qui nous en sépare. On ne peut l'étudier sans sentir comme se réveiller en soi les passions mal éteintes des générations disparues, sans être du parti de Guise ou de Condé, ou, ce qui vaut mieux, de L'Hospital. C'est l'honneur de ce grand homme d'avoir prononcé le premier le mot de tolérance, et de l'avoir inscrit dans la loi en lui donnant pour commentaire ces belles maximes qui semblent inspirées à la fois par l'Evangile et la philosophie. Mais il avait compté sans les fureurs des partis surexcités par un long antagonisme, surtout sans l'audace d'une famille que l'on peut considérer comme le mauvais génie de la France, aux derniers jours des Valois. Le massacre de Vassy fut la réponse des Guises à l'édit réparateur de L'Hospital. Le mot d'*échauffourée*, appliqué à cet acte néfaste, étonne sous la plume d'un généreux historien toujours prêt à plaindre les victimes, à flétrir les bourreaux. L'admiration qu'il éprouve pour le vainqueur de Renty, pour le libérateur de Metz et de Colmar, fait ici hésiter son jugement toujours si ferme et si élevé. Il ne peut croire à une préméditation, qui semble ressortir des faits eux-mêmes avec une irrésistible évidence (2).

(1) « Il est, dit M. le duc d'Aumale, peu de caractères parmi les plus fermes, peu d'esprits, parmi les plus justes et les plus habiles, que la pratique constante de l'opposition au pouvoir établi n'entraîne par moments à certains écarts démagogiques. Coligny n'échappait pas toujours aux fatales conséquences de son rôle, et son langage dans cette circonstance contrastait singulièrement avec ses habitudes et ses sentiments aristocratiques. » T. I, p. 227. Ces réflexions, d'un goût si moderne, peuvent-elles s'appliquer bien à la conduite de l'amiral? Condamné par le malheur des temps à l'opposition, nul ne se comptait moins que lui à ce rôle. Il le fit bien voir, des qu'il put traiter honorablement.

(2) « Guise, dit-il, partit de Joinville. C'est sur sa route qu'eut lieu l'échauffourée appelée le massacre de Vassy. Cette étincelle embrasa tout. » T. I, p. 118. Dans une note de la même page, l'auteur, adoptant la version la plus favorable au duc de Guise, déclare « qu'il est fort difficile de démêler la vérité sur le motif et le début de cette sanglante collision, au milieu des relations si nombreuses et si contradictoires dont elle a été l'objet. »

Le drame de Vassy a pour prologue la comédie de Saverne, si peu honorable pour deux de ses acteurs. Les Guises ont compris qu'il ne suffit pas d'exploiter les rivalités entre calvinistes et luthériens pour isoler les huguenots français avant de frapper sur eux un grand coup. Le meilleur moyen de les priver des secours de l'Allemagne, cette grande pépinière des reîtres, est de tromper les princes allemands en se montrant aussi luthériens qu'eux, et c'est le duc Christophe de Wurtemberg, le plus loyal des hommes, que l'on attire dans un piège tendu avec une habileté satanique. On a le récit de la conférence rédigé par le duc lui-même et conservé aux archives de Stuttgard (1). Le cardinal de Lorraine gémit sur la corruption de l'Eglise catholique, fait un sermon des plus édifiants, et n'a pas d'objections contre la confession d'Augsbourg : « J'ai lu, dit-il, Luther, Mélanchthon, Brentius et d'autres. J'accepte entièrement leurs doctrines, et je m'accorderai bien vite avec eux dans tout ce qui concerne la hiérarchie ecclésiastique. Mais il faut que je dissimule encore quelque temps afin d'en gagner plusieurs qui sont encore faibles dans la foi. » François de Guise n'est pas théologien ; mais son langage n'est pas moins évangélique que celui de son frère, et il affirme par serment qu'il n'est pour rien dans la mort de ceux qu'on a condamnés pour cause de religion. Le duc Christophe prend Dieu à témoin de ces déclarations répétées, et adjure ses hôtes, « de ne point persécuter les pauvres chrétiens de France. » Le cardinal et son frère lui donnent alors la main, en promettant sur leur foi de prince et sur le salut de leur âme « de ne poursuivre ni en public ni en secret les partisans de la nouvelle doctrine. — Dieu veuille, reprend le duc, vous maintenir dans ces sentiments, et vous confirmer dans ces intentions ! »

Le premier acte de François de Guise rentrant en Lorraine après cette comédie sacrilège, qui dût coûter à la loyauté du soldat, est de faire pendre un pauvre ouvrier du village de Saint-Nicolas, dont tout le crime est d'avoir fait baptiser son enfant selon le rite réformé. A Joinville il retrouve sa mère, la fanatique Antoinette de Bourbon, en lutte avec les protestants de Vassy, ses voisins, dont elle ne peut souffrir les libres assemblées. Une lettre conservée par

(1) Ce document capital a été traduit par M. le pasteur Muntz, et publié dans le *Bulletin*, t. IV, p. 184. Il a été cité par M. Henri Martin, t. IX, p. 112, et a fourni à M. Michelet (*Guerres de religion*, p. 270) la matière d'un très-beau chapitre.

Bèze nous révèle les sentiments du fils à la veille de la catastrophe. Le 28 février 1562 Guise écrit à Lamotte-Gondrin, son lieutenant en Dauphiné : « S'il se fait par delà quelque assemblée notable où il y ait beaucoup de gens, il sera bon de se saisir du ministre et de le faire tout soudain pendre et estrangler... Car je ne pense point qu'on en puisse venir à bout aultrement (1). » N'est-ce pas là l'annonce de ce qui va se passer à Vassy ? Rien de moins fortuit que le passage du duc dans ce bourg et que sa rencontre avec les huguenots. Il se détourne de son chemin pour aller à eux. Il arrive le dimanche, à l'heure du prêche, accompagné de plus de trois cents hommes armés jusqu'aux dents. Son dessein avoué par Davila, et confessé par lui-même au lit de mort, est de fouler aux pieds l'édit de janvier et de disperser l'assemblée par la force. On sait le reste ! Des gens réunis sans armes pour prier, vieillards, femmes, enfants, ne peuvent opposer une résistance sérieuse. Soixante morts, d'innombrables blessés, voilà le bilan de cette lugubre journée. Le premier sentiment fut celui de l'horreur, même à Paris, jusqu'au sein du parlement peu suspect de partialité pour les réformés. Les présidents Séguier et de Harlay quittèrent leurs sièges le jour où le duc de Guise, tout sanglant encore du massacre, osa y porter une justification dérisoire. Le héros de Calais, dépouillé de tout prestige, ne parut ce jour-là, selon l'éloquente expression de M. Michelet, « que le héros du meurtre et de la guerre civile. » Le duc de Wurtemberg apprenant les exploits de son hôte, put écrire au bas de sa véridique narration : « Tu seras, ô Dieu, le vengeur du parjure, car cette cause est la tienne ! »

Je devais indiquer sur un point important, d'où se dégage une redoutable responsabilité, le dissentiment qui me sépare de l'historien des Condés. Sans contester les talents militaires de François de Lorraine, sans nier sa gloire, je la considère comme fatale à la France, et je demeure convaincu que l'impartiale histoire se montrera toujours plus sévère pour une famille qui mit constamment son ambition bien au-dessus des intérêts de la patrie. En face de Coligny et de l'Hospital les Guises ne représentent, dans le grand mouvement qui emportait les esprits vers un avenir meilleur, que les passions aveugles et les haines irréconciliables du passé. On ne

(1) *Hist. ecclés.*, t. III, liv. XII. Un *post-scriptum* écrit au lendemain du massacre, ne contient que de froides railleries à l'adresse des victimes.

saurait trop le répéter : les adversaires de la monarchie au XVI^e siècle n'étaient pas ceux qui, après vingt-cinq ans de persécutions patiemment supportées, ne demandaient qu'à prier Dieu, et à servir le roi en liberté de conscience ; mais ceux qui, par une politique inhabile autant que cruelle, réduisirent une partie de la nation au désespoir, et rendirent la guerre civile inévitable.

J'ai hâte d'arriver à ces belles parties du livre de M. le duc d'Aumale où toute critique est désarmée, et où les épreuves de notre pays sont exposées avec un talent tout français, et un cœur plus français que le talent. Ici je n'ai que l'embarras du choix : expositions diplomatiques, récits militaires, esquisses de la vie privée, l'auteur déploie partout une rare supériorité, et l'élégance du style relève encore la noblesse des pensées, la fermeté des jugements. La narration de la bataille de Dreux est un chef-d'œuvre. On assiste aux émouvantes péripéties d'une action où chaque parti put se croire victorieux à son tour, et où le champ de bataille ne demeura pas même au vainqueur. Le narrateur est ici plus qu'un historien. Il a connu les nobles émotions de la guerre, et pour bien raconter il n'a qu'à se souvenir. L'entraînante valeur du prince de Condé secondé par un habile mouvement de Coligny, a décidé du succès d'une première charge ; le centre des catholiques est en pleine déroute, leur chef est prisonnier, et la cavalerie protestante s'acharne à la poursuite des fuyards ; mais les Suisses tiennent bon, et leur gros bataillon, percé, décimé, reste ferme à son poste : « Saluons en passant, s'écrie l'auteur, ces soldats héroïques, ces modèles de l'honneur et de la fermeté militaire, qui pendant plus de trois cents ans ont mêlé leur sang au nôtre sur tous les champs de bataille ! Bon nombre de ceux qui combattaient à Dreux pour les catholiques étaient protestants. Pas un ne déserte ou n'hésite, comme plus tard leurs fils nés dans une république devaient les derniers mourir pour la royauté qu'ils servaient. Un choc terrible a bouleversé leurs rangs. Dix-sept de leurs capitaines sont frappés à mort ; tout fuit autour d'eux ; pas un ne songe à fuir. Ils se rallient à la voix des officiers qui survivent, ramassent les tronçons sanglants de leurs piques, et s'avancent pour reprendre les huit pièces qui leur ont été enlevées. » L'héroïsme des Suisses empêche la déroute, et fait hésiter la victoire, qu'une charge impétueuse de Guise, qui s'est habilement réservé, va décider au profit des catholiques. Comme on félici-

tait l'amiral d'un premier succès : « Vous ne faites donc pas attention, dit-il, à ce gros nuage qui va fondre sur nous ! » Le nuage crève en effet ; les Allemands se débandent ; Condé roule sous son cheval qui s'abat, et tombe aux mains des ennemis. Tout semble perdu pour les protestants quand un beau retour offensif de l'amiral porte le désordre dans les troupes royales, et égalise presque les chances entre les deux armées. La nuit les sépare.

Admirable d'élan et de vigueur sur les champs de bataille, le prince de Condé n'est dans sa conduite privée que le plus fragile des hommes : « Jeune encore, dit son historien, sevré depuis trois ans de toute distraction, exposé après deux captivités, après tant d'épreuves, à toutes les séductions de la cour la plus corrompue du monde, il se livrait, sans frein, à tous les entraînements de sa nature ardente. Comment croire qu'il pût s'occuper sérieusement des intérêts de la religion, alors qu'il était sans cesse à la chasse, au jeu de paume, en y mettant une telle fougue que sa santé en fut souvent compromise ? Comment croire à la fermeté de sa foi, déjà et non sans raison réputée assez vacillante, quand on le voyait mêlé à toutes ces fêtes profanes, bals, tournois, spectacles, brillant entre tous par sa dextérité d'écuyer, ses grâces mondaines, son bon air, son « bel gigneto ; » entouré de l'escadron perfide des filles d'honneur de la reine mère, oubliant sa noble et fidèle épouse dans les bras de ces faciles beautés...

« En étalant ainsi publiquement l'irrégularité de ses mœurs, Condé ne violait pas seulement ces règles éternelles dont personne n'a le droit de s'affranchir, et dont la licence même des temps ne saurait excuser l'oubli. Il se montrait ingrat. Il devait au moins du respect et des égards à la femme dont le dévouement ne lui avait jamais fait défaut au milieu des circonstances les plus périlleuses. Eléonore de Roye était sortie épuisée d'Orléans ; sa santé, soutenue jusqu'alors par son courage, mais minée par tant d'émotions et de fatigues, ne put résister au chagrin que lui causait la conduite de son époux. Retirée dans ses terres, toujours malade des suites de l'accident qu'elle avait éprouvée au commencement de la guerre civile, elle fut encore atteinte de la petite vérole, qu'on ne put guérir complètement. Au bout de quelques mois son état ne laissait plus d'espoir. Condé, informé des périls qui la menaçaient, accourut enfin auprès d'elle ; son cœur n'était pas corrompu : devant ce lit

de douleur, il comprit et regretta ses fautes. S'il ne put réparer le mal qu'il avait fait, du moins l'émotion sincère qu'il témoigna, les soins assidus et affectueux qu'il prodigua à la mourante durent adoucir ses derniers moments. »

Ainsi se mêlent sous la plume habile de l'historien les beaux récits militaires, et les pages délicates, touchantes, qui en adoucissent la sévérité. Nul ne sait mieux que lui peindre les hommes dans les alternatives diverses de la fortune, les partis dans leurs vicissitudes, la cour avec ses intrigues, sans cesser de dérouler d'une main sûre le fil des événements généraux. Saint-Denis, Jarnac, Coutras, lui sont autant d'occasions de déployer les ressources d'un talent consommé. Les pages consacrées au dernier combat et à la mort de Condé ont quelque chose d'épique. On pourrait y relever peut-être un excès de sévérité pour Coligny; on aime mieux citer les lignes suivantes qui font tableau : « Demeuré presque seul, adossé à un arbre, un genou en terre, et privé de l'usage d'une jambe, Condé se défend encore; mais ses forces l'abandonnent, lorsqu'il aperçoit deux gentilshommes catholiques auxquels il avait rendu service, Saint-Jean et d'Argence; il les appelle, lève la visière de son casque, et leur tend ses gantelets. Les deux cavaliers mettent pied à terre, et jurent de risquer leur vie pour sauver la sienne; d'autres se joignent à eux et s'empressent d'assister le glorieux captif.

« Cependant la cavalerie royale continue la poursuite : les compagnies passent successivement auprès du groupe qui s'est formé autour de Condé. Bientôt celui-ci aperçoit les manteaux rouges des gardes de Monsieur. Il les montre du doigt; d'Argence le comprend : « Cachez-vous la figure, lui crie-t-il. — Ah! d'Argence, d'Argence, réplique le prince, tu ne me sauveras pas! » Puis, comme César, se couvrant le visage, il attendit la mort. L'infortuné ne connaissait que trop bien le caractère du duc d'Anjou, la haine dont il le poursuivait, et ses recommandations sanguinaires. Les gardes avaient passé outre, lorsque leur capitaine, Montesquiou, apprit le nom du prisonnier si entouré. « Tue! tue! mordieux! » s'écrie-t-il; puis, retournant brusquement son cheval, il revient au galop, et d'un coup de pistolet tiré par derrière il brise la tête du héros.

« Singulière destinée de cette illustre famille ! Le chef de la race,

le premier des Condés, tombe, déloyalement frappé dans une guerre civile, en combattant le roi. Et le dernier de ses descendants, après avoir lui aussi servi sous un drapeau qui, malheureusement, n'était pas celui de la France, devait mourir dans les fossés de Vincennes, victime d'un attentat que l'histoire a justement flétri. »

Plus triste encore semble le sort de Henri I^{er} de Bourbon, le second des Condés, mourant subitement, à l'âge de trente-six ans, des suites du poison versé par une épouse criminelle : « Peut-être fut-il plus sincèrement regretté des réformés que ne l'avait été son père, bien qu'il n'eût pas rendu à leur cause d'aussi éclatants services. Mais il avait épousé avec ardeur leurs passions, leurs préjugés, et c'est bien souvent ce dont les partis savent le plus de gré à ceux qui les suivent ou qui les dirigent. D'ailleurs il méritait leur respect par la sincérité de ses convictions religieuses. Il était austère dans ses mœurs, ferme dans ses principes... mais le discernement lui manquait en politique comme à la guerre. Il avait l'esprit étroit, médiocrement juste, et ne possédait pas « cette rare « partie du roy de Navarre d'estre présent à tout. » Il ne réussit à presque aucune de ses entreprises ; sa vie privée et sa vie publique furent également malheureuses ; et cependant il avait un cœur loyal ; il était libéral, gracieux, éloquent comme son père, mais avec un peu de timidité que lui donnait « le défaut de l'oreille. » Peut-être dans une autre situation les qualités dont il était doué se fussent développées ; mais sa naissance comme son mérite le reléguait au second rang. Henri IV tient une telle place dans l'histoire que ceux qui y figurent à côté de lui sont singulièrement effacés. » Il y avait ici un écueil difficile à éviter. Le fol amour du monarque sexagénaire pour la belle Charlotte de Montmorency, épouse de son neveu, Henri II de Bourbon, est raconté avec une rare délicatesse par M. le duc d'Aumale, et heureusement relevé par le tableau de la France, telle que la laissait un règne trop court, marqué par tant de prospérités et couronné de si nobles desseins. Nous touchons déjà au quatrième des Condés, à celui que la France a nommé *le Grand*.

Ici commence pour l'historien une carrière nouvelle qu'il ne peut manquer de parcourir avec autant de succès que d'éclat. La vie du grand Condé, c'est une page rayonnante d'un grand siècle. C'est Rocroy, Fribourg, Nordlingue, Lens, avec les rapprochements

glorieux et les contrastes illustres que de tels noms rappellent à l'esprit. C'est aussi la Fronde, et l'alliance avec l'étranger, expiée aux Dunes, mais réparée plus tard par de patriotiques exploits et des conquêtes durables. C'est enfin le repos des derniers ans écoulés dans la magnifique retraite et les superbes allées que Louis de Bourbon aimait à parcourir, « au bruit de tant de jets d'eau qui ne se taisaient ni jour ni nuit. » Sans oublier la distance qui sépare l'histoire du panégyrique, l'auteur saura peindre son héros tel qu'il fut, dans les camps comme dans les factions, à Chantilly comme à Versailles, aussi brusque dans ses saillies qu'impétueux dans ses victoires, et trouvant des interlocuteurs dignes de lui dans Corneille, Racine, Bourdaloue, Boileau. Il se rappellera l'admirable page où les règles de l'art militaire sont exposées si sûrement du haut de la chaire sacrée, et il mettra pour ainsi dire en action ce beau passage du Discours de Bossuet, où le génie de l'éloquence semble lutter avec celui de la guerre : « Dans le feu, dans le choc, dans l'ébranlement, on voit naître tout à coup je ne sais quoi de si net, de si posé, de si vif, de si ardent, de si doux, de si agréable pour les siens, de si hautain et de si menaçant pour les ennemis, qu'on ne sait d'où lui peut venir ce mélange de qualités si contraires. » C'est à l'historien de justifier ici l'orateur, tout en ramenant, comme c'est son droit, une figure glorifiée à des proportions plus humaines. Le demi-dieu de Bossuet ne perdra-t-il rien de son prestige dans les pages véridiques et sincères consacrées à ses derniers jours ? Le héros ne sera-t-il pas un peu amoindri par le courtisan ? Attendons la fin d'un beau livre qui promet plus d'une piquante révélation, et qui augmentera le lustre historique de notre temps, dùt-il dissiper quelques illusions, et faire regretter dans le siècle des belles âmes et des beaux génies le siècle des grands caractères.

JULES BONNET.

ESSAI SUR L'HISTOIRE DES EGLISES RÉFORMÉES DE BRETAGNE (1535-1808),
par B. VAURIGAUD, pasteur de l'Eglise réformée de Nantes.

PROSPECTUS (1)

Tel est le titre d'un ouvrage, qui formera 3 volumes in-8°, de 400 pages chacun. Cet ouvrage est le fruit d'un travail de vingt années, pendant lesquelles tout ce que le ministère évangélique laissait de loisirs a été employé à rechercher et à mettre en œuvre les documents relatifs au mouvement religieux, résultant de la Réforme en Bretagne. Tâche difficile partout et particulièrement ingrate dans cette province, mais qui n'a point été stérile. Beaucoup de documents, originaux ou inédits, sont parvenus à notre connaissance. Ils montrent que les nouvelles idées religieuses avaient pénétré dans cette contrée bien plus profondément qu'on ne le suppose d'ordinaire.

Les Eglises réformées de Bretagne n'ont manqué ni d'hommes éminents, ni de nobles caractères, ni de courageux confesseurs, ni d'héroïques martyrs.

Mettre en honneur les héros de la liberté religieuse et du devoir, qui ont fait passer avant leurs biens et avant leur vie elle-même les droits de Dieu, ceux de la vérité et ceux de la conscience, ce n'est pas faire œuvre de parti, ni de secte. C'est aider à l'histoire générale de la patrie, qui ne sera complète que si elle est, en même temps que l'exposition des faits, de leurs conséquences et de leurs causes, celle des idées, des croyances et des mœurs ; l'histoire de l'âme en un mot.

Le manuscrit est prêt pour l'impression. Chaque volume sera composé sans interruption et livré aux souscripteurs dans un délai de trois mois, à partir du jour où la souscription aura atteint le chiffre de trois cents souscripteurs.

Le prix de chaque volume est fixé à *cinq francs* pour les souscripteurs, et payable à la réception de chaque volume ; il sera ensuite porté à *sept francs*.

B. VAURIGAUD, pasteur.

(1) Nous sommes heureux de reproduire cet avis, en recommandant vivement l'important ouvrage de M. le pasteur Vaurigaud à tous nos lecteurs. (Réd.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

LES AMITIÉS DE CALVIN ⁽¹⁾

PHILIPPE MÉLANCHTHON

Dans le drame religieux du seizième siècle, parmi les figures si variées et si expressives des réformateurs français, suisses, allemands, il en est une qui attire singulièrement par un mélange de douceur et de gravité, de finesse et de candeur. C'est le maître vénéré de l'Allemagne, c'est l'ingénieux restaurateur des lettres antiques, le rédacteur du symbole le plus conciliant qu'ait produit la Réforme dans son opposition à l'Eglise romaine, l'homme enfin qui a le plus douloureusement senti les déchirements de la chrétienté. Sur son visage fatigué, dont le sourire n'est pas sans mélancolie, on lit la révélation d'une belle âme. On devine la charité qui ne soupçonne pas le mal, mais qui espère tout, et aime mieux se voiler la face que jeter l'anathème aux contemporains. A ces traits n'a-t-on pas reconnu l'ami et le modérateur de Luther, celui dont le héros de Worms disait dans un de ses

(1) Voir le *Bulletin* de juin dernier, p. 257.

épanchements familiers : « C'est la parole qui, pendant que je dormais tranquillement et que je buvais ma bière avec mon cher Mélanchthon, a tellement ébranlé la papauté que jamais prince ni empereur n'en a fait autant. »

S'il est dans ce siècle des contrastes enfantés par la grandeur des événements et l'originalité des caractères, un homme qui ressemble peu à Mélanchthon, c'est Calvin avec ses allures sévères et la double inflexibilité de son génie et de sa foi. Quelle douce intimité régna cependant entre ces deux hommes ! Avant de se rencontrer à Francfort et à Ratisbonne, ils éprouvaient déjà un mutuel attrait l'un pour l'autre. Ils avaient échangé plus d'une épître consacrée à la grande question du moment. La Réforme ne faisait que de naître, et déjà un fatal dissentiment divisait ses fils, les uns plus attachés à la lettre, les autres plus adonnés à l'esprit, dans l'interprétation du sacrement par lequel le Christ se communique au fidèle. L'antique château du Landgrave de Hesse, à Marbourg, fut témoin des débats contradictoires entre les réformateurs suisses et allemands, cherchant vainement une formule de concorde, et des larmes coulèrent des yeux de Zwingli lorsque Luther refusa de lui tendre une main fraternelle. Deux ans après, le réformateur de Zurich tombait mortellement frappé, sur le champ funèbre de Cappel ; Œcolampade le suivait de près dans la tombe, et Luther ne savait plus refuser un témoignage de sympathie et de respect à ces deux serviteurs du Christ rappelés avant lui dans l'éternel repos.

Durant son séjour à Strasbourg, Calvin unit ses efforts à ceux de Bucer pour dissiper les préventions de Luther contre les Eglises helvétiques. Il put espérer un moment d'y avoir réussi. Dans une lettre à Farel, du 12 décembre 1539, on lit ces mots : « Craton, un de nos graveurs, est revenu tout récemment de Wittemberg avec une lettre de Luther qui se termine en ces termes : « Saluez respectueusement Sturm et « Calvin dont j'ai lu les ouvrages avec le plus grand plai-

« sir (1). » Songe, cher Farel, à la façon dont je me suis exprimé sur l'eucharistie, à la candeur de Luther, et dis ensuite si nous avons de sérieux motifs d'être si fort en dissidence avec lui. D'un autre côté, Mélanchthon m'écrit : « Luther et Pomeranus saluent Calvin qui jouit auprès d'eux d'une grande faveur. » Philippe ajoute que certains personnages ayant montré à Luther un passage de mes écrits, où il est jugé assez sévèrement, Luther s'est borné à dire : « J'espère qu'un jour Calvin nous jugera avec plus d'équité : sachons en attendant supporter quelque chose de la part d'un si bon esprit (2). » Nous aurions mauvaise grâce, cher Farel, à ne pas être touché d'un si noble langage. Pour moi je n'y puis demeurer insensible. »

Ces favorables dispositions du réformateur allemand ne purent que s'accroître lorsque Calvin et Mélanchthon se rencontrèrent à Francfort, puis à Ratisbonne, et vécurent, durant plusieurs mois, dans une si parfaite harmonie. Calvin admira le doux génie de Mélanchthon, son savoir qui n'était surpassé que par sa rare modestie, et la grâce persuasive avec laquelle il savait traiter les questions les plus difficiles. Mélanchthon admira la haute intelligence de Calvin, ses explications si profondes du texte sacré, et il se plut à l'appeler le *théologien*. On aimerait à recomposer ces graves causeries de Francfort et de Ratisbonne, où l'austérité du sujet n'excluait ni les fines allusions, ni les mots piquants, et s'éclairait parfois d'un sourire inattendu. Un soir que l'on était à table, dans la vieille capitale de la Franconie, et que Calvin, distrait et rêveur, prenait peu de part à la conversation, Mélanchthon se penchant vers un des convives dit avec malice : « Notre théologien songe peut-être à se marier (3)! » Mélanchthon ne s'était

(1) « Saluta mihi Sturmium et Calvinum reverenter quorum libellos singularem cum voluptate legi. » Calvinus Farello, 12 calendas decembris 1539. Msc. de Genève.

(2) « Æquum est a bono ingenio nobis aliquid ferre. » *Ibidem*.

(3) Antonius Fontaninus Calvinus. Msc. de Genève. *Récits du seizième siècle*, p. 85.

pas trompé. Peu de mois après l'austère Calvin épousait Idelette de Bure.

Ce fut en Allemagne que Calvin reçut pour la première fois les députés qui venaient solliciter son retour à Genève. « Il y eut, dit-il, dans la première entrevue plus de larmes que de paroles. » Le réformateur hésita longtemps avant de consentir à retourner dans la cité du Léman où l'attendaient de si rudes épreuves et des combats plus durs que la mort. Il y rapporta l'amitié de Mélanchthon, dont les lettres vinrent plus d'une fois le consoler dans ses tristesses : « Plût à Dieu, cher Mélanchthon, qu'il nous fût donné, comme tu le dis, de communiquer plus souvent par écrit (1)! Le fruit que tu retirerais de mes lettres serait peu de chose comparé à ce que me fait éprouver la suavité des tiennes. Tu ne saurais croire à la masse d'affaires dont je suis ici accablé, presque écrasé. Parmi tant de soucis, ce qui me tourmente le plus, c'est que mon travail ne porte pas tous les fruits que j'en attendais, et la distance où je suis de toi, de plusieurs autres bons frères, me prive des consolations qui pourraient me soutenir dans mon labeur. Mais puisque nous n'avons pas le libre choix du lieu où nous devons servir le divin Maître, restons au poste qu'il nous a confié. Il est une chose du moins que la distance ne peut nous ravir : c'est cette précieuse union que le Christ a scellée de son sang, et confirmée par son esprit. Contentons-nous ici-bas de la bienheureuse espérance de la vie éternelle où nous pourrons nous aimer et nous entretenir tout à l'aise (2). »

Dans cette même épître, Calvin s'excusait d'avoir dédié à Mélanchthon, sans le consulter, un de ses écrits, sa réponse à Albert Pighius, sur le *Franc arbitre*. Mélanchthon l'en remercia dans les termes les plus flatteurs : « Rien ne pouvait, dit-il, m'être plus agréable que ce témoignage de ta bien-

(1) « Utinam vero, sicut dicis, sæpius nobis per literas colloqui liceret! etc. » Calvinus Melanchthoni, 14 cal. martias 1543. Msc. de Genève.

(2) « Ubi amore amicitiaque nostra fruemur. » *Ibidem*.

veillance. Je te rends grâces de ce que tu as voulu attester au monde entier ton amitié pour moi, en inscrivant mon nom aux yeux de tous sur un monument si honorable de ton génie. Tu me loues d'aimer la simplicité, et j'avoue qu'un tel éloge ajoute encore un prix de plus à ton hommage (1). »

L'année 1544 fut une époque critique dans les rapports du luthéranisme et de la Réforme. Luther vieillissant se montrait toujours plus absolu dans ses idées sur la question sacramentaire et plus amer contre les ministres des Eglises helvétiques, dont les formules différaient de la sienne. Dans sa *Courte confession* il attaqua vivement ceux qu'il appelait les adversaires du sacrement, Zwingli, Bucer; il n'épargna pas même la pieuse mémoire d'Œcolampade (2). Mélanchthon, qui n'était pas ménagé dans cet écrit, écrivait à Bucer : « Notre Périclès recommence à tonner au sujet de la Cène, et moi qui suis un homme de paix, je n'aspire qu'à rompre les liens qui me retiennent captif dans cette prison (3). » C'est la voix de Calvin qui s'élève dans cette circonstance pour excuser les emportements du réformateur saxon : « J'ose à peine te demander, écrit-il à Bullinger, de garder le silence, parce qu'il ne me semble pas juste d'être attaqué sans raison, ni de s'interdire la réponse, et que je ne suis pas juge de l'opportunité. Mais songe à la grandeur de Luther et aux éminentes qualités dont il est doué. Rappelle-toi surtout avec quel héroïsme, quelle force, quelle constance il a attaqué le pontife romain, et propagé la saine doctrine. Pour moi je l'ai souvent dit : Quand même il m'appellerait un démon, je lui rendrais tout honneur, et je ne cesserai jamais de le considérer comme un des plus illustres serviteurs de Dieu. Il est vrai que s'il a reçu en partage d'admirables vertus, il n'est pas sans défauts. Il ne s'applique pas assez à modérer cette ardeur qui bouillonne

(1) « Tanquam in illustri positam loco extare significationem amoris erga me tui voluisti. » Mélanchthon Calvin, xi maii 1543. Voir *Calvini Epistolæ et Responsa*, édition de 1576, p. 89.

(2) Hospinien, *Historia sacramentaria*, t. II, p. 326, 331.

(3) *Philippi Melanchthonis Opera*, édition Bretschneider, t. V, p. 464.

sans cesse en lui, à régler cette véhémence qu'il devrait uniquement tourner contre les adversaires de la vérité, au lieu de s'en faire une arme contre de fidèles ministres du Christ. Les flatteurs lui ont fait beaucoup de mal en l'accoutumant à se complaire dans ses propres vices. C'est à nous de les lui signaler librement, sans oublier les rares qualités qui le distinguent (1). » On ne peut citer cet hommage empreint de tant de sincérité, rendu avec tant de grandeur, sans regretter vivement que Luther et Calvin ne se soient jamais rencontrés ici-bas. Si le génie est une vertu, c'est surtout chez les hommes qui ont pour mission de rétablir le règne de la vérité sur la terre, et de faire concourir tous les dons du ciel à la réalisation de ce noble dessein!

Une occasion s'offrit bientôt à Calvin d'adresser à Luther un appel qui semblait devoir tourner au profit de la Réforme en montrant l'accord de ses deux chefs les plus illustres, dans une grave question qui se posait chaque jour dans les contrées soumises à la foi catholique. Le nombre était grand des âmes qui, détachées des erreurs de l'Eglise romaine, ne croyaient pas cependant devoir en sortir pour mettre d'accord leur conduite avec leur croyance. Les prétextes spécieux ne manquaient pas pour colorer un acte de faiblesse transformé en un scrupule de charité. Calvin n'hésita pas à diriger un de ses écrits les plus virulents contre ceux qu'il désignait sous le titre de *Faux Nicodémistes*, et pour donner plus de poids à son livre il sollicita l'approbation de Luther par l'intermédiaire de Mélanchthon (2). Un jeune seigneur de Savoie, converti à la foi évangélique, Claude de Senarclens, partit pour Wittemberg avec un double message du réformateur de Genève : « Je ne te demande, écrivait-il à Mélanchthon, qu'une seule faveur, c'est de me lire. Tout mon désir est de voir un accord si complet régner entre nous que nous ne différions

(1) « Nostrum tamen est sic reprehendere, ut præclaris illius donis aliquid concedamus. » Calvinus Bullingero, 25 nov. 1544. *Epist. et Responsa*, p. 113, 114.

(2) *Excuse aux faux nicodémistes*, Genève, 1544. *Opusculs*, p. 789.

pas même d'une syllabe. C'est à toi, je ne l'oublie point, de me précéder et non de me suivre. Si j'excède quelque peu la mesure en t'écrivant avec une telle familiarité, c'est que je compte sur ton indulgence et sur les bénéfices d'une amitié dont j'ai reçu tant de preuves (1). » Calvin, n'osant s'adresser directement à Luther, priait Mélanchthon de remettre à celui-ci une lettre ainsi conçue :

« Vénéré père en Dieu, comme je voyais mes compatriotes de France, ceux du moins qui des ténèbres de l'erreur sont revenus au pur Evangile, ne rien changer à leur profession extérieure, et continuer à suivre les cérémonies catholiques, comme s'ils n'avaient aucune connaissance de la saine doctrine, je n'ai pu m'empêcher de stigmatiser, comme il convient, une telle infidélité. Quelle foi, en effet, que celle qui demeure ensevelie au fond du cœur et ne se révèle par aucun acte au dehors? Quelle religion que celle qui se dérobe sous les apparences de l'idolâtrie? Ce n'est pas ici le lieu de développer un sujet que j'ai amplement traité dans deux écrits. Si vous daignez y jeter les yeux, vous verrez quel est mon sentiment à cet égard, et les raisons que j'invoque à l'appui. Bon nombre de Français, réveillés par cette lecture comme d'un profond sommeil, se demandent ce qu'il faut faire. Mais comme il est dur d'exposer sa fortune et sa vie, d'encourir la haine du monde, et de faire le sacrifice de sa patrie pour se vouer à un exil volontaire, beaucoup hésitent et cherchent de commodés prétextes pour ne point agir...

« Dans leurs doutes quelques-uns voudraient connaître votre sentiment à cet égard, et comme ils vous révèrent à juste titre, votre opinion ne peut manquer d'avoir un grand poids à leurs yeux. Ils m'ont donc prié de vous envoyer un messenger digne de confiance qui rapportât votre réponse à cet égard, et je n'ai pas pu me refuser à leur prière, parce qu'il

(1) « Scio quantum apud te pro singulari tua in me benevolentia liceat. » xii cal. febr. 1545. Msc. de Genève.

y va de leurs plus chers intérêts de sortir, à votre voix, de leurs perpétuelles incertitudes...

« Que ne m'est-il donné, vénéré père en Dieu, de pouvoir moi-même voler auprès de vous, pour jouir, ne fût-ce que quelques heures, de la douceur de votre entretien ! Je voudrais (et quels fruits n'en recueillerais-je pas ?) m'entretenir de ce sujet et de bien d'autres encore avec vous. Mais ce privilège qui ne m'est point accordé ici-bas, j'espère l'obtenir bientôt au ciel (1) ! »

Un intérêt particulier s'attache à cette lettre, la seule qu'ait écrite le réformateur français au réformateur allemand, et si digne de tous deux par le sentiment si élevé qui l'avait dictée. On regrette d'avoir à ajouter que ce noble message, si plein à la fois de modération et de respect, ne fut pas même reçu de celui auquel il était adressé. Le timide Mélanchthon n'osa pas le présenter à Luther, et il écrivit tristement à Calvin : « Je n'ai pas remis ta lettre au docteur Martin, car il se montre très-défiant, et il ne veut pas qu'on fasse circuler ses réponses à des questions de la nature de celle que tu lui as posée. Pour moi mon opinion t'est connue ; je ne puis différer de sentiment avec toi et avec tant de bons frères. Longtemps je me suis appliqué, par amour de la paix, à discuter ces questions ecclésiastiques, à éclaircir les points obscurs, à dissiper les malentendus, dans la mesure de mes faibles forces. Maintenant j'ai le cœur triste, et je n'attends plus qu'exil et malheur. Adieu en ce jour anniversaire de celui où Noé entra dans l'arche, et où Dieu témoigna ainsi qu'il ne laisserait pas périr son Eglise au milieu des flots agités du monde (2). »

Au moment où Calvin recevait la lettre de Mélanchthon, la querelle sacramentaire, quelque temps assoupie, se rallumait avec une nouvelle ardeur. Les ministres de Zurich venaient de

(1) « Quod hic in terris non datur, brevi spero in regno Dei nobis continget. » Calvinus Luthero, xii cal. febr. 1545. Msc. de Genève.

(2) « Se Ecclesiam suam etiam quum ingentibus fluctibus quassatam non deserere. » Melanchthon Calvino. Msc. de Genève.

publier une apologie en réponse aux attaques de Luther, et le rêve de conciliation si longtemps caressé par Calvin recevait chaque jour de douloureux démentis. Il n'hésita pas à blâmer l'excessive timidité de Mélanchthon, trop enclin à se taire lorsqu'il aurait dû parler : « Je loue, dit-il, ta prudence et ta modération. Mais, en voulant éviter un écueil, prends garde d'aller te heurter contre un autre, et d'encourir le juste blâme de ceux qui ont droit d'attendre de toi une affirmation précise et certaine en réponse à leurs doutes et à leurs perplexités. Je te l'ai dit plus d'une fois, cher Mélanchthon ; il ne me semble pas honorable pour nous de n'oser pas même signer avec de l'encre cette doctrine que tant de martyrs n'hésitent pas à signer de leur sang. Sais-tu si Dieu ne t'a pas ouvert la voie pour une manifestation pleine et entière ardemment désirée de ceux qui invoquent ton autorité, et le nombre en est grand ! » Le monde catholique s'appêtait alors à ouvrir à Trente ses solennelles assises. Aux yeux de Calvin l'heure était venue de réunir contre l'ennemi commun les forces éparses de la Réforme, et l'union des Eglises nouvelles ne pouvait naître que d'un pacte fraternel entre leurs chefs. L'omnipotence de Luther deviendrait elle-même un péril pour l'Allemagne, si elle ne trouvait un contre-poids dans l'opposition ferme et prudente de Mélanchthon : « Que dira de nous la postérité si nous aimons mieux abdiquer toute liberté que de déplaire, si peu que ce soit, à un seul homme ? Son esprit est véhément, je le sais, et son caractère a de redoutables violences. Que sera-ce si nous n'essayons d'y mettre quelques bornes ? Que peut-il arriver de plus malheureux à l'Eglise renaissante que de voir une nouvelle tyrannie se former dans son sein ? Pleurons ce mal, s'il est sans remède, et ne nous contentons pas d'exhaler notre plainte en secret, mais osons faire entendre un libre gémissment (1). »

La mort de Luther n'apaisa pas les discordes de la Réforme,

(1) « Sed audeamus aliquando liberum gemitum edere. » Calv. Melanchthoni, 28 junii 1545. *Epist. et Resp.*, p. 135.

et la guerre de Smalkalde y ajouta de nouveaux ferments. La défaite de Muhlberg et la proclamation de l'*Interim* plongèrent l'Allemagne dans une inextricable confusion. Quelques villes osèrent présenter des remontrances à l'Empereur, et protester contre un édit arbitraire, également odieux aux catholiques et aux protestants. Mais leur exemple eut peu d'imitateurs. Il se trouva même des théologiens complaisants pour tracer d'indulgentes théories, et prêcher la soumission comme une vertu. Le pieux Mélanchthon ne fut pas exempt de faiblesse, et son livre de Ἀδιάφορις, ou choses indifférentes, affligea ceux qui vénéraient le plus son caractère et ses vertus (1). Calvin fut de ce nombre : « Pardonne, cher Mélanchthon, si j'ose t'accuser en ce jour, et juge par là de la sévérité des jugements que j'entends partout porter contre toi. Tu me répondras, je le sais, que là où demeure entière la pureté de la doctrine évangélique, il n'y a pas lieu de s'inquiéter des choses extérieures ou indifférentes, telles que les cérémonies. Mais si ce que l'on me rapporte est vrai, tu donnes beaucoup trop d'extension à ces choses qui n'auraient nulle importance pour la piété. Tu ne peux ignorer, en effet, les monstrueuses altérations que le culte a subies au sein de l'Eglise romaine. Si nous avons retranché les plus intolérables abus, est-ce pour les rétablir sous un autre nom, afin que nos adversaires triomphent de l'Evangile lui-même?... Tu as trop cédé dans cette circonstance; ne t'étonne pas si tu es aujourd'hui blâmé de plusieurs, et si je viens, à mon tour, déposer ma plainte dans ton sein (2). » Mélanchthon se tut, et son silence parut à Calvin l'aveu d'une faute, dont la victoire de l'électeur Maurice, bientôt suivie de la paix de Passau, et du rétablissement

(1) L'assemblée de Leipsig avait déclaré que dans les articles indifférents, tels que ceux qui concernent les cérémonies, on doit obéir aux volontés d'un supérieur légitime. Cette décision fut attaquée avec une extrême véhémence par Flacius Illyricus. Mélanchthon formula ainsi sa pensée : *In ceremoniis tolerandam esse aliquam servitutem quæ tamen sit sine impietate*: principe dangereux, qui rouvrirait la porte à bien des abus!

(2) « Dabis veniam quod miserabiles istos gemitus in sinum tuum exonerò. » 18 junii 1550. Msc. de Genève.

de la liberté religieuse en Allemagne, amortit heureusement les effets.

La querelle sacramentaire n'avait pas cessé d'agiter les esprits, et la voix des Osyander, des Westphal, plus luthériens que Luther lui-même dans l'interprétation des sacrements, attisait le feu des discordes. Mélanchthon lui-même, le savant rédacteur de la Confession d'Augsbourg, était en butte aux plus vives attaques : « Je vis ici, écrivait-il à Calvin, comme dans un essaim de guêpes furieuses. Ah ! quand me sera-t-il donné de passer de cette vie mortelle au céleste collège, vers lequel tendent tous mes désirs ! Que de choses j'aurais à te dire, si je pouvais converser avec toi ! Je connais ton intégrité et ta rare candeur (1). » Au moment où Calvin recevait ce message, il avait à soutenir lui-même, à Genève, des luttes théologiques très-vives, auxquelles le nom de Mélanchthon était mêlé par un calcul habile de ses adversaires, travaillant, mais sans succès, à brouiller deux hommes dont l'amitié, au sein de plus d'un dissentiment de doctrine, est un des spectacles consolants de cet âge. Moins rigoureux que Calvin dans ses formules sur la grâce, plus enclin à concilier les droits de la toute-puissance divine et de la liberté de l'homme dans l'œuvre mystérieuse du salut, Mélanchthon évitait avec soin de s'expliquer sur la doctrine de la prédestination, clef de voûte de la théologie calviniste, et sa réserve à cet égard était interprétée comme une condamnation par les adversaires de Calvin. Celui-ci répondait, non sans grandeur : « Celui qui veut nous mettre en combat, Mélanchthon et moy, fait grand tort à l'un et à l'autre, et mesme à toute l'Eglise de Dieu. J'honore Mélanchthon, tant pour le scavoir excellent qui est en luy que pour ses vertus, et surtout qu'il a si fidèlement travaillé à soutenir l'Evangile. Si je trouve à redire en luy, je ne le dissimule pas, comme il me donne liberté de le faire. De son costé, il y a des tesmoins qui scavent combien il

(1) « Scio integritatem animi et candorem in te summum esse. » Cal. octobris 1552. *Epist. et Resp.*, p. 238.

m'aime, et je scay qu'il aura en détestation ceux qui prennent couverture de luy pour détracter, en quoy que ce soit, ma doctrine (1). »

Un procès dont le retentissement douloureux n'est pas près de finir, et qui demeure un deuil non moins qu'un scandale pour la Réforme, montra l'accord de Calvin et de Mélanchthon sur un point, hélas ! où l'on aimerait à constater un dissentiment, si léger qu'il fût, entre les deux réformateurs. Le 27 octobre 1553, Genève avait eu son auto-da-fé ! Servet n'était plus, mais sa cendre jetée au vent n'avait pu emporter dans l'oubli la mémoire du déplorable attentat consommé contre la liberté de conscience par les disciples du culte en esprit. Au lendemain de cet acte néfaste, Calvin crut devoir publier un livre où, tout en défendant la doctrine chrétienne contre de téméraires attaques, il invoquait le droit du glaive contre l'erreur. Un exemplaire de cet écrit fut envoyé à Mélanchthon, dont le miséricordieux génie semblait devoir protester contre un système implacable : « J'ai lu, écrivit-il à Calvin, le livre dans lequel tu réfutes si amplement les horribles blasphèmes de Servet, et je rends grâces au Fils de Dieu, arbitre du saint combat par lequel tu as si bien mérité du siècle présent et à venir. Je souscris sans réserve à tes conclusions. J'affirme que les magistrats de Genève ont agi avec justice lorsque, à la suite d'un jugement régulier, ils ont livré à la mort cet impie (2). » On éprouve un mélange d'humiliation et de douleur à transcrire ces lignes, qui montrent si bien la puissance des préjugés séculaires, aux époques qui semblent le plus dignes de s'en affranchir, et les courtes lumières de l'homme, même le meilleur !

Les dernières années de Mélanchthon s'écoulèrent au milieu d'âpres controverses pour lesquelles il n'était pas fait, et qui lui arrachent de continuels gémissements dans ses lettres : « Il

(1) Aux seigneurs de Genève, 6 octobre 1552. *Lettres franç.*, t. I, p. 361, 362.

(2) « Affirmo vestros magistratus juste fecisse quod hominem blasphemum, re ordine judicata, interfecerunt. » 24 oct. 1554. *Epist. et Resp.*, p. 306.

faudrait, écrit-il, verser plus de larmes que l'Elbe ne roule de flots pour déplorer dignement de si tristes discordes. » Il ne put que se traîner, en 1557, au colloque de Worms, pour tenter, mais sans succès, un dernier effort de conciliation entre les partis. L'année précédente, Calvin s'était rendu à Francfort pour travailler, de son côté, à la pacification des esprits. Il ne put pas même obtenir une conférence avec les ministres luthériens de cette ville, et il partit sans avoir vu Mélanchthon, que sa santé frêle et languissante retenait à Wittemberg. Il lui écrivait le 2 août 1557 : « Te revoir est toujours le plus cher de mes vœux, avant que Dieu ne nous rappelle à lui, et je mourrai content s'il m'est donné de jouir encore une fois sur la terre de ta douce société (1). » Vœu touchant, exprimé au bord de la tombe, et qui ne devait se réaliser pour ces deux grands serviteurs de la vérité que dans un monde meilleur, où elle apparaîtrait sans voile à ceux qui l'ont aimée.

Mélanchthon ne vivait déjà plus que dans la retraite, de ces douces affections du foyer domestique qui manquèrent trop tôt à Calvin, et qui reposent les âmes tendres comme les âmes fortes des fatigues de la destinée. C'est dans cet intérieur visité par l'épreuve, consacré tour à tour par la joie et les larmes, comme toute demeure terrestre, qu'on aime à contempler le « maître de l'Allemagne » mêlant la prière à l'étude, et saluant pour ainsi dire l'aube d'un jour meilleur dans le sourire, les réponses ingénues d'un enfant. *Sancta simplicitas!* ce mot d'un martyr revient plus d'une fois à la mémoire, quand on lit les détails des derniers jours de Mélanchthon. C'est un temple pour lui que l'école, et « la petite Eglise, » comme il l'appelle, lui fait un moment oublier les misères et le douloureux enfantement de la grande. Rien n'égale sa sérénité dans une longue agonie. Presque à la dernière heure, son gendre Peucer lui ayant demandé s'il désirait quelque chose : « Rien que le ciel ! » répond-il ; et ses lèvres murmurent encore une der-

(1) « Quo alacrius ad mortem properem, jucundissimo tuo conspectu semel adhuc terra frui. » 3 nonas augusti 1557. *Epist.*, p. 398.

nière prière lorsque sa voix a cessé de se faire entendre. Le 19 avril s'éteignit cette grande lumière, qui avait eu ses phases, ses vacillations, mais qui n'avait jeté que de bien-faisantes lueurs parmi les hommes.

Nul ne ressentit plus que Calvin le vide qui s'était fait au sein de l'Eglise par la disparition de celui qu'il avait toujours tendrement aimé, malgré d'inévitables divergences. On se souvient de cette touchante invocation : « O Mélanchthon ! Mélanchthon ! c'est à toi que j'en appelle, qui, déjà recueilli dans le sein du Christ, nous attends au séjour de l'éternelle paix. Que de fois, fatigué de travaux, accablé de tristesse, tu m'as dit, en laissant reposer ta tête sur mon sein : « Dieu me « donne de mourir sur ce cœur (1) ! » Et moi aussi j'ai mille fois souhaité ce suprême bonheur, de vivre avec toi ! Tu aurais eu plus de courage à marcher au combat, à mépriser l'injure et la calomnie, à contenir dans de justes bornes ceux qui ont abusé de ta grande bonté, qu'ils taxaient de faiblesse. » Calvin, lui-même, avait plus d'une fois appelé de ce nom cette rare douceur et cette flexibilité d'esprit qui n'avaient pu préserver Mélanchthon de l'outrage des partis, toujours implacables pour ceux qui n'épousent pas leurs passions. Dans les jours de renouvellement, c'est le sort commun des hommes qui servent d'instruments aux desseins providentiels, âmes fortes ou douces, cœurs héroïques ou débonnaires, de se retirer tout meurtris du combat de la vie. Chacun a son rôle, dont les limites sont marquées par ses imperfections mêmes. L'idéal que l'humanité ne réalisera sans doute jamais, serait une âme qui saurait unir les contraires, la mesure dans la force, la foi dans la charité, et concilier dans une sainte harmonie Calvin et Mélanchthon.

JULES BONNET.

(1) « Utinam, utinam moriar in hoc sinu!... » Calvinus contra Heshusium, *Opera*, t. VIII, p. 724.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

L'HYMNE DU PRINTEMPS

CONTENANT LES MÉDITATIONS DE L'HOMME RÉGÉNÉRÉ
SUR LA CONSIDÉRATION DE LA PRIMEVÈRE
PAR YVES ROUSPEAU (1)

1.

Quand je voy après l'hiver
Arriver
La saison prime, et nouvelle,
Qui adoucit l'air et l'eau,
De nouveau
Qui la terre renouvelle.

2.

Il me souvient des beaux cieux
Gratieux,
Exempts de toute froidure,
Où comblé de tous plaisirs
Et desirs,
A tousjours le printemps dure.

3.

Mes esprits de tous costés
Transportez
Pour voir du monde le temple,
De se souvenir de Dieu
En tout lieu
Trouvent matière bien ample.

4.

Lorsque je regarde en haut,
Du Très-Haut
Je voy la vertu notoire ;
Les cieux tant bien compassez,
Font assez
Reluire en tous lieux sa gloire.

5.

Quand je voy à mon réveil
Le soleil
Luisant faire son office,
Resjouir les humains
De leurs mains
Qui font divers exercice.

6.

Heureux, dis-je, plusieurs fois,
Les bourgeois
De Sion, voians sans cesse
Christ le céleste flambeau
Clair et beau,
Les remplissant de liesse.

(1) Rien de moins connu que les poésies du ministre Yves Rouspeau, ce disciple de la *Pléiade*, parfois supérieur à ses maîtres. Sous une forme allégorique trop prolongée, l'*Hymne du Printemps*, offre de réelles beautés, et plus d'une strophe charmante où se révèle un poète chrétien. Nous empruntons ce morceau à l'*Histoire des Eglises réformées de Pons, Gemozac, etc.*, par M. Crottet. Le nom d'Yves Rouspeau n'est pas même mentionné dans l'ancien *Bulletin*.

7.

Quand un zéphire soufflant,
 Doux-coulant,
 Par l'air serain se promaine;
 Quand il jette doucement,
 Bellement
 Son souffle et sa douce haleine;

8.

A donques je ramentoy
 A par moy
 Du Saint-Esprit l'efficace,
 Qui souffle en nous bien souvent
 Comme un vent,
 Nous remplissant de sa grâce.

9.

L'air muet, paisible et doux,
 Sans courroux,
 Sans apparence d'orage,
 De Dieu figure la paix
 Pour jamais
 Destinée à notre usage.

10.

Le temps calme et adoucy,
 La merci
 Divine me représente,
 Et de Christ le doux pardon
 En pur don
 Que sa grâce me présente.

11.

Le temps qui est modéré,
 Tempéré,
 Montre la température
 Des fidèles qui par foy
 De la loy
 De Dieu suivent la droicture.

12.

La chaleur qui tousjours croist.
 Qui s'accroist,

Rendant la terre fertile,
 Montre le zèle puissant
 Et croissant,
 Des croians à l'Évangile.

13.

Le ciel qui faict découler
 Et couler
 En bas l'heureuse rosée,
 Dont en avril et en may,
 Vert et gay,
 La terre est tout arroucée;

14.

De l'Évangile éternel,
 Supernel,
 La vertu bien dispensée
 Qui arrouse les espritz
 De grand pris
 Me réduit en la pensée.

15.

Des arondelles le soin
 Qui de loin
 Sentent le chaut qui s'approche,
 Et cognoissent par raison
 La saison
 Du printemps qui leur est proche;

16.

Me font or pour l'avenir
 Souvenir
 De la prudence fidelle
 Des eslus, qui en leur temps,
 Tous contents,
 Viennent quand Dieu les appelle.

17.

Quand j'entens avec plaisir
 A loisir,
 Du rossignol la musique;
 Mes sens sont adonc recors
 Des accords
 De l'harmonie angélique.

18.

Quand aussi parmi les bois
 J'oy la voix
 De maint oiseau qui fredonne,
 En recordant par ce son
 Ma leçon,
 A louer Dieu je m'adonne.

19.

Quand je voy au mois d'avril,
 Doux subtil,
 Les honnestes colombelles
 Faire bien honnestement
 Bellement
 L'amour du bec et des aisles ;

20.

Cet amour au vray me peinct
 L'amour saint
 De Christ aimant son Eglise,
 Parée de loyauté
 Et beauté,
 De toutes la plus exquise.

21.

Voiant des filles du ciel
 Le doux miel,
 Voiant leur coulante cire,
 De leur ouvrage jaloux,
 Fruict si doux
 Qu'elles porter je désire ;

22.

Lorsqu'en prenant mes esbatz,
 Les lieux bas
 Je voy à la prime-verre,
 Je rencontre maint sujet,
 Et object
 Delectable et salutaire ;

23.

Contemplant les arbres morts
 Bouter hors

Feuilles et fleurs de plaisance,
 Et le grain ressusciter
 Et jeter

L'herbe propre à la semence ;

24.

De la resurrection

Mention

Je fay lors en ma memoire ;
 M'asseurant qu'après la mort

Mon corps ord

Ressuscitera en gloire.

25.

OEilladant parmy les prés

Diaprés,

Les fleurs de diverses sortes,
 Et des jardins les valeurs

En odeurs

Douces, suaves et fortes ;

26.

Il me souvient de l'odeur

Remply d'heur

Des fleurs de la foy non feinte,
 Qui recréent tous les sens,

Comme encens

De Dieu, et de la gent sainte.

27.

Considérant les champs verds,

Tous couvers

Et tapissez de verdure,

Laquelle sentant le chaut

Soudain faut

Et peu en son estre dure ;

28.

Je fay soudain des discours

Sur le cours

De toute la vie humaine ;

Je voy mesme des enfans

Triomphans

La belle forme estre vaine.

29.

Je cognoy du genre humain
 L'estre vain
 Sembler aux roses fleuries,
 Qui, sans faire long séjour,
 En un jour
 Sont décloses et flaitries ;

30.

Ou bien à la fleur de lis
 Tant polis
 Qui soudain change et se passe,
 Souvent l'homme jeune et beau
 Du tombeau
 Sent la soudaine menace.

31.

Maint simple aiant le pouvoir
 D'esmouvoir
 Le corps ; mainte plante habile.
 Et convenable à purger
 Sans danger
 Le flegme et la double bile ;

32.

Me faict souvenir des mœurs
 Et humeurs
 De mon ame vitieuse,
 Qu'il faut repurger bien fort
 Par l'effort
 D'une drogue précieuse.

33.

Christ en la croix estendu
 Et pendu
 Pour oster mon malefice,
 Aiant seul pour mon forfait
 Satisfait
 A la divine justice ;

34.

Est le seul et vrai moyen
 Qui fort bien

Mes péchez purge et efface ;
 C'est le salut esprouvé,
 Et trouvé
 Plein de céleste efficace.

35.

Comme le malade boit
 Et reçoit
 Au printemps la médecine,
 Aiant envie et dessein
 D'estre sain,
 Ostant du mal la racine ;

36.

Ainsi veux sans répliquer
 M'appliquer
 Par foy jointe à penitence,
 De Christ la purgation,
 Potion
 Propre pour ma conscience.

37.

Voiant les tendres boutons
 Et jettons
 Du sep de la vigne torse,
 Qui espond sur les ormeaux
 Ses rameaux,
 Et d'aporter fruit s'efforce ;

38.

De Christ et des membres siens,
 Vrais chrétiens,
 Je considère l'image :
 Le fidèle en Christ enté
 Et planté
 Porte fruit de bon courage.

39.

Voiant par mons et par vaux
 Les troupeaux
 Lainés prendre leur pasture,
 Et les pasteurs, et bergers
 Fort légers,
 En avoir songneuse cure ;

40.

me semble en vision
De Sion
Voir tant la troupe etherée,
Que maint pasteur qui la paist
Et repaist
D'une manne bien heurée.

41.

Bref je fay comparaison
Par raison
Toute claire et manifeste,
De ce printemps terrien
Riche en bien,
Et de la vie céleste.

42.

Voiant comme il met dehors
Ses trésors
Et richesses incognues :
Je voi d'esprit bien souvant
M'eslevant
Jusque par dessus les nuës.

43.

Regardant en lieux divers
L'univers
Orné de choses si belles,
Et dont mes sens sont ravis,
Mon avis
Je di à par moy d'icelles.

44.

Si'il faict, di-je, si beau voir
Le manoir
Tant des bestes que des hommes,
Si nous, tant vils animaux,
Rien ne vaux
Tant bravement sommes ;

45.

Quels sont de Dieu les palais?
Non pas laids,

Ils sont beaux par excellence ;
Riches et délicieux
Sont les lieux
Où Dieu faict sa demeure.

46.

Si les hommes entachés
De péchés,
Et qui faillent à toute heure,
Ont ici bas l'usufruit,
Et le fruit
D'une si belle demeure.

47.

Quel est l'habitable au pris
Des espritz
Tout saints, et des sacrés anges
Qui ne cessent d'entonner
Et sonner
Au ciel de Dieu les louanges?

48.

Heureux qui d'un zèle ardent
Regardant
L'estat du monde visible,
Pense, et médite à par soy
Par vray foy
Quel est le monde invisible.

49.

Heureux des fois plus de cent
Qui ressent
De Dieu la bonté insigne,
Voiant d'un et d'autre bout
Ce grand tout
Qui lui sert d'un sacré signe.

50.

Le sage voyant des yeux
Ces bas lieux,
S'en sert comme d'une eschelle
Pour monter jusqu'au saint lieu,
Là où Dieu
Faict sa demeure éternelle.

51.

Mais le fol d'entendement
Grandement
Déçu en son sens qui erre,
Veut seulement s'esjouir
Et jouir
Des biens qu'apporte la terre.

52.

L'homme sage et prevoiant,
En voiant
Les biens dont ce siècle abonde,
Avoir un estre inconstant,
Ne s'attend
A rien qui soit en ce monde.

53.

Mais le fol mal avisé,
Abusé
De sa chevance mondaine,
S'y fie, et met son espoir,
Sans prevoir
Sa cheute proche et soudaine.

54.

L'homme qui n'est jamais seur
Possesseur
Du revenu transitoire
Du monde aiant maint apas,
Ne doit pas
S'eslever en vaine gloire.

55.

Mais d'un cœur humilié
Deslié
Des liens d'outrecuidance,
Sans icy-bas s'amuser,
Doit viser
A la céleste chevance.

56.

Tout ce qui se voit à l'œil,
Du cercueil

Sent la ruyne assurée :
Mais ce qui ne se peut voir
Doit avoir
Une éternelle durée.

57.

O Dieu, mon père et sauveur,
En faveur
De ton Christ fay moy la grace,
Tant que pourray respirer,
D'aspirer
Au ciel pour y voir ta face.

58.

Fay que voiant chaque part,
Le bel art
De ceste ronde machine,
Il me serve d'un miroir
Pour y voir
Ton excellence divine.

59.

Fay que plein d'aise et ferveur,
Ta grandeur
En tes ouvrages j'adore,
Et qu'ès œuvres de tes mains
Vrais témoins
De ta vertu, je t'honore.

60.

Fay que par un tel object,
Et subject
Qui à mes yeux se présente,
J'aye tant plus grand desir
A loisir
De voir ta face presente.

61.

Mais cependant que j'attens
Et pretens
De te contempler en gloire,
Et de faire quelque jour
Un séjour
Au pole cons^{er}atoire;

62.

Donne icy quelque repos
 A mes os,
 Sauve en ce temps ton Eglise,
 Comme en pareille saison,
 La maison
 D'Isaac fut mise en franchise.

63.

Ainsi qu'oiant les saints vœux
 Des neveux
 Du bon Jacob, ta largesse
 Au printemps les fit partir,
 Et sortir
 D'Egypte pleine d'opresse :

64.

Ainsi en ce renouveau,
 De nouveau
 Fais voir par toute la France
 Que de ta gent tu as soin,
 Au besoin
 La tirant hors de souffrance.

65.

Comme en un temps adouci,
 L'endurci
 Pharaon avec sa sequelle,
 Fut plongé jusques au fons
 Et profonds
 De l'eau qui lui fut mortelle ;

66.

Qu'ainsi les cruels tyrans
 Martirans
 Les amateurs de justice,
 Puissent ores recevoir
 Et avoir
 Le guerdon de leur malice.

67.

Bande contre ces pervers
 L'univers ;
 Arme toute créature,
 Pour à tous ces phariens
 Faux chrestiens
 Livrer une guerre dure.

68.

Quand du joug des ennemis
 Nos col mis
 Seront en pleine franchise,
 Nous chanterons ton saint los
 En l'enclos
 Sacré de ta sainte Eglise.

69.

Et comme le peuple Hebrieu
 O grand Dieu,
 Comme la race Abramide,
 Délivrée de la mort
 Près du bord
 De l'élément froid-humide,

70.

Voiant les merveilleux faits
 Et effets
 De ta dextre glorieuse,
 Chanta de cœur et de voix
 Les exploits
 De ta main victorieuse ;

71.

Ainsi de ton fameux nom
 Et renom,
 Nous ferons bruire la gloire :
 De ta délivrance et paix
 Pour jamais
 Nous aurons bonne mémoire.

L'ACADÉMIE DE SAUMUR ⁽¹⁾

CINQ LETTRES A DU PLESSIS-MORNAY

1598-1618

Les cinq lettres qui suivent ont été découvertes dans un résidu d'archives provenant de la Forêt-sur-Sèvre, et paraissent inédites. Elles offrent de l'intérêt, non-seulement à cause des noms dont elles portent la signature et de l'illustre personnage auquel elles furent adressées, mais encore et surtout en ce qu'elles donnent des détails sur le collège et l'Académie fondés à Saumur par Du Plessis-Mornay.

Nous reproduisons textuellement les originaux, qui nous ont été communiqués par M. Léon Audé, ancien secrétaire général de la préfecture de la Vendée.

I

A MONSIEUR, MONSIEUR DU PLESSIS, GOUVERNEUR POUR LE ROY

A SAULMUR (2).

Monsieur, nostre compagnie a esté joyeuse d'entendre de voz nouvelles et bonne volonté qu'avés à avancer la gloire de Dieu et bien de son Eglise, nous assurant que persevererés de mieulx en mieulx.

Quant à ce que desirés de nostre dite compagnie pour ayder à dresser une bonne Université en la ville de Saumur, elle y a doné ordre le mieulx qu'il luy a esté possible, come vous fera entendre nostre frère, Monsieur de Machefer. Nous vous prions de fere que par vostre soing et diligence nous puissions voir bientost ladite université dressée pour le plus grand bien de nostre jeunesse, quy comance a y jester l'œil, ayant assurance que vous donérez ordre d'y avoir quelques excellenz personages. Sur quoy nous priérons Dieu, Monsieur, vous avoir, en sa sainte protection et sauvegarde.

De Montpellier, ce VI^e jour de juing 1598.

(1) Voir la Notice imprimée dans le I^{er} volume (1^{re} série) de ce recueil, pages 303-316.

(2) Au dos, de la main de Du Plessis-Mornay : *Messieurs du Synode, pour le collège.*

Vos humbles et bien affectionnés pour vous servir, les ministres
et anciens assemblés en synode national,

BERAULD, esleu pour modérateur de l'action; MONTIGNI,
adjoint; DE MACEFER, scribe.

II

A MONSIEUR, MONSIEUR DU PLESSIS, CONSEILLER DU ROY EN SES CONSEILS
D'ESTAT ET PRIVÉ, CAPPITAINE DE CINQUANTE HOMMES D'ARMES DE
SES ORDONNANCES, GOUVERNEUR POUR SA MAJESTÉ EN LA VILLE ET
GOUVERNEMENT DE SAUMUR (1).

Monsieur, nous avons entendu, par les lettres qu'il vous a pleu
nous escrire et celles de Messieurs les pasteurs et anciens de vostre
Esglise de Saumeur, le contentement que vous avés de M. Capel (2)
et vostre desir de le faire recevoir au ministère pour servir en vostre
ditte Esglise avec sa profession hébraïque en l'Académie, si nous
pouvons vous le laisser absolument, sinon à la mesme condition du
prest.

Nous louons Dieu de la grace qu'il lui faict d'en estre trouvé capa-
ble, et sommes bien aise qu'il continue le service que vous recevés
et esperés recevoir de luy en vostre ditte Académie et Esglise jusques
à ce que nous en ayons besoiñ en la nostre; ne pouvant nous
departir absolument du droit que nous avons sur luy, ainsy que
nous l'escrivons plus particulièrement ausdits sieurs pasteurs et
anciens. Dont nous vous supplions de nous excuser et trouver bon-
nes nos réservations nécessaires pour le bien de nostre dite Eglise,
qui vous tesmoignera en toutes occasions l'honneur et service qu'elle
désire vous rendre de la mesme affection que nous prions Dieu,
Monsieur, qu'il vous continue ses saintes graces et vous tienne en
sa sainte garde.

De Bourdeaux, ce 7^e jour de l'an 1613.

Vos très-humbles et plus obéissans serviteurs, les pasteurs, an-
ciens et diacres de l'Eglise réformée de Bourdeaux,

G. PRIMROSE, pasteur; J. CAMERON, pasteur; D. MANIALD,
ancien; LAPEYRERE, ancien; THIBAUT, ancien;
GAULTIER, diacre; DUMAS, diacre.

(1) Au dos : *Messieurs de l'Eglise de Bourdeaux.*

(2) Voir *France protestante*, vol. III, p. 202.

III

A MONSIEUR, MONSIEUR DU PLESSIS, GOUVERNEUR DE LA VILLE, CHATEAU
ET SENESCHAUSSEE DE SAUMUR (1).

Monsieur, je me resjouis quand j'ay quelque légitime occasion de me ramentevoir à vostre affection, laquelle se daigne perpétuer en la personne des miens, selon la recongnissance que mon frère m'en a fait entendre, à laquelle de bon cœur je joins aussi la mienne. Cela est de vostre piété ordinaire d'animer par vos louables encouragemens et salutaires conseils ceux qui se disposent à l'œuvre du sanctuaire, les faisans passer au delà des appréhensions que leur peuvent causer les ennuys de ceste profession et les difficultés èsquelles ils voyent trop ingratement plongés plusieurs bons personnages qui ont consommé toute leur huyle au service de l'Eglise.

Sur tout nos Esglises doivent beaucoup à vostre sage prévoyance et instante poursuite, laquelle a, contre l'espérance et presque contre raison, attiré Monsieur Gomarus en vostre Académie. Sa piété et suffisance, qui m'est fort bien connue, prendra nouvelle vigueur par vostre présence; le tout pour le progrès de nostre jeunesse en la cognoissance des saintes lettres.

Ces jeunes gens, qui vont pour quelque temps séjourner parmi les exercices de vostre collége, ont désiré avoir de moy le moyen de vous offrir leur humble service et s'acquérir l'honneur d'estre cognus de vous. Je n'ay besoin de vous en faire plus ample prière, vostre naturel s'estant tousjours monstré affable et benin à tous. Je chéris d'autant plus l'éducation d'iceux que, par plusieurs combats, je les ay arrachés d'un air contagieux et des carresses de leurs parens papistes, afin de les rendre, par les bons enseignemens et exemples qui sont à Saumur (ou ont réputation de s'y rencontrer), sinon grands élèves au moins bons chrestiens et membres considérables en l'Eglise; et Dieu m'en donne plus de joye que de plusieurs autres qui ont fait à leur retour une fin qui démentoit l'adresse qu'on leur avoit laissée. Et seroit à désirer que ceux qui ont l'œil et conduite de ces esprits tendres les abbrevassent plus soigneusement de la doctrine qui est selon piété, les sevrans tant qu'ils peuvent de

(1) Au dos : *M. Basnage, pasteur de l'Eglise de Carentan.*

la vanité du siècle, laquelle entame bien avant les plus sains si on ne les retient en la modestie et modération chrestienne.

Au reste, nous sommes icy comme la nuée entre deux vents, présage de quelque mutation, sans que par le train des affaires nous sachions ce qu'avons à craindre ou à espérer. Le monde se monstre accompagné de tant de dégoust et appétits divers, souvent incompatibles, qu'il ne peut plus promettre une longue santé, si ce qui est de vigueur se peut ainsi appeler. Dieu, en sa grande patience, cache le passé et gouverne l'advenir et doint à la prunelle sa guérison, quelle que soit l'infirmité de l'œil; disposant chasquun selon son rang aux devoirs où la piété et la nécessité le convie, sans que les intérêts et l'abondance de leurs sens ayent par dessus la conscience et équité tant de souveraineté.

Surtout je prie sa faveur paternelle de continuer en long jours ses bénédictions sur vous, vous conservant pour contribuer vostre secours aux malheurs du temps, quoy que vostre désir, veu tant de malices et desguisemens, tende ailleurs comme bien avancé vers le centre et le repos des esprits fidelles. Et cependant je vous supplie de me faire tousjours part de vostre affection accoustumée comme à celuy qui sera, comme tousjours, Monsieur, vostre humble serviteur.

BASNAGE.

Ce 19 de juin 1615.

Bel original olographe, cacheté en cire rouge.

IV

A MONSIEUR, MONSIEUR DU PLESSIS, A SAUMUR (1).

Monsieur, je vous ay escrit par Monsieur de Villarnoul; cela m'empeschera de vous répéter les mesmes choses.

J'envoye à Saumur trois de mes fils pour estre mis au collège. Si j'eusse creu plusieurs personnes, qui me le déconseilloient, je les eusse envoyé aillieurs, car je ne vous dissimuleray point que plusieurs désertent le collège de Saumur, disans que les maistres y font mal leur devoir et que les escholiers y preinent trop de licence. L'Eglise de Dieu vous a l'obligation de l'avoir dressé; aussi ne croy-

(1) Au dos : *M. Du Moulin*. C'est le célèbre ministre de Charenton.

je pas le mal qui s'en dit, scachant que les pères sont malaisés à contenter et les enfans malaisés à conduire.

Hier le roy fut en la court de parlement où il proposa à la court qu'il recevoit les princes à pardon pourveu qu'ils revinssent à leur devoir dans quinsaine; s'ils y falloient qu'alors le roy y pourvoiroit.

M. de Castille est envoyé en Suisse pour lever six mille Suisses. Le roy a approuvé le fait de Sanserre, car on a peur, sur ces commencemens, d'offenser ceux de la religion, lesquels se trouveront divisés, et par conséquent foibles et odieux. Le discord de nos grands cause ce mal : l'orage fondra sur Paris, où nous avons à craindre en dehors les forces des princes et en dedans la furie d'un peuple qui impute ce mal à ceux de la religion, voyant la royne assistée par M. de Rohan, M. de Sully, M. de Candales, Chambray et autres qui tiennent icy le haut du pavé. Les jésuites parmi cela ne sont point oisifs.

L'ambassadeur d'Angleterre ayant fait sa proposition, il y a quinze jours, n'a reçu aucune réponse et n'attend que le commandement de son maistre pour s'en retourner. Voilà à quoy sont revenus tant de festins et tant de magnificence.

Si les princes viennent à bout de leurs desseins, vous verrez d'autres mouvemens sur le partage du butin. On offre à M. d'Espèron la charge de connétable, au refus de M. de Guise; M. de Créquy est après à obtenir le tiltre de duc et pair. Bref tout va icy d'un estrange biais. Dieu, dont la première œuvre a esté de tirer la lumière des ténèbres, peut de ces confusions tirer l'ordre et la conservation de son Eglise. Je le prie qu'il vous bénie et conserve.

De Paris, ce 8^e de septembre 1616.

Vostre très-humble et très-affectionné serviteur, DU MOULIN.

Très-jolie lettre olographe, avec petit cachet ovale, en cire rouge, portant l'Agneau pascal au-dessous de trois étoiles.

V

A MONSIEUR, MONSIEUR DU PLESSIS, GOUVERNEUR DE LA VILLE, CHATEAU
ET SENESCHAUSSEE DE SAUMUR, A SAUMUR (1).

Monsieur, les tesmoignages que vous avez tousjours donnez de

(1) Au dos : *MM. du Synode d'Anjou.*

vostre zèle à l'avancement du règne de Dieu continuent de paroître à toutes occasions. Nous ne pouvons qu'en louer le Seigneur et le prier que, vous ayant conservé jusques à présent, il lui plaise veiller de plus en plus sur vous en la multitude de ses bénédictions.

Nous avons travaillé sur l'affaire duquel il vous a plu nous escrire; et, toutes choses meurement considérées, avons pris des conclusions desquelles nous espérons que vous recevrez contentement, et l'Académie avec nos Eglises le fruit qu'elles en peuvent désirer, bien marris que nous sommes que nostre dite Académie se trouve maintenant comme destituée et déserte d'escoliers, quant à ce qui est de la théologie. Cela nous advertit de la remettre en tel estat qu'à l'advenir telle chose n'advienne plus et que cet œuvre qui a esté basti en vos jours et duquel vous avez esté le principal autheur, ne se voye point décheoir; mais que comme ç'a esté une lumière en ce royaume et en nostre province, aussi nous jouissions de plus en plus de ce bénéfice et que la postérité ayt sujet, par ce moyen comme par tant d'autres, de se souvenir à jamais de vous.

Ici prions-nous de rechef le Seigneur pour vostre prospérité, demeurez, Monsieur, vos bien humbles et affectionnés serviteurs.

Les pasteurs et anciens des Eglises de nostre province assemblés en synode; et au nom de-tous,

E. LEBLOY, modérateur de l'action; BOUCHEREAU, adjoint;
VIGNEU, pasteur, esleu pour recueillir les actes;
RABOTEAU, secrétaire.

Pour copie conforme : PAUL MARCHEGAY.

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
DE MARSEILLE (1)

1696-1708

Par des lettres de Marseille du mois de février 1701, on est informé : Que plusieurs aumôniers ont fait déferer les confesseurs

(1) Voir pages 33, 144, 193, 231 et 368.

de leurs galères, et que leur parlant avec douceur, ils leur ont dit que le roi avoit accordé la liberté à une quarantaine de nouveaux convertis, sur la relation qu'on lui avoit donnée de leur conduite. Qu'à l'égard des religionnaires, il ne prétendoit pas qu'on violentât personne pour la religion, mais que s'il y en avoit qui voulussent abjurer, il leur donneroit liberté, et qu'on les mettroit dans le bague qu'on va faire pour les instruire, et que lors que les aumôniers qui les auroient instruits, produiroient des certificats qu'ils font bien leur devoir, on les libéreroit plus facilement qu'étant sur les galères; qu'ils seroient bien couchés dans cet endroit-là, hors des fatigues de la campagne, et des craintes des mauvais traitemens des comites; que quant à ceux qui n'auroient pas abjuré, le roi leur donnoit encore une année pour songer à eux et au bien qu'il leur fait faire en bon prince. L'aumônier de *la Fortune* y ajouta des menaces, mais d'autres se contentèrent de dire que le roi étant plein de bonté, donneroit liberté à ceux qui voudroient embrasser la religion romaine de leur mouvement, ne voulant point de conscience forcée, ni qu'on chagrinât personne pour ce sujet.

Des lettres de Marseille, du 11 avril 1701, portoient qu'il étoit venu des ordres de la Cour pour libérer ceux qui avoient été condamnés à tems et qui avoient achevé leur terme; ce qui donna de l'espérance à plusieurs de nos frères qui étoient de ce nombre. Mais par d'autres lettres du 15 juin, on apprend que les noms de plusieurs de nos frères qui étoient sur les listes de ceux qui, ayant achevé le tems de leur condamnation, devoient être libérés, auroient été rayés; entr'autres ceux de M. Clément Patonier, de M. Abel, Marc Antoine, et Etienne Damouin, de M. Serres le jeune, de Du Clos de *la Valeur*; qu'un autre condamné aussi à tems, nommé Jacques Chau, ayant été appelé devant M. l'intendant, le sieur Des Angles, secrétaire, lui demanda s'il étoit de la religion, et lui ayant répondu qu'oui, ce secrétaire lui répliqua qu'il n'y avoit point de liberté pour des *opiniâtres*. Quelque tems auparavant, il étoit venu un ordre de délivrer un forçat luthérien, mais on refusa de le libérer, sur ce qu'il refusa d'abjurer sa religion. Environ ce temps-là, on donna liberté à un grand nombre d'invalides. Quelques frères de cet ordre nommés Paloyer, et Marueges, étant venus avec les autres chez le commissaire pour avoir leur décharge, quelqu'un dit au sieur Des Angles que ces deux-là étoient de la

religion, sur quoy il leur dit de s'en retourner, que leur liberté n'étoit pas là. Comme ils se retiroient, le commissaire leur dit de rester, que leur liberté y étoit, pourvu qu'ils fissent abjuration : mais ces bons fidèles répondirent généreusement à cet offre qu'ils ne vouloient point de liberté à ce prix-là ; sur quoy on les ramena en galère. M. Garnier et quelques autres furent aussi nommés, mais l'argousin sachant qu'ils étoient de la religion les empêcha de comparoître. Cependant on tenoit pour constant que le roi avoit accordé la liberté à tous les invalides, sans exception, à la réserve de cinq ou six pour le poison. Mais d'autres grands scélérats étant libérés, ces bons frères ont été laissés dans les fers.

Il paroît de là, jusqu'où va l'injustice et la dureté de ces officiers et leur haine contre notre sainte religion, puisque c'est l'unique cause pourquoy ces gens de bien sont retenus dans l'esclavage, contre toute sorte de justice, et même contre les ordres du roi. En même temps on est édifié de la sainte constance de ces mêmes fidèles, et de leur attachement à la profession de la religion, puisqu'ils préfèrent la continuation de ce cruel esclavage à la liberté qu'on leur offre sous condition de renoncer à la vérité. Dans le mois d'août 1701, on a renouvelé les ordres de tenir tous nos frères à la chaîne, sous peine aux argousins de cinquante livres d'amende et d'être cassés, s'ils les déferrent. Cette rigueur a cessé au bout de quelques mois. Un aumônier a fait de grandes violences, au nommé Etienne Sales, pour l'obliger à lever le bonnet lors de la messe ; mais ce frère a résisté vigoureusement.

Extrait de lettre de M. Jean Serre, le troisième des frères, du 17 mai 1702 :

M. de Lençonnière est toujours au fort de Saint-Nicolas, avec mon pauvre frère le puîné. Ils font leur ordinaire ensemble, et se consolent mutuellement par leurs pieux entretiens. Mais ce cher frère est dans un très-mauvais cachot, privé entièrement du jour, et si humide que même ses habits pourrissent sur lui. C'est une grande merveille que Dieu lui conserve la vie dans une si affreuse caverne, elle est à 17 ou 18 pieds sous terre. J'ay eu le bonheur de les y pouvoir visiter deux fois, et je puis vous assurer qu'ils y vivent fort contents et très-soumis à la volonté de Dieu.

1^{er} juillet 1702, M. David Serres, le second des trois frères, décrit

ainsi l'état où il se trouve dans son cachot de Saint-Nicolas à Marseille :

Il ne faut pas s'étonner si je me trouve un peu indisposé de tems en tems, et même assez souvent, car outre que je suis d'un tempérament assez foible, c'est que d'ailleurs le lieu où je suis renfermé est si triste et si mal sain, et l'air qu'on y respire si grossier et si corrompu, qu'il est comme impossible qu'on y jouisse longtemps d'une parfaite santé. Il faut, en effet, que ce séjour soit bien affreux, puisque lors que le médecin de l'hôpital royal me vint visiter, il ne put s'empêcher de dire, en présence de M. le major, qu'il s'étonnoit comment un homme pouvoit vivre dans ces cavernes une année seulement. Et sur ce que je lui dis qu'outre l'incommodité pour laquelle je l'avois principalement fait appeler, j'étois aussi sujet au mal de dents, ayant déjà été obligé de m'en faire arracher cinq, il me répondit que si je restois ici guère davantage, il falloit que j'y perdisse non-seulement les dents, mais aussi la cervelle. Il disoit apparemment cela parce que le pauvre M. Del... perdit effectivement l'esprit dans ces sombres cachots, et que du depuis quelques autres ont été aussi sur le point de devenir entièrement insensés. Il faut avouer que ces grottes sont terribles, et à moins que d'être soutenu et fortifié d'une façon particulière par la bonté miséricordieuse de Dieu, il ne seroit presque pas possible qu'on ne perdît bientôt le sens dans un lieu comme celui-ci. Nos grottes sont présentement beaucoup plus obscures et plus affreuses qu'elles ne l'étoient du tems que notre bon frère, le sieur Ragatz, y était enfermé. La raison de cela est qu'on auroit écrit à M. de Lensonnière, quelques mois après qu'il fut ici, et qui fut malheureusement surpris ; ce billet, dis-je, donna occasion à nos supérieurs de faire resserrer les grilles des pertuis qui donnent de l'air à ces basses fosses, du côté de la basse-cour, et de faire mettre sur la bouche des mêmes pertuis, au dedans des cachots, des plaques de fer percées en forme de crible, dont les trous sont extrêmement petits, de sorte que nous ne recevons plus, au travers de ces grilles et de ces plaques, que quelques très-foibles rayons d'une lumière réfléchie, et fort peu agréable. Je suis même celui qui en reçoit le moins, parce que mon soupirail n'a qu'une seule barre ouverte du côté de la basse-cour. La lumière ne s'y introduit que par deux fentes si étroites qu'on n'y sauroit seulement passer le bout du petit

doigt. Aussi est-il vrai que je ne saurois ni lire, ni écrire, ni faire quelque autre chose semblable, à moins d'avoir une lampe allumée; et comme la citerne répond précisément au fond de la caverne où je suis, cela la rend extrêmement humide.

Nous avons quelques espérances, que M. le médecin qui nous visita, pourroit nous faire changer de situation. Mais M. de Ménonville, notre commandant, n'a pas voulu entendre parler de nous accorder ce soulagement. La dureté de nos dominateurs est telle, qu'à moins qu'il ne plaise à Dieu qui est admirable en conseil et riche en moyens, de nous délivrer de leurs mains, ou de leur inspirer des sentimens plus doux, quelque violentes maladies qui nous puissent survenir, nous ne devons pas nous flatter d'obtenir le moindre adoucissement; mais nous devons nous préparer à finir nos jours dans ces tristes sépulcres, peut-être même sans secours et sans remèdes; car à l'égard des remèdes, M. le médecin refusa absolument de m'en ordonner, disant que ceux que je prendrois dans un lieu si humide et si corrompu, me feroient beaucoup plus de mal que de bien. Nos autres frères, qui sont dans les autres forts ou sur les galères, ne sont guère mieux que nous. Et nous pouvons dire très-certainement les uns et les autres que si nous n'avions espérance en Christ qu'en cette vie seulement, nous serions les plus misérables de tous les hommes; car enfin quelle plus grande misère peut-on s'imaginer que celle d'être chargé de chaînes, rongé par la vermine, exposé à la fureur d'un comite barbare, assujetti à des peines et à des travaux excessifs, dans la compagnie d'une foule d'impies et de scélérats, qui ont toujours le blasphème ou l'impureté dans la bouche! Quelle plus grande misère peut-on s'imaginer encore que celle d'être privé de la lumière du jour pendant des années entières, d'être livré en proie à l'avarice et à la sévérité d'un concierge impitoyable, et de se sentir mourir pour ainsi dire à tout moment. *Sic illum feri ut sentiat se mori*, disoit autrefois Néron à ceux dont il se servoit pour exécuter ses cruels ordres. C'est à peu près ce que l'on pratique aujourd'hui à notre égard. On trouve qu'il y auroit trop de douceur et d'humanité à nous faire mourir tout d'un coup: On veut nous faire sentir notre mort par des coups redoublés, ou, pour mieux dire, on veut nous faire sentir plusieurs différentes morts, en nous faisant périr peu à peu par les langueurs et les amertumes d'un long et rigoureux esclavage.

vage. Que nous serions donc malheureux si toutes nos espérances étoient renfermées dans les étroites bornes de cette misérable vie ! Ceux-là même qui jouissent de la plus grande prospérité dans ce monde, sont toujours très-malheureux, s'ils n'espèrent aucun bonheur après leur mort, parce que toute leur prospérité, toutes leurs vaines espérances et tous leurs faux biens périssent avec eux dans un instant. *Vitæ summa brevis spes non inchoare longas*, dit Horace dans une de ses odes. Ce poète n'ayant aucune vraie connoissance du bonheur à venir, avoit raison de parler de la sorte. Car tant lui que ceux à qui il parloit, auroient eu tort de fonder de longues espérances sur une vie aussi courte. Mais loué soit Dieu de ce que nous, qui sommes chrétiens, pouvons tenir un tout autre langage que celui que tenoit ce poète payen. Loué soit Dieu de ce que nonobstant la brièveté de notre vie, et la grandeur même de nos misères corporelles, nous pouvons pourtant former non-seulement de longues espérances, mais même des espérances éternelles. Loué soit ce bon Dieu qui nous a donné les yeux de notre entendement illuminés afin que nous sachions quelle est l'espérance de sa vocation, et quelles sont les richesses de la gloire de son héritage dans les saints.

Il est vrai que par rapport aux choses temporelles, mes compagnons et moi ne saurions être plus dignes de compassion que nous le sommes, puisque nous sommes exposés à des souffrances très-grandes, très-amères, et continuelles ; car nos maux sont grands, et en grand nombre, et ils se multiplient même tous les jours. Mais que sont dans le fond tous ces maux en comparaison des biens éternels et infinis que nous attendons ? Et quel sujet n'avons-nous pas de nous consoler et de nous réjouir au milieu de nos misères, quand nous pensons qu'en sortant de cette courte et misérable vie, nous entrons dans la possession d'une vie infiniment heureuse, et qui ne finira jamais ? Quel sujet n'avons-nous pas de nous consoler et de nous réjouir au milieu de nos peines quand nous pensons que notre *légère affliction qui ne fait que passer produit en nous le poids éternel d'une gloire excellente* ? Que nos ennemis nous traitent donc avec tant de sévérité qu'il leur plaira ; qu'ils nous ravissent et la lumière du jour et tous les autres petits avantages de cette chétive vie ; ils ne sauroient pourtant nous ravir notre consolation, ni le prix de nos glorieuses espérances, car nous

savons à qui nous avons cru, et nous sommes persuadés qu'il est puissant pour garder notre dépôt jusqu'à ce jour bienheureux auquel nous recevrons le parfait accomplissement de toutes les grandes et magnifiques promesses de notre glorieux et miséricordieux Rédempteur. Dès à présent même, malgré toutes les oppositions de nos fiers ennemis, le divin soleil de justice, qui porte la santé dans ses ailes, nous éclaire dans nos cachots ténébreux de ses lumières salutaires et vivifiantes. Il répand dans nos âmes par les doux rayons de sa face bénite, cette joie glorieuse et inénarrable dont parle saint Pierre. Il nous rend la parfaite délivrance de tous nos ennemis, la fin de toutes nos souffrances, et le commencement de notre parfaite félicité. Il est vrai que la mort est le roy des épouvantements, mais c'est seulement à l'égard des mondains, et non à l'égard des fidèles qu'elle est un objet de terreur et d'effroy. La raison de cela c'est que les mondains faisant consister tout leur bonheur dans la jouissance de cette vie temporelle et de ses vains plaisirs, et n'envisageant la mort que comme le plus grand de tous les malheurs, et l'entière destruction de leur fausse félicité, ils ne sauroient y penser sans en être effrayez, et sans s'abandonner même à des pensées de désespoir et de débauche. *Mangeons et buvons car demain nous mourons*, disent ces profanes. Mais les vrais fidèles, loin de se laisser épouvanter par les pensées de la mort, et d'en prendre occasion de s'abandonner à la sensualité et aux délices du péché, tirent au contraire de cette méditation, des motifs de sanctification et de joie, pour mépriser les maux et les biens, les douceurs et les amertumes, les plaisirs et les afflictions de cette vie passagère. *Facile contemnit omnia, qui se semper cogitat esse mortuum*, dit très-bien saint Jérôme dans l'une de ses lettres. — Cependant, comme de nous-mêmes nous ne sommes que foiblesse et que fragilité, et que ce n'est point ni du volant, ni du courant, mais Dieu qui fait miséricorde, je vous conjure de redoubler l'ardeur de vos saintes prières, pour nous tous en général, et en particulier pour moy. Priez aussi pour la conversion et pour le salut de ceux qui nous persécutent. Car assurément, leur aveuglement est bien déplorable, et ils sont bien dignes de nos larmes et de notre compassion.

Ce qui suit est extrait d'une lettre du même M. David Serres, du 31 octobre 1702, du fort Saint-Nicolas, à M. Jean Serres, son frère, renfermé dans un cachot de l'Hôpital :

Vous savez quelque innocents que nous fussions, mes compagnons et moi, lorsqu'on nous relégua dans le lieu où vous êtes, cependant parce qu'il plaisoit à nos supérieurs de nous regarder comme criminels à leur mode, ils nous tinrent réduits, pendant quatre mois entiers au pain noir et aux fèves de la galère, et à l'eau toute pure, sans vouloir absolument nous permettre de recevoir le moindre secours de dehors. Et outre cela, on nous tint pendant tout ce tems-là presque continuellement, nuit et jour, renfermés dans nos tristes cachots, sans nous ouvrir que pour nous donner le pain, les fèves et l'eau ; et cela dans une saison où il faisoit une chaleur étouffante, et où nous avions de la peine à respirer.

Et un peu plus bas :

Quoy que vous soyez très-mal dans le lieu où vous êtes, je vous estime bien plus heureux que de retourner dans les galères, pour y être exposé à de continuels troubles et à de perpétuelles alarmes : pour y être rongé tout vivant par les poux et par les punaises, et pour y entendre tous les jours mille impiétés, mille blasphèmes, mille impuretés et mille ordures. Pour moi, quelque mal que je sois dans mon cachot ténébreux et humide, et où je pourris presque tout en vie, je m'y estime pourtant plus heureux, que si j'étois encore sur ces gibets flottans, où j'ay été horriblement tourmenté dans mon corps et dans mon esprit. Armons-nous tous d'une sainte patience, et prenons surtout le bouclier de la foy, par lequel nous puissions éteindre tous les dards enflammés du malin. Pensons sans cesse à la fidélité immuable des promesses de Dieu, et abandonnons-nous sans aucune réserve à la puissante protection de ce glorieux Créateur, dans l'assurance que s'il est pour nous, rien ne pourra être contre nous, et qu'après avoir brisé Satan sous nos pieds, et nous avoir fait surmonter tous les obstacles qui traversent notre course, il nous recueillera enfin dans la possession de son héritage incorruptible et dans le triomphe éternel de sa gloire, malgré toutes les violences de nos persécuteurs, et toutes les oppositions de la chair et du sang. *Encore un peu de tems, et celui qui doit venir viendra, et Il ne tardera point.* Encore un peu de tems, et nous verrons finir toutes nos souffrances, toutes nos peines, tous nos travaux, tous nos combats, et toutes nos larmes par notre glorieuse entrée dans le bienheureux séjour de l'immortalité. Dieu nous en fasse la grâce ! Amen.

Extrait d'une autre lettre du même, du mois de septembre 1702, parlant de M. Pierre Serres, l'aîné des trois frères :

Je vois avec un sensible déplaisir que ce cher frère est plus incommodé que jamais des tristes restes de ses cruelles bastonades, et que ses douleurs sont à présent si grandes et si violentes, qu'il ne sauroit même vêtir son justaucorps sans être aidé. C'est ce qui me pénètre jusqu'au fond de l'âme.

Dans la suite de ladite lettre le même fait un détail de la visite que lui rendit dans son cachot M. de Ménonville, commandant du fort Saint-Nicolas, et de l'entretien qu'ils eurent ensemble : Il me demanda, dit-il, si je ne voulois pas prendre enfin quelque résolution pour me tirer d'ici. Je lui répondis qu'il y avoit dix-sept ans que ma résolution étoit prise. Et quelle est cette résolution ? répliqua-t-il. C'est, lui dis-je, d'attendre patiemment la volonté du Seigneur, et de souffrir toutes choses plutôt que d'abandonner ma religion. Il ne manqua pas là-dessus de me traiter d'opiniâtre et d'entêté, et après quelques discours : Voyons, dit-il, votre cachot, s'il est bien propre. Je pris le capotin qui m'avoit été envoyé l'année passée, et l'ayant déplié, je lui montrai les grandes brèches que la pourriture y avoit déjà faites, en lui disant : Voyez, Monsieur, comment mon cachot est propre, et comment il accommode mes hardes. Ce Monsieur ayant avancé sa main pour toucher ledit capotin, et l'ayant trouvé pourri, se contenta de dire : Voilà qui est gâté. Vous avez besoin d'en avoir un autre. Voilà toute la consolation qu'il me donna. Mais de parler de me mettre en un lieu plus propre et moins humide, pas un mot. On vint ensuite à se remettre sur le chapitre de la religion et ce Monsieur voulant me persuader que je devois embrasser la religion romaine pour me tirer d'ici, je répondis en deux mots que je préférois ma religion et mon salut à ma liberté, et à ma vie même ; qu'ainsi ce seroit inutilement qu'on me presseroit là-dessus.

Un autre Monsieur (1) qui étoit avec lui, m'ayant dit que je me saurois dans leur religion aussi bien que dans la nôtre, et que je pourrois bien faire ce que tant d'autres ont fait, je lui répondis que ceux qui ont embrassé le papisme, l'ont fait uniquement par intérêt, ou pour conserver leurs biens, ou pour se mettre à couvert

(1) *En marge* : C'étoit M. d'Herville, ci-devant résidant à Genève, mais alors inconnu à notre confesseur.

de la persécution, et qu'en un mot, ils ont fait ce qu'il leur a plu; mais que je n'étois nullement disposé à les imiter; et que, du reste, j'étois très-éloigné de croire de pouvoir me sauver dans l'Eglise romaine, puisque si je l'avois cru, je n'aurois pas souffert ce que je souffre depuis dix-sept ans, n'ayant dépendu que de moi de ne pas venir en galère, et d'en sortir par le changement de religion, après y être venu. — Car croyez-vous, lui dis-je, que je voulusse souffrir par plaisir ce que je souffre? La souffrance n'est point aimable par elle-même; ainsi je serois bien aise de n'avoir rien à souffrir. Ho! me dit-il, c'est qu'on se fait un mérite de souffrir pour la religion. Un mérite, lui dis-je, c'est bon aux catholiques romains à se faire un mérite de souffrir, eux qui croient le mérite des bonnes œuvres; mais pour nous, nous ne reconnoissons de mérite qu'en un seul Jésus-Christ. M. le commandant s'avisa de me chanter la chanson ordinaire, savoir que c'étoit Calvin qui avoit fait et inventé notre religion; que notre religion n'étoit que depuis Calvin; que nos grands-pères et leurs prédécesseurs étoient catholiques romains. A cela je répondis en deux mots que ce n'étoit point Calvin qui avoit fait notre religion, mais que c'étoit Dieu qui en étoit l'auteur, et que cette religion étoit aussi ancienne que l'Ecriture sainte, et même plus ancienne. Que du reste il ne s'agissoit pas de savoir si nos prédécesseurs avoient été catholiques romains, mais de savoir laquelle des deux religions étoit la véritable religion de Jésus-Christ. Que pour cet effet il falloit les confronter l'une et l'autre avec l'Ecriture sainte, et voir laquelle des deux y étoit la plus conforme. Ce Monsieur là m'ayant dit qu'ils se fendoient sur l'Ecriture sainte aussi bien que nous, mais que nous l'expliquions autrement qu'eux, et que nous donnions un mauvais sens, je me contentai de lui demander s'il croyoit que cette Ecriture contînt tout ce qui est nécessaire pour le salut; et m'ayant répondu qu'oui, qu'il le croyoit, contre la coutume de ces Messieurs qui n'avouent pas facilement cela, je lui dis que si cela étoit, il ne falloit donc rien croire ni rien enseigner qui ne fût contenu dans cette Ecriture. Or faites-moi voir dans cette Ecriture l'invocation des saints, le culte des images, le culte des reliques, le purgatoire, etc. Il s'avisa de me répondre que nos ministres ne regardoient pas l'invocation des saints, ni le culte des images comme une chose essentielle. Nous ne regardons pas cela comme une chose essentielle? lui dis-je; non-seulement

nous le regardons comme une chose essentielle, mais comme une idolâtrie. A ces paroles, M. de Ménonville me regarda fixement, et je ne say si ce ne fut pas dans cet endroit, qu'il me dit d'une manière un peu insultante, que j'étois ici enveloppé dans les ténèbres, mais qu'il craignoit qu'il n'y eût encore de plus grandes ténèbres dans mon esprit que celles qui étoient dans mon cachot; sur quoi je me contentai de lui répondre doucement, qu'à la vérité je n'étois pas fort éclairé à plusieurs égards, mais que par rapport à la religion je souhaitois qu'il n'y eût pas de plus grands aveugles que moi, et des esprits plus ténébreux que le mien. Au reste ce M. le commandant s'avisa de me dire que c'étoit par intérêt que nos ministres restoient dans notre religion et que c'étoit aussi par intérêt qu'ils nous y entretenoient. Par intérêt? lui dis-je, c'est ce qu'on pourroit dire de votre pape, car en restant dans sa religion il porte une triple couronne sur la tête. C'est ce qu'on peut dire de vos cardinaux et de vos évêques, qui ont de très-riches revenus. Mais nos pauvres ministres, hélas! à peine ont-ils de quoi vivre et s'entretenir honnêtement avec leurs pensions. D'ailleurs, quel intérêt y a-t-il à s'exposer à être exilé, condamné aux galères, à la prison et à la mort même, comme y sont esposés nos ministres dans ce tems? il n'y a que l'amour de la vérité qui puisse produire cet effet.

Il n'eut rien à me répondre là-dessus; mais dans le cours de la conversation, il ne cessa de me traiter d'opiniâtre, d'entêté, et même d'autres plus grandes duretés. Ils m'exhortèrent, en me quittant, à me tirer d'ici en changeant de religion, et moy je leur dis que je priois Dieu de tout mon cœur qu'il leur fit conoître la fausseté de la religion romaine et la vérité de la nôtre.

MÉLANGES

NOTES SUR ISAAC CASAUBON (1)

La fameuse conférence de Du Plessis-Mornay avec du Perron occupe une grande place dans les *Ephémérides*. Quoique plus tard Casaubon ait cru nécessaire de décider contre Du Plessis-Mornay en

(1) Voir *Bulletin* d'août, p. 388.

faveur de l'évêque d'Evreux, et de déclarer que sur le terrain de la controverse l'avantage était resté au prélat catholique, il ne cessa jamais de manifester le plus grand respect pour l'illustre homme d'Etat dont les avis éclairés rendirent tant de services à Henri IV. Passons maintenant aux extraits des *Ephémérides*.

« III. *kal. maii* [29 avril]. Oh ! que les espérances des mortels sont vaines ! Après une oisiveté de tant de jours j'avais résolu aujourd'hui de m'ensevelir dans ma bibliothèque, pour y vaquer exclusivement à mes études. Mais voici des lettres du roi qui m'ordonnent de me transporter sur-le-champ à Fontainebleau, pour y assister à la conférence au sujet de la discussion projetée entre le seigneur Du Plessis, et l'évêque d'Evreux. Tout un jour de perdu.

« Je me propose deux choses pendant ce voyage : l'une, que partout où je me trouverai je combatte, si l'occasion se présente, pour la vérité de Dieu ; et, en particulier que je pourvoie aux affaires de ma famille. Quant à ce dernier point, l'entremise de Rosny me donnera des facilités ; car à lui seul j'ai confié jusqu'à présent le secret de mes tristes préoccupations domestiques... »

« *Prid. kal. maii* [30 avril]. Je suis arrivé à Fontainebleau d'après les ordres du roi. Ma première visite a été pour M. de Villerai. J'ai été ensuite conduit au monarque, qui m'a donné de grandes preuves de sa bienveillance. Il ne m'a presque rien dit encore de l'affaire au sujet de laquelle nous sommes convoqués ; ce que j'en ai appris a été par d'autres personnes. On ne sait pas encore comment cette conférence aura lieu. Que le Seigneur Dieu inspire ceux qui ont à discuter une affaire aussi importante et qu'il fasse de plus en plus luire sa vérité. »

« *Kal. maii* [1^{er} mai]. Après le dîner nous nous sommes rendus chez le roi sur l'ordre qui nous en avait été signifié, et nous avons passé près de trois heures à parler de cette affaire de Du Plessis. Quand à ce qui nous concerne rien de plus agréable pour nous, rien de plus poli que cet entretien. Si au contraire on songe à la cause qui forme le sujet du débat, rien de plus triste, rien qui soit plus opposé à mon espérance et à mon sentiment. Il est certain que l'on remet en question l'esprit de notre réforme. Cet ancien zèle qui jusqu'ici avait réchauffé l'espoir de tous les gens pieux n'existe plus. Il s'agit maintenant de faire valoir auprès de l'évêque de Rome le zèle, la piété, les œuvres même du roi... »

« IV. *non. maii* [2 mai]. L'illustre de Thou, le savant Pithou sont arrivés. Après le dîner ils se rendent chez le roi ; quant à moi, je vais voir mes amis. »

« v. non. maii [3 mai]. De très-grand matin, convoqués par le roi, nous allons au conseil où Sa Majesté montre la requête de Du Plessis, la dernière pièce qui ait été présentée touchant cette affaire. Après avoir fait appeler l'évêque d'Evreux, qui était surtout en cause dans le procès, le monarque a résolu de faire signifier à Du Plessis qu'il était impossible de lui accorder ce qu'il sollicitait. Du Plessis est ensuite mandé, et le chancelier lui annonce, à lui même, la décision royale. Du Plessis à son tour refuse d'accepter des conditions qui lui semblent injustes, et elles l'étaient en effet, à moins qu'il n'eût insulté son ennemi et ne l'eût défié à un combat singulier. Ayant appris cette réponse, et le refus de comparaître exprimé par Du Plessis, le roi a résolu de passer outre. On nous commande donc de nous trouver là à trois heures ; l'ordre m'en est donné à moi en particulier. Mon esprit est plongé dans une inquiétude difficile à concevoir, et je ne sais à quelle décision m'arrêter. Je ne veux pas, d'un côté, offenser Dieu ; de l'autre je serais fâché, sans un motif sérieux, de sembler vouloir désobéir aux ordres du roi. Que faire ? prendrai-je donc séance parmi ceux qui se préparent à condamner un livre dont la doctrine est pieuse et sainte ? Ajoutez à cela que l'Eglise de Paris m'a dépêché Du Moulin dans le seul but de me dissuader de paraître à la conférence, dût-il m'en coûter les plus sévères tourments. Quel parti prendre ? Seigneur mon Dieu, soutenez-moi dans cette angoisse. Mes amis me défendent, presque tous, de tenir compte de cette interdiction. Il s'agit en effet, non pas de doctrine, mais du livre de Du Plessis. Rien ne doit être entrepris contre la doctrine ; quant à l'ouvrage en question, chacun peut en penser ce qu'il juge à propos, et il serait on ne peut plus funeste de confondre les deux points de manière à ce que l'on crût qu'attaquer le livre serait *ipso facto* infliger un outrage à notre foi ; tel doit être l'esprit de nous tous, le mien, principalement. Je suis en effet cité en qualité de ministre du roi, et je ne pourrais refuser sans encourir sa juste indignation. Cette journée s'est passée au milieu de ces affreuses angoisses, ô Dieu éternel, calme cette agitation de mon esprit ! »

« iv. non. maii [4 mai]. Je me suis rendu de très-bon matin dans mon jardin, et là j'ai supplié l'Eternel qu'il veuille m'enlever de la terre des vivants et me recevoir au ciel avant que par excès de prudence ou par imprudence je fasse quoique ce soit contre un homme aussi distingué par sa piété.... J'hésite entre deux alternatives, quant à ce qui se rapporte à cette conférence. O Dieu, révèle-moi ce qu'il faut que je fasse ! Donne-moi la constance nécessaire pour que

j'accomplisse pieusement et résolument ce qui aura été pieusement décidé. Exauce, ô Dieu éternel, la supplique que je te présente. Au moment où j'écris ces lignes, le roi me fait demander. Je me rends auprès de lui et je passe toute la matinée avec lui dans sa galerie. Le chancelier, le président de Thou, Pithou et quelques autres conseillers se trouvaient là aussi. Bientôt arriva le président Dufresne-Canaye. Le roi raconte à celui-ci que Du Plessis, ayant changé d'idées a promis d'accepter la discussion avec l'évêque d'Evreux. La veille au soir, se conformant aux avis de plusieurs personnes, il avait renoncé à sa première résolution, mais seulement à la condition suivante : L'évêque d'Evreux lui donnerait aussitôt la liste des passages formant le sujet de la discussion entre cinq cents qu'il se vantait de pouvoir alléguer; de plus le prélat lui permettrait de consulter les ouvrages qu'il avait fait transporter de la ville. Vers minuit l'évêque d'Evreux envoya à Du Plessis soixante-deux passages annotés sur lesquels il se proposait de disputer avec lui ; il lui fit transmettre en même temps des livres que cependant il redemanda quatre heures plus tard ou cinq tout au plus. A huit heures du matin la discussion devait commencer, et pour cette raison le roi nous avait mandés. Tandis que le roi nous explique toutes ces circonstances, tandis que Du Plessis et l'évêque sont entendus, tandis que l'on délibère touchant le lieu de la conférence et la manière dont elle doit être tenue, dix heures sonnent. C'est un signal qui avertit le monarque de différer cette affaire jusqu'à l'après-midi. Il se rend à la messe. Dans l'intervalle, le chancelier délibère avec les autres personnes présentes au sujet du lieu de la conférence ; on s'accorde à choisir enfin la salle du Conseil, que le chancelier fait préparer de suite avec son soin et son zèle ordinaires. La chambre n'est pas fort grande car deux cents personnes au plus pourraient y tenir. On a disposé trois tables, la première, placée au milieu, près de la cheminée. Le roi s'assied au haut ; d'un côté se trouvait l'évêque et de l'autre Du Plessis, celui-là occupant le siège d'honneur près du feu. Plus loin, le long de la muraille, est la seconde table destinée aux juges de la controverse, savoir : le chancelier, le président de Thou, le président Dufresne-Canaye, Pithou, le médecin Martin et moi. La troisième table est réservée aux secrétaires. A la droite du roi, assis dans des fauteuils, on voyait ceux des princes qui se trouvaient alors à la cour, au nombre de huit. Leurs fauteuils avaient été placés autour de la table auprès du seigneur Du Plessis. Le premier siège était occupé par le duc de Mayenne ; ensuite venaient les autres seigneurs de la maison

de Lorraine. Puis on voyait les conseillers du roi, les officiers de la couronne, parmi lesquels se trouvaient Rosny et M. (*Ménæus*), tous deux secrétaires de Sa Majesté, Villeroi, Dufresne, le président Jeannin et beaucoup d'autres personnes. A côté du roi était assis l'archevêque de Lyon, les évêques de Nevers, de Beauvais, de Castres, et derrière ceux-ci un grand nombre d'abbés et d'autres ecclésiastiques. Je passe sous silence beaucoup de personnes de moindre réputation qui obtinrent la permission d'entrer dans la salle. Aussitôt que tout le monde fut réuni, le roi prit la parole, déclara en peu de mots ce qu'il s'était proposé en convoquant cette assemblée, puis commanda à son chancelier de faire connaître plus amplement sa volonté. Le chancelier prononça un petit discours dont voici le sommaire : Le roi ayant appris que l'ouvrage dernièrement publié par Du Plessis avait été accusé par l'évêque d'Evreux de renfermer quantité de propositions fausses, désirait savoir si cette accusation était fondée, croyant que cet examen était de la dernière importance tant pour lui que pour le reste de la chrétienté. De plus, le seigneur Du Plessis avait fait un appel que l'on pouvait réduire aux deux chefs suivants : 1^o il invitait à une discussion ceux qui l'accusaient d'avoir écrit dans son livre des propositions fausses, et nommément l'évêque d'Evreux ; 2^o il suppliait le roi de désigner des hommes savants et de bonne réputation auxquels cette affaire fût commise. La présente conférence avait lieu sous les auspices du roi et en sa présence, afin que la discussion fût conduite entre les deux adversaires tranquillement et d'une manière impartiale. Se tournant ensuite vers les disputants eux-mêmes, il les exhorta en peu de mots à discuter sans clameur et sans colère, ajoutant enfin que la controverse n'était pas une dispute publique entre les catholiques et les protestants, mais une discussion privée entre le seigneur Du Plessis et l'évêque d'Evreux ; le roi ne voulait pas que l'on examinât en cette occasion les principes de la religion ; ce ne serait pas convenable et on ne pourrait aborder le sujet sans avoir consulté le Pape.

« Le chancelier s'étant assis, l'évêque se leva et en peu de mots loua le roi des dispositions qu'il manifestait et de son désir de connaître la vérité ; consultant ensuite le témoignage de l'histoire, il cita l'exemple de divers monarques anciens et récents à qui un zèle semblable avait procuré une gloire immortelle ; il ne s'agissait pas en ce moment des dogmes de la religion que le roi ne pouvait se permettre d'examiner. Le seigneur Du Plessis prit alors la parole. En écrivant son livre, dit-il, son seul but avait été la gloire de Dieu

et l'utilité commune de l'Eglise; il savait néanmoins qu'il était homme et dans le cours d'un si long ouvrage il avait pu lui échapper quelque erreur pour laquelle il réclamait la bienveillance du roi et de toute l'assemblée; au reste, quelle que dût être l'issue de la discussion, il déclarait d'abord devant tout le monde qu'elle sa défaite si elle avait lieu, ne devait nuire en rien à la cause de la réformation de l'Eglise. Du Plessis fit cette déclaration dans un style édifiant, d'une voix respectueuse et très-basse. L'évêque d'Evreux entama ensuite la discussion. Il extrait en premier lieu du livre de Du Plessis le témoignage de Duns Scot qu'il alléguait au chapitre neuf de son quatrième livre, en ces termes : « Jean Duns, dit l'Escot, « près de cent ans après le Concile de Latran, ose bien remettre en « question si le corps de Christ est réellement contenu sous les « espèces, et dispute que non. Et ses fondements sont, que la quantité ne le peut souffrir; aussi peu la localité et la circonscription « attachées à la nature d'un vrai corps, tel que celui du Seigneur. « Que comme une chose temporelle ne peut estre ensemble en « divers temps, aussi peu une chose locale ensemble en divers « lieux. Partant, que l'opinion qui tient que le pain et le vin demeurent en leur substance lui semble plus soustenable et non « moins vénérable. Néanmoins qu'il s'en tient à ce que l'Eglise « en ordonna au concile de Latran, parce qu'il est dit que la foi de « saint Pierre ne défendra point. Encore, dit-il, que les paroles de « l'Ecriture se pourroient sauver par une interprétation plus facile « et en apparence plus vraie. »

« Aussitôt que l'évêque eut cité ces mots du livre de Du Plessis : « Je maintiens, dit-il, qu'il est faux que Duns Scot ait jamais écrit « rien de pareil. La coutume de tous les scolastiques est de traiter « même les choses plus certaines sous une forme problématique, non « pas que ces choses leur parussent peu claires, mais parce qu'il convenait d'exposer de bonne foi les arguments de leurs adversaires et « de les résoudre de suite, ce qu'ils font toujours. C'est ainsi que « Thomas d'Âquin, Durand et Duns Scot posent en question diverses « choses au sujet desquelles ce serait un grand crime d'élever le doute « le plus léger, par exemple s'il y a un Dieu, si ce Dieu s'occupe des « affaires humaines, et autres propositions du même genre. Celui-là, « dis-je, commettrait un crime qui regarderait comme l'opinion des « différents auteurs cités les propositions alléguées par eux pour « sujet de discussion. » L'évêque d'Evreux soutenait que Du Plessis-Mornay avait péché de la sorte vis-à-vis de Duns Scot. Celui-ci, en effet, immédiatement repoussait et réfutait l'opinion que Mornay

tirait de ses ouvrages, comme une opinion hérétique, bien loin d'y donner son approbation. Du Plessis répond que Duns Scot émettait son opinion sous le couvert d'une autre personne, pour ainsi dire, afin qu'il fût évident qu'il était du même avis, si le concile de Latran n'en avait autrement statué. « Deux questions, répartit l'évêque, sont ici traitées par Duns Scot, l'une se rapporte à la vérité « quant à ce qui regarde la présence réelle du corps de Jésus-Christ « dans le mystère de l'Eucharistie; l'autre roule sur la manière dont « cette présence a lieu. Ces deux questions sont proposées et résolues « séparément. Vous, Monsieur, vous rapportez faussement à la première ce que Duns Scot a écrit touchant la dernière. Je nie que « Duns Scot ait exprimé cette opinion sur la vérité de la présence du « corps de Jésus-Christ. Il admettait et croyait le dogme de la présence « réelle non pas sur l'autorité de tel ou tel concile mais sur celle de « l'évangéliste saint Matthieu et de saint Augustin dans plusieurs passages des écrits de ce Père. Quant à la manière dont notre Seigneur « est présent dans ce mystère, Duns Scot écrit qu'on aurait pu formuler autrement la véritable doctrine; toutefois qu'il adhère à ce « que le concile a décrété. Cette réponse ne porte aucunement sur la « première question relative à la vérité du corps de notre Seigneur. « question sur laquelle Duns Scot n'avait aucun doute et dont il ne « pouvait parler d'une manière dubitative. » Du Plessis avait donc émis là-dessus une proposition fautive. De côté et d'autre on se mit en suite à disputer touchant l'opinion de Duns Scot, et enfin les deux champions reçurent du roi l'ordre de dicter en peu de mots le résumé l'un de son accusation, l'autre de sa défense. Quatre secrétaires se trouvaient-là, deux catholiques-romains et deux protestants, faisant partie du conseil privé du roi. Ces secrétaires avaient été placés malheureusement très-loin des deux adversaires; ne pouvant entendre facilement la voix de Du Plessis, ils se rapprochèrent, et comme le lieu était trop étroit pour les recevoir tous les quatre, il n'en resta que trois, deux catholiques-romains et un seul protestant, savoir Josias Mercier, fils très-docte de l'illustre Mercier. L'évêque lui dicta d'abord sa plainte et Mornay sa réponse. Le prélat réfuta à son tour cette réponse, Mornay riposta. Près d'une heure se passa. Enfin l'évêque prie le roi d'ordonner aux commissaires d'émettre leurs avis. Le chancelier ayant recueilli les votes déclare qu'il y a lieu à continuer la discussion, les juges n'étant pas encore suffisamment édifiés. Je ne pourrais sans consulter le procès verbal de la conférence affirmer si on décide quelque chose relativement au passage de Durand qui avait été allégué comme appuyant celui de

Scot. Je ne suis pas non plus très-sûr de l'ordre dans lequel les différentes questions furent traitées. Parmi ces questions était un passage de saint Jean Chrysostôme contre l'invocation des saints, cité par Du Plessis dans le XII^e chapitre du III^e livre. »

Près de deux pages sont laissées ici en blanc dans le manuscrit. Sur un morceau de papier se trouvent les noms suivants des personnes présentes à la conférence et la liste des questions traitées :

1^o Le comte de Vaudemont. 2^o Emmanuel-Philippe, duc de Mercœur. 3^o Le prince de Joinville. 4^o Charles, duc de Lorraine. 5^o Le duc d'Aiguillon. 6^o Le duc d'Elbeuf. 7^o Le duc de Nemours. *Officiers de la cour.* 1. Le comte de Cossé-Brissac. 2. Le président Rosny. 3. Roger de Bellegarde.

« *III. Non. maii* [5 mai]. Je me trouvais ici pour assister à la reprise de la conférence à huit heures. Tout à coup Sadeel et Mercier se présentent, m'annonçant que Du Plessis était sérieusement malade. Malgré cela nous allons chez le roi pour consulter avec lui sur ce qu'il fallait faire. Informé de la maladie de Du Plessis, le monarque nous ordonne d'attendre pour voir si cette indisposition se passera dans l'après-midi, et si Mornay pourra recommencer la discussion. Nous patientons donc, mais en vain : bien loin de diminuer, la maladie ne fait que s'accroître. Vers le soir je me rends de nouveau près de Sa Majesté pour lui demander la permission de retourner chez moi. Le prince refusa de me l'accorder avant qu'on eût bien constaté que la maladie de Du Plessis le forçait d'interrompre la controverse commencée la veille. Il faut que nous attendions et que nous venions au palais le lendemain matin de bonne heure. Ainsi se passe cette journée. »

« *Prid. non. maii* [6 mai]. De très-grand matin nous nous rendons auprès du roi. Celui-ci avait déjà envoyé prendre des renseignements exacts sur l'état de la santé de Du Plessis-Mornay. On répond que l'indisposition n'a rien perdu de sa violence, et qu'il n'y a aucun espoir que la controverse puisse se poursuivre en ce lieu et en ce moment. Le roi nous accorde alors à tous la permission de retourner à Paris. Aussitôt après mon retour j'ai écrit dans mon journal les détails ce que je viens de raconter; rendant grâces à Dieu tout-puissant de ce qu'il m'a fait revenir chez moi sain et sauf, et de ce qu'il m'a rendu favorable le monarque qui en effet m'a assuré de sa bienveillance; je suis cependant très-désolé et contrarié au fond du cœur de voir toute cette affaire se terminer si malheureusement pour mon cher et pieux ami (1)... »

(1) *Ephémérides*, pp. 249-259.

La conférence ne fut jamais reprise. « La fatigue d'une nuit passée sans sommeil, les émotions de la lutte, la douleur que lui causait la partialité blessante du roi, la crainte surtout que sa défaite ne tournât au préjudice de l'Eglise protestante, tout accabla Mornay (1). » Il retourna à Saumur et là rédigea sous forme de brochure un compte rendu de la fameuse discussion. On ne se fait pas d'idée de l'irritation que cet ouvrage causa à Henri IV. Il se conduisit envers son ancien serviteur, son fidèle sujet, avec une injustice flagrante, et il abusa cruellement des droits que lui donnait la couronne. Du Plessis-Mornay se vit privé de ses pensions, et la surintendance des mines lui fut enlevée également. Il y a plus ; le roi le menaça de lui faire faire son procès, et la crainte d'irriter les huguenots empêcha seule le prince de mettre ce projet à exécution.

Revenons à Casaubon. Il se trouvait dans une position très-délicate, car l'esprit de parti était à cette époque très-exalté en matière de religion, et ceux qui voulaient éviter de se prononcer d'une manière catégorique, se trouvaient exposés aux attaques des protestants et des catholiques tout à la fois. On a fort calomnié Casaubon à propos de la conférence de Fontainebleau. On a accumulé contre lui les accusations les plus odieuses et les plus absurdes ; il ne m'en faut pas davantage pour me prouver qu'il marchait dans le droit chemin et qu'il suivait sans broncher l'inspiration de sa conscience. S'il avait voulu trahir la cause de la vérité, combien il lui eût été facile de le faire ; et que de gens il aurait trouvés prêts à l'excuser, soit qu'il eût consenti à donner des gages aux catholiques-romains, soit qu'au contraire il eût approuvé sans exception et sans réserve tous les développements du protestantisme en matière de foi et de discipline ! Mais il était trop honnête pour en agir ainsi, et voilà pourquoi l'historien Benoît, entre autres, n'a pas rougi de lui intenter une accusation d'hypocrisie que rien au monde ne saurait justifier.

On savait, pourtant, que Casaubon n'approuvait pas sur tous les points les dogmes de Luther et de Calvin, aussi crut-on qu'avec un peu de patience et d'adresse, il y aurait moyen de le ramener dans le giron de l'Eglise. De Vicq, Dufresne-Canaye, Du Perron, Henri IV, le pape Clément VIII lui-même, firent les plus grands efforts pour obtenir ce résultat. Parmi ces zélés convertisseurs était le cardinal Baronius qui, dans une curieuse lettre écrite de Rome, en 1603, pressait Casaubon de justifier les espérances de ses amis : « Rappele-toi, lui disait-il, ce mot des Pères : celui-là ne saurait se

(1) *France protestante*, art. *Mornay*.

glorifier d'avoir Dieu pour père, qui n'a pas pour mère la sainte Eglise. » *Frustra gloriari de Deo patre qui non habeat Ecclesiam matrem. Hanc igitur persequere, invenito et amplectere* (1). C'est là un exemple des instances que faisaient les membres les plus distingués de l'Eglise romaine pour essayer de triompher des doutes de Casaubon; mais en vain. Car si notre savant n'acceptait pas toutes les vues des réformateurs, s'il n'admettait ni la prédestination absolue, ni dans un ordre de choses moins important, le gouvernement de l'Eglise tel que les luthériens et les calvinistes l'entendaient, il était encore plus éloigné d'approuver les innovations introduites par l'Eglise romaine dans les articles fondamentaux de la foi chrétienne. Son attachement aux doctrines de la primitive Eglise l'empêchait précisément de donner son adhésion à tant de nouveautés érigées en dogmes et articles par le concile de Trente, et on n'a qu'à lire ses *Ephémérides* et sa *Correspondance*, pour être parfaitement édifié là-dessus : « A quoi bon, » dit-il, « ces indulgences, ces chapelets bénits, ces rosaires, etc., si ce n'est afin que nous nous transportions nous et nos prières de l'espérance que nous avons en Christ ailleurs? Tu me promets, Du Perron, la rémission de mes péchés, si je fais usage de tes grains consacrés? Si j'ai confiance en toi, tu me remettras, dis-tu, cent années de peines? Et tu me promets cela, non pas au nom de Christ, mais au nom et de par l'autorité du pape de Rome. J'ai horreur d'un tel blasphème. »

On ne saurait s'exprimer plus clairement. Casaubon avait pour Du Perron la plus haute estime. A la date du V Kal. Jan. 1609, il écrit : « Je suis allé voir aujourd'hui le cardinal Du Perron, homme vraiment grand. Plût à Dieu qu'il fût toujours un champion de la saine doctrine (2)! » Et pourtant il ne craignait pas de lui résister lorsqu'il s'agissait des intérêts de la vérité.

Il n'est pas étonnant que Casaubon se soit senti attiré vers l'Eglise anglicane. Il voyait là, en effet, le protestantisme sous une forme moins radicale, si je puis m'exprimer ainsi, que celle qu'il présentait en France, en Allemagne et en Suisse. Avec l'épiscopat les Anglais conservaient beaucoup d'institutions et de cérémonies ecclésiastiques se rapprochant de la coutume des temps anciens; ils prétendaient n'avoir jamais eu l'intention de rompre avec le passé, et ils revendiquaient pour eux-mêmes le titre de membres de l'Eglise universelle. Les innovations étaient du côté des approbateurs

(1) Cardinalis Baronius Casauboni, Romæ, pridie nonas nov. 1603. Msc. Burney, 363.

(2) *Ephémérides*, p. 702.

du concile de Trente ; l'anglicanisme s'en tenait aux traditions vénérables des temps apostoliques. Si donc un rapprochement pouvait avoir lieu entre les catholiques-romains et les communions protestantes, ce serait infailliblement par l'entremise de l'Eglise anglicane, plutôt que d'un autre côté. On le voit, les vues de réconciliation plus tard émises par l'archevêque Bull, Laud, et récemment par le Dr Pusey, avaient déjà cours à cette époque, et on ne croyait pas qu'il y eût aucun juste milieu entre le socinianisme et l'ultramontanisme. Voilà pourquoi les idées modérées de Casaubon l'exposèrent, d'un côté, aux invectives des ultra-calvinistes, et de l'autre aux efforts de ceux qui croyaient le ramener sans difficulté dans le giron de l'Eglise.

(Suite.)

GUSTAVE MASSON.

LES PROPHÈTES CÉVENOLS

D'APRÈS UN ARTICLE DU « CHRÉTIEN ÉVANGÉLIQUE »

M. Jules Chavannes, à qui le *Bulletin* doit plus d'une communication intéressante (1), vient de publier, dans le *Chrétien évangélique* de Lausanne (numéros de février à mai 1869), une série de savants articles sur les prophètes camisards. Il y expose en détail la curieuse histoire de ces inspirations cévenoles, dont l'explosion suivit de si près la révocation de l'Edit de Nantes, atteignit son plus haut degré d'intensité au moment des luttes armées (1703-1705), et se prolongea en France et à l'étranger jusqu'après la mort du grand roi.

Il rappelle, en s'appuyant sur les témoignages concordants des Camisards eux-mêmes et de leurs adversaires, le nombre considérable d'inspirés, hommes, femmes, enfants ; l'origine spontanée de leurs inspirations, qui ne se rattachent nullement à une prétendue école de prophétie établie par Jurieu ; leur style biblique ; l'emploi de la langue française par des gens sans lettres et accoutumés au seul patois de leurs montagnes ; l'entière confiance qu'ils avaient à l'origine divine de leurs visions, et les heureux résultats qu'ils en recueillaient : indications militaires, révélation de la présence des traitres, protection contre les dangers, victoires signalées, — et aussi mépris du monde, horreur de l'idolâtrie, piété fervente, consolation intérieure, force de supporter les persécutions et le martyre.

(1) On n'a pas oublié la récente étude sur l'*Abbé de la Bourtie, marquis de Guiscard* (*Bulletin* de mai, p. 209).

Cette partie du travail de M. J. Chavannes ajoutant peu de chose à ce qu'on peut lire dans les histoires anciennes ou récentes des Camisards, nous nous bornons à résumer d'après lui les symptômes physiques qui accompagnaient ordinairement l'inspiration, et le jugement qu'en porta la faculté de médecine de Montpellier : « De violentes agitations dans tout le corps, un poids douloureux sur la poitrine, des gonflements de l'estomac, des étouffements, des sanglots, des torrents de larmes..., etc. » (N° de mars, p. 139.) Nous rappellerons ensuite le grand nombre d'enfants inspirés, ou *petits prophètes*, qui se laissaient conduire en prison en chantant des psaumes. (*Ibid*, p. 143.)

M. Chavannes étudie ensuite les phénomènes sur un nouveau théâtre, loin des Cévennes qui les avaient vus naître et grandir. Ici les faits sont moins connus, et nous croyons devoir reproduire presque en entier cet intéressant épisode de la grande histoire du Refuge. Les dernières pages de ce morceau nous paraissent combattre victorieusement l'opinion émise par M. Frosterus, qu'il y avait eu parmi les inspirés des Cévennes deux partis distincts, l'un ardent, l'autre modéré. Les deux tendances se sont en effet produites, mais l'une après l'autre, et la seconde n'est que la première modifiée par le temps, la réflexion, et même par la réaction qui se développa sous l'influence d'Antoine Court. Il nous reste, pour achever de faire connaître le beau travail de M. Chavannes, à résumer le jugement qu'il porte sur cet obscur problème du prophétisme camisard.

Cinq opinions ont été émises à ce sujet : celle des Camisards eux-mêmes, attribuant à une action surnaturelle de Dieu les phénomènes extraordinaires qui viennent d'être rappelés ;

Celle de quelques écrivains catholiques, qui veulent y voir une intervention de Satan ;

Celle de certains mystiques, qui croient y reconnaître l'intervention des âmes des morts, opinion adoptée par maint spirite de nos jours ;

Celle des médecins, qui y voient une perturbation morbide de l'organisme, à laquelle l'un d'entre eux a même donné le nom de *théomanie* ;

Enfin, celle des incrédules, qui, contestant la réalité des phénomènes, ne laissent rien à expliquer.

Trois de ces opinions méritent à peine d'être prises en considération : celle qui nie les manifestations prophétiques, et celles qui y voient l'œuvre du diable ou des esprits en séjour dans le monde astral, à moins qu'on ne rattache cette dernière théorie à l'explication physiologique et médicale.

Les deux autres sont concurremment admises, dans une sage mesure, par M. Chavannes. L'intervention directe de la Divinité lui paraît de-

voir être entendue dans un sens tout spirituel et religieux, qui n'offre pas d'autre mystère que la communion de l'âme avec Dieu par la prière et la piété. Mais, à ses yeux, cette relation morale du croyant avec l'Esprit du Père invisible a été altérée et compliquée, chez les prophètes camisards, par une disposition spéciale de l'organisme, qui, sous les noms d'extase, d'exaltation religieuse, d'hypnotisme, etc., appelle une étude plus complète que celle qu'on en a su faire jusqu'à ce jour, étude à la fois religieuse et scientifique, enquête générale portant sur tous les faits similaires que l'histoire nous fait connaître, et qui présenterait successivement à notre examen les *raestaers* de Suède, les irvingiens anglais, les quakers trembleurs, les revivalistes américains, et nombre d'autres personnages de toutes les Eglises chrétiennes, anciennes et récentes.

C'est presque dans les mêmes termes que nous posions nous-même la question à la fin d'un récent article sur les Camisards (*Lien*, 17 avril 1869) : « C'est à tous les phénomènes du même ordre qu'il faudrait comparer les faits dont il s'agit ; à l'ancien prophétisme hébreu, au langage extatique des premiers chrétiens ; aux visions de Savonarole ; aux voix de Jeanne d'Arc ; aux prédictions de Marie Alacoque ; aux prodiges du cimetière de Saint-Médard, sans parler de tant d'autres phénomènes étrangers à notre horizon historique. Cette étude comparée (et il n'y a désormais que l'étude comparée qui puisse assurer le progrès des sciences) ferait reconnaître quelque loi générale, difficile encore à formuler, mais plus difficile à contester : c'est qu'il existe un état spécial de l'organisme, état pathologique, si l'on veut, amené ou par des moyens artificiels et empiriques, ou par l'exaltation religieuse, ou par les souffrances physiques. Plusieurs de ces causes concourent souvent à le produire, et il se manifeste par toute la série des faits remarquables que nous avons rappelés. Sublimes ou vulgaires, selon le caractère du sujet qui en est affecté, ou les causes qui les ont déterminés, ils touchent, d'un côté, à ce qu'il y a dans l'homme de plus élevé et de plus saint ; de l'autre, aux farces des tréteaux et de la foire. » Puisse un homme de savoir et de patience, également familier avec les procédés rigoureux de la science et les profondes expériences de la foi chrétienne, entreprendre et mener à bonne fin une étude qui sera féconde en heureux résultats, et qui jettera de vives clartés sur les plus importants problèmes de la vie physique et morale ! Cela dit, revenons à la savante étude de M. Chavannes :

M.-J. GAUFRES.

A la suite des diverses capitulations, obtenues bien plus par la prudence et la sagesse diplomatique de Villars que par sa valeur guerrière, plusieurs des chefs camisards, contraints de quitter le

théâtre de la lutte et de s'expatrier, se rendirent dans les divers pays protestants qui leur étaient ouverts comme asiles et où un si grand nombre de leurs malheureux compatriotes les avaient déjà précédés. Après des séjours plus ou moins prolongés à Genève, à Lausanne, en Hollande, et des péripéties diverses, un certain nombre d'exilés des Cévennes se trouvèrent réunis à Londres. C'est là proprement que leur histoire se continue ; partout ailleurs ils se sont promptement fusionnés avec le reste de la population réfugiée, sans que rien les signale d'une façon spéciale.

Accueillis d'abord avec intérêt sous l'influence des dispositions bienveillantes dont le gouvernement et le peuple anglais étaient animés envers les réfugiés français, les chefs cévenols, parmi lesquels l'on put remarquer, entre autres, Elie Marion de Barre, Durand Fage d'Aubays et Jean Cavalier de Sauve, cousin du célèbre colonel, ne tardèrent pas à voir s'élever contre eux une violente opposition de la part de leurs propres compatriotes. Les membres du consistoire de l'une des Eglises françaises de Londres, nommée l'Eglise de la Savoye, fondée en 1641 par Benjamin de Rohan, seigneur de Scubise, après avoir eu avec les trois Cévenols plusieurs entretiens très-bienveillants pendant le mois d'octobre 1706, se mirent, à leur grand étonnement, à parler d'eux en public de la manière la plus désavantageuse. Puis un acte du dit consistoire, accusant les inspirés de fourberie et de blasphème, fut lu publiquement le 5 janvier 1707, dans les trois temples de sa dépendance, procédé qui fut renouvelé le 10 avril suivant, par un acte du même genre dont copie fut envoyée aux autres Eglises françaises de la ville. De telles démarches, blâmées par les uns, extrêmement applaudies par d'autres, causèrent à Londres une grande agitation et donnèrent naissance à une multitude d'écrits, en attirant vivement l'attention sur ceux qui étaient les objets de cette ardente polémique, et en donnant à leur état d'inspiration une importance beaucoup plus grande que celle qu'on avait cru devoir y attacher jusqu'à ce moment. Leur adversaire le plus acharné fut le sieur Claude Groteste de la Motte, l'un des pasteurs de l'Eglise de la Savoye, qui prêcha ouvertement contre eux et publia les quatre sermons qu'il avait composés à leur occasion. On fit intervenir l'évêque de Londres dans cette affaire. Le docteur Blackall, depuis évêque d'Exeter, prêcha devant la reine un sermon dont le but était de prévenir des jugements téméraires et d'en appeler à un examen plus sérieux et plus approfondi des phénomènes qui excitaient si vivement la curiosité. Ce sermon fut publié par ordre exprès de Sa Majesté.

Parmi le grand nombre de libelles, de pamphlets, de jugemens divers qui virent le jour à Londres sur ce sujet, nous nous bornerons à mentionner de la part des adversaires, un libelle anonyme en anglais intitulé *Account, etc.*, soit *Relation de la vie et des mœurs des prophètes français, et de la conduite du consistoire de Savoie*. C'était naturellement une apologie en faveur de ce dernier corps. Les partisans des Cévenols répliquèrent par un écrit intitulé : *Ridiculus mus anatomised, etc.*, c'est-à-dire : *Dissection de la souris ridicule nouvellement enfantée par la plus haute montagne de la Savoie, après une grossesse de quatorze mois*. On voit que l'ironie avait sa part dans cette polémique dont le fond était pourtant très-sérieux.

L'agitation ne se renferma pas dans le domaine de la presse littéraire. La population française de Londres, malheureusement excitée par les prédications qu'elle avait entendues, se souleva contre les trois jeunes inspirés, et son indignation se traduisit en mauvais traitements envers leurs partisans. Le consistoire tenta aussi d'exercer à leur égard la discipline ecclésiastique, ce qui amena de nouveaux orages.

C'est au milieu de ces circonstances émouvantes que Maximilien Misson entreprit de justifier les trois Cévenols et d'écrire en leur faveur. Voici, d'après son propre exposé, comment il fut conduit à le faire :

Lorsque les sieurs Marion et Fage, bientôt suivis de Cavalier, arrivèrent à Londres en septembre 1706, ils se trouvèrent logés dans le voisinage du lieu qu'il habitait. Pendant six semaines environ il résista pour diverses raisons aux sollicitations de différentes personnes qui le pressaient de voir et d'examiner ces jeunes gens dont on lui disait des choses fort étranges. La première fois qu'il les vit, ce qu'il eut lieu d'observer piqua sa curiosité et excita vivement son intérêt, et il ne fut pas éloigné de penser qu'il y avait en eux quelque chose d'extraordinaire. Il désira les revoir, et plus il considéra de près leur état, plus il le trouva digne d'un nouvel examen. Également anxieux de découvrir la fraude, s'il y en avait, et de reconnaître la vérité, il mit en œuvre tous ses soins et toute son industrie, et résolut de ne rien négliger pour cette recherche. Il fit venir fréquemment ces gens-là chez lui, les recevant même souvent à sa table, afin de les voir les plus familièrement possible; et profitant de la facilité que cela même lui fournissait, il leur dressa toutes sortes d'embûches, par des questions préparées à l'avance qu'il proposait à l'improviste et en divers moments, tantôt à l'un, tantôt

à l'autre. Il leur parla de la manière la plus sérieuse, pour leur faire sentir l'horreur de l'imposture, s'ils en étaient capables, leur représentant la difficulté où ils se trouveraient de soutenir longtemps un rôle fondé sur le mensonge, et le danger d'être traités en criminels devant les tribunaux. Il tint à les voir plusieurs fois pendant leurs accès, consignant toujours avec soin ses observations et transcrivant quelquefois les paroles qu'ils prononçaient dans leurs moments d'inspiration, afin d'avoir ainsi leurs discours de première main, dans leur intégrité. Voulant connaître toute cette affaire dans son ensemble, aussi bien que dans les détails, il s'enquit soigneusement de ce qui était arrivé en Languedoc et en Dauphiné, en interrogeant un grand nombre de personnes venues de ces provinces et pouvant témoigner de ce qu'elles avaient vu de leurs yeux. Il joignit à cette enquête consciencieuse une étude attentive des auteurs anciens et modernes, sacrés et profanes, qui ont traité de matières analogues au sujet qui le préoccupait, afin de s'entourer de toutes les lumières propres à l'éclairer dans son travail. Diverses personnes de différentes conditions et de tout âge étant tombées, à Londres même, dans un état pareil à celui des trois Cévenols, il profita des observations que ces nouveaux inspirés lui donnèrent lieu de faire (1). Il serait difficile, on en conviendra, d'apporter à une étude plus de soins et plus de sérieux.

Le premier résultat de ce long et consciencieux travail de Misson

(1) Voyez *Mélanges de littérature historique et critique*. Londres, 1707.

Voici la déclaration d'Elie Marion sur ses propres inspirations : « Lorsque l'Esprit de Dieu me veut saisir, je sens une grande chaleur dans mon cœur et dans les parties voisines, qui est quelquefois précédée par un frissonnement de tout mon corps. D'autres fois, je suis saisi tout à coup sans en avoir eu aucun pressentiment. Quand je me trouve saisi, mes yeux se ferment sur-le-champ, et cet Esprit me cause des agitations du corps, me faisant pousser de grands soupirs et des sanglots entrecoupés, comme si j'avais de la peine à respirer. J'ai même fort souvent des secousses extrêmement rudes, mais tout cela se fait sans douleur et sans que je perde la liberté de penser. Je demeure dans cet état pendant un quart d'heure, plus ou moins, avant que je ne profère aucune parole. Enfin, je sens que cet Esprit forme dans ma bouche les paroles qu'il veut me faire prononcer, lesquelles sont presque toujours accompagnées de quelque agitation ou mouvements extraordinaires, ou au moins d'une grande contrainte. Il y a des fois que le premier mot qui me reste à prononcer est déjà formé dans mon idée; mais assez souvent j'ignore comment finira le mot que l'Esprit m'a déjà fait commencer. Il m'est arrivé quelquefois que, croyant aller prononcer une parole ou une sentence, ce n'était qu'un simple chant inarticulé qui se formait par ma voix. Pendant tout le temps de ces visites, je sens toujours mon esprit extrêmement rendu vers mon Dieu. Je proteste donc ici, et je déclare devant cet Etre suprême, que je ne suis nullement sollicité, ni gagné ou séduit par qui que ce soit, ni porté par aucune vue mondaine, dessein, complot, suggestion ou artifice, à prononcer nulle autre parole que celles que l'Esprit ou l'Ange de Dieu forme lui-même, en se servant de mes organes; et c'est à lui que j'abandonne entièrement, dans mes extases, le gouvernement de ma langue, n'occupant alors mon esprit qu'à penser à Dieu et à me rendre attentif aux paroles que ma bouche même ré-

fut la publication de l'ouvrage que nous avons mentionné en commençant, le *Théâtre sacré des Cévennes*, renfermant, comme nous l'avons dit, l'exposé des principaux faits relatifs à l'inspiration si largement répandue dans ces contrées. Il y a quelque intérêt à connaître les procédés employés pour en rassembler les matériaux :

« Lorsque nous nous appliquâmes conjointement, M. Lacy et moi, ainsi parle Misson, à recueillir tous les faits rares et admirables qui composent ensemble cet excellent petit livre, nous apportâmes toutes les précautions convenables, afin de pouvoir faire paraître en tout temps notre exactitude et notre fidélité. Les honnêtes gens qui se présentèrent pour nous raconter ces faits mémorables se produisirent volontairement, sans aucun motif d'intérêt, et nous exigeâmes d'eux ces trois choses : 1^o qu'ils ne nous dissent rien qu'ils ne l'eussent vu, ou entendu ; 2^o qu'ils rapportassent scrupuleusement la vérité pure et simple, comme étant devant Dieu, en présence duquel on désirerait qu'ils fissent un serment solennel ; et enfin qu'ils ne nous parlassent que de choses dont ils se souvinssent bien distinctement. Ces préalables étant ainsi posés, chacun dit librement à son tour, ce qu'il avait à dire, la plupart en grande compagnie. » — « Quand les plus simples de ces déposants avaient énoncé de leur mieux ce qu'ils voulaient dire, on réduisait le fait au moins de paroles qu'il était possible, sans affecter l'excès d'une naïveté ridicule, et sans s'éloigner aussi beaucoup de leur style, comme on le peut aisément remarquer ; car on a imprimé sur les originaux écrits sur-le-champ, et d'un trait de plume, sans soin ni recherche : c'est, pour ainsi dire, le langage de pure nature. On leur lisait trois fois, au lieu d'une, ce qu'on avait écrit, pour s'assurer de leur approbation, et ils paraissaient fort contents de ce qu'on exprimait leurs pensées en aussi peu de paroles. Tous ces mémoires

cite. Je sais que c'est alors un pouvoir étranger et supérieur qui me fait parler. Je ne médite point ni ne connais point par avance les choses que je dois préférer même. » (*Avertissements prophétiques*, VII.)

Voici un exemple de ces avertissements : « Le Diable s'en va détruit. Les belles promesses que j'ai à vous faire ! La trompette va sonner. Le feu, les foudres et les carreaux sont prêts pour tes ennemis. Comme il y a beaucoup de gens qui ne viennent que par esprit de curiosité, je ne veux pas que ma parole soit manifestée à un tel peuple. Prépare-toi à partir bientôt de ce pays, pour aller vers tes frères, pour y combattre plus que jamais... Ah ! que de tumulte se prépare ! Tout se prépare à combattre ; mais il y aura beaucoup de lâches. J'ai beaucoup de choses à vous communiquer. Ne vous effrayez point ; laissez faire le monde. Ne t'épouvante point, je serai avec toi. Le temps approche que je dois rassembler mes élus. Je les mettrai dans un coin où ils combattront. » Et ainsi de suite, sans variation importante, jusqu'à la fin du volume.

M.-J. G.

furent ainsi reçus article par article. On donnait aux déposants le loisir de se recueillir ; et en les sollicitant toujours d'être bien attentifs, on relisait à chacun sa déclaration entière. Il témoignait d'être satisfait ; on le faisait signer, et un nombre suffisant de témoins mettaient aussi leur seing (1). »

Quelque temps après, par surcroît de précautions, MM. Misson et Lacy rassemblèrent une seconde fois toutes les personnes dont ils avaient recueilli les témoignages pour prendre de nouveau leurs déclarations, et celles-ci s'étant trouvées pleinement conformes aux dépositions précédentes, ils les firent transcrire sur papier timbré. Les témoins ayant été appelés à relire attentivement ces copies authentiques et les ayant signées, on procéda devant le juge selon toutes les formes légales à la solennité du serment par lequel ils confirmèrent leur dire.

Le *Théâtre sacré des Cévennes* ayant été l'objet d'attaques violentes et passionnées, en particulier de la part de M. de la Motte, Misson se vit dans le cas de reprendre la plume et publia, tant pour la justification de ses protégés que pour la défense de ce qu'il croyait être la vérité, une série d'écrits qui parurent successivement de 1707 à 1710. Le premier, publié en octobre de l'année même où le *Théâtre sacré* avait paru, est intitulé : *Mélange de littérature historique et critique sur tout ce qui regarde l'état extraordinaire des Cévennois, appelés Camisards*. (Londres, 1707, 64 pages.) Il fut bientôt après suivi d'un petit écrit renfermant, sous le titre de : *Nouvel Hosanna des petits enfants*, une *Relation des assemblées saintes et admirables que font presque tous les enfants dans la Silésie pour adorer Dieu* ; puis l'exposé critique des *Sentiments du docteur Blackall sur les nouveaux prophètes*, et quelques notes mises dans la bouche du libraire. (Avril 1708, 8 pages.) On vit paraître ensuite des *Réflexions apologétiques de l'auteur du Mélange de littérature, etc., sur un certain rapport scandaleux frauduleusement fait au lord-évêque d'Exeter*. (Août 1708, 8 pages.) Dans la même année parut également un écrit plus considérable, intitulé : *Plainte et censure des calomnieuses accusations publiées par le sieur Claude Groteste de la Motte contre ceux qui ont reçu les dépositions du Théâtre sacré des Cévennes*. (Londres, 1708, 96 pages.) Nous avons à mentionner encore une lettre que Misson dut adresser au rédacteur des *Nouvelles de la République des lettres*, en avril 1708, en réponse à un article de ce journal,

(1) *Plainte et censure des calomnieuses accusations publiées par le sieur Groteste de la Motte*. Londres, 1708, p. 18 et 19.

publié au mois de février et contenant une soi-disant *Relation historique de ce qui s'était passé à Londres au sujet des prophètes camisards*. Toutes ces pièces, d'un style incisif, permettent de se rendre compte de la marche de la polémique soulevée par les adversaires de l'inspiration prophétique, et démontrent que tandis que ces derniers se montraient de plus en plus hostiles, le zélé défenseur de l'innocence des Cévenols était de plus en plus convaincu de ce qu'il cherchait à persuader aux autres.

Un dernier ouvrage, le plus considérable de tous, plein d'une haute érudition, fruit de lectures assidues, fut la clôture de cette série de publications. Il a pour titre : *Sentiments désintéressés de divers théologiens protestants sur les agitations et sur les autres particularités de l'état des prophètes*. (Londres, 1710, 184 pages.) Le titre se complète comme suit : « En opposition avec les idées ou les opinions nouvellement répandues sur ce sujet, dans les écrits de certains docteurs et contre les dangereuses pratiques de ceux qui décident souverainement comme prétendant à l'autorité d'imposer au peuple sans preuves, en tant que maîtres des chaires. » On voit que l'auteur avait toujours en vue les mêmes adversaires, ce qu'il ne craint pas de montrer clairement, en adressant son livre « à MM. les conducteurs de l'Eglise française de la Savoye. » Les agitations des prophètes, la question de la permanence des miracles, celle de la durée du ministère des révélations dans la suite des siècles, après la venue du Messie, et conséquemment dans les temps actuels, celle de l'inutilité prétendue de prophéties nouvelles, celle des prédictions et de leur accomplissement, celle de savoir si le don des miracles et la sainteté des mœurs accompagnent nécessairement le don de prophétie, celles du style et de la diction des prophètes et de leur condition sociale, tels sont les principaux sujets à l'occasion desquels Misson oppose aux allégations de ses adversaires une multitude de citations contradictoires tirées des auteurs anciens et modernes. L'ouvrage est en réalité très-curieux et complète bien l'ensemble des écrits que lui a noblement inspirés son désir de justifier ses amis cévenols contre d'odieuses attaques.

Il y a quelque intérêt à suivre dans les journaux de l'époque, la marche de l'opinion à l'égard de ces manifestations étranges dont Londres était alors le théâtre. Quelques lettres adressées de cette ville à l'éditeur des *Nouvelles de la République des lettres*, publiées à Amsterdam, par Jacques Bernard, permettent de se rendre compte des jugements de diverses natures auxquels elles donnaient lieu « M. Misson, écrivait-on en juin 1707, si connu par son *Voyage en*

Italie, vient de donner au public un petit octavo de 146 pages, intitulé : *Le théâtre des Cévennes*, etc.; première partie. Il s'est fort soigneusement appliqué à examiner l'état de trois jeunes hommes de ce pays-là, qui sont ici depuis environ huit mois, et qui tombent dans de certaines extases, pendant lesquelles ils prononcent diverses sortes de choses qui tendent à la piété. M. Fatio, qui s'est distingué dans l'étude des mathématiques, a publié un recueil des *Avertissements prophétiques*, que le sieur Marion, une des trois personnes dont je viens de parler, a prononcés depuis qu'il est ici. M. Misson soutient contre quelques-uns, que ces gens-là ne sont point imposteurs, et qu'il n'y a en eux ni dessein, ni fraude, ni artifice; mais il n'entreprend pas de leur donner aucun nom et il déclare qu'il trouve de grandes difficultés dans cette affaire, qui est fort mystérieuse pour lui. Le petit volume qu'il nous donne présentement est un recueil de faits juridiquement attestés par des témoins oculaires en assez grand nombre. J'apprends que la seconde partie contiendra diverses critiques sur ce sujet. Vous pouvez juger par le titre, que le dessein de M. Misson s'étend plus loin que sur les trois personnes qui sont ici. Ceux qui ne croient pas qu'il y ait de véritable inspiration dans ces petits prophètes, et qui, comme vous pouvez facilement le conjecturer, sont en très-grand nombre, sont en doute si ce sont des fous ou des fripons, et les sentiments sont assez partagés sur ce sujet. A l'égard de MM. Misson et Fatio, il y en a qui travaillent à justifier la bonté de leur cœur aux dépens de leur esprit, et d'autres qui sauvent leur jugement et leur esprit aux dépens de la bonté de leur cœur. Ces derniers croient que ces deux messieurs ont trop de bon sens pour pouvoir donner dans toutes ces nouvelles visions, et qu'ils ne font semblant d'être persuadés des nouvelles inspirations, que pour faire douter des anciennes; comme ces derniers sont les plus malins, ils sont aussi les plus déraisonnables (1). »

Le correspondant de Londres écrivait le mois suivant : « Les prophètes camisards font plus de bruit que jamais. Vendredi dernier, le livre d'Elie Marion fut condamné comme scandaleux et séditieux. Le chevalier Bulkley et M. Lacy, juge de paix, sont leurs grands fauteurs. Ce dernier a des extases prophétiques, aussi bien que plusieurs Anglais et Français. Je crains qu'ils ne fassent une nouvelle secte (2). »

(1) *Nouvelles de la République des lettres*, juin 1707, p. 689.

(2) *Ibidem*, juillet 1707, p. 111.

Il disait encore en septembre : « M. Lacy, gentilhomme anglais et membre de la société pour la réformation des mœurs, a traduit en sa langue le livre de M. Misson et l'a intitulé : *A cry from the desert, etc.*, c'est-à-dire : *Le cri du désert*. L'assiduité qu'il a eue pour les Camisards, qu'il croit véritablement inspirés, n'a pas été vaine, puisqu'il a reçu lui-même le don de prophétie. Il a déjà publié un volume de ce qu'il a prononcé dans ses extases; en voici le titre : *The prophetical Warning, etc.*, c'est-à-dire : *Avertissements prophétiques de Jean Lacy, écuyer, prononcés sous l'opération de l'Esprit et fidèlement reçus dans le temps qu'il parlait*. » On ajoute que l'auteur rapporte dans sa préface comment il est lui-même tombé dans les extases, les violentes agitations qu'elles lui ont causées, et comment enfin la bouche lui fut ouverte; il proteste qu'il n'a jamais attendu, ni désiré un tel état, qu'il a ardemment prié Dieu de le préserver d'illusions, mais qu'il a dû se rendre à l'évidence. La joie intérieure dont il se sent inondé, la facilité avec laquelle il parle, non-seulement dans sa langue maternelle, mais en grec et en latin, ce qui lui serait impossible en dehors de ses agitations, toutes ces merveilles l'ont convaincu que c'était bien le bras de Dieu qui opérait en lui et qu'elles n'étaient que les arrhes de quelque chose de plus grand encore qu'il attendait avec confiance (1).

Nous retrouvons ici des phénomènes absolument analogues à ceux qu'on a pu observer dans les Cévennes, et plusieurs personnes à Londres ont été saisies de la même manière que M. Lacy.

En février 1708, le Recueil d'Amsterdam publia sur toute cette affaire des prophètes à Londres une relation historique détaillée que nous avons déjà mentionnée. Elle était écrite entièrement au point de vue des adversaires des Cévenols et de leurs amis, probablement par quelqu'un des membres du consistoire de la Savoye, et elle n'épargnait ni Marion et ses frères, ni MM. Lacy et Misson. Ce dernier se vit appelé à répondre; ce qu'il fit, comme nous l'avons vu, dans le cahier d'avril de la même année.

A côté de ce zélé et dévoué protecteur, se trouvèrent à Londres d'autres hommes disposés à soutenir la cause des prophètes, mais ils le firent plutôt en qualité de disciples et d'admirateurs, qu'à titre d'appréciateurs éclairés et d'observateurs impartiaux. On put remarquer à leur tête, outre le juge Lacy que nous avons mentionné, le célèbre mathématicien Nicolas Fatio, de Duillier (2), originaire

(1) *Nouvelles de la République des lettres*, septembre 1707, p. 331.

(2) Nicolas, fils de Jean-Baptiste Fatio ou Fatio, que Voltaire appelle un des plus

de Genève; Jean Daudé, de Nîmes, homme de lettres fort savant, et Charles Portalès, dont les noms figurent déjà dans le *Théâtre des Cévennes*, comme ayant fait solennellement devant le juge Richard Holford, le 1^{er} avril 1707, une déclaration en faveur d'Elie Marion, et ayant témoigné de sa sincérité, de sa droiture, de son bon sens et de la réalité de ses inspirations divines. Dans leur enthousiasme, ils s'appliquèrent à recueillir les paroles prononcées par Marion dans ses moments d'extase, ou selon l'expression qu'ils employaient de préférence, « dans les temps de ses saisissements. » Misson dit en effet « qu'il voulut voir les inspirés bien des fois, pendant les accès ou saisissements que plusieurs appellent improprement extases. » Ce dernier mot lui répugnait. Le résultat de ce travail ou de cette diète qu'ils croyaient fermement recevoir de l'Esprit de Dieu par l'organe du prophète, fut la composition puis la publication d'un livre auquel ils donnèrent le nom d'*Avertissements prophétiques d'Elie Marion, l'un des chefs des protestants qui avaient pris les armes dans les Cévennes, ou Discours prononcés par sa bouche sous l'opération de l'Esprit et fidèlement recueillis dans le temps qu'il parlait.* (Londres, avril 1707, 178 pages in-8°.) Ces discours, formés d'un tissu incohérent d'exhortations religieuses, de pieuses adorations, d'encouragements aux opprimés, de menaces terribles contre les rebelles, le tout en style biblique, furent habilement exploités par les adversaires. Ceux-ci parvinrent même à faire condamner le livre comme séditieux et à en faire exposer les auteurs au carcan (1).

(Suite.)

JULES CHAVANNES.

grands géomètres de l'Europe, né à Bâle en 1664, mort en Angleterre en 1753, fut l'ami de Newton, de Huyghens et de Jacques Bernouilli. A l'âge de dix-sept ans, il écrivit à Cassini, en lui proposant une théorie pour la recherche de la distance du Soleil à la Terre, et des observations sur l'anneau de Saturne. Il eût fait partie de l'Académie des sciences s'il n'avait pas été protestant. On lui doit un grand nombre d'observations sur la physique, la nautique et l'astronomie. (Voyez J. Senebier, *Histoire littéraire de Genève*, t. III.)

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV.*

BIBLIOGRAPHIE

LES FEMMES DE LA RÉFORMATION. 3^e série : *Angleterre, Ecosse*, par le Rév. J. ANDERSON; traduit de l'anglais par Madame ABRIC-ENCONTRE. Librairie Grassart. In-12.

Nous avons successivement annoncé les deux premières parties de l'ouvrage du Rév. Anderson traduit en français par Madame Abric-Encontre (1). Le troisième volume, qui vient de paraître, mérite les éloges accordés aux premiers, sans encourir les mêmes critiques. Deux raisons expliquent le remarquable progrès qui signale la fin d'un bon livre. D'une part, l'auteur anglais ayant à raconter quelques épisodes de l'histoire religieuse de son pays, a été plus près des sources et a pu y puiser avec plus de loisir et de succès. Les biographies d'Anne Boleyn, de Catherine Parr, d'Anne Askew et de quelques autres femmes célèbres par leur foi, leur nom ou leur martyre, sont pleines d'intérêt et par le fond même du sujet et par la manière ingénieuse ou neuve dont il est traité. On n'aurait pu en dire autant des biographies relatives à l'Allemagne et à la France, de nombreux travaux écrits dans notre langue ayant jeté sur la question plus de lumières que l'écrivain anglais. D'autre part, le traducteur, cédant à ses propres inspirations et à de judicieux conseils, a adopté une manière plus libre de rendre l'original, et sans rien laisser perdre de la pensée de son auteur, l'a revêtu d'une forme plus appropriée au goût français, plus vive et plus digne de l'histoire. Ce volume nous semble donc de tout point excellent.

Les récits qu'il contient côtoient de près les grands événements de l'histoire générale d'Angleterre au XVI^e siècle et en montrent sous un jour attrayant le côté moral et religieux. On y retrouve avec plaisir et sans surprise les sentiments de piété qui, à côté d'excusables faiblesses, animaient les deux épouses, que j'ai nommées, du redoutable Henri VIII, leur utile intercession en faveur des premiers réformés d'Angleterre, leurs efforts pour favoriser la traduction et la propagation de la Bible. Mais on est étonné de voir sur le sol anglais un clergé aussi sanguinaire et aussi fanatique que sur le continent pousser partout à la persécution et aux supplices. La touchante histoire d'Anne Askew montre que la rage d'un évêque de

(1) *Bulletin*, t. XIV, p. 342, et XVI, p. 37.

Winchester et d'un chancelier d'Angleterre peut égaler celle du tribunal du Saint-Office et la dépasser peut-être. Si le venin de l'esprit de persécution avait pu s'inoculer définitivement au tempérament énergique du peuple anglais, quels fruits de mort n'eût-il pas produits ? Heureusement l'esprit de liberté germait à la fois dans les mœurs de la nation britannique et dans les doctrines nouvelles qui allaient bientôt présider à ses destinées, et c'est d'un sourire et non d'un œil menaçant qu'elle devait désormais accueillir tous les progrès. Peuple heureux, quand pourront les Français puiser au même trésor les mêmes avantages et fonder avec un égal succès les lois sur les mœurs, les mœurs sur la religion !

Mais ces réflexions et bien d'autres se présenteront d'elles-mêmes aux lecteurs du présent volume, et ils remercieront avec nous de ses persévérants efforts la femme distinguée qui contribue à ouvrir à la piété domestique les sources fortifiantes de l'histoire.

M.-J. GAUFRES.

LES GUERRES DE RELIGION ET LA SOCIÉTÉ PROTESTANTE DANS LES HAUTES-ALPES (1560-1789), par CH. CHARRONNET.

Pendent opera interrupta... L'écrivain dont nous nous proposons de rappeler ici le souvenir et de recommander la mémoire aux lecteurs du *Bulletin*, a eu le temps, avant de disparaître, de composer deux brochures (1) et un livre. Il semble donc qu'il ait acquitté sa dette envers la science, à laquelle il avait résolu de consacrer sa vie. Néanmoins son œuvre est restée incomplète, car il avait projeté d'autres travaux et même il les avait entrepris ; la mort seule a pu interrompre son docte labeur, poursuivi au milieu des plus cruelles souffrances.

Né en 1829, Charles Charronnet fut destiné par son père, officier dans l'armée française, à la carrière militaire. Mais après avoir suivi les cours du collège de la Flèche, il céda au goût qui l'attirait vers les études littéraires et surtout vers les études historiques : en 1847, il se fit recevoir, comme élève, à l'Ecole des Chartes. Cinq ans plus tard, il devenait archiviste du département des Hautes-Alpes. A partir de cette époque, il rechercha, avec une active curiosité, les matériaux de l'ouvrage qui fut publié en 1861 et qui est intitulé : *Les guerres de religion et la Société protestante dans les Hautes-Alpes*. Plusieurs communications précédemment adressées à M. Ch. Read (2),

(1) *Notice historique sur les monastères de Durbon et de Berthaud. — Etude sur les Sociétés savantes du département des Hautes-Alpes.*

(2) *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français*, II, p. 368 ; — III, p. 308 ; — IV, p. 177 ; — V, p. 315.

avaient fait déjà connaître son nom à ceux qui s'occupent de l'histoire de la réforme française.

Dans la préface de son livre : *Les guerres de religion et la Société protestante dans les Hautes-Alpes*, Ch. Charronnet détermine nettement les limites de son sujet et indique avec modestie la mesure dans laquelle il espère être utile. « Il faut, dit-il, que toutes les archives soient fouillées, il faut que paraissent à la lumière du jour les annales de toutes nos cités avant que puisse être écrite une véritable, une complète histoire de France. Je ferai pour Gap et pour les principales localités de ce pays ce que de rudes travailleurs ont déjà fait pour d'autres contrées. » Et ce programme, l'auteur l'a réalisé, sans se laisser, une seule fois, entraîner par le plaisir de retracer les événements généraux. Ce n'est pas qu'il n'ait une entière connaissance de ceux-ci ; mais il juge avec raison que son œuvre a, en elle-même, des éléments d'intérêt suffisants pour captiver les lecteurs. Il est certain, du reste, que celle-ci, bien que circonscrite à une seule région, nous permet de comprendre ce qui s'est passé ailleurs. Pour exemple, nous citerons le fait suivant. Presque aussitôt après la promulgation de l'Edit de Nantes, un conflit s'éleva dans plusieurs villes de France au sujet du partage des fonctions consulaires entre les catholiques et les réformés. A Gap, il surgit comme à Nîmes, comme à Montpellier, etc... En 1601, une ordonnance des commissaires délégués par Henri IV pour aplanir les difficultés relatives à l'exécution de l'Edit de Nantes en Dauphiné, attribua la charge de premier consul à un catholique et à un protestant alternativement. Confirmée en 1604, cette ordonnance fut appliquée jusqu'en 1631. A cette dernière date, les calvinistes furent exclus du consulat. Ils ne se firent pas faute de protester contre le résultat de l'élection, et par leur persistance à en signaler l'illégalité, ils parvinrent à en obtenir l'annulation. Mais ils furent moins heureux en 1641, en 1643, en 1645, en 1660, etc..., lorsque l'abus, qui s'était produit en 1631, se fut renouvelé. En 1673, enfin, Louis XIV désigna, par des lettres patentes, les citoyens qui seraient investis du consulat pendant l'année 1674, et il est inutile de dire qu'aucun d'entre eux n'était réformé. Du même coup, il dépouillait les dissidents d'un droit dont ils avaient joui pendant près d'un siècle et il détruisait les franchises municipales de la ville de Gap. Si aucune réclamation ne fut formulée par les catholiques de Gap contre cet acte de centralisation, c'est que le fanatisme religieux avait étouffé en eux toute autre passion, tout autre sentiment.

L'histoire des *Guerres de religion et de la Société protestante dans les Hautes-Alpes* est divisée en trois livres : le premier traite des guerres de religion ; le second décrit l'organisation de la société protestante sous le régime de l'Edit de Nantes ; le troisième fait

connaître les suites et les résultats de la révocation dans le pays et indique la persistance du protestantisme jusqu'aux jours mêmes de la Révolution française.

Notre intention n'est pas de suivre l'auteur dans les développements qu'il a donnés à chacune de ces trois parties. Nous nous bornerons à rendre justice à l'exactitude avec laquelle il a non-seulement exposé les faits spéciaux aux Hautes-Alpes, mais encore analysé les traités ou les édits par lesquels la situation des réformés de cette contrée, en même temps que celle des autres provinces de France, fut réglée. Il a aussi été amené, par les conditions de son sujet même, à tracer le portrait de plusieurs personnages qui ont joué un rôle dans les guerres de religion du Gapençais. Sans nous attacher à ce qu'il dit sur les Montbrun et sur Lesdiguières, bien qu'il ait apprécié les uns et les autres avec sagacité, nous emprunterons à son livre quelques détails sur un prélat qui par la diversité de ses aptitudes, l'étrangeté de sa conduite, son intrépidité, ses malheurs et son opiniâtreté en face de l'ennemi, est certainement l'une des figures les plus originales que l'on puisse imaginer.

L'évêque de Gap, Gabriel de Clermont, ayant embrassé le calvinisme et abandonné son évêché moyennant une rente viagère de deux mille livres, Charles IX lui donna pour successeur un vaillant capitaine qui s'était fort distingué à la bataille de Montcontour, Pierre Paparin de Chaumont. Celui-ci arriva à Gap, en 1573, botté, éperonné, la lance en arrêt; il avait juré au roi de détruire les huguenots jusqu'au dernier. Mais il eut bientôt d'autres adversaires que ceux contre lesquels il devait combattre par état. A Gap, il existait un tiers-parti qui avait pour chef le gouverneur de la ville, le sieur du Monétier. Le 28 octobre 1574, l'évêque, passant dans l'une des rues de Gap, fut subitement attaqué par plusieurs individus qui voulaient le tuer; il reçut un coup de pistolet au genou et fut transporté dans une maison du voisinage, où il demeura plus de trois mois au lit. Trois personnes furent arrêtées comme les auteurs de cet attentat. Le sieur du Monétier les fit enlever de la prison où elles avaient été enfermées. De peur d'être de nouveau maltraité, Paparin n'osa poursuivre leur condamnation par justice; mais se faisant pamphlétaire, il répandit dans le public un mémoire dans lequel son ennemi particulier n'était pas ménagé. La querelle de Paparin et du gouverneur n'était pas encore apaisée, lorsque Lesdiguières, chef des protestants du Dauphiné, s'introduisit par surprise dans Gap (3 janvier 1577). A cette nouvelle, l'évêque réunit plusieurs catholiques, et, à leur tête, il dressa une barricade en avant de l'une des portes de la ville; mais quand il se vit sur le point d'être forcé dans ce retranchement, il se résigna à la retraite et gagna la Baume de Sisteron, qui fut sa résidence pendant la plus grande partie de son épiscopat. Et, en effet, il ne put revenir dans Gap

qu'en 1580, lorsque l'Edit de Nantes eut préservé le rétablissement du culte catholique dans tout le royaume. Mais à la suite d'un acte de violence qu'il accomplit quelque temps après, il dut en sortir pour la seconde fois. Les *Annales des Capucins* racontent le fait ainsi : « Au retour de Monseigneur, tout le corps de la ville de Gap l'alla visiter. Le ministre crut qu'il devait faire de même, et y étant allé, se promenant avec ledit seigneur-évêque dans la salle, il fut si téméraire que de lui dire que la ville de Gap recevait ce jour-là grand honneur de voir ses deux pasteurs ensemble. Ce seigneur fut si offensé de cette insolence et qu'un petit ministre osât s'égaliser avec lui qui était son prélat et son seigneur, n'étant que son sujet, comme il était robuste, d'une riche taille et bien proportionné, il saisit cet insolent et le jeta par la fenêtre. » Pour se soustraire à l'inimitié que ce singulier exploit avait excitée parmi les haguemots, Paporin se hâta de quitter Gap. L'année suivante (1600), il mourut à la Baume. De ce prélat qui, après avoir été brave soldat, fut, à sa manière, homme d'Eglise, on a une traduction des psaumes de David en vers français : il eût voulu qu'elle fût à l'usage des catholiques, comme celle de Marot, qu'elle est loin d'égaliser, était à l'usage des réformés. Enfin, M. Charronnet nous montre Paporin se promenant, les soirs d'été, dans les magnifiques jardins de sa résidence et discourant avec ses chanoines sur la morale, la religion, la métaphysique et les sciences humaines.

Après l'*Histoire des Guerres de religion et de la Société protestante dans les Hautes-Alpes*, M. Charronnet avait composé une *Histoire de la commune de Gap*. Mais avant d'avoir pu y mettre la dernière main, il est mort à l'âge de trente-quatre ans, et le manuscrit de son second ouvrage, vendu aux enchères publiques, a été adjugé à un inconnu pour la somme de *vingt-cinq francs*. Le regret qu'inspire la fin prématurée de l'auteur s'accroît encore par la pensée que l'œuvre à laquelle il avait consacré les derniers efforts d'un talent mûri par la méditation, a peut-être disparu pour toujours. Si l'acquéreur de l'*Histoire de la commune de Gap* se décide, un jour, à éditer ce livre, il n'est pas douteux que l'on n'y retrouve les qualités qui distinguaient M. Charronnet comme historien : l'intelligence des causes, l'impartialité des appréciations, la bonne foi dans l'exposé des faits et l'élégance soutenue de la narration.

L. ASQUEZ.

FÊTE DE LA RÉFORMATION

La solennité que ramène le premier dimanche de novembre pour les Eglises réformées de notre patrie, empruntera, cette année, un intérêt exceptionnel à la situation du monde catholique. Le 3 décembre 1563, les Pères du concile de Trente, parvenus au terme de leurs laborieuses sessions plus d'une fois interrompues dans l'espace de dix-huit ans, se séparaient en jetant l'anathème aux nations qui avaient osé rompre avec Rome, et proclamer leur libre foi en Jésus-Christ, seul chef de l'Eglise. Par un mystère bien digne des méditations du Vatican, les peuples anathématisés sont ceux-là mêmes qui n'ont pas cessé de grandir et de marcher d'un pas ferme dans les voies d'une civilisation supérieure, tandis que les nations soumises à l'influence exclusive du principe catholique semblent vouées à un déclin continu. Une voix éloquente, qui éveillera mille échos dans l'ancien et le nouveau monde, déplorait hier encore (avec quel accent de douleur!) la décadence des races latines livrées à la triple anarchie sociale, morale et religieuse, par la perversion de l'Evangile, « dont l'esprit et la lettre sont également foulés aux pieds par le pharisaïsme de la loi nouvelle. » Ce solennel avertissement sera-t-il entendu à Rome? Quelle sera l'œuvre du concile œcuménique si pompeusement annoncé comme le couronnement du pontificat de Pie IX, et la réponse de l'infaillible autorité aux besoins de la conscience moderne qui demandent impérieusement une satisfaction? On ne saurait dire, et l'avenir est gros de surprises autant que d'orages. Quoi qu'il en soit, le rôle des Eglises de la Réforme est tout tracé devant les manifestations qui éclairent d'un jour nouveau les déchirements du monde catholique. Qu'elles se retrempent dans leurs origines! Qu'elles étudient toujours mieux leur belle et glorieuse histoire! Elles n'ont rien à renier du grand principe qui les a mises au monde, et c'est dans l'Evangile de Jésus-Christ, cette charte de foi et de liberté, arrosée du sang de tant de martyrs, qu'elles puiseront le secret d'une nouvelle jeunesse.

J. B.

P. S. — La rédaction du *Bulletin* recevra, comme toujours, avec le plus vif intérêt, les communications relatives à la Fête de la Réformation.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

ANTOINE DE CROY

PRINCE DE PORCIEN (1)

La mort de François II, en changeant tout à coup la face des affaires, avait virtuellement anéanti la condamnation capitale prononcée contre Louis de Bourbon, et rendu la liberté à ce prince, qu'une décision solennelle devait bientôt proclamer innocent et réintégrer dans la plénitude de ses droits. De son côté, Antoine de Bourbon, délivré de tout danger, au moment même où son frère échappait à la mort, se voyait appelé à une haute situation dans l'Etat pendant la minorité du nouveau roi.

Rassuré désormais sur le sort de ses oncles et sur celui de l'amiral, qu'il associait à tous deux dans ses affections, Antoine de Croy suivait d'un regard attentif le cours des événements. Un secret pressentiment l'avertissait qu'il pourrait, plus tard, s'y trouver personnellement engagé; mais, loin

(1) Voir les deux premières parties de cette Etude, *Bulletin* de janvier, p. 2, et de mars, p. 124.

de chercher à sortir prématurément de sa position de simple observateur, il s'y renfermait au contraire avec le scrupule d'une conscience droite, et la modération d'un esprit patient. Sa vigilance et sa perspicacité trouvaient au surplus dans l'expectative un aliment suffisant. Quelque graves que fussent les questions politiques et sociales qui s'élevaient chaque jour, elles étaient pour lui, dominées par une question d'un ordre supérieur, celle de l'avenir réservé à la récente revendication du principe de la liberté religieuse. Ses préoccupations à cet égard étaient celles d'un disciple du grand homme qui, le premier en France, se plaçant sur le terrain du droit, venait de prendre en main avec autant de dignité que de force la cause de cette sainte liberté. Initié aux vues de Coligny, Antoine de Croy appelait de ses vœux un premier succès. Il sentait même ses espérances s'affermir à la vue de la noble attitude prise par l'amiral aux états généraux d'Orléans, attitude identique à celle qu'il avait adoptée dans les conférences de Vendôme et de La Ferté, à Amboise, en Normandie et au sein de l'assemblée de Fontainebleau. Appréciateur judicieux des hommes avec lesquels il vivait en rapport quotidien, le comte de Porcien constatait aisément, sans rien perdre d'ailleurs de la respectueuse affection qu'il avait vouée à ses oncles, que, si la ferme piété, la haute raison et le désintéressement politique de Coligny l'autorisaient à donner des conseils, le prince de Condé et Antoine de Bourbon avaient parfois besoin d'en recevoir : l'un, pour contenir dans de justes bornes et diriger vers le seul but légitime une bouillante ardeur et des tendances trop souvent étrangères aux inspirations de la foi chrétienne; l'autre, pour répudier les habitudes de mollesse et les incertitudes d'esprit qui le livraient à la merci de toutes les intrigues.

Au moment où l'on était encore sous l'impression des événements dont la ville d'Orléans venait d'être le théâtre, arriva des bords du Rhin à l'adresse du roi de Navarre, une lettre dont le contenu excita chez Antoine de Croy, dès qu'il en eut

connaissance, une vive émotion. Elle émanait d'un homme qu'il savait être tout dévoué à la cause protestante, d'un célèbre jurisconsulte et publiciste français, alors en résidence à Strasbourg, d'où il soutenait d'utiles relations avec plusieurs princes d'Allemagne :

« Sire, écrivait François Hotman à Antoine de Bourbon, le 31 décembre 1560 (1), aiant fait vos recommandations par deça, ainsi comme vous m'aviez commandé, j'ay cogneu en nos princes un singulier regret et déplaisir de l'outrage que l'on avoit fait à Monseigneur le prince vostre frère, et n'eüst esté la mort du feu roy, qui leur donna opinion que ledit seigneur estoit délivré, il y a longtemps qu'ils eussent fait devoir d'amis et de chrestiens envers luy. Au demourant, ils sont tous si joyeux du gouvernement qui vous est rendu, qu'ils se délibèrent vous envoyer ambassade pour vous congratuler et asseurer de leur bonne volonté et de recognoistre maintenant le devoir que vous avez envers Dieu, lequel vous a délivré vous et Monseigneur vostre frère de la main de vos ennemis, vous les donnant maintenant liez pieds et mains à vostre dévotion, et les submettant soubz vos pieds pour leur rendre le supplice qu'ils méritent par leur intolérable tyrannie et immanité dont ils ont usé envers vous. Les princes qui s'assemblent sont *xxi* et sont tous de la confession évangélique; il y a les électeurs palatins de Saxe et de Brandebourg, le Landgraff, les ducs de Saxe, de Poméranie, Wirtemberg, Deux-Ponts, Brunswick, Lunebourg, Mecklenbourg, Louënebourg, Holstain, Anhalt, les marquis de Brandebourg et de Bade, et le comte palatin Georges, frère de Monseigneur l'Electeur. Le lieu de l'assemblée est Neunbourg, sur les fins de la Thuringie, et l'assignation au *xxi* de janvier. S'il plaisoit à Vostre Majesté négotier avec eux de quelque affaire, l'opportunité seroit maintenant fort grande, mais il faudroit savoir bientost vostre volonté et me la mander par le porteur... — Sire, nous supplions très-humblement Vostre Majesté vous souvenir de la promesse qu'il vous pleut nous faire à Vertueil, sachant le conte que vous aurez à rendre au jugement de Dieu, de dissimuler à la cruauté des tyrans et à l'effusion du sang de tant de pauvres affligés. Mesmes les Allemans sont avertis que les desers et montagnes de Provence sont pleins de pauvres fugitifs qui meurent de faim et de froit, et espèrent que, vous estant aujourd'huy rendue l'autorité qui vous appartenoit, Vostre Majesté aura plus d'égard à l'obéissance qu'elle

(1) Archives des Basses-Pyrénées. E. 582. — Cette lettre a été publiée dans le *Bulletin*, t. IX, p. 32 et suivantes.

doit à Dieu qu'à l'amitié des tyrans qui sont en exécution de Dieu et des hommes ; à quoy je supplie le Créateur vous vouloir, Sire, augmenter la sainte affection qu'il vous a donnée, et tellement inspirer que vous congnoissiez que ses oreilles seront fermées à vos prières si les vostres sont sourdes aux clameurs de ses serviteurs et enfans. »

Le roi de Navarre resta sourd à ce langage, dont la mâle énergie eût réveillé de sa torpeur une âme généreuse et l'eût irrésistiblement portée aux héroïques dévouements. La sienne, hélas ! allait devenir le jouet des plus insidieuses obsessions, et les protestants français furent bientôt réduits à ne voir qu'un déserteur de leur cause, qu'un satellite des Guises dans la personne d'un prince dont le rôle, clairement tracé par les circonstances, fût demeuré si beau, s'il eût su, répondant à l'appel du devoir, s'ériger en protecteur des opprimés et prendre en main la défense de la foi évangélique.

Il n'en fut pas de même du prince de Condé. Doué d'une sagacité d'esprit et d'une vigueur de caractère peu communes, il sut, dès le début de l'année 1561, se créer à la cour une situation qui, sans être prépondérante, était du moins digne de son rang et conforme à ses devoirs. Il fit plus : il se posa résolument en sectateur de la religion nouvelle, à la face des adversaires de tout genre qui s'efforçaient en vain d'en comprimer l'essor par d'odieuses persécutions. Quelles que fussent chez Louis de Bourbon les vues ambitieuses qui, mêlées au sentiment religieux, en altéraient la pureté, il n'en faut pas moins reconnaître que ce prince, à la différence de son frère, était du nombre de ces hommes qui, au XVI^e siècle, acceptaient sans détour, sans idée de rétractation ultérieure, les conséquences d'une profession publique de protestantisme, et dont l'âme fortement trempée était prête à affronter les menaces et les périls de l'avenir.

Louis de Bourbon, au sortir de sa captivité, aspirait à une réparation éclatante qui, basée sur la déclaration de son innocence, lui restituât ses prérogatives de prince du sang. Tout en se tenant à l'écart jusqu'à ce qu'une pleine satisfac-

tion lui eût été donnée, il ne restait pas tellement étranger aux affaires de la cour, qu'il ne fût journellement informé de ce qui s'y passait. On en trouve la preuve dans une dépêche qu'il expédia d'Orléans le 1^{er} février 1861, à son beau-frère le duc de Nevers, avec lequel il continuait de vivre dans une intimité que le second mariage de celui-ci n'avait nullement altérée.

« Monsieur, lui disait-il (1), sans l'assurance que m'a donnée votre secrétaire, de vous faire tenir ma lettre, je vous eusse escript par homme exprès, pour m'acquitter de la promesse que je vous fiz dernièrement, de vous faire entendre le deslogement du roy, quy se fait lundy prochain, de ceste ville pour aller à Fontainebleau, où il ne pourra estre jusques à vendredy pour tout le jour. L'espérance que j'ay d'avoir ce bien de vous y veoir avec Madame vostre femme en ce mesme temps me gardera de vous tenir plus long propoz, si ce n'est pour me recommander humblement à vostre bonne grace et à la sienne, et supplier nostre Seigneur vous donner, Monsieur, autant d'heureux contentement comme pour soy en desire vostre humble et obéissant frère à vous faire service. — Je crains bien [que] la maladye de la duchesse de Montpensier soyt cause qu'elle ne pourra accompagner la royne, et que nous fauldra demeurer en ceste ville pour quelques jours, etc., etc. »

Au moment où il recevait ces lignes qui lui signalaient l'état de souffrance d'une femme d'élite à laquelle il était sincèrement attaché, le duc de Nevers relevait lui-même à peine d'une maladie qui avait excité la sollicitude de sa famille et de ses amis. Il est bon de remarquer, relativement à ceux-ci, que quelles que fussent, au milieu des agitations de cette époque, les dissentiments qui les tinssent éloignés les uns des autres, François de Clèves avait généralement réussi jusqu'alors à se maintenir dans de bons rapports avec tous. Parmi eux figurait le connétable de Montmorency, auquel il s'adressait, le 13 février 1561, en ces termes (2) :

« Monsieur, vous m'avez tousjours fait démonstration de si bonne amitié que je ne doute point, ayant entendu la maladie de laquelle il a

(1) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 3136, f^o 87.

(2) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 3179, f^o 52.

plein à Dieu me visiter, que vous n'en ayez eu de l'ennuy, pour duquel vous tirer et mettre hors, je n'ay voulu faillir de faire ceste depesche et vous asseurer, Monsieur, que de ceste heure je suis si bien de ma santé que j'espère, à l'ayde de nostre Seigneur, vous veoir en brief que je m'achemineraï pour aller trouver la bonne compaignie à Fontainebleau, et là vous dire particulièrement beaucoup d'affaires qui me concernent, à celle fin de m'y gouverner selon vostre conseil et bon advis que je recevray pour mettre à effect comme du plus suffisant homme et autant bon amy en mon endroict que je congnoisse, etc., etc. ^a Vostre plus affectionné et entièrement bon amy à vous obéir,

« FRANÇOYS DE CLÈVES. »

Antoine de Croy, sans oublier le passé, savait, en ce qui concernait Anne de Montmorency, concilier la dignité de sa situation comme fils de la comtesse de Seninghen, avec la stricte déférence, qu'à titre de gendre du duc de Nevers, il devait témoigner au connétable, en tant qu'ami de ce prince.

Voici une nouvelle preuve du tact parfait qui le guidait dans les circonstances les plus délicates : à une époque voisine de celle des attentats commis à Orléans par François et Charles de Lorraine, ennemis déclarés de ses oncles et de sa tante Eléonore de Roye, on le vit, sans qu'il se pliât du reste à la moindre démarche ressemblant à une concession vis-à-vis des Guises, se faire un devoir de respecter en la personne d'Antoinette de Bourbon, leur mère, la femme sous l'égide de laquelle s'était abritée naguère la jeunesse de Catherine de Clèves devenue orpheline. Le cœur d'Antoine de Croy était ouvert à la reconnaissance : aussi considéra-t-il comme légitime l'empressement que mit, depuis son mariage, la comtesse de Porcien à se ménager, dans un nouveau séjour au château de Joinville, le moyen de convaincre Antoinette de Bourbon du prix qu'elle attachait au souvenir de son bienveillant patronage. La comtesse de Seninghen partageait d'autant plus aisément le sentiment de son fils à cet égard, qu'elle était assurée qu'Antoinette de Bourbon étendait jusqu'à lui, en qualité d'époux de sa petite nièce, l'intérêt affectueux qu'elle portait à cette dernière.

De son côté, Françoise d'Amboise, devenue, dans la sérieuse acception de ce mot, une seconde mère pour la jeune compagne de son fils, s'attachait, de loin comme de près, à entourer de tendres soins et de témoignages de bonté la sympathique et gracieuse Catherine, dont les lignes suivantes attestent la filiale reconnaissance :

« Madame, écrivait de Joinville (1), le 13 février 1561, la jeune comtesse de Porcien à sa belle-mère, qu'elle avait laissée à Paris, j'ay receu les lettres qu'il vous a pleu m'escrire par ce porteur, et l'honneste présent que m'avez envoyé, dont humblement vous merceye. J'ay esté très ayse sçavoir le bon portement de Monsieur mon père, et ne m'eust sceu advenir nouvelle dont j'eusse esté plus ayse pœur la peyne que je portois de ce que l'on m'en avoit dict. J'ay esté advertye qu'il avoit envye de me renvoyer querir : je vous puis asseurer, Madame, se me sera ung bien grand heur le pouvoir veoir en telle santé que le desire et pouvoir avoir moyen faire chose qui luy puisse estre agréable. J'ay bien bonne espérance [que] ce ne sera sans vous veoir, et lors vous remerci-
ray plus amplement de vostre beau présent et de la bonne souvenance qu'avez de moy. Actendant ce bien, je supplieray nostre Seigneur, mes humbles recommandations présentées à vostre bonne grâce, vous donner, Madame, une parfaite santé, très-bonne et longue vye. Vostre humble et bonne fille, KATTERINE DE CLAISVES. »

Cette lettre était suivie, le lendemain 14 février 1561, du billet suivant d'Antoinette de Bourbon à la comtesse de Sëninghen (2) :

« Ma cousine, j'ay receu les lettres que m'avez escriptes par ce porteur, qui m'a bien au long fait entendre ce dont luy avez donné charge me dire, dont je suis bien d'avis; et suivant ce que j'ai escriptz à Mons^r de Nevers, comme verrez par mes lettres. J'avois jà bien sceu sa malladye, de quoy j'ay porté grand peyne, et me semble sera très-bien faict, pendant qu'il se porte bien, vous faciez tant que les choses si bien commencées soient du tout asseurées et mises à fin. Je suys bien ayse que vous portez bien et voz affaires aussy. Vous pouvez estre asseurée qu'en tout ce que je pourray m'employer pour vous et mon cousin vostre filz, ce sera d'aussy bon cœur que je supplye le Créateur vous donner,

(1) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 3212, f^o 69.

(2) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 3212, f^o 70.

ma cousine, en bonne santé longue vie. Vostre bien bonne cousine et amye, ANTHOINETTE. »

Cependant la cour s'était transportée d'Orléans à Fontainebleau. Le duc de Nevers profita du rétablissement de sa santé pour se rendre dans cette dernière ville où l'appelaient ses sympathies fraternelles et sa sollicitude de père de famille, plus encore que les devoirs de sa position officielle. Et d'abord, c'était là qu'il s'attendait à voir accorder, et que fut accordée en effet à Louis de Bourbon une première réparation ardemment désirée. Reconnu innocent, ce prince fut autorisé à siéger au Conseil privé et à recourir au Parlement de Paris, pour obtenir de ce grand corps judiciaire un arrêt déclaratif de son innocence, avec toute la solennité de formes requises à l'égard d'un prince du sang. C'était aussi à Fontainebleau que le duc de Nevers se proposait de soumettre à l'approbation royale le projet d'union du comte d'Eu, son fils aîné, avec la fille du duc et de la duchesse de Montpensier. Pour faciliter la réalisation de ce projet et l'obtention d'une sanction souveraine, en même temps que pour assurer le maintien de la bonne harmonie entre ses cinq enfants, qui lui étaient également chers, il voulut qu'à titre de préliminaire essentiel, un acte dont il avait mûrement arrêté les dispositions après avoir consulté ses parents, ses amis et ses conseils (1), fixât nette-

(1) Parmi ces derniers se trouvait probablement le célèbre Charles Dumoulin. Il était fort attaché au duc de Nevers, et ne l'était pas moins au comte de Porcien, que plusieurs dispositions de l'acte du 24 mars 1561 concernaient, en qualité d'époux de Catherine de Clèves. La lettre suivante (Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 3212, f^o 65) laisse entrevoir la nature des relations qui existaient entre le beau-père d'Antoine de Croy et le grand juriconsulte. — « A Monseigneur le duc de Nyvernois, pair de France. Monseigneur, je vous remercie humblement de ce qu'il vous a plu m'escrire et me faire tel honneur procédant d'ung si grand et vertueux prince que vous, et encore plus de ce que prenez à gré que je baille ma fille unique à ung de voz serviteurs, vostre bailli de Coulommiers, et que le tenez de voz plus fidelles comme aussy m'en tiens certain. C'est, Monseigneur, une des principales causes qui m'a meu conclure ladite alliance, et que j'ay cognu qu'il est entré en vostre service et le bon zèle qu'il ha à vous et aux princes du sang, ausquels vous et Messeigneurs vos enfians attenez, car pour ma part j'ay toujours esté dès ma jeunesse affectionné aux princes du sang et aussy à vostre très-noble et vertueuse maison. Mes livres latins et françois le tesmoignent. J'espère qu'à l'advenir ma petite maison et famille vous sera encores plus recommandable, tousjours preste et appareillée à vostre service. Vous pourrez adjouster foy à vostre dit serviteur mon gendre, priant Dieu qu'il vous doint de

ment pour l'avenir, les situations respectives de fortune du comte d'Eu, de son frère et de ses sœurs.

Il attribuait à François, son fils aîné, les duché et pairie de Nivernais, les comté et pairie d'Eu, ainsi que de nombreuses terres et seigneuries; à Jacques, son fils puîné, le marquisat d'Isles, le comté de Beaufort, et certaines possessions dont quelques-unes seigneuriales; enfin à ses filles Henriette, Catherine et Marie, différentes terres et sommes d'argent. Une mention finale qui prouve de quels graves personnages le duc de Nevers aimait à s'entourer quand il s'agissait de l'intérêt de ses enfants et de son gendre constate que l'acte était passé « en présence de nobles hommes, « MM. Pierre Séguier, président en la cour de Parlement de « Paris, et Charles de Lamoignon, conseiller du roi en ladite « cour (1). »

Deux jours après avoir ainsi disposé en faveur de ses enfants, le duc de Nevers, tout entier désormais aux exigences du présent, prit part à un second acte qui, pour être empreint, il est vrai, d'un caractère simplement préparatoire, n'en constituait pas moins un acheminement réel vers la conclusion de l'alliance qu'il avait soigneusement ménagée à l'aîné de ses fils (2).

N'est-il pas permis de supposer que si François de Clèves aspirait à voir son fils obtenir la main d'Anne de Bourbon, fille du duc de Montpensier, c'était avant tout parce que cette jeune fille avait été élevée par une mère chrétienne, par cette noble Jacqueline de Longwic à la supériorité morale de laquelle les catholiques, aussi bien que les protestants rendaient hommage (3).

bien en mieux prospérer. De Paris, ce 7^e janvier 1560 (1561 n. st.). Vostre très-humble et ancien serviteur, CHARLES DU MOLIN. »

(1) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 2747, f^o 266.

(2) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 2749, f^o 159 et suiv. Acte du 26 mars 1561.

(3) Brantôme (édit. du *Panth. litt.*, t. I, p. 481) la désigne sous le prénom de *Jacquette*. — Un état (voy. *Négoc. s. François II*, p. 744) « des officiers domestiques de la reyne Marie Stuart » lui attribue le même prénom : « Dames à viii liv. de gages : 1^o 2^o Madame *Jacquette* de Longwic, duchesse de Montpensier. » Voir également Davila, t. I, p. 84, 92, et le président de Laplace, *Comment. de l'estat de la religion*, etc., édit. de 1565, f^o 237.

Ce prince honorait, pour sa part, au plus haut degré les vertus et le caractère de la duchesse, en demeurant frappé de l'influence vivifiante qu'exerçaient sur son âme les doctrines de la religion dite nouvelle, auxquelles il devait lui-même, un jour adhérer. D'une autre côté, le penchant que, dès cette époque, le comte d'Eu montrait pour ces mêmes doctrines, avait, ainsi qu'il est permis de le croire, déterminé Jacqueline de Longwic à l'accepter pour gendre et à le faire agréer par le duc de Montpensier, dont le fanatisme sombre et farouche subit plus d'une fois, à son insu, l'ascendant d'une femme supérieure.

L'approbation royale, solennellement manifestée dans l'acte du 26 mars 1561, était déjà, en fait, obtenue depuis quelques semaines ; mais la situation spéciale dans laquelle se trouvait alors Anne de Bourbon commandait de recourir à une autre approbation encore. La duchesse de Montpensier, poussant le dévouement jusqu'à l'abnégation maternelle, avait, par égard pour Catherine de Médicis, dont elle était « l'une des plus privées amies (1), » autorisé sa fille à accompagner en Espagne celle de cette princesse (2). Douce, aimable, empressée, Anne (3) s'était chargée de distraire de ses regrets, en l'entourant de soins affectueux, la mélancolique épouse de Philippe II, destinée à porter, loin de la France, le fardeau d'une morne grandeur. La jeune fille, lorsque se décida son mariage, continuait à remplir sa touchante mission : or, comment y mettre un terme sans l'assentiment de la reine d'Espagne ? Le projet d'union, approuvé en France par le roi et la reine-mère, fut donc porté

(1) Th. de Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 226.

(2) Voir sur l'arrivée et le séjour d'Anne de Bourbon en Espagne, Regnier de La Planche, *Hist. de l'Etat de France sous François II*, édit. de 1576, p. 138. — *Négociat. relat. au règne de François II*, p. 176, 185, 186, 189, 354, 510, 520, 521, 703, 706, 708, 765, 812.

(3) Brantôme, édit. cit., t. II, p. 418. « Madame de Nevers, de la maison de Bourbon, fille de M. de Montpensier, a esté en son temps une très-sage, très-vertueuse et belle princesse, et pour telle tenue en France et en Espagne, où elle avoit esté nourrie quelque temps avecques la royne Elizabeth de France, estant sa *coupière*, luy donnant à boire, d'autant que la reyne estoit servie de ses dames et filles, et chascune avoit son estat, comme nous autres gentilshommes à l'entour de nos roys. »

à la connaissance d'Elisabeth, qui, ne consultant que l'intérêt de sa fidèle compagne, se résigna, avec tout le désintéressement de l'amitié, à une pénible séparation. A peine est-il besoin d'ajouter que le sombre Philippe II, qui avait déjà expulsé de sa cour tant de Français et de Françaises attachés au service personnel d'Elisabeth, se montra plus que facile quant au retour d'Anne de Bourbon en France.

Ce retour fut précédé d'un séjour que le comte d'Eu vint faire en Espagne. Il allait se diriger vers ce royaume lorsqu'Elisabeth écrivit à sa mère : « L'on nous dit issy que ma cousine est accordée au comte d'Eu, et qui doit venir bientost, de quoy je suis bien en peine de savoir la vérité, car ils disent qu'il doit estre issy dans quinze jours. Quant à ma dite cousine, elle se porte fort bien; j'espère, s'il est vrai qu'il vienne, qu'il la trouvera aussi belle comme il la lessée. » Catherine de Médicis répondit à sa fille le 3 mars 1561, pour lui confirmer la nouvelle déjà parvenue à Madrid et annoncer la prochaine arrivée du comte d'Eu à la cour du roi catholique (1).

Le comte d'Eu partit en avril (2), suivi de près par Montreuil, à qui le duc et la duchesse de Montpensier avaient confié le soin de ramener leur fille en France, en le munissant d'instructions écrites dont la teneur atteste que la vigilance maternelle de Jacqueline de Longwic avait présidé à leur rédaction (3). On y lit entre autres choses :

« Premièrement, fera le sieur de Montreuil les très-humbles recommandations de mesdits seigneur et dame au roy et à la reyne d'Espagne, et leur fera entendre que, ayant accordé, sous le bon plaisir du roy et de la reyne sa mère, et pareillement de leurs catholiques Majestés, le mariage de Mademoiselle leur fille, qui est pardelà, avec M. le comte d'Eu, fils ayné de M. le duc de Nevers,⁴ lequel est fort beau, gentil et honneste prince, et des plus grands et riches seigneurs de ce

(1) *Négociat. relat. au règne de François II*, p. 813, 839, 858 et suivantes.

(2) Lettre de l'ambassadeur Chantonnay, du 13 avril 1561. *Mém. de Condé*, t. II, p. 5.

(3) *Négociat. relat. au règne de François II*, p. 683 et suiv.

royaulme, ils supplient très-humblement leurs dites catholiques Majestés de l'avoir agréable; ensemble le peu de service que ladite damoiselle a fait à ladite dame reyne, et luy permettre, avecques leurs bonnes grâces et congé, de s'en revenir pour parachever ce qui a esté commencé par mes susdits seigneur et dame, ses père et mère, puisque ceste chose est tant à son honneur et advantayge; remerciant très-humblement leurs dites catholiques Majestés de l'honorable et favorable traictement qu'ils ont fait à ladite damoiselle leur fille. — Ce faict, Monseigneur de Lymoges, ambassadeur, et ledit sieur de Montreuil, qui va pour conduire et accompagner ladite damoiselle, adviseront ce qui sera requis pour son retour, tant de mullets pour sa littierre, et cheveaux et haquenées pour ses femmes et ses gens, que mulets pour porter son bagaige; et là où il plairoit à la reyne de lui en bailler, faudra l'en pourvoir et en recouvrer, afin qu'au plustost que sa santé le pourra comporter, elle se puisse acheminer pardeçà, à petites journées et à son ayse, et que son équipage soit dressé le plus honnestement et avec le meilleur ménage que faire se pourra. — Davantayge, mondit seigneur et dame prient ledit sieur ambassadeur que, estant pardelà ledit comte d'Eu, il tienne la main à ce que, suivant les articles de mariage faits pardeça en la présence du roy et de la reyne (1), qu'il fasse en sorte que ledit sieur comte d'Eu, *fiance par parolles de présent* (2), avant s'en retourner, ladite damoiselle de Montpensier; et sy on y faisoit quelque difficulté à cause du parentaige qui pourroit estre entre eux, faudroit respondre qu'ils ne sont pas proches en degrés, et que, pour le plus près, ils sont au quatrième; et ce néanmoins mondit seigneur de Montpensier a envoyé quérir la dispense, laquelle il aura en main avant que ledit sieur comte d'Eu soit pardelà. Priant ledit sieur ambassadeur de tenir aussi la main que le tout soit fait le plus seurement, solennellement et honorablement que faire se pourra, etc., etc. »

Montreuil était chargé de remettre à la jeune reine une lettre dans laquelle Catherine de Médicis exprimait son affection pour Anne de Bourbon et la duchesse de Montpensier dans les termes les plus vifs (3). Tous les jours, disait-elle,

(1) Ceux du 26 mars 1561.

(2) Il était peu probable que le rigorisme catholique de la cour d'Espagne, en 1561, se prêtât, en faveur de deux Français, à ce mode d'union, qui impliquait clairement, de la part des futurs époux, la résolution arrêtée de se passer, pour le moment au moins, du concours d'un prêtre. On peut voir ce que nous avons déjà dit au sujet *des fiançailles par paroles de présent* (*Bulletin* du 15 mars 1869, p. 134, et note 3, *ibid.*).

(3) *Négociat. relat. au règne de François II*, p. 860.

lui apportaient de nouveaux motifs d'aimer la duchesse, dont l'utile intervention auprès des princes du sang avait assuré le repos du royaume. Ceci nous ramène à un état de choses bien connu dans l'histoire, en d'autres termes, à l'une des tristes conséquences de la formation du triumvirat. Menacée par cette coalition néfaste dans l'exercice du pouvoir souverain en même temps que les protestants étaient eux-mêmes menacés dans la profession de leurs croyances, la reine-mère cherchait désormais à s'appuyer sur la masse déjà imposante de ceux-ci, et se montrait bienveillante pour leurs chefs, les princes du sang et les Châtillon. Antoine de Croy, qu'elle savait leur tenir de près et partager leurs convictions religieuses et politiques, ne tarda pas à se ressentir des effets de sa bienveillance en voyant, le 4 juin 1561, ériger en principauté son comté de Château-Porcien (1).

Cette date coïncidait à peu près avec celle du retour en France de son beau-frère, le comte d'Eu, qui, le 11 mai précédent, avait annoncé à Catherine de Médicis le succès de son voyage en Espagne (2). Les qualités séduisantes dont était doué le comte d'Eu justifiaient l'accueil favorable qu'il avait reçu au delà des Pyrénées. « C'était, dit Brantôme (3), le plus beau prince, à mon advis, que j'aye jamais veu, et le plus doux et le plus aymable, nous le tenions tel parmy nous, et lorsqu'il s'en alla espouser Madame sa femme en Espagne, fille à M. de Montpensier, il y fut aussy tout tel estimé et admiré autant de la cour que de tout le pays. »

Nous approchons ici d'une époque à laquelle le prince de

(1) *Mém. de Condé*, t. II, p. 84, note 1. — Antoine de Croy prend le titre de *prince de Porcien* dans un acte authentique du 8 septembre 1561. (Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 2749, f^o 157, 158.)

(2) « Madame, me rapportant à l'ample despeche que vous fait Monsieur l'ambassadeur, je vous asseureray seulement que les choses sont passées icy, tant pour ce qui touche le service du roy que mon particulier, ainsy que Sa Majesté et vous, Madame, pouvez desirer, après y avoir reçu beaucoup d'honneur, en quoy je vous puy asseurer que Monsieur l'ambassadeur n'a rien oublié, laissant Leurs Majestez en bonne santé et dispositions, et m'acheminant présentement par la voie de Valence à Barcelonne, en intention d'en aller au plus tost qu'il me sera possible rendre compte au roy et à vous. » (Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 3192, f^o 33.)

(3) Edit. cit., t. I, p. 475.

Porcien et le comte d'Eu allaient commencer à jouer un certain rôle dans les affaires publiques; il est dès lors intéressant de chercher, au moyen d'un simple coup d'œil rapidement jeté sur leur caractère, à pressentir la ligne de conduite que chacun d'eux suivrait. Notons d'abord que la douceur et l'amabilité à l'aide desquelles, au dire de Brantôme, le comte d'Eu se conciliait d'unanimes suffrages, n'étaient pas le partage exclusif de ce jeune favori des cours de France et d'Espagne (1). En effet, non-seulement Antoine de Croy possédait aussi ces mêmes qualités; mais, de plus, elles s'alliaient en lui à une droiture de cœur, à une fermeté de caractère qui lui assignaient une incontestable supériorité sur son beau-frère, dont la piété mal affermie ne devait pas résister au choc des événements et à la gravité de la crise qui allait éclater dans notre pays. Antoine de Croy et le comte d'Eu suivaient, en 1561, une voie commune dans leur vie publique. La position de l'un et de l'autre à la cour de France se rattachait à celles qu'y occupaient la mère du premier, le père du second (2), ainsi que le roi et la reine de Navarre, le prince et la princesse de Condé. Dans le cercle des relations de famille, ils vivaient entre eux en frères. Les liens d'affection qui unissaient le prince et la princesse de Porcien à François, à Jacques, à Henriette et à Marie de Clèves, s'étendirent naturellement à Anne de Bourbon lorsqu'elle dut entrer dans la famille du duc de Nevers.

Si tout souriait à la fille de Jacqueline de Longwic, au moment où elle quitta l'Espagne, il n'en fut plus de même après son retour en France. A peine Anne de Bourbon put-elle, au terme d'une absence prolongée, goûter près de sa mère chérie les douces joies du revoir; une grande douleur lui était réservée: la duchesse de Montpensier succomba, le 28 août 1561, aux atteintes d'une grave maladie. Ses derniers moments

(1) Le retour du comte d'Eu en France avait été suivi de sa promotion aux fonctions de « gouverneur et de lieutenant-général pour le roy en ses pays de Champagne et de Brye, » dont son père, le duc de Nevers, venait de se démettre en sa faveur.

(2) De Laplace, loc. cit., f° 236. — De Thou, *Hist. univ.*, t. III, p. 59.

furent ceux de l'épouse et de la mère chrétienne (1) qui, à l'heure de la séparation, appelle avec ferveur les bénédictions divines sur des êtres bien-aimés et leur enseigne à diriger leurs plus chères espérances vers ces régions éternelles où il n'y aura plus ni deuil, ni séparation, ni larmes.

On ne peut, en présence d'un deuil alors si prochain, expliquer autrement que par le respect dû à une volonté qu'aurait formellement exprimée Jacqueline de Longwic, à son heure dernière, la rédaction, dès le 6 septembre 1561, d'un acte (2) contenant les conventions civiles du mariage, alors prochain, de sa fille avec le fils du duc de Nevers. Tout porte à croire que la mère dévouée, dont la sollicitude avait préparé ce mariage, ne voulut pas que la mort en retardât la conclusion. Anne de Bourbon devint donc bientôt l'épouse du comte d'Eu. On conçoit, à la pensée de tout ce qu'elle venait de perdre, sous quels sérieux auspices s'ouvrait la phase la plus solennelle de sa vie. Elle l'aborda avec la conviction qu'elle ne pouvait mieux honorer une noble mémoire, qu'en recueillant avec vénération les grands et pieux exemples que sa mère lui avait légués.

La mort de la duchesse de Montpensier fut un sujet réel de deuil public (3). Quelques jours avant, une autre femme de haut rang, dont les derniers moments furent aussi ceux d'une chrétienne résignée, Madame Dandelot, avait été ravie à l'affection de son époux. Rien de plus touchant que les détails de sa fin, tels qu'ils nous ont été transmis par Philippe Le Noir (4) : « Le premier jour d'août 1561, cette vertueuse dame tomba en apoplexie, qui lui fit perdre la parole et le sentiment. Aussitôt le pasteur fut mandé, pour faire les prières auprès d'elle et l'avertir de son salut; à quoi il s'appliqua toujours presque

(1) De Laplace, loc. cit., f° 237. « Elle demanda un ministre de la religion, pour conférer avec luy du faict de la conscience; Malo luy (fut) envoyé, etc. »

(2) Bibl. imp. Mss. f. fr., vol. 2749, f° 159 et suiv.

(3) De Laplace, loc. cit., f° 237. — De Thou, *Hist. univ.*, t. III, p. 59.

(4) *Hist. ecclés. de Bretagne*, p. 67, 68. — C'est aux soins éclairés de M. le pasteur Vaurigaud qu'est due cette précieuse publication.

sans aucune interruption, l'espace de soixante-cinq heures qu'elle demeura en ce triste état : au bout de cet espace de temps, elle revint un peu de sa léthargie, et Dieu lui rendit la parole, à l'issue de l'exhortation que Monsieur Dandelot avait demandée, et dont le texte avait été la résurrection du fils de veuve de Nain... Toute l'Eglise regretta extrêmement cette illustre dame, aussi bien que son illustre époux, entre les bras duquel elle finit ses jours comme par un doux sommeil. »

La profonde impression produite par ces deux morts se traduisit chez nombre de personnes par un redoublement de zèle religieux, et chez d'autres par le désir d'entrer à leur tour (1) dans les voies de la piété évangélique.

Au moment où Dieu venait de rappeler à lui Madame Dandelot et la duchesse de Montpensier, le prince de Porcien, qui, en septembre 1561, résidait à Saint-Germain-en-Laye et à Poissy, à l'occasion du Colloque, se trouvait placé au foyer d'une propagande évangélique à laquelle il s'associait avec d'autant plus d'énergie, qu'il était témoin de la large part qu'y prenaient sa mère, ses tantes, Jeanne d'Albret et Eléonore de Roye, le prince de Condé, Coligny et Charlotte de Laval, digne compagne de l'amiral. Antoine de Croy avait alors la joie de voir les deux de Bussy, ses frères, qu'il s'était efforcé de gagner à la cause de l'Evangile, partager enfin ses croyances, et Catherine de Clèves, Henriette, sa sœur, le comte d'Eu, Anne de Bourbon, de même que Jacques de Clèves, marquis d'Isles, et la jeune de Bouillon qu'il venait d'épouser (2), se rattacher ouvertement à la religion réformée. Le duc de Ne-

(1) Voici à cet égard deux faits, parmi tant d'autres, qui pourraient être cités (*Hist. eccl's. de Bretagne*, par Ph. Le Noir, p. 68) : « Là (au lit de mort de Madame Dandelot), il y avait une dame de qualité distinguée de ce quartier-là, fort affectionnée à la religion romaine, qui trouva bon tout ce qui avait été dit, et principalement les prières du mercredi, qu'elle voulut avoir écrites à la main et non pas imprimées. Il se trouva aussi une fort honneste damoiselle et fort âgée, qui avait été sa gouvernante en sa jeunesse, qui fut si édifiée de ce qu'elle avait entendu et de la fin heureuse et chrétienne de Madame Dandelot, que bientôt après elle se rangea à l'Eglise réformée, en laquelle elle persévéra jusqu'à son décès. »

(2) Brantôme, édit. cit., t. I, p. 476 : « Le marquis d'Isles (Jacques de Clèves), avait épousé Mademoiselle de Bouillon, une très-belle et honneste princesse, et qui est encore telle, etc., etc. »

vers, dont les enfants étaient maintenant arrivés à la connaissance du pur Evangile, inclinait lui-même de plus en plus vers les doctrines qui avaient conquis leurs cœurs. Aussi, d'ardentes prières s'élevaient-elles chaque jour en sa faveur du sein de sa famille; et le moment allait bientôt venir où, à l'ouïe du témoignage solennellement rendu à la vérité chrétienne par leur père bien-aimé, les enfants de François de Clèves rendraient grâces à Dieu d'avoir exaucé leurs prières.

(*Suite.*)

C^{te} JULES DELABORDE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LE PROTESTANTISME EN DAUPHINÉ

LETTRES DES ÉGLISES DE DIE, DE GRENOBLE ET DE VALENCE

A CALVIN (1)

(JANVIER ET MARS 1562)

I

LETTRE DE L'ÉGLISE DE DIE

6 janvier 1562.

Salut en nostre Seigneur Jésus-Christ, à Genève.

Monsieur et frère, l'occasion par laquelle vous escripvons la presente, est que ce pourteur, nommé Michel Malsang, jadis Jacopin, preschant en habit de moyne à Valdrome, vilaige proche de la présente cité de Dye d'envyron six lieues, inspiré du Saint-Esprit, delibera laisser l'habit de moynerie, comme despuys a faict, à tant que je me transpourtis audit Valdrome, pour illec fonder esglise chrestiene, cognoissant qu'il y avoit gentz creignantz Dieu, lesquelz nespuys esleurent por leur ministre ledit Malsang comme leur estant agréable, et estantz familiez de la parolle de Dieu, de sorte que ledit Malsang...(2) huit jours en présence de trois ministres nosfrères et de moy, proposa aux fins d'estre receu au ministere de la parolle de Dieu, après ce que fort bon rapport fust faict par l'assemblée de ses bonne vie et conversation. Laquelle proposition faicte, fust ré-

(1) On a déjà publié dans le *Bulletin* d'intéressantes lettres adressées au réformateur de Genève par diverses Eglises de France, dans cette période d'organisation qui précéda l'Edit de janvier. (Voir t. XIV, p. 319, 363; XVII, p. 480.) On se propose de continuer cette série épistolaire en parcourant une à une les diverses provinces, et en mettant à profit les précieuses collections conservées à la Bibliothèque de Genève. C'est au volume 109 que sont empruntées les trois lettres concernant le protestantisme en Dauphiné.

(2) Un ou deux mots illisibles.

solu qu'il allast estudier encores deux ou trois moys. Au moyen de quoy il s'en va à ces fins la hault, avec ung sien compaignon, nommé Gaspar Delamer, natif de Sisteron, demeurant pour pédagogue audit Dye, bien modeste morigene et de médiocre scavoir, tant en lettres divines que humaines, qui pareillement est esleu pour ministre en l'esglise de Chastillon, vilaije proche dudit Dye de deux lieues; lesquelles deux esglises de Valdrome et Chastillon envoient à leurs despens estudier lesdits Malsang et Delamer, lesquels (à ce que je cognois et que m'ont promis) diligenteront grandement à leur estude. Par quoy vous prie en particulier, comme aussi généralement font ceulx des dites esglises, leur voulloir ayder, et en prendre garde, mesmes aux choses qui concernent la correction et la discipline scolastique; puy quant leurs scavoir pourtera d'estre receuz audit ministere, les envoyer de par deça le chacun respectivement en son Eglise et non ailleurs, attendu ladite élection, et qu'elles entretiennent comme sus est dict à leurs despens, joinct une aultre raison qu'elles sont faméliques de la parolle de Dieu que rien plus, comme assez le faict le démontre. Et en ce faisant nous tous vous serons grandement redevables et prierons nostre bon Dieu vous le rendre; vous priant de saluer nos frères en mon nom, et de leur recommander lesdits Malsang et Delamer, lesquels vous pourront rapporter de la prospérité de nostre Eglise, et comme dernièrement nous avons célébré la cène. Ma femme vous salue, ensemble toute nostre sainte Eglise [que] nous recommandons à vos prières, et aultant en sera faict de nostre part. De Dye, ce 6^e janvier 1562.

Signature : Le tout vostre frère et humble obéissant, GUILLAUME BERMEN, ministre de la parolle de Dieu, à Dye.

*A Monsieur Colladon, ou à son absence, à Monsieur Calvin,
ministre de la Parolle de Dieu.*

II

LETTRE DE L'ÉGLISE DE GRENOBLE

12 mars 1562.

Mon seigneur, nos frères de Clavan et de Misoard, qui sont deux grandes parroyches aux montagnes d'Oysens, en ce país de Dauphiné, m'ont prié vous escrire ce petit mot pour vous supplier au

nom de Dieu, de leur volloir faire ce bien que de leur donner ung ministre de la parolle du Seigneur, à ce qu'ilz n'en soient destituez, et puissent estre separez en doctrine et œuvres de l'entechrist, pour embrasser Jésus-Christ et ses mandemens, voyre eux soumettre soultz son [joug ?] avec toutte humilité.

Mon seigneur, le zelle que je leur cognoys, joint que la cause en est de soy digne, faict que je vous ay bien voulu escrire la présente, vous suppliant leur voloir faire ce bien que de leurs assister et favoriser en cest endroit, comme je croys que ferez. Mon Seigneur, puisque Jésus-Christ se prent aux plus haults rochers, et creux des montaignes de ce pays, je ne me puis de moins assurer que du deffinement prochain de l'entechrist et de sa paliarde. Vous serez donc père à ces bonnes gentz, et à vostre accostumée, leur ferez part des grâces que ce bon Dieu vous donne, et ne les lerrez venir vuydes de leur tant saint desir, et ilz prieront à jamays, et moy avec eux, comme je prie le Père Eternel, vous conserver en sainteté et en sa grâce par Jésus-Christ, auquel soit gloire, empire et victoire esternellement. De Grenoble, ce doziesme mars 1562.

Vostre très-humble et obéissant serviteur,

PONNAT.

Au dos : *A Monsieur Jean Calvin, à Genève.*

III

LETTRE DE L'ÉGLISE DE VALENCE (1)

22 mars [1562].

Monsieur, je n'eusse si longtemps différé de vous escrire, n'eust esté que j'ay tousjours hay l'importunité de plusieurs, lesquels sans avoyr aucun égard à voz grandes occupations, vous empeschent tant par lettres que par devis, comme si vous estiez de grand loisir et que n'eussiez autre chose à quoy employer la journée qu'à satisfaire à leur curiosité : joint que je n'avoy subject encore qui fût digne pour vous escrire. Mais à présent qu'il a pleu à Dieu nous donner les moyens de policer aucunement nostre assemblée et dresser ung concistoyre pour nostre règlement, j'ay bien osé prendre ceste hardiesse de vous en advertir, combien que je ne

(1) Pour l'origine de cette Eglise, voir *Lettres françaises* de Calvin, t. II, p. 330.

doute point que M. Daiguille, qui nous a grandement aydé a cela, ne vous ait du tout amplement informé; qui sera cause que je n'en feray long discours.

Du commencement que je fus arrivé, je trouvay l'Eglise fort désolée, à l'occasion que nostre gouverneur (1) avoyt interdit les prédications à M. Ruffy, et défendu toutes assemblées, qui fut cause que je demouray coy pour quelque temps, et enfermé en une chambre attendant la venue de celui qu'on avoyt envoyé à la cour, lequel estant de retour, nous assura que M. de Crussol avoit toute puissance et charge du roy touchant les affaires de la religion (2). Et de faict, peu de jours après ledict sieur de Crussol estant arrivé et m'ayant appelé à soy, entre plusieurs advertissements, m'exhorta fort humainement à contenir le peuple en toute modestie chrestienne, me proposant pour exemple l'Eglise de Lyon; ensemble pria le seigneur gouverneur de nous tenir en sa protection. Toutesfoys, il nous fit commandement de sortir [de] la ville, et nous retirer aux faubourgs. en quoy soudain nous obéismes, combien qu'il ne fut encore nouvelle de l'édit de janvier. Et avons continué de prescher ausdits faubourgs jusqu'à ce jourd'hui que le Parlement de Grenoble nous en a deslogeé par arrest. Et pour ne rien obmettre de ce qui pouvoyt parooistre à notre faveur, ilz en ont adjousté ung autre, par lequel ilz nous deffendent aussy tous cy-metières pour la sépulture de noz morts; item de n'exceder le nombre de dix quand on porte les enfans au baptesme; autant du mariage, comme qu'ils ne font que du pis qu'ils peuvent.

Au reste l'édit de janvier estant omologué par la court du Dauphiné, et publié au greffe de ceste ville, le sieur gouverneur m'ayant faict appeller en sa maison, me somma sur le champ de prester le serment. Mais pourtant qu'il particularisoit certains poincts, et me vouloit astringre à choses impossibles: interpretant l'édit à son plaisir, lequel aultrement n'est de soy mesmes que trop obscur, je demanday terme au lendemain pour y penser, et permission de rediger par escript mon serment afin de ne [me] mesprendre, ce qu'il permit; et vous en envoie ung double, à ce que vostre plaisir

(1) La Motte-Gondren, créature des Guises, et lieutenant de François de Lorraine au gouvernement du Dauphiné.

(2) Antoine de Crussol, duc d'Uzès, chargé de pacifier les troubles religieux dans les provinces du Midi, sut se montrer aussi fidèle serviteur du roi que partisan sincère de la liberté de conscience.

soit m'advertir, si en quelque endroit j'ay bronché par imprudence.

Je ne puis obmettre la chose que je scay vous esjouir plus que toutes les autres de ce monde, à sçavoir la bénédiction que Dieu a desployée sur ceste Eglise, qui est telle que nous eussions esté contraincts de sortir de nostre temple ou estable, quand bien l'arrest de Grenoble ne fust venu, tant le nombre des fidèles est-il multiplié; de sorte que les dimanches une infinité de peuple abordant de tous costés, estoit contraincte s'en retourner, n'ayant les moyens d'approcher pour entendre les prédications, la rue estant toute pleyne de gens; ce qui causa un merveilleux mal de teste à nos ennemis, et sur tout à celuy qui nous est adversaire juré; lequel de grande fureur s'efforce d'intimider les uns et les autres par menaces, se vantant qu'il me fera pendre; ayant de ce faire charge expresse, comme il faict apparostre par lettres que celuy duquel il despend entièrement luy a envoyées de Joinville, lesquelles moy mesmes ay veues par subtil moyen (1). Quoy qu'il ensoyt, il machine de grandes choses contre l'Esglise de Dieu, et ne s'épargne en rien pour nous donner tous les empeschemens qu'il peult. Nous avons grand besoin par deçà de quelque personnage d'autorité et de prudence pour obvier aux ruses de ce vieil routier et pour maintenir le peuple (2). Mais nous en sommes autant ou plus destituez que ville ni village du Daulphiné; ce qui est cause de faire ainsy dresser les cornes audit personnage, cognoissant très-bien l'humeur des nostres, qui sont bonnes gens, mais c'est tout : gens, dis-je, faciles à estonner, prompts en parolles, et difficiles à desgainer argent pour les affaires de l'Eglise, excepté trois ou quatre sur lesquels tout le résidu se repose : qui faict que je vous suppliroy volontiers de leur escrire un mot d'exhortatiou pour les esmouvoir à faire leur devoir, n'estoit que je scay voz grandz empeschemens, ausquelz je suys estonné comme il est possible que ce pauvre corps si atténué puisse satisfaire. Toutesfoys si nous pouvons obtenir cela de vous, ce sera un bien singulier pour ceste povre Esglise.

(1) La lettre en question est sans doute celle qu'a reproduite Th. de Bèze (*Hist. ecclés.*, t. III, liv. XII), et dans laquelle François de Lorraine enjoignait à son lieutenant de pendre, sans forme de procès, les ministres coupables d'avoir tenu de libres assemblées, sous la protection de l'Edit de janvier.

(2) On sait que La Motte-Gondren périt victime d'une émeute provoquée par ses intolérantes rigueurs (26 mars 1562). De nombreuses exécutions ordonnées par le parlement de Grenoble vengèrent sa mort. Ce fut le signal de la guerre civile dans le Dauphiné.

Quant à nostre université, j'avoy au commencement conceu quelque bonne espérance qu'on en pourroit tirer aucuns escoliers de bonne volonté pour servir au ministere à l'advenir. Mais je n'y voy ordre, car la plus part (combien que le nombre soit petit) sont jeunes gens desbauchez, qui ont beaucoup de peyne à despendre l'argent de leurs parens aux basles et aux danses. Le reste est froid comme la glace, et ne peuvent estre esmeuz à se desdier à une œuvre si sainte, quelques remontrances que je leur face de la nécessité des Eglises. Brief, il y a peu de mortifications par deça. Ce bon Dieu vueuille réformer. Au demeurant, je vous descouvriray hardiment ma faiblesse, comme à celui que plusieurs comme moy recognoissent pour père. Et pour dire ce qui en est, j'endure une si grande charge qu'à la longue il me seroit impossible y suffir : car outre les prédications quotidiennes, il me faut presque donner ordre à toutes les affaires qui surviennent, combien que je ne soy guière bien exercé en tel cas, afin que je ne parle des passans et repassans qui me detiennent une bonne partie du temps. Parquoy, monsieur, je vous supply, au nom de Dieu, nous vouloir aider de quelque bon personnage pour me soulager; et n'ayez esgard à nostre lascheté, laquelle certes est si grande que j'ay vergoigne de vous faire ceste requeste, d'autant que je scay que les nostres devoient nourrir aux estudes cinq ou six escoliers pour ces fins. Mais nous sommes tant loing de faire cela, qu'à bien grand peyne pourroit on trouver le premier denier pour me bailler, après avoir esté nourry de maison en maison, comme les prescheurs de caresme, par l'espace de deux ou trois mois : non pas toutesfoys qu'aucune chose m'ait défailly, mais il a bien servy que quelques particuliers se soient trouvés de bon cuer.

Je ne vous escry aultres nouvelles de par deça, sinon que M. de Crussol a pris par escalade le chasteau auquel s'estoient retirez ces mutins de Provence, et en a défaict de trois à quatre cents, et fait pendre environ cent, sans que des nostres en soient demeurez que deux, l'ung desquels fut tué en parlementant; le chef Flassant échapa; deux de ses lieutenants furent pris, mais depuis sont aussi eschappez par faute de bonne garde. Nous attendons bientost ledit sieur de Crussol, duquel nous espérons quelque soulagement; qui sera la fin, n'ayant autre chose qui mérite de vous escrire. Le Seigneur vous fortifie et vous augmente ses grâces pour servir de plus

en plus à sa povre Eglise, comme aussi je désire le mesme à tous voz frères et fidelles collègues, aux prières desquelz comme aussy des vostres je supply humblement estre recommandé.

De Valence, ce 22 mars [1562].

Vostre humble serviteur,

JEAN DE LA PLACE.

Comme j'estoy prest de fermer ces lettres, nous avons receu nouvelles de la court qui ne valent guères, c'est qu'il y a grans troubles, et que si Dieu n'y donne ordre, qu'il y a danger de quelque grand malheur (1). Le Seigneur veuille maintenir les siens et avoir pitié de son Eglise. Cela a empesché M. de Valence (2) qui ne soit venu lequel estoit attendu de jour en jour.

Au dos : *A Monsieur, Monsieur Calvin, fidèle pasteur de l'Eglise de Genève.*

ÉPÎTRE DES PROTESTANTS AU ROY

SUR LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

Il a été publié dans le *Bulletin*, vol. II, p. 557, et vol. XVI, p. 559, deux épîtres ou discours en vers, adressés à Louis XIV par des protestants inconnus, pour solliciter le rétablissement de l'Edit de Nantes et la fin des persécutions dont les membres de l'Eglise réformée étaient victimes.

Voici une nouvelle pièce du même genre. Nous l'imprimons d'après un texte contemporain, découvert parmi des papiers de famille, à côté d'une copie très-ancienne de la première épître. On y trouve le langage et les sentiments élevés des deux autres poésies. P. M.

ÉPÎTRE AU ROY

Je ne peux plus garder un coupable silence :
Il faut de nos malheurs te donner connoissance,
Grand roy; tous tes sujets de la religion
Gémissent dans les fers et dans l'oppression.

(1) Allusion au massacre de Vassy.

(2) Jean de Montluc, prélat tolérant, alors favorable aux idées de réforme.

En vain depuis longtemps on se plaint, on soupire,
Contre nous, à l'envy, tout le monde conspire;
Nos maux et nos tourments augmentent tous les jours,
Et nous n'avons, grand roy, d'espoir qu'en ton secours.
Ouy, pendant que la France, à l'abry de tes armes,
Jouit de tes exploits sans crainte et sans alarmes,
Pressés, persécutés, accablés de douleurs,
Nous sommes seuls contraints de répandre des pleurs;
Sur le moindre prétexte on fait mille injustices;
On menace aussitôt d'amendes, de supplices;
Pour nous, si nous parlons, les cachots sont ouverts;
Un geste, un pas, un mot, nous jette dans les fers;
Et dans ce triste état, pour comble de misères,
Il nous est défendu de visiter nos frères.
Nos ministres surtout, sans cause et sans raison,
Sont souvent interdits ou trainés en prison;
Si l'on manque contre eux de sujets légitimes,
On sait adroitement les charger de faux crimes;
Et pour tout dire enfin, l'on voit de toutes parts
Et les pasteurs frappés et les troupeaux épars.
On nous fait une guerre injuste et criminelle.
Voilà de nos malheurs le tableau trop fidèle.
Réveille ta pitié; d'un seul de tes regards,
Grand roy, tu peux encor dissiper ces brouillards;
Comme un astre bénin, avant notre naufrage,
Viens nous rendre l'espoir au plus fort de l'orage.
On tâche vainement à nous rendre suspects;
Tu sais trop pour tes lois jusqu'où vont nos respects;
S'il falloit, au milieu des troupes ennemies
Sacrifier pour toy notre sang et nos vies,
Tu nous verrois alors, bénissant notre sort,
Affronter sans effroy les dangers et la mort.
Laisse, en notre faveur, laisse agir ta clémence.
Que chacun puisse en paix régler sa conscience.
Tes illustres ayeux, par leurs justes édits,
Ont su nous conserver et s'en sont agrandis.
Chacun vivoit sous eux dans une paix profonde,
Et nous bravions alors les démons et le monde.

Fais renaître ces temps si calmes et si doux.
Ainsi que ces héros, grand roy, protège-nous :
Qu'à l'abry des lauriers dont ta tête est couverte
Nous puissions malgré tous éviter notre perte;
Qu'on nous laisse, en repos, un temple en chaque lieu,
Et qu'il nous soit au moins permis de prier Dieu.
Ce Dieu qui créa tout, ce maître du tonnerre,
Ce juge souverain des cieux et de la terre,
Qui commande à la mer et la fait obéir,
C'est ce Dieu tout-puissant que nous voulons servir ;
L'Eternel, le Très-Fort, ce grand Dieu des batailles,
Ce Dieu qui devant toy fait tomber les murailles,
Qui, secondant nos vœux contre tes ennemis,
A fait trembler l'Europe au seul nom de Louis.
Viens donc par tes bontés terminer nos misères
Et nous ferons pour toy des vœux et des prières ;
Et le ciel, te voyant protéger ses enfants,
Rendra de toutes parts tes desseins triomphants :
Il saura te soumettre et la terre et les ondes.
N'en doute pas, grand roy, tu verras les deux mondes
Etonnés par le bruit de tes fameux exploits,
Te rendre leur hommage et recevoir tes lois.

TROIS ASSEMBLÉES DU DÉSERT EN SAINTONGE

1749-1754

Les trois fragments qui suivent nous sont communiqués par M. Ernest Jourdan, de La Rochelle. « J'ai entre les mains, nous écrit-il, un assez grand nombre de dossiers tirés des Archives départementales qui contiennent les plus amples et les plus curieux renseignements sur l'exécution de l'édit de Révocation dans la généralité de La Rochelle. Il y aurait là les éléments d'un mémoire plein d'intérêt... Je me borne à choisir aujourd'hui deux procès-verbaux, l'un de la maréchaussée, l'autre d'employés des fermes, qui prouveraient que tous les agents de l'autorité étaient mis à contribution pour espionner et traquer partout les religionnaires. On y lit de précieux détails sur deux assemblées du

Désert. J'y joins un extrait d'un rapport non signé adressé à l'intendant par un fonctionnaire dont la qualité n'est pas désignée, sur une assemblée antérieure tenue dans une autre partie de la Saintonge. » Nous sommes heureux de reproduire ces fragments comme spécimen des fruits que promet, au point de vue protestant, l'enquête poursuivie dans les Archives départementales, et l'importante publication qui doit en être le résultat.

... A l'égard de la seconde assemblée (1), tenue dans le territoire de Segonzac, la nuit du 10 au 11 de ce mois (septembre 1749), elle étoit assez nombreuse et il pouvoit y avoir environ quatre ou cinq cents personnes. Le ministre y arriva du costé de Jarnac, bien accompagné, entre autres de quatre personnes à cheval, qui après l'avoir conduit, disparurent et se dispersèrent, sans qu'on se aperçût de quoy elles devinrent. Les plus apparantz de l'assemblée, tant hommes que femmes, estoient envelopés de leurs manteaux et cap-pes, en sorte qu'on ne peût en reconnoître aucuns. On y observa un grand silence. Lorsque le ministre arriva, il se plaça sur une table, où il y avoit deux ou trois lumières avec une chaize sur laquelle il se mit à genoux. Il demanda s'il y avoit quelques batêmes ou mariages à faire; à quoy on répondit que ouy, mais que les parties n'estoient pas encore rendües. Il fit, en attendant, une petite exhortation à l'assemblée; ensuite le nommé Mesnard, du village de Beurac, près de Jarnac (Charente), déjà connu pour un assistant des ministres, demanda à faire la lecture; mais le ministre luy répondit qu'il falloit la laisser faire à un nouveau venu, que l'on croit estre des environs de Tonnay-Charente, qu'il avoit près de luy. Cet homme parut en l'instant. Il estoit brun et d'assez belle figure. Il lut fort correctement. Cette lecture faite, le ministre l'embrassa et le recommanda à l'assemblée. Il fit ensuite trois mariages... (*Suivent les noms des parties et leur demeure.*) Tous ces particulliers habitent ensemble depuis ce tems-là comme mary et femme, mais avec précaution, et l'on pense que le motif en est de ce que le ministre ne leur a pas encore délivré leurs certificat de mariage. On m'a ajouté même que sur ce que Jean Michelet, l'un des nouveaux mariés, dit au ministre, lors de l'assemblée, qu'il seroit bon qu'il mit de l'ordre

(1) La précédente avait eu lieu le 8 ou le 9 du même mois, en la paroisse de Boutteville; mais l'auteur du Mémoire n'avait pu se procurer aucun renseignement précis à ce sujet.

dans divers feuillets de leur registre, le ministre luy répondit que chaque chose viendrait en son tems et qu'il feut tranquille; qu'il espéroit que son mariage se trouveroit également bon comme celui des autres (1). Après ces mariages, le ministre baptisa les enfans de... (*Suivent les noms des pères et mères.*)

Dans le sermon que le ministre fit dans la même assemblée, il reprit fortement ceux qui se marioient en l'Eglise romaine, et leur dit que, quoi qu'il ne doutoit pas que ce qu'ils promettoient à la même Eglise romaine fut prononcé de la bouche plutôt que du cœur, cependant il leur déclaroit qu'il ne recevrait désormais aucun de ceux qui voudroient revenir à luy qu'après un an d'épreuve.

On avoit dit il y a quelques jours que le ministre qui a prezidé à ces assemblées se nommoit Pradon, mais on a repandu depuis qu'il s'appelle Besse (2). L'un et l'autre continuent depuis quelques années de rôder dans ce pays icy, et sont les auteurs de tout le désordre qui y reigné.

Aujourd'hui, onzième du mois de juillet mil sept cent cinquante, environ sur les dix heures du soir, nous, Matthieu Villain, Michel Rousseau, Pierre-Henry Vinet et Nicolas Héraud, tous employés dans les fermes du Roy, résidants à la Tremblade, en exécution des ordres de Monsieur de Montfayon, nôtre inspecteur, donnés en conséquence de ceux de Monseigneur l'intendant de la généralité de La Rochelle, certifions que nous nous sommes transportés ce jourd'huy, onze juillet mil sept cent cinquante, au village de Coulonges, près Mornac, à deux lieues de la Tremblade, environ sur les dix heures du soir, où nous avons vû venir plusieurs personnes de tous les côtés, lesquelles personnes se sont toutes assemblées dans un pré, entouré de bois, joignant la garenne de Mornac, où là étant nous

(1) Voici un de ces certificats de mariage, qui se trouve annexé à un procès-verbal d'information dressé par le prévôt-général de la maréchaussée :

« Je, soussigné, déclare à tous ceux qu'il appartiendra que le 16^e avril 1751, j'ai béni le mariage de René Thomas, fils légitime de feu René et de J^e Glemet, de la ville de Jarnac en Saintonge, diocèse de Saintes, avec Marguerite Mesnard, fille aussi légitime de feu Pierre et de Marg. Faure, veuve de P. Hurlaud, de la susdite ville. Acte reçu par M^e Cauroi, notaire royal, le jour de sa datte. En foi de quoi me suis signé et ai donné le présent certificat, extrait fidèlement du registre, pour servir où besoin sera. — Au Désert, en présence de témoins.

« PELISSIER, ministre D. S. E. »

(2) Son nom est écrit ailleurs *Bessecq*, et il résulte d'une autre pièce que c'étoit le même ministre qui signait *Pelissier*.

nous sommes glissés dans la foule, du nombre d'environ de plus de quatre mille personnes de différents sexes, partie des femmes ayant des capes, des coiffes de reveche et des mantelets pour se déguiser, et des hommes qui avoient des capottes, des capuchons et des redingottes. Ayant aperçû qu'il y avoit environ deux cens chevaux, lesquels formoient une chaîne autour de l'assemblée, n'ayant point aperçû aucunes armes; et là étant nous avons vu le sieur Dubessé, ministre de la religion prétendue réformée et prêdicant, monté dans une chaire, revêtu d'une espèce de soutanne noire, avec un rabat et un bonné carré, ayant les cheveux châtains, frisé et poudré, de la taille d'environ cinq pieds un pouce, visage rond et blanc, gravé un peu de la picotte, ayant des lèvres vermeilles, lequel dit sieur Dubessé prêcha à l'assemblée pendant trois heures. Il parla sur l'eucharistie et dit que c'étoit une erreur de croire que le corps de nostre Seigneur fut réellement présent dans l'eucharistie; ensuite il les exhorta de fuir la gourmandise, l'ivrognerie, la calomnie, la colère, la paresse et l'impudicité. Il a aussi beaucoup recommandé la charité. Le sieur Dubessé, prêdicant, ayant finy son discours a publié plusieurs annonces et a fait cinq mariages. Dedans ces annonces il paroissoit que les contracts de mariages étoient passés partie à Marennes et partie ailleurs, dont nous ne pouvons pas nous souvenir des parties contractantes. Le sieur Dubessé a fait les cérémonies de mariage de la chaire étant, auprès de laquelle les parties se sont approchées. Il a ensuite annoncé qu'il feroit la çenne dans peu de tems, lorsqu'il les verroit un peu mieux instruits. Il dit à haute et intelligible voix de chanter le psaume 117, et après l'avoir entonné luy-même, tout le monde y repondit, et ledit psaume étant finy de chanter, ledit Dubessé quitta promptement sa robe, descendit de la chaire et disparut, s'étant jetté au milieu de la foule des personnes qui l'environnoient dans ladite assemblée, et s'enfuit passant avec une multitude de monde dans la garenne de Mornac, et que nous n'avons pas pu savoir le lieu de sa retraite. Cette assemblée ayant commencé sur les dix heures du soir a finy environ sur les deux heures du matin, qu'on s'est retiré. Nous avons reconnu parmi les personnes qui étoient dans ladite assemblée le sieur Deriveau, fils, marié en seconde nopce ou advüé, lequel est marchand de sel et demeure au village d'Avallon, paroisse d'Arvert; la demoiselle Buserreau, fille, demeurant au Maine de Veaux, susdite paroisse; le

sieur Paillet, bourgeois, avec sa femme et son fils; le sieur Meraudière, second capitaine de navire marchand; le sieur Bossy, marchand brûleur (1); les deux garçons et la fille aînée du sieur Dérive, aussy marchand brûleur; la demoiselle Icart, fille unique, avec le sieur Pellerin-Madonneau, son parâtre, lequel est officier marinier; les nommés Brethon et Rangeart, bouchers, tous ceux-cy dénommés demeurants à la Tremblade; et le sieur Chaillé, bourgeois, demeurant au village de Fouilloux, paroisse d'Arvert. Dont et du tout nous avons dressé le présent procès-verbal pour valoir et servir ce que de raison; et avons iceluy remis à M. de Montfayon, nôtre inspecteur, pour par luy être envoyé à Monseigneur l'intendant de La Rochelle, pour y statuer ainsi qu'il appartiendra. Fait et clos, le douze juillet mil sept cent cinquante, sur les sept heures du matin, que nous nous sommes retirés à nos postes.

A la Tremblade, ce douze juillet mil sept cent cinquante.

Signé : VILLAIN, ROUSSEAU, VINET et HÉRAUD.

L'an mil sept cent cinquante-quatre, le quatorze juillet, Nous Jacq. Dessus, soubbrigadier de la mareschaussée, de la residance de Marennes, accompagné de Jean Prévost, l'un des cavalliers de notre brigade soussigné, nous avons monté à cheval. environ les cinq à six heures du matin, pour faire nos tournés ordinaires et dans l'intantion d'observer les démarches des gens de la religion prétendue réformée. Estant en chemain à une demi lieue de notre rezidance, nous avons rancontré la femme du nommé Bauré, tisserant du village de Mauzac, paroisse de Saint-Just, qui nous a dit : Messieurs, allez en Arthuant, vous y trouverez une nombreuze compagnie; le presche y est, et j'ai veu le nommé Le Cler de Lizac qui conduit une troupe de monde. » Après avoir ressu cette indisse, nous avons continué notre chemain jusque au village d'Arthuant, où estant nous avons veu, à la porte d'un cabaret, quatre à cinq chevaux, tant à la maizon que vis-à-vis de laditte maizon; ce qui nous aobligé de mettre pied à tere pour voir les personnes qui estoit dans la ditte maizon, et estant entré, nous avons veu pluzieurs personnes qui estoit à boire, parmi lesquels nous y avons connu les nommé Peltant frères, marchand

(1) On appelait et on appelle encore *brûleurs* ceux qui distillent le vin pour en faire de l'eau-de-vie.

du bourg de Saujon et de Riberoix, à quy nous avons dit : « Messieurs, que faites vous issy ? vous savez les risques que vous courez par les deffances qui vous ont esté présédament faites. » Lesdit Peltant aurst sur le chant sorty dudit cabaret par une porte de derrière et serest venu prandre leurs chevaux sans nous avoir voullu rien répondre, et ensuite aurst marché du costé de la coste ; et comme nous sortions dudit cabaret pour reprendre nos chevaux, nous avons trouvé à la porte le nommé Renaud, maréchal de Riberoix, qui mettait pied à terre, et comme il nous a appersu, il a remonté sur son cheval et a suivy lesdits Peltant pour joindre l'assemblée faite pour le prêche. Nous avons aussy monté à cheval et avons suivy à petits pas les dits dénommé. Les ayant veu arrivés à laditte assemblée nous avons observé qu'ils en ont fait le tour avec un grand respect, le corps de eux plié et le chapeau bas, et ont esté mettre pied à terre un peu à costé, et ensuite ce sont joint à laditte assemblée. À leur abort nous avons veu qu'on a fait un espèce de cercle, comme sy on eu tenu conseil pour scavoir ce qu'on feret à nostre arrivé, et comme nous avons arrivé dans ce moment, nous avons veu qu'on chantoit des pesommes, et ce chant estoit commencé par quelqu'un, qui estoit à couvert sous une espèce de tente faite de manteaux estandus sur quatre grandes panfourche plantés en carré, à la distance de quatre pieds ou environ. Et nous estant enfoncé dans le centre de laditte assemblée pour y reconnoître celluy qui estoit renfermé dans cette espèce de tente, nous avons veu un petit villain homme, de la hauteur de quatre pieds dix à onze pouces, estant figure pasle, bazané, un peu marqué de petite vérolle, couvert d'une veste de toille grize, ayant sur la teste un petit bonnet, aussy de toille grize, bordé sur chasque couture de ruban noir avec une petite touffe en haut du bonnet aussy noire. Et leur ayant ordonné, de l'ordre du roy, de ce retirer et crié à plusieurs fois de cesser et de ce retirer, les femmes qui fezoit le plus grand nombre de cette assemblée, ont paru vouloir nous obéyr et comme elle fezoit le mouvement de se lever, ledit Peltant jeune, marchand de Riberoix, leur a criés : Restez, ne partez pas ! » Et en mesme temps s'est adressé à nous et nous a dit : « Messieurs, retirez vous. Messieurs, il ne fait pas bon issy pour vous. » Et dans ce moment un jeune homme, que le ci dessus connoît de veu pour un marchand de Cauze ou des environs, a pris un fuzil, qui étoit

sous cette espèce de tente; et trois ou quatre autres personnes qui estoit par derrière cette dite tente ont aussy pris chacun un fusil, et se sont rampé derrière la populace, et nous ont mis en joux; quelqu'un a dit par derière : « Ne tirez pas ! » Et le dit Peltant et ledit marchand de Cauze nous ont crié continuellement de nous retirer. Nous voyant entre la mort et la vie, à la discrétion de cette populace, qui nous a paru estre du nombre de plus de seize à dix-huit cents personnes, nous avons pris le party de nous retirer, sans avoir peu connoître autre personne que les dénommez au dit procès-verbal. Nous estant retiré, nous sommes venu rendre conte de notre aventure à M. de Lortif Petitsief, subdellégué de Monseigneur l'intendant à Maresmes, et avons fait du tout le prézant procès-verbal, que nous certifions sincère et véritable, et l'avons signé les jours mois et ans que dessus.

Signé : PRÉVOST et DESSUR.

(Extrait des archives départementales de la Charente-Infér., C. 139, n° 11.)

MÉLANGES

LES PROPHÈTES CÉVENOLS

D'APRÈS UN ARTICLE DU « CHRÉTIEN ÉVANGÉLIQUE » (1)

Déclarés coupables par jugement du 28 novembre 1707, Marion, Daudé et Fatio furent « échafaudés » deux jours de suite. On ignore pourquoi Portalès échappa à cette peine. Chacune des victimes portait sur le front un écriteau indiquant le sujet de sa condamnation. Ces écritaux étaient conçus en ces termes : « Elie Marion, convaincu d'avoir faususement, et avec profanation, prétendu être un véritable prophète, et d'avoir prononcé et fait imprimer plusieurs choses comme lui ayant été dictées par l'Esprit de Dieu, pour donner de la terreur aux sujets de la reine. » — « Jean Daudé et Nicolas Fatio, convaincus d'avoir maintenu et favorisé Elie Marion dans ses méchantes prophéties, et de les avoir fait imprimer et publier, pour

(1) Voir le *Bulletin* d'octobre, p. 495.

donner de la terreur aux sujets de la reine (1). » — Le grief final avait, on en conviendra, quelque chose d'assez original et ne devait pas peser bien fort sur la conscience des condamnés.

Ces derniers n'en persévérèrent pas moins dans leur confiance en la vérité de l'inspiration qui les animait, confiance que les opprobres qu'ils avaient à endurer ne faisaient que fortifier toujours davantage. Ils gagnèrent, comme nous l'avons indiqué déjà, un certain nombre d'adhérents parmi les Anglais, mais leurs succès ne furent pas de longue durée. En 1711 ils se crurent appelés à se rendre en Hollande et en Allemagne pour y faire entendre aussi leurs révélations. Dès le mois de juin à celui d'octobre, ils parcoururent ces contrées, s'arrêtant de ville en ville jusqu'à Vienne; Fatio et Portalès recueillant toujours avec un soin scrupuleux les paroles prononcées dans l'inspiration par Elie Marion et par Jean Allut, doué comme le premier du don de prophétie. Leurs « saisissements » étaient à peu près journaliers et étaient accompagnés d'agitations et de crises physiques. Voici par exemple, le récit donné par eux de l'inspiration que reçut Jean Allut, à Nuremberg, le 16 septembre 1711 : « Etant saisi de l'Esprit, il se dépouille comme pour se mettre en état de combattre. Il prend une épée nue et en frappe à droite et à gauche, en allant et venant par la chambre. Il jette enfin l'épée et tombe ensuite à la renverse. Et s'étant relevé, il dit : La journée de l'Eternel est une journée de bataille, de combat. La journée du Roi des nations est une journée terrible. Il a mis l'épée à la main pour combattre son ennemi. Il frappe à droite et à gauche. Il a commencé à faire connaître sa colère sur les nations, etc. (2). » Plus loin nous lisons : « O Dieu, plein de miséricorde, qui pourtant veux faire justice sur le méchant, aie pitié de ceux qui te cherchent. Regarde ceux qui gémissent dans un monde d'iniquité. Enlève-les, Seigneur, enlève-les comme une proie à ta grâce, comme une proie à ta domination, afin que tu ramasses ce qui t'appartient (3). » Plus loin encore : « Que le ciel, la terre, le soleil, la lune, les étoiles, les eaux de la mer, les bêtes des champs, les arbres des forêts, viennent aujourd'hui témoigner de l'infidélité, de l'orgueil, de l'ignorance de la créature que j'avais formée à mon image, dit le Seigneur, créateur de toutes choses (4). » Ces échantillons peuvent donner une idée du style et de la matière des révélations devant

(1) *Nouvelles de la République des lettres*, février 1708, p. 136.

(2) *Cri d'alarme*, p. 240.

(3) *Idem*, p. 258.

(4) *Idem*, p. 318.

former ce livre, dont l'Esprit indique expressément le titre sous lequel il devra paraître. Jean Allut reçut en effet, le 22 août, à Leipzig, cette inspiration : « Nul homme ne posera aucune pensée de son cœur dans cet ouvrage : *Cri d'alarme, en avertissement aux nations, qu'ils sortent de Babylon, des ténèbres, pour entrer dans le repos de Christ*. Ce sera ici le titre de l'ouvrage que je fais au milieu de vous (1). »

C'est en effet sous ce titre, auquel ils se conformèrent exactement, que les voyageurs publièrent le livre, fruit des discours recueillis pendant leurs pérégrinations, dont les détails et les phases diverses leur étaient signifiés au fur et à mesure par l'inspiration. Voici entre autres la révélation consignée comme ayant été donnée à Nuremberg, le 24 septembre, à Jean Allut : « Nous partirons lundi. » Ces trois mots sont accompagnés de l'attestation ordinaire des initiales de Fatio et de Portalès. Le lendemain, une indication analogue, mais un peu plus détaillée, fut reçue par Elie Marion : « Vous partirez d'ici lundi prochain sans faute, car ma volonté n'est point que vous y fassiez un plus long séjour. Vous irez à Schwabach, où vous recevrez les ordres nécessaires pour continuer le chemin que je vous ai déjà marqué (2). » Ramenés de la même manière d'Allemagne en Hollande, c'est là qu'ils livrèrent à l'impression cet ouvrage destiné à conserver les solennels avertissements donnés par leur organe aux nations (3). Il porte sur le titre, avec la date 1712, cette indication : « Imprimé par les soins de N. F. » (Nicolas Fatio), et à la dernière page cette note : « Achevé d'imprimer le vendredi, 9 février 1712. »

Un livre analogue, publié deux ans plus tard dans les mêmes conditions, et composé de deux parties formant en réalité deux ouvrages distincts, nous permet de suivre pas à pas les prophètes dans un nouveau voyage accompli pendant les années 1712 et 1713. Après un séjour de quelques mois à Londres, où ils reçurent de nombreuses inspirations, nous les voyons passer par Rotterdam, Amsterdam, Hambourg et Lubeck, pour se rendre à Stockholm, où ils continuèrent à prophétiser du 7 juillet au 1^{er} août 1712. Toutes ces diverses révélations, soigneusement recueillies et attestées par les signatures des quatre amis, Jean Allut, Elie Marion, Nicolas Fatio et Charles Portalès, constituent le premier ouvrage portant pour titre : *Plan de la justice de Dieu sur la terre dans ces derniers*

(1) *Cri d'alarme*, p. 171.

(2) *Idem*, p. 270.

(3) *Idem*, p. 241.

jours et du relèvement de la chute de l'homme par son péché. C'est au royaume de Suède que s'adressaient particulièrement les avertissements reçus dans les dernières semaines : « Ecoutez maintenant ce qu'a dit le Seigneur, moi l'entendant. J'ai dessein de bénir ce peuple, qui se tient près de la mer du Nord. Et je le bénirai pour vrai, s'il veut prendre garde à ma Parole; s'il veut s'humilier sous ma main; s'il veut chercher ma face, non point par la sagesse des hommes, mais par le Christ, le Fils de Dieu, par l'Esprit de vérité (1). »

A l'ouverture du second ouvrage, intitulé : *Quand vous aurez saccagé, vous serez saccagés, car la lumière est apparue dans les ténèbres pour les détruire*, nous trouvons les voyageurs, désignés par l'Esprit comme « les quatre piliers de la terre, comme les quatre témoins pris pour être présents (*sic*) de la fermeté de sa parole (2), » détenus prisonniers à Dirschaw, dans la Prusse polonaise. Arrêtés près de Dantzick, peu après leur arrivée de Stockholm, sous la prévention d'être des espions de Charles XII, ils furent incarcérés par les ordres de Belling, lieutenant-général de Frédéric-Auguste, roi de Pologne, et eurent à supporter pendant plus de huit mois un traitement des plus rigoureux, jusqu'au point d'être privés de la quantité de nourriture nécessaire. Transférés d'abord à Konitz, puis ensuite à Elbing, ils furent enfin relâchés par ordre du roi, pleinement convaincu de leur innocence, mais ils ne purent recouvrer ni leurs effets ni leurs valeurs dont le général les avait injustement dépossédés (3). Repartant de Dantzick et ayant reçu l'ordre de se rendre à Halle, où ils devaient trouver des frères, les prophètes laissèrent, par le commandement de l'Esprit, sur la frontière de la Pologne et du Brandebourg, un signe contre le roi qui les avait persécutés. Le 9 mai 1713, ils coupèrent dans la forêt un jeune arbre qu'ils plantèrent en terre par les branches, en déclarant qu'avant que le bois fût pourri, le Souverain aurait retranché du tronc de la racine du royaume de Pologne le monarque qui était sur le trône (4). » Traversant la Poméranie, ils se rendirent à Halle, où ils demeurèrent un mois et reçurent d'abondantes révélations formant plus de la moitié de l'ouvrage. Ils s'acheminèrent ensuite par la Bohême et la Moravie jusqu'à Bude, où ils s'embarquèrent sur le Danube pour Belgrade et la mer Noire. Pendant leur passage en Moravie, ils reçurent à Klistoff, le 4 juillet, l'ordre de préparer,

(1) *Plan de la justice*, p. 181.

(2) *Idem*, p. 75.

(3) *Quand vous aurez saccagé*, p. 102.

(4) *Idem*, p. 8.

pour être placée en tête du livre qu'ils devaient publier, une gravure en taille-douce dont le sujet leur était donné avec le plus grand détail. Une femme presque entièrement dépouillée de ses vêtements, et représentant l'Eglise, est tirée des quatre côtés au moyen de cordes liées à sa tête, aux deux bras et à la ceinture. Quatre prêtres tiennent les cordes, savoir un prêtre de Rome, un prêtre grec, un prêtre de Luther et un prêtre de Calvin. Quatre rois, placés chacun dans l'entre-deux des ministres, menacent la femme de leur épée, dont ils sont prêts à la frapper. Les vêtements de celle-ci sont placés aux pieds des prêtres. « Je donnerai, dit l'Esprit, intelligence de la signification de cette révélation, afin que le monde sache que j'ai déclaré la guerre aux sanctuaires de la terre, moi l'Eternel des cieux (1). » Cette gravure, placée en tête du volume, dénote, on le voit, l'opposition que les prophètes nourrissaient contre les clergés de toutes les communions.

Arrivés à Constantinople le 16 août, et y ayant délivré leur message, ils en repartirent au bout de peu de jours sur un vaisseau turc qui les transporta le 30 à Smyrne. De là, prenant passage sur un navire anglais, ils entrèrent, le 3 octobre, dans la rade de Livourne, puis, après leur quarantaine au lazaret de cette ville, ils se rendirent à Rome le 3 décembre. Là était le terme du voyage qui leur était assigné.

On peut être surpris que leur passage dans ces deux grands centres de l'islamisme et du papisme, dans ces deux villes si célèbres au point de vue religieux, Constantinople et Rome, objets constants des préoccupations des interprètes des anciennes prophéties, n'ait pas été marqué d'une façon plus solennelle dans les révélations de ces nouveaux inspirés. Rien ne signale particulièrement les paroles transcrites dans ces deux cités. A Constantinople, les voyageurs paraissent essentiellement préoccupés de ce qu'ils attendaient des destinées du roi de Suède, auquel ils envoient un long message. Les révélations portant la date de Rome forment à peine trois pages du volume, qu'elles terminent brusquement par l'ordre symbolique donné aux prophètes de couper et de brûler une partie de leurs vêtements « en signe qu'au dernier jour, l'Eternel viendra consumer la gloire des vêtements qui revêtent la chair et le sang, c'est-à-dire des vêtements spirituels, cérémoniels, qu'il détruira par le feu de son Esprit, afin de revêtir son peuple de la vérité, de la lumière, de l'Esprit de vie. »

(1) *Quand vous aurez saccagé*, p. 81.

Après six jours passés dans la ville aux sept collines, ils étaient libres de voyager comme il leur plairait, pour retourner à Londres, d'où l'Esprit les avait fait partir près de deux ans auparavant. L'un d'eux, Nicolas Fatio, était nominativement appelé à se rendre en Hollande pour y faire imprimer l'ouvrage transcrit à la suite des révélations dont ils avaient été gratifiés, comme il l'avait fait déjà pour le *Cri d'alarme*, ainsi que nous l'avons vu (1). Le livre, dont les deux parties ont manifestement été publiées ensemble, porte à la fin cette note : « Achevé d'imprimer le samedi 4 août 1714. »

Les voyageurs quittèrent donc la ville papale sans recevoir de l'Esprit d'ultérieures indications. Toutefois l'un d'entre eux ne revit pas la terre hospitalière d'Angleterre. Atteint d'une grave maladie à Livourne, où nous les avons vus séjourner, Elie Marion avait été contraint d'y rester après le départ de ses compagnons d'œuvre, et le Seigneur lui fit trouver, le 29 novembre 1713, la fin de son pèlerinage terrestre. Aussi son nom ne figure plus avec celui des trois autres, à la fin du volume contenant les paroles qu'il avait prononcées concurremment avec Jean Allut, sous l'influence de l'Esprit dont il était si fréquemment animé. Nous ignorons quel fut le sort ultérieur de Portalès. Quant à Fatio, les biographes le représentent comme ayant conservé jusqu'à la fin de ses jours ses convictions relatives à l'esprit de prophétie. Il mourut à Worcester en 1753, sans être revenu de l'enthousiasme que ses amis cévenols lui avaient inspiré. Nous retrouverons Jean Allut comme figurant dans une dernière publication des prophètes dont nous avons encore à rendre compte.

Pendant que les quatre amis que nous venons d'accompagner dans leurs pérégrinations, délivraient dans les contrées orientales de l'Europe le message qu'ils pensaient avoir reçu de l'Esprit de Dieu, leurs frères demeurés à Londres continuaient à se réunir en assemblées, sous la direction de ceux qui s'annonçaient comme inspirés. Le nombre de ceux-ci s'étant accru d'une manière sensible, surtout parmi les Anglais, il ne tarda pas à se manifester au milieu d'eux certaines prétentions que plusieurs considérèrent comme exagérées ou mal fondées. Le résultat des oppositions auxquelles elles donnèrent lieu fut de faire sentir aux principaux chefs la nécessité de recueillir et de publier les règles de discipline qui leur seraient données comme propres à maintenir l'ordre dans leurs assemblées et à parer aux abus qui s'étaient déjà signalés. De là un nouveau livre,

(1) *Quand vous aurez survécu*, p. 113. Voyez aussi p. 20.

dont l'impression, qui eut lieu à Londres, en deux éditions, l'une anglaise, l'autre française, fut terminée le 13 mai 1715. D'une facture analogue à celle des ouvrages que nous venons de mentionner, il leur ressemble soit pour le fond soit pour la forme, et renferme le compte rendu des discours tenus dans vingt-quatre assemblées solennellement réunies dès le 7 mai 1713 au 16 février 1715. Il est intitulé : *Recueil d'avertissements touchant l'ordre des Assemblées et les Règles de discipline : où sont compris divers règlements et commandements, des exhortations et admonitions, des instructions et quelques exemples de la jalousie de Dieu*. 200 pages in-12. Il se termine par un errata relatif aux deux derniers ouvrages : *Le plan de la justice de Dieu* et *Quand vous aurez saccagé*, tant pour l'édition française, que pour une édition latine, publiée comme la première en 1714.

Parmi les inspirés qui figurent dans ce volume, nous ne rencontrons que trois des Français nommés dans le *Théâtre sacré des Cévennes* ; ce sont Jean Daudé, Durand Fage et Elisabeth Charras (1). Mais ils ne jouent qu'un rôle secondaire. Les Anglais occupent visiblement le premier rang. John Lacy et John Allut, que nous connaissons déjà, sont éclipsés par leurs confrères James Cuninghame, John Potter, et Jonathan Taylor, à côté desquels se placent Maria Keimer, et Henriette Allut (2). Les femmes ont ici une position tout autre que celle qu'elles avaient précédemment. Ces deux dernières en particulier jouissaient évidemment d'un grand crédit dans la congrégation. Une hiérarchie beaucoup plus marquée se dessine au sein de celle-ci. On distingue entre les *Instruments* (c'est le nom qu'ils se donnent de préférence) ceux qui sont employés dans le ministère public, ceux qui le sont dans les missions, ceux qui ont été poussés à convoquer les assemblées, ou à les congédier, etc. James Cuninghame et John Potter ont reçu le titre de Gouverneurs en Israël. Ces deux derniers, ainsi que Maria Keimer, Henriette Allut et Elisabeth Charras sont solennellement désignés comme doués de cette vertu particulière que les cœurs de tous devaient leur être découverts.

C'est, avons-nous dit, dans le but de parer aux divisions qui se

(1) Les autres noms français que nous rencontrons sont ceux de *Daniel Le Tellier*, qui fut du nombre de ceux qui se retirèrent ; de *Jacques Soulier*, de *Louis Gervaise*, de *Jean-Jacques Doladille*, de *M.-C. Bouché*, de *Daniel Roussière*. Parmi les femmes, nous pouvons nommer *Elisabeth Brousse*, *Judith Volentin* et *Jeanne Morel*.

(2) Les Anglais à ajouter à ceux-ci sont : *Etienne Jamets*, *John Parker*, *Thomas Dutton*, *A. Peterson*, *Gui Nut*, *Robert Gardner*, *James Pagez*, *Isaac Owen*, plus *Marie-Hélène de Ridder*, *Anna Eversden*, *Sara Webster*, *Anna Wharton* et *Maria Beere*.

manifestaient parmi les frères et de réprimer des oppositions intempestives que l'on prit la résolution d'extraire des discours inspirés ce qui se présentait comme règles de discipline. Signalées dans le cours du volume par des caractères italiques, ces règles reviennent toujours à dire qu'il faut obéir aux inspirations. « Apprenez à vous tenir fortement attachés au fondement de la vérité, à l'autorité de cet Esprit qui révèle, qui gouverne dans l'Eglise, qui décide de toute affaire et ferme la bouche à tous ceux qui lui résistent. » — La décision de quelque chose que ce soit qui a du rapport à l'ordre ou à la discipline de l'Eglise de Dieu, appartient en dernier ressort à l'Esprit qui se manifeste par tel ou tel organe, dans ces assemblées d'Instruments, ordonnées par lui-même. » Tel est le thème constamment exposé et commenté.

En exécution de ces soi-disant règles d'ordre et de discipline, il y eut un assez grand nombre d'exclusions prononcées par les inspirés et exécutées séance tenante, contre ceux qui se permettaient quelque opposition ou quelque velléité de résistance. Si quelqu'un par exemple se hasardait à parler contre « le danger qu'il y a de s'égarer par la force de l'imagination, » on voyait dans son discours une attaque contre l'inspiration, on prononçait qu'il s'était égaré lui-même et l'on refusait l'insertion de son allocution, en l'appelant sérieusement à la repentance. Plusieurs ont été formellement expulsés, d'autres se sont retirés volontairement à l'ouïe des condamnations prononcées contre eux. C'était principalement parmi les membres de la « nation française, » comme les chefs les désignaient, que se manifestaient ces oppositions qui révélaient le malaise occasionné par les principes nouveaux adoptés par la généralité de l'assemblée. La chose en vint au point que deux des membres les plus notables de la congrégation, Jean Daudé et Louis Gervaise, furent solennellement chargés dans l'assemblée du 13 juin 1713, de conférer avec ceux qui avaient désobéi et qui faisaient schisme, en les avertissant de la condamnation qu'ils étaient sur le point d'encourir (1). Leur rapport fait dans la réunion suivante constate qu'ils avaient eu peu de succès. Ce malaise se manifesta encore par le fait que des avertissements particuliers furent jugés nécessaires à l'égard des membres les plus anciens de la congréga-

(1) Louis Gervaise, ancien de l'Eglise française de Londres, était fils de ce respectable Louis Gervaise, marchand linge, ancien de l'Eglise de Paris, qui, d'abord exilé à Gannat, fut successivement transféré à Saint-Magloire, à l'Oratoire, au couvent de Lagny, puis au château d'Angoulême, d'où il fut expulsé du royaume en 1688, ce qui lui permit de rejoindre ce fils déjà réfugié à Londres, avec la famille Mariette, à laquelle il s'était allié.

tion. « Je vous dirai, disait l'Esprit par la bouche de John Potter, que vous, oui vous les premiers appelés, vous agissez trop de votre propre mouvement ; et vous vous êtes ingérés, comme vous le faites encore en plusieurs occasions, dans des sujets d'une nature à vous inconnue ; et par là, bien loin de présenter un composé, dont les parties soient cimentées et jointes ensemble par la vérité, vous n'offrez qu'une chose imparfaite, qu'un certain mélange où ne paraît nulle union. »

C'est en suite des mêmes dissentiments que l'on ordonna d'effacer la transcription d'un discours, dans lequel un inspiré français avait cherché à établir la raison de l'homme, aidée de l'Ecriture, pour juger des choses spirituelles. On estima qu'il affaiblissait l'autorité de l'Esprit dans les assemblées d'Instruments ordonnées par le Seigneur.

Dans une autre occasion on supprima de même une allocution jugée inopportune, et on la remplaça par cette curieuse note : « Ici une personne inspirée prononce un petit discours peu suivi, et va en désordre d'une chambre à l'autre. »

JULES CHAVANNES.

(*La fin au prochain numéro.*)

FÊTE DE LA RÉFORMATION

FRAGMENT D'UN DISCOURS DE M. LE PASTEUR VIGUIÉ

Les lettres qui nous arrivent de divers côtés témoignent que le pieux anniversaire du premier dimanche de novembre a été célébré d'une manière conforme à son esprit. En un tel jour l'histoire revêt son caractère le plus élevé : c'est l'auxiliaire de la religion. A Reims, la distribution de la Cène a donné quelque chose de plus auguste et de plus touchant à la fête des souvenirs. A Troyes, M. le pasteur Berthe a retracé, devant un nombreux auditoire, les phases du protestantisme entre la Saint-Barthélemy et la Révocation de l'Edit de Nantes. Dans la chapelle du Luxembourg, à Paris, l'historien de l'Espagne, M. Rosseeuw Saint-Hilaire, a raconté la vie de Luther. Dans le temple du Saint-Esprit, M. le pasteur Gout a montré le caractère providentiel de la Réforme. Enfin, la modeste chapelle de l'Asile Lambrechts a entendu

l'histoire de Farel, l'apôtre de Montbéliard et de la Suisse romande (1).

De grandes Eglises du Midi ont éprouvé le besoin de se retremper dans leurs origines. A Nîmes, M. le pasteur Viguié avait pris pour sujet de son discours les commencements de la Réforme dans cette ville. Il s'est demandé quel est le point de départ de la rénovation religieuse : est-ce Viret donnant la Cène à huit mille communiantes sous les voûtes de la cathédrale, en 1561 ? Est-ce la constitution préparée sous l'énergique impulsion du ministre Mauget, en 1559 ? Est-ce le martyre de Sécenat, cette douloureuse attestation du schisme naissant, en 1551 ? Non. Au delà de ces manifestations importantes, il y a cette phase première où la foi nouvelle apparaît, s'essaie, s'affirme avec une joyeuse sérénité. Ce n'est pas l'heure de l'organisation, ni celle de la lutte, ni celle même du martyre. C'est la première heure, l'heure du matin, la vraie aurore, la franche éclosion. Ici, nous laissons la parole à l'éloquent historien :

C'est une bénédiction et une gloire pour Nîmes d'avoir fondé la Réformation par le double moyen que la Providence employa pour cette grande œuvre, dans les deux contrées où l'Evangile brilla du plus vif éclat : l'Allemagne et la France. En Allemagne, la Réformation sortit du couvent des Augustins par la puissante voix de Luther : de là ce caractère de ferveur, d'élan, de sereine mysticité. En France, la Réformation sortit de l'université de Paris par Lefèvre d'Étaples, Farel et Calvin : de là ce caractère de netteté, de logique, de lumineuse déduction, mais aussi de rigueur sévère qui la distingue...

Dans notre vieille cité, quand la Réformation vint au monde, elle eut un double berceau, la cellule d'un moine et la chambre d'étude d'un savant. L'étincelle sacrée partit d'un double foyer, le cloître et l'Université. Un double principe préside ainsi à la naissance de l'Eglise régénérée : la ferveur et la science. En voici les irrécusables témoignages :

Au nord-est de la ville, dans la vieille rue qui va du Grand-Couvent à la rue des Lombards, et qui portait autrefois le nom de rue de la Roserie, aujourd'hui rue du Murier d'Espagne, dans l'ensemble des bâtiments qui forment le n° 32, se trouvait au XVI^e siècle le couvent des Augustins. On en peut voir aujourd'hui les restes debout, et même le petit clocher intact. C'est là, sous ces sombres voûtes, dans cette austère retraite, dans une cellule igno-

(1) Ces diverses Eglises, ainsi que celles de Vals, Montmeyran, Vauvert, ont bien voulu consacrer une part de leur collecte à notre Société. Qu'elles reçoivent, ainsi que la chapelle du Nord, de Paris, ici l'expression de nos remerciements.

rée, que se passa vers 1530, dans l'âme d'un religieux, un drame analogue à celui qui se produisit dans l'âme de Luther, au fond de sa cellule du couvent d'Erfurt. Le cloître fut toujours dans l'antique Eglise le refuge de la foi plus vive; c'est là que le cœur plus fervent venait avec assurance chercher la satisfaction de ses ardents désirs; et surtout, quand la corruption et les ténèbres du moyen âge envahirent l'Eglise à ce point qu'un cri s'échappait périodiquement des meilleures assemblées : La Réformation ! la Réformation dans le chef et dans les membres, dans la papauté et dans les fidèles ! surtout à ce moment le cloître reçut dans son sein les âmes travaillées et plus éprises de Dieu. Et si tous les cloîtres offrent cet asile aux consciences agitées, est-ce trop présumer, de par les leçons de l'histoire et les expériences de Staupitz et des Luther, en avançant que le couvent des Augustins fut pour tous les cœurs blessés de ce siècle un asile de prédilection ? On ne revoit pas sans émotion ces vieilles demeures ; on serait si heureux de leur arracher leur secret !..... Voûtes des monastères, répétez-vous ces soupirs, ces prières, ces élans qui montaient au ciel ? Froides dalles de la chapelle, vous les avez reçues, les avez-vous gardées, ces larmes de repentance qui tombaient des yeux et du cœur ? Murs austères de la cellule, nous redirez-vous ce dont vous fûtes les témoins ; nous redirez-vous les émotions, les sentiments, les doutes, les espérances, les ardeurs de ces esprits passionnés des choses célestes, de ces consciences tourmentées de leurs péchés et trouvant dans la grâce évangélique, avec l'allègement de leur fardeau, l'impulsion vers les réalités invisibles ?...

Or dans le couvent de la rue de la Roserie, il y eut un de ces cœurs ardents et fidèles qui, après bien des luttes et bien des prières, saisit la spiritualité et la simplicité de la foi, comprit la vanité des pratiques extérieures et des intermédiaires humains. Il prêcha, et non pas dans la chapelle du couvent, mais dans la cathédrale même. Il prêcha, et il était de ceux qui peuvent dire : *J'ai cru, c'est pourquoi j'ai parlé*. Il dit ce qu'il avait dans le cœur, il versa sa conviction ardente et pieuse, sans plus s'inquiéter des décrets et des formules matérialistes de l'autorité sacerdotale ; il dit le péché, l'amour de Dieu, la grâce manifestée en Jésus, le « *pabulum caritatis*, la bonne doctrine évangélique. » Sa parole fut lumière et vie. Grande aussi fut l'émotion dans la multitude heureuse et ravie d'entendre et de recevoir la parole de Dieu.

C'est assez ; le frère augustin est dénoncé à l'autorité ecclésiastique ; le parlement tristement célèbre de Toulouse se charge de

l'affaire; le prédicateur est condamné, saisi par les huissiers et emprisonné dans le château du roi, le samedi saint, veille de Pâques. Mais quoi! le peuple acceptera-t-il cette injustice? Non, il prendra la défense du persécuté, il se déclarera pour sa doctrine, et le conseil de ville, contre l'autorité de l'official et du parlement, dans une délibération solennelle, le conseil de ville approuve la prédication du moine augustin, et proteste contre la condamnation de la manière la plus ingénieuse et la plus éclatante en offrant au prisonnier le témoignage de la reconnaissance publique :

« Conseil tenu le darnier jour du moys de mars mil VXXXII feste
« de Pasques par devant MMrs Lageret, Teissier, Suau, Rodier, con-
« sulz et les conseillers de ladite ville.

« Premièrement pour ce que le beau père, fraire des Augustins,
« prescheur ordinaire pour la pres^{te} année, a presché ceste caresme
« ordinairement et a nory les habitans de la ville *pabulo caritatis* et
« bonne doctrine evangelique, jusques à la veille de Pasques, au-
« quel jour, sur le soir, a este constitué prisonnier par quelques
« huissiers de Tholose, et l'on ne scet à quelz fins est détenu au
« château du Roy. Donc ledit beau père pourra avoir affaire d'ar-
« gent pour soy aider et secourir en ses necessités, que la ville lui
« doit bailher et expedier ses gaiges ordinaires qui sont de douze
« livres tant seulement, ou si la ville luy donnera davantaige, oul-
« tre les dits gaiges, attendu la bonne doctrine évangélique qu'il a
« presché au peuble de la ville, requerant MM. les conseillers que
« sur ce ils dissent leurs oppinions, car a ses fins les avoyent
« assemblés pour avoir leurs oppinions (1). »

Ces opinions sont significatives : elles sont toutes dans le sens du frère augustin, avec une nuance d'irritation contre les accusateurs; le prédicateur du carême et sa doctrine reçoivent l'approbation et l'appui du conseil.

Ainsi voici d'un côté un religieux qui prêche les idées nouvelles et qui est condamné par le parlement de Toulouse; et d'un autre côté voici le conseil de ville, organe de la population, qui déclare évangéliques les idées prêchées, et qui donne gain de cause au persécuté. C'est là le premier symptôme de la Réformation à Nîmes, le premier foyer d'où elle sortit, le premier édifice où elle fut annoncée. Ce premier édifice c'est la cathédrale; ce premier foyer c'est la cellule et le cœur d'un moine; ce premier symptôme, c'est la

(1) Archives de l'hôtel de ville, contenant les délibérations du conseil au XVI^e siècle, fol. 244. Publiées pour la première fois.

population nîmoise qui applaudit aux idées évangéliques, qui s'émeut de la condamnation de son prédicateur, qui proteste contre l'autorité même du parlement, et qui, bien loin de proscrire le religieux orateur, lui offre l'expression de sa gratitude.

Tels sont les faits précis, authentiques, clairs. Une seule chose reste dans l'ombre, le nom même du moine augustin. Ce nom demeurera enseveli dans l'oubli. Je l'ai cherché et j'y ai pris peine, hélas ! en vain. Mais quoi ? dois-je m'en plaindre ? Il est dans l'ordre et il ne déplaît pas qu'un certain mystère enveloppe les premières éclosions. Qu'importe la gloire de l'ouvrier, si l'œuvre reste à laquelle il dévoua sa vie ? Quel que soit ton nom, frère inconnu, dont la pieuse figure plane sur nos origines, quel que soit ton nom, sois béni ! C'est toi, c'est ton cœur, c'est ta prière, c'est ta piété, c'est ta parole, c'est toi qui donnas l'éveil aux esprits, qui remuas les consciences, qui les amenas aux pieds de Jésus-Christ et qui fus dans nos murs l'initiateur de la pensée nouvelle ! Oui, c'est toi, homme de prière, de spiritualité, et de retraite, c'est toi qui imprimes à notre renaissance chrétienne son premier caractère, la ferveur mystique, l'ardente foi, le libre élan de l'âme vers Dieu !

Avec la ferveur, la lumière ; avec la foi, la science ; et voici le second caractère de la Réformation nîmoise.

La Renaissance et la Réforme se pénètrent mutuellement : partout où brille la lumière doit se dissiper la superstition. La lumière est un élément évangélique. *Je suis la lumière du monde*, a dit Jésus. Au XVI^e siècle, quand la lumière se répand, la révélation apparaît dans sa simplicité première. Ce fait est frappant, surtout dans notre patrie. L'université de Paris fut le berceau de la Réforme française : tous les humanistes ne sont pas des réformateurs, mais tous les réformateurs sont des humanistes. La lumière fut l'arme contre les ténèbres du moyen âge. A Nîmes, cette connexion du savoir et de la Réformation est particulièrement évidente. Nîmes fut de tout temps la ville lettrée. Il y régna à toutes les époques un grand goût pour les choses de l'esprit. Au XVI^e siècle, ce mouvement est surtout remarquable. Si on parcourt les archives contenant les délibérations du conseil de ville, on admire à quel point les administrateurs de la cité sont préoccupés de l'enseignement du peuple. La population entière les pousse dans cette voie. Seulement cette voie est pleine de dangers pour l'antique croyance. Il arrive que les maîtres placés à la tête des écoles deviennent tous partisans des idées nouvelles. On a beau les destituer, les condamner, les remplacer par de nouveaux docteurs : ceux-ci, à leur tour, profes-

sont les mêmes croyances et subissent le même sort, la persécution. Mais le peuple les aime et les soutient. C'est comme une lutte entre l'autorité sacerdotale et le principe nouveau. A chaque crise, la conscience publique s'émeut, s'excite, proteste, et finit, mais après bien des souffrances, par obtenir gain de cause. La première organisation de l'université est un vrai combat entre la croyance ancienne et la foi évangélique. Qu'on en juge.

Dès 1535, par une délibération du 4 décembre (1), le conseil de ville, organe des vœux populaires, demande la création d'une université. Les délibérations se succèdent dans ce sens (2); on invoque l'intervention de la reine de Navarre, qui promet de s'intéresser à ce projet. Toutefois, et avant la création officielle de l'université, les écoles grandissent rapidement, et les étudiants sont nombreux. La ville choisit pour être à la tête de ses établissements l'homme le plus capable, et passe un traité avec Imbert Pacolet, savant distingué dans les lettres grecques et latines.

Mais Pacolet est accusé de luthéranisme; le précenteur de la cathédrale refuse de l'accepter comme recteur. La ville persiste, se roidit; l'autorité sacerdotale a le dessus. Premier conflit. Une seconde fois les consuls présentent maître Imbert; le précenteur s'oppose à leur demande; maître Imbert est accusé de pactiser avec les idées nouvelles. Second conflit. Le 15 octobre 1537, les consuls choisissent donc et par force un nouveau recteur. Gaspard Cavart, savant grammairien et parfait latiniste, est l'homme désigné. Mais quoi! ce lettré est aussi un adhérent du luthéranisme. L'autorité ecclésiastique rejette les propositions de la ville. Troisième conflit. Devant ces refus persistants on devine les frémissements, les impatiences et les irritations des esprits. Il y a ici deux courants opposés : le courant populaire qui porte les pieux et savants humanistes à la direction des écoles; le courant sacerdotal qui les en éloigne. Evidemment la conscience publique est favorable à la Réforme; elle est avec ses docteurs et ses recteurs; elle s'indigne et proteste contre les exigences et les persécutions de l'officiel. La foi libre s'affirme déjà.

Enfin en 1539, le Collège des Arts, par lettres patentes de François Ier, datées de Fontainebleau, est fondé à Nîmes, « cette cité, disent les lettres patentes, l'une des principales et anciennes villes de nostre royaume, pour l'aménité et douceur d'air, fertilité du

(1) *Archives de l'hôtel de ville, contenant les registres des délibérations du XVI^e siècle*, fol. 50.

(2) *Ibidem*, fol. 90-93.

païs où elle est assise (1). » Toutes les prérogatives sont accordées à cette université; « telle et semblable juridiction et puissance, autorité, privilèges, immunités, libertés, exemptions en franchises qu'ont et ont accoutumé d'avoir les universités de nos bonnes villes de Paris, Poitiers, Tholozé et autres universités de nostre royaume. » Le Collège des Arts fut établi dans l'ancien hôpital Saint-Marc affecté à cet usage; il était adossé aux remparts de la ville, entre la porte de la Couronne et le château du Roi, à l'emplacement même occupé aujourd'hui par les bâtiments du lycée.

Voilà donc Nîmes en possession d'une grande institution littéraire. Qui va être appelé à la diriger? Un des hommes les plus instruits et les plus célèbres du siècle, un professeur au Collège de France récemment créé, un protégé des rois, un enfant de Nîmes, Claude Baduel. Le conseil de ville l'appelle, à l'unanimité, heureux et fier de l'espoir de posséder une telle illustration. Sans hésiter, avec un vrai cœur nîmois, le célèbre professeur quitte sa chaire et sa brillante position de Paris pour venir au milieu des siens présider à la restauration des lettres. La reine Marguerite de Navarre le recommande aux consuls et habitants de Nîmes par le billet suivant :

« Messieurs, j'ai entendu par maistre Claude Baduel comme vous lui avez escript et prié qu'il allât par delà pour vous aider à faire l'institution d'un collège en vostre ville, en quoi je croy qu'il se sçaura bien acquitter. Il s'en va maintenant devant vous pour cet effect. Et pour ce que je l'ay entretenu aux études, je vous prie de l'avoir pour recommandé, durant qu'il sera par delà; et vous me ferez, en ce faisant, plaisir bien agréable. A tant, Messieurs, je prie Dieu qu'il vous ait en sa très-sainte garde. — Escrip à Compiègne, ce VIII^e jour d'octobre.

« La bien vostre, MARGUERITE »

Baduel est installé le 15 juillet 1540. Son enseignement a un succès complet; les étudiants affluent autour de sa chaire et le Collège des Arts devient un foyer de lumières.

Ainsi voilà un des grands savants du siècle, un enfant du pays, un recteur appelé par l'unanimité du conseil de la ville de Nîmes, un ami de la reine de Navarre, un professeur dont le mérite et la réputation font la fortune et la gloire du Collège des Arts; quoi de plus? Et cependant il est persécuté: dénoncé par l'autorité sacer-

(1) Ménard, t. IV, Preuves, LXXXI.

dotale; il est condamné au bannissement avec confiscation de ses biens, et se retire à Genève, où, consacré pasteur, il meurt en 1561.

Au fond l'autorité cléricale est logique, elle n'a pas tort. Oui, Baduel est un libre croyant. C'est un humaniste, c'est un grand esprit; donc il appartient aux idées nouvelles. En effet, il accomplit à Nîmes une grande œuvre. Je vois d'ici ces auditoires immenses, cette jeunesse enthousiaste, cette population avide de savoir s'entassant dans les salles de l'ancien hôpital Saint-Marc. Je me représente cet empressement, ce bonheur des esprits en entendant une voix libre, laïque et surtout pieuse et chrétienne. Baduel fut un ouvrier de la première heure; il travailla avec ardeur à former dans les consciences des convictions évangéliques et indépendantes, et Dieu bénit ses efforts. Par lui un grand peuple spirituel s'élève dans nos murs. Il est donc vrai de par l'histoire, la Réformation à Nîmes se produisit et s'affirma sous l'impulsion du savoir et de la haute culture. Le second trait du mouvement évangélique dans notre cité, c'est la lumière.

Maintenant nous sommes en mesure de conclure. A Nîmes la Réformation a eu un double berceau, le couvent des Augustins et le Collège des Arts. Un double principe en provoque les premières manifestations, la foi et la science. Voilà la vraie origine, et la tradition dont il faut constamment s'inspirer... Ces deux éléments se complètent, se pondèrent; ils donnent à l'Eglise son équilibre, sa stabilité, sa force. S'il n'y a que ferveur sans lumière, c'est l'illumination et le désordre des imaginations. S'il n'y a que science sans ferveur, c'est l'aride logique et le souffle desséchant de l'école. Ferveur et lumière, foi et science, que le double esprit qui anima les pères soit aussi l'inspiration des enfants!...

NÉCROLOGIE

M. CHARLES MEYNIER

Un de nos collègues, M. Gaufrès, déplorait naguère, dans un autre recueil (*Lien* du 17 septembre) la mort prématurée d'un laïque éminent, M. Léon Noguier, de Nîmes, « dont la charité, la candeur, l'humilité chrétienne faisaient le plus grand honneur à notre Eglise et à notre

foi. » Un nouveau deuil était réservé à l'Eglise et au Consistoire de la même ville, privés tout à coup, le 24 octobre dernier, d'un de leurs membres les plus utiles, M. Charles Meynier, qui, depuis plus de vingt ans, administrait les deniers des pauvres avec un dévouement, une intelligence au-dessus de tout éloge. M. Meynier entraînait à peine dans sa soixante-et-unième année, et il était de ceux qui trouvent dans la pratique du bien une perpétuelle jeunesse. Atteint de bonne heure d'une de ces épreuves domestiques qui condamnent à l'isolement les cœurs capables de ne se donner qu'une fois, il reporta sur un fils digne de lui, sur les indigents, sa famille adoptive, les sollicitudes d'une âme qui s'oublie elle-même pour soulager les maux d'autrui. Aussi tous les rangs, toutes les conditions étaient-ils mêlés dans le funèbre cortège de cet homme de bien, qui « se repose de ses travaux et que suivent ses œuvres. » La voix de M. le pasteur Viguié, rappelant les leçons d'une telle vie près de la tombe de Samuel Vincent et d'Abraham Borrel, trouva un écho dans tous les cœurs. M. Ch. Meynier n'était pas seulement un ami éclairé des pauvres, un trésorier modèle et qui ne sera jamais remplacé; il savait s'intéresser à tout ce qui est bon et beau. Il aimait notre œuvre historique. Il y a trois ans à peine qu'il signalait à notre attention un précieux recueil d'*Arrêts contre les protestants*, où se déroule la longue série des iniques décrets rendus contre nos pères par les continuateurs de Bâville en Languedoc. Il rédigeait lui-même, avec le zèle qu'il mettait à tout, un catalogue de ce recueil dont il faisait hommage à la Bibliothèque du Protestantisme français. Plus tard, il put acquérir ce rare volume pour les archives du Consistoire mises dans un si bel ordre par ses soins. Avec quelle joie il m'annonça cette acquisition, dans le dernier entretien qu'il m'a été donné d'avoir avec lui sur le sol natal! C'était, il m'en souvient, le 1^{er} janvier dernier, sur la route d'Alais, non loin des lieux consacrés par le culte du Désert. C'est dans cet austère horizon, où tout rappelle l'héroïsme de la foi, que je me plais à revoir la figure aimable et sérieuse de celui que nous avons perdu. Combien d'autres l'ont devancé, dont la jeunesse active et sainte demeure pour tous une leçon, Edouard Levat, Jean Dussaut, Ernest Constant!... Heureuses les Eglises qui comptent de tels membres, même, hélas! pour avoir sitôt à les pleurer! Que leur exemple soit une vertu pour ceux qui restent, et qu'ainsi se forme l'indestructible tradition de foi et de charité qui permet de dire, en réponse aux coups de la mort : *Uno avulso non deficit alter!*

JULES BONNET.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

ÉTUDES HISTORIQUES

UN HUMANISTE DU XVI^e SIÈCLE

Une des causes principales qui préparèrent le succès de la Réforme dans presque tous les pays de l'Europe, fut sans contredit la renaissance des lettres. Au moyen âge c'était la théologie scolastique qui régnait dans les écoles, et la philosophie d'Aristote avait fait tomber dans l'oubli l'Evangile du Christ. Les sièges les plus célèbres de la science scolastique furent les universités de Paris et de Cologne, d'où sortit au XVI^e siècle l'opposition la plus violente contre la Réforme. Des moines bornés et ignorants furent les propagateurs zélés de cette tendance hostile aux lumières de la foi et à la liberté de l'Evangile.

Cependant ce ne fut pas sans opposition et sans combats que la scolastique triompha dans l'Eglise. Le mysticisme, qui comptait dans son sein les plus nobles représentants de la foi et de la vie chrétiennes, éleva contre le scolasticisme une voix timide et impuissante. Plus tard, les précurseurs de la Réforme, Wicleff, Huss et Savonarole, nourris par l'étude

des saintes Ecritures et poursuivant l'œuvre des mystiques, battirent en brèche l'édifice de la scolastique, mais la force était trop puissante pour être abattue d'un coup.

La renaissance des lettres qui eut lieu vers le milieu du XV^e siècle, prépara la chute du scolasticisme. Après la prise de Constantinople par les Turcs (1453), beaucoup de familles grecques quittèrent leur patrie, et trouvèrent un refuge en Italie. Les fugitifs avaient emporté, en quittant le sol natal, les chefs-d'œuvre de la littérature grecque, et grâce à leur venue les études classiques fleurirent bientôt dans la patrie de Dante et de Pétrarque; la jeunesse accourut de toutes parts dans les universités italiennes.

Les scolastiques ne pouvaient voir de bon œil le relèvement des études littéraires; aussi une lutte passionnée ne tarda-t-elle pas à s'engager entre les scolastiques et les humanistes, nom qu'on donna aux adhérents des idées nouvelles. Ce fut en Allemagne qu'elle éclata, et Jean Reuchlin, l'oncle de Mélanchthon, eut à soutenir les premières attaques des moines. Pendant plusieurs années l'Europe fut remplie du bruit de cette querelle, qui finit par le triomphe des humanistes.

On peut affirmer que les humanistes ont puissamment contribué aux prodigieux succès de la Réforme; toutefois la plupart d'entre eux n'eurent pas le courage de faire le pas décisif et de sortir d'une Eglise dont ils avaient si souvent signalé les abus. Ils marchèrent presque tous sur les traces de leur maître, du savant et spirituel Erasme, qui, après avoir tant de fois insisté sur la nécessité d'une réforme de l'Eglise, recula devant l'application des principes nouveaux, préférant les douceurs du commerce des lettres aux luttes ardentes de la vie active.

Telle fut aussi la ligne de conduite suivie par l'humaniste alsacien, dont nous nous proposons de retracer l'histoire. Jacques Wimpfeling (1) fut un des humanistes les plus distin-

(1) Nous possédons trois écrits qui retracent la vie et l'activité littéraire de Wimpfeling. Ce sont, en procédant par ordre chronologique, d'abord le *Catalo-*

gués du XVI^e siècle, ainsi qu'un des promoteurs de la Réforme en Alsace, et pourtant, il n'eut au moment suprême, ni le courage ni la force de rompre avec les traditions de l'Eglise romaine et de se prononcer franchement pour l'Evangile.

L'état de l'instruction en Alsace était au XV^e siècle des plus déplorables. Les écoles, rattachées aux couvents, étaient tenues par des moines incultes; on y enseignait le *Trivium* et le *Quadrivium*, ainsi que la théologie scolastique. Le *Doctrinale* d'Alexandre Gallus, publié en 1240 et expliqué par de nombreux commentateurs, formait au XV^e siècle, avec la grammaire latine de Donat, la base de l'enseignement. Les élèves apprenaient la grammaire, la syntaxe, la rhétorique, la poésie; on consacrait des années à l'étude de ces livres, on s'évertuait à expliquer aux élèves l'importance du vocatif, les cinq figures de la rhétorique, les fautes d'apposition, l'emploi du génitif et d'autres minuties. C'est ainsi qu'on les préparait à l'enseignement universitaire, où ils passaient leur temps à étudier la philosophie d'Aristote avec les Sommes de Duns Scot et de saint Thomas d'Aquin.

Tel était à cette époque, presque sans exception, le triste état des écoles secondaires. Quant à l'instruction primaire, elle était fort négligée, car l'étude du latin avait remplacé celle des langues nationales. En Alsace, l'instruction n'était rien moins qu'avancée; même à Strasbourg, la ville la plus importante du pays, les lettres étaient fort négligées. Il y avait une foule de couvents dans la ville, et celui des Franciscains était même renommé pour son école; mais la science qu'on y enseignait ne s'élevait guère au-dessus de la scolastique.

quis illustrium virorum, publié par le savant Trithemius, abbé de Spanheim. Ce livre est une espèce d'histoire littéraire allemande du XV^e siècle et du commencement du XVI^e. On y trouve l'énumération de tous les écrits de Wimpfeling. Nous nommerons en second lieu la collection de 136 notices biographiques, publiée en 1620 par le professeur Melchior Adam, de Heidelberg, sous le titre de : *Vita theologorum germanorum*, qui renferme également une notice biographique sur Wimpfeling. Enfin, nous citerons les : *Amoenitates litterariæ Friburgenses*, publiées au siècle dernier, 1775, par le célèbre jurisconsulte Joseph-Antoine Riegger, professeur en droit à l'université de Fribourg, en Brisgau. Cet ouvrage, aujourd'hui très-rare, renferme de nombreux extraits des écrits et de la correspondance de Wimpfeling.

L'esprit de la renaissance avait cependant pénétré vers le milieu du XV^e siècle en Alsace. Le magistrat de la ville de Schlestadt avait fondé en 1450, une école laïque, et en avait confié le rectorat à Louis Dringenberg, ancien élève des frères de la vie commune. Dringenberg appartenait à la tendance des humanistes. Sous son intelligente direction, l'école littéraire de Schlestadt devint bientôt un foyer de lumières, et attira de nombreux étudiants dans les murs de la petite cité dont elle était l'honneur.

C'est à Schlestadt que naquit, le 27 juillet 1450, Jacques Wimpfeling, une des illustrations littéraires de l'Alsace. Ses parents étaient d'honnêtes bourgeois, peu aisés; toutefois, un oncle paternel de Jacques, Ulric Wimpfeling, curé à Soultz-les-Bains, dans la basse Alsace, s'intéressa à l'enfant, et grâce à ses conseils éclairés, à sa vive sollicitude, le neveu reçut une instruction sérieuse. Bien que l'enfant fût d'une constitution délicate (1), il fut envoyé de bonne heure à l'excellente école de Dringenberg; il y resta jusqu'à l'âge de quatorze ans, et conserva à ses premiers maîtres un souvenir affectueux et reconnaissant.

En 1464 nous rencontrons Wimpfeling à l'université de Fribourg, en Brisgau, fondée quatre ans auparavant. Il s'y voua à l'étude du droit, et s'y lia avec un jeune professeur, qui, dans la suite, illustra la chaire chrétienne à Strasbourg. C'était le célèbre Geiler de Kaysersberg. « Jean Geiler, écrivait plus tard Wimpfeling à Conrad Wickgram, le neveu de l'illustre prédicateur, Jean Geiler fut le maître de ma jeunesse, l'hôte et l'ami de mon âge mûr, le consolateur de ma vieillesse contre mes détracteurs; durant cinquante ans une amitié inaltérable nous a unis. »

En 1466 Wimpfeling devint bachelier; c'était le premier

1) Dans son élégie au pape Jules II, *Amenit. frib.*, fascic. IV, p. 288, Wimpfeling dit :

« . . . Me tenerum chari genuere parentes,
« Et macie affectum corporeque exiguum. »

grade académique. Deux ans plus tard, la peste le chassa de Fribourg. Il se rendit à l'université d'Erfurth, dont les chaires étaient presque toutes occupées par des humanistes. Il n'y séjourna que peu de temps, car son oncle, le curé de Soultz, rappela le jeune étudiant en Alsace, afin de lui procurer une prébende. Toutefois, prenant en considération sa jeunesse, son manque d'expérience et sa santé délicate, il changea d'avis et lui permit de retourner à ses études.

Wimpfeling se remit en route pour Erfurth, mais, chemin faisant, il tomba malade à Spire; dans le but de consulter un médecin distingué, il se rendit à Heidelberg. La ville du Neckar lui plut au point qu'il y resta pour terminer ses études. En 1471 il devint magister, et étudia après les Pandectes et les Institutions, le droit canonique. Mais cette étude stérile ne put satisfaire les aspirations de son âme. « Je n'ai appris, dit-il plus tard dans un de ses écrits, presque rien de Dieu, des anges, de l'âme humaine, de ses facultés, de sa destinée finale, de la vie, des souffrances et de la mort de notre Sauveur; je n'entendais parler que de prébendes, d'élections ecclésiastiques, de bénéfices, de procédures fiscales, d'administration ecclésiastique, toutes choses d'une utilité incontestable pour quiconque désire s'enrichir, mais qui répugnaient vivement à ma nature la plus intime. »

Il abandonna en 1473 l'étude du droit pour celle de la théologie; la lecture de la Bible et des Pères de l'Eglise remplit tous ses loisirs. Il passa d'excellents examens, et acquit un grade académique après l'autre. En 1479 il devint doyen de la faculté des arts, en 1481 directeur du collège des arts, une espèce d'école princière, et deux ans après licencié en théologie.

Wimpfeling publia à Heidelberg plusieurs écrits. Ce sont, pour la plupart, des dissertations ou des discours académiques. Nous citerons, entre autres, un poëme élégiaque, dédié à l'archevêque de Mayence; Wimpfeling y défend contre les dominicains le dogme de l'immaculée conception

de la Vierge (1). S'il s'y montre bon catholique, il l'est beaucoup moins dans une comédie satirique, *Stylpho*, dans laquelle il flagelle le népotisme papal. Cette comédie n'est à vrai dire qu'un dialogue entre deux personnages d'humble origine; l'un, après des études sérieuses chez les humanistes, parcourt une brillante carrière, devient chancelier, et finalement archevêque; l'autre, Stylphon, a sollicité un emploi à Rome; il est revenu en Allemagne avec des brefs et des bulles du pape; d'abord on lui rend de grands honneurs, mais on finit par s'apercevoir qu'il est d'une ignorance extrême; il perd tout crédit malgré la faveur du pape; il tombe dans le mépris et est réduit à exercer le métier du fils prodigue de l'Evangile. On ne peut que s'étonner de voir Wimpfeling, qui, à cette époque déjà reconnaissait les abus de Rome, tellement attaché à la doctrine erronée de l'Eglise catholique, au culte de Marie surtout, dont il demeura du reste fervent disciple jusqu'à sa mort.

Une maladie épidémique qui éclata en 1483, força Wimpfeling à quitter Heidelberg. Il alla en Alsace, y passa quelques mois et accepta un appel de Spire, où on lui avait offert la place de prédicateur à la cathédrale. Durant les quinze années de son ministère, Wimpfeling eut l'occasion d'apprendre à connaître l'état déplorable du clergé. D'un côté les prêtres mal rétribués et peu instruits, ne possédaient aucune autorité morale et aucune influence sur le peuple, et étaient exposés aux vexations les plus odieuses de la part des nobles; de l'autre de nombreux abus s'étaient introduits dans l'Eglise, tels que le cumul des bénéfices ecclésiastiques, le népotisme, le trafic des indulgences et le concubinage presque général des prêtres. Wimpfeling, espérant remédier au mal, décida l'évêque à réunir chaque année un synode. On y discutait les besoins de l'Eglise, on y dévoilait les abus et on y proposait les moyens de les combattre. D'ordinaire le prédicateur de la

(1) *De triplici candore Mariæ*. Ce poème est dédié à Barthold Henneberg, archevêque de Mayence et électeur du saint Empire.

cathédrale prononçait, avant l'ouverture du synode, le discours d'inauguration. Wimpfeling publia plusieurs écrits(1), dans lesquels il dévoilait franchement les plaies de l'Eglise; mais il demandait aussi qu'on relevât le clergé de son profond abaissement. Il cherchait les causes de la décadence de l'Eglise non dans les abus de la hiérarchie romaine, mais uniquement dans la profonde ignorance des prêtres. La suprématie du pape étant pour Wimpfeling un article de foi, il était convaincu que les vicaires de Jésus-Christ étaient animés des meilleures intentions, et que dès qu'ils connaîtraient le mal, ils s'empresseraient d'y porter remède.

Vers la même époque Wimpfeling échangea une série de lettres avec un savant français, Robert Gaguin, général de l'ordre des Mathurins. Le roi de France, Charles VIII, venait de renvoyer outrageusement la fille de l'empereur Maximilien qu'il devait épouser; en même temps il s'était emparé de la princesse Anne de Bretagne, que Maximilien devait épouser en secondes noces. Cette double perfidie causa une indignation générale dans toute l'Allemagne. Pour calmer les esprits, le roi de France envoya Gaguin à Heidelberg. Le moine devait régler les difficultés pendantes par voie diplomatique. Wimpfeling adressa à Gaguin une pièce de vers dans laquelle il se plaint amèrement des procédés dont on a usé envers son empereur; chaque strophe se termine par le refrain : *Lilia marcent* (les lys se fanent). Cette affaire provoqua une correspondance assez vive entre les deux savants, chacun tenant à honneur de défendre son souverain et son pays.

Wimpfeling acquit des titres plus durables dans la république des lettres par ses traités de littérature et de pédagogie qu'il publia à Spire. Le premier de ces ouvrages est un manuel renfermant des préceptes de style et d'éloquence. Il est

(1) Les deux principaux écrits dans lesquels Wimpfeling prend la défense du clergé, sont : *Oratio contra invasores Sacerdotum Flammum*, et : *Immunitatis et Libertatis ecclesiasticæ statusque sacerdotalis defensio*. Cet ouvrage décrit l'état misérable du clergé à cette époque, et est adressé aux princes, qu'il veut éclairer à ce sujet.

intitulé : *Elegantiarum medulla* (1). Ce livre parut en 1493 : une seconde édition augmentée en fut publiée quelques années plus tard sous le titre de : *Elegantiae majores*. C'est une collection des meilleurs préceptes littéraires et oratoires tirés des auteurs anciens et modernes ; les principaux auteurs dont Wimpfeling cite des extraits sont : Aulu-Gelle, Nonnius Marcellus et Laurent Valla pour le style, Aristote, Cicéron et Quintilien pour la rhétorique et l'éloquence. Wimpfeling y ajoute une foule de règles grammaticales et un dictionnaire synonymique. Ce livre fut accueilli avec une faveur marquée par la jeunesse studieuse, et rendit aux élèves de meilleurs services que les grammaires scolastiques alors usitées.

En 1496 Wimpfeling publia un livre qui devait faire époque et imprimer à l'enseignement une direction nouvelle. Cet ouvrage, un des meilleurs que Wimpfeling ait écrit, est intitulé : *Isidoneus germanicus*, et destiné non aux élèves, mais aux maîtres (2). Dans la préface l'auteur déclare que ce qui importe avant tout dans l'enseignement, c'est qu'il y ait dans les écoles de bons maîtres qui procèdent méthodiquement. Trop souvent le choix d'un maître est déterminé par des circonstances extérieures, telles que la faveur, la recommandation, le népotisme en un mot, tandis qu'il importerait surtout de choisir des professeurs capables et dignes. Ce que la plupart des maîtres ne possèdent pas, c'est une bonne méthode d'enseignement. Les enfants acquièrent une foule de connaissances, mais sans ordre et sans en comprendre le sens. Un temps précieux est ainsi perdu. Telles sont les idées générales

(1) En tête de ce livre se trouve le charmant épigramme que voici :

Floribus ornatur verno sub sidere campus
Et parit arboribus frondea silva decus,
Pulchraque mirantes oculos delectat imago
Quam finxit vario docta colore manus.
Eloquio teneram poteris redimire juventam,
Sermonis Latii verba venusta colens.

(2) Le titre de ce livre est un peu singulier. Isidoneus est un mot inventé par l'auteur, et formé de deux mots grecs : *εἰσόδος* (introduction), et *νέος* (jeune homme) ; c'est donc une introduction, une préparation de la jeunesse allemande aux études classiques. Une preuve de la faveur avec laquelle fut accueilli ce livre, c'est qu'un an après sa publication, une troisième édition en paraissait déjà à Strasbourg.

que Wimpfeling expose dans la préface ; dans la première partie de l'ouvrage, il émet ses idées sur l'étude de la langue latine ; c'est par la grammaire qu'il faut commencer ; il est nécessaire d'insister sur une bonne prononciation ; à côté de l'étude du latin il faut mener de front celle de l'allemand, si négligée alors, et exercer l'élève à traduire d'une langue dans l'autre. Le maître pourra se servir (c'est une concession que Wimpfeling fait à la scolastique) de la grammaire de Donat et du *Doctrinale* d'Alexandre, mais il aura soin d'éliminer les règles superflues et inutiles dont ces livres fourmillent. C'est ainsi que procédait l'ancien maître de Wimpfeling, le recteur Dringenberg, de Schlestadt ; ce sont là les principes suivis en Italie, et c'est la cause de la supériorité intellectuelle de ce pays sur l'Allemagne. Dans la seconde partie de l'*Isidoneus*, Wimpfeling désigne aux maîtres les auteurs latins qu'ils doivent lire avec la jeunesse. Comme humaniste, il recommande la lecture des classiques : Virgile et Horace pour la poésie, Jules César, Cicéron, Salluste, Sénèque, Valerius Maximus pour la prose. Il insiste aussi sur l'étude des Pères de l'Eglise, saint Jérôme, saint Ambroise, saint Augustin, Lactance, et son auteur favori Pétrarque. Wimpfeling termine son traité par une série de recommandations pédagogiques.

Quelque incomplète que fût la dernière partie de son ouvrage — car Wimpfeling omet une foule de classiques et attache une importance exagérée aux études patristiques — il faut reconnaître que son livre est un signe du temps, et le précurseur d'une ère nouvelle dans l'enseignement. Avant Wimpfeling les auteurs classiques étaient pour ainsi dire à l'index chez les scolastiques, et il ne fallait pas peu de courage pour en recommander l'étude au corps enseignant, en dépit des clameurs des moines.

Ce traité, qu'on peut appeler le programme littéraire des humanistes, valut à l'auteur de nombreuses lettres de félicitations. Les esprits les plus éclairés du siècle, le prédicateur

Jean Geiler et le chanoine Pierre Schott, de Strasbourg; le docte chanoine Sébastien Murrho, de Colmar; le jurisconsulte Sébastien Brant, connu par son poëme satirique de *la Nef des Fous*; Trithemius, de Spanheim, et bien d'autres encore, s'empressèrent à l'envi de lui témoigner leur satisfaction. Le valeureux champion de la Réforme, le chevalier Ulric de Hutten, écrivit, entre autres, à Wimpfeling : « O toi qui, content de peu, habites une maison modeste, près des murs de Spire, et te livres à la contemplation des choses divines, sache que tes écrits sont utiles à l'humanité. La jeunesse allemande te doit la plus vive reconnaissance, et tes enseignements m'ont profité à moi-même plus que je ne saurais le dire. »

Au moment où le nom de Wimpfeling était dans la bouche de tous les hommes éclairés de l'Allemagne, il songeait lui-même (qui le croirait?) à réaliser un vœu longtemps nourri dans son cœur : il désirait se retirer du monde et se faire ermite. La lecture de Pétrarque et des écrits mystiques de Pic de la Mirandole avait éveillé depuis longtemps dans l'âme de Wimpfeling le désir de se consacrer entièrement à Dieu et de se vouer à la vie d'anachorète. Son ami, Christophe d'Uttenheim, chanoine du chapitre de Saint Thomas, à Strasbourg, était animé des mêmes intentions. Les deux amis voulaient se retirer dans la Forêt-Noire, s'y construire un ermitage, pour se livrer à l'adoration de Dieu et à la contemplation des choses célestes. Toutefois, avant de réaliser son projet, Wimpfeling fit un voyage en Alsace, pour soumettre son plan à son oncle, le curé de Soultz-les-Bains. Il retournait à Spire, avec l'intention de se démettre de ses fonctions de prédicateur, quand il reçut une lettre de l'électeur palatin Philippe I^{er}, qui l'invitait, dans les termes les plus pressants, à venir à Heidelberg, pour y occuper une chaire de professeur. Wimpfeling aimait la retraite, mais il avait aussi un goût très-vif pour l'enseignement. L'ermite devint donc professeur, et il quitta Spire en 1498, pour se rendre à Heidelberg.

L'université de cette ville était favorable aux études classiques. Elle avait à sa tête un homme éminent, le chancelier Jean de Dalberg. L'électeur Philippe était lui-même un prince éclairé, qui voulait relever l'enseignement, et Wimpfeling était très-propre à le seconder dans ce dessein. Outre les cours de patristique qu'il donna à Heidelberg, Wimpfeling publia un assez grand nombre d'écrits de circonstance. Nous en nommerons trois. Le premier est un dialogue intitulé, en l'honneur de l'électeur palatin : *Philippica* (1); il se compose de six parties; l'auteur y fait l'éloge des sciences, et du prince qui en est le protecteur; il dévoile les plaies sociales et religieuses découlant de l'ignorance, et termine par un appel au prince contre les Turcs. Depuis la prise de Constantinople, les progrès de l'empire ottoman étaient un sujet d'inquiétude pour tous les esprits en Allemagne. Plus tard, Wimpfeling écrivit pour le fils de l'électeur, Louis de Bavière, un traité intitulé : *Agatharchia* (2). Ce livre est rempli d'excellents conseils politiques et religieux; l'auteur y signale une foule de funestes abus. Ce qui ruine l'Allemagne, dit-il entre autres, ce sont : les annates de Rome, les habits de Venise, les professeurs italiens et les mendiants français. Les Français ont en Allemagne une foule de corporations religieuses, qui emportent l'argent du pays, tandis que les Allemands n'en possèdent pas une en France. On ne sait vraiment de quoi il faut s'étonner davantage, de la bonhomie ou de la stupidité du peuple allemand. On retrouve ces plaintes plus tard répétées, avec bien plus de véhémence, par Ulric de Hutten et Luther.

Dans la première année du XVI^e siècle, Wimpfeling publia un livre qui eut autant de retentissement que son *Isidoneus*. C'est sa célèbre chrestomathie : *Adolescentia*, qui fut

(1) Voici le titre complet du livre : *Philippica Jacobi Wimpfelingi in laudem et defensionem Philippi, Comitis Rheni Palatini, Bavariæ ducis, etc., etc.* Argent., ap. Mart. Schott, 1498, in-4°. Ce dialogue fut récité par des étudiants au château de Heidelberg, en présence de l'électeur, de sa cour, et de l'évêque Albert de Strasbourg.

(2) C'est également à Strasbourg, chez l'imprimeur Schott, que parut la *Agatharchia, id est bonus principatus vel epithoma conditionum boni principis*.

très-souvent éditée. Cet ouvrage est destiné à la jeunesse, de là son titre; cependant il est également écrit pour les maîtres. Le but que s'était proposé Wimpfeling était de faire connaître, par des extraits, les plus beaux passages des auteurs de l'antiquité classique. Il s'acquit par cette publication de nouveaux titres de reconnaissance auprès de la jeunesse studieuse, car à cette époque rien n'était plus rare que les exemplaires des classiques grecs et romains. Malgré la découverte de l'imprimerie, on avait bien de la peine à se les procurer, et il fallait les payer à prix d'or. La publication de ce livre répondait à un véritable besoin; aussi cette chrestomathie acquit-elle bientôt un grand renom, et les humanistes s'empressèrent de l'adopter dans toutes leurs écoles. Wimpfeling ajouta à ces extraits de nombreuses règles pédagogiques. Il en est deux qui sont assez curieuses et originales; dans la première, il invite les étudiants à ne pas faire friser et teindre leurs cheveux, attendu que cette mode ridicule nourrit l'orgueil et la vanité (1). Dans la seconde, il invite la jeunesse à respecter les lois de l'Eglise et de l'Empire, et à ne pas imiter les Suisses, qui, ne voulant reconnaître aucune autorité, entrent indifféremment au service des ennemis de l'empereur et du pape. Ces deux passages nous montrent combien Wimpfeling, un des esprits les plus éclairés de son temps, partageait à certains égards les préjugés de ses contemporains. La tendance élevée de son livre se révèle à ce trait : il faut instruire l'enfance et réformer la jeunesse, en la ramenant aux sources d'une religion épurée (2).

(*Suite.*)

JULES RATHGEBER.

(1) « O si coma viro et adolescenti ignominiam afferens sacris litteris interdicta est, quanto est gravius flagitium pilos quos natura planos ac rectos dedit et geniali colore tinxit, non solum torquere torvosque et crispas efficere, verum etiam adulterino colore inficere atque fucare! »

(2) « Christianæ religionis et ecclesiasticæ Reformationis plurimum interest pueros et adolescentes bene in moribus institui. »

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

LE PROTESTANTISME A BLOIS

CINQ LETTRES RELATIVES A CETTE ÉGLISE

1562-1698

La Bibliothèque du Protestantisme français possède une lettre de Calvin à l'Eglise de Blois qui ne figure pas dans le recueil imprimé des *Lettres françaises*. On y a joint plusieurs autres pièces également inédites, marquant comme autant d'époques dans l'histoire de cette Eglise, jusqu'à la dispersion qui suivit la révocation de l'Edit de Nantes. La réponse des protestants de Blois à l'évêque de cette ville, qui les sollicitait d'abjurer leur croyance, clôt cette série par un acte de fidélité digne de mémoire. Cette dernière pièce est tirée des papiers de famille de M. Paul Marchegay.

I

CALVIN A L'ÉGLISE DE BLOIS

A nos très chers seigneurs et frères de l'Eglise de Blois.

31 janvier 1562.

Très chers seigneurs et frères, combien que nous avons grande disette de gens propres pour suffire à la charge d'annoncer la Parole de Dieu, toutesfois ceux qui avoient charge de solliciter pour vous ont fait telle diligence qu'ils en ont recouvré un, lequel, selon que nous pouvons juger, vous satisfera, car nous l'avons cognu de bon esprit et exercé en l'Ecriture sainte, ayant aussy bonne façon et dextérité de la traiter et appliquer à l'instruction du peuple. Davantage il montre avoir bon zèle de s'employer au service de Dieu et de son Eglise avec modestie. Parquoy c'est à vous de luy donner bon courage quand il verra son labeur fructifier en vous. Ainsy

nous vous prions de le recevoir humainement et vous rendre dociles à la doctrine qu'il vous portera. Au reste, pour l'advenir, pensez de faire provision, et n'attendez pas d'estre fourny d'ailleurs, si de vostre costé vous ne taschiez d'envoyer gens lesquels soient conduits de longue main pour les mettre en œuvre selon la nécessité. Car de nostre part nous n'en pouvons plus.

Sur quoy, très chers seigneurs et frères, après nous estre recommandés à vous et à vos bonnes prières, nous supplions le Père céleste vous tenir en sa protection, vous gouverner par son Saint-Esprit et accroistre en tout bien. Le penultième de janvier 1562.

Vostre humble frère,

JEHAN CALVIN, pour la Compagnie.

Receues et approuvées, et ledict Jacques Du Plessis receu ministre en l'Eglise de Blois par le consistoire d'icelle, le xiii^e jour d'avril l'an cinq cent soixante-deux (1).

MANGOT, au nom de tous.

Pièce originale et inédite. Signature autographe de Calvin.
(Bibl. du Prot. franç. Collect. Hotman de Villiers, t. 1)

II

L'ÉGLISE DE BLOIS A LA COMPAGNIE DE GENÈVE.

6 octobre 1598.

Messieurs et très honorés frères, la longueur et aspreté de nos dernières persécutions et guerres civiles ont tellement desnudé la France de ministres de la Parole de Dieu, ayant esté pour la plupart ou engloutis ou jetés par la tempeste en païs estrangers, esquels ils ont pris parti, qu'au besoing nous sommes contraints d'en rechercher ailleurs, et principalement es lieux esquels il a pleu à Dieu en dresser les pepinières. C'est le subject qui nous induit maintenant à recourir à vous, Messieurs, au deffault qu'a nostre Eglise d'un pasteur, par le décez du sien, advenu depuis un an et demi, pendant lequel temps elle a esté secourue par le prest d'un aultre, mais lequel enfin on ne lui peut plus continuer que pour deux mois;

(1) Cette déclaration ne semble pas d'accord avec le récit de Th. de Bèze (*Hist. ecc.*, t. I, p. 148, 149) Charles d'Albiac, dit du Plessis, exerça-t-il à deux reprises le ministère à Blois? C'est un point à éclaircir. Il avait été précédé par du Gué et Antoine Chanorrier, dit Desmerengues.

car quelque recherche que nous en ayons faicte depuis par tous les endroits de ce royaume d'un aultre, ç'a esté en vain pour l'extrême rareté d'iceulx. Et toutesfois, si ceste Eglise commenceant encore à naistre et resserrée de ses adversaires de toutes parts, en demeure tant soit peu despourveue, sa dissipation est inévitable, et d'autant plus déplorable et dommageable au général de toutes les aultres Eglises qu'elle est composée de deux cents familles, esquelles il y a bon nombre de personnages doctes et honorables, estable depuis les dernières persécutions par une grande puissance et particulier conseil de Dieu en une ville assise au cœur du royaume et sur un passage très commode, et confirmée par le nouvel édict.

Pour ces considérations, nous implorons vostre secours, Messieurs et très honorés frères, lequel ne manqua jamais à ceux qui l'ont recherché pour la gloire de Dieu, et singulièrement à ceste Eglise, laquelle, avec celle de Mer, lorsqu'elles estoient jointes ensemble, n'a esté par l'espace de vingt ans gouvernée que par les pasteurs qu'elle a reçeus de vous, vous supplians très humblement que continuans envers elle les effects de vostre bienveillance, vous luy subveniez en sa présente et extrême nécessité du ministère de M. Cuzin, lequel on nous a advertis n'exercer son ministère en vostre ville qu'en attendant qu'il soit envoyé à une Eglise particulière; ou bien si vous ne jugez expédient ou utile pour vous de le nous octroyer, il vous plaise nous en donner un autre capable de régir une Eglise d'une telle grandeur et qualité que celle-ci est. Vous ferez en cela chose agréable à Dieu, digne du zèle que vous avez tousjours eu à l'édification des povres Eglises de France, et nécessaire au salut de la nostre, laquelle vous demeurera à jamais obligée d'un tel bienfait, pour recognoistre le mérite duquel elle vous promet honorer, chérir et entretenir le pasteur qu'il vous aura pleu luy envoyer, comme elle a fait tous les aultres, d'un si honorable appointment qu'il aura subject d'en estre content, et profiter tellement sous son ministère, par la grâce de Dieu, que le contentement vous en revienne, à nous le salut, et la gloire à Dieu, lequel, après vous avoir présenté nos très humbles recommandations à vos bonnes grâces, nous prions, Messieurs et très honorés frères, vouloir continuer en vostre endroit ses saintes benedictions et faveur, et donner à tous, en parfaite santé, très heureuse et longue vie, pour toujours l'employer à l'avancement de sa gloire.

Vos très humbles et obeissans serviteurs et frères en nostre Seigneur Jésus-Christ,

Les diacres et anciens de l'Eglise de Blois :

MAUPAS.

BASIN.

FOUBERT.

DUTENS.

MORIN.

PLAISANT.

De Blois, ce six^{me} jour d'octobre 1598.

(Orig. Bibl. de Genève, portefeuille n° 1.)

III

L'ÉGLISE DE BLOIS A MADAME DE LA TRÉMOILLE.

A Madame la duchesse douairière de la Trimouille (1).

13 janvier 1626.

Madame, Dieu n'a pas voulu que nous ayons été exempts des divers jugemens qu'il a exercez sur sa pauvre Eglise en ces dernières années, pour nous tesmoigner qu'il ne nous desadvoue pour ses enfans non plus que nos frères, et nous faire sentir que nous avions aussy bien qu'eux besoin de sa correction paternelle, car encore qu'il ait comme miraculeusement conservé nostre Eglise en son estre au cœur du royaume, neantmoins il lui a pleu de la desoler en retirant à soy le sieur Vignier le filz, heureux collègue du sieur Vignier, son père, au ministère de la parole de Dieu en ceste Eglise, presque dès le bout de l'an de sa réception; perte qui nous a esté d'autant plus grieveuse qu'outre l'erudition héréditaire en leur maison, Dieu certes l'avoit doué de graces et vertus propres à sa vocation audessus de son aage et du commun, et qui avoyent excité tant dedans que dehors le royaume un incroiable esperance de son ministère. Mais asseurez pourtant que ce coup ne porte pas à la ruyne de nostre Eglise, par la misericorde de nostre Dieu qui l'a par un soin sy exquis conservée jusques a present. Aussy ne nous nous a-il point fait abandonner nostre devoir tant à la manutention d'icelle qu'au soulagement dudit sieur Vignier le père, affoibly desormais par son aage, ses longs labeurs et ce rude coup de la privation de son filz. Icy, Madame, nous osons déclarer à Vostre Excellence qu'entre les personnages sur lesquels nous avons jetté

(1) Charlotte Brabantine de Nassau. Elle mourut en 1631.

les yeux pour affermir l'estat branslant de notre Eglise, plusieurs fortes raisons nous ont obligés, soulz le bon plaisir neantmoins de Monseigneur le duc de la Trimouille ou le vostre, à les arrester sur le sieur Testard, à présent pasteur en l'Eglise recueillie en l'illustre maison de mondit seigneur, et à vous supplier comme nous faisons, très-humblement, de nous départir les favorables effects de vostre éminente piété et bonté en la très-humble et très-affectueuse demande que nous faysons à Son Excellence de ce personnage. Car outre qu'il doit, comme vous pouvez sçavoir, sa naissance, son education et instruction première tant en la piété qu'ès bonnes lettres à ceste ville et à ceste Eglise, à laquelle mesme les vœux de son père l'avoient consacré, nous vous dirons, Madame, que la bienveillance de Messieurs noz gouverneurs et magistrats, que nous nous sommes conciliée et conservée par le pacifique et respectueux naturel et maintien tant de nos pasteurs que de nostre peuple, ayant esté l'un des principaux moyens dont Dieu s'est servy pour la subsistance de nostre Eglise, au milieu de nos voisines qui ont esté ruynées à Tours, Romorantin et Gergeau, ceste raison particulière et essentielle de nostre conservation incommunicable à toute autre Eglise en la personne dudit sieur Testard, semble comme le nous affecter précisément et nous rendre comme necessaire son ministère, pource que ceux qui tiennent le gouvernement des villes regardent maintenant de sy près à ceux qui tiennent celuy de nos Eglises, d'autant qu'ils les estiment tenir celuy de nos cœurs, qu'ils les voudroient plus tost desertes et dissipées que d'y souffrir un pasteur suspect, comme il est presque advenu dernièrement à celle de Saumur, le gouverneur refusant d'y recevoir le sieur Daillier pour collègue au sieur Bouchereau. Or est-il, et desjà s'en sont explicquez aucuns de nos magistrats, sur la congnoissance qu'ils ont eue que nous recherchions un nouveau pasteur, que nous n'en pouvions choisir un qui leur fust plus agreable, et duquel ils se peussent promettre la continuation de l'estat paisible et respectueux auquel nous nous sommes jusques icy contenus, que ledit sieur Testard, ny consequemment un par le moyen duquel nostre Eglise puisse subsister plus assurément parmy eux, d'autant que le congnoissant issu de ceste ville, de parens pacifiques et gens de bien, apparenté de plusieurs personnes de la religion qu'ils aiment et de plusieurs catholiques romains

honorables et tenans rang en la ville, ils estiment qu'il tiendra du naturel des siens, suivra leur exemple et croira leur conseil, et que intéressé en la conservation de la ville, en considération tant de ses proches que de son bien, il contribuera à contenir son Eglise en la paix et au respect du passé, laquelle, dans ceste bonne estime qu'ils ont de luy et la bienveillance qu'ils luy porteront, trouvera les moyens de sa liaison et conservation avec eux.

Or, Madame, comme sans ceste particuliere et très-importante considération, nous ne nous attacherions sy précisément à la personne dudit sieur Testard, et n'importunerions si instamment Vostre Excellence de nostre très-humble supplication, veu mesme la sage response qu'il nous a faite lorsque durant la visite qu'il a, par la permission de Monseigneur le duc, rendue à son père, nous l'avons, afin de ne rien faire à son desceu, sondé sur ce subject; aussi osons nous espérer que vous ne desdaignerez d'estendre sur le particulier de ceste Eglise, en une telle nécessité, le zele lequel vous avez toujours sy excellemment tesmoigné à l'avancement du règne de Dieu et à l'edification du général des Eglises de France en donnant, s'il vous plaist, vostre gratuit et favorable consentement à l'octroy que nous souhaitons et attendons de la débonnairété de Monseigneur le duc, duquel la grandeur et crédit pourra luy substituer d'ailleurs personnage capable de remplir la charge que ledit sieur Testard exerce près de sa personne. C'est de quoy, Madame, nous supplions de rechef très-humblement Vostre Excellence, et de quoy nous vous rendrons à jamais toutes sortes de recognoissances et services tant en general qu'en particulier. En cette sincère devotion, nous prions Dieu de tout nostre cœur combler Vostre Excellence de toute prospérité, et demourons à jamais, Madame, vos très-humbles et très-obeissans serviteurs.

Les pasteurs, anciens et diacres de l'Eglise réformée de Blois,

VIGNIER, pasteur.	MICHEL CUPER.
BAZIN.	BONTEMPS.
DUFOUR.	DEIGUE.
BOTHEREAU.	DALIBERT, diacre.

A Blois, ce 13 janvier 1626.

Cette lettre a été écrite par *Bazin*. Il y en a une aussi adressée à Madame de la Trémoille la jeune (Marie de la Tour), sur le même sujet. C'est la suivante, du ministre Testard.

IV

A MADAME LA DUCHESSE DE LA TRÉMOILLE.

24 janvier 1626.

Madame, le passionné désir que j'ay toujours eu que Vostre Grandeur fust assurée de ma très humble et très entière affection à son service, et à celui de Monseigneur, comme je m'y suis dédié avec une véritable et sincère dévotion, m'oblige encor dans l'occasion de la demande que l'Eglise de Bloys a faite à Monseigneur de mon ministère sur quoy elle vous escrit, et l'octroy qu'il leur en fit lundi dernier, deux jours après la demande, de vous importuner de la presente pour vous dire, Madame, ce que sans doute vous apprendrez aussi de Monseigneur, qu'en ceste occurrence je ne suis aucunement sorti de la résolution et protestation que j'avois faite de vouloir dépendre absolument de la volonté de Vos Grandeurs, et que Monseigneur m'ayant fait l'honneur de me demander quelle estoit mon inclination, je lui respondis que quoy que le naturel amour de ma patrie et de mes parens, qui avoient joint leur prière a celle de l'Eglise et particulièrement en leurs vieux ans et en la charge d'une nombreuse famille qui a grand besoin de l'ayde, en sa conduite et direction, d'un homme qui y ait l'intérêt que j'y ay me touchast aucunement, néanmoins je m'estois remis entre les mains de Dieu et les siennes et croyois que ce qu'il en ordonneroit, quoy que ce fust, seroit mon bien. Sur quoy, Monseigneur me faisant l'honneur d'approuver ma procédure, me dit qu'il ne vouloit desnier, principalement à mes parens, ce contentement qu'il jugeoit leur estre deu pour beaucoup de raisons et qu'il ne diminueroit en rien sa bonne volonté envers moy, quoy que je fusse séparé de son service actuel, comme il se promettoit que je demurerois ferme dans l'affection que je luy avois tesmoignée. Messieurs Durandal et Papin, l'un des principaux de ladite Eglise, député d'icelle, ont fait la demande, et Monseigneur, m'accordant à icelle, me fait l'honneur de me retenir près de lui jusques à ce qu'il ait pourveu a remplir ma place. Il me reste, Madame, de vous supplier très humblement de n'adjouster point à la perte que je fais de l'honneur de servir actuellement vostre maison qui m'a tousjours esté très précieux et dont la mémoire me sera une éternelle obli-

gation à Vos Grandeurs, la privation de celui de la bonne volonté qu'il vous a plu me tesmoigner par le passé et vous assurer, Madame, qu'avec le souvenir des biensfaits que j'ay receuz de Vos Grandeurs, et particulièrement de la Vostre, j'entretiendray le vœu irrévocable que j'ay fait d'estre tout à vous et à Monseigneur, en quelque condition que Dieu me mist; je presenteray continuellement à Dieu mes très-humbles prières pour l'entière prospérité de Vos Grandeurs et de tout ce qui vous touche, et ne rechercheray dans le monde plus grande gloire que de pouvoir vérifier par mes actions en toutes occurrences que je suis et seray tousjours, Madame, votre très humble et très obéissant serviteur.

PAUL TESTARD.

A Paris, ce 24 courant de l'an 1626.

Chartrier de Thouars. Olographe, ayant un petit cachet rond en cire rouge représentant deux personnages, avec la légende : *Jusqu'à l'autel.*

V

LES PROTESTANTS DE BLOIS A L'ÉVÊQUE DE LA VILLE.

Sans date : 1698.

Monseigneur,

Nous sommes les tristes restes d'un troupeau désolé, qui venons avec un profond respect, vous assurer du plesir que nous nous ferions de vous reconnoistre pour nostre Pasteur, si les mouvements interieurs de nos consciences ne combattoient l'inclination naturelle que nous avons d'obeir en cela, et en toutes autres choses, aux ordres du Roy, dont nous ferons gloire d'estre les très humbles et fidelles sujets. Vos tendresses, Monseigneur, et les manieres apostoliques dont vous usez à nôtre égard seroient un aimant tres puissant pour nous attirer et nous engager à nous soumettre aveuglement, et sans raisonner, sans les connoissances et les lumieres que Dieu nous a donné. Si nous pouvions nous flater que le St Esprit ne fut point offensé par une telle conduite, nous les sa-

1) Sans date. Au dos : *Responce des habitans de la religion de Blois à M. l'évêque dudit lieu.* On voit par la lettre elle-même qu'elle fut adressée à un prélat, « choisy par le plus grand des roys, pourveu pour le premier à un siège nouvellement establi. » Or, l'évêché de Blois fut institué en 1693, et le premier titulaire fut David-Nicolas de Berthier, qui ne prit possession de son siège qu'en 1698. Les auteurs de la *Gallia Christiana* nous apprennent qu'il se signala par son zèle pour la conversion des hérétiques. Ne recourut-il jamais à d'autres armes que celles de la persuasion ? On aimerait à le croire.

critirions meme avec joye au desir et au zelle que notre Monarque fait parestre de voir tous ses peuples dans le sentiment d'une mesme religion. Mais, Monseigneur, deux raisons capitales nous retienent et n'ont pas permis, jusque à present, que nous ayons donné cette satisfaction à Sa Majesté. La premiere est la forte persuasion ou nous sommes que nôtre créance est sainte, conforme à l'Evangille, et qu'en l'accompagnant d'une pureté de mœurs, Dieu nous fera misericorde par la seule intercession de Jesus Christ. La seconde est la crainte des jugemens de Dieu, qui nous avertit par la bouche de son Apostre, qu'il est impossible que ceux qui ont une fois esté illuminez, et ont goûté les dons célestes, et ont esté faits participans du St Esprit, et ont gousté la bonne parolle de Dieu, et la puissance du siecle a venir, s'ils retombent, soient renouvelez à repentance, veu qu'ils crucifient derechef le Fils de Dieu quand à eux et l'exposent à opprobre. S'il est possible, Monseigneur, de nous prouver par la Sainte Ecriture, que les principes sur lesquels nous etablissons nos esperances et nos craintes, ne soient pas conformes à la croyance des premiers siecles, et de l'Eglise ancienne, nous sommes prêts de passer condamnation, car nous n'apportons icy un Esprit de fierté ny de chicane; nous confessons que c'est trop présumer à des gens dont les lumieres sont aussi bornées que les notres, d'entrer en lice avec un Prélat de votre merite, un Docteur consommé, et enfin un Eveque choisy par le plus grand des Roys, pourveu pour le premier à un siege nouvellement estably. Mais, Monseigneur, c'est une liberté que nous n'aurions osé prendre, si Votre Grandeur ne nous l'avoit accordée; nous en userons avec modestie sans déroger aux sentiments d'estime et de vénération que nous nous proposons d'avoir pour vous toute nostre vie.

JOURNAL DES GALÈRES

EXTRAIT DE LETTRES ÉCRITES PAR LES FIDÈLES CONFESSEURS
DE MARSEILLE (1)

1696-1708

Extrait d'une lettre de M. Jean Serres dit le jeune, du 25 décembre 1702.

Dans le dessein que j'avois de conserver les pieuses méditations de M. Isaac Le Fèvre, avant que Dieu le retirât (2), voyant après plusieurs tentatives, que je ne pouvois pas absolument pénétrer jusqu'à lui, je fis faire une caisse et une table qu'il fit demander, et dans ces deux meubles on trouva moyen de mettre des secrets si artificieux qu'il auroit esté bien difficile de les découvrir, et par le moyen desquels nous aurions pu recevoir tout ce qu'il avoit de plus précieux. Mais les billets que je lui écrivis pour lui indiquer ces lieux secrets, lui ayant été donnés apparemment dans un état où il ne lui fut pas possible de les lire, ils furent trouvez sous le chevet de son lict, tellement que le gouverneur fit un grand vacarme de cela, disant que la personne que j'avois employée pour son soulagement, et pour lui faire tenir ces meubles, qui avoit eu le bonheur de lui parler deux jours avant son décès, l'avoit surpris, prétendant que par ce moyen on lui avoit envoyé plusieurs lettres, qui lui furent trouvées, même de mes écrits et plusieurs des siens; car il s'étoit attaché en dernier lieu à poursuivre la traduction des Psaumes.

Il ajoute que cette même personne à qui ledit M. Jean Serres, avoit remis en garde plusieurs de ses écrits avec ceux dudit M. Le Fèvre, dans la crainte qu'elle eut qu'on ne fouillât chez elle et qu'on ne trouvât ces papiers, les brûla avec précipitation. Que ce commandant s'informa avec soin qui estoit ce M. Le Jeune, parce que

(1) Voir pages 33, 144, 193, 231, 368 et 475.

(2) Il mourut à l'hôpital du bagne le 13 juin 1702. Il existe dans la collection Court une lettre de Serre Le Jeune au ministre La Place sur ce sujet, en date du 14 juin : « Enfin le voilà, cet athlète béni du Seigneur, le plus illustre et le plus généreux de mes compagnons de souffrances, qui a passé (à onze heures du soir) des amertumes du combat aux demeures ineffables du triomphe des bienheureux martyrs de Jésus-Christ. Quel honneur et quelle gloire!... »

ce nom se trouvoit signé dans un écrit envoyé à M. Le Fèvre dix jours avant son décès, avec diverses particularités qu'il lui mandoit, et que cet écrit après la mort de M. Le Fèvre, tomba entre les mains du commandant, qui, après diverses perquisitions, apprit que ce M. Le Jeune, estoit le cadet des trois frères Serres. Qu'en suite de cela M. de Montinort, intendant des galères, envoya le 4 octobre prendre ledit M. Le Jeune sur sa galère, pour le faire renfermer dans l'hôpital royal des forçats dans un cachot. C'est le même cachot où avoit esté en dernier lieu M. David Serres, le second des trois frères, avant qu'on l'eût transféré dans la citadelle. Il y est attaché à une assez pesante chaîne qui est cramponnée à la muraille dans ledit cachot. On lui laisse nuit et jour la porte ouverte. Il y a une grande fenêtre à côté au-dessus du cachot, qui donne un grand jour. MM. Elie Maurin et Carrière l'Ainé, sont dans une autre salle au-dessus dudit cachot, où ils se peuvent souhaiter le bon jour et le bon soir. Il ajoute que ledit M. Carrière, qui a esté fort languissant depuis les bastonades, par une paralysie sur une partie de son corps, et qui de chez le chateau d'Y ou il avoit esté renfermé a été transféré à l'Hôpital pour y estre pansé, diminue de jour en jour, mais que pendant que l'homme extérieur déchoit, l'intérieur se fortifie de plus en plus au Seigneur pour finir heureusement sa course.

Il mande ensuite qu'il a eu l'avantage d'embrasser ce dernier ami, avec un fameux négociant irlandois de notre religion, très honnête homme, qui est avec eux, prisonnier de guerre qui a esté amené de l'Amérique lors de la déclaration. Que Madame de Chancour lui écrit de Paris, qu'on luy a envoyé une lettre d'un prisonnier qui est en Angleterre pour un grand seigneur, et que ce prisonnier demande d'estre échangé avec M. de Lensonière, et qu'elle le sollicitera vigoureusement. Que ladite Madame de Chancour a quelque espérance de ravoit bien tost ses quatre enfans qui sont aux Jésuites.

Qu'il est réduit au pain des galères, et à l'eau, de même que les deux autres ci-dessus nommés, Elie Maurin et Carrière; et que s'il ne recevoit pas d'ailleurs quelque petite ressource, il lui seroit comme impossible de vivre longtemps, sur tout estant d'un si foible tempérament; mais que Dieu par sa grande bonté leur suscite des amis qui fournissent charitablement à leurs besoins.

Pour donner quelque couleur à cette nouvelle persécution, on a pris pour prétexte une visite qu'on attribuoit au dit M. Le Jume d'avoir rendue en ville à une demoiselle qui leur rend divers bons offices, quoy qu'il ne fut point sorti ce jour-là que l'on pretenoit.

On mande du 10 may 1703, que Nicolas Doubigny, proselyte, qui avoit depuis un mois été transféré du château d'Y à l'hôpital des forçats, étoit toujours le même, ferme en la foy qu'il a embrassée. Du 13 juin Nicolas Doubigny commence à se porter mieux. Il repousse vigoureusement l'ennemi de sa profession, on le renvoyera sans doute dans son trou, c'est-à-dire dans le cachot du château d'Y, d'où on l'avoit tiré (1).

Du 27 avril 1703. — Nous n'avons depuis deux mois environ, que gêne en partage. On n'a cessé de donner des ordres pour nous resserrer. On a commencé presque par séparer nos vieillards et les mettre sur les autres demeures, avec ordre de les tenir et tous les autres actuellement aux liens, ce qui fut exécuté. Du depuis on a défendu de nous laisser communiquer avec des gens libres, et s'il arrivoit que quelqu'un d'eux nous vint parler, de les arrêter et les mettre à la chaîne pour les produire devant M. l'intendant; ce qui a été exécuté. Un pauvre homme, ayant fait par honnêteté une petite commission pour un des notres, étant trouvé s'en acquittant, fut mis aux fers, et ensuite produit devant M. l'intendant, et renvoyé par lui aux fers, où il a resté pendant environ un mois, dont il fut délivré il n'y a que quelques jours, et banni de la ville.

On n'a cessé de chagriner et de fouiller nos frères, sur plusieurs endroits. Ces jours passés, M. le major fut sur la *Souveraine*, et fut de banc en banc parler à nos frères, et leur dire, qu'il falloit qu'ils levassent le bonnet dans le tems de leur service; qu'autrement il y avoit ordre de leur donner bastonnade. Ils lui répondirent courageusement qu'ils étoient prêts à souffrir toutes choses, plutôt que de faire ce qu'il demandoit d'eux. Ils s'y attendoient fortement. Mais le lendemain on changea de stratagème, et on ordonna de nous envoyer tous sans exception aux fatigues du roi (?) ce qui fut exécuté hier sur plusieurs demeures; M. Baptiste en fut un. Cela a continué aujourd'hui et plusieurs y ont été. Notre dit frère M. Baptiste, est

(1) Une note nous apprend que ce forçat ne persévéra point.

un de ceux qui sont le plus observéz ; ses maîtres sont des plus rudes, etc.

Extrait de lettres de Marseille du 19 septembre 1703. — Nous sommes toujours gênés et contraints par les ordres réitérés qu'on donne de nous resserrer et séparer les uns des autres. Si un argouzin pour gagner un soldé chaîne quelque frère, les malicieux forçats font des placets en cour, ou aux commandans d'ici, disant que ces argouzins outrepassent les ordres. Les uns font ces placets par la haine qu'ils portent à notre profession, et les autres pour faire pièce aux dits argouzins, parce qu'ils ne veulent pas les laisser sortir.

Un de nos frères Cardin Guillemot, vieux et indisposé, a 6 écus chez un habitant de cette ville, depuis huit ou neuf mois, que ses parents lui ont envoyé. Cet homme n'a pas voulu conter ces six écus sans la permission du commandant ou commissaire, et nul de ces Messieurs ne l'a voulu donner, quoy qu'on les en ait prié bien humblement. C'est là une grande dureté, et ce pauvre vieillard pâtiroit beaucoup si le Seigneur n'y pourvoyoit d'ailleurs.

De Marseille 26 octobre 1703. — J'apprens que nos frères qui sont en campagne sur les galères qui sont à Toulon, furent bastonnés, le corps nud sur le coursier, dimanche dernier, 21 du courant, à la sortie de la messe, pour le cas du bonnet, comme ci-devant ; nous n'en scavons autre particularité, sinon qu'un homme m'a dit, que sur la *Superbe*, il vid donner une centaine de coups au même Denys Ustain, de Frontignan en Languedoc, papiste de naissance, mais condamné, il y a un an passé, pour assemblée de religion et pour fanatisme, car il a y eu des émotions, comme ces petits prophètes dont on a tant parlé, et dont on parle encore. Il estoit monté de la chambre de proue où il avoit resté malade quelque temps, deux ou trois jours auparavant seulement. Il a souffert cette bastonade bien patiemment et a remercié ceux qui la luy ont donnée. Un autre nouveau venu aussi, nommé Antoine André, a aussi souffert constamment, de même que Jacques Bruzun ; nous saurons mieux cela dans quelques jours, s'il plaist à Dieu. Si ce Denys a souffert de la manière qu'on vient de me le dire, c'est une belle chose, et où il y a visiblement le doigt de Dieu. Cet homme, aussi bien que cet Antoine André, est la simplicité même, car ils ne savent lire que depuis qu'ils sont ici. Jugez s'ils peuvent savoir grand-

chose. Aussi n'est-ce pas la science ni les autres vertus humaines qui soutiennent dans ces épreuves, mais la force et la vertu de l'Esprit Saint qui souffle où il veut. J'ay parlé à ce Denys, l'espace de sept ou huit jours qu'il a couché près de moy, et il me disait que lors qu'il faisoit sa prière, il sentoît encore quelque émotion ou tressaillement, et il demandoit si je croyois que cela vint de l'Esprit de Dieu, et qu'il avoit peur de se tromper, et craignoit les embûches et illusions du démon. Je luy dis ce que je pus là dessus.

Quatre de ces galères vont porter un cardinal en Italie, et les autres reviennent ici au premier jour. Nous saurons mieux la vérité de cela, et nous vous en informerons. Dieu veuille que cet orage ne vienne pas jusques ici avec ces galères. Toutefois la volonté de Dieu soit faite!

Un autre de nos frères écrit sur le même sujet du 5 novembre : Qu'il a appris de bonne part que ça été M. de Chanteraine qui a fait cruellement maltraiter ceux de la *Superbe*; qu'il se glorifioit fort de cette action. Il dit le même jour dans la poupe de l'*Eclatante*, devant tous les officiers qui s'y trouvèrent : Je viens de faire donner une rude salade de bastonnades aux huguenots de la *Superbe*, sans pourtant qu'ils ayent dit le mot dans le tems qu'on les bastonnoit; cette canaille, dit-il, ne veulent pas lever le bonnet dans le tems qu'on officie sur la galère.

On ajoute à ce que dessus, du 15 novembre : La bastonnade qu'ont soufferte quelques frères à Toulon, vient de ce que sur l'*Héroïne*, un sous lieutenant reconnut un de ces camisars, comme on les appelle, un nommé Pierre Valgalier du Vigan, pour l'avoir veu et gardé prisonnier en Cévènes; cet officier se mit en une telle colère contre cet homme, qu'il jura de le faire écorcher tout vif, et prenant le prétexte du bonnet que Valgalier ne voulut pas lever, à l'heure de la messe, il lui fit donner une multitude de rudes coups, et cela fut cause que les autres frères de cette galère furent aussi cruellement maltraités. Claude de Beau a été de cette campagne, et fut attaqué et bastonné comme les autres, sans avoir flechi. Loué soit Dieu! Il est présentement dans le port et se porte bien, de même que Louys Rousson. Cet officier tomba malade dans le même tems; ainsi Dieu empêcha qu'il n'accomplît ce qu'il avoit juré contre ces innocens.

Quelques jours après, le 21 du mois passé, les frères de l'*Ama-*

zone et de la *Superbe* furent aussi bastonnés le corps nu sur le coursier par la malice d'un sous-comite fomentée par un aumonier de galère. Nous sommes toujours ici fort contraints et resserrés, et il y a toujours quelque malin comite qui frappe et fait jeter de l'eau sur les frères à l'heure du service romain, lorsqu'ils sont cachés sous leur capot. Dieu veuille nous protéger et défendre par sa grâce, car on nous hait plus que jamais. Les officiers et les forçats sont furieux contre nous d'une manière incroyable, et cependant nous ne leur en donnons pas le sujet, autrement que de ne vouloir pas adhérer à leur culte. Nous prions Dieu pour eux et ne leur faisons que du bien. Ils nous maudissent, mais Dieu nous bénira; ils nous méprisent, mais nous méprisons leur mépris, dans l'espérance que les anges nous reconnoîtront en gloire. Amen.

Un autre écrit du 17 du même mois : Sur l'*Amazon*, Jacques Combernon, nouveau camisard, a soutenu un grand nombre de bastonnades. Ils ont presque tué Israël Bouchet, qui en est fort malade à l'hôpital, et l'on n'est pas sûr qu'il en échappe. Il est l'un de ceux qui ont le plus souffert en galère, depuis 15 ou 18 ans qu'il y est. Ils ont maltraité Jean Sumenes, Jean Daudet, Rassignol, Gagneux, et presque tous qu'ils ont extrêmement battus et travaillés. Il y a eu quelques foiblesses, mais si courtes; la forte résolution venoit d'abord : on ne lève point de bonnets.

Extrait de lettre de Marseille du 22 octobre 1703 : M. de Montmor met tout en œuvre pour tâcher de découvrir les personnes qui visitent et qui assistent nos frères des galères. Il a pour cet effet aposté certains scélérats de forçats pour leur tenir toujours les yeux dessus, et sur leur simple rapport, il a déjà fait mettre dans les méchans cachots de l'hôpital royal des forçats quatre personnes, où elles sont enchaînées, nuit et jour, au pain et à l'eau, comme si c'étoient les plus grands criminels du monde. Il y a dans ces cachots un marchand de bas de cette ville, catholique romain, qui n'a fait qu'acheter des bas de quelques uns de nos frères. Il y en a un autre de Nîmes qui travailloit aux laines, établi ici depuis quelque temps, et celui-ci a été renfermé pour avoir été voir sur la *Fleur de Lys* M. Pelecuyer, qui est son parent. Il y a de plus un petit garçon, âgé de 12 à 15 ans, dont MM. Damouyn se servoient pour acheter ce qui leur estoit nécessaire pour leur petit ordinaire. Et enfin il y a un esclave ture de la *Fleur de Lys* qui rendoit aussi

quelques innocens services à M. André Vallette et à quelques autres religionnaires. Cet intendant fait rechercher aussi toutes les autres personnes qui peuvent avoir quelque innocente relation avec nos frères, ou qui leur peuvent avoir simplement parlé, comme on parleroit à un forçat catholique romain, et il a donné ordre d'arrêter tous ceux qui les iront voir. Et pour achever de contenter son humeur malfaisante, il a donné ordre de les envoyer journellement à la fatigue et de les tenir actuellement à la chaîne, et pour voir si l'on exécute exactement ses ordres, il envoie un de ses commis sur toutes les galères, qui, avec un rouleau à la main, appelle nom par nom tous les religionnaires qui y sont pour voir s'ils sont enchaînés.

On ajoute que le vendredi 13 octobre il arriva trente-deux Cévenols, condamnés aux galères; si tost qu'ils furent arrivés, M. l'intendant en fit mettre deux, dont l'un est âgé de 36 ans et l'autre de 20, dans les cachots dont j'ai parlé, où ils sont aussi bien enchaînés, sans avoir du jour, et au seul méchant pain des galères. On est édifié de leur piété et de la résignation qu'ils ont à la volonté de Dieu.

Du 26 novembre 1703. — On écrit ce qui suit : Nos frères et surtout les nouveaux qui sont sur l'*Héroïne* et qui sont de retour de campagne ont été fort maltraités, au sujet du bonnet, et plusieurs ont souffert courageusement, et quelques autres sur la *Superbe*, qui ont eu bastonnade en coursier; ceux-ci sont à Antibes. Ceux de l'*Amazone* ont été aussi fort maltraités, à ce sujet, à la réserve du Sr Boy la Tour.

Extrait d'une lettre de Marseille sur l'*Amazone*, du 14 janvier 1704. — Hier, le 13 du courant, on recommença à nous maltraiter; d'abord, après la messe finie, le prêtre se déshabillant encore, le premier comite, Joseph Simon, estant à proue, battit à double corde Barthélemy Rossignol, vieux forçat, et Jacques Thomas, nouveau des Cévènes, eux estans tout nuds; puis Nicolas Julien et Pierre Daniat, à coups de pied dans le ventre et partout; et tout cela pour estre cachés pendant la messe dans nos robes, à notre ordinaire, et pour nous obliger à lever nos bonnets pendant le service romain. Ces quatre frères soutinrent généreusement et dirent que, tant qu'ils vivroient, ils ne lèveroient point leurs bonnets, et n'auroient aucune part au service, en dussent-ils mourir.

On insinue qu'on pourroit s'adresser à M. de Vaucresson, ordonnateur en la place de M. de Montmor, intendant, qui est depuis deux mois à Paris. Nous avons (ajoute-t-on) un capitaine de cette galère-ci, à l'*Amazon*e, appelé M. Du Chon; il est premier conseiller de marine, il doit avoir un pavillon de galère; quelques amis auprès de luy feroient arrester ces comites. On marque qu'ils sont vingt-quatre frères sur ladite galère. Les adversaires s'imaginent que s'ils les avoient vaincus, ils viendroient aisément à bout des autres.

Extrait de lettre de M. Pierre Serres, avril 1704. — Il dit que M. David Serres lui écrit ce qui suit : Je ne dois pas oublier de vous dire que, le 17 mars, M. le gouverneur nous fit appeler, M. de Lansonnière et moy; il me dit qu'il avoit reçu des ordres de la Cour qui me regardoient, et qu'on étoit disposé à me donner la liberté si je voulois me mettre au bon chemin. Sur quoy je répondis : Que je croyois y être. Quoy qu'il en soit, me dit-il, je m'en vay vous lire la lettre que j'ai reçue sur votre sujet. Il me la lut; elle contenoit à peu près les paroles suivantes : M. le R. voulant savoir le nombre des prisonniers qui sont détenus pour fait de religion dans les places, forts et forteresses, etc., pour obéir aux ordres de Sa Majesté par rapport aux places de mon département, je vous prie de m'envoyer incessamment un état des prisonniers de la religion qui se trouvent dans la place où vous commandez, afin que j'en puisse faire mon rapport à M. de Torcy, et de marquer leur nom et surnom, le lieu de leur naissance, leurs qualités, le sujet de leur détention, depuis quel tems ils sont détenus, leur sentiment et leur disposition par rapport à la religion catholique romaine, et s'il y en a quelqu'un qui par sa sage conduite mérite qu'on lui accorde sa liberté. Après que le gouverneur eut lu cette lettre, ledit M. David Serres dit qu'il l'interrogea là-dessus, et mit en écrit ses réponses, comme il le jugea bon, et conclut par lui demander quelles étoient ses dispositions par rapport à la religion catholique romaine; sa réponse donc fut : Qu'étant convaincu que la religion réformée étant la seule véritable religion de Jésus-Christ, et la seule dans laquelle il pouvoit faire son salut, il étoit fortement résolu à y persévérer jusqu'au dernier moment de sa vie. Ce Monsieur, qui se récria là-dessus, fit des efforts pour le persuader et le porter au changement de religion; pour se tirer d'affaire, lui promettant merveille. Mais ayant rejeté,

comme vous pouvez le croire, toutes ces propositions et toutes ces offres, il se retira. Et l'aumônier qui l'accompagna lui parla long-tems. On nous a fait ici le 16 les mêmes interrogations, ajoute M. Pierre Serres, en vûe sans doute des mêmes ordres, mais on ne nous a point lu de lettres, ni fait de propositions de changement, soit qu'on jugeât inutile de nous en parler, comme il l'auroit été en effet, soit qu'on voulût nous faire un mystère de tout cela. Quoy qu'il nous arrive, nos yeux sont sur Dieu, qui seul tient les tems et les saisons en sa main; et qui dispose des événemens comme il veut. Nous avons pris depuis dix-neuf ans ces paroles pour devise : *Seigneur, ta volonté soit faite!* Non point ce que nous voulons, mais ce que tu veux ; cela doit nous suffire. *(La fin à un prochain numéro.)*

MÉLANGES

NOTES SUR ISAAC CASAUBON (1)

Je continue à extraire des *Ephémérides* et de la correspondance de Casaubon divers passages relatifs aux événemens du jour et aux nombreux amis avec lesquels il entretenait des relations suivies. Les trois fragments ci-après sont tirés de lettres écrites à notre savant par Charles Labbé, jurisconsulte distingué, avocat au parlement de Paris :

« Dans quelques jours, homme très-illustre, je serai auprès de vous, s'il plaît à Dieu. Je vous dirai cependant en peu de mots pourquoi je suis encore retenu ici. La cause en est l'arrivée du roi, auquel les principaux habitants de cette ville préparent une entrée magnifique. On a élevé en son honneur une pyramide, on a fait d'autres choses qu'on a cru lui être agréables, tous les citoyens en armes sont réunis. Il y a déjà huit jours qu'il est dans le Limousin, et il a envoyé ici, à Bourges, ses chasseurs, ses éclaireurs et ses chiens. Aussitôt qu'il se fut approché des rebelles, tout fut tranquille, et il rétablit sous son pouvoir douze villes et quatre-vingt-

(1) Voir pages 388 et 485.

sept villages. Vous savez, à ce que j'imagine, la cause principale de son départ (1). » [Bourges, 24 oct. 1605.]

« Nous apprenons que le roi est toujours dans ces quartiers, et nous ne pouvons rien apprendre de certain au sujet de la sédition qui s'est élevée dans le Périgord. On disait, ces jours derniers, qu'elle était calmée, et que le roi retournait à Fontainebleau. Ce bruit pourtant est faux, ainsi que celui qu'on faisait courir à propos du seigneur Du Plessis-Mornay, que le roi, disait-on, avait fait mander ; il n'est pas vrai non plus que le père Cotton soit emprisonné à la Bastille pour crime de magie. »

« Spinola n'a pas encore pris Rheinsberg. Il avait été fait prisonnier par quelques soldats français, mais ceux-ci, entourés par des maraudeurs de l'armée ennemie, ont été obligés de relâcher leur proie et de prendre la fuite. Hélas ! ils auraient dû plutôt le tuer, car ainsi ils eussent été libres eux-mêmes, et Spinola n'aurait pas pu se vanter qu'il mettrait à mort tous les Français qui se trouvent dans la ville. Le pape a créé huit cardinaux, tous de la faction d'Espagne, tous Romains, excepté deux, qui sont frères du même Spinola. » [4 oct. 1606.]

Les événements dont parle Charles Labbé dans les deux premiers extraits ci-dessus se rattachent aux projets de rébellion fomentés, au centre et au sud de la France, par les amis du duc de Biron, après le supplice de celui-ci. Voici ce que M. Poirson nous raconte à ce sujet (*Hist. du Règne de Henri IV*, 2^e édit., vol. II, p. 651, 652, in-12) : « Le roi partit de Paris le 15 septembre, et se rendit dans les provinces du Midi, accompagné de sept mille hommes. Tout se soumit à son approche. Avant qu'il fût arrivé à Orléans, deux gentilshommes vinrent lui demander grâce au nom de cent cinquante nobles du Quercy... Henri, en s'avancant jusqu'à Limoges, ne trouva sur sa route qu'obéissance et repentir, et il n'eut plus qu'à laisser le cours à la justice pour détruire les dernières traces de rébellion. »

Les *Ephémérides* de Casaubon ne contiennent rien sur cette affaire ; mais on trouve dans la correspondance imprimée deux ou trois passages qui montrent qu'une certaine inquiétude régnait partout, et que les protestants, peu rassurés par les promesses du roi, craignaient de la part de la part des catholiques le renouvellement des scènes terribles de l'année 1572. Ecrivant à Scaliger, notre auteur s'exprime ainsi (2) :

« ... Je ne vous dirai rien des terreurs paniques qui ont pris pos-

(1) Burney, vol. 363.

(2) *Almeloveen*, Ep. 472, p. 252.

session dernièrement des orthodoxes. Je me bornerai à ajouter ceci : pendant plusieurs jours, on faisait courir le bruit qu'un massacre général des protestants devait avoir lieu pendant l'absence du roi. Un manifeste était même affiché ouvertement, convoquant les gens zélés, à l'effet de massacrer les nôtres lors de leur retour d'Ablon. Au jour fixé, un protestant fut effectivement tué; les autres (et je me trouvais du nombre) passèrent plusieurs nuits sans dormir, dans l'attente des meurtriers. L'auteur du manifeste a pris la fuite, et on a mis en campagne différentes personnes pour essayer de le saisir et de le ramener à Paris. Si on y réussit, il y a lieu de croire que l'on ira jusqu'au bout, et que l'on découvrira le premier auteur de tous ces mouvements; car nous avons (et c'est là la consolation des gens de bien) un roi, un parlement et des magistrats, vigilants défenseurs de tout ce qui mérite protection... » [3 kal. oct. 1605 [27 sept.].

Et dans une autre épître (1) :

« ... Ma dernière lettre était pleine de mauvaises nouvelles et de crainte, car je l'écrivais à un moment où une terreur panique s'était emparée de l'esprit de tous les protestants. Cette frayeur ne paraissait pas dénuée de raison, mais, il faut l'avouer, elle avait été poussée beaucoup trop loin. Vous avez ouï parler, je crois, du manifeste affiché publiquement dans divers endroits; cet écrit abominable effraya tellement les nôtres, que la plupart d'entre eux se persuadèrent qu'en l'absence du roi une nouvelle Saint-Barthélemy allait avoir lieu, surtout puisque le même jour un homme avait été assassiné comme il revenait d'Ablon. Notre frayeur a été jusqu'ici inutile, et j'espère qu'elle le sera dorénavant; car toute cette affaire a servi à prouver que non-seulement les princes mais encore les autres magistrats sont déterminés à maintenir la paix publique. » [3 non. oct.]

Quant au père Cotton et à l'accusation de magie qui, selon Charles Labbé, aurait été intentée contre lui, voici ce que je trouve dans le *Scaligerana* (2) :

« Un jour, les jésuites nièrent que Cotton ait demandé au diable touchant le roi, et cela est fort véritable. M. Casaubon m'a écrit avoir vu les demandes de Cotton chez le président de Thou qui les avait reçues d'un sorbonnite; il les montra à Cotton, et lui demanda si cela était vrai, *qui annuit et probat suum factum* (3). »

(1) Almelooven, *Ep.* 474, p. 253.

(2) Vol. II, p. 280.

(3) Voy. aussi de Thou, *Hist.*, lib. CXXXII, p. 1136, vol. v.

Parmi les nombreux amis de Casaubon il faut citer Dufresne-Canaye. « Diplomate habile et ambitieux, peu scrupuleux sur les moyens de parvenir (1), » cet homme d'Etat, protestant de naissance, se convertit au catholicisme, et quoiqu'il eût déjà depuis quelque temps pris le parti de changer de religion, il feignit d'avoir été ramené dans le giron de l'Eglise par les résultats de la conférence de Fontainebleau, dont j'ai parlé plus haut. Je réunirai ici quelques passages qui se rapportent à lui :

« VII. *kal. apr.* [26 mars 1601]. Mon vieil ami Dufresne-Canaye m'a invité à dîner. Le repas n'était qu'un prétexte; il s'agissait pour nous d'une discussion religieuse. Car cet excellent homme, devant bientôt changer de religion, veut paraître y avoir été contraint (2).

« *Prid. non. apr.* [4 avril]. J'ai reçu aujourd'hui des jésuites de Bordeaux une lettre dans laquelle ils se vantent de la conversion de Dufresne-Canaye, et m'ajoutent à lui comme son compagnon.

« X. *kal. mai*.... [22 avril]. Que dirai-je de mon ancien Pylade? J'entends Dufresne-Canaye, qui après avoir exposé la vérité pendant tant d'années, l'a dernièrement reniée? O Dieu qui connais les cœurs, tu sais combien cet événement m'a causé de peine, d'abord parce que je regarde la majesté de ta divinité comme violée par cet homme; et ensuite parce que beaucoup de personnes, connaissant notre vieille amitié, s'imaginent à cause de cela que je vais bientôt suivre l'exemple de sa perfidie envers Dieu. Puissent les plus grands malheurs m'arriver avant que j'abandonne un seul iota de la vérité! Aussi, dès que j'ai appris que c'en était fait de Dufresne-Canaye, j'ai non pas laissé s'éteindre notre amitié, mais je l'ai brisée violemment. Il y a déjà près d'un mois que je ne l'ai vu; et je ne chercherai plus à le revoir. »

Malgré ces protestations, Casaubon ne cessa pas de correspondre avec son ami, car il y a des lettres de lui postérieures au mois de mai 1601 (voy. *Almel.*, lettres 243, 277, 304, 348, 972, 989, 992, 1003, 1009, 1013, 1036, 1066, 1099), et sa mort fut pour lui un coup terrible. Voici comment il en parle :

« On m'apporte la nouvelle de la mort de mon ancien ami, cet homme si distingué, Philippe Canaye-Dufresne. J'ai perdu en lui un intime ami de vingt-quatre ans. Nous fîmes connaissance à Genève. Plus tard soit de bonnes raisons, soit des nécessités domestiques, le firent entrer dans l'Eglise romaine. Toutefois nous n'en demeu-

(1) *France protestante*, art. *Canaye*.

(2) *Ephémér.*, p. 341, 343, 346.

âmes pas moins amis, et étroitement liés ensemble. Je désire qu'il soit mort réconcilié avec Dieu; je le désire, et je l'espère, car il connaissait bien les abus qui corrompent aujourd'hui l'Eglise. Que le Seigneur Jésus dans son infinie miséricorde le reçoive à lui, qu'il protège la veuve et les enfants, et qu'il nous donne de profiter de cet exemple! Dufresne-Canaye est mort, en effet, au moment où il allait partir pour une ambassade vers l'Empereur et les princes d'Allemagne. Telle est la vanité des choses humaines (1). »

Casaubon dédia à Dufresne-Canaye, en 1595, son édition de Suétone. Je transcris le passage suivant de l'épître latine qui ouvre le volume :

« Homme très-savant, il y a peu de gens qui vous puissent être comparés; vous aimez en effet la langue grecque plus que personne au monde; vous en avez l'usage et la pratique à tel point que peu d'érudits vous égalent. Je fais cette assertion à dessein, et sans craindre d'être taxé d'exagération, car pour preuve de mon opinion j'ai un volume de vos lettres, aussi remarquables par l'élégance du style que par l'érudition qui y règne. Celui qui comme vous a étudié tous les arcanes de la science du droit et les mystères de la philosophie d'Aristote, doit de toute nécessité être versé à fond non-seulement dans la langue, mais dans la littérature grecque. Les nombreux érudits qui vous connaissent savent véritablement quelle est votre science sous ce rapport; pour ne rien dire des preuves éclatantes que vous en avez données dans ces ouvrages qui transmettront votre nom à la postérité (2). »

La mort de l'illustre Scaliger fut encore pour Casaubon un coup bien douloureux.

« Il est donc vrai, » s'écrie-t-il, (*x kal. mart. 1609*) « que le grand Scaliger est mort. O douleur incomparable! O homme digne des larmes des gens de bien! Qui pourra estimer la perte que les lettres ont faite en lui? Qui pourra apprécier la véritable grandeur de cet homme? O Dieu éternel, tu l'avais doué de qualités si nombreuses et si rares qu'avant lui il n'y eut jamais personne qui lui ressemblât, et je ne sais si le monde verra désormais son pareil. A Toi revient l'honneur, à Toi la gloire. C'est ce qu'il sentait lui-même, car il mena toujours une vie pieuse, et s'appliqua à donner l'exemple de toutes les vertus. O homme vraiment digne de servir d'exemple! Il prouva par son testament même combien il m'était

(1) *Ephémér.*, p. 720.

(2) *Almeloveen*, pp. 21, 22.

attaché en me faisant un legs d'une grande valeur. Triste legs pour moi! souvenir amer de la mort d'un si grand homme! Mais, ô Dieu éternel, il faut que je me résigne à ta volonté. Donne-moi, je t'en supplie, donne aux miens de nous souvenir des vertus de Scaliger, accorde-nous la force de l'imiter (1). »

Le legs dont Casaubon parle dans la lettre ci-dessus forme le sujet d'une pièce que je reproduis ici et que M. Russell avait déjà copiée sur les manuscrits du *British Museum* (2).

« Monsieur, nous vous avons escript le 17^e du présent de la perte que la république a faicte de cest illustre personnage, M. Joseph della Scala. Les lettres sont délivrées à un gentilhomme partant pour France. Cependant, pour plus grande assurance, à l'occasion que nous escrivons à Adrien Ben, nous avons voulu répéter le principal point vous concernant en nostre lettre. C'est que nous avons trouvé au testament du sieur défunct ces mots : « Touchant ce « peu que j'ay d'or ou d'argent en œuvre, je lègue au sieur Isaac Casaubon, soubz maître de la librairie du roi, une coupe d'argent doré « avec son estuy, que les messieurs des Etats de Zeeland m'ont donnée. » Et d'autant que le sieur défunct nous a honorés de la charge d'exécuter sa dernière volonté, nous vous prions qu'il vous plaise nous donner, par le présent, ordre à qui nous aurons à délivrer la coupe, ou par quel moyen ou adresse nous la vous enverrons; et vous serez obéi. Le serviteur œconome du défunct sieur, appelé Jonas Roume, auquel il a légué le principal de ce qu'il avait gardé, et qui luy a esté loyal, est d'intention de faire un voyage en France; s'il vous plaît que nous la lui baillions; ou bien si vous aimez mieux que nous la recommandions à Mons. l'ambassadeur, le Président Jeannin; tout ce que vous ordonnerez, nous le suivrons. Le mesme s'entend d'un livre de la Bibliothèque Royale, que nous garderons jusques à votre advis. Nous vous avons faict le récit de son trespas, et autres circonstances, en la lettre envoyée par le gentilhomme Pierre de Brentolles. Oultre ce, nous ne doubtons pas que M. Heinsius ne le fasse plus amplement. Attendant vostre réponse, nous nous recommandons en vos bonnes grâces, avec offre de tous services à nous possibles. *En Leiden, le 30^e de janvier 1609.* Les entièrement vostres,

« P. DE RAPHELENGIEN. JUSTE DE RAPHELENGIEN.

(1) *Ephémér.*, p. 664.

(2) Burney, *Ephémér.*, p. 1084. Cette lettre, comme du reste toutes les pièces en français citées par M. Russell, fourmille de fautes d'impression.

La correspondance imprimée nous donne aussi à la date de 1609 une quantité de preuves de l'affection que Casaubon avait pour Scaliger, et de la douleur que la mort de celui-ci causa à toute la république des lettres.

On sait que l'assassinat de Henri IV et la crainte d'une nouvelle persécution des protestants, déterminèrent Casaubon à quitter la France et à s'établir en Angleterre. Il prit ce parti avec beaucoup de tristesse, car il lui en coûtait de s'éloigner de ses amis, et de rompre avec ses anciennes habitudes. L'extrait suivant des *Ephémérides* est décisif sur ce point :

« IV. *Idus Déc.* [1610]. Le sort en est jeté, je n'ai plus de patrie et je reste en Angleterre. On m'a remis en effet aujourd'hui des lettres de M. de Villeroy écrites par ordre de la reine et qui m'accordent la permission de demeurer ici..... Il est dur et pénible, pourtant, d'avoir à dire un long adieu à son pays et à ses amis. Je m'y résigne, et j'irai où il plaira à la Providence divine. Dieu Eternel, veuille favoriser cette mutation, et donne-moi d'employer mon loisir d'une telle façon que toutes mes paroles et toutes mes actions tendent à la gloire de ton nom, à l'édification de ton Eglise, à mon salut et à celui des miens. » (*Ephémér.*, p. 790, 797.)

Au commencement de l'année suivante un décret du roi d'Angleterre Jacques I^{er} fut promulgué, accordant à Casaubon une pension de trois cents livres sterling. Je traduis cette pièce d'après l'original imprimé dans Rymer (*Fœdera* XVI, p. 710) :

« Jacques, par la grâce de Dieu, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

« Nos prédécesseurs ayant toujours eu soin d'appeler dans leurs Etats des personnes éminentes en science, et dont les opinions religieuses s'accordaient avec celles de l'Eglise anglicane, afin de les employer à répandre la science et la religion parmi leurs sujets, ainsi Paul Fagius, Martin Bucer, Pierre Martyr et autres; de la même manière, ayant égard à la singulière érudition d'Isaac Casaubon, et sachant qu'il professe la même religion que nous et l'Eglise anglicane, nous l'avons invité à s'établir ici afin que nous l'employions au service de l'Eglise ainsi qu'il nous semblera bon. Et pour son entretien durant le temps de son séjour en ce pays, il nous a plu lui donner, et par ces présentes nous lui donnons et concédons tant en notre nom qu'en celui de nos successeurs une pension annuelle de trois cents livres de bon argent d'Angleterre.

« Ledit Isaac Casaubon ou ses fondés de pouvoir recevront ladite pension chaque année sous notre bon plaisir; et ladite pension com-

mencera à courir à partir de la dernière fête de la Nativité de notre Seigneur; elle sera payée sur les fonds de notre trésor, par les mains de nos trésorier et chambellan, et des trésoriers et chambellans de nos héritiers et successeurs, aux quartiers ordinaires de l'année, savoir à la fête de l'Annonciation de la sainte vierge, à la fête de la Nativité de saint Jean-Baptiste, à la fête de l'archange saint Michel, et à la fête de la Nativité de notre Seigneur, en portions égales. 19 janvier 1611. »

Le roi avait déjà accordé à Casaubon une indemnité de cent cinquante livres afin de lui permettre de visiter les universités d'Oxford et de Cambridge; il lui conféra, de plus, deux prébendes, l'une à Westminster, l'autre à Canterbury.

La *France protestante* parle de « l'explicable hostilité du peuple anglais à son égard; » il paraît en effet que Casaubon fut plus d'une fois insulté et même attaqué par la populace; il y a plus, beaucoup de personnes même d'un rang distingué le reçurent avec froideur, et ceux qui le connaissaient avant son arrivée en Angleterre, le traitaient maintenant comme un étranger, et semblaient l'éviter à dessein. « Je ne comprends rien aux mœurs de l'Angleterre, dit-il dans une lettre à de Thou. Tous ceux que je connaissais avant de venir ici affectent de ne plus me connaître. Ils me traitent comme un étranger, un barbare, et ne m'adressent pas une seule parole. » S'il faut en croire des documents conservés au *Record-Office*, Casaubon lui-même aurait prêté à ce refroidissement des Anglais envers lui par une humeur changeante, difficile, et par ses prétentions exagérées. Sir Dudley Carleton écrivant à Sir Thomas Edmondes, s'exprime ainsi : « Je suis fâché que M. Casaubon, ou plutôt sa femme, ne sache pas apprécier les douceurs d'une position si convenable. Les avantages qu'on lui accorde en Angleterre sont tels que les principaux savants d'Allemagne s'estimeraient heureux de les obtenir, quoiqu'ils soient aussi à leur aise chez eux et mieux peut-être que Casaubon ne l'était en France. Si jamais il change de religion, vous verrez que ce n'est qu'un individu fort méprisable, ou je suis un faux prophète. »

Il me serait facile d'extraire du *Record-Office* beaucoup de passages contenant sur le compte de notre savant des opinions également défavorables, injustes; mais la tâche serait trop triste, et je n'ai pas la force de m'y arrêter. Il vaut mieux croire que les Anglais ne comprirent pas le caractère de Casaubon, et qu'ils regardèrent comme de l'ingratitude, de l'avarice, ce qui ne s'explique que trop facilement par les tracasseries et les ennuis domestiques avec lesquels il eut toujours à lutter.

GUSTAVE MASSON.

LES PROPHÈTES CÉVENOLS

D'APRÈS UN ARTICLE DU « CHRÉTIEN ÉVANGÉLIQUE » (1)

Diverses congrégations d'inspirés sont signalées comme s'étant constituées en différents lieux de l'Angleterre, à Colchester, à Bristol, à Deverill-Long-Bridge. Mais là aussi des divisions se manifestèrent, et l'on consulta les frères de Londres, qui durent à plusieurs reprises donner des conseils, prendre des résolutions, envoyer des délégués, hommes ou femmes, pour travailler à rétablir l'ordre troublé.

Au milieu de toutes ces misères, par lesquelles leur prétention à une inspiration d'en haut, constante et infaillible, était singulièrement compromise, nous avons pourtant à signaler des choses intéressantes. Nous indiquerons en particulier, pour sa couleur vraiment morale et pratique, le précepte suivant : « Remarquez ceci et le recevez comme une règle générale et sans exception : Si la connaissance que vous avez des choses spirituelles ne produit dans l'âme une vraie humilité, une résignation à la volonté de Dieu, et un renoncement à votre propre volonté, cette connaissance ne procède nullement d'une source qui soit divine. »

Cette recommandation si bien fondée se trouve jointe dans le discours de John Potter, d'où nous la tirons, à des expressions mystiques, dénotant chez ce personnage en particulier, l'influence d'un élément nouveau, qui n'existait pas chez les premiers adeptes du prophétisme et qui peut indiquer la voie que la congrégation des inspirés a dû suivre plus tard, en se rapprochant du mysticisme et en se fondant avec lui. « Remarquez encore, ajoute l'orateur, que plus vous êtes avancés, d'autant plus êtes-vous humbles : car, plus l'éclat est grand, d'une manifestation particulière sur l'âme, plus cette âme se perd elle-même par rapport à l'exercice de sa raison et ses facultés naturelles. Heureux l'homme qui se perd tout entier dans la recherche qu'il fait de cet océan infini de perfection ! » Ici, de même que dans ce que Potter dit encore au sujet des tentations, nous sommes déjà bien près de Madame Guyon.

Mais ce que nous pouvons signaler comme vraiment bon, sans mélange, ce sont les prières simples et onctueuses prononcées à diverses reprises par Durand Fage, et entre autres celle qu'il présenta à Dieu, au nom de l'assemblée, le 23 décembre 1713, à

(1) Voir le *Bulletin* d'octobre, p. 495, de novembre, p. 544.

l'époque où parvint à Londres la nouvelle du décès d'Elie Marion : « Tu le sais, ô Eternel, nos cœurs sont contristés de la perte que nous venons de faire d'un de tes serviteurs. Mais pourquoi plaindrions-nous sur la terre celui qui est vivant dans le ciel, puisque tu l'as reçu en ton amour et qu'il a achevé l'œuvre du ministère que tu lui avais donné à faire ?... Si d'un côté tu nous affliges, tu peux nous réjouir par ton Esprit de grâce, en nous faisant comprendre que la félicité éternelle est quelque chose au-dessus de tout ce que nous pouvons nous imaginer. Grand Dieu, fais que nous nous souvenions seulement de la fidélité qu'il t'a toujours tenue. Donne-nous, s'il te plaît, à un chacun la même fidélité, afin que, lorsque le temps en sera venu, nous puissions venir contempler ta face qui est un rassasiement de joie. »

Une autre prière de Durand Fage, au sujet des divisions qui s'étaient introduites parmi les frères, prouverait également que c'est bien dans un esprit de vraie piété chrétienne que persévérait, lui du moins, cet ancien Camisard.

Quant à John Allut, que nous avons vu être l'un des compagnons de voyage de Marion, il ne reparut dans les assemblées à Londres qu'à la date du 16 avril 1714.

Quelque opinion que l'on puisse avoir sur cette longue série de paroles prophétiques contenues dans les ouvrages que nous venons de parcourir, une chose qui mérite d'être remarquée, c'est que dans leurs « saisissements, » nos prophètes ne perdaient jamais de vue la Bible. Un passage, pris le plus souvent à l'ouverture du livre, leur servait de thème, et le discours n'en était parfois qu'une longue paraphrase ou une libre imitation. Toujours ils s'appuyaient sur le saint Livre et n'avaient pas l'air de songer à mettre au-dessus des choses qui y étaient contenues, celles qu'ils pensaient recevoir directement de l'Esprit. C'est à ce respect pour la Parole écrite qu'ils durent sans doute d'être gardés de bien des erreurs, auxquelles sans cela ils eussent pu fort aisément être entraînés. Mais avec cela, on ne saurait le méconnaître, leurs prétendues révélations sont bien insignifiantes. Elles semblent dénoter dans leur ensemble une dégénérescence, prélude de la fin de ce phénomène religieux qu'on avait pu observer en particulier dans leurs personnes.

Il y aurait assurément quelque intérêt à chercher quels ont pu être, soit en Angleterre, soit en Allemagne, les vestiges de ce mouvement, dans sa fusion avec le piétisme ou avec les diverses branches du mysticisme, mais ces investigations nous entraîneraient trop loin du sujet que nous avons tenté d'exposer.

Quant aux traces qui ont pu en demeurer en France même, l'histoire ne nous offre rien de bien satisfaisant. On sait que les *prédicants* restés dans les Cévennes après le dernier départ des chefs, furent loin d'être pour Antoine Court des aides réels dans ses efforts pour reconstituer les Eglises et leur discipline. Il eut au contraire à lutter contre plusieurs d'entre eux. Parmi ceux qui se joignirent à lui et prirent part aux décisions du synode de 1716, Jean Huc et Jean Vesson firent une fin malheureuse, le premier ayant eu la faiblesse d'abjurer et le second étant tombé dans un déplorable fanatisme avant de subir le supplice qui termina leur vie, à Montpellier, en 1723. Et cependant Jean Huc dit Mazellet, avait été l'un des grands prédicateurs pendant la guerre. Lorsque Rocayrol alla visiter les chefs cévenols, en 1704, il eut l'occasion de l'entendre, et voici le témoignage qu'il rendit à son sujet : « Je l'ai ouy prêcher sur ces mots du chapitre VI, v. 20 du livre de Daniel : « Et comme il approchait de la fosse, il cria Daniel d'une voix piteuse. Et le « roi prenant la parole dit à Daniel : Daniel, serviteur du Dieu vivant, « ton Dieu à qui tu sers incessamment, te pourrait-il avoir délivré « des lions? » Ce sermon fut fait en présence des cy-dessus nommés (les chefs), et d'environ cinq cents personnes de la troupe de Roland, d'une manière sy sainte et sy touchante que plutôt à Dieu tout le monde l'eût entendu (1)! » Quelques années plus tard on dut porter sur cet homme un autre jugement.

En France pas plus qu'à l'étranger, l'inspiration ne conserva, après la guerre, ce caractère pur et naïf qui donne un si grand attrait à l'étude des phénomènes qu'elle présente lorsqu'on la voit dans le milieu où le *Théâtre sacré* nous transporte. On peut en juger par le petit nombre de documents qui permettent de suivre le sort de ceux des Camisards qui, s'étant refusés à s'expatrier en profitant des capitulations de leurs principaux chefs, ou étant rentrés en France, ont persévéré dans leur zèle à soutenir une lutte désespérée. Tels sont en particulier les Mémoires que Montbonnoux ou Bonbonnoux, l'un des huit prédicants qui se sont joints, en 1715, à A. Court, avait écrits à sa demande et dont il a fait usage dans la rédaction de son *Histoire des troubles des Cévennes* (2).

(1) *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme français*, t. XVI, p. 280, et XIII, p. 158. Ch. Coquerel, *Histoire des Eglises du Désert*, t. I, p. 36.

(2) En publiant ces Mémoires, tels qu'ils ont été conservés dans les papiers de l'historien, M. G. Frosterus, professeur à Helsingfors (Finlande), auquel on doit déjà la publication des Mémoires du baron d'Aigaliers, a permis d'apprécier la portée réelle des renseignements qu'ils fournissent, et cela d'une manière plus complète qu'on ne pouvait le faire d'après les citations, bien que nombreuses, qu'en donne l'ouvrage de Court.

En rapprochant les récits de cet ex-brigadier de Cavalier, que M. A. Borrel présente comme ayant « relié à la nouvelle Eglise (celle que Court restaurait) la théocratie camisarde, » des relations de faits parfaitement analogues contenues dans le *Théâtre sacré*, on est forcément conduit à reconnaître qu'il s'agit bien des mêmes événements, du même ensemble de choses, mais que la couleur sous laquelle ces événements apparaissent et le ton du récit ne sont plus exactement pareils. Montbonnoux juge les faits dont il a été témoin et ceux auxquels il a pris part, à un point de vue qui n'est plus celui de ses compagnons réfugiés à Londres. On sent qu'un esprit critique les lui a fait envisager sous une face différente, et cela à tel point que l'auteur d'un ouvrage tout récent sur les Camisards (1) a cru pouvoir conclure du ton même de Montbonnoux, qu'il était, au milieu des insurgés, le représentant d'un parti modéré, luttant contre l'exaltation des chefs et préparant pour l'avenir du protestantisme français un meilleur état de choses. Les faits ne nous semblent point appuyer la justesse de ce point de vue ; l'existence de ce prétendu parti modéré ne se révèle nulle part ailleurs, et les récits mêmes de Montbonnoux, mûrement examinés, ne conduisent pas à la reconnaître. Au moment de la lutte, ce chef camisard n'a point été différent de ses collègues ; il a offert les mêmes signes d'exaltation religieuse ; il reconnaît avoir prêché à une époque où il ne savait ni lire ni écrire ; on a pu constater en sa personne les mêmes phénomènes de l'état extatique qu'ont présentés tels ou tels d'entre les principaux ; preuve en soit la circonstance dans laquelle une balle lui ayant grièvement blessé la joue et emporté une partie de la narine droite, il n'en éprouva aucune douleur, et n'eut pas d'autre sensation que celle de la chaleur du sang dont il était couvert ; preuve en soit encore ce qu'il rappelle des ronces sous lesquelles il se cacha et dont il se couvrit, en « les maniant comme de la laine sans s'apercevoir de leurs piqûres. » « Mon insensibilité, ajoute-t-il, était si grande, que m'étendant sous ces ronces, il entra dans mon épaule un morceau de bois si avant que j'eus bien de la peine à l'en tirer, et dont je porterai la marque toute ma vie, sans que j'en ressentisse aucune cuisson. »

Or, nous le demandons, quelle différence y avait-il entre Montbonnoux et les autres chefs camisards ? Ses récits n'auraient-ils pas dignement figuré dans le *Théâtre des Cévennes* à côté des plus frap-

(1) *Les Insurgés protestants sous Louis XIV. Etudes et documents inédits publiés par G. Frosterus.*

pants ? et s'il eût été appelé à les produire à Londres n'eussent-ils pas eu la même couleur que les autres ?

D'où peut provenir la divergence qu'on a cru pouvoir constater dans l'esprit de sa relation, sinon de ce qu'il a écrit ses mémoires environ vingt ans après les événements, sous l'influence d'A. Court, avec lequel il travailla pendant douze années (1) ? Son point de vue avait bien changé, grâce à cet adversaire de l'inspiration prophétique, puisqu'il va jusqu'à dire de l'un de ses compagnons de périls, Lafont, dont le bûcher de Montpellier témoigna la consciencieuse fidélité, qu'il « s'était érigé en prédicateur, » et même jusqu'à attribuer « l'abâtardissement » de la foi évangélique dans le pays au « fanatisme du réformé visionnaire, » non moins qu'à la « superstition du catholique. »

On pourrait alléguer comme indice de l'influence exercée par A. Court sur Montbonnoux, la manière dont l'historien rapporte son témoignage au sujet de l'épreuve du feu de Clary. Sans accepter toutes les merveilles généralement adoptées sur ce fait, ce témoin, dit-il, « était néanmoins très-persuadé que le feu et le temps que Clary y demeura devait l'endommager davantage, s'il n'y avait pas eu dans cet événement quelque chose de miraculeux ou d'extraordinaire. A quels égarements, ajoute Court, ne conduit pas une pieuse illusion (2) ? » Ne touche-t-on pas ici comme au doigt l'action progressive de Court sur l'esprit de l'ancien Camisard devenu son compagnon d'œuvre ?

La manière dont Montbonnoux met en scène ce Claris (c'est ainsi qu'il écrit son nom), son ami intime, qui était évidemment du nombre de ceux que l'on considère comme les exaltés, sans faire mention de l'Esprit sous l'influence duquel il parlait et agissait ; la remarque qu'il se plaît à faire que Daniel, un autre de ses compagnons, avait eu « pour son malheur une fausse inspiration, » à la suite de laquelle il fut saisi et supplicié à Montpellier ; puis certaines expressions quelque peu choquantes, telles que : « *Il était écrit* que nous n'échapperions pas ainsi au danger, » ou « malheureusement notre étoile nous conduisit, » expressions dénotant chez lui une autre culture que celle de sa jeunesse et une modification dans le caractère de sa piété, tout cela tend à faire admettre une influence étrangère qu'a subie Montbonnoux, et dont l'effet s'est fait sentir sur le ton et la couleur des récits qu'il a laissés.

(1) M. A. Borrel le signale comme travaillant, de concert avec Jean Bétrine et Rouvière, à entretenir dans les Cévennes le feu sacré de la foi évangélique, en tenant des assemblées aussi fréquentes que les circonstances le permettaient.

(2) *Histoire des Troubles des Cévennes*, t. 1, p. 443.

Ces récits, du reste, sans ordre chronologique, ne se rapportant guère qu'aux dangers courus par Montbonnoux lui-même, dans ses efforts pour échapper aux soldats de Berwick et aux agents de Bâville, n'offrent pas un intérêt historique bien réel, d'autant plus que Court en avait donné tous les traits principaux.

Il en est autrement des documents relatifs à Abraham Mazel, à Coste et surtout à Claris, que M. G. Frosterus a publiés dans le même volume. Tirés des *Archives historiques du ministère de la guerre*, et du *Fonds de l'ancienne Intendance du Languedoc*, ces documents officiels et authentiques peuvent servir utilement de contrôle aux récits des historiens et leur fournir un complément précieux, en jetant du jour sur le dénoûment de ce long drame sanglant qui se termina en 1710. Trahis par les espions du marquis de Lalande, tandis qu'ils fomentaient dans les Cévennes une nouvelle prise d'armes, Mazel, connu par son évasion quasi miraculeuse de la tour de Constance, Claris, célèbre par son épreuve du feu, et Coste marchand d'Uzès, qui recevait de Genève les subventions des amis des insurgés, tombèrent enfin entre les mains de ceux qui, depuis si longtemps, leur tendaient toute espèce de pièges. Le premier et le dernier se firent tuer, après une résistance énergique, sur le toit de la métairie dans laquelle on les avait surpris; Claris, blessé, fut saisi pour terminer sa vie sur l'échafaud. Une lettre de Bâville, du 17 octobre 1710, témoigne de la joie féroce de ce persécuteur sanguinaire, qui, avant de procéder au jugement de l'infortuné tombé seul vivant en son pouvoir, se fit un cruel plaisir d'exposer en public les têtes des deux autres victimes, celle d'Abraham Mazel à Vernoux en Vivarais, et celle de Coste à Uzès.

Les interrogatoires de Claris révèlent d'une part la ruse et l'habileté des juges, de l'autre la bonne foi du prévenu, qui ne recule devant aucun aveu propre à le charger lui-même, tout en s'efforçant de ne compromettre que le moins possible ses amis. Condamné à être rompu vif et roué à Montpellier le 25 octobre 1710, il subit cet atroce supplice avec une fermeté, à laquelle le cruel Bâville et son digne acolyte, le duc de Roquelaure, furent contraints de rendre témoignage, après avoir, l'un et l'autre, reconnu en lui un degré d'intelligence et de capacité, très-supérieur à ce qu'ils avaient imaginé.

Les papiers trouvés sur sa personne au moment de son arrestation, offrent un assez grand intérêt, comme spécimen de ce qui circulait parmi les Camisards et servait à leur édification et à leur consolation au milieu de leurs périls constants. Un fragment de

sermon, sous forme de dialogue entre un hypocrite et un ministre, sur les dangers de l'apostasie paraîtrait avoir été copié sur l'un des traités venus de l'étranger. Mais un cahier, d'une nature évidemment indigène, renfermait un certain nombre de visions dont la première, portant la date du 15 janvier 1707, est accompagnée de son interprétation donnée, comme la vision elle-même, par le Seigneur. La seconde reçue à Ganges est du 17 avril; la troisième est datée de Nîmes le 15 février 1708, et la quatrième du même lieu le 11 avril; la cinquième est indiquée comme écrite à Massillargues le 23 novembre; la sixième enfin est du 29 septembre 1709. Aucune signature n'indique le nom du prophète favorisé de ces visions, dont l'orthographe fabuleusement primitive les rattache évidemment à l'un de ces hommes pleins d'une foi naïve, que Montbonnoux dépeint comme sentant leur ignorance, et portant avec eux dans leur pérégrinations, de cavernes en cavernes un A, B, C, au moyen duquel ils s'efforçaient, à leurs heures de repos, de se mettre en état de lire dans le saint Livre de Dieu. C'est ainsi que Claris et Montbonnoux lui-même sont parvenus à acquérir ce degré d'instruction élémentaire que constatent les mémoires rédigés par le dernier. Claris, interrogé sur la provenance de ces divers papiers trouvés en sa possession, répondit qu'il en recueillait de pareils dans tous les lieux où il en rencontrait. Rien n'indique par conséquent que ce fût lui qui eût reçu ces visions. Toutefois elles ont bien été écrites par un même personnage.

Rapprochées de celles que rapporte le *Théâtre sacré des Cévennes*, et des révélations d'Allut et de Marion, les visions conservées par Claris n'offrent pas de différences sensibles quant au fond; ce sont des encouragements, des promesses de délivrance, de glorieuses perspectives. Eu égard à la forme pour ce qui concerne le style et les expressions, elles sont fort inférieures. On y retrouve toutefois mieux que dans les premières, le caractère propre et le vrai degré de culture des populations du désert; elles n'ont pas subi les modifications de rédaction auxquelles les autres ont été soumises naturellement, par le concours des hommes éclairés qui ont été appelés à Londres à les transcrire et à les publier. Sous ce point de vue, et comme expression plus naïve des pensées et des espérances religieuses des prophètes camisards, les quelques feuilles conservées dans les pièces du procès de Claris, offrent un véritable intérêt.

A part ces documents, les détails manquent pour suivre avec quelque précision l'inspiration cévenole dans sa dégénérescence, au milieu des circonstances et dans les lieux qui l'avaient vue naître.

Nous ne pouvons par conséquent pas essayer d'en retracer les dernières manifestations.

JULES CHAVANNES.

CORRESPONDANCE

FÊTE DE LA RÉFORMATION A LYON (1)

A M. le Président de la SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

Lyon, 13 novembre 1869.

Monsieur le Président,

Célébrée depuis deux ans dans l'Eglise de Lyon le premier dimanche de novembre, la fête de la Réformation l'a été cette année le 31 octobre dernier. Par des motifs qui ont été éloquemment développés par M. le pasteur OEschmann, chargé de la prédication, le consistoire de cette Eglise a jugé convenable d'unir à la célébration de cet anniversaire le service spécial qui se faisait chaque année en faveur de deux œuvres directement issues de la Réforme : La Société pour l'encouragement de l'instruction primaire, et la Société Biblique.

Une assemblée nombreuse et recueillie remplissait l'église du Change, devenue maison de prière après avoir été construite pour les réunions des marchands et des changeurs, édifice d'une architecture élégante et austère, que la liberté de conscience a donné aux protestants lyonnais célébrant jusqu'aux premiers jours du siècle, dans des granges et des salles basses, c'est-à-dire *au Désert*, leur culte proscrit. Parmi nos vieillards, quelques-uns se souviennent de ces temps d'oppression et de lutte, et ce ne sont pas ceux qui viennent avec le moins d'empressement célébrer la fête de notre glorieuse Réformation.

Le service a été ouvert par le chant de quelques versets du cantique LXII et par la prière. M. le pasteur OEschmann a choisi pour texte ce fragment du verset 169 du psaume CXIX : *O Eternell instruis-moi selon ta parole!* — Au moment où se rouvrent de nouveau les écoles, où, sous l'impression d'un solennel anniversaire, se célèbre en beaucoup d'Eglises de France la fête de la Réformation, l'Eglise de Lyon s'unit tout entière à ces glorieux souvenirs, et convaincue que l'instruction chrétienne est un des fruits bénis

(1) Nous sommes heureux d'annoncer la publication du beau discours dont on a lu un fragment dans le dernier numéro du *Bulletin : les Origines de la Réformation à Nîmes*, par M. le pasteur Viguié. C'est un fruit durable de la solennité du 7 novembre.

de la lecture de la Parole de Dieu, en rendant gloire au Tout-Puissant de ce qu'Il a suscité parmi nous la Réforme, elle veut aussi se souvenir de deux œuvres qui l'ont virtuellement enfantée et en reçoivent à leur tour, depuis trois siècles, la plus féconde impulsion. « C'est la gloire de la Réforme, dit l'orateur, d'avoir été enfantée par l'instruction et par la Bible, et d'avoir propagé à son tour l'instruction et la Bible dans tout le monde. Après des siècles de ténèbres, la renaissance des lettres avait préparé les esprits à la connaissance des saintes Ecritures; la connaissance des saintes Ecritures avait montré dans l'Eglise un monde de préjugés, de superstitions, d'abus et de vices, et en même temps la parole divine avait purifié et fortifié les âmes : de là le grand mouvement religieux du XVI^e siècle; mouvement intellectuel et moral à la fois; protestation contre les fausses doctrines, contre la corruption du siècle, régénération des idées et relèvement des consciences. Quand Luther, dans un jour comme celui-ci, le 31 octobre 1517, affichait sur la porte de l'Eglise de Wittemberg, ses thèses contre les indulgences, il en appelait aux esprits éclairés, il en appelait surtout aux consciences honnêtes, scandalisées d'un pardon acquis à prix d'argent. Et quand, devant la diète de Worms, il refusait de se rétracter, c'était parce que son esprit, pleinement éclairé, voyait l'erreur; c'était surtout parce qu'il ne voulait agir, en quoi que ce fût, contre le témoignage de sa conscience. Mais ce courage d'une conscience incorruptible qui lui faisait dire devant les princes de la terre et leurs effrayantes menaces : « Me voici, je ne puis autrement, que Dieu « me soit en aide ! » où l'avait-il puisé, si ce n'est dans sa Bible, dans son cher et seul trésor ? Oui, l'instruction et la Parole de Dieu, ce fut la force de la Réforme. En proclamant le libre examen, en disant, comme saint Paul, à tous les fidèles : « Je vous parle comme « à des personnes intelligentes, jugez vous-mêmes de ce que je dis, » elle a provoqué l'exercice, le développement universel de l'intelligence, et en proclamant la justification, non par des œuvres, des pratiques extérieures, mais par la foi, c'est-à-dire par la religion intérieure renouvelant le cœur et la vie, elle a donné à l'homme, avec le sentiment de sa responsabilité individuelle devant Dieu, le plus puissant aiguillon pour le développement moral. Eclairer les esprits et sanctifier les âmes, ce fut partout sa devise. Aussi, conséquente avec ses principes, la Réforme s'appliqua-t-elle partout à instruire les enfants et à les élever *selon la Parole de Dieu*. Luther disait en parlant de cette instruction et de cette éducation : « Tout est là ! »

Tel a été, dans une de ses parties les plus particulièrement consacrées au but proposé, le service par lequel l'Eglise réformée de Lyon a célébré la fête de la Réformation. L'Eglise évangélique aurait célébré aussi cette fête et avec une sympathie dont j'ai ren-

contre l'expression chez plusieurs de ses membres ; mais M. le pasteur Pilatte, de Nice, qui occupait la chaire ce jour-là, n'a pu être prévenu à temps pour modifier dans ce sens la prédication très-remarquable du reste, qu'il a prononcée le 31 octobre dans la chapelle évangélique. J'ai l'espoir que l'année prochaine, d'après les assurances qui m'ont été données, l'Eglise séparée comme l'Eglise nationale, rendront ensemble dans notre ville, gloire à Dieu du bienfait de la Réforme.

Vous aviez bien voulu me charger de demander l'aide et l'appui du consistoire de Lyon pour l'œuvre si intéressante et toujours plus utile de la Bibliothèque du Protestantisme français. J'avais, à cet effet, rédigé quelques notes qui ont trouvé au sein du Consistoire une attention bienveillante, et j'ai le plaisir de mettre sous vos yeux le texte de la délibération consistoriale que M. le pasteur-président Buisson a bien voulu m'autoriser à vous communiquer :

SÉANCE DU 26 OCTOBRE 1869.

(Extrait du procès-verbal.)

Un rapport de M. R. de Cazenove, plein de détails intéressants sur l'origine et l'utilité de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, est lu par M. le Président et entendu avec la plus sympathique attention. Quant au concours moral qui est réclamé au nom de cette œuvre, le Consistoire ne voit d'autre moyen de l'accorder qu'en provoquant le plus d'abonnements possible au *Bulletin* de la Société.

En outre, il manifeste l'intention de lui réserver une place dans la souscription de notre Eglise en faveur des œuvres extérieures, soit pour l'année prochaine, soit même pour l'année courante, s'il reste des fonds disponibles.

Pour extrait, le secrétaire du Consistoire.

Signé : J. A. SÉVÈNE.

J'ajouterai enfin, que sur l'initiative de nos pasteurs, un programme a été arrêté, et pour cette année, le service du dimanche soir sera consacré à l'exposé historique de l'état des chrétiens réformés en France depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à l'édit de tolérance de 1787. Il ressort une édification si réelle du récit des souffrances de nos pères en la foi, de leurs martyres et de leurs œuvres chrétiennes, un enseignement si élevé se dégage de l'étude de leur histoire, que le Consistoire n'a pas hésité à ratifier dans l'intérêt des fidèles, la proposition qui leur a été faite par MM. les pasteurs, de donner, dans le culte public, une plus large place aux souvenirs et aux leçons du passé.

Heureux, Monsieur le Président, d'avoir à vous transmettre ces bonnes nouvelles, qui contribueront à encourager tous ceux qui s'intéressent au développement de l'œuvre que votre Comité pour-

suit avec si louable et énergique persévérance, je vous prie d'agréer l'expression de ma cordiale sympathie.

Votre tout dévoué,

RAOUL DE CAZENOVE.

NÉCROLOGIE

M. LE PASTEUR ARCHINARD

Nous avons encore à enregistrer de nouveaux deuils pour notre Société. On nous annonçait, il y a peu de semaines, la mort presque subite de M. le pasteur d'Aygalliers, de Massillargues, qui a suivi de bien près le respectable M. Viala, de Mouchamp, et M. Justin Fraissinet, d'Aiguesvives. Plus récemment, la tombe s'est refermée sur un des plus fidèles amis de notre œuvre historique, M. le pasteur Archinard, de Genève, décédé, le 6 novembre dernier, à l'âge de cinquante-neuf ans. De savants travaux de controverse et de critique sacrée lui avaient de bonne heure valu l'estime des bons juges. Un volume sur *les édifices religieux de la vieille Genève* avait montré en lui l'heureuse alliance du patriotisme et de l'érudition puisée aux meilleures sources. Comme archiviste de la Vénérable Compagnie, il avait su se rendre utile à plus d'un écrivain occupé de l'histoire de la Réforme au temps de Calvin et de Bèze. Sa complaisance égalait son savoir et n'était surpassée que par sa rare modestie. Il s'était réjoui de la formation de notre Société, et plusieurs morceaux insérés dans le *Bulletin* (t. X, p. 233; XIII, p. 175) attestent son active collaboration. Elle ne nous fit défaut que le jour où la maladie et des infirmités précoces le condamnèrent à une douloureuse inaction. Même alors, il se souvint, pour nous consacrer ses derniers labeurs, et nous ne reçûmes pas sans émotion le catalogue des Thèses de Genève que, déjà presque entièrement aveugle, il avait rédigé pour la Bibliothèque du Protestantisme français. Il me fut donné de le revoir pour la dernière fois en 1867, dans une séance de la Société d'histoire et d'archéologie qui le comptait au nombre de ses membres les plus zélés, et d'admirer la sérénité toute chrétienne qu'il déployait dans une épreuve aussi cruelle qu'inattendue. Ses yeux voilés pour la terre semblaient mieux discerner les choses visibles à l'œil de la foi. Au jour suprême, un ami lui répétant cette belle parole du Rédempteur : *Je vous laisse ma paix !* il y répondit par un mot de joyeux acquiescement où se révélait toute son âme. Son souvenir demeure cher à deux paroisses, et à tous ceux qui ont pu apprécier son cœur aimant et généreux. C'est le privilège de celui qui écrit ces lignes, et qui trouve une mélancolique douceur à joindre un hommage tout personnel à celui de la Société dont il est l'organe. J. B.





BX
9450
S64
année 18

Société de l'histoire du
protestantisme français,
Paris
Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

